

Travail de diplôme 2007

Filière Economie d'entreprise

Evaluation de l'impact d'une politique de développement économique, spécifiquement rurale



Etudiant-e : Christelle Fabry

Professeur : Valérie Barbey

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	5
2. RESUME	6
3. ETAT DE L'ART	8
3.1 Les espaces ruraux dans le contexte international	8
3.1.1 Définition	8
3.1.2 Le défi posé par le développement rural	8
3.1.3 Les objectifs du développement rural	8
3.1.4 Les facteurs et critères de développement des zones rurales	9
3.1.5 Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FO – 2006 – 2015	11
3.2 Le cadre institutionnel	11
3.2.1 Le Nouveau Management Public (NMP)	12
3.3 Les politiques publiques	14
3.3.1 Définition de la politique	14
3.3.2 Conception d'une politique rurale	14
3.4 Performance et évaluation des politiques publiques	15
3.4.1 Définition de la notion d'évaluation	15
3.4.2 But de l'évaluation d'une politique publique	16
3.4.3 Typologie de l'évaluation dans le secteur public	16
3.4.4 Outils d'évaluation des politiques publiques	16
3.4.5 Objectifs SMART	18
3.4.6 Les indicateurs	18
3.4.7 Critères d'appréciation d'une politique publique	19
3.4.8 Critères de qualité d'une évaluation	19
3.5 Synthèse	19
4. METHODOLOGIE EMPLOYEE	20
4.1 Méthode pour le recueil des données	20
4.2 Difficultés rencontrées	20
4.3 Déroulement de l'étude	21
5. PRESENTATION DE LA SITUATION SUISSE	22
5.1 Les espaces ruraux	22
5.1.1 Caractéristiques	22
5.1.2 Typologie des espaces ruraux	23
5.1.3 La dynamique de l'espace rural au 20e siècle	23
5.2 Mise en œuvre du développement rural	24
5.3 L'agriculture dans le contexte national	26
5.3.1 Utilisation du sol en suisse	26
5.3.2 Taille moyenne des exploitations	27
5.3.3 Le développement de l'agriculture	28

5.4 Les politiques publiques fédérales liées à l'agriculture et aux zones rurales.....	28
5.4.1 Les organismes compétents	28
5.4.2 La politique d'aménagement du territoire	29
5.4.3 La politique agricole	30
5.4.4 La politique régionale	33
5.5 Politique et développement durable.....	36
5.5.1 Au niveau fédéral	36
5.5.2 Au niveau cantonal.....	38
6. ANALYSE COMPARATIVE	39
6.1 Structure des autorités publiques cantonales	40
6.2 Canton de Vaud	41
6.2.1 Introduction.....	41
6.2.2 Plan directeur cantonal.....	41
6.2.3 Cadre législatif.....	41
6.2.4 Axes stratégiques du service de l'agriculture	42
6.2.5 Axes stratégiques du service de développement économique	43
6.2.6 Programme cantonal de mise en œuvre de la NPR.....	43
6.2.7 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur	46
6.2.8 Défis pour le futur	46
6.2.9 Synthèse générale	46
6.3 Canton de Fribourg	47
6.3.1 Introduction.....	47
6.3.2 Plan directeur cantonal.....	47
6.3.3 Cadre législatif.....	48
6.3.4 Axes stratégiques du service de l'agriculture	49
6.3.5 Axes stratégiques de la promotion économique	49
6.3.6 Objectifs et indicateurs	50
6.3.5 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur	50
6.3.6 Défis pour le futur	51
5.3.7 Synthèse générale	51
6.4 Canton du Valais.....	51
6.4.1 Introduction.....	51
6.4.2 Les instruments de direction et de gestion du secteur public.....	52
6.4.3 Plan directeur cantonal.....	52
6.4.4 Cadre législatif.....	53
6.4.5 Axes stratégiques du service de l'agriculture	54
6.4.6 Axes stratégiques de la promotion économique	55
6.4.7 Objectifs et indicateurs	56
6.4.8 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur	61
6.4.9 Les défis pour le futur.....	62
6.4.10 Synthèse générale	62
6.5 Synthèse	62
7. FACTEURS DE PERFORMANCES ET CRITERES D'EVALUATION	67
7.1 Les stratégies de pilotage et de contrôle des activités de l'Etat.....	67
7.2 Consolidation des entretiens qualitatifs et analyse	68
7.2.1 Facteurs de performance	68
7.2.2 Evaluation des politiques publiques	69
7.2.3 Relation avec les tiers	71

8. CATALOGUE D'INDICATEURS	72
8.1 Synthèse	78
8.2 Catalogue.....	79
9. CONCLUSION	80
10. SOURCES	83
11. ANNEXES.....	86

1. INTRODUCTION

J'ai choisi pour mon travail de diplôme à la HES-SO, filière économie de gestion, de procéder à une étude en lien avec le domaine agricole. Ce secteur est aujourd'hui de plus en plus au centre des préoccupations de nos décideurs politiques et fait l'objet, depuis quelques années, de diverses réformes, tant au niveau fédéral que cantonal. Plusieurs raisons expliquent cette évolution, notamment les diverses pressions exercées par l'OMC et l'Union Européenne, mais également le souci de développement économique des régions se situant en zones rurales.

Ces nouvelles approches du développement rural exigent davantage de cohérence entre les politiques sectorielles, mais aussi une « mise en commun » des connaissances détenues par un large éventail d'acteurs publics et privés. L'implication d'un plus grand nombre d'acteurs nécessite un cadre d'application de la politique plus formel, plus développé, plus détaillé.

Ce cadre s'intègre dans les principes du nouveau management public qui défend une culture orientée avant tout vers une notion de résultat. Mais comment déterminer si les résultats répondent effectivement aux stratégies et objectifs fixés par les politiques ?

On retrouve ici tout l'enjeu des évaluations qui permet de répondre à cette question. Ce dernier est un vaste sujet qui s'intègre de plus en plus dans le domaine public, mais qui n'est pour le moment pas appliqué de manière homogène dans les différentes administrations. C'est ici le cœur de mon travail ; comment évaluer l'impact réel d'une politique de développement économique, spécifiquement rurale ?

Cette étude consiste à ressortir, par le biais d'une analyse comparative de trois cantons à prédominance rurale (Vaud, Fribourg, Valais), les axes stratégiques défendus pour développer économiquement leurs zones rurales, les facteurs de performance ainsi que les méthodes d'évaluation utilisées. Le but est ensuite de proposer un catalogue d'indicateurs d'évaluation.

J'ai essentiellement limité ce travail à deux politiques ayant trait aux zones rurales, spécifiquement agricoles : la politique agricole et la nouvelle politique régionale.

Objectifs visés

- Analyse comparative de trois politiques rurales.
- Analyse des facteurs de performance et des critères d'évaluation.
- Proposition d'un catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage d'une politique de développement économique, spécifiquement rurale.

Pourquoi avoir choisi ce thème ?

Après une introduction au public management en 3^{ème} année HEG-SO, je trouvais intéressant de voir comment certaines pratiques utilisées auparavant uniquement dans le domaine privé pouvaient s'intégrer dans le domaine public. La question était de savoir ce qu'implique la notion d'évaluation pour le secteur public et quelles en sont les limites.

Le secteur agricole est de plus particulièrement intéressant en raison de sa dynamique d'évolution depuis une quinzaine d'années.

J'espère avoir répondu aux objectifs visés et que les personnes qui liront cette étude auront autant de plaisir et d'intérêt que moi à l'avoir écrite.

2. RESUME

La présente étude a été réalisée dans le cadre de mon travail de diplôme, filière économie d'entreprise à la HES-SO // Valais. L'objectif de cette étude est d'établir un catalogue générique d'indicateurs d'évaluation et de pilotage qui permet d'analyser l'impact d'une politique de développement économique, spécifiquement rurale.

L'introduction du nouveau management public au sein des administrations a apporté différentes notions jusqu'à lors utilisées uniquement dans le domaine privé. Ces notions sont axées essentiellement sur des aspects d'efficacité et d'efficience de la gestion publique.

Cette nouvelle orientation induit l'utilisation d'outils d'évaluation, différents selon les administrations et selon les politiques analysées. Le développement économique rural demande aujourd'hui le soutien de plusieurs politiques sectorielles ainsi qu'un fort engagement des acteurs concernés. L'évaluation de l'impact des mesures prises est une démarche difficile, mais représente également un enjeu essentiel ; elle favorise une mise en oeuvre adaptée des politiques concernées aux besoins de la population rurale.

Je me penche dans cette étude sur les méthodes d'évaluation des politiques agricole et régionale de trois cantons romands : Vaud, Fribourg, Valais. Les politiques cantonales dans ce domaine sont largement influencées par celles de la Confédération. Au 1^{er} janvier 2008, la politique agricole fédérale 2011 ainsi que la Nouvelle politique régionale fédérale entreront en vigueur.

Ces dernières induisent pour les cantons de procéder à des méthodes d'évaluation plus précises et complètes. La PA 2011 est évaluée en fonction de la durabilité de l'agriculture sur la base des trois aspects du développement durable (économie, écologie, social). La Confédération attend des cantons une démarche évaluative allant dans cette direction.

La NPR propose quant à elle un instrument de pilotage basé sur la gestion intégrée des résultats et des effets. Il est utilisé pour l'évaluation des conventions relatives à des projets de développement régionaux et pour les programmes cantonaux de mise en oeuvre. Ces derniers sont élaborés par les cantons et doivent contenir une définition claire des stratégies et objectifs poursuivis, des mesures qu'ils impliquent ainsi que la proposition d'indicateurs évaluatifs. La conception de ces programmes représente pour les cantons une démarche nouvelle qui implique une position claire vis-à-vis du développement économique de leurs zones rurales. Actuellement, seul le canton de Vaud a procédé à l'élaboration de ce programme.

Des différences importantes relatives aux démarches évaluatives utilisées par les cantons analysés sont ressorties. Le canton du Valais utilise un système de direction et de gestion de son administration (système E-Dics) qui permet un controlling des objectifs politiques, stratégiques et opérationnels. Les cantons de Vaud et de Fribourg n'ont quant à eux aucun système de pilotage et de suivi de leur politique agricole et économique.

Ils procèdent pour leur part à des études spécifiques. Elles sont soit très complètes, ponctuelles, et déléguées à l'extérieure et ne sont pas faites pour tous les domaines en raison du manque de moyen, soit elles touchent l'ensemble des secteurs mais consistent uniquement à un examen périodique des subventions.

Les indicateurs relatifs au programme de mise en oeuvre de la NPR pour le canton de Vaud ainsi que ceux du système E-Dics pour le canton du Valais font l'objet d'une analyse détaillée. Les résultats ont principalement montrés un manque de précision dans la définition des objectifs ainsi qu'une faiblesse quant à la déclinaison des indicateurs. Ceux-ci peuvent être quantitatifs ou qualitatifs mais restent très généraux.

Lors d'entretiens qualitatifs, les problèmes ressortis liés aux évaluations sont de nature diverse. De façon générale, il y a une difficulté à circonscrire le système économique ainsi qu'à scinder les différents impacts. De plus, les études en matière d'évaluation demandent beaucoup de temps, de moyens et d'énergie, alors que les cantons ont des ressources financières restreintes. Ils privilégient dès lors la mise en œuvre de la politique.

J'ai également pu ressortir un large éventail de facteurs de performance qui influent sur la mise en application des politiques publiques de développement économiques des zones rurales. La majorité d'entre eux sont des facteurs subjectifs. Je citerais en exemple : la bonne compréhension des lois, l'engagement et le dynamisme des acteurs, la compétence et l'efficacité des porteurs de projets ou encore la bonne coordination et coopérations entre les différentes instances concernées. Il est important de tenir compte de ceux-ci lors de l'évaluation de la politique concernée.

Les partenariats que peuvent avoir les états quant à la délégation de tâches se font dans la plupart du temps avec des organismes professionnels ou des secrétariats régionaux. Les termes correspondent généralement à des mandats de prestations dont l'évaluation se fait simplement par le suivi du projet ainsi qu'à travers un rapport d'activités. Ce dernier ne montre pas le retour global sur les effets ou les résultats.

Des conventions d'utilisation de subventions peuvent également être mises en place. Elles correspondent à un accord sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs précis. Il n'y en a malheureusement pas encore dans tous les cantons et pour toutes les politiques mais c'est un travail qui est en cours.

Le catalogue générique d'indicateurs proposé est basé sur une déclinaison des différentes politiques cantonales en objectifs. Il permet d'évaluer si une zone rurale se développe économiquement ou non. Il est composé de vingt-huit indicateurs pour quinze objectifs.

Pour favoriser un cadre d'évaluation optimal, il est essentiel de privilégier la coordination et la coopération entre les différentes politiques sectorielles concernées par le domaine mais également entre les organismes qui détiennent les données. De plus, le positionnement du canton envers le secteur doit être clairement défini.

Une évaluation qui se veut pertinente sur un tel secteur demande une bonne vision d'ensemble des différentes politiques concernées ainsi que des connaissances accrues en matière de gestion du management public.

Mots clés : Nouvelle politique régionale, politique agricole, rural, évaluation, impact, stratégie, objectif, mesure, indicateur, catalogue, nouveau management public, performance, résultat

3. ETAT DE L'ART

3.1 Les espaces ruraux dans le contexte international

❖ 3.1.1 Définition

« Les zones rurales englobent l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes et des petits centres de peuplement, situés en dehors de la sphère d'influence économique directe des grands centres urbains. La ruralité est un concept spatial ou territorial. Le terme ne désigne pas un mode d'exploitation particulier de la terre, ni un niveau de développement économique, ni un secteur déterminé. » ¹

❖ 3.1.2 Le défi posé par le développement rural

« Un grand nombre de zones rurales restent fortement tributaire du secteur primaire, en particulier de l'agriculture, pour ce qui est des activités économiques et des emplois. Toutefois, la part de l'emploi dans ces zones n'a cessé de se contracter depuis plusieurs décennies. Les emplois nouveaux, qui ont empêché ou retardé le dépeuplement des zones rurales, se trouvent dans d'autres secteurs, en particulier ceux des services aux consommateurs, de la construction ou des loisirs. Cette tendance se poursuivra, quelles que soient les réformes des politiques agricoles mises en place. » ²

« Fondamentalement, le défi en matière de développement rural consiste à favoriser un meilleur équilibre des opportunités économiques et des situations sociales à l'échelon national, en combinant judicieusement les mécanismes du marché et les mécanismes non marchands de manière à améliorer les performances de l'économie nationale tout en préservant et en développant les aspects essentiels du patrimoine rural. » ³

❖ 3.1.3 Les objectifs du développement rural

Les gouvernements des pays de l'OCDE axent principalement leur politique rurale dans le but de renforcer la compétitivité des zones rurales de manière à ce qu'elles contribuent au développement économique national. De nombreux pays souhaitent ainsi offrir aux populations rurales la possibilité d'avoir un niveau de vie en gros comparable à celui du reste du pays.

Un autre objectif essentiel en matière de développement rural consiste à « recenser, mettre en oeuvre et/ou protéger des éléments clés du patrimoine national, construit ou naturel, se trouvant dans les zones rurales. » ⁴

¹ OCDE, Christian Huillet, Grandes tendances et évolution des approches du développement rural

² Ibidem

³ Ibidem

⁴ ibidem

Les mesures à prendre en vue des objectifs doivent être adaptées au type de zone rurale. L'OCDE fait les propositions suivantes :

- Pour les zones reculées : développement des services et des infrastructures et préservation des zones riches et uniques du point de vue écologique.
- Pour les zones intermédiaires : diversification de l'activité économique avec développement de stratégies pour la création d'emplois non-agricoles.
- Pour les zones économiquement intégrées : préservation du patrimoine naturel et culturel.

❖ 3.1.4 Les facteurs et critères de développement des zones rurales

Il y a eu beaucoup d'évolutions ces dernières années quant aux critères de choix d'un lieu d'implantation en zone rurale, d'une entreprise par exemple. Ci-dessous, les principaux facteurs :

- « la qualité et le coût de la main-d'oeuvre locale, sa stabilité, sa souplesse et son adaptabilité;
- Les aptitudes organisationnelles et entrepreneuriales des employeurs locaux;
- la performance des services publics et des milieux associatifs locaux;
- l'environnement naturel, le patrimoine bâti, les aménagements, les infrastructures et les équipements du territoire;
- la qualité de la vie (climat, vie culturelle, possibilités de loisirs, espace, sécurité, etc.);
- le nombre et la qualité des services (publics, privés et associatifs) disponibles;
- le prix et la qualité du foncier, de l'immobilier et des services. »⁵

Ceux-ci peuvent devenir de sérieux avantages compétitifs pour les territoires ruraux et donc être des critères de développement cruciaux pour les zones rurales. Selon l'Office Fédéral du développement territorial (ARE) et l'Observatoire européen Leader, d'autres facteurs encore influent sur le développement des régions rurales, dont voici ci-dessous les principaux :

La pendularité

Celle-ci s'explique d'une part par des restructurations économiques du monde rural. En effet, le développement des transports a pour beaucoup joué en la faveur de « pendulaires à longue distance qui émigrent quotidiennement vers des centres extérieurs à la région pour parer au manque de perspectives sur les marchés régionaux de l'emploi. »⁶

« Cette explosion de la mobilité découle d'une série de facteurs, notamment de la croissance de la démographie, de l'économie et de l'urbanisation, de l'aménagement des réseaux routiers et ferroviaires, de la baisse des prix de la mobilité, mais aussi des nouveaux modes de vie. Depuis 1994, les loisirs sont devenus le motif de déplacement le plus fréquent. La croissance du trafic s'accompagne toutefois d'une augmentation des nuisances. »⁷

De plus, nombre d'activités ne peuvent plus être exercées sur le lieu d'habitation et a donc eu pour effet un recul de « l'industrie locale qui induisait des déplacements traditionnellement courts. »⁸

⁵ Observatoire européen Leader, les technologies de l'information au service du développement rural p.5, Bruxelles A.E.I.D.L., 2000

⁶ ARE, Non-urbain, campagne ou périphérie, où se trouve l'espace rural aujourd'hui ? p.78, 2004

⁷ ARE, Rapport 2005 sur le développement territorial p.11, 2005

⁸ ARE, Non-urbain, campagne ou périphérie, où se trouve l'espace rural aujourd'hui ? p.78, 2004

Les technologies de l'information et de la communication (TIC)

Comme développé précédemment, le milieu rural est en pleine évolution, notamment par la diversification de ses activités. Dans ce contexte, les TIC peuvent jouer un rôle important, notamment par le biais des réseaux informatiques qui réduisent fortement « les coûts de transaction, améliorent la flexibilité et l'aptitude à réagir vite face à de nouvelles situations commerciales deviennent un atout majeur. »⁹ De plus, les TIC peuvent contribuer à « élargir les marchés des productions rurales à l'échelle européenne voire mondiale ou retenir localement davantage de valeur ajoutée. »¹⁰

« Les services de proximité (services administratifs, sociaux, médicaux, scolaires, services aux personnes, commerces, transports collectifs, etc.) constituent un des fondements du dynamisme, de l'attractivité et de la qualité de la vie d'un territoire. »¹¹

L'utilisation des TIC peut également améliorer ce type de services, lesquels sont particulièrement importants en milieu rural. De plus, les nouvelles technologies permettent de décentraliser des services dans des zones excentrées grâce à un appui des TIC pour un accès en ligne aux bases de données publiques.

Il faut cependant tenir compte des limites des TIC. En effet, « disposer d'infrastructures ne déclenche pas les usages. Il y a un besoin d'éducation, de formation, de mobilisation des utilisateurs, un besoin de traduire la technologie en applications et en services appropriés aux entreprises des régions concernées. Mais d'un autre côté, offrir des services et des applications sur mesure pour les firmes locales est très souvent insuffisant. En partie parce que les besoins réels sont souvent tenus pour connus et finalement mal spécifiés. »¹²

De plus, « les TIC ne lèvent pas d'elles-mêmes certains obstacles au développement local ou régional: ceux-ci peuvent être liés à des facteurs d'une toute autre nature, comme par exemple un manque de culture de l'innovation, des attitudes managériales mal adaptées aux mutations de l'économie, des politiques publiques trop défensives, des lacunes en matière de qualification ou de formation, ou tout simplement des caractéristiques de géographie physique contre lesquelles les réseaux ne peuvent pas grand chose. »¹³

La formation

Le domaine de la formation pour les exploitants est constamment développé. En effet, la formation est aujourd'hui un appui incontestable pour ces acteurs qui doivent constamment s'adapter à des demandes toujours plus pointues en matière de performance économique, de sécurité alimentaire, de protection de l'environnement et aux progrès techniques.

Selon Jo Giroud, Secrétaire général de l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture, cet appui est nécessaire dans des domaines divers, tels que la connaissance des marchés et les attentes des consommateurs, la connaissance des projets des décideurs politiques, la compréhension des réglementations pour identifier les marges d'actions ou encore le soutien à l'entrepreneuriat et à la gestion d'entreprise.¹⁴

⁹ Observatoire européen Leader, les technologies de l'information au service du développement rural p.17, Bruxelles A.E.I.D.L., 2000

¹⁰ Ibidem, p.18

¹¹ Ibidem, p.33

¹² Ibidem, p.49

¹³ Ibidem, p.49

¹⁴ Jo Giroud, Rapport IALB 2005, Exposé en plénière, p.8, Sion 2005

❖ 3.1.5 Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FO – 2006 – 2015 ¹⁵

Selon les projections, la production agricole mondiale devrait connaître une croissance régulière durant les dix prochaines années, toutefois plus lente qu'au cours de la précédente décennie. Les pays en développement pèsent de plus en plus lourd dans l'expansion des marchés agricoles mondiaux.

Cette tendance devrait s'accroître à mesure que les investissements déplacent la production, notamment de produits agricoles non transformés, depuis les pays développés vers le monde en développement. La réforme des politiques dans les pays développés modifie lentement la nature du soutien à la production agricole, et se répercute sur les niveaux et les lieux de production.

« La forte concurrence de plusieurs pays en développement ou d'ex-pays en transition sur les marchés d'exportation reflète l'avantage comparatif dont bénéficient ces pays pour de nombreux produits agricoles. Dans le même temps, les nouvelles technologies conjuguées à la mondialisation et l'intégration croissante de la filière agroalimentaire continueront de modifier les flux d'échanges au profit de produits davantage transformés. » ¹⁶

« La croissance des échanges de produits agricoles ne devrait toutefois pas être optimale, selon les projections, en raison de la persistance d'importantes barrières commerciales et des contrôles réglementaires concernant la sécurité des aliments et les caractéristiques environnementales. Le prix de l'énergie devrait demeurer élevé pendant toute la période considérée, ce qui favorisera la production de produits agricoles à moins forte intensité d'énergie ainsi que dans les investissements relatifs aux installations de production de biocarburants. En conséquence, l'accroissement de la production d'éthanol tiré du maïs aux États-Unis devrait freiner la croissance des exportations de maïs. Au Brésil en revanche, la forte expansion du secteur de l'éthanol tiré de la canne à sucre ne devrait pas empêcher ce pays de gagner encore du terrain sur les marchés mondiaux du sucre. » ¹⁷

« Les perspectives des échanges mondiaux de viande, qui bénéficient de l'augmentation des revenus par habitant dans de nombreux pays importateurs, risquent d'être revues à la baisse en raison de la récurrence des épizooties et de leurs probables répercussions. Les prix mondiaux des produits laitiers devraient rester fermes pendant toute la période considérée, sous l'effet conjugué de l'accroissement de la demande dans les pays en développement, notamment d'Asie de l'Est, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et de la faible croissance prévue des exportations des fournisseurs traditionnels d'Océanie et d'Europe. » ¹⁸

3.2 Le cadre institutionnel

L'évolution de la situation dans les zones rurales est un défi fondamental pour trouver des dispositifs institutionnels plus efficaces afin de « formuler, mettre en oeuvre et évaluer les politiques et les programmes de développement rural. » ¹⁹

« La question ayant une dimension territoriale et un caractère multisectoriel, l'élaboration des politiques et des programmes de développement rural intéresse un éventail de plus en plus large d'acteurs, à tous les niveaux de l'administration, mais aussi dans le secteur privé et dans le réseau associatif. » ²⁰

¹⁵ OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015, 2006

¹⁶ OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015, 2006

¹⁷ Ibidem

¹⁸ Ibidem

¹⁹ OCDE, Christian Huillet, Grandes tendances et évolution des approches du développement rural p.5

²⁰ Ibidem, p.6

De plus, la politique de développement rural, exige une localisation institutionnelle. C'est pourquoi, « les autorités aux échelons intermédiaires et locaux ont un rôle décisif à jouer en matière de développement rural, même lorsque ce sont les autorités nationales qui ont la responsabilité première du dossier. Quel que soit le niveau prééminent, les échelons centraux et intermédiaires doivent agir de façon complémentaire dans une atmosphère de coopération. » ²¹

❖ 3.2.1 Le Nouveau Management Public (NMP)

Il est important d'introduire dans ce travail quelques notions de base du Nouveau Management Public afin de bien comprendre le contexte dans lequel sera proposé le catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage d'une politique de développement rural.

Le Nouveau Management Public, apparu au cours des vingt dernières années dans la plupart des pays développés, introduit dans le domaine public des notions utilisées jusqu'alors uniquement dans le secteur privé. On parle de flexibilité, d'efficacité, d'efficience, de gouvernance ou encore de contrôle des coûts, culture orientée avant tout vers une notion de résultat. La frontière s'affine donc entre monde public et privé. ²²

Cette modernisation du secteur public est vue pour certains auteurs comme Bezes (Bezes 2003) comme une « doctrine cohérente, formalisée, apolitique et universelle ». La Suisse n'a pas démenti à la tendance générale de se tourner vers ce nouveau management afin de pallier à une réputation d'inefficacité du secteur public. En effet, le secteur public était jugé excessivement bureaucratique, rigide, coûteux, non innovant et ayant une hiérarchie trop centralisée. Ainsi, l'adoption du NMP peut participer à améliorer l'image, parfois ternie, du secteur public. ²³

Changements principaux dus au NMP

L'un des principaux changements intervenus est le fait que les citoyens sont devenus des clients et les administrateurs de véritables managers. Cette conception du secteur public, et plus particulièrement de l'administration, repose sur les 3 E « Economie, Efficacité, Efficience ». ²⁴

Anne Amar et Ludovic Berthier ont classifié dans le tableau ci-dessous les principales différences entre l'administration selon Weber (pour lequel la bureaucratie était un idéal type) et le NMP:

	Admin. Wébérienne	Admin. NMP
Objectifs	Respecter les règles et procédures	Atteindre les résultats et satisfaire le client
Organisation	Centralisée, (hiérarchie fonctionnelle, structure pyramidale)	Décentralisée (délégation de compétences, structuration en réseau, gouvernance)
Partage des responsabilités politiciens / administrateurs	Confus	Clair
Exécution des tâches	Division, parcellisation, spécialisation	Autonomie
Rémunération des agents publics	Avancement à l'ancienneté, pas de favoritisme	Avancement au mérite, à la responsabilité et à la performance
Contrôle	Indicateurs de suivi	Indicateurs de performance
Type de budget	Axé sur les moyens	Axé sur les objectifs

Source : Anne Amar et Ludovic Berthier

²¹ Ibidem, p.6

²² Grant, O'Donell et al. 2003

²³ Anne Amar, Ludovic Berthier, le nouveau management public : avantages et limites, 2006

²⁴ Urlo, 1998

On remarque que l'administration utilisant le NMP permet aux structures de gagner en autonomie, en flexibilité et en réactivité. Le partage des responsabilités gagne également en clarté. La structuration des réseaux montre quant à elle un meilleur parallèle entre politiciens (fixant les objectifs) et fonctionnaires (devant atteindre les objectifs). Cela implique que l'Etat doit davantage « s'interroger sur son rôle et ses missions, celles qu'il doit assurer, celles qu'il peut déléguer ou confier à des agences ou des entreprises privées et celles qu'il peut organiser en partenariat avec le secteur privé. »²⁵

Bilan effectué en 2004 par Paul Haupt sur 10 ans d'expérience en nouvelle gestion publique compilant de nombreuses analyses spécifiques relatives à des projets particuliers au niveau de la Confédération et des cantons

Cette évaluation a montré « que les expériences conduites à tous les niveaux du fédéralisme ont d'un côté fait progresser la gestion publique, le bilan étant « globalement » positif pour la Confédération et les cantons, et fortement mitigé pour les communes (Ladner 2004). Progression notamment au niveau de la transparence et de la qualité de prestations fournies aux bénéficiaires, d'un leadership et un esprit d'entreprise accrus, d'une orientation vers les résultats et d'une efficience accrue (Lienhard 2004; Ritz 2004).

Mais « ces expériences » ont introduit de nouveaux problèmes qui ébranlent l'Etat de droit et le fonctionnement de l'administration. Ces problèmes, qui se retrouvent au niveau international, sont notamment :

- Un déficit démocratique lié à l'autonomie nouvelle des gestionnaires publics, ainsi qu'une forme d'égoïsme institutionnel qui lui est liée, chaque office privilégiant avant tout ses propres intérêts au détriment de l'optimisation d'ensemble de l'administration (Knoepfel 2002) ;
- l'illusion de vouloir tout mesurer et les limites d'une telle approche avant tout quantitative, mesurant des éléments périphériques par rapport au coeur des prestations publiques (Rieder 2004) ;
- le comportement ambigu face à des « clients » des services publics qui, sur la base des discours entendus, se permettent maintenant d'exiger de leur administration ce qui leur plaît au détriment de l'égalité de traitement et du fonctionnement démocratique en général ». ²⁶

Exemple d'application du nouveau management public – la RPT

« Pour la première fois, des principes clés de la Nouvelle gestion publique s'appliquent à grande échelle dans le domaine des transferts entre la Confédération et les cantons. » ²⁷ Selon le Département fédéral des finances, les nouvelles formes de collaboration et de financement visent à :

- « Encourager et favoriser une démarche en fonction d'objectifs et de résultats;
- départager plus clairement les rôles de la Confédération et des cantons dans la réalisation d'une tâche commune;
- donner aux cantons un maximum de marge de manoeuvre et de décision pour les questions d'ordre opérationnel;
- écarter des incitations inopportunes en matière de financement ;
- réduire les coûts. » ²⁸

²⁵ Anne Amar, Ludovic Berthier, le nouveau management public : avantages et limites, 2006

²⁶ Pollitt & Bouckaert, L'après-fonctionariat : un modèle approprié pour relever les défis de l'Etat au XXIème siècle p.5, 2004

²⁷ DFF, Nouvelles formes de collaboration et de financement Confédération - cantons

²⁸ Ibidem

L'instrument utilisé pour ces nouvelles formes de collaboration sont les conventions de programme. Elles définissent la répartition des compétences en tenant compte de la spécificité de chaque tâche et de la marge de manoeuvre réservée aux cantons, ceci pour une période de huit ans.

La Confédération doit donc penser et agir en termes de programmes plutôt qu'en termes de projets spécifiques. Ce qui implique qu'elle modifie sa pratique en matière de subventions. « Au lieu de subventionner des projets ou activités spécifiques en fonction des coûts effectivement occasionnés, il s'agit dorénavant de soutenir plutôt des programmes portant sur le moyen terme. »²⁹

Comme cela sera démontré par la suite, la politique sur l'agriculture ainsi que la politique régionale font l'objet de cette réforme.

3.3 Les politiques publiques

❖ 3.3.1 Définition de la politique

Selon la Fondation « Concorde » en France, la politique est définie comme suit :

« L'ensemble coordonné d'objectifs et de moyens mis en oeuvre pour exécuter une stratégie choisie par l'Etat. »³⁰

❖ 3.3.2 Conception d'une politique rurale

« Concevoir une politique rurale pour des collectivités ou des territoires distincts exige la recherche d'une plus grande cohérence entre les politiques sectorielles, et la mise en commun des connaissances détenues par un large éventail d'acteurs publics et privés. »³¹ Selon l'OCDE, trois facteurs influent particulièrement sur l'élaboration des politiques rurales :

- « L'importance accordée aux aménités ;
- les pressions qui s'exercent en faveur des réformes de la politique agricole ;
- la décentralisation. »³²

« L'Avis pour une nouvelle politique nationale de la ruralité au Québec » mentionne trois facteurs supplémentaires influençant sur la conception d'une politique rurale :

- « La place du milieu rural dans la croissance et la prospérité
- le rapport entre les politiques agricoles et le développement rural ;
- le pouvoir d'attraction des territoires ruraux et leur compétitivité. »³³

²⁹ DFF, Nouvelles formes de collaboration et de financement Confédération - cantons

³⁰ Olivier Babeau, Remettre l'évaluation des politiques publiques au cœur du débat public, p.36, Fondation Concorde

³¹ Synthèses OCDE, Réinventer la politique rurale, 2006

³² Ibidem

³³ Solidarité rurale du Québec, Avis pour une nouvelle politique nationale de la ruralité au Québec p.21

Selon Christian Huillet, pour tenir compte de ces facteurs, il faut tout d'abord identifier les zones rurales puis décrire la situation et les tendances de ces zones.³⁴ Dans le tableau ci-dessous, l'OCDE indique les différences entre anciennes et nouvelles approches des politiques rurales :

	Ancienne approche	Nouvelle approche
Objectifs	Péréquation, revenu agricole, compétitivité des exploitations	Compétitivité des zones rurales, valorisation des atouts locaux, exploitation des ressources inutilisées
Secteur(s) clé(s) ciblé(s)	Agriculture	Divers secteurs des économies rurales (exemples : tourisme rural, industrie, technologies de l'information et de la communication, etc.)
Principaux outils	Subventions	Investissements
Acteurs clés	Administrations nationales, agriculteurs	Tous les niveaux d'administration (supranational, national, régional et local), divers acteurs locaux (publics, privés, organisations non gouvernementales)

Source : OCDE, Réinventer la politique rurale, 2006

Il nous montre clairement l'orientation prise par les milieux ruraux où l'on retrouve davantage de diversification des activités et de relations entre les différents acteurs.

L'OCDE propose également un large éventail de dispositifs pour le développement rural, dont voici ci-dessous les principales catégories :

- « Les politiques agricoles et d'environnement ;
- les politiques de recherches et de vulgarisation ;
- la formation des dirigeants et renforcement des capacités locales ;
- l'assistance technique ;
- les incitations en faveur des initiatives du secteur privé ;
- les prêts bonifiés et investissements directs ;
- les coordinations gouvernementale et intergouvernementale ;
- les versements de transfert et programmes spéciaux en faveur de l'emploi. »³⁵

3.4 Performance et évaluation des politiques publiques

❖ 3.4.1 Définition de la notion d'évaluation

Le décret du 22 janvier 1990 relatif à l'évaluation des politiques publiques (France) définit l'évaluation de la manière suivante :

« Évaluer une politique, c'est rechercher si les moyens juridiques, administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus de cette politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés ». ³⁶

³⁴ OCDE, Christian Huillet, Grandes tendances et évolution des approches du développement rural p.2

³⁵ Ibidem, p.4

³⁶ Stéphane Le Bouler, L'institutionnalisation de l'évaluation de politique publique en France, 2005

Pour la Société française de l'évaluation, « l'évaluation vise à produire des connaissances sur les actions publiques, notamment quant à leurs effets, dans le double but de permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur et d'aider les décideurs à en améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et les impacts.

L'évaluation contribue ainsi à rationaliser la prise de décision publique, à moderniser la gestion de l'administration et des services publics et à rendre plus efficace la dépense publique. »³⁷

❖ 3.4.2 But de l'évaluation d'une politique publique

Selon Sylvie Trosa, l'évaluation d'une politique publique doit chercher à expliquer quels facteurs ont produits quels effets.

« L'évaluation apparaît comme la condition même de la légitimité de l'action administrative : si l'on ne connaît ni les résultats de l'action administrative, ni les facteurs qui ont conduit à ces résultats, comment justifier l'utilisation de l'argent public ? »³⁸

Elle démontre ici l'importance de l'évaluation des politiques publiques.

❖ 3.4.3 Typologie de l'évaluation dans le secteur public

La Fondation française « Concorde » détermine trois types d'évaluation :

« L'évaluation en amont »

C'est l'analyse préparatoire à une politique cherchant à en prévoir l'efficacité grâce au diagnostic de la situation et à des simulations.

L'évaluation en continu

C'est l'évaluation en cours de déroulement de façon à susciter à temps les corrections nécessaires, qu'elles soient dues à des écarts de réalisations, à des changements extérieurs ou à des modifications des politiques.

L'évaluation en aval

C'est l'évaluation des réalisations, résultats et impacts des politiques menées. »³⁹

❖ 3.4.4 Outils d'évaluation des politiques publiques

Selon un groupe de contact interdépartemental « évaluation des effets » (IDEKOWI), trois instruments sont proposés :

- « L'évaluation » : Elle a pour but de cerner le concept, l'exécution, les effets de l'action étatique, si possible de quantifier ces derniers et, dans tous les cas, de juger dans quelle mesure ils contribuent au bien public. Les critères d'appréciation les plus fréquemment appliqués dans le contexte de l'évaluation de l'efficacité des mesures de l'Etat sont l'opportunité, l'efficacité et l'efficience.
- Le controlling : Son but est de permettre une direction à la fois efficace et efficiente des procédures et de contribuer ainsi à ce que les mesures étatiques atteignent l'objectif visé. Il a pour mission :

³⁷ Société Française de l'évaluation, Charte de l'évaluation, 2006

³⁸ Sylvie Trosa, L'évaluation des politiques publiques p.9, 2003

³⁹ Olivier Babeau, Remettre l'évaluation des politiques publiques au cœur du débat public, p.36, Fondation Concorde

- a) de définir et de formuler des objectifs
- b) de contrôler les procédures et les moyens mis en oeuvre pour atteindre ces objectifs
- c) de procéder à des comparaisons entre objectifs fixés et objectifs atteints
- d) de procéder à des comparaisons avec des institutions pionnières dans ce domaine afin de déceler des améliorations potentielles (benchmarking)
- e) d'identifier le plus rapidement possible les procédures et déroulement critiques afin de permettre les ajustements nécessaires.

Les éléments dont se compose l'analyse sont des indicateurs de quantité et de qualité.

- Le monitoring : Son but est d'aider les responsables de mesures étatiques à reconnaître les changements ou les tendances dans le contexte de la mise en oeuvre, dans le comportement des groupes-cibles ainsi qu'au niveau des effets.
Il a pour mission de mesurer les changements de manière systématique sur un laps de temps très long. Comme il s'agit d'une activité d'observation, le monitoring peut se passer de critères d'observation.
Parmi les systèmes de monitoring les plus connus est celui du Conseil fédéral qui est intitulé "Les indicateurs, instruments stratégiques de conduite pour la politique (2004)". »⁴⁰

Un quatrième est proposé par Emilio Pitarelli et Eric Monnier :

- « Le benchmarking » : En Suisse, il sert tout particulièrement d'outil d'évaluation des performances dans le cadre de la gestion communale. Cela s'explique par le fait que les communes fournissent généralement les mêmes prestations et qu'elles ont une taille relativement restreinte, ce qui facilite les comparaisons.
Il s'applique également à la gestion des entreprises publiques à caractère commercial, comme les entreprises d'approvisionnement en électricité ou en eau, les stations d'épuration, ou encore les usines d'incinération. »⁴¹

Ces différents instruments sont utilisés par le biais de tableaux de bord regroupant une sélection d'indicateurs. Ceux-ci ont une fonction d'outil de pilotage et d'aide à la décision. Christelle Mallet propose trois caractéristiques du tableau de bord :

- « Outil d'évaluation et de prévision » : « permet de montrer l'impact des décisions prises et mises en oeuvre, de visualiser les écarts et les tendances par rapport aux objectifs initiaux, de signaler les dysfonctionnements dans le système par le biais de signalisation des dépassements de seuils, et d'avoir une mesure fiable des performances et ses tendances. »
- Outil de pilotage : « permet d'avoir une vision cohérente du système à piloter par rapport aux objectifs fixés. »
- Outil d'information et de communication : « permet d'informer les responsables sur la situation et l'évolution du domaine mesuré (qualité, sécurité, gestion), d'évaluer le niveau de réalisation des objectifs (détermination des écarts entre les résultats observés et les résultats souhaités), de représenter de façon synthétique la réalité, de présenter une vision commune à l'ensemble des décideurs. »⁴²

⁴⁰ M. Läubli, G. Bardin Arigoni et W. Bussmann, Groupe de contact interdépartemental « évaluation des effets », 2004

⁴¹ Emilio Pitarelli and Eric Monnier, Benchmarking: the missing link between evaluation and management ? p.6

⁴² Christelle Mallet, Innovation et mesure de l'appropriation des outils de gestion : proposition d'une démarche de construction d'un tableau de bord p.8, 2006

❖ 3.4.5 Objectifs SMART

La mise en œuvre d'une politique demande la définition de stratégies claires mais également d'objectifs fondés liés à ces stratégies. La méthode des objectifs SMART est utile pour se rendre compte si ceux-ci sont réellement adaptés et surtout si ceux-ci permettent une évaluation des résultats pertinente. Selon le Service public fédéral, Personnel et Organisation, SMART signifie :

« Spécifique

L'objectif doit être défini de manière rigoureuse et précise.

Mesurables

Afin de pouvoir examiner si les objectifs sont atteints, ceux-ci doivent être mesurables. Cette mesure peut se traduire sous la forme de notions de quantité, de qualité, de temps, d'argent.

Acceptables

Les objectifs doivent être acceptés par l'ensemble des acteurs concernés. Ce critère est plus spécifique au domaine privé, lors de la formulation d'objectifs de développement personnel par exemple.

Réalistes

La faisabilité et le réalisme des objectifs sont des facteurs très importants. Si les objectifs sont trop ambitieux, qu'il est impossible de les atteindre, cela peut être démotivants pour les acteurs concernés.

Temporel

Il est convenu d'une échéance à laquelle l'objectif doit être atteint. Une ligne du temps peut éventuellement être tracée sur laquelle sont placés des objectifs intermédiaires. »⁴³

❖ 3.4.6 Les indicateurs

L'indicateur est défini comme suit selon la Fondation française « Concorde » : « Mesure des résultats obtenus par rapport à un objectif fixé. Un indicateur est en principe un chiffre ou un ratio. Il doit être simple, représentatif, stable, facile à mesurer, difficile à contourner. »⁴⁴

« La construction des indicateurs ne s'improvise pas, mais doit respecter certaines procédures. En effet, la difficulté réside dans la définition précise des indicateurs spécifiques qui permettront de contrôler la situation avec précision. Cette construction comprend cinq points : identification des indicateurs pertinents, identification des critères, définition des paramètres, composition des indicateurs, validation des indicateurs. »⁴⁵

Selon Christelle Mallet, un indicateur doit :

- « Être utilisable en temps réel ;
- mesurer un ou plusieurs objectifs ;
- Induire l'action ;
- être constructible ;
- Pouvoir être présenté sur le poste de travail. »⁴⁶

⁴³ Service public fédéral Personnel et Organisation, Formuler des objectifs SMART

⁴⁴ Olivier Babeau, Remettre l'évaluation des politiques publiques au cœur du débat public, p.39, Fondation Concorde

⁴⁵ Christelle Mallet, Innovation et mesure de l'appropriation des outils de gestion : proposition d'une démarche de construction d'un tableau de bord p.9, 2006

⁴⁶ Service public fédéral Personnel et Organisation, Formuler des objectifs SMART

❖ 3.4.7 Critères d'appréciation d'une politique publique

Le Conseil scientifique de l'Evaluation en 1990, créé par le gouvernement de Michel Rocard (France), a défini différents critères d'appréciation :

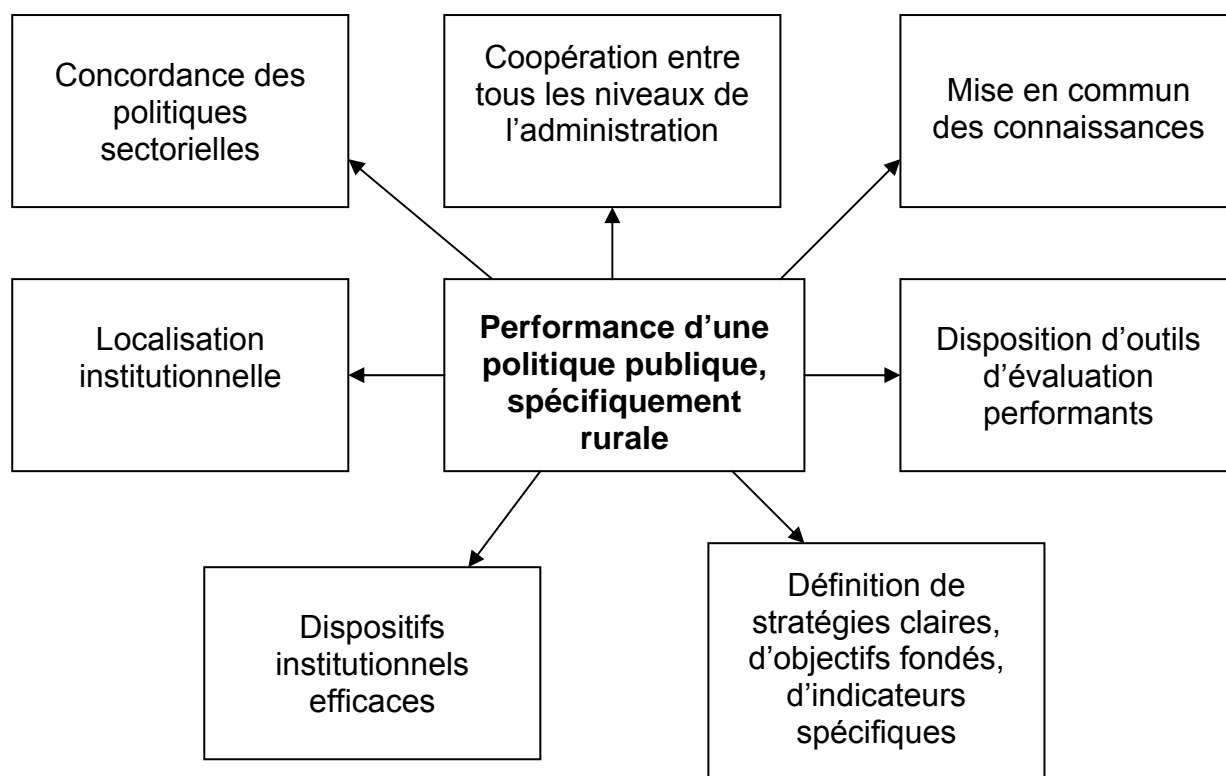
- « Cohérence ;
- atteinte des objectifs ;
- effectivité (ou impact) ;
- efficacité ;
- efficience (appréciation du rapport coût/efficacité) ;
- pertinence. »⁴⁷

❖ 3.4.8 Critères de qualité d'une évaluation

Pour que l'évaluation soit la plus juste et utile, il est essentiel de faire attention aux points suivants :

- « Une volonté politique ;
- y accorder le temps nécessaire ;
- une démarche partenariale avec les différents acteurs ;
- la transparence de l'évaluation ;
- la faisabilité de l'évaluation. »⁴⁸

3.5 Synthèse



⁴⁷ Stéphane Le Bouler, L'institutionnalisation de l'évaluation de politiques publiques en France, 2005

⁴⁸ Cellule Territoire IAAT, Evaluation et territoire, 2004

4. METHODOLOGIE EMPLOYEE

4.1 Méthode pour le recueil des données

Deux phases principales de recueil de données se sont succédées. La première a consisté à une recherche théorique qui a permis de poser un état de l'art ainsi que le cadre politique et législatif suisse et cantonal.

La deuxième phase a consisté à une recherche pratique. C'est-à-dire qu'elle s'est effectuée par le biais de huit entretiens qualitatifs, d'une heure et demi en moyenne, dans les trois cantons faisant l'objet de l'analyse comparative. Les interviewés ont été sélectionnés selon leur domaine d'activité qui devait être soit en lien avec le service de l'agriculture, soit avec celui de la politique régionale, soit, enfin, avec celui des améliorations foncières.

Le questionnaire se basait sur quatre thèmes distincts avec au total douze questions : le contexte général, l'évaluation de la politique publique, les facteurs de performance et les relations avec les tiers. Un questionnaire spécifique a été adapté pour l'interview du Conseiller d'Etat valaisan, Mr. Jean-Michel Cina. Ce dernier a en effet exprimé son ressenti personnel sur des questions d'ordre général liées aux changements d'orientation des politiques et sur les méthodes d'évaluation essentiellement.

Chaque entretien a été enregistré à l'aide d'un magnétophone, puis retranscrits afin de permettre leur consolidation.

Avantages et inconvénients des méthodes utilisées

Les entretiens qualitatifs favorise un contact personnel et sont un excellent moyen d'approfondir un sujet. Leur nombre doit malheureusement être limité pour des questions de temps ce qui est contraignant. L'analyse comparative est ainsi limitée par un nombre restreint de canton. Elle aurait pu gagner en profondeur grâce à une enquête quantitative qui aurait permis l'octroi de données par un nombre plus large de cantons.

4.2 Difficultés rencontrées

La principale difficulté a résidé dans l'absence d'un cadre formel de réponses, préalablement souhaité dans le questionnaire. C'est-à-dire que pour l'une des questions liée à l'évaluation de la politique publique, notamment « la plus importante du questionnaire », les interviewés n'ont pas pu y répondre clairement.

J'attendais en effet davantage de clarté quant aux liens qui lient les indicateurs aux mesures, les mesures aux objectifs et les objectifs aux stratégies. C'est à peine si les objectifs sont liés aux stratégies, les mesures faisant souvent l'objet de cas par cas, sans compter que la notion d'indicateur est quasiment inexistante. Cela ne m'a donc pas facilité le traitement des données et l'élaboration de l'analyse.

Ces difficultés sont liées au fait de travailler sur un secteur qui fait actuellement l'objet de beaucoup de réformes. Je pense notamment à la nouvelle politique régionale qui va entrer en fonction au 01.01.2008 et dont les programmes de mise en œuvre ne sont ni finis, ni publiés par les administrations cantonales.

Je pense également aux introductions ou aux ajustements des politiques agricoles, faites dans le courant de l'année 2006, voir 2007. Il a dès lors été difficile d'établir pour les politiques un canevas d'évaluation alors que la politique est tout juste en train de se mettre en place...

4.3 Déroutement de l'étude

Semaines 1 & 2 – 17.09 au 28.09

- Recherches sur le sujet – Etat de l'art
- Choix des cantons analysés

Semaine 3 – 01.10 au 05.10

- Etat de l'art
- Elaboration du guide d'entretien

Semaine 4 – 08.10 au 12.10

- Rendez-vous avec le professeur pour validation du guide d'entretien
- Prise de contact avec les administrations cantonales pour fixer des entretiens
- Etat de l'art
- Présentation de la situation suisse

Semaines 5 & 6 – 15.10 au 26.10

- 5 entretiens : M. Christian Aebehrd, responsable du bureau rural (VAUD) – Mme Martrou, responsable du sous-service de la politique régionale (VAUD) – M. Jean-Paul Meyer, chef du service de l'agriculture (FRIBOURG) – Mme Gruber, cheffe de projet de la politique régionale (FRIBOURG) – M. Paul Michelet, chef d'office des améliorations structurelles (VALAIS)
- Rédaction des procès verbaux
- Présentation de la situation suisse
- Analyse comparative

Semaines 7 & 8 – 29.10 au 09.11

- 2 entretiens : M. Roland Prélaz-Droux, ancien chef du service des améliorations foncières (VAUD) – Mme Ursula Kraft, chef de l'unité d'affaire « entreprises valaisannes et institutions » (VALAIS)
- Rédaction des procès verbaux
- Analyse comparative

Semaines 9 & 10 – 12.11 au 23.11

- 1 entretien : M. Jean-Michel Cina, chef du département de l'économie et du territoire (VALAIS)
- Rédaction du procès verbal
- Catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage

Semaine 11 – 26.11 au 30.11

- Catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage
- Conclusion et résumé

Semaine 12 – 03.12 au 07.12

- Relecture, corrections et impression

5. PRESENTATION DE LA SITUATION SUISSE

5.1 Les espaces ruraux

Sur la carte ci-dessous est dessinée la séparation entre l'espace rural (en vert) et l'espace urbain (en violet), année 2000 pour la Suisse.



Source : INFOPLAN-ARE, GEOSTAT-OFS, Modèle de transport du DETEC, RFP 2000, swisstopo

Selon l'Office fédéral du développement territorial (ARE), « la délimitation de l'espace rural est liée à la définition des agglomérations établie par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les agglomérations et villes isolées sont déterminées par une combinaison de critères englobant des aspects démographiques, économiques, morphologiques et fonctionnels, et l'espace rural représente la grandeur résiduelle. »⁴⁹

Cette définition des agglomérations date de 2000 et est remise à jour tous les dix ans.

❖ 5.1.1 Caractéristiques

« L'espace rural se caractérise par une faible densité de population et d'habitation, par une forte dépendance économique des zones urbaines et par l'importance des facteurs nature et paysage. Il héberge non seulement la majorité des exploitations agricoles, mais aussi de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) de l'industrie, de l'artisanat et des services. De plus, l'espace rural remplit un rôle essentiel pour la détente, les loisirs et le tourisme, ainsi que pour la compensation écologique et pour le maintien des bases naturelles de la vie. »⁵⁰

⁴⁹ ARE, Taille et évolution de l'espace rural suisse p.4, 2005

⁵⁰ ARE, Rapport sur le développement territorial, p.7, 2005

❖ 5.1.2 Typologie des espaces ruraux

L'Office fédéral du développement territorial (ARE) distingue trois types d'espaces ruraux :

- « l'espace rural périurbain (catégorie la plus importante, avec un accès rapide au centre de l'agglomération la plus proche comprenant aussi des centres ruraux périurbains.)
- les centres touristiques alpins (situés en montagne, avec au minimum 100'000 nuitées dans les hôtels par année)
- L'espace rural périphérique (temps de trajet plus longs jusqu'à l'agglomération la plus proche comprenant des centres ruraux périphériques et des petits centres ainsi que d'autres communes rurales périphériques (>500 habitants/commune) et des communes périphériques peu peuplées (<500 habitants/commune). »⁵¹

« La Suisse a axé ses instruments de politique régionale sur une différenciation entre régions de montagne et régions du Plateau depuis les années 1970. Elle a ainsi été l'un des premiers pays à mener une politique explicite de promotion des régions de montagne. La délimitation des territoires montagneux a été faite sur des critères appliqués uniformément et qui font référence à l'altitude et à l'énergie du relief. »⁵²

Chaque zone rurale est de plus différenciée par des objectifs de développement économiques distincts. On retrouve notamment pour :

- « Le Plateau : améliorer la qualité de l'habitat et préserver l'identité des villages
- L'Arc jurassien : maintenir et encourager la qualité du cadre de vie et les activités économiques
- Les Préalpes : renforcer les centres régionaux et sauvegarder les paysages traditionnels
- Les Alpes : encourager l'habitat et les emplois, promouvoir un tourisme de qualité. »⁵³

❖ 5.1.3 La dynamique de l'espace rural au 20e siècle

Tableau 3 : La position de l'espace rural vue sous l'angle des grandes thématiques de société

La position de l'espace rural vue sous l'angle des grandes thématiques de société										
	1900-1914	1914-1920	1920-1930	1930-1937	1937-1945	1945-1958	1958-1973	1973-1985	1985-1995	1995-2002
Faiblesse démographique	oui	non	oui		non	oui	oui	non	non	oui
Désavantages sociaux	oui	non	non	non	non	oui	oui		non	non
Faiblesse économique	oui	non	oui	non	non	oui			non	oui
Faiblesse politique	oui	oui		non	non		oui	non		oui
Infrastructure et approvis.			oui	oui		oui	oui		non	

Source : DETEC, Ou se trouve l'espace rural aujourd'hui p.37, 2004

⁵¹ ARE, l'approvisionnement de base, p.7, 2006

⁵² DETEC, Ou se trouve l'espace rural aujourd'hui p.24, 2004

⁵³ Idem, p.15

On remarque sur le tableau ci-dessus que les « régions rurales se trouvent relativement en meilleure posture lorsque la situation économique générale est défavorable (années extrêmes 1917, 1932-36, 1940-44, 1974-76, 1991-95) et relativement en plus mauvaise posture en période d'essor (années 1895-1905, 1925-29, 1955-65, après 1998). »⁵⁴ Cela peut s'expliquer par les blocages à l'importation en période de crise économique ou de guerre.

«Entre 1976 et 1990, cette constante historique a toutefois été rompue : durant cette période, la « campagne » a connu un développement plus favorable que la partie urbaine du pays, ceci malgré de bonnes conditions économiques générales. »⁵⁵

Ce tableau montre également la faiblesse du milieu rural durant ces vingt dernières années. «La nouvelle orientation de la politique suisse en matière d'organisation du territoire et de développement régional arrive à un moment où, pour la première fois depuis longtemps, le milieu rural semble désavantagé par rapport aux agglomérations. »⁵⁶

Par rapport aux thématiques choisies, le DETEC apporte les précisions suivantes :

« Il faut entendre par « faiblesse démographique » l'accroissement moindre de la population ou l'émigration, par « désavantages sociaux » des revenus plus bas ou un plus mauvais niveau de formation, par « faiblesse économique » la structure des activités économiques et l'évolution de l'emploi, par « faiblesse politique » la capacité ou l'incapacité à faire passer des objets politiquement importants dans son propre intérêt et, enfin, par « infrastructure et approvisionnement » l'état ou l'insuffisance des équipements collectifs. Le tableau n'est basé que sur des indicateurs quantifiables très généraux. »⁵⁷

5.2 Mise en œuvre du développement rural

La mise en œuvre du développement rural se fait aujourd'hui par le soutien financier de la Confédération et des cantons pour des projets collectifs ayant une ou plusieurs mesures dans les domaines suivants : promotion des ventes, mise en réseau écologique, préservation de ressources phyto- et zoogénétiques, assainissement des eaux, utilisation durable des ressources et développement régional (améliorations structurelles).

« Il s'agit d'encourager dans l'espace rural des projets situés à l'interface de plusieurs politiques sectorielles. La responsabilité des projets peut incomber à des acteurs tant publics que privés. L'idée première est d'encourager l'exploration de solutions novatrices, servant de modèles pour parvenir à une efficacité optimale grâce à une approche intersectorielle. »⁵⁸

⁵⁴ DETEC, Ou se trouve l'espace rural aujourd'hui p.36, 2004

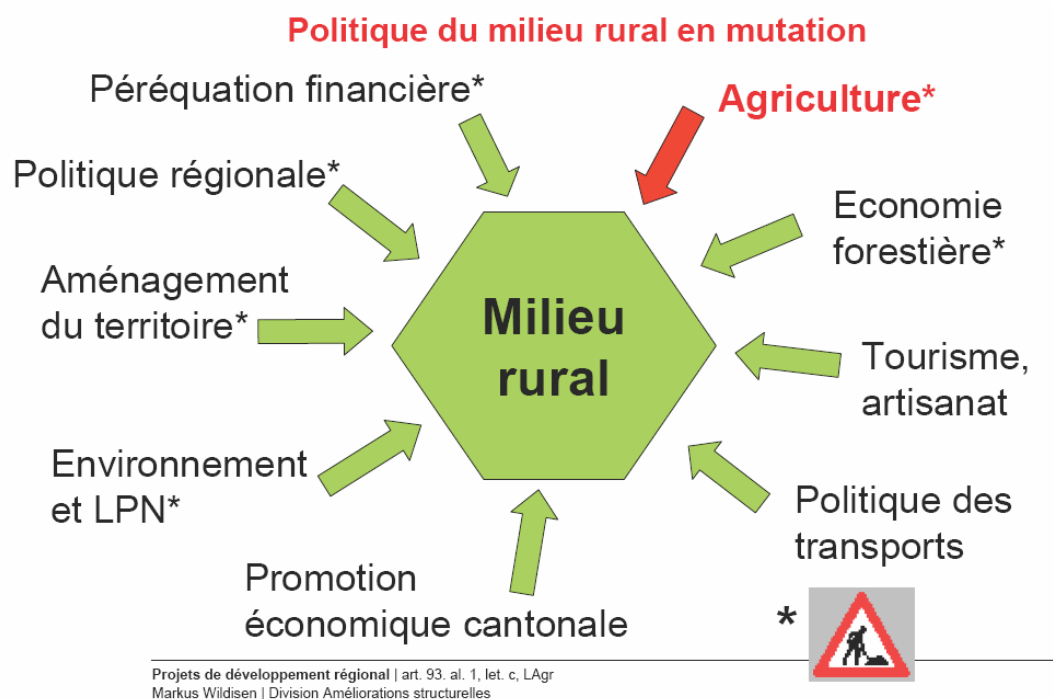
⁵⁵ Ibidem, p.37

⁵⁶ Ibidem

⁵⁷ Ibidem

⁵⁸ OFAG, <http://www.blw.admin.ch/themen/00233/00234/index.html?lang=fr>

Les politiques sectorielles concernées sont les suivantes :



Source : OFAG, <http://www.blw.admin.ch/themen/00233/00234/index.html?lang=fr>

Depuis le 1er janvier 2007, la Confédération soutient ainsi des projets de développement régional et de promotion de produits suisses et régionaux dans lesquels l'agriculture est largement impliquée. « Ces projets comprennent des mesures visant à créer de la valeur ajoutée dans l'agriculture. Ils renforcent la collaboration interprofessionnelle entre l'agriculture et les secteurs connexes tels que l'artisanat, le tourisme, l'économie du bois et la sylviculture. Cependant, ils peuvent aussi comprendre des mesures destinées à réaliser des objectifs d'intérêt public (p. ex. aspects écologiques, sociaux ou culturels). »⁵⁹

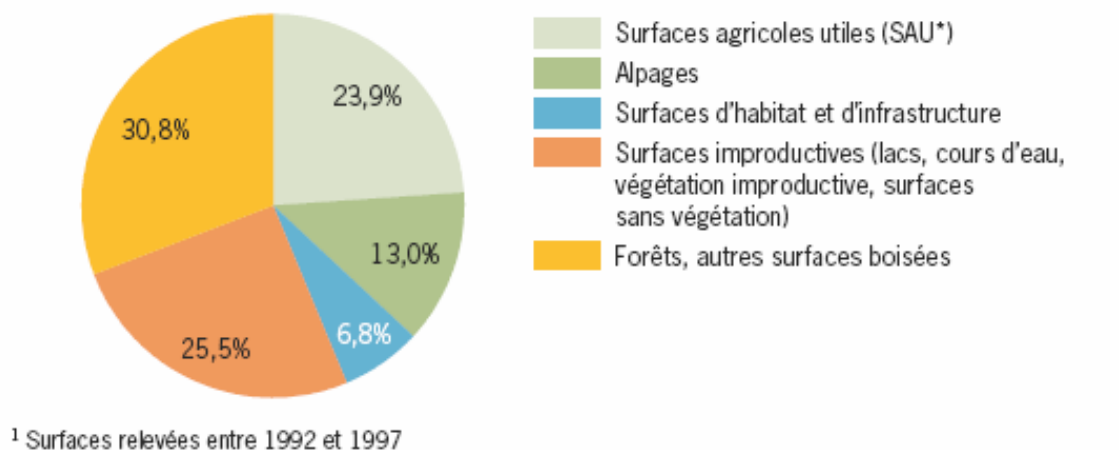
Il est évident que la mise en application de tels projets peut provoquer des conflits d'intérêt entre les différentes politiques sectorielles, d'autant que chacune d'elles a le même poids juridique et législatif et que, « idéalement », aucune ne doit être privilégiée plutôt qu'une autre. L'instrument de coordination entre ces politiques sectorielles, notamment entre la politique d'aménagement du territoire et la politique agricole, est le plan directeur cantonal. Ce dernier sera repris dans l'analyse comparative des cantons.

⁵⁹ Ibidem

5.3 L'agriculture dans le contexte national

Ci-dessous, différentes illustrations proposées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en 2005 et 2006 résumant quelques aspects importants du milieu agricole suisse.

❖ 5.3.1 Utilisation du sol en suisse



Source : Office fédéral de la statistique, Agriculture suisse, 2007

© OFS

Comme le montre ce graphique, le paysage suisse est façonné par les zones rurales avec un taux d'occupation de l'agriculture de près de 24%. La notion d'agriculture comprend :

- La production végétale, y compris la production herbagère ;
- la production animale ;
- les services agricoles comme les travaux pour tiers, les locations de quotas laitiers, etc. ;
- Les autres activités non agricoles non séparables comme la transformation de produits agricoles, vacances à la ferme, etc.

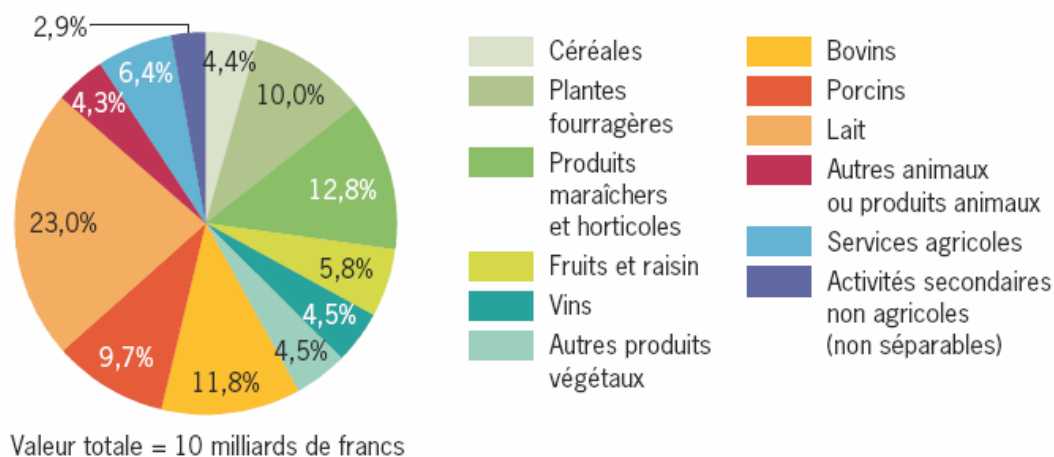
La Suisse comptait en 2005 près de 63 600 exploitations agricoles, dont environ un tiers étaient exploitées à titre accessoire. « L'agriculture en Suisse se situe aujourd'hui dans la moyenne européenne non seulement concernant le pourcentage d'actifs occupés, mais aussi par rapport à la valeur ajoutée. Le nombre des exploitations agricoles a baissé de 35,7% de 1985 à 2005. La taille des exploitations restantes a en ceci augmenté de 50%, avec comme bilan total une très légère diminution de l'ensemble de la surface agricole utile ». ⁶⁰

Les rendements agricoles ont également fortement progressé. « Le rendement de céréales par hectare a presque doublé depuis 1955 et la production laitière d'une vache a progressé de près de deux tiers. L'augmentation du rendement des productions végétales est due notamment aux progrès des techniques de sélection, à l'utilisation d'engrais minéraux et au développement de nouveaux produits phytosanitaires. » ⁶¹ Aujourd'hui, 120'000 personnes travaillent dans le secteur agricole, alors que dans les années 60, ils étaient 420'000.

⁶⁰ OFAG, Agriculture & sylviculture, 2007

⁶¹ Office fédéral de la statistique, Agriculture & sylviculture, 2007

Ci-dessous, le détail de production pour l'année 2006.



Source : Office fédéral de la statistique, Agriculture suisse, 2007

❖ 5.3.2 Taille moyenne des exploitations

Par district



Source: Recensement des exploitations agricoles

© OFS

Source : Office fédéral de la statistique, Agriculture suisse, 2007

❖ 5.3.3 Le développement de l'agriculture

L'agriculture est un acteur central de l'espace rural. Pour maintenir sa position, elle doit s'ouvrir de plus en plus vers d'autres activités, se diversifier, créer davantage de valeur ajoutée sur les produits, ceci dans une notion de durabilité. Les mesures prises dans ce sens auront un impact direct sur la compétitivité du secteur agricole.

Quelques exemples peuvent être cités tels que :

- L'hébergement, la gastronomie, les loisirs, etc. (agritourisme)
- les activités pédagogiques comme « L'école à la ferme » ;
- la valorisation des produits du terroir ;
- les offres dans le domaine de l'alimentation, de la santé et de la qualité de vie ;

Mais cette nouvelle direction implique pour les agriculteurs, « l'acquisition de connaissances et compétences supplémentaires, nécessaires à l'exercice d'une nouvelle profession et à l'exploration de nouvelles pistes, ainsi que des compétences de mise en valeur des produits, aux deux niveaux individuel et collectif. »⁶²

De plus, « pour mieux implanter les nouvelles offres de prestations, il s'agit de développer des réseaux avec des acteurs hors du monde agricole, en particulier dans les domaines de l'alimentation et de la santé, deux domaines de plus en plus intéressants et importants pour l'agriculture. »⁶³

Cela demande donc une implication forte des acteurs pour la réussite de leur développement ou du moins pour le maintien de leur exploitation. La dynamique d'un milieu rural a un impact certain sur la durabilité de celui-ci.

5.4 Les politiques publiques fédérales liées à l'agriculture et aux zones rurales

Ce chapitre va développer trois politiques liées au développement des zones rurales et les différents changements opérés en vue de développer la notion de compétitivité dans le secteur rural.

Il est important de poser ce contexte afin de mieux cerner par la suite les politiques suivies par les cantons. En effet, la politique agricole par exemple est du ressort de la Confédération, les cantons étant là essentiellement pour l'appliquer et donner des impulsions cantonales.

❖ 5.4.1 Les organismes compétents

- ARE : Office fédéral du développement territorial sous l'égide du Département Fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).
Compétent pour la Loi sur l'aménagement du territoire, entrée en vigueur le 22.05.1979 ; dernière modification le 23.03.2007.
- OFAG : Office fédéral de l'agriculture sous l'égide du Département Fédéral de l'Economie (DFE).
Compétent pour la Loi sur l'agriculture, entrée en vigueur le 29.04.1998 ; dernière modification le 08.11.2006.

⁶² Roland Künzler, Helen Höhener, AGRIDEA, Programme d'activité 2008-2011, 2007

⁶³ Ibidem

- **SECO :** Secrétariat d'Etat à l'économie sous l'égide du Département Fédéral de l'Economie (DFE).
Compétent pour la Loi sur la politique régionale, entrée en vigueur le 06.10.2000 ; dernière modification le 19.02.2007.

❖ 5.4.2 La politique d'aménagement du territoire

La Confédération contribue à la protection et au développement durable des paysages par des mesures d'aménagement du territoire. Elle tient compte de la nature et du paysage dans ses activités à incidence territoriale. L'Office fédéral du développement territorial (ARE) est le centre de compétences de la Confédération en matière d'aménagement du territoire. Les objectifs définis liés à l'agriculture sont les suivants:

- « Dans un proche avenir, 65'000 ha de surface agricole utile situés en plaine seront exploités à titre de surfaces de compensation écologique de qualité, contribuant ainsi à la conservation de la diversité des espèces indigènes.
- Les surfaces de compensation écologique sont à mettre en place en priorité dans les zones d'intérêt écologique majeur.
- Les formes d'exploitation traditionnelles, notamment celles qui ont contribué à façonner les paysages et à augmenter la diversité des écosystèmes bénéficient d'un soutien.
- Dans le cadre des projets d'amélioration structurelle de grande envergure, l'intégration de mesures de compensation écologique ainsi que de mesures de remplacement liées au projet permettent de conserver et de favoriser la diversité des espèces et des biotopes.
- Les mesures d'amélioration structurelle contribuent à un développement qui ménage le paysage.
- Les mesures d'amélioration structurelle favorisent le développement d'une exploitation agricole adaptée aux conditions locales, dans le sens des objectifs de la conception "Paysage suisse", par exemple en maintenant l'exploitation dans les régions marginales. »⁶⁴

Législation

L'aménagement du territoire est régi par une loi fédérale datant du 22 juin 1979. Elle est régulièrement modifiée par des actes législatifs et son dernier état est au 1^{er} septembre 2007.

Cette loi a instauré une séparation très nette entre zone à bâtir et zone agricole. La zone agricole bénéficie par ailleurs d'un marché foncier qui lui est propre.

En 1998, la loi a été modifiée pour permettre aux agriculteurs de diversifier leurs sources de revenu et de s'adapter ainsi à la nouvelle politique agricole. « L'agriculture est dorénavant une activité qui intègre des activités des secteurs secondaires ». ⁶⁵

La diversification des activités agricoles pourra principalement s'effectuer dans le cadre de trois types d'activités:

- L'exercice d'activités accessoires non agricoles;
- l'exercice d'activités agricoles de type «développement interne»;
- l'exercice d'activités agricoles allant au-delà du «développement interne.»

⁶⁴ http://www.landschaftskonzept.ch/ff/_start.htm?htm/landschaftskonzept/sachziele_raumplanung.htm~body

⁶⁵ Chantal Deschenaux et Nelly Niwa, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire, Eléments d'actualité des politiques fédérales p.16, 2005

L'agriculteur doit continuer à obtenir son revenu principal par le biais d'activités agricoles pour pouvoir exercer une activité accessoire en zone agricole. La LAT mentionne le but des zones agricoles de la manière suivante :

« Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserement et à assurer l'équilibre écologique; elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole. »⁶⁶

Elle indique également que des travaux de transformation d'une exploitation agricole pour développer une activité accessoire non agricole peuvent être autorisés si cette dernière ne peut subsister sans revenu complémentaire ou lorsque les constructions et installations existantes sont trop petites.

❖ 5.4.3 La politique agricole

Mandat donné à l'agriculture par la Constitution fédérale

- Approvisionnement en denrées alimentaires ;
- maintien des bases naturelles de l'existence ;
- entretien du paysage rural ;
- occupation décentralisée du territoire.

Historique

La politique agricole de la Confédération a subi durant ces 20 dernières années diverses réformes afin de s'adapter aux nouvelles exigences internationales. Le grand « tournant » a eu lieu en 2000. Ci-dessous, un bref historique des orientations politiques prises depuis 1992. Ce dernier a été proposé dans une version abrégée du livre « Der befreite Bauer » :

- « 1992 : Nouvelle orientation en définissant le concept de « multifonctionnalité ». La politique des prix a été découplée de celle des revenus, les interventions sur les marchés ont diminué et cela parallèlement à l'introduction des paiements directs. La justification politique de ces derniers se trouve justement dans la multifonctionnalité, soit la production par l'agriculture de biens et de service à caractère public et méritant rémunération.
- PA 2002 : Elimination de toutes les garanties de prix et de prise en charge. Le programme lie les paiements directs à un système de prestations écologiques.
- PA 2007 : Annulation du contingentement laitier et libéralisation partielle des importations de viande. Le programme introduit des mesures d'amélioration des structures.
- PA 2011 : Simplification du système des paiements directs et diminution voir abandon des interventions sur les marchés du fromage, des oléagineux et des pommes de terre. Assouplissement du droit rural. »⁶⁷

Le programme développe également les conditions-cadres de sorte que « les potentiels en matière de baisse des coûts, d'amélioration des prestations sur le marché et d'écologie soient exploités dans l'agriculture et dans les secteurs situés en amont et en aval. Les adaptations devront se faire à un rythme permettant que le développement reste socialement supportable. »⁶⁸

« Le terme « agriculture multifonctionnelle » est un élément central de la nouvelle orientation remontant à 1992 puisqu'il justifie les paiements directs. L'article 104 de la Constitution fédérale définit les objectifs multifonctionnels: l'agriculture, de par une production répondant à la fois aux

⁶⁶ Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, art.3 ; 6

⁶⁷ Hans Rentsch et Claire Bussy Pestalozzi, Avenir Suisse, Liberté pour l'agriculture, 2006

⁶⁸ Avis Fédéral, Politique agricole 2011

exigences du développement durable et à celles du marché, contribue de manière importante à la sécurité de l'approvisionnement de la population, à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural, ainsi qu'à l'occupation décentralisée du territoire. »⁶⁹

La loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 traduit cette volonté politique. Son dernier état est au 26 septembre 2006.

Stratégie de la politique agricole 2011

Développer les conditions-cadres du secteur agroalimentaire de sorte à permettre :

- « Une valorisation optimale des excellentes denrées alimentaires, produites de manière respectueuse de l'environnement et des animaux, dans un beau paysage, par des paysans et paysannes motivés et disposant d'une bonne formation, et
- la réalisation, dans des conditions sociales acceptables, du potentiel d'accroissement de la productivité et de réduction des coûts. »⁷⁰

Objectifs de la politique agricole 2011

1. « Améliorer la compétitivité ;
2. permettre un processus d'adaptation socialement supportable ;
3. poursuivre le développement écologique. »⁷¹

Axes d'action de la politique agricole 2011

1. « Améliorer la compétitivité de l'agriculture et de la transformation ;
2. garantir les prestations d'intérêt général ;
3. promouvoir la création de valeur ajoutée et le développement durable en milieu rural ;
4. accélérer l'évolution structurelle ;
5. simplifier l'administration. »⁷²

Evaluation de la politique agricole 2011

La PA 2011 est évaluée en fonction de la durabilité de l'agriculture. «La durabilité est analysée dans les trois dimensions : économie, écologie et social. Dans chacune d'elles, l'analyse porte en priorité sur l'évolution des ressources servant à la production agricole. »⁷³

Dimensions	Economie	Ecologie	Social
Thèmes			
Ressources	Renouvellement du capital	Biodiversité : Surfaces de compensation écologique	Formation
		Eau: vente de produits phytosanitaires	
	Sol (quantité)	Sol (qualité): Phosphore	
Efficience	Productivité du travail (évolution et comparaison internationale)	Efficience de l'azote	
		Efficience énergétique	
Equité			Comparaison du revenu avec le reste de la population
			Qualité de vie: comparaison avec le reste de la population

Source : OFAG, Evolution future de la politique agricole 2011 p.323, 2005

⁶⁹ Hans Rentsch & Claire Bussy Pestalozzi, « Der befreite Bauer » p.10, 2006

⁷⁰ FAG, Evolution future de la politique agricole 2011 p.80, 2005

⁷¹ Message concernant l'évolution de la future politique agricole 2011

⁷² OFAG, Evolution future de la politique agricole 2011 p.81, 2005

⁷³ Ibidem, p.323

Economie

Pour apprécier la durabilité de l'agriculture sous l'angle économique, l'OFAG prend en compte l'évolution quantitative des facteurs de production sol, travail et capital (ressources), les progrès réalisés en matière de productivité du travail (efficacité) et l'évolution de la stabilité financière.

« L'indicateur «renouvellement du capital» mesure le rapport entre les investissements et l'ensemble des bâtiments, machines et équipements (= stock de capital). Il indique le nombre d'années que prendrait le renouvellement du stock de capital, compte tenu des investissements réalisés.

L'indicateur «terres arables» trace l'évolution de la partie de la surface agricole utile qui est nécessaire afin que l'agriculture puisse contribuer substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires.

« L'indicateur productivité du travail, mesure l'efficacité de l'utilisation de la main-d'oeuvre dans l'agriculture suisse. » ⁷⁴

Ecologie

« L'indicateur «surfaces de compensation écologique» permet de suivre l'évolution des espaces vitaux proches de l'état naturel, qui contribuent à la biodiversité et assurent la stabilité des écosystèmes.

Les ventes de produits phytosanitaires indiquent le risque d'émissions dans l'environnement, en particulier dans l'eau, le sol et l'air.

L'indicateur «excédent de phosphore» porte sur le rapport entre l'input et l'output. Comme le phosphore est une ressource non renouvelable, son utilisation économe est prioritaire en termes de durabilité.

L'indicateur «efficacité de l'azote» mesure le rapport entre l'input et l'output d'azote dans la production agricole.

L'indicateur «efficacité énergétique», exprime le rapport entre la consommation d'énergie pour la production et l'énergie alimentaire produite. » ⁷⁵

Social

Pour apprécier la durabilité de l'agriculture sous l'angle social, l'OFAG utilise d'une part l'évolution des disparités de revenus entre le secteur primaire et le reste de l'économie agricole (équité) et d'autre part l'évolution structurelle et la situation en matière de succession dans l'agriculture (capital humain). Enfin, il propose des résultats sur la situation sociale dans l'agriculture.

« L'indicateur «formation» montre l'évolution du niveau de formation des chefs d'exploitation.

L'indice de la qualité de vie montre comment évolue la qualité de vie de la population agricole, selon son auto-évaluation, en comparaison de celle des autres groupes sociaux.

L'indicateur «comparaison des revenus» porte sur l'aspect de l'équité dans la dimension sociale de la durabilité. Afin de le déterminer, on compare le revenu du travail par unité de main-d'oeuvre familiale dans l'agriculture avec le salaire de référence des employés. » ⁷⁶

Législation

L'agriculture est régie par une loi fédérale datant du 29 avril 1998. Son dernier état est au 26 septembre 2006.

⁷⁴ OFAG, Dossier de presse, Rapport agricole 2005, 2005

⁷⁵ Idem

⁷⁶ OFAG, Dossier de presse, Rapport agricole 2005, 2005

❖ 5.4.4 La politique régionale

Historique

« Les instruments actuels de la politique régionale remontent aux années 70. En constituant alors des régions et en soutenant des projets d'infrastructure, la Confédération entendait lutter contre le dépeuplement des régions de montagne. Dans les régions monostructurées, elle tentait de soutenir l'évolution des structures économiques par des mesures d'encouragement en faveur des entreprises.

Au cours des ans, les instruments de la politique régionale ont été adaptés à l'évolution et aux nouvelles exigences, et complétés par d'autres mesures vers le milieu des années 90, telles la promotion de la coopération transfrontalière (INTERREG) et l'aide à l'évolution structurelle en milieu rural (Regio Plus).

En 2004, l'aide aux investissements dans les régions de montagne et les mesures fondées sur l'arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement ont été soumises à une évaluation complète. Les résultats ont confirmé les hypothèses qui avaient déjà suscité de nombreuses interventions parlementaires à partir de 2000 : au fil du temps, l'ensemble des instruments de la politique régionale a perdu de son efficacité et de sa transparence à force de rajouts. »⁷⁷

D'où la nouvelle politique régionale du 6 octobre 2006 avec comme dernier état le 15 mars 2007. Elle entrera en fonction au 1^{er} janvier 2008. Elle a ainsi pour objet de développer l'économie du milieu rural. « La NPR sera financée par le Fonds de développement régional, alimenté par le produit des prêts en faveur des infrastructures et de nouveaux apports de la Confédération. »⁷⁸

But de la nouvelle politique régionale

« Stimuler l'innovation, générer de la valeur ajoutée et améliorer la compétitivité dans certains territoires (régions de montagne, milieu rural en général et régions frontalières) afin de contribuer à la création et au maintien d'emplois dans les zones soutenues (approche axée sur la croissance). Ce faisant, elle entend aussi contribuer indirectement à l'occupation décentralisée du territoire et à gommer les inégalités régionales. »⁷⁹

Principes de la nouvelle politique régionale

- « Les exigences en matière de développement durable sont prises en considération ;
- les régions prennent des initiatives afin d'améliorer la compétitivité et de générer de la valeur ajoutée ;
- les centres régionaux sont les moteurs du développement ;
- les cantons sont les interlocuteurs principaux de la Confédération et assurent la collaboration avec les régions ;
- les services fédéraux collaborent étroitement entre eux et avec les institutions suisses ou étrangères. »⁸⁰

Il y a deux fondements d'une politique régionale axée sur l'innovation et la valeur ajoutée. Le premier est le principe de « base d'exportation » qui postule que « la prospérité et le potentiel de développement d'une région sont déterminés par les activités économiques qui génèrent de la valeur ajoutée grâce à l'exportation de biens ou de services hors de la région. »⁸¹

⁷⁷ Note de synthèse du Parlement au 16.11.2005

⁷⁸ Idem

⁷⁹ Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en oeuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.9, 28.02.2007

⁸⁰ Loi fédérale sur la politique régionale, Art. 2

⁸¹ Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en oeuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.11, 28.02.2007

Le deuxième est de « promouvoir les projets et institutions de transfert du savoir, de même que tous les projets qui stimulent l'intérêt des entreprises et de la population pour ces connaissances. »⁸²

Trois volets stratégiques de la nouvelle politique régionale

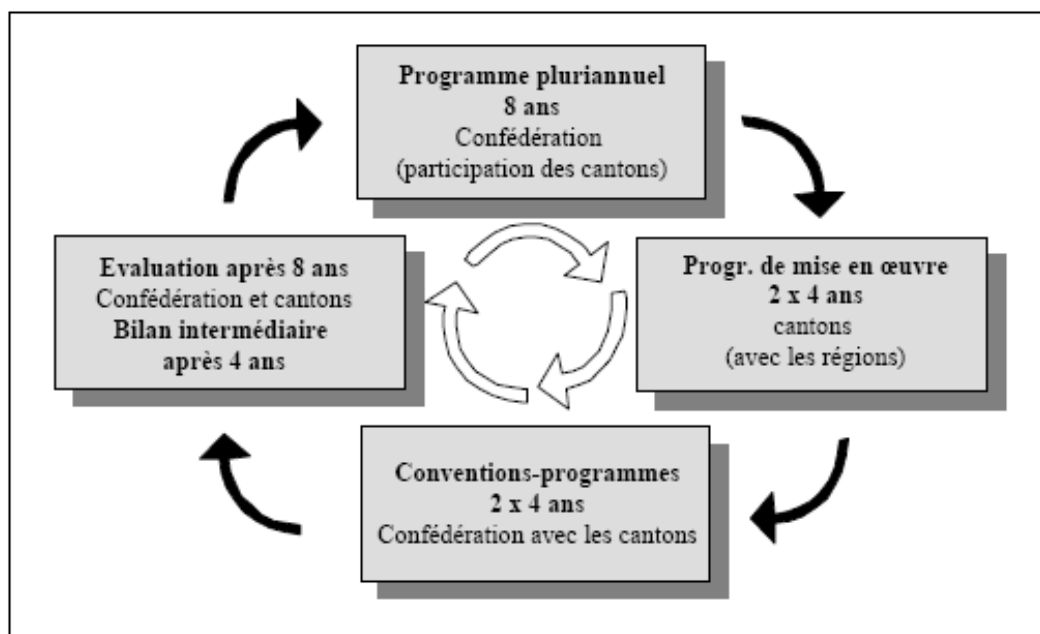
- « Encourager les initiatives, programmes et projets destinés à stimuler l'esprit d'innovation et à améliorer la compétitivité des régions, ainsi qu'à y générer de la valeur ajoutée ;
- renforcer la coopération et l'exploitation des synergies entre la politique régionale et les politiques sectorielles de la Confédération qui ont une incidence territoriale ;
- mettre sur pied et exploiter un système intégré de connaissances sur le développement régional, former et perfectionner les acteurs régionaux et, enfin, évaluer systématiquement l'efficacité des mesures appliquées. »⁸³

Mise en œuvre

Au niveau fédéral, la mise en œuvre passe par un programme pluriannuel qui définit le cadre des programmes cantonaux de mise en œuvre qui contient les objectifs de politique régionale spécifiques au canton concerné et les stratégies qu'il a adoptées. Ces programmes correspondent au pilier de la NPR.

Les programmes cantonaux sont élaborés en collaboration avec les organismes de développement régionaux et les secrétariats régionaux. Ils ne pourront être présentés lors de l'analyse comparative, les cantons du Valais et de Fribourg ne les ayant pas encore terminés.

Sur la base de ces programmes, la Confédération conclut avec les cantons des conventions-programmes pluriannuelles et fixe une contribution forfaitaire. Ci-dessous, un schéma illustrant la collaboration entre la Confédération et les cantons en matière de mise en œuvre et d'évaluation :



Source : Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.45, 28.02.2007

⁸² Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.11, 28.02.2007

⁸³ Note de synthèse du Parlement au 16.11.2005

But du programme pluriannuel 2008 – 2015 de la politique régionale de la Confédération

« Stimuler l'innovation, générer de la valeur ajoutée et améliorer la compétitivité dans certains territoires (régions de montagne, milieu rural en général et régions frontalières) afin de contribuer à la création et au maintien d'emplois dans les zones soutenues. »⁸⁴

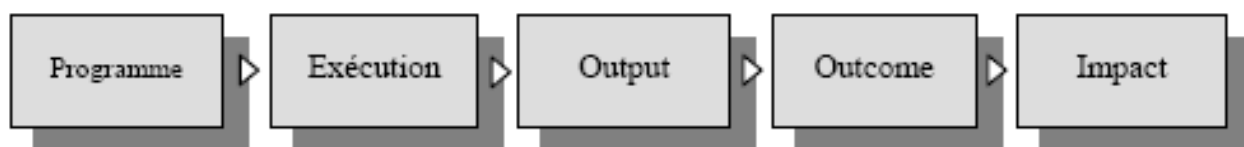
Objectifs du programme pluriannuel 2008 – 2015 de la politique régionale de la Confédération

- « Eviter les distorsions de la concurrence ;
- créer un environnement favorable à l'esprit d'entreprise ;
- innover non seulement dans l'économie, mais aussi dans les institutions ;
- conclure des partenariats atypiques ;
- penser par-delà les frontières régionales ;
- améliorer les conditions de valorisation du savoir en ayant une approche intergénérationnelle
- exploiter le savoir-faire de la main-d'œuvre hautement qualifiée «exilée» ;
- miser sur l'effet symbolique. »⁸⁵

Evaluation de la nouvelle politique régionale

Dans son message du 16 novembre 2005 concernant la NPR, le Conseil fédéral écrivait: «A l'avenir, des mesures accrues de controlling, de monitoring et d'évaluation devront garantir que les moyens ont été engagés conformément au but et aux autres dispositions de la législation fédérale (droit de la concurrence, p. ex.), ceci aussi bien pour le programme pluriannuel de la Confédération, pour les programmes cantonaux de mise en œuvre et pour les conventions relatives aux projets. »⁸⁶

Pour cela, la Confédération utilise comme instrument de pilotage la gestion intégrée des résultats et des effets qui se base sur un modèle des conséquences de l'action étatique en cinq étapes⁸⁷:



Source : Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.51, 28.02.2007

« Le programme décrit les effets escomptés de l'action publique. Il mentionne les buts, qui seront vérifiés par la gestion intégrée des résultats et des effets. »⁸⁸

« L'élément exécution concerne la collaboration des acteurs lors de la mise en œuvre, soit, pour la NPR, les cantons (et régions) et la Confédération.

On appelle output les prestations issues de l'exécution, telles que décisions, arrêtés, subsides, conseils ou informations. Dans le cas de la NPR, ce serait par exemple les conventions-programmes entre la Confédération et les cantons.

Par outcome, on entend les effets immédiats escomptés des mesures concrètes sur le comportement des groupes cibles. »⁸⁹

⁸⁴ Ibidem, p.16

⁸⁵ Ibidem, p. 9

⁸⁶ Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.51, 28.02.2007

⁸⁷ AFF / Interface 2003 (modifié)

⁸⁸ Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement p.51, 28.02.2007

« L'impact décrit les conséquences effectives de l'action publique sur les groupes concernés, autrement dit de la contribution qu'une mesure fournit à long terme pour résoudre une tâche ou un problème social plus général. »⁹⁰

Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs relatifs aux différents niveaux d'effets ne sont pour lors pas encore connus.

Législation

La politique régionale est régie par une loi fédérale datant du 6 octobre 2006. Son dernier état est au 15 mars 2007. Seul deux articles sont en vigueur. Le Conseil fédéral a fixé au 1er janvier 2008 l'entrée en vigueur complète de la loi et de ses ordonnances d'exécution.

5.5 Politique et développement durable

❖ 5.5.1 Au niveau fédéral

Une politique rurale doit aujourd'hui prendre en compte la notion de développement durable. La définition de cette notion selon la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Brundtland) est la suivante :

«Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de répondre à leurs propres besoins».⁹¹

Cet aspect a en effet été inscrit dans la Constitution fédérale « à titre de finalité générale de l'action publique ». Le 27 mars 2002, une stratégie pour le développement durable a été adoptée par le Conseil fédéral, la « Stratégie 2002 ». Le but de celle-ci est de « lancer un processus social d'apprentissage et d'organisation à long terme basé sur une large acceptation du développement durable. Dès 2008, la stratégie sera renouvelée pour chaque législature et concordera ainsi de façon optimale avec le programme de gouvernement. »⁹²

« Le développement durable constitue non pas une politique sectorielle supplémentaire, mais une «idée régulatrice» qui doit guider l'ensemble des politiques sectorielles. »⁹³

Les lignes directrices de la Stratégie 2002 sont les suivantes :

- «Se responsabiliser face à l'avenir»
- «Chercher l'équilibre entre environnement, économie et société»
- «Reconnaître les spécificités des dimensions du développement durable»
- « Intégrer le développement durable dans tous les domaines politiques»
- «Améliorer la coordination entre les domaines politiques et accroître la cohérence»
- «Atteindre un développement durable par le partenariat»

Le plan d'action concret de cette stratégie correspond pour le XXI^e siècle à l'Agenda 21. L'ARE a défini des critères concrets d'application de cette notion à l'aménagement du territoire, en se

⁸⁹ Ibidem

⁹⁰ Ibidem

⁹¹ Office fédéral du développement territorial, La Suisse sur la voie du développement durable p.8, 2007

⁹² Ibidem p.26

⁹³ Mesures de la Confédération en matière de politique d'organisation du territoire p.6, 2004

basant notamment sur la Stratégie 2002 et sur la législation existante. Ces critères sont mis en annexe.⁹⁴ L'Office tient cependant à préciser que l'ensemble de ces critères d'application ne peut être mis en œuvre simultanément. « En aménagement du territoire comme dans le développement durable en général, il y a souvent conflit, et donc nécessité d'une pesée des intérêts, notamment entre intérêts publics et intérêts privés. »⁹⁵ Un développement durable cohérent nécessite donc la mise en œuvre de différentes mesures :

- « Intensification de la coopération à tous les niveaux ;
- cohérence accrue des politiques sectorielles ;
- recours à des instruments économiques et financiers ;
- modifications législatives. »⁹⁶

Une mesure concrète a été les dispositions prises dans le cadre de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). En effet, la réforme prévoit entre autre « une compensation des charges dues à des facteurs géo topographiques ou sociodémographiques, de même que l'intensification de la collaboration intercantonale. »⁹⁷

Pour l'agriculture en tant que telle, l'OFAG a défini une stratégie de développement durable analysée dans les trois dimensions que sont l'économie, l'écologie et le social. Dans chacune d'elle, l'analyse porte principalement sur l'évolution des ressources servant à la production agricole, sur l'efficacité des processus de transformation en ce qui concerne l'économie et l'écologie et sur l'équité pour ce qui est de la dimension sociale :

Sujet	Dimension		
	Economie	Ecologie	Social
Ressources	Stock de capital	Sol, eau, air, biodiversité	Succession
Efficacité	Productivité du travail	Azote, phosphore, énergie	
Equité			Disparités de revenu

Source : Office fédéral de l'agriculture, Evolution future de la politique agricole 2011 p.10, 2005

« L'évaluation du suivi, du contrôle et des outils de la politique agricole, définis dans la stratégie du développement durable, permet d'analyser l'efficacité et l'efficience de la politique agricole. »⁹⁸

En terme d'évaluation, la Confédération utilise le système d'indicateurs MONET afin d'évaluer l'évolution de la Suisse sur le chemin du développement durable. Ce système a été mis en place par l'Office Fédéral de la Statistique, l'Office Fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage ainsi que l'Office Fédéral du développement territorial. L'objectif est de mettre en place un système d'indicateurs destiné au monitoring du développement durable en Suisse. Il compte plus de 100 indicateurs fournissant une vue globale de la Suisse dans ses dimensions sociales, économiques et environnementales. Le système propose 17 indicateurs clés qui illustrent de manière condensée les progrès accomplis sur le chemin du développement durable. Ces indicateurs sont proposés en annexe.⁹⁹

L'ARE propose quant à elle deux types d'instruments pour apprécier si un développement est durable ou non. Soit des indicateurs permettant de mesurer et d'analyser des situations, soit des méthodes d'évaluation de la durabilité (EDD) appliquées à des projets particuliers.

⁹⁴ Annexe 2

⁹⁵ Urs Steiger, DETEC, Rapport 2005 sur le développement territorial p.13

⁹⁶ Ibidem p.27

⁹⁷ Ibidem, p.26

⁹⁸ Projet Développement des indicateurs agro-environnementaux et monitoring p.1, 2002

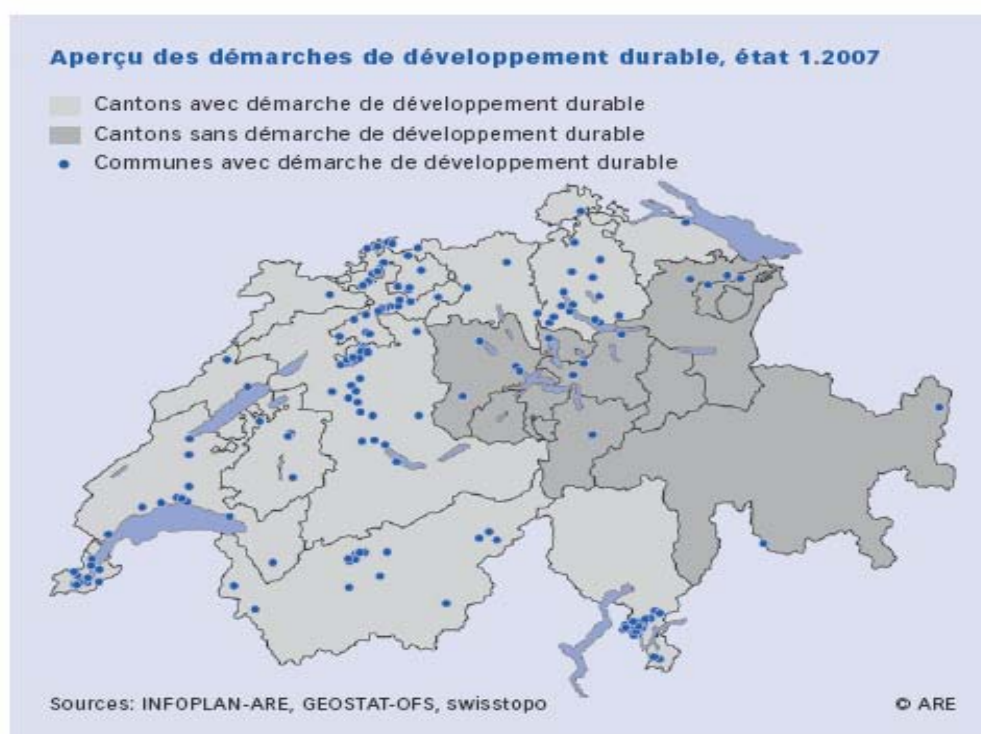
⁹⁹ Annexe 3

❖ 5.5.2 Au niveau cantonal

Les cantons doivent également apporter leur contribution quant à la mise en œuvre du développement durable. En effet, beaucoup de processus dépendent d'eux et le but est d'intégrer cette notion dans l'agenda politique.

« Les cantons ont tous désigné une instance chargée des questions de développement durable. L'importance et l'ancrage juridique du développement durable ne sont toutefois pas les mêmes et les instruments et approches varient d'un canton à l'autre, tout comme les activités de mise en œuvre. »¹⁰⁰

Sur la carte ci-dessous, un aperçu des cantons suisses ayant optés pour des démarches de développement durable.



Source : ARE, La Suisse sur la voie du développement durable, p. 40

On remarque que les cantons de Vaud, Valais et Fribourg entreprennent des démarches de développement durable. Les cantons disposent notamment des instruments suivants :

- « Ancrage du développement durable dans la constitution cantonale ou dans la législation générale ;
- ancrage du développement durable dans le plan directeur cantonal ;
- inscription du développement durable comme thème central dans les directives gouvernementales ;
- stratégie cantonale pour le développement durable ou Agenda 21 comme programme d'action ;
- ancrage du développement durable dans la gestion politique de la collectivité publique ;
- encouragement du développement durable dans les communes. »¹⁰¹

¹⁰⁰ ARE, La Suisse sur la voie du développement durable p.33, 2007

¹⁰¹ Ibidem

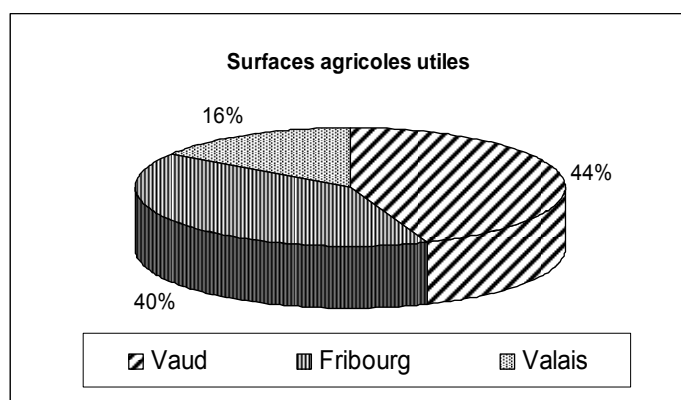
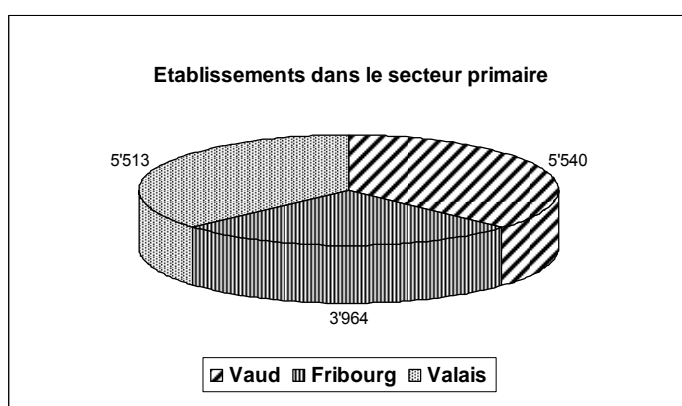
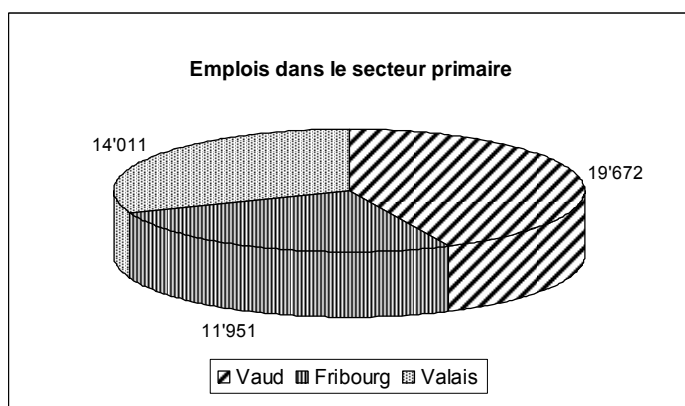
6. ANALYSE COMPARATIVE

L'analyse comparative est divisée par canton. Pour chacun est présenté :

- Le cadre politique et législatif ainsi que le plan directeur cantonal.
- Les axes stratégiques pour développer économiquement les zones rurales. En fonction des entretiens effectués.
- Analyse des objectifs et indicateurs grâce au programme cantonal de mise en œuvre de la NPR pour le canton de Vaud et par le système e-DICS pour le canton du Valais.
- Les forces et faiblesses des politiques ainsi que les défis pour le futur. En fonction des entretiens.

Pour clore cette analyse comparative, une synthèse générale en matière d'orientation des différentes politiques mais également en matière d'évaluation est proposée sous forme de tableaux.

L'analyse des cantons commence par une synthèse de la structure des institutions cantonales. Comme premier aperçu, ci-dessous le nombre d'emplois et d'établissements pour le secteur primaire ainsi que le taux de surfaces agricoles pour chacun des trois cantons :¹⁰² (Ces taux sont calculés sans les alpages et les exploitations n'ayant pas de terre)



¹⁰² Office fédéral de la statistique, <http://www.bfs.admin.ch/>

6.1 Structure des autorités publiques cantonales

VAUD

Services du Département de l'économie :

- Economie, logement et tourisme → Politique régionale
- Emploi
- Agriculture → Politique agricole
- Développement territorial → Plan directeur cantonal
- Education physique et sport

FRIBOURG

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts :

- Institutions
- Agriculture → Politique agricole
- Améliorations foncières
- Crédits d'investissement agricoles
- Formation agricole et agroalimentaire
- Assurance des animaux de rente
- Art vétérinaire
- Forêts, chasse et faune

Direction de l'économie et de l'emploi :

- la promotion économique → Politique régionale
- la formation professionnelle
- l'emploi
- le registre du commerce
- les transports et l'énergie
- le logement
- la statistique
- le tourisme

Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions :

- Protection de la nature et du paysage
 - Service des constructions et de l'aménagement
 - Service des ponts et chaussées
 - Service des autoroutes
 - Service de l'environnement
 - Service des bâtiments
- } Plan directeur cantonal

VALAIS

Département Economie et territoire :

- Service administratif et juridique
- Service du développement économique → Politique régionale
- Service de l'industrie, du commerce et du travail
- Caisse publique de chômage
- Service de l'agriculture → Politique agricole
- Service de l'aménagement du territoire → Plan directeur cantonal
- Service des registres fonciers et de la géomatique

6.2 Canton de Vaud

❖ 6.2.1 Introduction

Le canton est divisé en quatre régions : les villes / lac, le Jura, la campagne et les Alpes. L'agriculture occupe une place importante pour le territoire. Elle comprend essentiellement la viticulture, l'arboriculture et les cultures maraîchères.

❖ 6.2.2 Plan directeur cantonal

Le plan directeur cantonal est développé dans le service du développement territorial, sous le département de l'économie. Ce dernier a essentiellement deux domaines qui influent sur le développement économique des zones rurales :

Préserver les terres agricoles

« Le Canton préserve durablement le sol en tant que ressource non renouvelable, en encourageant une affectation respectant ses aptitudes naturelles. Les communes désignent et préservent ainsi, dans leurs planifications, les sols dignes de protection en raison de leur intérêt pour l'agriculture, la nature ou le patrimoine culturel. La protection des terres cultivables est assurée par les surfaces d'assolement (SDA). Le Canton tient à jour l'inventaire des SDA et assure une gestion durable de ces surfaces. Cet inventaire est une donnée de base pour les planifications des communes et des régions. »¹⁰³

Accompagner l'économie agricole

« Le Canton favorise une planification différenciée de l'espace rural adaptée à ses différentes fonctions. Il désigne notamment :

- Les territoires favorables pouvant accueillir des zones agricoles spécialisées;
- les territoires défavorables dans lesquels des zones agricoles spécialisées ne sont autorisées que si des mesures complémentaires (par exemple protection de l'environnement, compensation, besoins énergétiques) sont mises en oeuvre;
- les territoires d'exclusion dans lesquels les activités de production agricole hors-sol sont interdites. »¹⁰⁴

« De plus, le canton soutient les projets visant à renforcer le lien entre les terroirs vaudois et leurs produits agricoles de qualité par une approche économique et paysagère. Il vise notamment la création et la promotion de labels ou les synergies entre lieux de production, de transformation, de vente et de promotion. »¹⁰⁵

❖ 6.2.3 Cadre législatif

Loi sur l'appui au développement économique

En terme de développement économique proprement dit, le canton de Vaud dispose d'une nouvelle loi sur l'appui au développement économique adoptée le 12 juin 2007. Celle-ci ne différencie pas les zones et est donc valable tant pour les régions en zones urbaines que rurales. Elle entrera en fonction au 1^{er} janvier 2008 et regroupe quatre bases légales précédemment en vigueur qui étaient la loi sur la promotion économique, la loi sur le tourisme, la loi sur la politique

¹⁰³ Site officiel du canton de Vaud, <http://www.vd.ch/fr/themes/territoire/amenagement/plan-directeur-cantonal>

¹⁰⁴ Ibidem

¹⁰⁵ Ibidem

régionale (qui comprenait la loi sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM) et la loi sur le développement régional (LDER)) et le décret des pôles.

Le but de réunir ces quatre lois est de simplifier, clarifier et coordonner les politiques sectorielles et leurs partenaires, ceci afin de soutenir la promotion et le développement économique du canton en créant des emplois et de la valeur ajoutée. Les principes généraux de la loi sont de :

- « S'assurer que les principes du développement durable sont respectés ;
- privilégier un développement économique équilibré en veillant à réduire les disparités ;
- contribuer à renforcer la vitalité et la compétitivité économique ;
- favoriser la diversité des activités, la préservation et la création d'emplois ;
- favoriser la collaboration, la coordination et l'échange d'expérience entre les milieux privés et publics au niveau régional, cantonal et supracantonal ;
- respecter les principes de subsidiarité et de proportionnalité ;
- veiller à ne pas créer de distorsion de concurrence. » ¹⁰⁶

Loi sur la promotion de l'économie agricole

Au niveau du secteur agricole, le canton n'a pas de loi sur l'agriculture en tant que telle mais dispose de onze lois spécifiques à des secteurs de l'agriculture, dont une liée directement à la promotion de l'économie agricole vaudoise. Celle-ci a pour objectif de soutenir principalement :

- « La production animale et le placement du bétail »
- « La promotion des produits agricoles »
- « Le tourisme rural » ¹⁰⁷

Selon M. Christian Aeberhard du bureau de l'économie rurale du canton de Vaud, les mesures particulières liées à la promotion de l'économie montagnarde concernent essentiellement les subventions sur les marchés (Gestalp) et les veaux. Le volet relatif à l'économie montagnarde qui se trouve dans la loi précitée correspond au volet d'origine. Il n'est pas du tout évalué, ni défini en terme d'objectifs.

Loi sur les améliorations foncières et loi sur les mesures de compensation liées à la création de zones agricoles

Ces deux lois ont pour but primaire d'augmenter la compétitivité de l'agriculture en améliorant les conditions de vie, les conditions économiques et les conditions de production et de travail dans l'espace rural. Un deuxième aspect est l'entretien des paysages ruraux et la protection du sol.

Les remaniements parcellaires de façon générale sont utilisés en vue d'une meilleure utilisation du sol.

❖ 6.2.4 Axes stratégiques du service de l'agriculture pour le développement des zones rurales

Les axes mentionnés ci-dessous correspondent aux changements principaux effectués dans la loi sur la promotion de l'économie agricole.

Comme nouveauté : la promotion des produits

Le canton axe la promotion de ses produits essentiellement au niveau touristique et viticole. Pour le faire, il subventionne l'organisation faîtière « Art de vivre » qui comprend l'Office du tourisme du canton de Vaud, l'Office des vins vaudois et la Fédération Pays de Vaud, pays de terroirs.

¹⁰⁶ Loi sur l'appui au développement économique, Art. 2

¹⁰⁷ Loi relative à la promotion de l'économie agricole vaudoise (LPEAV), sections

Comme évolution : les améliorations foncières

Elles constituent une aide supplémentaire pour des projets situés hors zone agricole, des projets d'agritourisme par exemple. Le service de l'agriculture ne versant des soutiens financiers que pour les zones agricoles et les communes que pour les zones à bâtir.

Comme renforcement : la Fondation d'investissement rural

Cette Fondation est administrée par le Crédit agricole qui est chez Prometerre, association qui regroupe l'ensemble des exploitations agricoles et viticoles vaudoises ainsi que les associations professionnelles cantonales.

Les prestations correspondent à des prêts sans intérêt qui complètent le dispositif fédéral. Leur but est de renforcer les possibilités d'aide et les garanties données pour le cautionnement. Cela donne les capacités d'avancer aux exploitations agricoles qui subissent beaucoup de fluctuations de trésorerie.

Le service de l'agriculture du canton ne dispose pour le moment pas de cadre formel d'évaluation. Cela est dû au fait que n'ayant pas de loi sur l'agriculture, il n'y a pas de stratégie définie politiquement. Cependant, il y a un suivi au niveau comptable et budgétaire.

❖ 6.2.5 Axes stratégiques du service de développement économique pour le développement des zones rurales

Le but ultime du service de développement économique est de créer des emplois et de la valeur ajoutée. Il y a trois axes principaux correspondant aux trois volets de la loi sur l'appui au développement économique :

- Promotion cantonale → Faire venir le tourisme ou les entreprises par le biais du Développement économique de la Suisse occidentale (DEWS)
- Projets régionaux → Aider les projets de développement économiques pour qu'ils soient cohérents avec les stratégies des organismes régionaux (en lien avec le territoire)
- Projets d'entreprise → Aider les entreprises sans tenir compte de leur localisation

On retrouve les stratégies, objectifs et indicateurs pour les projets régionaux dans le programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale.

❖ 6.2.6 Programme cantonal de mise en œuvre de la NPR

Le canton de Vaud est pour le moment le seul, parmi les cantons analysés, à disposer de cet outil demandé par la nouvelle politique régionale. Il est destiné aux territoires ruraux, aux Alpes ainsi qu'au Jura. Lors du traitement de celui-ci, il a été difficile de distinguer, pour chaque axe stratégique prioritaire, les objectifs des mesures. En effet, le programme ne montre pas de lien clair entre les indicateurs, les mesures et les objectifs, ces derniers étant mélangés.

L'analyse ci-après va porter sur un résumé des axes prioritaires et objectifs ainsi que sur une critique globale des indicateurs correspondant à chacun d'entre eux. Le programme se trouve en annexe du présent document.¹⁰⁸

¹⁰⁸ Annexe 4

Le canton travaille sur quatre domaines prioritaires qui comportent pour certains plusieurs axes stratégiques :

1) Compétitivité et vitalité économique des territoires

Objectif pour le domaine du tourisme : développer des pôles touristiques avec une offre d'hébergement adaptée.

Objectif pour le domaine de l'industrie : assurer des conditions cadres favorables à l'implantation et au développement d'entreprises, tout en favorisant des sites thématiques.

Objectifs pour le domaine des services : définir et soutenir le positionnement des centres cantonaux et régionaux en encourageant le démarrage de partenariat public-privé.

Finalité du domaine : favoriser des programmes d'action dans les secteurs précités afin de renforcer les chaînes de valeur régionales.

Seul un indicateur de résultat est proposé : part des régions disposant d'un programme d'actions sectoriel explicite. Ce dernier renseigne sur le dynamisme d'un territoire mais non sur la pertinence des programmes réalisés. Il est de plus imprécis et pourrait être davantage ventilé, en fonction des domaines en tout cas. Définir plus précisément les objectifs permettrait en outre de proposer d'autres indicateurs plus pertinents en terme d'évaluation.

2) Valorisation économique durable des ressources naturelles et renouvelables

Le premier axe stratégique proposé est la valorisation des produits du terroir, notamment pour les produits agricoles et viticoles. Les objectifs sont de favoriser la démarcation régionale de produits de qualité attractifs pour les consommateurs et d'encourager l'innovation et la diversification des produits et des marchés.

Le deuxième axe stratégique est d'agir sur la filière bois. L'objectif est ici d'augmenter régionalement la valeur ajoutée de la filière. Ce dernier n'est pas assez précis et ne répond pas aux critères SMART, vu dans le point 2.3.3.

Un troisième axe stratégique est la diversification énergétique avec comme objectif d'encourager la recherche de nouveaux débouchés pour les entreprises dans les domaines des économies d'énergie ou de la diversification énergétique et de mettre en valeur ces recherches.

Enfin, comme quatrième axe, la valorisation des patrimoines naturels, y compris les parcs. L'objectif émis est d'encourager l'innovation dans l'artisanat et les métiers liés à la valorisation des patrimoines naturels.

Finalité du domaine : Renforcer, dans le cadre de démarches régionales, la vente et l'exportation des « ressources naturelles transformées sur place ».

A nouveau, uniquement un indicateur de résultat est proposé : part des régions ayant engagé une démarche régionale de la valorisation économique des ressources naturelles. Comme dans le domaine précédent, il ne suffit pas pour se rendre compte de l'impact réel qu'auraient les mesures prises pour atteindre les objectifs précités. C'est un indicateur trop général par rapport au nombre d'objectifs proposés pour cet axe stratégique. Le « nombre de produits labellisés » pourrait par exemple faire l'objet d'un indicateur pour le premier axe stratégique.

3) Internationalisation et innovation

Le premier axe stratégique proposé est d'agir sur l'accès des entreprises aux marchés internationaux. L'objectif est de permettre aux PME et PMI innovantes d'acquérir un savoir-faire en matière commerciale ou en gestion.

Le deuxième axe stratégique est la valorisation des technologies innovantes issues des Hautes Ecoles. L'objectif étant de positionner l'économie des régions de montagne et rurales du canton sur le plan international.

Finalité du domaine : Favoriser l'internationalisation de l'économie vaudoise et accompagner la démarche de valorisation des technologies développées dans les Hautes Ecoles situées sur le territoire vaudois.

Trois indicateurs de résultats sont ici proposés :

- Nombre de prestations spécifiques développées pour les territoires ruraux et de montagne visant l'internationalisation de l'économie.
- Nombre de projets de collaboration développés pour les territoires ruraux et de montagne entre l'économie vaudoise et des organismes comme les centres de formation.
- Nombre de licences d'utilisation de brevets cédées à l'économie vaudoise par les Hautes Ecoles et les Centres de recherche vaudois.

Les deux premiers indicateurs renseignent sur ce qui s'est fait mais pas sur l'output réel, comme par exemple le nombre d'entreprises qui se sont effectivement internationalisées. Le troisième est quant à lui bon car il permet de rendre compte réellement si les entreprises sont innovantes ou pas, et par ce fait, si elles ont su développer la recherche et le développement.

4) Robustesse et transparence de la gouvernance

Trois objectifs sont ici définis : 1) La modernisation des organismes régionaux et cantonaux 2) La réorganisation du guichet entreprise 3) Le développement d'outils d'évaluation et de suivi.

Finalité du domaine : S'assurer de la mise en place d'organismes de développement régionaux et d'organismes de promotion dotés de structures adaptées au travail en réseau et à la coordination sectorielle

Les indicateurs de résultat relatifs proposés sont les suivants :

- Part des organismes régionaux de développement économique et d'organismes de promotion ayant lancé une réflexion sur la modernisation des structures (périmètre, missions, organisation) et sur la clarification des missions et des compétences.
- Part des d'organismes régionaux de développement économique ayant finalisé leur réorganisation.
- Nombre de plates-formes de coordination et d'échanges d'information mises en place entre les partenaires du développement économique et de la promotion économique et touristique

Le premier indicateur a peu de signification. Bien qu'il renseigne sur l'intérêt des structures à se moderniser, lancer une réflexion n'indique pas si celle-ci a mené concrètement à quelque chose ou pas. Il faudrait remplacer la notion de réflexion par une action plus palpable, comme la modernisation des statuts par exemple.

Le deuxième indicateur est à mon sens approprié à l'objectif car on est davantage dans le concret. Quant à l'indicateur n°3, les plates-formes de coordination et d'échanges d'information correspondent à un outil de suivi, mais y en a-t-il d'autres ? Quels sont les outils d'évaluation possibles ? Cet indicateur ne suffit pas à évaluer l'objectif n° 3.

Conclusion

A mon sens, le canton de Vaud se montre trop réservé vis-à-vis de ses objectifs et n'est pas assez ambitieux. L'on pourrait croire du moins qu'il a relativement peu d'attente envers les acteurs concernés. Les indicateurs proposés correspondent uniquement à des indicateurs de résultats et non de performance. Ils manquent dès lors de pertinence.

Il ne faut cependant pas oublier que ce programme de mise en œuvre de la politique régionale fait office de précurseur pour le canton et qu'il gagnera très certainement en clarté par la suite.

❖ 6.2.7 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur

Les forces

- Externalisation et responsabilisation des organes professionnels. La politique est de ce fait plus proche des besoins et de la pratique.
- Promotion des mesures écologiques par le biais de conventions.
- Meilleure coordination et cohérence en ce qui concerne les projets de développement économique.

Les faiblesses

- Manque d'une assise politique, d'où un manque de visibilité quant à la stratégie suivie en matière d'agriculture proprement dite.
- Manque de moyens donnés pour la promotion rurale alors qu'à contrario, beaucoup en sont fournis pour la promotion de l'économie en général.
- Difficulté d'arriver à une volonté de coopération, à un dynamisme des acteurs concernés.
- Conflit d'intérêts entre une politique d'aménagement du territoire restrictive en termes de construction en zones agricoles (bâtiments dans le cadre de l'agritourisme par exemple) et entre une politique agricole qui favorise la diversification des activités.

❖ 6.2.8 Défis pour le futur

- Augmenter les débouchés dans la viticulture (parts de marchés, etc.) ;
- augmenter la compétitivité des entreprises ;
- maintenir une main d'œuvre disponible pour la production laitière ;
- améliorer les conditions cadres des accords internationaux ;
- mettre en œuvre la loi sur l'appui au développement économique ;
- collaborer efficacement entre agriculteurs afin de favoriser une dynamique régionale.

❖ 6.2.9 Synthèse générale

Le canton de Vaud est cohérent tant au niveau de sa structure institutionnelle qu'au niveau des axes stratégiques défendus. De plus, il est à jour par rapport aux attentes de la Confédération relatives à la mise en œuvre de la politique régionale grâce à la nouvelle loi sur l'appui au développement économique et au programme cantonal de mise en œuvre de la NPR. Ceci, même si ce dernier ne favorise pas une évaluation optimale. Il manque cependant d'un cadre d'évaluation de sa politique agricole. Le contenu du plan directeur cantonal lié à l'accompagnement de l'économie agricole suit l'évolution que prennent les politiques agricoles et régionales. Cette adaptation est importante car cela favorise leur mise en œuvre.

6.3 Canton de Fribourg

❖ 6.3.1 Introduction

Le canton de Fribourg est géré dans son ensemble. C'est-à-dire que les régions / zones sont peu différenciées (hormis l'économie alpestre) ceci tant du côté économique qu'agraire.

Une particularité du canton est son Institut Agricole de Grangeneuve. Cet établissement, indépendant, représente un point fort et très important. Il s'occupe notamment de tous les aspects techniques liés à l'agriculture (service phytosanitaire, etc.). Cette dernière occupe bien entendu une place majoritaire pour le canton. Elle comprend essentiellement l'élevage.

❖ 6.3.2 Plan directeur cantonal

On retrouve le plan directeur cantonal dans la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.¹⁰⁹ Ce dernier a essentiellement trois domaines qui influent sur le développement économique des zones rurales :

Les améliorations foncières

Les améliorations foncières sont très importantes pour la compétitivité de l'agriculture. En effet, elles consistent à donner aux exploitants des structures appropriées et donc davantage de liberté dans la gestion de leur entreprise. Ils ont la possibilité de réagir plus rapidement à l'évolution des marchés et à la concurrence internationale.

Le canton favorise essentiellement la réorganisation de la propriété foncière (remaniements parcellaires simplifiés, notamment par la réduction du réseau de chemins à réaliser ou par des groupements volontaires de parcelle), les installations de stockage des engrais de ferme, les installations agricoles communautaires (permettent de renforcer l'entraide entre agriculteurs, notamment pour le stockage), la réalisation d'ouvrages d'améliorations foncières, tels que chemins et adductions d'eau dans les régions de montagne (maintien d'une occupation décentralisée du territoire) et enfin, la rénovation de bâtiments ruraux trop vétustes.

La diversification des activités agricoles

Le but pour le canton est de définir les conditions de réalisation de périmètres pour l'agriculture diversifiée en partant du principe que ces périmètres sont localisés prioritairement sur les terres présentant les moins bonnes qualités agricoles dans le but de conserver les meilleures terres agricoles pour l'exploitation traditionnelle du sol. Cette délimitation s'effectue par le biais du plan d'aménagement local.

Domaine alpestre à maintenir

Le canton veut contribuer au maintien des paysages alpestres traditionnels par le biais des activités agricoles de l'économie alpestre. Le plan cantonal mentionne les conditions à respecter lors de la transformation ou de la construction de bâtiments ayant été définis comme dignes d'être maintenus.

¹⁰⁹ Site officiel du canton de Fribourg, <http://www.sit.fr.ch/pdf/text/container.asp?Language=F>

❖ 6.3.3 Cadre législatif

Loi sur l'agriculture

La loi cantonale sur l'agriculture date du 3 octobre 2006. Les buts sont les suivants :

- « Assurer une production alimentaire de haute qualité, saine, qui réponde aux besoins de la population ;
- favoriser la promotion des produits, notamment de ceux du terroir ;
- promouvoir une production et une utilisation de matières non alimentaires, en particulier en vue du développement des énergies renouvelables ;
- soutenir les activités des exploitations agricoles de type familial performantes, indépendamment de leurs formes juridiques ;
- participer au développement de l'espace rural ;
- contribuer à la préservation du paysage, de la nature et de l'environnement ;
- favoriser les liens entre les milieux agricoles et non agricoles ;
- garantir une organisation administrative efficiente et rationnelle, orientée vers la qualité des prestations ;
- améliorer les conditions d'existence de la population paysanne. » ¹¹⁰

Règlement cantonal sur l'agriculture ¹¹¹

Les mesures liées à la promotion et au développement économique concernent essentiellement la promotion des produits agricoles. Le but est de garder une richesse patrimoniale pour l'image gastronomique et agritouristique du canton. Ce dernier y contribue par le biais de soutiens à des manifestations événementielles allant dans ce sens. Il soutient également des études et travaux préparatoires servant à favoriser le démarrage d'initiatives relatives à des projets stratégiques pour le développement des produits agricoles du canton.

Des mesures particulières sont également possible quant à l'estivage, à l'innovation (concours du prix à l'innovation), aux méthodes et techniques culturelles et aux exploitations paysannes en difficultés.

Loi sur les améliorations foncières ¹¹²

La loi cantonale sur les améliorations foncières date du 30 mai 1990. Les améliorations foncières concernent essentiellement les remaniements parcellaires agricoles, viticoles, forestiers et alpestres. Le but est avant tout de promouvoir une meilleure utilisation du sol et d'en faciliter l'exploitation.

Loi sur la promotion économique

La loi actuelle sur la promotion économique date du 3 octobre 1996 et son règlement du 8 février 1999. Cette loi est actuellement en révision. La loi cantonale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM) disparaîtra alors que la politique régionale y sera intégrée. Le projet de la nouvelle loi sur la promotion économique indique les objectifs suivants :

- « Améliorer l'attractivité et la compétitivité des régions, générer de la valeur ajoutée ainsi que créer et maintenir des emplois ;
- dynamiser les activités d'innovation et de valorisation des connaissances en incitant les régions à collaborer avec des corporations et associations privées ou publiques ;
- encourager la collaboration entre les régions, même au-delà des frontières cantonales ;
- développer la collaboration avec la Confédération et les autres cantons. » ¹¹³

¹¹⁰ Loi cantonale sur l'agriculture, Art. 2

¹¹¹ Règlement cantonal sur l'agriculture

¹¹² Loi cantonale sur les améliorations foncières

L'article 17 indique de plus que « Les principes de la politique régionale s'appliquent à l'ensemble du territoire cantonal. »

❖ **6.3.4 Axes stratégiques du service de l'agriculture pour le développement des zones rurales**

1) Agir sur la promotion des produits

Le canton favorise la promotion des produits du terroir dans le but d'accroître la valeur ajoutée de la production et de la transformation de produits agricoles.

2) Maintenir les grandeurs d'exploitation et leur performance

Le canton dispose d'exploitations d'une grandeur supérieure à la moyenne suisse et veut continuer dans cette voie afin de favoriser la compétitivité de l'agriculture fribourgeoise. Pour ce faire, il aide les exploitants à l'achat de terres complémentaires, à des collaborations interentreprises, ou encore à de grandes constructions rurales en plaine.

3) Maintenir et promouvoir le niveau d'élevage

Le canton dispose d'un haut niveau d'élevage est c'est donc un axe prioritaire que de conserver et de promouvoir ce secteur.

4) Maintenir et développer l'ensemble de la formation et les conseils

Comme mentionné précédemment, l'institut de Grangeneuve, établissement indépendant, joue un rôle très important pour le canton, notamment pour tous les aspects techniques. Le canton le soutient en ce qui concerne formation et conseils aux agriculteurs.

5) Maintenir et favoriser une agriculture professionnelle

Le canton favorise une agriculture professionnelle car cette dernière constitue une locomotive pour l'agriculture en général (davantage que celle à temps partiel ou par hobby). Pour ce faire, le canton agit globalement sur les mêmes axes que pour le maintien des grandeurs d'exploitation et leur performance, mais en soutenant, par le biais d'aides financières, des personnes formées, des professionnels de l'agriculture. Ces derniers sont d'ailleurs davantage intégrés aux décisions prises par l'Etat.

6) Relancer / renforcer l'économie alpestre

Cet axe stratégique répond d'une part au problème du trop grand nombre d'alpages pour le canton (3x plus petit que la moyenne suisse mais 2x plus de charges), et d'autre part à la stagnation de l'économie alpestre.

❖ **6.3.5 Axes stratégiques de la promotion économique pour le développement des zones rurales**

La promotion économique ne travaille que très peu avec le service de l'agriculture. De ce fait et ayant moins de moyens financiers que pour la politique agricole, la promotion économique se concentre sur un développement économique global du canton en favorisant :

- L'implantation et le développement de sociétés ;
- la recherche d'entreprise à forte valeur ajoutée (Hightech par exemple) ;
- l'innovation par des exonérations fiscales par exemple.

¹¹³ Avant-projet du 03.07.2007 de la loi sur la promotion économique, Art. 1

La promotion se fait essentiellement vers les abords de l'autoroute qui traverse le canton. De ce fait, il n'y a rien de prévu de particulier pour les zones éloignées de l'autoroute, plus agraires. Il n'y a pas d'objectifs définis en particulier. L'important pour le canton est de donner des impulsions et de favoriser le développement économique en tant que tel.

❖ 6.3.6 Objectifs et indicateurs

Le service de l'agriculture ne dispose pour le moment pas de cadre formel d'évaluation de sa politique. Il a cependant procédé à une étude périodique des subventions, mais celle-ci n'a pas été rendue publique. L'évaluation des politiques se fait actuellement à l'interne, au niveau de l'administration. A partir du 1^{er} janvier 2008, grâce à l'introduction de la nouvelle politique sur l'agriculture, une commission va être mise sur pied dont le but sera d'élaborer formellement un cadre d'évaluation.

Le service du développement économique est quant à lui en train de faire l'exercice dans son programme de mise en œuvre de la politique régionale, programme pour le moment non disponible. Les objectifs qui m'ont été donnés par le Service de l'agriculture concernent le relancement et le renforcement de l'économie alpestre :

- Favoriser les projets de regroupement des alpages qui permettraient aux agriculteurs d'avoir plus de souplesse lorsque surviennent les coups durs ;
- favoriser la production laitière en montage ;
- augmenter la valeur ajoutée des produits.

Les seuls indicateurs pour le moment disponibles sont ceux que l'on peut trouver dans les statistiques liées au secteur de l'agriculture du canton, Fribourg étant le seul Etat à tenir publiquement ce genre de statistique. Ce dernier est mis en annexe.¹¹⁴ Ces indicateurs sont quantitatifs et mentionnent uniquement un état des faits. Le budget du canton ne précise quant à lui pas davantage d'indicateur ou d'objectif.

❖ 6.3.5 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur

Les forces

- Meilleure coordination et cohérence en ce qui concerne les projets de développement économique.
- Mesures davantage ciblées en fonction des besoins des acteurs.

Les faiblesses

- Manque de coordination entre les services d'agriculture et de développement économique.
- Moyens financiers plus limités qu'avant, notamment pour la promotion économique du canton.
- Manque de stratégie claire quant à la gestion du territoire entre zone d'habitat, d'agriculture et d'activités. C'est un problème dû principalement à la souveraineté des communes qui leur procure une autonomie pour gérer ces conflits d'intérêt. La position de l'agriculture n'est donc pas clairement définie.

¹¹⁴ Annexe 5

❖ 6.3.6 Défis pour le futur

- Le canton doit davantage prendre position quant à l'avenir de l'agriculture ainsi que les bonnes options par rapport aux conséquences de l'abandon des contingents laitiers.
- Positionner clairement l'agriculture

❖ 5.3.7 Synthèse générale

Le canton de Fribourg est particulier en raison de sa structure institutionnelle. La politique régionale, la politique agricole et le plan directeur cantonal sont ventilés dans trois Directions différentes. La séparation de ces trois secteurs ne favorise pas la cohérence des stratégies menées ni leurs évaluations. Les rassembler sous une même « coupole » limiterait ces effets négatifs, comme c'est le cas pour les autres cantons analysés. Les objectifs de la politique agricole sont plus spécifiques que ceux de la politique de développement économique. Cette dernière a en effet des buts beaucoup plus généraux valables pour l'ensemble du canton.

Comme vu dans les premiers chapitres, l'évolution de la situation dans les zones rurales est fonction d'un cadre multisectoriel qui demande la coordination de nombreux acteurs et à tous les niveaux de l'administration. Actuellement, le canton de Fribourg ne prend pas encore suffisamment en compte cette gestion transversale des politiques. Cependant, la notion de collaboration, tant entre les régions qu'avec la Confédération et les autres cantons, est reprise deux fois dans les buts du projet de la nouvelle loi sur le développement économique. On peut donc attendre une évolution positive liée à ce problème.

Il est pour le moment difficile de percevoir la coordination et la cohérence entre les politiques agricoles et régionales tant que le programme cantonal de mise en œuvre de la NPR n'est pas publié. Le plan directeur cantonal, la nouvelle loi sur l'agriculture et les axes stratégiques proposés par le service suivent pour lors les mêmes directions. Il sera par la suite intéressant de comparer le cadre d'évaluation de la politique agricole qui sera proposé par une commission au 1^{er} janvier 2008 et le programme cantonal de mise en œuvre de la nouvelle politique régionale.

6.4 Canton du Valais

❖ 6.4.1 Introduction

Quatre domaines se partagent les surfaces agricoles dont le principal est la viticulture avec une surface supérieure à 5000 ha. On retrouve également l'arboriculture, les grandes cultures et la production animale, notamment laitière. Au niveau de la gestion du territoire, le canton distingue trois secteurs : ¹¹⁵

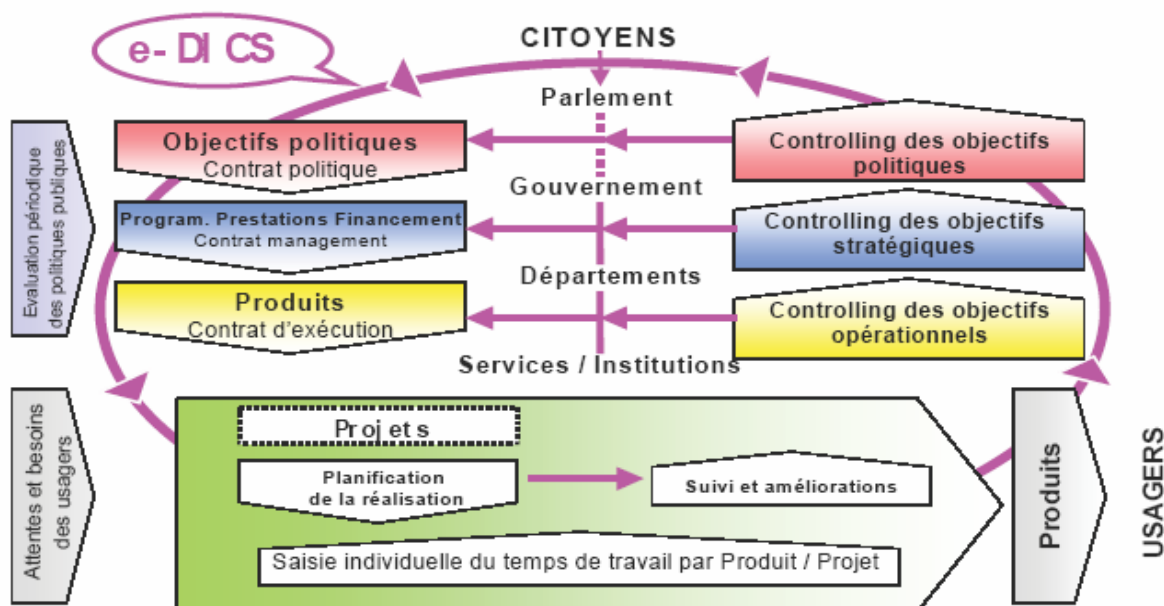
- Les régions comprenant un tourisme intensif ;
- les centres régionaux forts correspondant à des régions qui comprennent des activités économiques traditionnelles telles les services et l'industrie ;
- les espaces mixtes où l'on retrouve l'agritourisme, le tourisme doux, les arts et métiers, etc.

¹¹⁵ Entretien, M. Jean-Michel Cina

❖ 6.4.2 Les instruments de direction et de gestion du secteur public

Les réformes de l'administration cantonale valaisanne, connues sous le label Administration 2000, ont débuté en 1994. Elles ont notamment permis de redresser les finances cantonales de l'époque. Ces réformes ont visé avant tout à faire évoluer la gestion publique et à introduire de nouveaux instruments de direction et de gestion pour que l'Etat demeure un partenaire dynamique et crédible.

Dans ce cadre, le canton a introduit le système e-DICS qui « fournit une vue d'ensemble transparente des objectifs politiques, stratégiques et opérationnels en permettant aux responsables politiques et administratifs de disposer en tout temps des informations nécessaires à l'exercice de leurs tâches et de leurs responsabilités et constitue une plate-forme de communication interactive entre les acteurs politiques, le citoyen et l'administration ».¹¹⁶ Le système e-DICS s'illustre de la manière suivante :



Source : Site officiel du canton du Valais, http://www.vs.ch/Press/DS_9/AC-2002-07-11-1886/fr/Guide%20Flash%202003.swf

Je reviendrai sur les objectifs politiques et indicateurs du canton au point 6.4.7. Ces objectifs sont définis pour quatre ans.

❖ 6.4.3 Plan directeur cantonal

Le plan directeur cantonal comprend sept objets liés à l'agriculture. Ceux-ci ne seront pas détaillés car ils n'ont plus été mis à jour depuis la fin des années 90. L'office des améliorations structurelles s'occupe actuellement des modifications à apporter.

- Améliorations foncières et remaniements parcellaires (1999)
- Friches (1999)
- Surfaces d'assolement SDA (1998)
- Conflits entre terres agricoles et viticoles (1998)
- Les zones agricoles (1999)
- Les vignes (1999)
- Les constructions agricoles

¹¹⁶ Site officiel du canton du Valais, http://www.vs.ch/Press/DS_9/AC-2002-07-11-1886/fr/Guide%20Flash%202003.swf

Selon M. Paul Michelet, chef de l'Office valaisan des améliorations structurelles, le problème de l'aménagement du territoire en Valais réside dans le fait que au sein de la politique fédérale d'aménagement du territoire, il y a essentiellement la notion de transformation des bâtiments ruraux. Or en Valais, il existe une structure totalement différente dans le sens où il n'y a pas la culture de bâtiments d'habitation, de la ferme, etc., contrairement par exemple au canton de Vaud.

Ce qui fait que les exploitants, pour développer des activités annexes, sont obligés de construire à neuf. Or, il n'est pas possible légalement de construire quelque chose de nouveau en lien avec la diversification des activités dans les zones agricoles. Pour contrer cela, le canton a « développé » des zones agricoles spéciales afin de permettre des constructions en lien avec l'agritourisme. Ceci à condition qu'il y ait un lien direct entre l'exploitation et l'activité annexe. C'est le type de modifications à insérer dans le plan d'aménagement communal tout en expliquant le but que poursuivent les porteurs du projet afin d'obtenir les autorisations de construire.

❖ 6.4.4 Cadre législatif

Loi sur l'agriculture et le développement rural

Cette loi date du 8 février 2007. Elle a pour but d'améliorer la performance globale de l'agriculture et de l'économie rurale valaisanne en termes :

« Economique par:

1. la création et la distribution de valeur ajoutée permettant:
 - 1.1. d'améliorer la santé financière des producteurs et acteurs économiques en milieu rural;
 - 1.2. de maintenir et de développer des outils de transformation et de valorisation au sein des filières rurales;
2. la production, la transformation et la mise en valeur de denrées alimentaires et de prestations de qualité;
3. la diversification de l'agriculture et son intégration forte dans le tissu économique régional.

Territorial par:

1. le maintien et le développement des activités porteuses de valeur ajoutée en Valais;
2. l'entretien équilibré du territoire, le maintien et la protection des terres productives et la lutte contre la friche et l'avancée de la forêt;
3. la promotion d'un habitat décentralisé;
4. des projets de développement de l'espace rural intégrés à l'échelle communale et régionale.

Organisationnel par:

1. une organisation ciblée et efficace des filières agro-alimentaires et rurales;
2. une organisation institutionnelle adaptée à un développement régional intégré.

Environnemental par:

1. la préservation et l'amélioration de la biodiversité spécifique du Valais;
2. la mise en valeur des prestations environnementales des activités en milieu rural.

Socioculturel par:

1. la réalisation des attentes de la société vis-à-vis de l'espace rural;
2. le respect et la promotion de l'identité culturelle rurale;
3. la production et la promotion d'aliments, d'espaces et de prestations bénéfiques pour la santé de la population. »¹¹⁷

¹¹⁷ Loi cantonale sur l'agriculture, Art.1

Loi sur la politique régionale

Le canton du Valais a décidé d'aller plus loin qu'une ordonnance ou un règlement d'application de la nouvelle politique régionale fédérale en mettant sur pied une véritable loi cantonale sur la politique régionale.

Les buts de cette loi sont non seulement d'améliorer la compétitivité des zones rurales, mais également leur attractivité, tant au niveau économique, habitat et qualité de vie. La loi vise ainsi à une occupation décentralisée du territoire et tient compte des besoins spécifiques des différentes régions et des disparités régionales.

Pour cela, le Conseil d'Etat élabore, en collaboration avec les régions et d'autres acteurs régionaux, des programmes pluriannuels cantonaux, mis à jour périodiquement. Les régions doivent périodiquement évaluer la mise en œuvre de ces programmes, évaluations données au Conseil d'Etat, celui-ci les transmettant au Grand Conseil. L'avant-projet de loi indique les mesures suivantes :

- « Aides à fonds perdus pour l'encouragement d'initiatives, de programmes et de projet de développement et d'infrastructures ;
- subventions aux organismes de développement régional et secrétariats régionaux ;
- prêts destinés aux projets d'infrastructure ;
- allègements fiscaux ;
- abaissement du prix des terrains et immeubles ;
- construction et rénovation de logements en régions de montagne ;
- mesures d'accompagnement telle la qualification des acteurs. » ¹¹⁸

Loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire

Cette loi date du 23 janvier 1987. Elle est actuellement en révision. Cette dernière prend du temps car, en raison de la grande autonomie des communes, les mesures posent problème. Le canton est majoritairement d'accord avec la politique fédérale d'aménagement du territoire ainsi qu'avec sa législation. Les principes sont les suivants :

- « Assurer la qualité de la vie par le respect et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel et par la promotion d'un habitat de qualité;
- réduire les disparités régionales et à favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat ;
- sauvegarder les terres productives et les mayens ;
- promouvoir l'économie et le tourisme en favorisant notamment l'offre de terrains à bâtir ;
- coordonner les activités ayant un effet sur l'organisation du territoire. » ¹¹⁹

❖ 6.4.5 Axes stratégiques du service de l'agriculture pour le développement des zones rurales

Promotion de tout ce que produit l'agriculture

Cela sous-entend essentiellement la promotion des produits du terroir ainsi que l'agritourisme. Il s'agit en effet de favoriser des centres attractifs en misant sur l'association de plusieurs acteurs et le professionnalisme de ceux-ci.

¹¹⁸ Avant-projet de la loi sur la politique régionale, section 2

¹¹⁹ Loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, Art. 2

Un exemple concret de cette politique est le projet d'agritourisme développé dans le val d'Hérens. En effet, la Confédération a décidé d'octroyer, suite à la politique agricole 2007, des « contributions pour le soutien de projets en faveur du développement régional et de la promotion des produits locaux et régionaux auxquels l'agriculture participe à titre prépondérant. »¹²⁰

L'ensemble du val d'Hérens, soit au total huit communes, a donc été choisi pour la phase pilote de ce projet. Les objectifs de ce dernier sont les suivants :

- « Promouvoir l'agriculture durable ;
- préserver le paysage et la biodiversité ;
- freiner l'exode rural ;
- développer des compétences humaines par des formations adaptées aux besoins ;
- offrir des conditions favorisant l'installation de jeunes familles ;
- favoriser les activités socio-culturelles et sportives. »¹²¹

Exploitation raisonnable des ressources naturelles

Le canton veut favoriser la biodiversité ainsi que les énergies renouvelables, ces dernières pour la haute montagne essentiellement (le scolaire p.ex.). L'énergie est un aspect très important, notamment en terme d'écologie, mais aussi en terme d'attractivité pour les régions.

Favoriser les grandes exploitations

Cet axe est avant tout une volonté de la politique agricole fédérale. La volonté de la Confédération est en effet de voir disparaître les petits exploitants et donc de favoriser davantage les restructurations. Le canton suit cette ligne afin d'augmenter la rentabilité de l'agriculture et de diminuer les risques pour les exploitants.

Il ne s'applique toutefois pas ou moins à l'agriculture de montagne qui est faite plus à temps partiel (car diversification des activités) et qui est plus viable économiquement que les grandes exploitations qui n'ont qu'une activité. Ceci s'explique par le fait que les plus petites exploitations de montagne dépendent moins des changements de la politique agricole et de la conjoncture de l'agriculture.

Favoriser la diversification des productions

Grâce à sa situation géographique, à ses Alpes et à son microclimat, l'agriculture valaisanne a la chance de pouvoir se diversifier dans le domaine des plantes aromatiques et médicinales notamment. Le canton agit donc sur les conditions cadres pour favoriser cette évolution.

❖ 6.4.6 Axes stratégiques de la promotion économique pour le développement des zones rurales

Favoriser les systèmes industriels liés à l'exportation

Cet axe est avant tout une volonté de la politique régionale fédérale. L'exportation concerne ici les zones hors Suisse mais également et surtout les zones hors canton. L'Etat du Valais entend ici exercer une certaine pression sur les exploitants pour qu'ils favorisent l'innovation au sein de leur exploitation ou qu'ils s'associent davantage pour dynamiser la recherche et le développement.

Favoriser le tourisme doux

L'agritourisme est le pont entre économie et agriculture. Il s'agit de favoriser les projets qui mettent en valeur la biodiversité, le paysage, les produits du terroir et qui engendre tout un dynamisme économique pour une région. (Projet du Val d'Hérens)

¹²⁰ http://www.valdherens.ch/agritourisme/?page_id=2

¹²¹ Agritourisme dans le Val d'Hérens, www.agritourisme.ch

Valorisation des ressources naturelles

Il s'agit de favoriser les synergies ayant trait à la ressource naturelle de l'eau principalement.

Favoriser le secteur de l'énergie

L'énergie représente un pôle important, en terme d'exportation d'une part, mais également en terme d'attractivité pour des entreprises installées dans le canton. Le Valais entend donc valoriser davantage cet aspect.

❖ 6.4.7 Objectifs et indicateurs

Comme mentionné dans le point 6.4.2, le canton du Valais utilise le système e-DICS qui lui permet de mettre en œuvre des politiques répondant davantage aux besoins et attentes des citoyens. Ceci grâce à une définition claire des stratégies et objectifs. On retrouve ces derniers dans les comptes de l'Etat du Valais. Les documents relatifs sont mis en annexe.¹²²

Ci-dessous sont présentés les objectifs et indicateurs définis dans le budget 2007, ainsi que ceux définis dans le projet de budget 2008 pour le service de l'agriculture. Les budgets 2007 et 2008 relatifs au service de l'économie et du tourisme et au service de l'aménagement du territoire étant identiques.

J'ai voulu prendre les deux budgets du service de l'agriculture car l'évolution est intéressante. Je tiens cependant à préciser que le projet de budget 2008 est une version proposée par le Conseil d'Etat qui n'est pas encore approuvée par le Parlement.

Objectifs et indicateurs de performance correspondants liés au service de l'agriculture – Budget 2007 et 2008

Avant de procéder à l'analyse, je précise deux distinctions entre les budgets 2007 et 2008 :

Budget 2007 :	Mention : Indicateurs de performance Données quantitatives et signalétiques
Budget 2008 :	Mention : Indicateurs Données quantitatives uniquement

Le canton définit sept objectifs politiques :

- 1) *Défendre les intérêts et spécificités de l'agriculture valaisanne dans le cadre national (PA 2011) et international (OMC, UE), l'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales et environnementales.*

Indicateur : Volume d'investissement global (privé et public) généré (→ Montant planifié).

Cet indicateur général est selon moi valable car il indique ce qui a été investi en vue de la mise en œuvre des politiques agricoles fédérales et cantonales. C'est un indicateur de résultat.

L'objectif est identique pour l'année 2008 à la différence qu'il n'y a pas d'indicateur donné.

- 2) *Encourager la production de biens de consommation de qualité et renforcer l'information, la mise en valeur et la promotion des produits agricoles valaisans, notamment par le développement d'une marque intersectorielle "Valais". (idem 2008)*

Indicateur : Nombre d'entreprises et de produits du secteur primaire qui adhèrent à la marque "Valais" (→ Augmentation).

¹²² Annexe 6

L'indicateur proposé correspond tout à fait à l'objectif cité et indique clairement la performance des mesures prises.

L'objectif ainsi que l'indicateur sont identiques pour l'année 2008.

- 3) *Améliorer la rentabilité de l'agriculture valaisanne en renforçant son professionnalisme, en favorisant la diversification de la production et des activités, en vue d'adapter l'offre aux exigences du marché afin d'atteindre une plus-value économique*

Indicateurs : Rendement brut du secteur agricole (→ Augmentation), Volume de paiements directs (→ Stabilité), Nombre d'hectares reconvertis annuellement en arboriculture (→ Montant planifié).

La définition de cet objectif n'est pas claire car elle comprend trop de facteurs qui sont impliqués pour finalement se demander « quel est l'objectif réel ? » La rentabilité, la plus-value, le professionnalisme, la diversification, l'adaptation de l'offre au marché ?

Le premier indicateur proposé, le rendement brut, est selon moi approprié car il indique tout ce que perçoit l'agriculture, en terme de vente et de paiement directs notamment. De plus, c'est un indicateur de performance. Si la valeur de cet indicateur monte, cela indiquera que l'agriculture sait s'adapter aux nouvelles réformes et donc, sait se montrer davantage professionnelle. On ne peut cependant que difficilement faire la distinction si l'augmentation ou la diminution est due au renforcement du professionnalisme, à la diversification ou aux deux.

Le deuxième indicateur, volume des paiements directs, est un indicateur financier également indispensable à prendre en compte dans le cadre de l'objectif précité. Pour rappel, les paiements directs permettent de rétribuer les prestations fournies dans l'intérêt général avec une distinction entre les paiements directs généraux et les paiements directs écologiques. Il serait donc utile de faire une analyse par prestation afin d'avoir une vision plus fine des besoins de l'agriculture.

Le dernier indicateur est directement lié à la diversification de la production et des activités. Il est cependant surprenant qu'on ne fasse mention que de l'arboriculture alors que cette dernière n'a pas été mentionnée spécifiquement dans les objectifs. De plus, ce n'est pas un indicateur de performance mais un indicateur de résultat.

L'objectif du projet de budget 2008 est quelque peu différent, évalué avec deux indicateurs supplémentaires:

Améliorer la rentabilité et la plus-value de l'agriculture valaisanne en améliorant la connaissance du marché et les stratégies marketing ainsi qu'en adaptant l'offre aux opportunités du marché.

Indicateurs : Valeur ajoutée nette au niveau de la production (montant planifié), Coûts de gestion des paiements directs versés (taux planifié)

Cet objectif est pratiquement le même que celui de 2007 mais définit différemment, notamment par « adapter l'offre aux opportunités du marché » qui sous-entend la diversification. La notion de professionnalisme disparaît mais est intégrée dans l'objectif suivant (qui sera présenté ici avec l'objectif n° 5) alors que les facteurs de connaissance du marché et des stratégies marketing sont intégrés.

En d'autres termes, je trouve cette redéfinition de l'objectif pour 2008 beaucoup plus claire et grâce à l'introduction des deux facteurs supplémentaires qui influent sur la rentabilité, plus pertinente.

Par rapport aux indicateurs, j'émettrais les critiques suivantes : le premier, la valeur ajoutée nette de la production, correspond au produit réel de la production. C'est un indicateur effectivement important pour se rendre compte de l'état de la production et est en lien direct avec la rentabilité. Si la valeur ajoutée nette diminue, la rentabilité s'en verra également diminuée. Le deuxième n'est

par contre pas vraiment approprié à l'objectif. De plus, ce n'est pas un indicateur politique. Je pense que l'indicateur « volume de paiements directs » est suffisant.

4) *Favoriser un développement respectueux de l'agriculture dans son environnement, maintenir un entretien approprié du territoire et lutter contre l'avancement de la friche*

Cet objectif ne correspond pas aux critères SMART, vu dans le point 3.3.5. Aucun indicateur, ni mesure, n'ont de plus été proposés. A mon avis, cela est dû au fait, entre autre, que les communes sont autonomes en matière de gestion du territoire et qu'il est alors difficile pour le canton d'émettre des mesures et des objectifs pertinents.

L'objectif du projet de budget 2008 est quelque peu différent, évalué cette fois avec trois indicateurs:

Favoriser le développement de l'espace rural à l'échelle régionale, maintenir un entretien approprié du territoire et lutter contre l'avancement de la friche

Indicateurs : Nouveaux projets de développement rural régional (DRR) lancés, Nouvelle amélioration foncière intégrale (AFI) mise en œuvre, Ecart entre budget disponible et paiements effectifs pour les améliorations structurelles

L'objectif 2008 est plus large en indiquant l'espace rural à contrario de l'agriculture uniquement. Il est en même temps plus précis et mieux défini car il répond davantage aux critères SMART. Les deux premiers indicateurs proposés renseignent sur le dynamisme d'une région mais non sur l'impact réel en terme de développement que peut avoir le projet. Il est cependant difficile d'aller plus loin dans cette réflexion, d'autant plus que chaque projet, que ce soit un projet DRR ou AFI à ses propres objectifs et indicateurs.

Le troisième indicateur est quant à lui relativement surprenant. Il n'est, selon moi, pas un indicateur politique et n'est pas très approprié à l'objectif précité.

5) *Encourager la formation de base et continue et favoriser le savoir technico-économique des exploitants*

Indicateur : Tendance de fréquentation des cours de formation continue

L'indicateur proposé est selon moi valable car il mentionne clairement si les mesures prises en vue d'atteindre cet objectif ont été efficaces ou non. C'est donc ici bel et bien un indicateur de performance.

L'objectif ainsi que les indicateurs pour le projet de budget 2008 sont ici différents :

Améliorer le professionnalisme de l'agriculture valaisanne en renforçant la formation de base, la formation continue et le conseil

Indicateurs : Mise en place du nouveau plan de formation professionnel (1ère année), Nombre de CFC délivrés

Comme précédemment mentionné pour l'objectif n°3, on retrouve ici la notion de professionnalisme, directement liée à la formation. L'objectif est à nouveau précisé et éclairci.

Le premier indicateur correspond à un indicateur temporel et de résultat qui est lié à la mise en œuvre de la loi fédérale sur la formation professionnelle. Il n'indique rien sur l'impact réel attendu par cette mise en place. L'évaluation pourrait donc être ici poussée plus loin en fonction des objectifs de ce plan de formation professionnel et de l'impact attendu sur le professionnalisme de l'agriculture.

Le deuxième indicateur n'est pas assez ambitieux. En effet, le professionnalisme en agriculture demande aujourd'hui essentiellement des entrepreneurs et je pense qu'il serait plus judicieux

d'utiliser un indicateur en lien avec les Hautes Ecoles ou les brevets fédéraux relatifs au domaine agricole.

6) *Mettre en oeuvre la loi sur l'agriculture et le développement rural*

Cet objectif correspond davantage à une mesure, plutôt qu'à un objectif en tant que tel. La même phrase est d'ailleurs reprise en tant que mesure pour l'objectif n°1. De plus, il n'y a pas d'indicateur proposé. Après avoir vu les mesures, je pense que l'objectif est mal défini et qu'il, s'adressant surtout aux communes, correspond implicitement à un objectif de changement de mentalité qui prône la collaboration intercommunale plutôt que « l'esprit clocher ». De ce fait, je le redéfinirais simplement ainsi : Favoriser les projets de développement ruraux régionaux.

Cet objectif n'est d'ailleurs plus programmé dans le projet de budget 2008.

7) *Gérer des domaines performants de démonstration et de recherche appliquée à disposition de l'agriculture valaisanne*

Pour cet objectif, aucun indicateur n'a été proposé. Il y a de plus, selon moi, une confusion entre cet objectif et la mesure proposée car celle-ci correspond à « définition et mise en oeuvre de la stratégie des domaines de l'Etat ».

L'objectif dans le projet de budget 2008 a été redéfini comme suit :

Développer les domaines agricoles du canton en centres de compétence spécialisés et performants à des fins de formation, de démonstration, de recherche et de promotion

A nouveau, l'objectif redéfini gagne en clarté et s'intègre parfaitement dans le cadre de la politique agricole. Il n'y a par contre pas d'indicateur proposé qui permette de l'évaluer.

Objectifs et indicateurs de performance correspondants liés au service de l'économie et du tourisme – Budget 2007 et 2008

Sur quatre objectifs politiques, deux d'entre eux sont en lien plus direct avec le développement des zones rurales et avec les exigences de la nouvelle politique régionale :

1) *Assurer la mise en oeuvre de la stratégie du développement économique en faveur des entreprises valaisannes et des institutions*

Stratégie de développement économique : a) Améliorer l'attractivité et la compétitivité des régions socio-économiques b) promouvoir le développement et la pérennité des entreprises valaisannes c) soutenir les projets en accord avec la politique du tourisme d) assurer la mise en oeuvre de la politique du logement.

Indicateurs : a) Nombre de projets améliorants l'attractivité et la compétitivité des régions, b) nombre d'entreprises accompagnées par un case manager, c) nombre de projets de promotion touristique soutenus, d) montants des aides à l'amélioration du logement dans les régions de montagne

Le premier indicateur est relativement vague, très général, qui nécessiterait une définition plus détaillée. Que faut-il entendre par attractivité et compétitivité d'une région ? Quels en sont les critères ?

Le deuxième indicateur n'est également pas assez précis. Les entreprises / exploitations accompagnées par un case manager, sont-elles plus performantes par après ? Augmentent-elles leur chiffre d'affaire ? Certes cet indicateur renseigne sur la volonté des entreprises à évoluer mais

il ne renseigne pas sur ce qu'a réellement impliqué pour l'entreprise l'assistance de ce dernier. Le troisième indicateur est quant à lui parfaitement adapté à l'objectif n°3 de la stratégie de développement économique. Mais à nouveau, c'est un indicateur de résultat et non de performance. Enfin, le dernier n'est à mon sens pas un indicateur politique, mais un indicateur uniquement financier. Il devrait être davantage adapté aux objectifs de la politique du logement.

2) Assurer par le Centre de contact économique la coordination des relations entre acteurs de l'économie valaisanne

Indicateurs : Nombre de demandes électroniques enregistrées puis traitées, Nombre d'actions communication et évaluation de leur impact

Le premier indicateur proposé est intéressant car il renseigne sur le dynamisme des flux entre les différents acteurs. Il manque cependant d'un peu de pertinence car il n'indique rien sur la teneur des demandes. Il pourrait de ce fait être davantage décliné en fonction des objectifs / attentes du Centre. Le deuxième indicateur prend en compte la notion de performance. Peut être faudrait-il le décliner davantage en fonction des impacts possibles.

Objectifs et indicateurs de performance correspondants liés au service de l'aménagement du territoire – Budget 2007 et 2008

Je tiens à rappeler ici que pour le domaine de l'aménagement du territoire, l'évaluation est très délicate, ceci en raison de l'autonomie des communes. Cela explique pour partie le peu d'indicateurs. Sur sept objectifs politiques, trois d'entre eux sont en lien avec le développement des zones rurales :

1) Assurer la qualité de vie de la population

Indicateur : Nombre de résidents permanents en zones de dangers

Pour évaluer le plus correctement possible cet objectif, il faudrait définir ce qu'implique la notion de « qualité de vie » en termes d'aménagement du territoire. La sécurité d'une zone est effectivement un facteur principal ayant trait à cette notion et pour lequel le canton est compétent. L'indicateur est donc tout à fait approprié.

2) Favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat

Indicateur : Nombre de personnes desservies en biens de consommation à distance piétonnière

A nouveau, le facteur de l'accès aux biens de consommation est essentiel pour cet objectif. L'indicateur proposé me paraît donc tout à fait approprié.

3) Valoriser l'espace rural en sauvegardant les terres productives et les moyens

Indicateur : Nombre de projets multifonctionnels en cours (agritourisme)

Cet objectif est directement en lien avec la politique agricole et la politique régionale. Il est difficile pour le moment d'évaluer de manière plus détaillée la valorisation de l'espace rural en terme d'aménagement du territoire, si ce n'est par l'évaluation des projets eux-mêmes. Cet indicateur me paraît donc valable.

Conclusion

Certains objectifs sont insuffisamment définis et il manque pour certains d'entre eux des indicateurs qui permettraient d'évaluer davantage la politique publique. Plus les objectifs seront précis, plus les indicateurs seront évidents. Cette démarche de précision est importante. De plus, plusieurs indicateurs pourraient être davantage déclinés. La majorité de ceux qui ont été proposés

sont cependant des indicateurs de performance ce qui est essentiel à l'évaluation d'une politique. Par rapport au développement durable, l'aspect environnemental est quasiment absent de cette évaluation. C'est surprenant car la politique agricole fédérale est évaluée en fonction de la durabilité de l'agriculture avec un appui particulier sur cet aspect. Le canton se base-t-il sur l'évaluation de la Confédération ?

En comparaison avec les entretiens effectués, les axes stratégiques du service de l'agriculture se retrouvent dans le système E-dics. Par contre, le lien est moins évident pour le service de l'économie. Cela s'explique par le fait que lors de l'entretien, Mme Kraft, chef de l'unité d'affaire « entreprises valaisannes et institutions », a développé les points spécifiques à la politique régionale, alors que le système E-dics comprend les axes stratégiques du développement économique en général et du tourisme.

On remarque clairement que ce système d'évaluation qui propose une déclinaison des objectifs en mesures et indicateurs est nouveau. Par exemple, tous les indicateurs proposés par le service de l'aménagement du territoire doivent encore être calculés. La démarche n'est de plus pas facilitée en raison des nouvelles orientations politiques dont l'impact réel n'est pour lors pas totalement déterminé. Enfin, n'oublions pas que chaque projet, quel que soit le service concerné, est défini par une stratégie claire, des objectifs, des mesures à atteindre et des indicateurs pour les évaluer, ceci pour les trois aspects du développement durable.

❖ 6.4.8 Les forces et faiblesses des politiques en vigueur

Les forces

La loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural de 2007 donne plus de souplesse dans le sens qu'il n'y a que des indications de droit formel. Cet aspect permet d'avoir plus de marge de manœuvre, notamment pour le développement rural proprement dit.

La politique régionale permet quant à elle une meilleure orientation économique et favorise les projets innovants.

L'ensemble des réformes, tant dans le domaine de l'agriculture que dans celui de l'économie, sont favorables dans le sens où elles visent à améliorer les conditions cadres.

Les faiblesses

Comme mentionné précédemment, le Valais a une structure totalement différente des autres cantons dans le sens où il n'y a pas la culture de bâtiments d'habitation, de la ferme, etc. ce qui fait que pour développer des activités, l'agriculteur est souvent obligé de construire quelque chose de nouveau. Or la loi fédérale d'aménagement du territoire ne facilitant pas cet aspect, apporte pour conséquence des barrières supplémentaires au développement économique d'une exploitation.

Un deuxième aspect est la diminution de moyens financiers, notamment pour les régions de montagne. En effet, comme déjà mentionné précédemment, la nouvelle politique régionale apporte moins de ressources, celles-ci étant réparties entre plus de bénéficiaires.

Une troisième faiblesse est que pour le moment, le canton dispose de huit régions socio-économiques, ce qui est beaucoup. Il souhaiterait les diminuer au nombre de trois (Haut-Valais, Valais central, Bas-Valais). Chacune de ces régions serait représentée par des communes « appartenant » aux trois domaines précités dans l'introduction afin de garantir une représentation. Cela engendrera une manière différente de travailler mais il sera possible de mieux coordonner et favoriser les projets de développement régionaux notamment.

L'intégration de la promotion économique représente également une faiblesse. En effet, le canton dispose pour le moment de différents secrétariats régionaux pour la politique régionale et de deux antennes pour la politique économique. Le regroupement de ces deux éléments serait favorable aux projets de développement régionaux.

❖ 6.4.9 Les défis pour le futur

- Que l'agriculture devienne autonome économiquement (utopie) ;
- réussir à s'adapter aux changements, tant pour l'administration que pour les agriculteurs ;
- mieux coordonner les institutions publiques et les communes. Ces dernières, comme les agriculteurs, ne comprennent pas l'intérêt de s'associer. C'est encore beaucoup, trop, du « chacun pour soi » ;
- trouver et influencer de bons projets de développement pour les zones rurales ;
- associer davantage les forces de chaque entité ;
- favoriser les facteurs clés pour la réussite de l'économie, notamment dans le secteur de l'énergie avec le maintien d'un régime fiscal favorable et des tarifs énergétiques attractifs, ceci dans le but d'augmenter l'attractivité des régions.

❖ 6.4.10 Synthèse générale

Que ce soit par rapport à l'évolution de la loi sur l'agriculture et le développement rural, aux axes stratégiques proposés dans les deux services ou par rapport à la nouvelle loi sur la politique régionale, la définition des objectifs défendus sont explicites et cohérents. La principale faiblesse réside au niveau du plan directeur cantonal et de la loi sur l'aménagement du territoire qui ne sont pas encore mis à jour pour les raisons expliquées au point 6.4.4. Leur adaptation joue un rôle important dans l'application des lois précitées.

Le canton ne dispose également pas encore du programme de mise en œuvre de la politique régionale.

6.5 Synthèse

Le canton du Valais a un pas d'avance dans le domaine du pilotage des politiques en comparaison aux autres cantons analysés. Les cantons de Vaud et Fribourg sont quasiment au même niveau en terme d'évaluation, si ce n'est l'avance prise par le canton de Vaud sur l'élaboration du programme cantonal de mise en œuvre de la NPR.

De plus, comme expliqué au point 5.3.7, le canton de Fribourg ne bénéficie pas d'un cadre institutionnel qui favorise la définition de stratégie et d'objectifs clairs quant aux politiques menées ni les évaluations.

Afin d'avoir une vision globale des indicateurs proposés dans cette analyse, une synthèse sous forme de tableaux récapitulatifs est proposée ci-après. Il n'est pas possible d'en tirer une conclusion pertinente car la seule comparaison possible est entre l'évaluation de l'agriculture proposée par la Confédération et celle d'un canton. Or, l'évaluation proposée par l'Office fédéral de l'agriculture correspond à une évaluation globale de l'agriculture. A contrario, celle d'un canton, le Valais en l'occurrence, est davantage spécifique aux objectifs. Les indicateurs proposés ne sont dès lors pas identiques.

Le seul dénominateur commun entre les différentes politiques agricoles cantonales est la promotion des produits du terroir.

FEDERAL	<p>Stratégie PA</p> <p>Développer les conditions-cadres du secteur agroalimentaire de sorte à permettre :</p> <p>une valorisation optimale des excellentes denrées alimentaires, produites de manière respectueuse de l'environnement et des animaux, dans un beau paysage, par des paysans et paysannes motivés et disposant d'une bonne formation, et</p> <p>la réalisation, dans des conditions sociales acceptables, du potentiel d'accroissement de la productivité et de réduction des coûts.</p> <p>Indicateurs économiques (13)</p> <p>SAU Unités annuelles de travail (UTA) Stock de capital Denrées alimentaires végétales Denrées alimentaires d'origine animale Valeur ajoutée brute aux prix de base Productivité du travail Prix des produits Prix des consommations intermédiaires et des facteurs de production Evolution des coûts Revenu net d'entreprise Résultats des exploitations Revenu des exploitations performantes</p> <p>Indicateurs environnementaux (10)</p> <p>Azote, ammoniac, nitrate, phosphore Produits phytosanitaires Biodiversité Utilisation de la surface agricole utile Energie Gaz à effet de serre Fertilité des sols</p> <p>Indicateurs sociaux (4)</p> <p>Evolution du revenu Nombre d'exploitations agricoles Structure d'âge Nombre de contrats de première année dans l'agriculture</p>	<p>Stratégie NPR</p> <p>Encourager les initiatives, programmes et projets destinés à stimuler l'esprit d'innovation et à améliorer la compétitivité des régions, ainsi qu'à y générer de la valeur ajoutée.</p> <p>Renforcer la coopération et l'exploitation des synergies entre la politique régionale et les politiques sectorielles de la Confédération qui ont une incidence territoriale.</p> <p>Mettre sur pied et exploiter un système intégré de connaissances sur le développement régional, former et perfectionner les acteurs régionaux et, enfin, évaluer systématiquement l'efficacité des mesures appliquées.</p> <p>Indicateurs (0)</p> <p>Pas d'indicateur disponible</p>
---------	---	---

<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">VAUD</p>	<p>Stratégie PA</p> <p>Encouragement à la production animale et au placement de bétail</p> <p>Tourisme rural</p> <p>Encouragement à la recherche et à la vulgarisation de méthodes d'exploitation des estivages adaptées à l'environnement alpestre</p> <p>Promotion des produits du terroir</p> <p>Améliorations foncières</p> <p>Renforcement des possibilités d'aide</p> <p>Indicateurs (0)</p> <p>Pas d'indicateur disponible</p>	<p>Stratégie NPR</p> <p><u>Programme cantonal de mise en œuvre de la NPR</u></p> <p>Compétitivité et vitalité économique des territoires</p> <p>Valorisation économique durable des ressources naturelles et renouvelables</p> <p>Internationalisation et innovation</p> <p>Robustesse et transparence de la gouvernance</p> <p>Indicateurs économiques (8)</p> <p>Part des régions disposant d'un programme d'actions sectoriel explicite</p> <p>Part des régions ayant engagé une démarche régionale de la valorisation économique des ressources naturelles</p> <p>Nombre de prestations spécifiques développées pour les territoires ruraux et de montagne visant l'internationalisation de l'économie</p> <p>Nombre de projets de collaboration développés pour les territoires ruraux et de montagne entre l'économie vaudoise et des organismes comme les centres de formation</p> <p>Nombre de licences d'utilisation de brevets cédées à l'économie vaudoise par les Hautes Ecoles et les centres de recherche vaudois.</p> <p>Part des organismes régionaux de développement économique et d'organismes de promotion ayant lancé une réflexion sur la modernisation des structures (périmètre, missions, organisation) et sur la clarification des missions et des compétences.</p> <p>Part des d'organismes régionaux de développement économique ayant finalisé leur réorganisation.</p> <p>Nombre de plates-formes de coordination et d'échanges d'information mises en place entre les partenaires du développement économique et de la promotion économique et touristique</p>
--	---	---

FRIBOURG	<p>Stratégie PA</p> <p>Promouvoir les produits du terroir Maintenir et promouvoir le niveau d'élevage Maintenir et développer la formation et conseils aux exploitants Maintenir et favoriser les grandes exploitations et la performance de celles-ci Maintenir et favoriser une agriculture professionnelle Relancer / renforcer l'économie alpestre</p> <p>Indicateurs (0)</p> <p>Annuaire statistique du canton</p>	<p>Stratégie NPR</p> <p>Favoriser l'implantation et le développement de sociétés Recherche d'entreprises à forte valeur ajoutée Promouvoir l'innovation</p> <p>Indicateurs (0)</p> <p>Pas d'indicateur disponible</p>
----------	---	---

VALAIS	<p>Stratégie PA</p> <p><u>E-Dics</u> Promouvoir les intérêts et spécificités de l'agriculture valaisanne Encourager la production de biens de consommation de qualité et renforcer l'information, la mise en valeur et la promotion des produits agricoles valaisans Améliorer la rentabilité et la plus-value de l'agriculture valaisanne Améliorer le professionnalisme de l'agriculture valaisanne Favoriser le développement de l'espace rural à l'échelle régionale Développer les domaines agricoles du canton en centres de compétence spécialisés et performants à des fins de formation, de démonstration, de recherche et de promotion</p> <p>Indicateurs économiques (9)</p> <p>Volume d'investissement global (privé et public) généré</p> <p>Nombre d'entreprises et de produits du secteur primaire qui adhèrent à la marque "Valais"</p> <p>Rendement brut du secteur agricole</p> <p>Volume de paiements directs</p> <p>Nombre d'hectares reconvertis annuellement en arboriculture</p> <p>Valeur ajoutée nette au niveau de la production</p> <p>Coûts de gestion des paiements directs versés</p> <p>Ecart entre budget disponible et paiements effectifs pour les améliorations structurelles</p> <p>Nouveaux projets de développement rural régional (DRR) lancés</p> <p>Indicateur environnemental (1)</p> <p>Nouvelle AFI mise en œuvre</p> <p>Indicateurs sociaux (3)</p> <p>Mise en place du nouveau plan de formation professionnel</p> <p>Tendance de fréquentation des cours de formation continue</p> <p>Nombre de CFC délivrés</p>	<p>Stratégie NPR</p> <p><u>E-Dics</u> Assurer la mise en œuvre de la stratégie du développement économique en faveur des entreprises valaisannes et des institutions Assurer par le Centre de contact économique la coordination des relations entre acteurs de l'économie valaisanne</p> <p>Indicateurs économiques (6)</p> <p>Nombre de projets améliorants l'attractivité et la compétitivité des régions</p> <p>Nombre d'entreprises accompagnées par un case manager</p> <p>Nombre de projets de promotion touristique soutenus</p> <p>Montants des aides à l'amélioration du logement dans les régions de montagne</p> <p>Nombre de demandes électroniques enregistrées puis traitées</p> <p>Nombre d'actions communication et évaluation de leur impact</p> <p><u>Indicateurs en lien avec l'aménagement du territoire</u></p> <p>Nombre de résidents permanents en zones de dangers</p> <p>Nombre de personnes desservies en biens de consommation à distance piétonnière</p> <p>Nombre de projets multifonctionnels en cours (agritourisme)</p>
---------------	---	--

7. FACTEURS DE PERFORMANCES ET CRITERES D'EVALUATION

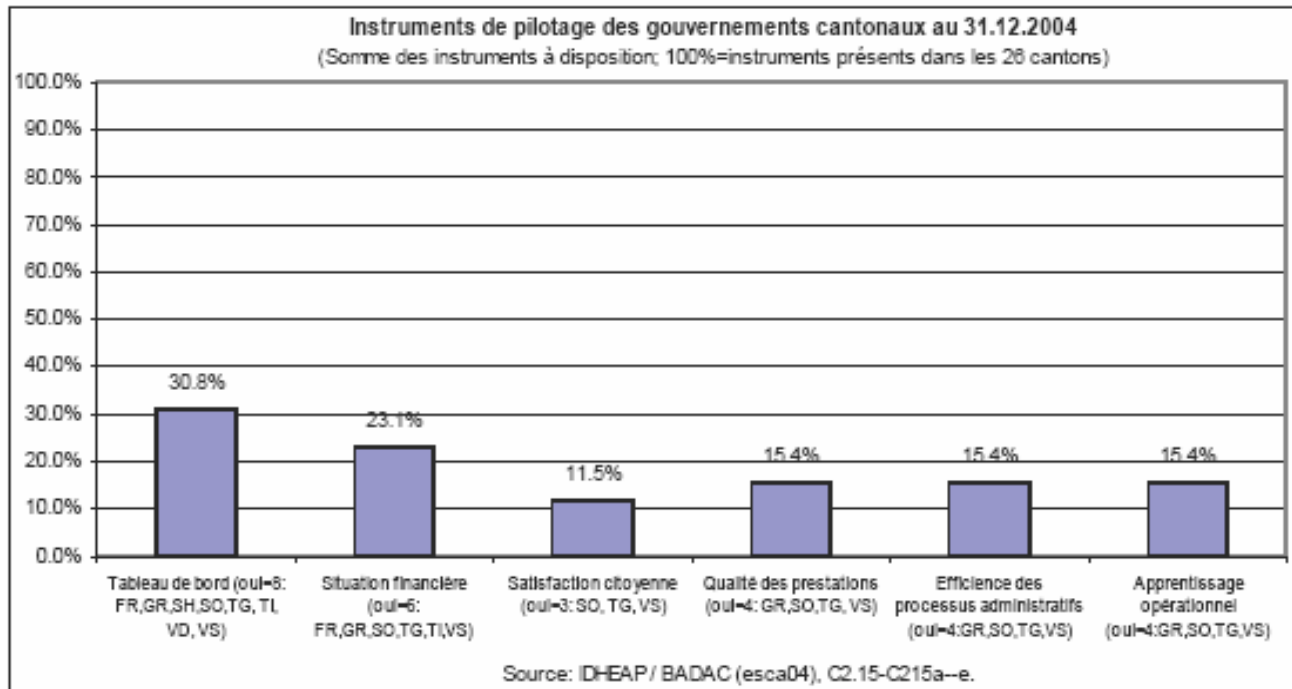
7.1 Les stratégies de pilotage et de contrôle des activités de l'Etat

L'amélioration de l'évaluation de l'impact des politiques publiques était devenue un objectif prioritaire des autorités politiques suisse début des années 2000. Cependant, le SECO s'est rendu compte qu'il n'était pas possible pour les cantons de gérer l'application de la politique ainsi que son évaluation de façon optimale en raison d'un manque de temps et de ressources.

Cela d'autant plus dans le domaine de la politique agricole qui subit depuis 2002 beaucoup de modifications dans ses orientations et dans sa loi. Etant donné que ces changements s'effectuent de manière quadriennale, durant la première année de la mise en pratique de la politique, il faut déjà penser à la suivante. Il est alors difficile de se rendre compte des effets réels de la politique mise en place.

C'est pourquoi, dans ce contexte, l'évaluation est quelque peu mise en retrait. Toutefois, les cantons avancent et évoluent dans le sens d'une meilleure évaluation de l'impact de leurs politiques publiques. C'est ce qui sera démontré lors de la consolidation des entretiens qualitatifs au point 7.2.

Les enquêtes de la BADAC (Banque de données des cantons et villes suisses) démontrent dans le tableau ci-dessous les instruments de pilotage des gouvernements cantonaux au 31.12.2004 :



Source : Koller Christophe, Enquête BADAC, administrations publiques et autorités cantonales, 2004

On remarque que le Valais est en excellente position avec la détention de l'ensemble des instruments de pilotage. Le canton de Fribourg a uniquement le tableau de bord ainsi que la situation financière, alors que le canton de Vaud n'utilise que le tableau de bord. Il est important de mentionner que ces instruments peuvent être utilisés pour une politique particulière et non pour l'ensemble des politiques publiques traitées par le canton.

7.2 Consolidation des entretiens qualitatifs et analyse ¹²³

❖ 7.2.1 Facteurs de performance

Quels sont les facteurs les plus importants qui favorisent la performance dans l'application de la politique publique de développement économique des zones rurales ?

Cette question s'est avérée être la plus délicate sur l'ensemble du questionnaire pour la majeure partie des interviewés. La principale raison évoquée est qu'il est difficile, en tant que service ou département, d'estimer ces facteurs. Il faudrait tenir compte des politiques sectorielles qui ont un impact éventuel sur les objectifs de la politique concernée.

Néanmoins, les facteurs de performance proposés sont les suivants :

- Compréhension de la loi par les acteurs et partenaires concernés ;
- coopération au sein de l'administration cantonale mais aussi avec l'extérieur ;
- engagement des acteurs concernés ;
- connaissance du fonctionnement économique du domaine afin de prendre les mesures les plus utiles possibles aux exploitants ;
- liberté de création d'entreprise la plus grande possible en ne favorisant pas un domaine particulier afin de ne pas induire en erreur les exploitants ; ne pas être trop directif en se basant sur des objectifs ou indicateurs ;
- objectif à ne pas perdre de vue ;
- conviction, motivation et moyens que l'on se donne pour y arriver ;
- compétence des porteurs de projets avec idéalement des entrepreneurs privés ;
- force et dynamisme des organismes locaux qui rassemblent les gens, les motivent, les influencent, les aident, surtout en terme de méthodologie pour de nouveaux projets ;
- efficacité des fonctionnaires ;
- niveau des prix et des salaires.

Quels sont les freins les plus importants dans l'application de la politique publique de développement économique des zones rurales ?

Contrairement à la première question, celle-ci a engendré moins de problème pour y répondre de la part des interviewés. Les freins ressortis sont les suivants :

- Législation trop restrictive et un manque de souplesse, spécifiquement au niveau de l'aménagement du territoire ;
- type de personne qui appliquent les lois (technico-rigide ou pas) ;
- manque d'engagement et de dynamisme des acteurs concernés ;
- manque de coordination des communes et de concertation des acteurs au front, c'est encore trop du « chacun pour soi » ;
- perte d'autonomie de décision, tenant compte que les exploitants sont de moins en moins propriétaire ;
- disponibilité du crédit, les banques se montrent souvent réticentes ;
- politique de « clocher » dans le sens où le public ne tient pas suffisamment compte du niveau régional qui n'a pratiquement pas ou peu de pouvoir de décision ni de pouvoir financier ;
- manque de coordination entre les politiques sectorielles ;

¹²³ Annexe 7 (guide d'entretien)

- mauvaise volonté politique de faire quelque chose avec parfois trop d'à priori vis-à-vis des zones rurales (on ne peut de toute façon rien faire) ;
- état d'esprit des acteurs concernés ;
- souveraineté des communes qui engendre un manque de suivi d'une stratégie claire ;
- atomisation et la masse critique des structures
- conjoncture.

❖ 7.2.2 Evaluation des politiques publiques

Comment sont évaluées les politiques publiques ?

Lorsque cette question a été posée aux interviewés, tous ont répondu spontanément qu'il n'y avait pas eu jusqu'alors d'évaluation formelle de la politique concernée. L'un d'entre eux a même été jusqu'à dire que les politiques étaient, jusqu'à récemment, évaluées en fonction du nombre de critiques reçues de la part d'acteurs privés.

Cette situation est cependant en train de changer suite aux diverses réformes liées aux politiques agraires et aux politiques de développement économique. Les autorités publiques sont aujourd'hui dans une logique de résultat et non plus financière. Les cantons doivent donc maintenant davantage justifier l'octroi de fonds en allant jusqu'à présenter des business plans de projet.

L'accent est ainsi mis principalement sur la préparation du projet avec l'impact qu'il peut avoir pour toute une région avant de penser à son évaluation. Les cantons sont également obligés de réfléchir davantage à moyen / long terme (obligation demandée par la nouvelle politique régionale fédérale qui est le programme quadriennal de mise en œuvre de la politique régionale du canton). On y retrouve quelques indicateurs quantitatifs et qualitatifs mais ceux-ci restent très généraux.

Mis à part cela, des études spécifiques existent. Elles sont soit très complètes, ponctuelles, et déléguées à l'extérieure (centre de formation par exemple) et ne sont pas faites pour tous les domaines en raison du manque de moyen, soit celles-ci touchent l'ensemble des secteurs mais consistent uniquement à un examen périodique des subventions. Elles restent alors au niveau financier, les statistiques ne donnant que peu d'idée sur l'évolution économique du domaine concerné.

Quoi qu'il en soit, les différents controlling qu'il peut y avoir sont basés principalement sur des aspects très généraux. Ils existent pour l'agriculture, essentiellement par rapport à la gestion du territoire. Le canton du Valais est le seul à utiliser un système d'évaluation définissant clairement stratégie / objectifs / mesures / indicateurs. C'est le système E-DICS. Les problèmes ressortis liés à une évaluation d'une politique agricole ou régionale sont les suivants :

- La politique cantonale au niveau de l'agriculture n'est qu'un petit bout de la politique nationale. Il est donc très difficile à scinder les différents impacts car finalement le canton a peu d'influence sur le tout.
- L'Etat n'arrive pas à circonscrire le système économique (pas de contrôle des flux, les exploitants travaillent indépendamment des frontières cantonales, etc.) Donc même si il y a des indicateurs précis, c'est très difficile d'être sûr que le canton mesure bien ce qu'il cherche à vérifier.
- Dans le cadre d'un projet par exemple, les objectifs sont définis au départ selon la volonté de la Confédération. Or, après quelques années de développement du projet, les autorités se rendent compte que les objectifs mentionnés au départ ne sont plus forcément les mêmes, ceci après discussion avec les acteurs du terrain. Alors comment parler d'évaluation au départ si les objectifs eux-mêmes peuvent être modifiés ?

- L'impact réel, en termes de développement économique est difficile à estimer si ce n'est avec des indices en lien avec le taux de chômage ou le nombre d'habitats après un investissement. Mais jusqu'où faut-il aller dans la chaîne de valeur et que peut-on mesurer ?
- Les études en matière d'évaluation demandent beaucoup de temps, de moyens, et d'énergie (difficile à mettre en place). Les cantons n'ont pas forcément cette possibilité en raison des moyens financiers limités, surtout avec la nouvelle politique régionale. C'est, de plus, souvent trop théorique. L'accent est alors mis sur la mise en œuvre de projets, de la politique, mais pas sur l'évaluation. Les cantons ne peuvent également pas déléguer l'évaluation plus que tant étant donné que ce sont eux qui ont mis en place la politique et c'est donc à eux de l'évaluer.
- De manière générale, il n'est pas dans les habitudes d'évaluer les politiques publiques.
- L'évaluation est aussi liée à la politique. A-t-on vraiment envie d'en faire une ?

Que faites-vous des résultats ? A qui ces informations sont-elles données ?

Il y a d'une part les évaluations liées à des projets qui sont présentées à la Confédération et il y a d'autre part les évaluations liées à la politique en soi qui sont données au Conseil d'Etat et au Grand Conseil. Ces dernières restent essentiellement financières et générales et se font, en principe, à la cadence des législatures. Les chiffres relatifs, notamment pour l'agriculture, sont souvent intégrés au budget global du canton.

Ces évaluations sont analysées par des commissions cantonales. Certains députés en font parties. Mais initialement, la demande est davantage axée sur ce que font les départements et non sur l'impact réel de leurs activités ou sur les objectifs en tant que tels. C'est une perception purement intuitive, il n'y a pas vraiment de dimension de mesures.

Que pensez-vous de l'évaluation des politiques publiques en général? Pensez-vous qu'il serait possible de travailler sans elles ?

Cette question a été posée au Conseiller d'Etat, Mr. Jean-Michel Cina, chef du Département valaisan de l'économie et du territoire. Ce dernier a répondu sans équivoque que l'évaluation des politiques publiques était une nécessité absolue et qu'il était aujourd'hui impensable de travailler sans elle. Il a de plus fait mention, pour son Département, des règles de conduite ayant pour objet « PIDOR » en indiquant que la difficulté d'obtenir les résultats résidait dans la désignation d'indicateurs pertinents. PIDOR : Piloter / Intégrer / Dynamiser / Optimiser / Résultats

Le canton n'en n'est qu'à ses débuts en termes d'évaluation. Il a donc été difficile pour Mr. Cina d'indiquer si les politiques étaient suffisamment évaluées ou pas. Il a cependant mentionné que le nouveau management public a beaucoup apporté dans ce domaine. Les contrats de prestations en sont un exemple, ces derniers permettant une meilleure gestion des fonds publics et également un meilleur contrôle.

Les indicateurs proposés par Mr. Cina quant au développement des zones rurales sont les suivants :

- Taux de population
- Montants de TVA perçus
- Revenu de l'agriculture

❖ 7.2.3 Relation avec les tiers

Avez-vous des partenariats quant à la mise en œuvre de la politique rurale avec des organismes para-étatiques / privés ?

Oui, les cantons travaillent en accord avec des associations professionnelles, spécifiquement pour la formation, la promotion des produits et les mesures écologiques.

Concernant la coordination de projets spécifiques sur le terrain, une organisation composée des autorités publiques concernées et des porteurs du projet peut être créée, ceci en fonction de la législation cantonale. Cela peut être une étape obligatoire pour tous ceux qui sont intéressés à développer un tel projet. Les cantons travaillent également avec les secrétariats régionaux (associations de communes) qui sont des organismes opérationnels.

La coopération entre Confédération et cantons, pour les projets régionaux de développement rural notamment, est régie quant à elle par une convention de programme qui correspond à un contrat de droit public. Le contenu est composé d'objectifs communément admis par les deux parties, d'un catalogue de mesures, d'une enveloppe financière et des tâches à accomplir pour la mise en œuvre du projet. Pour ce qui concerne le projet du Val d'Hérens en Valais, l'un des deux projets pilote de la Confédération, la convention de programme n'en est pour le moment qu'aux objectifs.

Si oui, quels en sont les termes ?

Les termes correspondent généralement à des mandats de prestations en fonction des exigences de la Confédération et du canton, ceci pour les partenariats avec des associations / organisations professionnelles.

Il y a également les conventions d'utilisation des subventions qui correspondent à une mise en accord sur des objectifs quantitatifs et qualitatifs précis. C'est le cadre des rétributions des prestations confiées. Il n'y en a pas encore dans tous les cantons et pour toutes les politiques mais c'est un travail qui est en cours.

Si oui, comment l'impact est-il évalué ?

Dans le cadre des projets régionaux de développement rural, les cantons font le suivi du projet en ayant des représentants membres des associations et en participant par exemple aux séances d'ingénieurs, etc. Des évaluations sont transmises à la Confédération mais en terme de développement du projet et non en terme d'impact réel.

Dans le cadre de mandat donné à des associations professionnelles pour la promotion de produits, celles-ci fournissent des rapports d'activité qui indiquent essentiellement le retour financier avec des indicateurs financiers, mais pas le retour global sur les effets ou les résultats. Ces rapports sont donc essentiellement en lien avec l'utilisation des ressources et n'ont pas d'objectif lié aux résultats.

Des représentants de l'Etat font également partie de ces associations et ont donc un regard sur celles-ci.

8. CATALOGUE D'INDICATEURS

Suite à l'analyse des déclinaisons des différentes politiques cantonales ainsi que leur méthode d'évaluation, je propose, ci-après, un catalogue générique d'indicateurs en fonction des objectifs principaux suivis par les cantons et du mandat donné à l'agriculture par la Confédération. Il permettra d'évaluer si une zone rurale se développe économiquement ou non. Le catalogue est basé sur des objectifs ayant trait à la politique agricole ainsi qu'à la politique régionale, certains d'entre eux étant similaires.

Ce catalogue doit être adapté en fonction des spécificités de chaque canton. Chaque indicateur doit être calculé annuellement, planifié et estimé.

Rentabilité de l'agriculture

Indicateur : Volume de paiements directs généraux, écologiques et éthologiques

Les paiements directs sont des éléments clés dans le cadre de la politique agricole. L'évolution des versements donne des renseignements intéressants quant au chemin que prend l'agriculture. L'indicateur doit être ventilé en fonction des montants versés pour les différentes prestations d'ordre d'intérêt général et écologique.

Unité de mesure : CHF

Pertinence : bonne

Indicateur : Revenu total généré par les exploitations

Pour rappel, un des objectifs de la politique agricole est de permettre aux exploitants de réaliser un revenu comparable aux autres secteurs économiques. Le revenu total insère dans son calcul les revenus accessoires, c'est-à-dire les revenus liés à la diversification des activités. Si le revenu total augmente, cela voudra dire que l'exploitant aura su adapter son offre aux opportunités du marché. Cet indicateur permettra une comparaison avec les revenus des autres secteurs économiques et d'évaluer si l'agriculture est rentable. Il donnera également des indications sur l'évolution quant à la diversification des activités. Le revenu total correspond à :
(Rendement brut - les coûts réels) + revenu accessoire.¹²⁴

Unité de mesure : CHF

Pertinence : bonne

Diversification des activités

Indicateur : Nombre de projets d'agritourisme soutenus

L'agritourisme est l'un des principaux développements possibles en terme de diversification des activités. Le nombre de projet renseigne sur le dynamisme d'une région. Il permet de plus au canton, en tenant compte bien entendu de l'ambition du projet, d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se fait et de répartir ainsi équitablement les soutiens financiers.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

¹²⁴ OFAG, Politique agricole 2011 – Evolution future de la politique agricole, 2005

Indicateur : Nombre d'exploitations avec un revenu accessoire

Cet indicateur renseigne sur la volonté des exploitants à se diversifier dans le but de compléter leur revenu principal. Il permet également de se rendre compte de la capacité des exploitants à développer leur exploitation et leur entrepreneurship. En suivre l'évolution est intéressant. De plus, l'indicateur peut par la suite être poussé plus loin : nombre d'exploitations dont le revenu accessoire est devenu le revenu principal. C'est un indicateur de résultat.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Professionnalisme de l'agriculture

Indicateur : Nombre d'offres de formation continue et fréquence des cours

Cet indicateur renseigne sur le volume de prestations offertes par les associations professionnelles et par l'Etat pour tout ce qui touche la vulgarisation agricole. La formation continue est un élément clé pour les exploitants qui veulent se développer, se diversifier. La fréquence des cours renseigne notamment sur cette volonté et sur l'intérêt des exploitants à se tenir à jour.

Unité de mesure : unitaire et %

Pertinence : élevée

Indicateur : Nombre de CFC délivrés

Cet indicateur est essentiellement lié à la pérennité de l'agriculture. Son nombre est intéressant car il renseigne sur la relève, la succession de l'agriculture.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : faible

Indicateur : Nombre d'étudiants en HES et postgrades dans les domaines de l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture, les animaux et la nature

Ces formations, d'un niveau supérieur, sont plus adaptées aux exigences de l'agriculture de demain. De ce fait, cet indicateur renseigne sur la performance et le professionnalisme de l'agriculture. Le comparer au nombre de CFC délivrés peut être intéressant. Son calcul comprend uniquement les étudiants du canton concerné.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : élevée

Indicateur : Nombre d'instruments pour lutter contre l'exode des compétences

L'exode des compétences est un problème essentiellement présent dans les régions de montagne. Il est important de lutter contre celui-ci pour pérenniser et développer une agriculture performante. Ces instruments font partie des conditions cadres pour un développement économique favorable. Il est de ce fait opportun de les évaluer.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : moyenne

Développement de l'espace rural à l'échelle régionale

Indicateur : Nombre de projets de développement régionaux en cours (DRR)

Les projets de développement régionaux sont le cœur de la politique régionale. Il est essentiel de les favoriser. L'indicateur proposé quant à leur nombre renseigne sur le dynamisme d'une région car il ne faut pas oublier que ces projets doivent être normalement lancés par les acteurs

directement concernés. Il permet de plus au canton, en tenant compte bien entendu de l'ambition du projet, d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se fait et de répartir ainsi équitablement ses soutiens financiers.

Unité de mesure : unitaire
Pertinence : bonne

Indicateur : Nombre de projets d'améliorations foncières intégrales mis en œuvre (AFI)

Le terme d'amélioration foncière intégrale est synonyme de restructuration complète de l'espace rural. Le nombre de projets d'AFI est important pour se rendre compte de la volonté des acteurs de favoriser cet espace rural.

Unité de mesure : unitaire
Pertinence : bonne

Valeur ajoutée des produits / promotions des produits

Indicateur : Nombre de produits labellisés

Promouvoir des produits agricoles et accroître leur valeur ajoutée demande de les « démarquer » par des marques / labels. Cet indicateur renseigne directement sur la capacité de l'économie agricole à trouver les ressources nécessaires pour mettre en valeur ses produits.

Unité de mesure : unitaire
Pertinence : élevée

Entretien approprié et valorisation du territoire

Les indicateurs proposés ci-après permettent d'évaluer la durabilité de l'agriculture sous l'angle écologique.

Indicateurs : Bilan d'azote et de phosphore à la surface

Ces deux indicateurs mettent en évidence les zones potentiellement menacées par la pollution qu'entraînent ces deux composants chimiques. Grâce à cette évaluation, les mesures agro-environnementales sont plus précises.

Unité de mesure : kg/ha
Pertinence : élevée

Indicateur : Vente de produits phytosanitaires

Un produit phytosanitaire est un pesticide. Une diminution de l'utilisation de celui-ci est bénéfique à l'ensemble de la production végétale. Il est important d'en évaluer sa consommation car elle renseigne sur la capacité de l'agriculture à en optimiser l'emploi et à dès lors se tourner vers d'autres produits présentant une plus grande efficacité biologique.

Unité de mesure : unitaire
Pertinence : élevée

Indicateur : Nombre de surfaces de compensation écologique

La biodiversité et l'équilibre des écosystèmes ont été durement touchés par l'exploitation intensive de l'agriculture depuis de nombreuses années. Les surfaces de compensation écologique permettent de maintenir et de favoriser une qualité biologique. Il est de ce fait important d'évaluer leur évolution, tant pour les régions de montagne que pour les régions de plaine. Ceci permet de garantir le maintien d'une flore et d'une faune de qualité et de prendre les mesures

nécessaires en cas de stagnation ou de diminution du nombre de ces surfaces. Cet indicateur s'intègre dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : élevée

Indicateur : Consommation énergétique de la production des exploitations agricoles

En raison de la forte demande des pays en émergence, il faut s'attendre dans un avenir plus ou moins proche à une hausse des prix de l'énergie. L'agriculture suisse importe encore trop de produits énergétiques fossiles, nuisibles à l'environnement, ce qui la rend fortement tributaire des prix. La diversification énergétique permet d'une part d'être plus flexible face à la conjoncture et d'autre part, elle permet d'abaisser les coûts de production et de créer ainsi davantage de valeur ajoutée. Cet indicateur indique si l'agriculture sait se montrer innovante en matière d'efficacité énergétique et en matière de développement de ressources renouvelables.

Unité de mesure : KWh/CHF

Pertinence : élevée

Développement des domaines agricoles en centres de compétence spécialisés et performants

Indicateur : Nombre de licences d'utilisation de brevets cédées à l'économie rurale par des HES et centres de recherche par région

Cet indicateur permet d'évaluer la qualité et la performance d'une région dans un domaine de compétence très particulier. Les licences peuvent aussi bien concerner les processus que les méthodes de production. Cet indicateur est calculé par le biais d'un recensement des données auprès des HES et centres de recherche.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Grandeur d'exploitation

Indicateur : Nombre d'exploitation avec un résultat d'exploitation de x au minimum

Cet indicateur permet d'avoir une vision globale du chemin que va prendre l'agriculture. Il est cependant important de le ventiler en fonction des domaines agraires (viticulture, arboriculture, agriculture, etc.), en fonction des zones (plaine, montagne) mais aussi en fonction des niveaux de résultats d'exploitations, car les objectifs ne sont pas forcément les mêmes.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : moyenne

Attractivité et compétitivité des régions en milieu rural

Indicateur : Nombre d'entreprises innovantes

« Les innovations dans les domaines non-techniques, tels que par exemple l'agrotourisme, les offres gastronomiques et de formation (par ex. l'école à la ferme), le développement de nouveaux produits, mais aussi de nouvelles formes de collaboration et d'organisation (innovations processives), deviennent de plus en plus importantes. »¹²⁵ L'économie rurale trouve dans l'innovation l'essence même de son attractivité et compétitivité. Il est de ce fait important de

¹²⁵ Prof. Dr. Bernard Lehmann et Christian Buser, Institut de l'économie agricole, EPF Zurich, Innovation et recherche innovante – une chance pour l'agriculture suisse?, 2004

pouvoir évaluer le niveau d'innovation d'une région ainsi que son impact. Une étude quantitative est nécessaire pour le calculer.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Indicateur : Coûts de production agricoles

Cet indicateur renseigne sur la compétitivité de l'agriculture et permet d'apporter une réponse au problème de l'adaptation de l'agriculture à l'ouverture des marchés. Les coûts de production agricoles comprennent l'ensemble des coûts fixes et des coûts variables de l'exploitation.

Unité de mesure : CHF

Pertinence : élevée

Indicateur : Productivité du travail

La productivité du travail est une mesure de l'efficacité de la production agricole. Une bonne productivité est le résultat d'innovations diverses, notamment en termes d'innovations techniques qui ont pour effet de réduire les facteurs de production travail, sol et capital. Grâce au remplacement des hommes par les machines, la productivité du travail augmente. Plus elle sera élevée, plus les coûts seront moindres, meilleure sera la vie et le bien-être des exploitants. Sans oublier que cela limitera les importations de produits agricoles.

La productivité est l'un des buts généraux des stratégies politiques, que se soit au niveau économique, social ou écologique. Il est de ce fait important de pouvoir l'évaluer. La productivité du travail s'obtient de la manière suivante¹²⁶ : Valeur ajoutée brute aux prix de base / nombre d'unité de travail annuelle (UTA).

Valeur ajoutée brute aux prix de base = production – consommation intermédiaire

Unité de mesure : CHF

Pertinence : élevée

Indicateur : Valeur ajoutée nette au niveau de la production

Cet indicateur renseigne sur la « rémunération des facteurs classiques de la production : le travail, le sol et le capital engagé par le processus de production »¹²⁷. Sa valeur est importante car il permet d'apprécier la productivité d'un secteur. La valeur ajoutée nette s'obtient par la valeur de la production – la consommation intermédiaire – la consommation de capital fixe (amortissements).

Unité de mesure : CHF

Pertinence : élevée

Internationalisation de l'économie rurale

Indicateur : Nombre d'entreprises exportatrices de produits / services agricoles

Cet indicateur de performance renseigne sur la capacité des entreprises à se développer. L'exportation concerne ici uniquement les exportations inter-cantoniales. Les exportations représentent un moteur du développement régional car c'est un système axé sur la valeur ajoutée des produits. Il est dès lors intéressant de pouvoir en estimer le nombre.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

¹²⁶ OFAG, Politique agricole 2011 – Evolution future de la politique agricole p.11, 2005

¹²⁷ Etude sur la valeur ajoutée, l'agriculture de l'Arc Lémanique p.10, 2004

Indicateur : Taux d'utilisation des contingents tarifaires par canton

L'opportunité est donnée à la Suisse, grâce aux différents accords bilatéraux, de pouvoir entrer sur le marché commun de l'Union Européenne. Une augmentation de la part de marché des produits agricoles suisses au sein de celle-ci recèle un grand potentiel de débouchés pour l'agriculture. Cet indicateur indique la mesure dans laquelle le secteur primaire tire profit des possibilités d'exportation.¹²⁸ Il est obtenu par les services de douane.

Unité de mesure : %

Pertinence : bonne

Collaboration et coordination entre les acteurs de l'économie rurale

Indicateur : Nombre de partenariats privé/public, privé/privé

Un des enjeux majeur pour une mise en application optimale des politiques agricoles et régionales, est la collaboration des différentes entités. Le nombre de partenariats pour la mise en place de projets de développement des zones rurales renseigne sur le dynamisme des régions et de ses acteurs. Cet indicateur a sa raison d'être car il permet de voir réellement l'output des différentes mesures cantonales prises pour favoriser collaboration et coordination entre les différents acteurs.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Communication au public et aux partenaires des stratégies et objectifs des politiques concernées

Indicateur : Nombre de demandes électroniques au canton, classifiées par teneur, enregistrées puis traitées

Comme indiqué dans l'analyse comparative, cet indicateur est intéressant car il renseigne non seulement sur le dynamisme des flux entre les différents acteurs, mais également sur la perception de ces derniers quant à la communication relative au secteur rural. Cet indicateur doit être ventilé en fonction des objets de demande. Pour simplifier le traitement de cet indicateur, il serait utile de classifier grossièrement sur le site Internet du canton les différentes teneurs de demande possible.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Développement de pôles touristiques

Indicateur : Nombre de nuitées dans une région donnée

Le nombre de nuitée correspond à un indicateur purement touristique. Cet indicateur doit être ventilé en fonction des différents pôles touristiques et adapté en fonction de leur type. Il est utile dans le cadre de développement de projet lié à l'agritourisme dont les nuitées comprennent l'ensemble des prestations de logement offert par les exploitants. Cet indicateur de performance est particulièrement utile pour évaluer l'impact que peut avoir les offres de logement dans le secteur tertiaire.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : élevée

¹²⁸ OFAG, Politique agricole 2011 – Evolution future de la politique agricole p.62, 2005

Favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat

Indicateur : Degré d'approvisionnement d'une région

L'approvisionnement en produits courants est un critère essentiel au maintien de la population dans son lieu d'habitat. Le maintien de la population est en effet l'un des plus gros problèmes caractérisant les zones rurales. Cet indicateur permet d'évaluer une condition cadre au développement économique des zones rurales. Le degré d'approvisionnement s'obtient de la manière suivante : surfaces commerciales / équivalent habitants. Equivalent habitants = population résidente + 0.2 * lits touristiques¹²⁹

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : bonne

Indicateur général

Je propose ici un indicateur qui n'a pas trait à un objectif politique particulier mais qui a mon sens a son importance pour évaluer le développement économique des zones rurales.

Indicateur : Flux migratoire d'habitants

Le flux migratoire renseigne sur la capacité d'une région à se développer économiquement. Un développement économique entraînera un flux migratoire positif. Cet indicateur est fonction de la population résidente. Il peut être comparé avec le taux de population.

Unité de mesure : unitaire

Pertinence : élevée

8.1 Synthèse

Le catalogue proposé est, comme je l'ai précisé au départ, un catalogue générique basé spécifiquement sur le développement économique des zones rurales et non sur des régions socio-économiques. Les trois aspects du développement durable sont représentés, avec une prédominance pour les indicateurs économiques. Cette disparité est due au fait que les indicateurs environnementaux sont nombreux et très spécifiques et devraient, selon moi, être analysés dans le cadre du secteur de l'environnement essentiellement. Il manque pour l'aspect social la notion de « qualité de vie ». Je n'ai pas proposé cet indicateur car il induit la subjectivité ainsi qu'une démarche de calcul plus poussée.

Les indicateurs proposés sont majoritairement simples à calculer mais demandent toutefois une bonne coopération entre les différents organismes qui détiennent les données. Plus cette coopération sera aisée, plus facile et plus juste sera le traitement de l'évaluation des zones rurales.

Une étude qualitative sur le niveau des technologies de l'information et de la communication serait judicieuse. Les TIC favorisent en effet pour le milieu rural essentiellement l'échange d'informations, les réseaux d'exportation, la formation. Je n'ai pas intégré cet indicateur dans le catalogue car il demande une plus vaste recherche pour ses évaluateurs ; le catalogue proposé se veut simple de traitement.

Un catalogue d'indicateur doit régulièrement être mis à jour et complété en fonction des attentes envers le secteur. Afin de permettre une évaluation globale, il pourrait être utile de faire le lien entre les indicateurs et les versements de paiements directs correspondants.

¹²⁹ Service de l'agriculture du canton du Valais, Le développement rural régional, 2007

8.2 Catalogue

<u>Objectifs</u>	<u>Indicateurs</u>
Rentabilité de l'agriculture	1) Volume de paiements directs 2) Revenu total généré par les exploitations
Diversification des activités	1) Nombre de projets d'agritourisme soutenus 2) Nombre d'exploitations avec un revenu accessoire
Professionnalisme de l'agriculture	1) Nombre d'offres de formation continue et fréquence des cours 2) Nombre de CFC délivrés 3) Nombre d'étudiants en HES et postgrades 4) Nombre d'instruments pour lutter contre l'exode des compétences
Développement de l'espace rural	1) Nombre de projets de développement régionaux en cours (DRR) 2) Nombre de projets d'améliorations foncières intégrales mis en œuvre (AFI)
Valeur ajoutée des produits / promotions des produits	1) Nombre de produits labellisés
Entretien approprié et valorisation du territoire	1) Bilan d'azote et de phosphore à la surface 2) Vente de produits phytosanitaires 3) Nombre de surfaces de compensation écologiques 4) Consommation énergétique des exploitations agricoles
Développement des domaines agricoles en centres de compétence spécialisés et performants	1) Nombre de licences d'utilisation de brevets cédées à l'économie rurale par des HES et centres de recherche par région
Grandeur d'exploitation	1) Nombre d'exploitation avec un résultat d'exploitation de x au minimum
Attractivité et compétitivité des régions en milieu rural	1) Nombre d'entreprises innovantes 2) Coûts de production agricoles 3) Productivité du travail 4) Valeur ajoutée nette au niveau de la production
Internationalisation de l'économie rurale	1) Volume d'exportation intercantonal 2) Taux d'utilisation des contingents tarifaires par canton
Collaboration et coordination entre les acteurs de l'économie rurale	1) Nombre de partenariats privés/publics, privés/privés
Communication au public et aux partenaires des stratégies et objectifs des politiques concernées	1) Nombre de demandes électroniques au canton, classifiées par teneur, enregistrées puis traitées
Développement de pôles touristiques	1) Nombre de nuitées dans une région donnée
Favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat	1) Degré d'approvisionnement d'une région
Indicateurs généraux	1) Flux migratoire d'habitants

SOCIAL

ENVIRONNEMENTAL

ECONOMIQUE

9. CONCLUSION

Actuellement, la notion d'évaluation dans le secteur public se fait encore timide. Elle est présente, de plus en plus mise en œuvre et se dessine sous des aspects de plus en plus formels. Cependant, c'est une démarche qui n'est pas encore inscrite dans les mœurs et qui ne se fait malheureusement pas encore automatiquement.

Plusieurs raisons ont été invoquées à ce manque important d'évaluation. La première est l'insuffisance de ressources financières et de temps à disposition pour procéder à une telle démarche. La mise en œuvre de la politique étant en premier lieu favorisée.

Une deuxième raison consiste à la difficulté des administrations publiques à définir un cadre formel d'évaluation et à déterminer une limite d'analyse. Les impacts sont étendus et font souvent l'objet de diverses mesures résultants d'objectifs différents. Cela d'autant plus que la politique agricole fédérale donne le ton, les politiques cantonales n'étant là que pour donner des impulsions. La chaîne de valeur ajoutée est dès lors large, ce qui rend difficile la définition d'indicateurs.

La mise en œuvre de la nouvelle politique régionale et de la politique agricole par des projets de développement régionaux représente une troisième raison. Ceux-ci impliquent une démarche formelle de suivi du projet dont l'évaluation se fait à l'interne. L'impact et la mesure de ce dernier ne se retrouve pas au niveau cantonal.

Comme quatrième et dernière raison principale, on retrouve la réelle volonté des politiciens de favoriser une démarche évaluative. Cette dernière n'est pas toujours souhaitée ce qui peut ralentir le processus d'évaluation.

Chaque canton appréhende de manière différente la notion d'évaluation. Malgré les quelques réticences, une volonté commune plus ou moins forte de se diriger vers des démarches d'évaluation plus formelles et mieux définies les anime. L'enjeu des évaluations est grandissant car plus la politique sera évaluée grâce à des indicateurs précis, plus les mesures prises seront adaptées aux problèmes et besoins de la population.

Il faut cependant tenir compte des facteurs subjectifs et objectifs qui influent positivement ou négativement sur l'impact réel des mesures prises par le canton et doivent, de ce fait, être pris en compte lors de l'évaluation de la politique publique. On retrouve par exemple comme facteurs subjectifs l'état d'esprit des acteurs, leur engagement et compétences ou encore leur dynamisme. Le canton met en œuvre des conditions cadres propices au développement des exploitants, mais finalement ce sont ces derniers qui décident d'en bénéficier ou pas.

D'autres facteurs, objectifs, ont également un rôle important dans la mise en application des politiques. Comme exemples, l'autonomie des communes, la législation, ou encore la disponibilité de crédits par les banques.

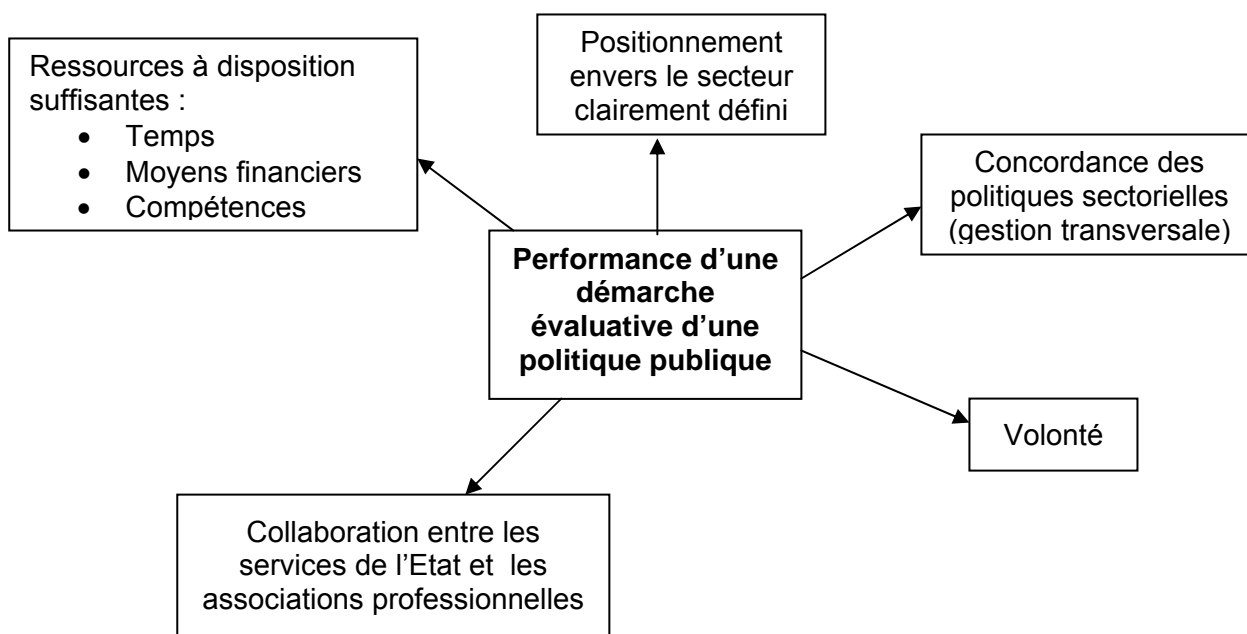
L'enjeu du cadre institutionnel sur la mise en œuvre, sur l'impact et sur l'évaluation des politiques publiques tient également une place importante. Grâce à cette étude, je peux émettre l'hypothèse que plus l'application des politiques publiques se fait de manière transversale, plus elle est propice à répondre efficacement aux besoins de la population. Ce sujet pourrait faire l'objet d'un travail de diplôme.

Synthèse

Pour favoriser un cadre d'évaluation optimal, il est essentiel de privilégier la coordination et la coopération entre les différentes politiques sectorielles concernées par le domaine mais également entre les organismes qui détiennent les données. De plus, le positionnement du canton envers le secteur doit être clairement défini ; l'agriculture fait souvent l'objet de controverses.

Pour que l'évaluation d'un secteur qui se trouve à l'interstice de plusieurs politiques sectorielles se fasse dans des conditions optimales et répondent aux attentes de ceux qui la souhaite, cela demande de la part des évaluateurs une bonne vision d'ensemble des différentes politiques concernées ainsi que des connaissances accrues en matière de gestion du management public.

Pour conclure, je pense que chaque canton devrait pouvoir disposer d'un Centre d'évaluation de ses politiques publiques qui analyserait en profondeur les liens entre les mesures prises et leur impact réel. Ce dernier favoriserait un réel professionnalisme dans l'élaboration de ces démarches. Je synthétiserais la performance d'une démarche évaluative d'une politique publique de la manière suivante :



Apports du travail

Ce travail m'a beaucoup apporté sur le plan intellectuel. La perception que peut avoir une administration publique sur l'évaluation de ses politiques et les méthodes qu'elle utilise sont deux aspects très intéressants. Il serait appréciable d'en suivre l'évolution et de procéder à une étude du même type dans quelques années.

Grâce à ce travail, j'ai également eu l'occasion de rencontrer des personnes qui m'ont permis d'approcher le domaine public sous un angle pratique et concret. Ces entretiens ont rendus l'élaboration de cette étude agréable et surtout très intéressante.

Remerciements

Je tiens à remercier particulièrement toutes les personnes qui ont bien voulu m'accorder un peu de leur temps en acceptant des entretiens :

Pour le canton de Vaud :

M. Christian Aebehrd, responsable du bureau rural

Mme Martrou, responsable du sous-service de la politique régionale

M. Roland Prélaz-Droux, ancien chef du service des améliorations foncières

Pour le canton de Fribourg :

M. Jean-Paul Meyer, chef du service de l'agriculture

Mme Gruber, cheffe de projet de la politique régionale

Pour le canton du Valais :

M. Jean-Michel Cina, chef du département de l'économie et du territoire

M. Paul Michelet, chef de l'office des améliorations structurelles

Mme Ursula Kraft, chef de l'unité d'affaire « entreprises valaisannes et institutions »

Je souhaite également remercier Madame Valérie Barbey, professeur à la HES-SO // Valais et collaboratrice à l'institut Economie & Tourisme, unité Management public ainsi que Madame Nathalie Duc, collaboratrice à l'institut Economie & Tourisme, unité Management public pour l'aide apportée à l'élaboration de cette étude.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui m'ont soutenues lors de ce travail de diplôme.

10. SOURCES

Documentations fédérales

ARE, Non-urbain, campagne ou périphérie, ou se trouve l'espace rural aujourd'hui ?, 2004
ARE, Rapport 2005 sur le développement territorial, 2005
ARE, Taille et évolution de l'espace rural suisse, 2005
ARE, Rapport sur le développement territorial, 2005
ARE, l'approvisionnement de base, 2006
ARE, La Suisse sur la voie du développement durable, 2007
DETEC, Ou se trouve l'espace rural aujourd'hui, 2004
DETEC, Urs Steiger, Rapport 2005 sur le développement territorial
OFAG, Agriculture suisse, 2007
OFAG Agriculture & sylviculture, 2007
OFAG, Evolution future de la politique agricole 2011, 2005
OFAG, Dossier de presse, Rapport agricole 2005, 2005
OFS, Agriculture suisse, 2007
OFS, Agriculture & sylviculture, 2007
DFF, Nouvelles formes de collaboration et de financement Confédération - cantons
Mesures de la Confédération en matière de politique d'organisation du territoire, 2004
Avis Fédéral, Politique agricole 2011
Note de synthèse du Parlement au 16.11.2005
Message relatif au programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) et son financement, 28.02.2007
INFOPLAN-ARE, GEOSTAT-OFS, Modèle de transport du DETEC, RFP 2000, swisstopo
Service public fédéral Personnel et Organisation, Formuler des objectifs SMART

Documentations cantonales

Etude sur la valeur ajoutée, l'agriculture de l'Arc Lémanique, 2004
Service de l'agriculture du canton du Valais, Le développement rural régional, 2007

Législations fédérales et cantonales

Loi fédérale sur l'aménagement du territoire
Loi fédérale sur la politique régionale
Loi cantonale fribourgeoise sur l'agriculture
Règlement cantonal fribourgeois sur l'agriculture
Loi cantonale fribourgeoise sur les améliorations foncières
Loi cantonale valaisanne sur l'agriculture
Avant-projet de la loi sur la politique régionale
Loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire

OCDE

OCDE, Christian Huillet, Grandes tendances et évolution des approches du développement rural

OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2006-2015, 2006

Synthèses OCDE, Réinventer la politique rurale, 2006

Documentations diverses

Observatoire européen Leader, les technologies de l'information au service du développement rural p.5, Bruxelles A.E.I.D.L, 2000

Jo Giroud, Rapport IALB 2005, Exposé en plénière, Sion 2005

Grant, O'Donnell et al. 2003

Anne Amar, Ludovic Berthier, le nouveau management public : avantages et limites, 2006

Urio, 1998

Pollitt & Bouckaert, L'après-fonctionariat : un modèle approprié pour relever les défis de l'Etat au XXIème siècle, 2004

Olivier Babeau, Remettre l'évaluation des politiques publiques au cœur du débat public, Fondation Concorde

Stéphane Le Bouler, L'institutionnalisation de l'évaluation de politique publique en France, 2005

Société Française de l'évaluation, Charte de l'évaluation, 2006

Sylvie Trosa, L'évaluation des politiques publiques, 2003

M. Läubli, G. Bardin Arigoni et W. Bussmann, Groupe de contact interdépartemental « évaluation des effets », 2004

Emilio Pitarelli and Eric Monnier, Benchmarking: the missing link between evaluation and management?

Christelle Mallet, Innovation et mesure de l'appropriation des outils de gestion : proposition d'une démarche de construction d'un tableau de bord, 2006

Cellule Territoire IAAT, Evaluation et territoire, 2004

Roland Künzler, Helen Höhener, AGRIDEA, Programme d'activité 2008-2011, 2007

Chantal Deschenaux et Nelly Niwa, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire, Eléments d'actualité des politiques fédérales, 2005

Hans Rentsch & Claire Bussy Pestalozzi, « Der befreite Bauer », 2006

AFF / Interface 2003 (modifié)

Projet Développement des indicateurs agro-environnementaux et monitoring, 2002

Koller Christophe, Enquête BADAC, administrations publiques et autorités cantonales, 2004

Prof. Dr. Bernard Lehmann et Christian Buser, Institut de l'économie agricole, EPF Zurich, Innovation et recherche innovante – une chance pour l'agriculture suisse?, 2004

Solidarité rurale du Québec, Avis pour une nouvelle politique nationale de la ruralité au Québec

Hans Rentsch et Claire Bussy Pestalozzi, Avenir Suisse, Liberté pour l'agriculture, 2006

Sites Internet

Projet Vall d'Hérens :	http://www.valdherens.ch/agritourisme/?page_id=2
Statistique Vaud :	http://www.scris.vd.ch/main.asp?DomId=178
E-Dics	http://www.vs.ch/Press/DS_9/AC-2002-07-11-1886/fr/Guide%20Flash%202003.swf
OFS:	http://www.bfs.admin.ch/
Site officiel Vaud :	http://www.vd.ch/fr/themes/territoire/amenagement/plan-directeur-cantonal
ARE:	http://www.bafu.admin.ch/landschaft/00522/01644/index.html?lang=fr
OFAG :	http://www.blw.admin.ch/themen/00233/00234/index.html?lang=fr

11. ANNEXES

- Annexe 1 : Planification du travail
- Annexe 2 : ARE, critères d'application du développement durable à l'aménagement du territoire (p.36)
- Annexe 3 : Les 17 indicateurs clés du système MONET (p.36)
- Annexe 4 : VAUD - Programme 2008-2011 de mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (p.42)
- Annexe 5 : FRIBOURG - Indicateurs liés à l'agriculture et à la sylviculture repris dans l'annuaire statistique du canton – 2006/2007 (p.49)
- Annexe 6 : VALAIS - Budget 2007 (p.55)
- Annexe 7 : VALAIS - Projet de budget 2008 (p.55)
- Annexe 8 : Guide d'entretien (p.67)

Attestation

Je déclare, par ce document, que j'ai effectué ce travail de diplôme seule, sans autre aide que celles dûment signalées dans les références, et que je n'ai utilisé que les sources expressément mentionnées. Je ne donnerai aucune copie de ce rapport à un tiers sans l'autorisation conjointe du RF et du professeur chargé du suivi du travail de diplôme, y compris au partenaire de recherche appliquée avec lequel j'ai collaboré, à l'exception des personnes qui m'ont fourni les principales informations nécessaires à la rédaction de ce travail.

Venthône, le 7 décembre 2007

Christelle Fabry

Annexe 1

Planification du travail de diplôme																																
		17.09	18.09	19.09	20.09	21.09	24.09	25.09	26.09	27.09	28.09	01.10	02.10	03.10	04.10	05.10	08.10	09.10	10.10	11.10	12.10	15.10	16.10	17.10	18.10	19.10	22.10	23.10	24.10	25.10	26.10	
		Délais	Semaine 1					Semaine 2					Semaine 3					Semaine 4					Semaine 5					Semaine 6				
Prise en main du projet																																
Plan de travail / sommaire et introduction																																
Etat de l'art																																
Recherche des sources																																
Rédaction																																
Méthodologie																																
Rédaction																																
Présentation de la situation de la Suisse																																
Rédaction																																
Analyse qualitative																																
Elaboration du guide d'entretien																																
Entretiens qualitatifs																																
Rédaction des PV & consolidation des entretiens																																
Analyse comparative / facteurs de performance																																
Catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage																																
Justification des indicateurs choisis																																
Conclusion et résumé																																
Rédaction																																
Rapport final																																
Relecture et corrections																																

☐ Prise de contact pour entretiens

Planification du travail de diplôme																																
		29.10 30.10 31.10 01.11 02.11					05.11 06.11 07.11 08.11 09.11					12.11 13.11 14.11 15.11 16.11					19.11 20.11 21.11 22.11 23.11					26.11 27.11 28.11 29.11 30.11					03.12 04.12 05.12 06.12 07.12					
		Délais	Semaine 7					Semaine 8					Semaine 9					Semaine 10					Semaine 11					Semaine 12				
Prise en main du projet																																
Plan de travail / sommaire et introduction																																
Etat de l'art																																
Recherche des sources																																
Rédaction																																
Méthodologie																																
Rédaction																																
Présentation de la situation de la Suisse																																
Rédaction																																
Analyse qualitative																																
Elaboration du guide d'entretien																																
Entretiens qualitatifs																																
Rédaction des PV & consolidation des entretiens																																
Analyse comparative / facteurs de performance																																
Catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage																																
Justification des indicateurs choisis																																
Conclusion et résumé																																
Rédaction																																
Rapport final																																
Relecture et corrections																																

Annexe 2 – ARE, Critères d'application du développement durable à l'aménagement du territoire

L'ARE a défini des critères concrets d'application du développement durable à l'aménagement du territoire, en se basant notamment sur la Stratégie 2002 et sur la législation existante :

Dimension économique :

- L'organisation territoriale favorise la croissance économique
- Les accessibilités sont optimisées
- Les coûts de l'urbanisation restent supportables

Dimension sociale :

- Le développement des régions rurales et périphériques s'oriente essentiellement vers des pôles régionaux
- La population est protégée dans sa santé, contre les nuisances et les dangers naturels
- La qualité de vie est améliorée dans le sens notamment de la qualité urbanistique des quartiers

Dimension environnementale :

- L'organisation territoriale favorise l'utilisation des moyens de transport les plus écologiques, tout en réduisant la mobilité forcée, pour toutes les catégories de la population
- Les ressources naturelles non renouvelables sont préservées au mieux
- Le parc immobilier existant est utilisé en priorité à la construction de nouveaux bâtiments

Annexe 3 – Les 17 indicateurs clés du système d'indicateurs MONET

Les dix-sept indicateurs-clés du système MONET

Satisfaction des besoins – quel est notre niveau de vie aujourd'hui?

Le sentiment de bien-être psychique s'améliore.	+
Les revenus stagnent.	=
La violence s'accroît.	-
Le chômage augmente	-

Solidarité – comment les ressources sont-elles réparties?

La pauvreté reste à peu près la même.	=
Les dépenses pour l'aide au développement stagnent.	=
Les salaires des femmes se rapprochent lentement de ceux des hommes.	+

Préservation du capital – que laissons-nous à nos enfants?

Les compétences en lecture des jeunes ne progressent guère.	=
La dette publique s'accroît.	-
La part des investissements dans le produit intérieur brut stagne.	=
Le nombre d'emplois dans les domaines scientifiques et technologiques augmente.	+
La diversité des biotopes n'évolue que peu.	=
Les surfaces bâties se multiplient.	-

Découplage – notre utilisation des ressources est-elle rationnelle?

Les transports de marchandises croissent plus fortement que l'économie.	-
Le rapport entre les personnes-kilomètres parcourus en voiture et ceux parcourus en transports publics ne varie guère.	=
La consommation d'énergies fossiles par habitant stagne.	=
La consommation de matières premières baisse par rapport au produit intérieur brut.	+

Légende:

+	Appréciation de l'évolution depuis 1990 positive (vers le développement durable)
-	négative (contraire au développement durable)
=	neutre

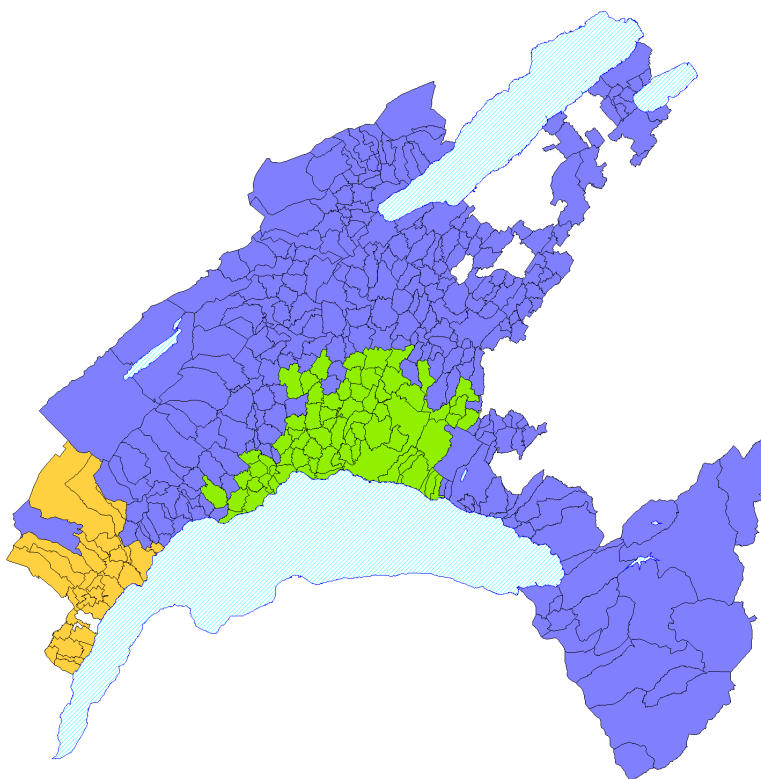
Département de l'économie

Service de l'économie, du logement et du
tourisme (SELT)
Rue Caroline 11
1014 Lausanne

LOI FEDERALE DU 6 OCTOBRE 2006 SUR LA POLITIQUE REGIONALE

**PROGRAMME CANTONAL 2008-2011
DE MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE POLITIQUE REGIONALE**

RESUME DU VOLET CANTONAL ADOPTE PAR LE CONSEIL D'ETAT LE 20 JUIN 2007



(En bleu : le territoire d'application de la NPR proposé pour le Canton de Vaud)

INTRODUCTION

La loi fédérale sur la politique régionale, adoptée par les Chambres fédérales le 6 octobre 2006, vise à améliorer la compétitivité de certaines régions et y générer de la valeur ajoutée. Elle prévoit un nouvel instrument, inexistant actuellement, appelé programme cantonal de mise en œuvre. Il s'agit d'un document qui détermine les priorités du canton ainsi que l'enveloppe financière que le canton entend consacrer pour améliorer la compétitivité de ses territoires ruraux et de montagne.

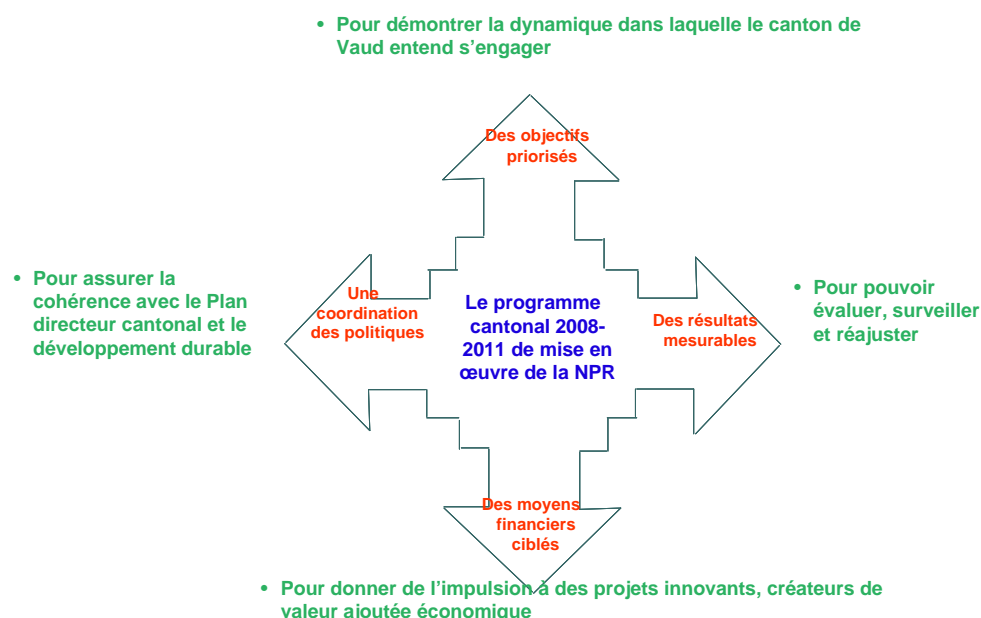
Le canton de Vaud, aux territoires variés du Jura aux Alpes, en passant par les agglomérations de l'arc lémanique et des espaces ruraux, a mis une attention particulière à la réalisation de son programme cantonal de mise en œuvre de la loi fédérale sur la politique régionale. L'application de cette loi revêt, en effet, pour les régions rurales et de montagne vaudoises, un intérêt majeur.

Dans la loi sur l'appui au développement économique, adoptée le 12 juin 2007 par le Grand Conseil, le canton de Vaud s'est dotée d'un instrument de pilotage de son action par le biais d'une politique d'appui au développement économique. Le programme cantonal de mise en œuvre de la NPR représente, pour le canton de Vaud, une partie de cette politique d'appui au développement économique.

L'élaboration du programme cantonal de mise en œuvre de la NPR a été réalisée en étroite partenariat avec les organismes régionaux, les organismes de promotion, les organismes à vocation économique et les services de l'Etat concernés.

La position du canton de Vaud, au cœur de la Suisse occidentale, et sa frontière commune avec la France impliquent également de nombreuses relations supra cantonales. C'est pourquoi le canton de Vaud a veillé à coordonner les objectifs cantonaux avec ceux de la Suisse occidentale et du Programme opérationnel Interreg.

Schéma illustrant l'objectif du programme cantonal :

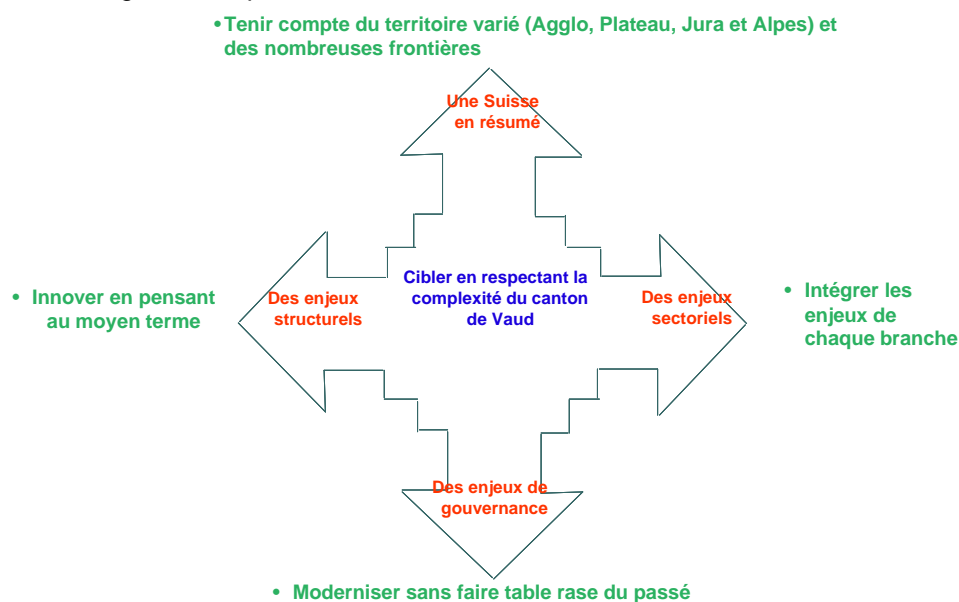


LES ENJEUX PAR TERRITOIRE ET PAR SECTEUR

L'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités des territoires

Les priorités du programme cantonal ont été identifiées à l'aide d'une analyse forces, faiblesses, menaces et opportunités des territoires, des branches et secteurs et de la gouvernance.

La complexité du canton de Vaud a également été prise en compte, comme le présente le schéma figurant ci-après :



Les enjeux pour les territoires

Pour les centres cantonaux	§	Positionnement et vitalité économique des centres cantonaux
Yverdon-les-Bains	§	Développement de programmes économiques émanant des projets d'agglomérations
Vevey Montreux	§	
Aigle Monthey	§	Amplification de la valorisation des sites d'accueil d'entreprises
Payerne Estavayer-le-lac	§	
Pour le territoire rural	§	Accueil d'entreprises dans des sites de qualité
	§	Valorisation économique des ressources naturelles
	§	Renforcement de la vitalité économique des centres régionaux
	§	Développement de marchés de niche
Pour les Alpes et le Jura	§	Renforcement de l'activité économique de base (industrie et tourisme) tout en encourageant la diversification
	§	Mise en place de conditions cadres favorables à l'économie, notamment l'attractivité pour les entreprises et les habitants
	§	Accueil d'entreprises dans des sites de qualité
	§	Valorisation économique des ressources naturelles

- § Renforcement de la vitalité économique des centres régionaux
- § Développement de marchés de niche

Les enjeux pour les branches et domaines prioritaires

- | | |
|---|--|
| Pour l'innovation et l'internationalisation des entreprises | <ul style="list-style-type: none"> § Appui à l'innovation pour les PME & start-up dans différents secteurs définis § Mise en réseau et les synergies interentreprises, ainsi qu'entre les milieux de la recherche et ceux de l'industrie, sur un plan régional, national et international § Développement de la communication et de la promotion à l'international à l'échelle supra cantonale § Appui au financement des start-up et des PME en développement § Apport d'une réponse aux besoins des entreprises en matière d'aiguillage, de conseil et d'appui logistique |
| Pour le tourisme | <ul style="list-style-type: none"> § Définir et promouvoir un positionnement reposant sur des pôles touristiques et des lignes de produit § Accroître la valeur ajoutée économique, sociale, culturelle, écologique et la productivité de l'économie touristique § Soutenir une offre d'hébergement adaptée à l'économie touristique § Disposer d'instruments de conduite et de mesure |

Les enjeux pour la gouvernance

- | | |
|-----------------------------------|--|
| Pour la gouvernance | <ul style="list-style-type: none"> § Donner un nouvel élan en faveur d'organismes régionaux professionnalisés et proactifs § Clarifier les missions des organismes régionaux et de promotion et assurer une bonne collaboration entre eux § Mettre en place des projets dans des périmètres économiques pertinents (travail à géométrie variable) § Assurer un partage du savoir et un partage des compétences |
| Pour les mesures d'accompagnement | <ul style="list-style-type: none"> § Renforcer la coordination stratégique et opérationnelle § Disposer d'outils "développement durable" d'aides à la programmation, à la décision et à l'évaluation adaptés aux thématiques et enjeux vaudois § Pouvoir piloter et évaluer la politique par la mise en place d'un système de veille économique efficace |

LE BUT GENERAL ET LES QUATRE DOMAINES PRIORITAIRES

Le but du programme cantonal :

Favoriser la création de valeur ajoutée selon les principes du développement durable (valeur ajoutée sociale, écologique et économique), dans le but de maintenir et développer des emplois créateurs de richesses.

avec :

- une valorisation des potentiels économiques différenciés des régions et des agglomérations du territoire vaudois ;
- un renforcement de la vitalité et de la compétitivité de la place économique du canton de Vaud, sur son territoire et à l'extérieur de ses frontières ;
- une modernisation de la gouvernance, des outils, des processus avec une intensification de la coordination à tous les niveaux.

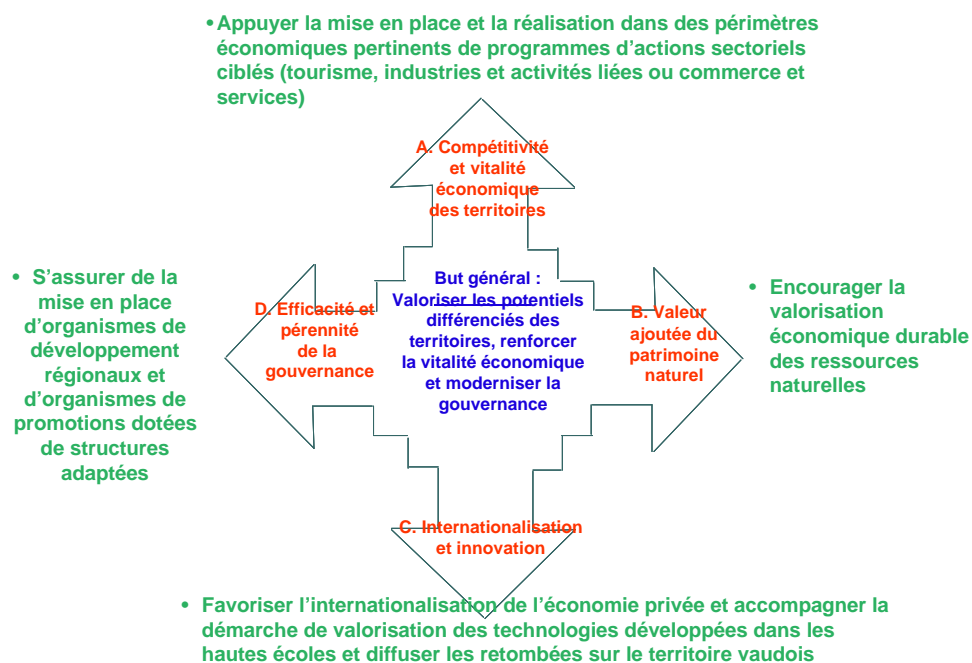
Les quatre domaines prioritaires du volet cantonal :

Quatre domaines prioritaires ont été identifiés par le Conseil d'Etat pour le programme cantonal de mise en œuvre de la NPR pour la période 2008-2011 :

- domaine prioritaire A : compétitivité et la vitalité économique des territoires ;
- domaine prioritaire B : valorisation économique durable des ressources naturelles et renouvelables ;
- domaine prioritaire C : internationalisation et innovation ;
- domaine prioritaire D : robustesse et transparence de la gouvernance.

Ils sont présentés ci-après.

Schéma illustrant le but et les quatre domaines prioritaires :



DOMAINE PRIORITAIRE A : COMPETITIVITE ET VITALITE ECONOMIQUE DES TERRITOIRES


Finalité :

Appuyer la mise en place et la réalisation, dans des périmètres économiques pertinents, de programmes d'actions sectoriels, ciblés sur un potentiel clairement identifié, visant à renforcer les chaînes de valeur ajoutée régionale.

Axes stratégiques d'intervention du domaine prioritaire A

A.1. Compétitivité et vitalité économique des territoires dans le domaine du tourisme

- ✓ Définir et promouvoir un positionnement reposant sur des pôles touristiques et des lignes de produits en adéquation avec la demande
- ✓ Accroître la valeur ajoutée économique, sociale, culturelle, écologique et la productivité de l'économie touristique
- ✓ Soutenir une offre d'hébergement adaptée à l'économie touristique
- ✓ Disposer d'instruments de conduite et de mesure permettant d'atteindre les objectifs de la politique touristique

 Localisation : Pôles touristiques d'importance cantonale (Alpes & Chablais vaudois, Vevey & Montreux) et pôles touristiques d'importance régionale (la Broye, la Campagne, la Côte, le Jura et Nord vaudois en tenant compte des échelles inter cantonales et transfrontalières)

A.2. Compétitivité et vitalité économique des territoires dans le domaine de l'industrie et des activités liées

- ✓ Disposer de sites d'accueil d'entreprises de qualité, judicieusement localisés et aménagés
- ✓ Accompagner le développement de sites thématiques (industriels ou d'activités)
- ✓ Accompagner de manière spécifique l'implantation ou le développement d'entreprises et coordonner les contraintes légales
- ✓ Assurer dans les territoires de montagne des conditions cadres indispensables au développement de l'industrie et des activités
- ✓ Offrir des allègements fiscaux au niveau cantonal et fédéral aux entreprises industrielles ou aux entreprises de services proches de la production qui s'implantent ou se développent dans les pôles de développement identifiés situés dans le territoire d'impact de la NPR

 Localisation : pôles de développement et zones d'activités identifiés dans le plan directeur cantonal.

A.3. Compétitivité et vitalité économique des territoires dans le domaine commercial et de services

- ✓ Définir et soutenir le positionnement des centres cantonaux et régionaux
- ✓ Encourager le démarrage de partenariat public-privé en faveur du dynamisme des centres
- ✓ Accompagner les entreprises commerciales et de services par le biais notamment d'actions de coaching

 Localisation : centres cantonaux et centres régionaux du Plan directeur cantonal

Indicateurs de résultats :

- § Part des régions disposant d'un programme d'actions sectoriel explicite.
- § Suivi annuel des programmes d'actions sectoriels (degré et qualité de réalisation)
- § Chaque programme comprend la justification du périmètre économique proposé. Des programmes sectoriels impliquant plusieurs organismes régionaux sont cofinancés par le biais de la NPR.
- § Une organisation adéquate est mise en place : chaque programme d'action comprend une organisation pour la conduite et le suivi du projet.

DOMAINE PRIORITAIRE B : VALORISATION ECONOMIQUE DES RESSOURCES NATURELLES ET RENOUVELABLES

Finalité :

Encourager la valorisation économique durable des ressources naturelles et renouvelables en favorisant, dans le cadre de démarches régionales, les conditions cadres, le développement de structures de valorisation ou de transformation, et l'augmentation de la promotion afin de renforcer la vente et l'exportation des "ressources naturelles transformées sur place".

Axes stratégiques d'intervention du domaine prioritaire B

B.1. Valorisation des produits du terroir : valorisation, dans le cadre de démarches régionales, les produits agricoles et viticoles vaudois transformés, en favorisant la démarcation régionale de produits de qualité attractifs pour les consommateurs, dans le but de créer la valeur ajoutée dans les territoires ruraux et de montagne :

- ✓ Encourager l'innovation et la diversification des produits et des marchés
- ✓ Accompagner la promotion collective de l'image des produits pour un bassin de clientèle régional et extérieur à la région

 Localisation : territoire rural et de montagne du canton de Vaud

B.2. Filière bois : création cadres pour augmenter régionalement la valeur ajoutée de la filière bois dans un souci d'efficacité économique et écologique

- ✓ Favoriser l'amélioration des conditions cadres pour la production de bois et les entreprises de transformation
- ✓ Accompagner les mutations structurelles des entreprises de la filière bois

 Localisation : territoire rural et de montagne du canton de Vaud

B.3. Diversification énergétique : exploitation des synergies avec la politique énergétique

- ✓ Encourager la recherche de nouveaux débouchés pour les entreprises dans les domaines des économies d'énergie ou de la diversification énergétique
- ✓ Valoriser les connaissances de la recherche par le transfert de technologies ;
- ✓ Appuyer la mise en place de stratégies régionales visant à renforcer les chaînes de valeur ajoutée de la diversification énergétique (exploitation des matières premières, entreprises de transformation, etc.).

 Localisation : territoire rural et de montagne du canton de Vaud

B.4. Patrimoines naturels : valorisation économique durable des patrimoines naturels dans le cadre de démarches régionales

- ✓ Encourager l'innovation dans l'artisanat et les métiers liés à la valorisation des patrimoines naturels
- ✓ Accompagner les parcs naturels dans un souci de coordination avec les projets des organismes régionaux
- ✓ Participer de manière subsidiaire à des réhabilitations ou à des restaurations des patrimoines naturels

 Localisation : territoire rural et de montagne du canton de Vaud

Indicateurs de résultats :

- § part des régions ayant engagé une démarche régionale de la valorisation économique des ressources naturelles
- § chaque projet présenté au canton démontre qu'il ne s'agit pas d'une initiative individuelle isolée mais qu'il s'inscrit dans une démarche régionale
- § chaque projet comprend la démonstration de son inscription dans une chaîne de valeur ajoutée économique régionale

DOMAINE PRIORITAIRE C : INTERNATIONALISATION ET INNOVATION

Finalité :

Favoriser l'internationalisation de l'économie vaudoise et accompagner la démarche de valorisation des technologies développées dans les Hautes Ecoles situées sur le territoire vaudois.

Axes stratégiques d'intervention du domaine prioritaire C

C.1. Encourager l'accès aux marchés internationaux pour les entreprises : favoriser le déploiement international des entreprises technologiques dans des branches et domaines activités économiques prioritaires

- ✓ Permettre aux PME et PMI innovantes d'acquérir un savoir-faire notamment en matière commerciale ou en gestion
- ✓ Favoriser l'internationalisation des PME-PMI innovantes

 Localisation : territoire d'impact de la NPR

C.2. Valoriser les technologies issues des Hautes Ecoles (innovation) : positionner l'économie des régions de montagne et rurales du canton de Vaud sur le plan international dans son contexte suisse et suisse occidentale, en valorisant les liens avec les hautes écoles et en favorisant, grâce au transfert de technologies, l'innovation technologique à vocation économique

- ✓ Appuyer la création ou le développement d'incubateurs d'entreprises directement liés aux Hautes Ecoles vaudoises
- ✓ Encourager, par le biais d'organismes ou de réseaux, la collaboration entre les milieux scientifiques, académiques et économiques

 Localisation : territoire d'impact de la NPR

Indicateurs de résultats :

- § Suivi du nombre de prestations spécifiques développées pour les territoires ruraux et de montagne visant l'internationalisation de l'économie
- § Suivi du nombre de projets de collaboration développés pour les territoires ruraux et de montagne entre l'économie vaudoise et des organismes (notamment les centres de formation
- § Licences d'utilisation de brevets cédées à l'économie vaudoise par les hautes écoles et les centres de recherche vaudois

DOMAINE PRIORITAIRE D : ROBUSTESSE ET PERENNITE DE LA GOUVERNANCE

Finalité :

S'assurer de la mise en place, sur tout le territoire vaudois, à une échelle cantonale ou supra cantonale, d'organismes de développement régionaux et d'organismes de promotion dotés de structures adaptées au travail en réseau et à la coordination sectorielle

Axes stratégiques d'intervention du domaine prioritaire D

D.1. Modernisation des organismes régionaux et cantonaux

- ✓ Accompagner les modernisations en cours au sein des organismes régionaux ou cantonaux du canton
- ✓ Soutenir la réalisation de réflexions stratégiques économiques régionales ou sectorielles
- ✓ Partager, échanger des expériences, se former au sein des partenaires du développement et de la promotion économique et touristique

 Localisation : territoire d'impact de la NPR

D.2. Réorganisation du guichet entreprises afin de disposer d'un guichet entreprises fortement coordonné, tant au niveau de sa ligne stratégique que de sa politique de communication, apte à répondre à la demande des entreprises et aux défis d'innovation

- ✓ Accompagner la modernisation
- ✓ Définir une image commune de communication
- ✓ Partager, échanger des expériences, se former

 Localisation : territoire d'impact de la NPR

D.3. Développement d'outils d'évaluation et de suivi afin de définir de manière plus précise des outils de travail adaptés à la prise en compte du développement durable

- ✓ Identifier et utiliser des outils d'aide à la décision, de conduite pour le suivi des processus et des mesures et d'évaluation
- ✓ Disposer d'outils pour piloter et évaluer le développement économique des régions

 Localisation : territoire d'impact de la NPR

Indicateurs de résultats :

- § Part des organismes régionaux de développement économique et d'organismes de promotion ayant lancé une réflexion sur la modernisation des structures (périmètre, missions, organisation) et la clarification des missions et compétences
- § Part des d'organismes régionaux de développement économique ayant finalisé leur réorganisation
- § Mise en place de plates-formes de coordination et d'échanges d'information entre les partenaires du développement économique et de la promotion économique et touristique
- § Participation à des programmes de formation et d'une politique de partage d'expériences et de valorisation des "Best Practices"
- § Identification et utilisation d'outils "développement durable " d'aide à la décision pour l'appréciation des programmes et des projets

LE RÔLE DES ORGANISMES RÉGIONAUX

De par la taille géographique du canton et sa diversité, l'utilisation des outils et la mobilisation des ressources financières mises à disposition par le canton et la Confédération pour la compétitivité des territoires ne peuvent se concrétiser que si un périmètre régional a été formé, que des objectifs stratégiques agréés par des partenaires publics et privés ont été fixés et que des responsabilités ont été déléguées à l'échelle régionale. Pour répondre à la complexité croissante des défis économiques auxquels les territoires doivent faire face, le canton de Vaud entend accompagner et inciter la mise en place d'une organisation efficiente.

Les missions confiées aux organismes régionaux :

- § Un rôle stratégique en collaborant à l'élaboration du programme cantonal de mise en œuvre de la NPR et en définissant leur propre stratégie
- § Un rôle opérationnel de la mise en œuvre de leurs stratégies ainsi que de la coordination et du suivi des projets de leur territoire
- § Un rôle clef dans la sélection, l'analyse et le suivi des projets cofinancés
- § Un rôle dans le guichet entreprises (étroit partenariat entre le Service de l'économie, du logement et du tourisme, les organismes régionaux, les prestataires de services aux entreprises et les organismes de promotion) en tant que structure de proximité qui propose des services d'information, d'aiguillage, de conseil et de soutien dans le domaine du développement économique et de la création d'entreprises

Les évolutions à venir

Pour 2008, afin de tenir compte de la situation actuelle et pour ne pas casser la dynamique régionale, le canton de Vaud entend maintenir à son niveau actuel les volumes financiers des subventions de la Confédération aux organismes régionaux du Nord vaudois, de la Vallée de Joux, du Pays-d'Enhaut et du Chablais. Le canton de Vaud précise que ces organismes, en charge du suivi de projets et du guichet entreprises, répondent à la définition des organismes régionaux définis dans la loi fédérale sur la politique régionale. Un montant est également réservé pour les organismes régionaux ruraux répondant à cette même définition et non éligible à la LIM jusqu'à présent. De son côté, le canton de Vaud maintiendra son engagement financier aux régions à son niveau financier actuel.

Pour 2009 ou 2010, le canton de Vaud aura redéfini le principe des cofinancements fédéraux aux organismes régionaux. Il s'agira, conformément aux orientations annoncées dans la mesure sur la réorganisation des structures régionales, de mieux prendre en compte l'ampleur des tâches menées dans le domaine économique. Ainsi, les missions confiées aux régions (rôle stratégique, rôle opérationnel, sélection - analyse et suivi des projets, et guichet entreprises) seront précisées et quantifiées.

Les relations canton - régions se régleront ensuite par la signature d'une convention qui fixera notamment les tâches des régions ainsi que les principes du suivi et de l'évaluation de leurs réalisations.

LE PLAN FINANCIER 2008-2011 DU VOLET CANTONAL

Les principes pris en compte pour cibler les montants financiers

Pour fixer le montant de l'aide financière demandée à la Confédération pour la période 2008-2011, le canton de Vaud s'est basé sur les principes suivants :

- avoir, en cadre de référence, les investissements réalisés ces dernières années et le projet de budget 2008 du Département de l'économie ;
- prendre en considération le fait que la NPR offre des aides au démarrage de projets qui devront trouver une assise financière indépendante de l'aide fédérale après une phase de soutien spécifique ;
- travailler en partenariat avec les organismes régionaux et cantonaux et les projets en préparation ;
- être réaliste afin d'avoir la capacité à réellement utiliser les montants financiers qui seront mis à disposition par la Confédération.

Les montants financiers demandés par le Conseil d'Etat à la Confédération

Pour l'encouragement d'initiatives, programmes et projets favorisant l'esprit d'entreprise, la capacité d'innovation dans une région, l'exploitation des potentiels régionaux et la coopération entre institutions (**article 4 LFPR**), le Conseil d'Etat du canton de Vaud demande à la Confédération une enveloppe financière de **huit millions de francs** pour la période 2008-2011.

Pour le soutien aux organismes régionaux (**article 5 LFPR**), le Conseil d'Etat du canton de Vaud demande à la Confédération une enveloppe financière de près de **deux millions de francs** pour la période 2008-2011.

Pour les prêts aux infrastructures faisant partie d'un système de valeur ajoutée (**article 7 LFPR**), le Conseil d'Etat du canton de Vaud demande à la Confédération une enveloppe financière de **quarante huit millions de francs** pour la période 2008-2011.

Le Conseil d'Etat, en parallèle, s'engage, dans sa planification budgétaire cantonale, à inscrire, pour ces mesures, pour 2008-2011, 10 millions de francs d'aides à fonds perdus, 48 millions de francs de prêts et 24 millions de cautionnements de prêts fédéraux.

PROCÉDURES DE SÉLECTION DES PROJETS

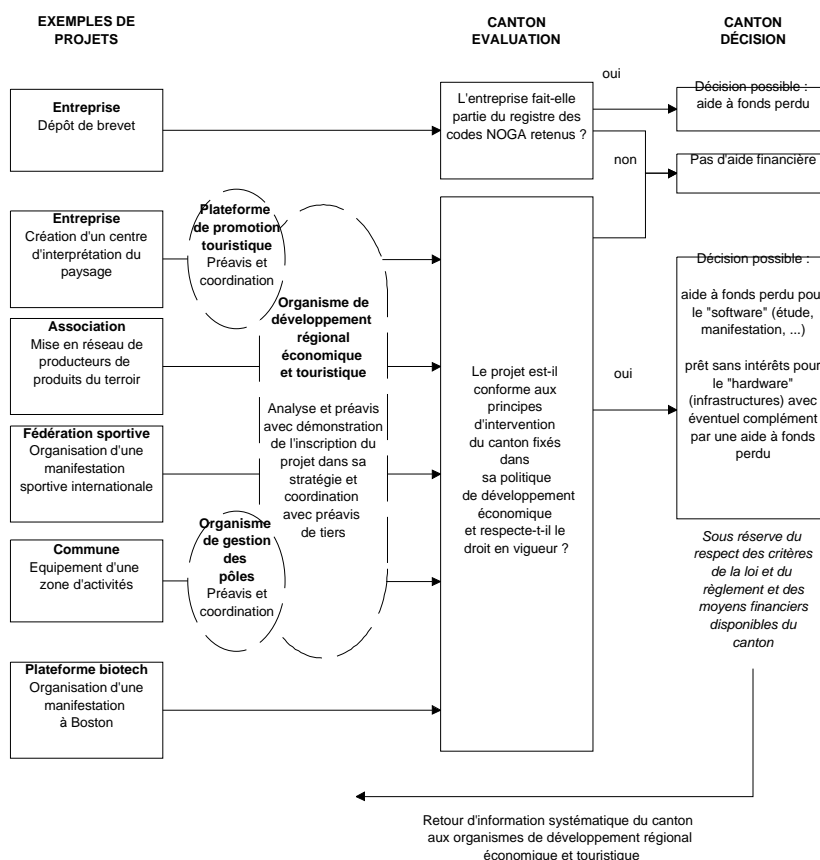
Préambule : la coordination des projets à l'échelle de Suisse occidentale

La coordination inter cantonale à l'échelle de la Suisse occidentale sera poursuivie, par le biais de la CDEP-SO, pour les projets portés à l'échelle inter cantonale.

Première étape : la porte d'entrée au canton

- § Pour le domaine de la compétitivité des territoires et de la valorisation économique des ressources naturelles : toute demande d'aide financière sera adressée au canton, via les organismes régionaux. Ces derniers feront office de porte d'entrée, avec pour tâche de prioriser, sélectionner et analyser les projets au préalable, ceci obligatoirement en coordination, le cas échéant, avec les organismes de gestion des pôles ou les plateformes de promotion touristique. Pour les projets touristiques à rayonnement national ou international, une recommandation (analyse de l'adéquation entre le projet et la demande touristique) de l'Office du tourisme vaudois sera requise.
- § Pour le domaine de l'internationalisation des entreprises : les projets seront transmis au guichet entreprises. En effet, les soutiens les concernant ne s'inscrivent pas dans les stratégies régionales de développement économique.

A titre illustratif, figure le schéma d'intervention du canton pour sa loi sur l'appui au développement économique.



Deuxième étape : la priorisation financière

Afin de fixer des priorités, deux groupes de travaux seront mis en place.

Une plate-forme régions et services de l'Etat

Pour s'assurer de la coordination entre les régions du canton, le SELT poursuivra les rencontres régulières qu'il organise avec les organismes régionaux. Il s'agira, lors de ces séances, outre un échange d'expérience, de prioriser les projets à l'échelle du canton, notamment en matière d'infrastructures. Cette plate-forme de collaboration entre le canton et les organismes régionaux pourra être ouverte à d'autres services de l'Etat.

Un groupe de priorisation cantonal

Le Service de l'économie, du logement et du tourisme, en collaboration avec le Service du développement territorial (SDT), mettra en place un groupe de priorisation des projets. Ce dernier comprendra 4 collaborateurs du SELT (tourisme, politique régionale, pôles de développement et promotion économique) et un collaborateur du SDT. Ce groupe, qui se réunira à intervalles réguliers, suivra l'affectation des montants financiers. Il travaillera en étroite collaboration avec les organismes régionaux et les organismes de promotion afin de réaliser une planification (roulante) des projets.

Troisième étape : l'autorité compétente

La loi sur l'appui au développement économique fixe les autorités décisionnelles pour l'octroi de subventions cantonales et précise que ces dernières seront les mêmes pour l'application de la loi fédérale sur la politique régionale.

Avant toute décision, la coordination existante avec les services cantonaux concernés sera, bien évidemment, poursuivie.

Les subventions octroyées par le canton, au titre de la loi fédérale sur la politique régionale, seront accordées par projet par le Service de l'économie, du logement et du tourisme jusqu'à 100'000 francs, par le Département de l'économie jusqu'à un million de francs, et par le Conseil d'Etat au-delà d'un million de francs.

Procédures de suivi et contrôle des projets et du programme

La loi cantonale du 22 février 2005 sur les subventions (LSubv) oblige à la mise en place de mesures de contrôle et de suivi des projets, ainsi qu'à des évaluations régulières. La loi sur l'appui au développement économique précise également que le canton fera procéder au moins une fois par législature, par un organisme indépendant, à l'évaluation des effets et de l'efficacité des mesures prises.

Le canton de Vaud entend soumettre les subventions accordées au titre de l'application de la loi sur la politique régionale fédérale aux mêmes procédures de suivi et de contrôle.

DEMONSTRATION DES COMPATIBILITES

Développement durable

L'évaluation de la durabilité du programme cantonal, présentée ci-après, a été réalisée grâce à un outil de l'Office fédéral du développement territorial qui utilise les 15 critères de la Stratégie pour le développement durable du Conseil fédéral.

Les résultats de cette évaluation de la durabilité du programme cantonal démontrent l'importance de disposer d'outils d'évaluation et de suivi des projets.

Pour ce faire, il est prévu que le développement et l'application de tels outils se fassent sur la base d'une collaboration entre le Service de l'économie, du logement et du tourisme et l'Unité de développement durable. Pour une optimisation des projets du point de vue du développement durable, il faudra prévoir son intégration le plus en amont possible. Les partenaires soumettant des projets devront être associés à leur définition et disposer d'outils d'évaluation développement durable. La Boussole vaudoise du développement durable pourra, par exemple, être mise à disposition des partenaires cantonaux.

Plan directeur cantonal

Le Département de l'économie a eu le souci d'une forte coordination entre ce programme et le Plan directeur cantonal adopté par le Grand Conseil le 5 juin 2007. Néanmoins, afin de s'assurer de la parfaite cohérence entre les deux instruments, le Service cantonal en charge de l'aménagement du territoire a procédé à cette vérification spécifique. Il a relevé la cohérence entre le programme cantonal de mise en œuvre de la NPR et le Plan directeur cantonal, en précisant que cette coordination devrait renforcer l'efficacité des politiques publiques liées au développement territorial.

Autres planifications stratégiques de l'Etat

Le canton de Vaud certifie que le présent programme est cohérent avec la stratégie en faveur des remontées mécaniques adoptée en 2003 par le Conseil d'Etat.

Adopté par le Conseil d'Etat le 20 juin 2007

Indicateurs liés à l'agriculture et à la sylviculture repris dans l'annuaire statistique du canton de Fribourg – 2006/2007

Exploitations agricoles, surface agricole utile, cheptel

Exploitations agricoles selon l'orientation techno-économique

Exploitations à grande culture, horticole, à culture permanente, herbivore, production hors sol, de polyculture, de poly-élevage, mixtes cultures - élevage

Paielements directs

PD généraux : exploitations bénéficiaires, total des contributions

PD écologiques : exploitations bénéficiaires, total des contributions

Comptes régionaux de l'agriculture

Valeur ajoutée brute, consommation de capital fixe, intérêt de la dette et fermage à payer, excédent net d'exploitation (revenu mixte net), revenu d'entreprise brut, revenu d'entreprise net

Emplois dans l'agriculture, selon le taux d'occupation et le sexe

Exploitations agricoles, par district et surface agricole utile

Surface agricole utile, par district

Exploitations agricoles, surface agricole utile et cheptel, par commune

Arbres fruitiers dans l'agriculture, par district et espèce

Cultures fruitières intensives, par espèce

Utilisation du sol des exploitations agricoles

Production animale

Nombre d'exploitations détentrices de...

Abattages d'animaux soumis au contrôle des viandes, par espèce

Production de lait

Surface et rendement des vignes



PROJET DE BUDGET 2007



TABLE DES MATIERES

MESSAGE	1*
PROJET DE DECISION.....	30*
COMPTE ADMINISTRATIF	1
RESULTATS	2
APERCU GENERAL.....	3
POUVOIR LEGISLATIF	4
Grand Conseil.....	5
POUVOIR EXECUTIF	8
Conseil d'Etat	9
Préfectures	10
POUVOIR JUDICIAIRE	11
Tribunaux cantonaux	12
Ministère public.....	13
SERVICES DE LA PRESIDENCE	14
Chancellerie d'Etat.....	15
Information.....	18
Inspection des finances	21
FINANCES, INSTITUTIONS ET SECURITE	22
Administration cantonale des finances	23
Service des contributions	27
Service du personnel et de l'organisation.....	29
Service juridique des finances et du personnel	32
Service cantonal de l'informatique.....	33
Service des affaires intérieures	37
Service administratif et juridique des institutions	40
Police cantonale	44
Service de l'état civil et des étrangers	45
Etablissements pénitentiaires	48
Service de la circulation routière et de la navigation	51
Service de la sécurité civile et militaire	54
Service de la chasse, de la pêche et de la faune	58

SANTE, AFFAIRES SOCIALES ET ENERGIE	61
Service de la santé publique	62
Service de l'action sociale	68
Centre Médico-éducatif de la Castalie.....	71
Service social de protection des travailleurs et des relations du travail	74
Service de l'énergie et des forces hydrauliques	77
Subventionnement des assurances sociales	81
EDUCATION, CULTURE ET SPORT	82
Service administratif et juridique.....	83
Service cantonal de la jeunesse	87
Service de la formation tertiaire.....	90
Service de l'enseignement.....	95
Service de la formation professionnelle.....	98
Service de la culture	101
ECONOMIE ET TERRITOIRE	105
Service administratif et juridique.....	106
Service de l'économie et du tourisme.....	109
Service de l'industrie, du commerce et du travail	114
Service de l'agriculture	119
Service de l'aménagement du territoire	123
Service des registres fonciers et de la géomatique	126
TRANSPORTS, EQUIPEMENT ET ENVIRONNEMENT	127
Service administratif et juridique.....	128
Service des transports	131
Service des routes et des cours d'eau.....	136
Service des bâtiments, monuments et d'archéologie	144
Service des forêts et du paysage	149
Service de protection de l'environnement.....	154
Laboratoire cantonal et affaires vétérinaires	158
CHARGES ET REVENUS COMPTABLES	162
RECAPITULATION GENERALE	163
Charges de fonctionnement	163
Revenus de fonctionnement.....	165
Dépenses d'investissement.....	167
Recettes d'investissement.....	168



MESSAGE

Message **concernant le projet de budget de l'Etat du Valais pour l'année 2007** ---

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

au

Grand Conseil

Monsieur le Président,
 Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers, le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de budget pour l'année 2007.

1. APERCU GENERAL

Compte de fonctionnement

Revenus
 Charges
 Marge d'autofinancement
 Amortissements du patrimoine administratif
 Excédent de revenus
 Amortissements supplémentaires
 Excédent de revenus, après amortissements suppl.

Compte des investissements

Dépenses d'investissements
 Recettes d'investissements
 Investissements nets

Financement

Marge d'autofinancement
 Investissements nets
 Excédent de financement

Degré d'autofinancement

Budget 2006		Budget 2007	
Fr.	2'252'602'000	Fr.	2'392'072'200
Fr.	2'087'127'800	Fr.	2'194'674'200
Fr.	165'474'200	Fr.	197'398'000
Fr.	154'218'000	Fr.	149'801'100
Fr.	11'256'200	Fr.	47'596'900
		Fr.	23'083'700
		Fr.	24'513'200
Fr.	500'862'900	Fr.	543'563'500
Fr.	348'852'200	Fr.	356'740'000
Fr.	152'010'700	Fr.	186'823'500
Fr.	165'474'200	Fr.	197'398'000
Fr.	152'010'700	Fr.	186'823'500
Fr.	13'463'500	Fr.	10'574'500
108.9%		105.7%	

2. LE BUDGET 2007 DANS LES GRANDES LIGNES

2.1 Un projet de budget dans les chiffres noirs

Le budget 2007 s'inscrit dans un contexte économique favorable permettant d'envisager des croissances positives pour l'année à venir, notamment dans le domaine des recettes.

Aussi le budget qui vous est présenté boucle-t-il avec des résultats positifs, aussi bien dans le compte de fonctionnement qu'en ce qui concerne le financement.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 2'392,1 millions de francs et un total de charges, sans les amortissements, de 2'194,7 millions de francs. Il dégager ainsi une marge d'autofinancement de 197,4 millions de francs.

Après enregistrement des amortissements ordinaires, calculés aux taux habituels et constants pratiqués à l'Etat du Valais (voir pt 4.4) pour un montant de 149,8 millions de francs, le compte de fonctionnement clôture avec un excédent de revenus 47,6 millions de francs. Ce bon résultat a permis de prévoir des amortissements supplémentaires, conformément aux exigences posées dans un tel cas par les dispositions de l'art. 14 al. 4 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton qui spécifient que :

"Des amortissements supplémentaires doivent être opérés dans la mesure où la situation financière et conjoncturelle le permet. La trésorerie qu'ils dégagent est utilisée si possible au remboursement de la dette".

Après ces amortissements supplémentaires, le compte de fonctionnement clôture avec un excédent de revenus de 24,5 millions de francs.

Le compte des investissements, qui regroupe les investissements de l'Etat, les participations aux investissements de tiers, ainsi que les prêts et participations, présente des dépenses brutes de 543,6 millions de francs, couvertes à hauteur de 356,7 millions par des recettes. Les investissements nets se montent à 186,8 millions de francs.

Les dépenses nettes d'investissement sont ainsi intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un **excédent de financement** de 10,6 millions de francs.

Ces résultats s'inscrivent dans la ligne des résultats favorables de ces dernières années et répondent ainsi pleinement aux exigences constitutionnelles et légales relatives au double frein aux dépenses et à l'endettement.

2.2 Les éléments marquants du budget 2007

Les principaux éléments marquants du budget peuvent être résumés comme il suit :

- **la comptabilisation, sous une forme nouvelle, mais sans incidence financière supplémentaire, des charges liées au renforcement du degré de couverture** de la caisse de prévoyance des employés de l'Etat du Valais (CPPEV) et de la caisse de retraite du personnel enseignant (CRPE) ;
- **la prise en charge d'une partie du montant de libre passage lié au transfert du personnel des institutions psychiatriques du Valais romand (IPVR) et du Centre de pneumologie de Montana (CVP) à la caisse de prévoyance du Réseau Santé Valais (RSV) ;**
- **l'intégration dans le budget des opérations liées à la reprise par le canton des infrastructures hospitalières ;**
- **des recettes fiscales accrues.**

Ces différents éléments, ainsi que les principales variations dans les autres rubriques du budget, sont commentés de manière détaillée dans les chapitres qui suivent.

3. EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES PAR NATURE

Compte de fonctionnement

En millions de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Charges				
Charges de personnel	505.7	520.2	559.3	39.1
Biens, services et marchandises	177.4	190.3	197.6	7.3
Intérêts passifs	53.3	44.9	35.7	-9.2
Amortissements du patrimoine financier	15.8	15.2	14.7	-0.5
Parts et contributions sans affectation	39.7	37.1	39.3	2.2
Dédommagements à des collectivités publiques	72.1	76.2	77.7	1.4
Subventions accordées	896.2	926.7	980.1	53.4
Subventions redistribuées	125.6	127.3	129.6	2.3
Attributions aux financements spéciaux	75.1	54.6	48.1	-6.5
Imputations internes	121.9	94.7	112.6	17.9
Total	2'082.9	2'087.1	2'194.7	107.5
Revenus				
Impôts	943.9	901.1	956.6	55.5
Patentes, concessions	171.5	149.4	152.3	2.9
Revenus des biens	47.6	38.9	29.1	-9.8
Contributions	143.2	131.8	166.5	34.7
Parts recettes et contributions sans affectation	361.5	377.2	398.7	21.5
Dédommagements de collectivités publiques	76.0	75.5	77.3	1.8
Subventions acquises	341.8	350.3	363.3	13.1
Subventions à redistribuer	125.6	127.3	129.6	2.3
Prélèvements s/financements spéciaux	32.3	6.4	5.9	-0.5
Imputations internes	121.9	94.7	112.6	17.9
Total	2'365.3	2'252.6	2'392.1	139.5
Marge d'autofinancement	282.5	165.5	197.4	31.9
Amortissements du patrimoine administratif	228.0	154.2	172.9	18.7
Excédent de revenus	54.5	11.3	24.5	13.3

Compte des investissements

Dépenses				
Investissements propres	215.9	286.0	347.4	61.4
Participations aux investissements de tiers	111.4	156.4	136.5	-19.9
Prêts et participations permanentes	54.1	58.5	59.7	1.2
Total	381.4	500.9	543.6	42.7
Recettes				
Investissements propres	148.5	214.4	244.7	30.3
Participations aux investissements de tiers	43.7	70.4	60.1	-10.3
Prêts et participations permanentes	67.0	64.1	51.9	-12.1
Total	259.2	348.9	356.7	7.9
Investissements nets	122.1	152.0	186.8	34.8

Financement

Marge d'autofinancement	282.5	165.5	197.4	31.9
Investissements nets	122.1	152.0	186.8	34.8
Excédent de financement	160.3	13.5	10.6	-2.9
Degré d'autofinancement	231.3%	108.9%	105.7%	

3.1 Le compte de fonctionnement : un bénéfice de 47,6 millions de francs permettant de procéder à des amortissements supplémentaires de 23,1 millions de francs

Avec un total de revenus de 2'392,1 millions de francs et un total de charges de 2'194,7 millions de francs, sans les amortissements, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement de 197,4 millions de francs. Après enregistrement des amortissements ordinaires pour un montant de 149,8 millions de francs et des amortissements supplémentaires de 23,1 millions de francs, le compte de fonctionnement clôture avec un excédent de revenus de 24,5 millions de francs.

Les principales variations se trouvent :

- **dans les charges salariales** qui enregistrent, hormis les évolutions habituelles, commentées au chapitre des charges du personnel, deux dépenses extraordinaires :
 - une contribution de 7,9 millions de francs liée au renforcement du degré de couverture de la caisse de prévoyance de l'Etat, ceci pour la part concernant les employés du canton,
 - le versement d'un montant unique de 9 millions de francs pour le libre passage du personnel soignant de l'Etat à la caisse de prévoyance du RSV, ceci conformément aux dispositions nouvelles prévues à ce sujet dans le cadre de la révision de la loi sur la santé publique;

Rappelons que le montant prévisible, destiné au renforcement du degré de couverture des caisses de prévoyance était enregistré jusqu'ici (budget 2005 et 2006), provisoirement, pour un montant net de 20 millions de francs, dans la rubrique "Attribution aux financements spéciaux" (voir tableau 4.9 du présent message), ceci aussi bien pour la part concernant les employés du canton que pour celle concernant le personnel de la scolarité obligatoire.

La question de la recapitalisation des caisses de prévoyance ayant fait l'objet de précisions au cours de ces derniers mois, aussi bien dans le message du Conseil d'Etat à ce sujet, que lors des débats de la 1^{ère} commission parlementaire sur cet objet, il est apparu nécessaire d'arrêter la nature définitive des écritures à passer en la matière. Celles-ci reposent sur deux principes de base, à savoir d'une part que ces charges doivent être considérées comme des charges sociales et donc figurer nouvellement dans les charges de personnel et, d'autre part, qu'il convient de les enregistrer dans les domaines d'activités (services ou sections) adéquats, afin de pouvoir déterminer les coûts de ces entités et de pouvoir, le cas échéant, répercuter les frais y relatifs auprès des tiers.

Cette nouvelle méthode de comptabilisation entraîne un gonflement de certaines rubriques du budget, mais n'a aucune incidence financière nouvelle ou supplémentaire par rapport à ce qui était enregistré, au net, au cours de ces dernières années.

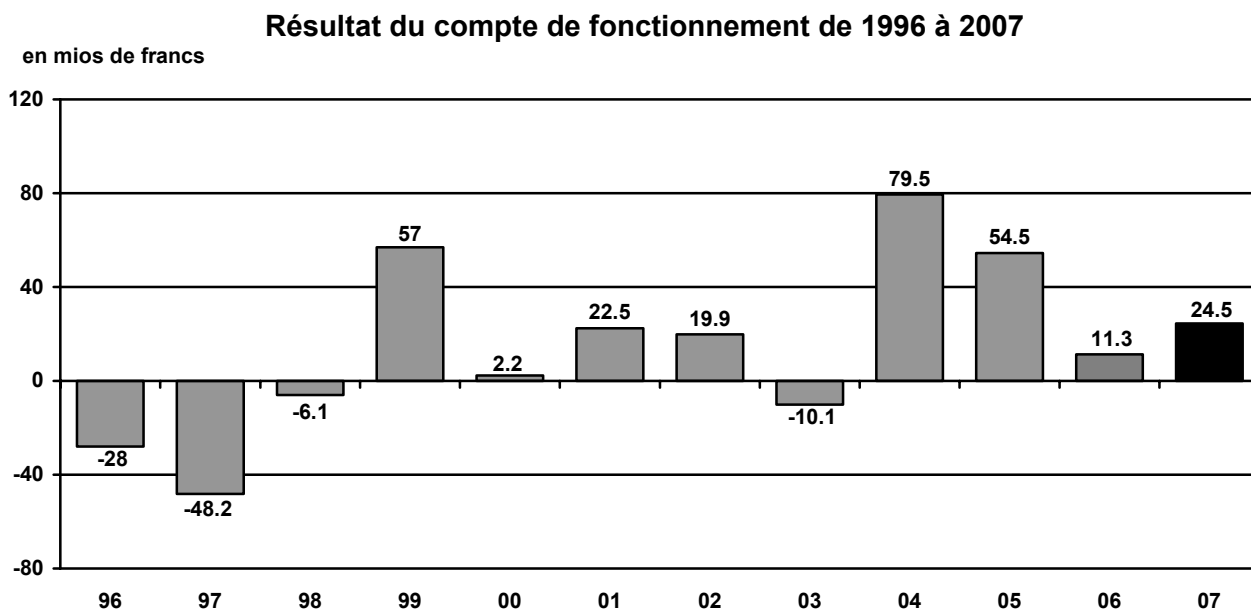
Les écritures détaillées passées au projet de budget 2007 sont présentées et expliquées ci-après, en page 11 du présent message ;

- **dans les subventions**, qui accusent des augmentations sensibles dans les domaines de la santé : subventions d'exploitation aux hôpitaux, subventions aux assurés des caisses maladie, subventions aux établissements médico-sociaux (+ 21,2 mios), aux assurances sociales (+ 6,4 mios) et à l'enseignement (+ 21,6 mios, dont 14,4 mios, liés au problème déjà cité de la recapitalisation des caisses de prévoyance, en l'espèce celle du personnel enseignant de la scolarité obligatoire) ;
- **dans les impôts**, surtout dans les impôts des personnes physiques (+ 34,8 mios), des personnes morales (+ 7 mios), et d'autres impôts, en lien avec une conjoncture actuellement favorable ;
- **dans les contributions** (+ 34,7 mios), qui constituent en l'espèce pour l'essentiel, soit pour 30 millions de francs, une contre-écriture aux charges sociales liées à la recapitalisation des caisses de prévoyance ;

- **dans les parts aux recettes fédérales** (+ 21,5 mios), en particulier de la part du canton à l'impôt fédéral direct.
- **dans les amortissements**, qui outre les montants ordinaires, enregistrent des amortissements supplémentaires de 23,1 millions de francs en lien avec le projet de reprise par l'Etat du Valais des infrastructures hospitalières. Les propositions faites à cet égard figurent dans le projet de révision de la loi sur la santé actuellement en discussion au Parlement. Il y est prévu que l'Etat du Valais intègre, directement dans son bilan, sous ses investissements propres, un montant de 153,9 millions de francs correspondant au solde ouvert dans ses comptes au titre de prêts accordés aux hôpitaux pour les investissements anciens autorisés. Selon les règles d'amortissement en vigueur, ce nouvel actif devra être amorti à raison de 5% par an sur la somme annuelle résiduelle, alors que jusqu'ici les montants portés annuellement au bilan étaient amorti à 20% (investissements de tiers). La proposition faite consiste à compléter l'amortissement de base de 5% par un amortissement supplémentaire de 15% pour rapprocher ce taux à la situation antérieure.

S'il est fait abstraction des opérations nouvelles liées à la recapitalisation des caisses de prévoyance, de la contribution unique de 9 millions de francs pour le libre passage, des imputations internes et des subventions redistribuées, qui ne représentent que des opérations comptables ou se retrouvent pour un même montant aussi bien aux charges qu'aux revenus, la croissance des charges du compte de fonctionnement correspond à 3%.

Les recettes augmentent quant à elles, selon ces mêmes paramètres de 4,4%.



1996-2005 = compte / 2006-2007 = budget

3.2 Le budget des investissements : un volume d'investissements supérieur à la moyenne

Le compte des investissements, qui regroupe les investissements de l'Etat, les participations aux investissements de tiers, ainsi que les prêts et participations, présente des dépenses brutes de 543,6 millions de francs, couvertes à hauteur de 356,7 millions par des recettes.

Examiné sous l'angle de ses trois composantes, le budget des investissements évolue comme il suit :

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007			Ecart par rapport au budget 2006
			Brut	Part de tiers	Part du canton	
Investissements de l'Etat	67'368	71'580	347'408	244'667	102'741	31'162
Participations aux invest. de tiers	67'730	85'952	136'453	60'131	76'321	-9'630
Prêts et participations	-12'961	-5'521	59'703	51'942	7'761	13'282
	122'138	152'011	543'56	356'740	186'824	34'813

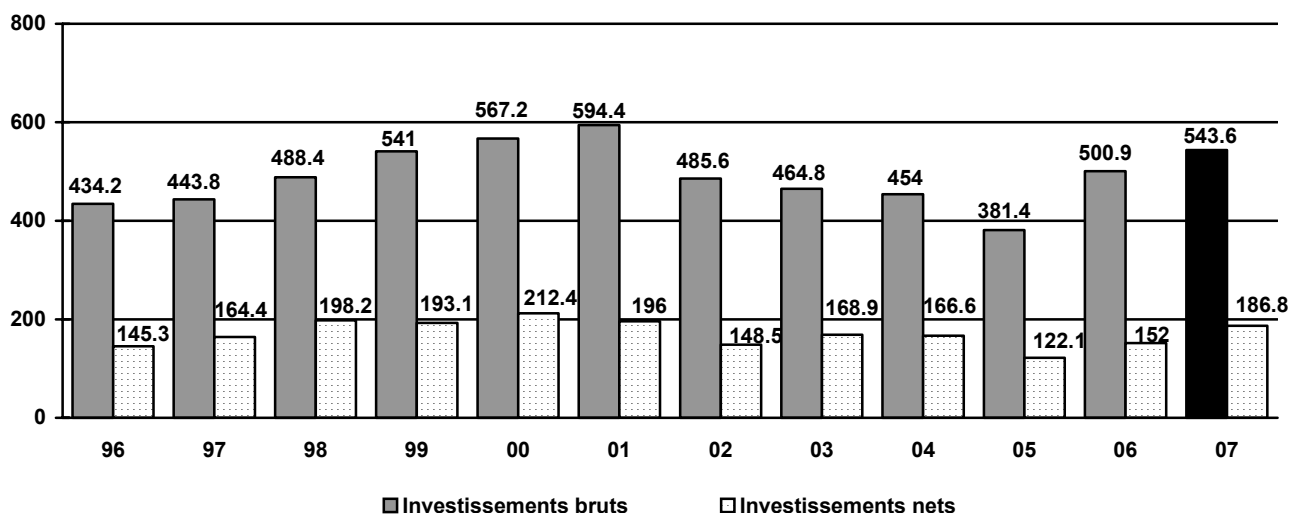
Le volume des investissements nets atteint 186,8 millions de francs, en augmentation de 34,8 millions de francs ou de 22,9% par rapport au budget 2006. La majeure partie de cette augmentation ressortit aux investissements de l'Etat (31,2 mios).

D'un budget à l'autre, le volume brut des dépenses d'investissement s'accroît de 8,5% et celui des participations aux investissements de tiers diminue de 12,7%.

Il convient toutefois de relativiser ces croissances par secteur, car comme indiqué en introduction, le budget 2007 intègre nouvellement les opérations liées à la reprise par le canton des infrastructures hospitalières. Ainsi les investissements pour les hôpitaux figurent-ils nouvellement sous la rubrique des investissements de l'Etat (+18,2 mios) et disparaissent de la précédente rubrique sous les participations aux investissements de tiers (-10,8 mios). De même, étant donné le changement de nature juridique de ces biens, le montant antérieurement budgétisé sous les prêts et participations, comme remboursement des prêts consentis aux hôpitaux disparaît-il, provoquant un écart de + 9,6 millions de francs.

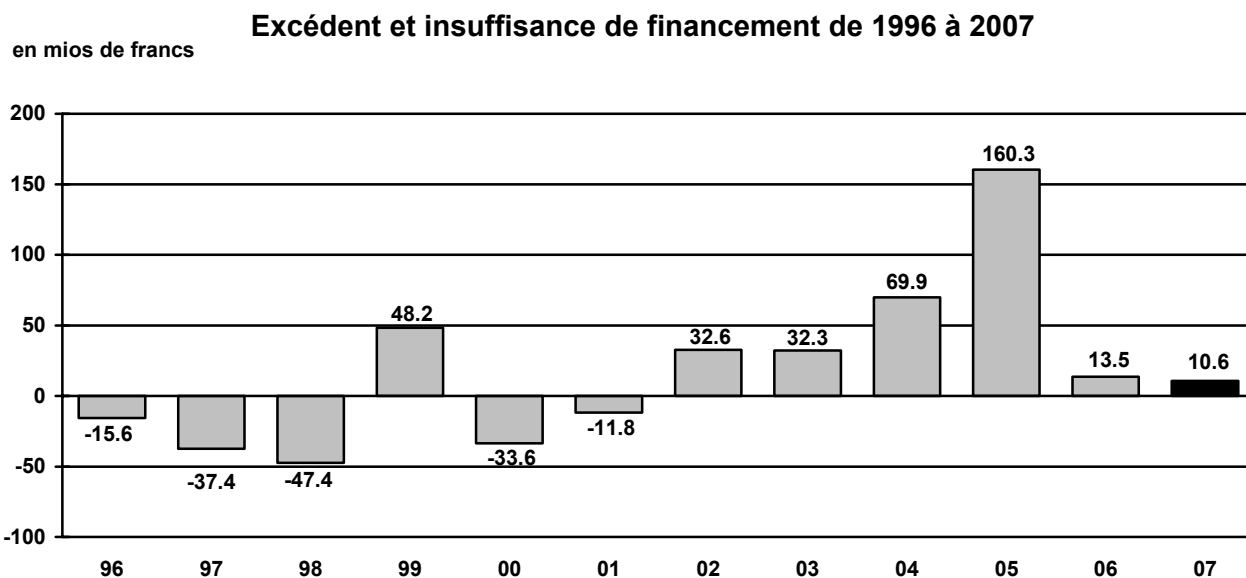
Investissements bruts et nets de 1996 à 2007

en mios de francs



3.3 Le financement : un excédent positif de 10,6 millions de francs

Les dépenses des investissements nets, qui se montent à 186,8 millions de francs, sont intégralement couvertes par la marge d'autofinancement (197,4 mios). L'excédent de financement s'élève ainsi à 10,6 millions. Le degré de couverture atteint 105,7%.



1996-2005 = compte / 2006-2007 = budget

Les investissements nets étant intégralement couverts par la marge d'autofinancement, le frein à l'endettement est également respecté.

3.4. Présentation détaillée du budget 2007

Le projet de budget 2007 fait l'objet d'une présentation détaillée dans les pages du message qui suivent, ceci par groupes spécifiques de dépenses et de recettes.

4. PRESENTATION DES GROUPES SPECIFIQUES DE CHARGES

4.1 Charges de personnel

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Autorités, commissions et juges	12'828	13'689	13'898	209
Personnel administratif et d'exploitation	276'062	284'115	294'393	10'278
Personnel enseignant (sans scolarité obligatoire)	125'526	127'385	135'025	7'640
Assurances sociales	37'356	38'525	40'263	1'738
Caisses de prévoyance (évolution ordinaire)	42'389	43'909	45'152	1'243
Caisses de prévoyance - éléments particuliers :				
• renforcement du degré de couverture de la CPPEV			7'920	7'920
• montant unique pour le libre passage du personnel IPVR et CVP à la caisse de prévoyance du RSV			9'000	9'000
Assurances maladie et accidents	2'318	2'465	2'771	306
Prestations en nature	58	20	8	-12
Prestations aux retraités	6'487	6'254	6'776	521
Personnel temporaire	854	874	1'329	456
Autres charges de personnel	1'804	2'954	2'790	-164
	505'682	520'190	559'324	39'134
<i>Evolution sans les éléments particuliers</i>			- 16'920	- 16'920
	505'682	520'190	542'404	22'214

Le total intermédiaire ressortant du tableau qui précède est relativement important. Il y a lieu toutefois de signaler d'emblée à ce sujet que ces chiffres contiennent deux éléments tout à fait particuliers qu'il convient d'isoler pour pouvoir faire une juste appréciation de l'évolution des charges salariales. Il s'agit des postes suivants, énoncés ci-dessus sous la rubrique "Caisse de prévoyance - éléments particuliers", à savoir :

- un montant de 7,9 millions de francs inscrit nouvellement sous ce chapitre et correspondant au montant net destiné au renforcement du degré de couverture de la Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPPEV). Rappelons que ces montants figuraient ces années dernières sous le chapitre des financements spéciaux et qu'il n'y a donc, de fait, pas de charges nouvelles, mais un transfert entre rubriques budgétaires. Notons qu'un mécanisme analogue se présente également au chapitre des subventions pour le personnel de l'enseignement obligatoire. Un commentaire détaillé de ces opérations est donné ci-après.
- un montant de 9 millions de francs correspondant à la somme complémentaire de libre passage nécessaire pour le transfert du personnel des Institutions psychiatriques du Valais romand (IPVR) et du Centre valaisan de pneumologie (CVP) de la CPPEV à la caisse de pension du RSV, ceci conformément au projet de révision de la loi sur la santé en cours. Cette position fait également l'objet d'une explication plus détaillée ci-après.

Ainsi, en isolant ces deux éléments, dont le premier n'est, rappelons-le, qu'une opération comptable et le second une opération ponctuelle unique, l'augmentation des charges salariales est limitée à 22,2 millions ou à 4,3%.

Cette dernière augmentation s'explique principalement par les éléments suivants :

• un renchérissement présumé de 1% + renchérissement complémentaire 0.5%	6.5 mios
• des augmentations individuelles, selon la réglementation en vigueur	2.8 mios
• une augmentation des charges sociales	3.4 mios
• des adaptations et régularisations de la masse salariale des auxiliaires, en particulier l'inscription de postes figurant jusqu'ici dans les comptes, mais pas dans les budgets et couverts par des recettes correspondantes supplémentaires	3.0 mios
• titularisation des auxiliaires	0.6 mio
• augmentation de la masse salariale pour l'enseignement secondaire du deuxième degré, la formation tertiaire (y.c. HEVs) et les remplacements	3.0 mios
• postes nouveaux	2.0 mios
• autres	0.9 mio
	<hr/>
	22.2 mios
	=====

Le rapport spécial établi en application des dispositions des articles 4 et 5 du décret du 14 septembre 2005 concernant les mesures structurelles 2005-2009, rapport qui est remis au Grand Conseil en même temps que le présent budget, fournit le détail de ces différentes positions.

En ce qui concerne la titularisation des auxiliaires, il y a lieu de signaler que, pour donner suite à des demandes parlementaires, en particulier de la Commission de gestion du Grand Conseil, les postes d'auxiliaires à caractère permanent ont été titularisés.

Le mode de comptabilisation du montant destiné au renforcement du degré de couverture des caisses de prévoyance étant quelque peu particulier, compte tenu de la solution retenue, soit celle d'une comptabilisation par un fonds de financement spécial (étalement dans le temps), il paraît utile d'en préciser ici les principaux mécanismes.

Explications particulières concernant le mode de comptabilisation et de refacturation des charges liées à la recapitalisation des caisses de prévoyance (CPPEV et CRPE).

1. Contexte général et paramètres de base

Rappelons préalablement que le projet de loi actuellement en discussion au Grand Conseil concernant les Institutions de prévoyance du canton du Valais, prévoit, entre autres, une recapitalisation partielle des caisses de prévoyance, à hauteur de 80% à l'horizon 2009, par l'injection d'un montant de quelque 550 millions de francs. En contrepartie, l'Etat bénéficiera d'une réduction des cotisations d'employeur (-1,5%) et d'une réduction liée au passage à la parité du pont AVS.

Aux plans technique et comptable, il est prévu que cette recapitalisation se fasse par une avance comptabilisée directement au bilan de l'Etat, par le biais d'un compte de financement spécial. Celui-ci sera créé spécialement à cet effet et obéira aux règles et prescriptions de l'art. 9 de la *Loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980*.

L'avance consentie sera ensuite remboursée par des annuités constantes de 30 millions de francs, inscrites chaque année au budget de l'Etat au chapitre des salaires (charges sociales), respectivement des subventions pour le personnel de la scolarité obligatoire.

Les explications détaillées à ce sujet sont fournies dans le message daté du 23 novembre 2005 du Conseil d'Etat au Grand Conseil.

2. Les mécanismes comptables retenus

L'enregistrement, dans les comptes de l'Etat, des incidences financières de cette recapitalisation est prévu selon les modalités suivantes:

- Prélèvement dans le compte de financement spécial "Fonds de la prévoyance professionnelle", d'un montant de 550 millions de francs que l'Etat verse aux deux caisses de prévoyance, à raison de 235 millions de francs à la CPPEV et de 315 millions à la CRPE.
- Le remboursement de cette avance se fait par le versement au fonds, dans le cadre des budgets annuels, d'une annuité constante de 30 millions de francs, y compris les intérêts. Ce montant est considéré comme une charge sociale patronale dont le paiement a été différé dans le temps et est inscrit au budget au chapitre des charges salariales, de manière séparée, sous la forme d'une "contribution de recapitalisation". Cette contribution est répartie proportionnellement au montant versé à chaque caisse, soit 12,8 millions de francs pour le personnel de l'administration (rubrique 304) et 17,2 millions de francs pour le personnel enseignant de la scolarité obligatoire (rubrique 362). La contribution de recapitalisation est par ailleurs répartie sur les différents domaines d'activité, proportionnellement aux charges de personnel concernées, afin de mettre en évidence l'incidence de la recapitalisation sur chaque secteur d'activité et de permettre de répercuter, le cas échéant, les coûts y relatifs auprès de tiers, répondant ainsi notamment aux principes de la nouvelle gestion publique.
- L'intérêt s'élève à 3,5% sur les montants avancés, conformément au projet de législation déposé.
- Cette charge d'intérêts donne lieu à un prélèvement sur le compte de financement spécial.

3. Répartition de l'annuité entre le personnel de l'Etat et le personnel de la scolarité obligatoire

Les chiffres mentionnés ci-dessus doivent être répartis entre le personnel de l'administration et le personnel enseignant de la scolarité obligatoire, selon les montants de recapitalisation prévus pour chaque caisse et selon les clés de répartition en vigueur.

Ils se présentent comme il suit :

(en mios de francs)	CPPEV	CRPE	Total
Montant de la recapitalisation	235.0	315.0	550.0
Répartition de l'annuité en fonction du montant de la recapitalisation (ci-dessus)	12.8	17.2	30.0
Réduction de cotisation (1,5%), en fonction des salaires assurés :	- 4.9	- 2.8	- 7.7
<ul style="list-style-type: none"> - CPPEV : 332,7 mios - CRPE : 190,1 mios 			
Montants nets à charge du canton	7.9	14.4	22.3

De ce total, il y a lieu de soustraire également les montants des réductions sur les rentes-pont, évaluées par les caisses de prévoyance à 2,3 millions. L'incidence financière totale nette pour l'Etat de la recapitalisation des caisses de prévoyance s'élève donc, comme prévu, à quelque 20 millions de francs par an.

4. Ecritures prévues au budget 2007

<u>Libellé</u>	<u>Rubriques budgétaires</u>	<u>Montant</u>
1. Avance au fonds de financement spécial "fonds de prévoyance professionnelle"	180 à 233	550.0
2. Contributions annuelles de recapitalisation pour les fonctionnaires	304 à 436	12.8
3. Contributions annuelles de recapitalisation pour les enseignants de la scolarité obligatoire	362 à 436	17.2
4. Intérêts calculés pour l'avance de fonds par l'ACF	390 à 490	17.9
5. Attribution nette au fonds de la prévoyance professionnelle de l'excédent de recettes 2007 *	380 à 180	12.1
<i>*Détail de l'écriture 5</i>		
5a. Attribution au fonds de l'annuité	380 à 180	30.0
5b. Prélèvement sur le fonds du montant nécessaire au règlement des intérêts calculés pour l'avance de fonds	180 à 380	17.9

5. Refacturation de la contribution de recapitalisation

Comme indiqué plus haut, la "contribution de recapitalisation" est considérée comme un dû aux caisses de prévoyance, mais dont le paiement a été différé. Elle constitue ainsi logiquement une charge salariale qu'il convient d'ajouter aux autres charges patronales, mais de manière séparée, avec une mention spécifique. Partout où des décomptes de coûts sont établis, ces charges feront ainsi partie des coûts salariaux.

6. Situation particulière de la refacturation aux communes comme participation au traitement du personnel enseignant

Conformément aux engagements pris par le Conseil d'Etat et aux souhaits exprimés à ce sujet par différentes instances au Grand Conseil, le Conseil d'Etat a décidé de ne pas répercuter le montant de cette contribution de recapitalisation sur les communes. Les éléments de base de la refacturation aux communes de leur participation au traitement du personnel enseignant de la scolarité obligatoire restent donc inchangés, ce qui signifie que la contribution de recapitalisation ne leur sera pas facturée, mais que la réduction de la part employeur aux caisses de prévoyance ne sera pas réduite non plus.

Explications particulières concernant le transfert des assurés actifs des établissements sanitaires cantonaux membres de la CPPEV à la Caisse de prévoyance Santé Valais (PRESV).

Il y a lieu de mentionner le transfert des assurés actifs des établissements sanitaires cantonaux membres de la CPPEV à la Caisse de prévoyance Santé Valais (PRESV). Celui-ci implique, en vertu des dispositions fédérales en matière de prévoyance professionnelle, le versement par la CPPEV à la nouvelle caisse de la totalité des prestations de libre passage des personnes transférées. Dès lors que le degré de couverture de la CPPEV n'est pas de 100%, le financement de la part non couverte de ces prestations pose problème et doit, selon l'avis de droit du Professeur Jacques-André Schneider du 19 avril 2004, être pris en charge par l'Etat du Valais.

Comptablement et financièrement, le paiement du montant de libre passage est prévu en deux étapes. Dans une première étape, la recapitalisation se fait, selon les principes définis dans le cadre de la recapitalisation "ordinaire" prévue dans le cadre de la révision des dispositions concernant les caisses de prévoyance (recapitalisation jusqu'à 80%) et les montants nécessaires seront prélevés sur le fonds de financement déjà existant. La deuxième étape, soit le montant nécessaire de 80% à 100% est prévue sous la forme d'un crédit budgétaire unique, qui est précisément inscrit au budget 2007, soit 9 millions de francs.

4.2 Biens, services et marchandises

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Fournitures de bureau, imprimés, matériel d'enseignement	10'390	11'265	11'873	608
Mobilier, machines et véhicules	8'806	10'839	11'028	189
Eau, énergie et combustibles	7'044	7'345	8'075	730
Autres marchandises	23'012	20'999	23'384	2'385
Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	45'407	47'250	46'639	-612
Prestations de tiers pour l'entretien des objets mobiliers	5'514	6'598	7'319	721
Loyers, fermages	18'185	20'230	18'972	-1'258
Dédommagements	7'629	8'761	9'258	497
Honoraires et prestations de service	49'585	54'933	58'861	3'928
Autres frais	1'842	2'069	2'210	141
	177'414	190'290	197'619	7'329

Les biens, services et marchandises atteignent 197,6 millions de francs, en augmentation de 7,3 millions de francs et de 3,9% par rapport au budget 2006.

L'augmentation de la rubrique "Autres marchandises" provient pour 1,8 million de l'entretien des routes cantonales. Les autres augmentations de cette rubrique concernent le secteur des requérants d'asile pour 0,3 million (secteur autofinancé) et les établissements pénitentiaires pour 0,2 million.

La rubrique "Honoraires et prestations de tiers" augmente de 3,9 millions par rapport au budget 2006, soit un accroissement de 7,2%. Cette augmentation provient essentiellement des secteurs suivants :

- Formation complémentaire à la Haute Ecole Pédagogique (+ 1 mio);
- Service informatique (+ 0,7 mio);
- Section des assurances (+ 0,4 mio);
- Service de la culture (+ 0,5 mio).

Le rapport concernant les augmentations de croissance supérieures à l'indice des prix à la consommation au budget 2007 dans les charges de personnel, les dépenses générales et les subventions, remis en même temps que le présent projet de budget, fournit les détails concernant les augmentations des rubriques précitées.

4.3 Intérêts passifs

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Intérêts sur les dettes à court terme	1'593	707	1'457	750
Intérêts sur les dettes à moyen et long terme	48'174	39'190	33'050	-6'140
Autres intérêts passifs	3'566	5'018	1'200	-3'818
	53'333	44'915	35'707	-9'208

Les intérêts passifs s'élèvent à 35,7 millions de francs, en diminution de 9,2 millions de francs par rapport au budget 2006. Cette diminution est liée à la recette extraordinaire de la vente des actifs libres de la BNS qui permet de poursuivre le non-renouvellement des emprunts qui arrivent à échéance en 2007.

4.4 Amortissements

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Patrimoine financier	15'814	15'157	14'690	-467
Patrimoine administratif				
- amortissements ordinaires	153'762	154'218	149'801	-4'417
- amortissements supplémentaires	74'233	-	23'084	23'084
	243'810	169'375	187'575	18'200

Les amortissements, qui s'élèvent à 187,6 millions de francs, présentent une augmentation de 18,2 millions de francs, essentiellement dans le patrimoine administratif.

Rappelons que les amortissements du patrimoine administratif s'inspirent, selon une pratique constante, des recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisée. Les immeubles, propriété de l'Etat, sont amortis à raison de 5% et les autres investissements à amortir (subventions, routes et ouvrages de génie civil, mobilier) à raison de 20% de la valeur résiduelle.

Les bons résultats permettent, de plus, de procéder à des amortissements supplémentaires. Ceux-ci concernent les infrastructures hospitalières reprises par l'Etat dans le cadre du Réseau Santé Valais, selon la révision de la législation en cours et correspondent à un taux de 15% de la valeur résiduelle.

Le détail des amortissements du patrimoine administratif prévus se présente ainsi :

(en milliers de francs)

	A amortir au 31.12.2007	Taux * d'amortissement	Amortissements 2007	Amortissements supplémentaires
- Terrains non bâtis	10'904	5 %	545	
- Ouvrages de génie civil	220'754	20%	44'151	
- Terrains bâtis	296'888	5%	14'844	
- Infrastructures hospitalières	153'891	5%	7'695	
- Infrastructures hospitalières (amort. suppl)	153'891	15%		23'084
- Mobilier et autres biens	59'502	20%	11'900	
- Participations aux investissements de tiers	353'329	20%	70'666	
	1'095'268	13.68%	149'801	23'084

* taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif de l'administration

4.5 Parts et contributions sans affectation

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Parts communales aux recettes	21'542	18'722	21'412	2'690
• Parts à l'impôt sur les gains immobiliers	13'568	10'000	13'333	3'333
• Parts à l'impôt sur les successions et donations	7'243	8'000	7'327	-673
• Autres parts communales	730	722	752	30
Contributions aux communes	18'133	17'100	17'860	760
Péréquation financière intercommunale	18'133	17'100	17'860	760
Contributions aux administrations étrangères	-	1'300	-	-1'300
	39'675	37'122	39'272	2'150

Les parts et contributions sans affectation, avec 39,3 millions de francs augmentent de 2,2 millions de francs ou de 5,8% par rapport au budget 2006.

Cette augmentation ressortit aux parts des communes sur les gains immobiliers (+ 3,3 mios) qui correspondent aux 2/3 des impôts encaissés par le canton dans ce secteur.

La même répartition s'applique à l'impôt sur les successions et donations, domaines dans lesquels une baisse est prévue (- 0,7 mio).

L'augmentation des montants de la péréquation financière intercommunale provient d'une adaptation des taux d'alimentation du fonds, en application des dispositions de la loi fiscale du 10 mars 1976 (art. 196) et dans le sens du projet de décision qui sera soumis à ce sujet au Grand Conseil en session d'octobre 2006.

La diminution prévue à la rubrique des « Contributions aux administrations étrangères » (- 1,3 mio) est due au fait que la rétrocession d'une partie de l'impôt à la source des frontaliers n'est plus enregistrée spécifiquement et ce dès le compte 2005. Elle est, depuis cette date, portée directement en diminution de l'impôt à la source perçu par l'Etat.

4.6 Dédommagements à des collectivités publiques

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Confédération	3'445	4'041	4'070	29
Cantons	67'666	71'123	72'552	1'430
• Contribution aux frais des universités	30'266	33'200	33'500	300
• Contribution à la HES-SO	18'434	18'800	19'410	610
• Contribution à la HES-S2	13'647	13'400	13'450	50
• Autres	5'319	5'723	6'192	470
Communes	1001	1'051	1'042	-9
	72'112	76'215	77'664	1'449

Ces dépenses atteignent 77,7 millions de francs, en augmentation de 1,4 million de francs ou de 1,9% par rapport au budget 2006. Cette augmentation concerne divers secteurs de la formation tertiaire.

4.7 Subventions sans caractère d'investissement

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Assainissements et fusions de communes	11'098	260	100	-160
Santé publique	377'203	397'057	418'217	21'160
Action sociale :				
- Requérants d'asile	6'654	8'200	6'000	-2'200
- Pensions alimentaires	2'387	2'430	3'000	570
- Autres régimes sociaux	31'790	36'490	42'859	6'369
Assurances sociales	108'804	118'442	119'226	784
Forces hydrauliques	7'598	7'000	7'000	-
Education :				
- Bourses d'études	12'505	12'505	13'005	500
- Sport-Toto	3'013	3'465	3'472	7
- Relations Valais-Universités	-	-	-	-
Culture	6'714	6'620	6'936	316
Aide à la jeunesse	11'739	12'706	13'574	868
Enseignement :				
- Ecoles primaires				
- Personnel enseignant	87'805	85'078	98'103	13'025
- Autres subventions	5'957	7'246	7'266	20
- Cycles d'orientation				
- Personnel enseignant	80'808	81'605	90'214	8'609
- Autres subventions	5'381	6'215	6'455	240
- Enseignement secondaire	1'153	1'194	1'174	-20
- Enseignement spécialisé	8'743	9'970	10'470	500
- Coordination scolaire, échanges linguistiques	1'395	1'852	2'216	364
Formation tertiaire	15'920	18'608	19'342	734
Formation professionnelle	6'259	6'208	6'212	4
Promotion économique et touristique	16'189	14'145	15'995	1'850
Mesures contre le chômage	24'533	25'876	26'780	904
Subventions accordées par les fonds des loteries	21'998	19'800	19'800	-
Agriculture	7'446	8'551	8'140	-411
Entreprises de transport	18'460	19'542	18'574	-968
Entretien des cours d'eau	4'278	4'000	4'300	300
Entretien des forêts et du paysage	2'058	2'560	2'426	-134
Autres subventions	8'324	9'063	9'199	137
	896'211	926'687	980'054	53'366

Les subventions sans caractère d'investissement atteignent 980,1 millions de francs, en augmentation de 53,4 millions de francs ou de 5,8% par rapport au budget 2006.

Les principales variations, essentiellement des augmentations, concernent les secteurs suivants :

Santé publique (+ 21,2 mios)

Près du quart de l'augmentation (+ 5,2 mios) concerne la subvention aux établissements hospitaliers. Cette hausse s'explique principalement par les augmentations salariales du personnel, par les augmentations des autres charges et notamment par les augmentations du matériel médical, par les missions de santé publique confiées aux IPVR (psychiatrie médico-légale) et par les insuffisances tarifaires ambulatoires et stationnaires.

Une augmentation sensible (+ 8,5 mios) est également prévue pour les subventions en faveur des assurés économiquement modestes des caisses-maladie, dont le financement est majoritairement assuré par la Confédération. La participation budgétée de la Confédération s'élève à 140,3 millions de francs, alors que la participation cantonale pour 2007 s'élève à 12,9 millions de francs, soit 8,4% des subventions allouées.

Les subventions à l'exploitation des EMS progressent également de 6,1 millions de francs. Ces augmentations résultent de l'augmentation du nombre de lits subventionnés dans notre canton (soit environ + 220 lits en 2007) conformément à la planification cantonale.

Autres régimes sociaux (+ 6.4 mios)

L'augmentation de 6,4 millions de francs pour les autres régimes sociaux provient essentiellement de l'aide sociale pour les personnes domiciliées en Valais. Les causes de cette évolution sont liées en bonne partie à un resserrement des modalités d'application de l'assurance invalidité et de l'assurance-chômage.

Une augmentation des avances pour pensions alimentaires de 0,6 million de francs est également attendue.

Par contre, une diminution des subventions est prévue dans le secteur des requérants d'asile (- 2,2 mios)

Enseignement de la scolarité obligatoire

L'augmentation des subventions aux traitements des enseignants de la scolarité obligatoire (+ 21,6 mios) provient essentiellement de la charge de 14,4 millions de francs liée à la recapitalisation de la CRPE (voir commentaires détaillés au chapitre des charges de personnel), ainsi qu'à une estimation revue à la baisse de la participation des communes au traitement du personnel enseignant.

En chiffres, ces variations se présentent ainsi :

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Enseignement primaire				
Salaires et charges sociales	169'023	168'957	168'830	-127
Renforcement du degré de couverture des caisses de retraite			8'859	8'859
Récupération de salaires	-1'007	-1'378	-1'086	292
Part des communes	-80'210	-82'500	-78'500	4'000
Subventions cantonales	87'805	85'078	98'103	13'025
Cycles d'orientation				
Salaires et charges sociales	101'320	102'932	105'303	2'371
Renforcement du degré de couverture des caisses de retraite			5'495	5'495
Récupération de salaires	-418	-527	-584	-57
Part des communes	-20'094	-20'800	-20'000	800
Subventions cantonales	80'808	81'605	90'214	8'609
Total subventions cantonales	168'613	166'683	188'317	21'634

Promotion économique et touristique (+ 1,9 mio)

Par rapport au budget, un soutien accru est accordé à la promotion économique (+ 1,1 mio) et à la promotion touristique (+ 0,8 mio).

4.8 Subventions redistribuées

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Cantons	900	-	700	700
Communes	347	622	845	223
Propres établissements	-	-	-	-
Sociétés d'économie mixte	13'337	12'540	13'785	1'245
Institutions privées	3'377	3'595	3'504	-91
Personnes physiques	106'864	109'548	110'120	572
Bourgeoisies	795	980	660	-320
	125'619	127'285	129'614	2'329

Les subventions redistribuées atteignent 129,6 millions de francs, en augmentation de 2,3 millions de francs ou de 1,8% par rapport au budget 2006.

Rappelons que pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres, la majorité d'entre elles provient de la Confédération et concerne le secteur agricole, en particulier les paiements directs.

Suite à la décision de la Commission de l'accord intercantonal universitaire (AIU) de 2005, la contribution des cantons à la Fernstudien Schweiz (FS-CH) qui transite par les comptes de l'Etat, est supérieure de 1,2 million de francs et explique en grande partie l'augmentation de ce poste. Une autre augmentation de 0,7 million de francs provient de subventions perçues par la HEVs et redistribuées à d'autres écoles de HES-SO pour des mandats établis en collaboration.

4.9 Attributions aux financements spéciaux

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Dîme de l'alcool	56	30	30	-
Assainissement des communes	10'000	183	180	-3
Encouragement aux fusions des communes	-	900	940	40
Renforcement du degré de couverture des caisses de prévoyance	20'000	20'000	12'100	-7'900
Secours pour dommages non assurables	8'765	-	-	-
Etat civil – projet infostar	34	-	-	-
Repeuplement du gibier	92	180	180	-
Police du feu	219	-	-	-
Prévention des maladies pulmonaires	100	50	-	-50
Epizooties	192	217	-	-217
Fonds d'encouragement de l'énergie	1'673	1'454	1'434	-20
Préfinancement des FMV SA	9'045	9'980	9'755	-225
Rachat d'aménagements hydro-électriques	17'703	18'178	17'685	-493
Sport-Toto	341	-	170	170
Livres scolaires	427	195	-	-195
HEVs – service d'appui scientifique	97	-	-	-
Promotion des manifestations culturelles	12	15	-	-15
Autre fonds de la culture	251	-	10	10
Loteries	437	-	-	-
Casinos	347	-	-	-
Provision pour risques sur débiteurs des crédits LIM	-	-	2'000	2'000
Encouragement à l'économie	1'800	500	1'000	500
Améliorations foncières	46	30	35	5
Aides aux exploitations paysannes	-	-	-	-
Entretien et correction des cours d'eau	2'384	2'550	2'550	-
Protection de la nature	1	-	-	-
Fonds préfinancement selon LGCAF art. 22	845	-	-	-
Fonds investigation sites pollués	-	-	20	-
Autres financements spéciaux	231	126	18	-108
	75'099	54'588	48'106	-6'482

Les attributions aux financements spéciaux s'élèvent à 48,1 millions de francs, en diminution de 6,5 millions de francs par rapport au budget 2006.

Les attributions suivantes appellent quelques commentaires.

Encouragement aux fusions de communes

Cet encouragement se fonde sur l'ordonnance sur les fusions des communes, adoptée par le Conseil d'Etat le 8 juin 2005. Celle-ci prévoit la création d'un fonds alimenté par le prélèvement de la moitié des crédits budgétaires déjà alloués par le Grand Conseil pour l'assainissement des communes (15 mios), opération effectuée dans les comptes 2005, et par un prélèvement de 5% sur la péréquation intercommunale de 18,8 millions de francs en 2007. En vertu de l'application du principe de la présentation des chiffres bruts, ce 5% de 18,8 millions apparaît sous ce chapitre et est porté en diminution du montant total de la péréquation intercommunale (voir tableau 4.5).

Renforcement du degré de couverture des caisses de prévoyance

Cette attribution de 12,1 millions de francs correspond à la charge d'amortissement pour l'année 2007 liée à la recapitalisation de la CPPEV et de la CRPE à hauteur de 550 millions de francs.

Fonds d'encouragement de l'énergie

Ce fonds est alimenté notamment par des contributions de la Confédération, conformément à l'article 19 de la loi sur l'énergie du 15 janvier 2004.

Préfinancement des FMV SA

Ce fonds est alimenté par le 15% de l'impôt spécial brut revenant au canton, en vertu de l'article 71 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (LCFH du 28 mars 1990).

Rachat d'aménagements hydroélectriques

Ce fonds est alimenté par le 10% de toutes les redevances et de l'impôt spécial sur les forces hydrauliques perçus par l'Etat en vertu de l'article 70 LCFH et le remboursement du prêt d'assainissement des FMV.

Création d'une provision pour risques de pertes sur débiteurs des crédits LIM

Il s'agit d'une dotation de 2 millions de francs en vue de la constitution d'une provision totale de 6 millions de francs destinée à couvrir les pertes éventuelles dans les prêts LIM, en vertu de la décision du Grand Conseil du 13 avril 2006 concernant l'augmentation du fonds LIM.

Encouragement à l'économie

Une attribution de 1 million de francs est prévue pour 2007.

Ce fonds est alimenté par voie budgétaire jusqu'à un plafond de 5 millions de francs, selon la décision du Grand Conseil du 29 juin 2001. Il sert à couvrir les risques sur cautionnements relatifs à l'arrêté Bonny et à la loi sur l'encouragement à l'économie.

Ce fonds se montait à 4,3 millions au 31.12. 2005 duquel un montant de 3 millions de francs a été transféré, par décision du Conseil d'Etat du 14.06.2006, dans le Fonds « Aide en matière d'investissement » pour couvrir les pertes éventuelles sur les crédits LIM pour l'année 2006.

Entretien et correction des cours d'eau

Ce fonds est alimenté à raison de 10% des redevances de l'Etat provenant des concessions de forces hydrauliques et de 5% des redevances perçues par les communes, conformément à l'article 69 LCFH.

5. PRESENTATION DES GROUPES SPECIFIQUES DE REVENUS

5.1 Impôts

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Impôts sur le revenu et la fortune	645'417	619'600	654'400	34'800
Impôts sur le bénéfice et le capital	86'437	76'544	83'544	7'000
Impôts fonciers	17'372	10'650	18'000	7'350
Impôts sur les gains en capital	20'353	15'000	20'000	5'000
Droits de mutation et de timbre	54'774	51'865	54'706	2'841
Impôts sur les successions et donations	10'858	12'000	11'000	-1'000
Impôts sur la propriété et la dépense	48'660	48'410	50'149	1'739
Impôts sur les forces hydrauliques	59'763	66'250	64'500	-1'750
Amendes fiscales	231	800	300	-500
	943'864	901'119	956'599	55'480

Les recettes d'impôts atteignent 956,6 millions de francs, en augmentation de 55,5 millions de francs ou de 6,2% par rapport au budget 2006.

Impôts sur le revenu et la fortune. L'augmentation présumée des impôts sur le revenu et la fortune par rapport au budget 2006 découle des hypothèses suivantes : une croissance de 3% (inflation et salaires), une augmentation du nombre de contribuables (+2,5 mios) ainsi que d'une réévaluation à la hausse des recettes fiscales dans l'exercice 2006, d'environ 2,5%.

Impôts sur les personnes morales. L'augmentation (+ 7 mios) des impôts sur les bénéfices et le capital est due à la prise en compte de meilleurs résultats dans les secteurs des banques et des assurances, les résultats demeurant stables pour les entreprises industrielles.

Impôts fonciers. L'augmentation de l'impôt foncier (+ 7,3 mios) par rapport au budget 2006 s'explique par la suppression du rabais de 20% sur la valeur cadastrale.

Impôts sur les successions et donations. En prenant pour base les résultats du compte 2005, il faut s'attendre à un recul des recettes dans le domaine des impôts sur les successions et donations par rapport au budget 2006.

5.2 Patentes et concessions

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Répartition du bénéfice net de la BNS	158'877	137'178	140'036	2'858
Concession des forces hydrauliques du Rhône	5'233	5'500	5'500	-
Patentes des établissements publics	1'917	1'650	1'900	250
Autres	5'474	5'090	4'864	-226
	171'501	149'418	152'300	2'882

Ces recettes atteignent 152,3 millions de francs, en augmentation de 2,9 millions de francs ou de 1,9% par rapport au budget 2006.

La principale augmentation est enregistrée sur la part du canton du Valais au bénéfice de la BNS (+ 2,9 mios) qui résulte de la répartition entre la Confédération et les cantons, à raison d'un tiers, respectivement deux tiers d'un montant total de 2,5 milliards de francs au bénéfice de la BNS.

5.3 Revenus des biens

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Banques	160	58	24	-34
Créances	3'601	7'204	4'755	-2'449
Capitaux du patrimoine financier	3'644	4'030	2'000	-2'030
Immeubles du patrimoine financier	1'551	1'516	1'497	-19
Gains en capitaux et placement du patrimoine financier	9'723	125	135	10
Prêts du patrimoine administratif	10'088	8'324	3'212	-5'112
Participations du patrimoine administratif	10'928	10'170	9'693	-477
Immeubles du patrimoine administratif	5'250	4'597	5'242	645
Autres revenus	2'640	2'876	2'556	-320
	47'585	38'899	29'113	-9'787

Les revenus des biens atteignent 29,1 millions de francs, en diminution de 9,8 millions de francs ou de 25,2% par rapport au budget 2006.

Cette diminution de recettes de 9,8 mios se retrouve principalement dans les prêts du patrimoine administratif, suite à la reprise par le canton des infrastructures hospitalières qui a pour conséquence la suppression des intérêts sur les prêts que l'Etat du Valais avait accordés aux hôpitaux.

Elle concerne aussi les créances (- 2,4 mios), en relation avec les intérêts de retard perçus dans le domaine fiscal, ainsi que les capitaux du patrimoine financier (- 2 mios), suite à la diminution des placements de liquidités due à la recapitalisation prévue de la CPPEV et de la CRPE à hauteur de 550 millions de francs.

5.4 Contributions

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Contributions de remplacement	387	400	380	-20
Emoluments administratifs	56'577	53'745	56'658	2'912
Recettes et taxes d'hébergement et pensions	7'697	7'611	7'642	31
Ecolages	7'246	7'681	8'160	478
Autres redevances	6'144	6'778	6'114	-664
Ventes	12'831	12'656	12'084	-572
Dédommagements de tiers	29'090	25'276	56'685	31'408
Amendes	8'706	9'041	8'991	-50
Prestations internes d'investissement	3'300	2'703	3'285	582
Autres contributions	11'228	5'929	6'543	614
	143'205	131'820	166'540	34'720

Ces recettes atteignent 166,5 millions de francs, en augmentation de 34,7 millions de francs ou de 26,3% par rapport au budget 2006. Cette augmentation provient, pour l'essentiel, des dédommagements de tiers (+ 31,4 mios), plus précisément de la couverture de la charge annuelle de 30 millions de francs, liée à la recapitalisation des deux caisses de prévoyance (voir détail au chapitre des charges de personnel).

De leur côté, les émoluments administratifs augmentent de 2,9 millions de francs, qui se répartissent dans plusieurs domaines et secteurs.

5.5 Parts des recettes et contributions sans affectation

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au compte 2006
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	64'316	67'200	67'093	-107
Part à la taxe sur les poids lourds (RPLP)	34'841	33'874	33'894	20
Part de l'Etat à l'IFD	77'730	50'000	45'800	-4'200
Péréquation intercantonale à l'IFD	139'853	192'300	215'100	22'800
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	42'353	32'142	35'013	2'871
Divers	2'369	1'666	1'770	104
	361'461	377'182	398'670	21'488

Les parts des recettes et contributions sans affectation atteignent 398,7 millions de francs, en augmentation de 21,5 millions de francs ou de 5,7 % par rapport au budget 2006.

Ces recettes se basent sur les données financières communiquées par les services financiers de la Confédération.

Les principales variations concernent la péréquation intercantonale à l'IFD, en augmentation de 22,8 millions de francs, tandis qu'une diminution de 4,2 millions est attendue dans la part de l'Etat à l'impôt fédéral direct.

Rappelons que les chiffres relatifs à la part aux produits des impôts sur les huiles minérales, à la péréquation intercantonale à l'IFD et à l'impôt anticipé se présentent pour la dernière fois sous la forme présentée ci-dessus. Ces montants seront en effet très sensiblement modifiés dès 2008, à la suite de l'entrée en vigueur, dès cette date, de la nouvelle péréquation financière intercantonale.

La répartition de la RPLP revenant au canton est quant à elle prévue de la manière suivante :

(en francs)

	En %	Compte de fonctionnement	Investissements	Total
Service des routes et des cours d'eau	70.00	10'827	12'902	23'729
Service de l'agriculture	10.00	1'900	1'500	3'400
Service des transports	10.00	2'211	1'179	3'390
Administration des finances	5.00	1'681	-	1'681
Police cantonale	2.25	762	-	762
Circulation routière	2.25	532	230	762
Protection des travailleurs	0.50	145	25	170
	100.00	18'058	15'836	33'894

5.6 Dédommagements de collectivités publiques

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Confédération	30'342	30'784	27'675	-3'109
• Requérants d'asile	22'934	25'000	21'500	-3'500
• Autres	7'408	5'784	6'175	391
Cantons	30'289	29'623	31'729	2'106
Communes	15'366	15'078	17'930	2'852
	75'997	75'485	77'333	1'848

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 77,3 millions de francs, en augmentation de 1,8 million de francs ou de 2,4 % par rapport au budget 2006.

La diminution prévue des dédommagements de la Confédération dans le secteur des requérants d'asile provient d'une part de la baisse des arrivées de requérants et, d'autre part, de la réduction de certains forfaits octroyés par la Confédération.

En ce qui concerne le dédommagement des communes, l'augmentation ressortit notamment aux domaines de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle.

5.7 Subventions acquises

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Confédération	232'111	237'249	248'607	11'359
Agriculture	1'616	1'514	1'354	-160
Santé publique	124'294	133'210	140'790	7'580
Centre médico-éducatif La Castalie	11'233	10'907	11'300	393
Assurances sociales	21'063	23'083	23'625	543
Bourses d'étude	6'009	5'280	5'770	490
HEVs	3'444	3'004	2'574	-431
Enseignement	2'506	2'542	2'634	92
Formation professionnelle	12'670	9'785	11'794	2'009
Industrie, commerce et travail	17'206	17'000	18'149	1'149
Arsenal et casernes	4'259	3'956	2'544	-1'411
Service des routes	19'050	17'475	18'101	626
Autres	8'760	9'494	9'972	478
Cantons	2'589	900	1'500	600
Communes	74'629	80'697	81'165	468
Péréquation financière intercommunale	8'919	9'000	9'400	400
Action sociale	2'714	4'654	4'751	97
Assurances sociales	32'906	35'667	35'961	294
Fonds pour l'emploi	3'608	4'524	4'524	-
Transports	6'716	7'385	6'581	-804
Entretien des routes	17'103	16'767	17'032	266
Autres	2'663	2'701	2'916	215
Propres établissements	1'517	1'392	1'186	-205
Autres subventions	30'996	30'040	30'882	842
Sport-Toto	3'125	3'100	3'500	400
Police du feu	2'321	1'995	2'049	55
Loteries	23'538	23'400	23'400	-
Autres	2'012	1'546	1'933	388
	341'842	350'278	363'341	13'064

Les subventions acquises atteignent 363,3 millions de francs, en augmentation de 13,1 millions de francs ou de 3,7% par rapport au budget.

Cette augmentation provient en majeure partie des subventions fédérales en faveur des assurés économiquement modestes dans le secteur de l'assurance-maladie (+ 7,6 mios) et, dans une moindre mesure (+ 2,0 mios), dans le domaine de la formation professionnelle.

5.8 Subventions à redistribuer

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Confédération	111'742	115'465	116'054	589
Cantons	13'877	11'820	13'560	1'740
	125'619	127'285	129'614	2'329

Ce tableau montre les sources de financement, par niveau de collectivité publique, des subventions à redistribuer qui se retrouvent dans les dépenses pour un même montant et pour lesquelles l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres.

5.9 Prélèvements sur les financements spéciaux

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart par rapport au budget 2006
Actions du Conseil d'Etat	151	-	-	-
Péréquation financière intercommunale	295	-	-	-
Assainissement des communes	10'950	-	-	-
Fusion des communes	461	-	-	-
Etat civil – projet Infostar	54	200	300	100
Repeuplement du gibier	103	50	50	-
Police du feu	56	-	-	-
Prévention des maladies pulmonaires	-	-	299	299
Epizooties	56	40	-	-40
Actions du Conseil d'Etat pour personnes âgées	308	-	-	-
Requérants d'asile	1'938	667	1'564	897
Encouragement à l'énergie	1'404	1'454	1'434	-20
Préfinancement des FMV SA	374	304	414	110
Rachat d'aménagements hydro-électriques	915	670	47	-623
Sport-Toto	-	210	-	-210
Livres scolaires	-	-	10	10
HEVs – service d'appui scientifique	8	-	-	-
Culture	117	60	200	140
Emploi	657	-	-	-
Loteries	889	-	-	-
Protection des sites	1'163	-	-	-
Hébergement et restauration : formation	442	32	224	192
Encouragement à l'économie	2'602	1'500	-	-1'500
Entretien et correction des cours d'eau	9'135	400	370	-30
Reboisement	177	75	122	47
Fonds nature	-	-	28	28
Fonds investigation sites pollués	-	-	50	50
Autres financements spéciaux	88	775	827	52
	32'342	6'437	5'939	-498

Les prélèvements sur les financements spéciaux s'élèvent à 5,9 millions de francs, en diminution de 0,5 million de francs par rapport au budget 2006.

6. PRESENTATION DU COMPTE DES INVESTISSEMENTS

6.1 Investissements

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007			Ecart par rapport au budget 2006
			Brut	Part de tiers	Part du canton	
Investissements de l'Etat	67'368	71'580	347'408	244'667	102'741	31'162
Participations aux invest. de tiers	67'730	85'952	136'453	60'131	76'321	-9'630
Prêts et participations	-12'961	-5'521	59'703	51'942	7'761	13'282
	122'138	152'011	543'56	356'740	186'824	34'813

Le volume des investissements nets atteint 186,8 millions de francs, en augmentation de 34,8 millions de francs ou de 22,9% par rapport au budget 2006. Les chapitres 6.2, 6.3 et 6.4 ci-après expliquent les raisons de cette évolution.

6.2 Investissements de l'Etat

Investissements nets

(En milliers de francs)

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007			Ecart par rapport au budget 2006
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Terrains non bâtis	45	125	130	-	130	5
Routes nationales	4'372	8'837	209'305	199'204	10'101	1'264
Routes cantonales	40'581	35'988	70'154	30'214	39'940	3'952
Rhône	-73	2'181	11'854	10'034	1'820	-360
Immeubles d'enseignement	4'672	7'405	10'000	1'705	8'295	890
Immeubles de service	5'190	5'155	9'020	1'631	7'389	2'234
Infrastructures hospitalières	-	-	18'200	-	18'200	18'200
Immeubles des établissements	2'554	1'648	3'350	510	2'840	1'193
Centres d'entretien	1	21	115	110	5	-16
Mobilier, machines et véhicules	7'991	9'220	12'451	1'247	11'204	1'983
Autres investissements	2'036	1'001	2'830	13	2'818	1'817
Total	67'368	71'580	347'408	244'667	102'741	31'162

Les investissements nets de l'Etat atteignent 102,7 millions de francs, en augmentation de 31,2 millions de francs ou de 43,5% par rapport au budget 2006.

La principale augmentation concerne les investissements hospitaliers avec un montant de 18,2 millions de francs, qui figure pour la première fois au budget et qu'il faut mettre en relation avec la diminution de 10,8 millions de francs de participations aux investissements de tiers.

Ce montant a été évalué conformément aux travaux législatifs en cours. Il représente une enveloppe déterminée pour la période 2007-2010 comprenant l'indemnisation des infrastructures aux associations hospitalières et aux congrégations religieuses (env. 16 mios), les assainissements sismiques devant être entrepris pour les bâtiments hospitaliers (env. 20 mios), les mesures de sécurité et de protection incendie (env. 4 mios) et la rénovation des bâtiments existants (env. 33 mios).

Sous la rubrique des « Autres investissements », il est prévu une première participation au projet Polycom (2 mios), qui sera présenté au Grand Conseil en 2007.

Le détail des investissements figure dans les pages du budget des services concernés.

6.3 Participations aux investissements de tiers

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007			Ecart par rapport au budget 2006
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Feu et protection civile						
- Equipement et centres de secours incendie	-	-	4'511	4'511	-	-
- Abris de protection civile	-	-	252	200	52	60
Santé	31'081	34'600	23'835	-	23'835	-10'765
Action sociale :						
- Instituts pour handicapés et suppression des barrières architecturales	2'746	3'166	3'150	-	3'150	-16
- Etablissements pour aide sociale	-	-	-	-	-	-
Energie	384	520	1'100	450	650	130
Aide à la jeunesse : institutions mineurs	25	150	650	-	650	500
Enseignement :						
- Ecoles primaires	3'496	4'000	4'500	-	4'500	500
- Cycles d'orientation	1'504	2'000	2'500	-	2'500	500
Formation professionnelle	24	-	-	-	-	-
Promotion économique et touristique	927	3'800	3'800	-	3'800	-
Encouragement au logement	3'933	4'950	5'250	620	4'630	-320
Mesures chômage	-	-	600	600	-	-
Fonds protection des sites	3'399	3'000	3'000	-	3'000	-
Agriculture :						
- Améliorations foncières	3'595	5'370	11'035	5'070	5'965	595
- Viticulture	-3	-	-	-	-	-
- Renouvellement vergers d'abricotiers	504	500	1'850	350	1'500	1'000
- Autres	-	100	100	-	100	-
Plans d'aménagements du territoire	430	430	430	-	430	-
Abornements et mensurations	759	2'900	15'600	12'700	2'900	-
Entreprises de transports	108	1'018	1'479	-	1'479	461
Correction de torrents	3362	5'888	12'710	8'420	4'290	-1'598
Bâtiments :						
- Château de Valère	629	950	1'200	190	1'010	60
- Autres monuments historiques	232	100	900	800	100	-
- Protection des sites	323	490	610	120	490	-
- Biens culturels	-	20	20	-	20	-
Forêts	4'768	5'800	25'300	19'900	5'400	-400
Protection de l'environnement :						
- Assainissement des eaux usées	4'286	4'200	9'630	4'980	4'650	450
- Traitement des ordures	1'219	2'000	1'940	970	970	-1'030
- Assainissement des sites pollués	-	-	500	250	250	250
	67'730	85'952	136'453	60'131	76'321	-9'630

Les participations aux investissements de tiers atteignent 76,3 millions de francs, en diminution de 9,6 millions de francs ou de 11,2 % par rapport au budget 2006.

La principale variation provient du secteur de la santé et résulte, comme mentionné précédemment, de la reprise des infrastructures hospitalières par le canton.

6.4 Prêts et participations permanentes

En milliers de francs

	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007			Ecart par rapport au budget 2006
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Prêts du patrimoine administratif	-10'578	-5'516	59'703	51'942	7'761	13'277
Prêt aux FMV	-10'000	-10'000	-	10'000	-10'000	-
Prêt du fonds de péréquation financière	335	-265	-	265	-265	-
Crédits LIM	78	4'100	23'000	17'000	6'000	1'900
Avances encouragement logement	-197	-30	-	35	-35	-5
Crédit agricole	-1'172	-	13'900	13'900	-	-
Prêts d'honneur	27	1'000	8'900	7'900	1'000	-
Prêts à des institutions spécialisées pour handicapés	-289	-	-	-	-	-
Prêts aux sociétés de transports	11'986	10'179	12'903	892	12'011	1'832
Crédits forestiers	-1'006	-	1'000	1'000	-	-
Prêts hôpitaux	-9'870	-10'500	-	950	-950	9'550
Autres prêts	-472	-	-	-	-	-
Participations patrimoine administratif	-2'383	-5	-	-	-	5
Actions au porteur BCVs	-2'500	-	-	-	-	-
Participation du Service de l'énergie	-	-5	-	-	-	5
Stockalperturm	100	-	-	-	-	-
Espace Simplon Sud	15	-	-	-	-	-
Autres participations	3	-	-	-	-	-
	-12'961	-5'521	59'703	51'942	7'761	13'282

Prêt aux FMV : Il s'agit de la 4^{ème} tranche de remboursement de 10 millions de francs du prêt de 50 millions de francs accordé aux FMV en 2001.

Crédits LIM : L'octroi de crédits LIM à hauteur de 23 millions de francs bruts est budgétisé pour 2007, avec des remboursements prévus de 17 millions de francs.

Prêts aux sociétés de transports : En sus des subventions aux investissements qui peuvent être accordées à ces sociétés, il est prévu l'octroi de prêts à hauteur de 12 millions de francs.

Prêts aux hôpitaux : Les infrastructures hospitalières, à l'exception de l'hôpital de Monthey, sont nouvellement inscrites directement au bilan de l'Etat comme biens immobiliers du canton, dans le sens des propositions faites à cet égard dans le projet de loi sur la santé actuellement en révision, en compensation des prêts aux hôpitaux.

7. CONSIDERATIONS FINALES

Le budget 2007 présente des résultats positifs, soit un excédent de revenus de 24,5 millions de francs, ainsi qu'un excédent de financement de 10,6 millions de francs.

L'exigence du double frein aux dépenses et à l'endettement est ainsi respectée.

La croissance des dépenses et des recettes par rapport au budget 2006, ainsi que les postes présentant les évolutions les plus importantes, qui sont explicitées dans les chapitres y relatifs qui précèdent, sont sommairement relevés ci-après :

Les postes de dépenses montrant les évolutions les plus marquées sont les suivants :

- les subventions accordées (+ 53,4 mios, y compris les charges liées à la recapitalisation de la caisse de prévoyance des enseignants de la scolarité obligatoire) ;
- les charges de personnel (+ 39,1 mios, y compris les charges liées à la recapitalisation de la caisse de prévoyance de l'Etat ;
- les intérêts passifs (- 9,2 mios).

Dans les recettes, les principales variations ressortissent aux :

- impôts (+ 55,5 mios) ;
- contributions (+ 34,7 mios) ;
- subventions acquises (+ 13,1 mios).

Dans le compte des investissements, le volume des investissements nets atteint un niveau appréciable, en augmentation de 34,8 millions de francs ou de 22,9% par rapport au budget 2006, principalement en relation avec la reprise, par le canton, des infrastructures hospitalières.

En conclusion, le maintien à l'avenir de résultats favorables requiert de tous les acteurs, à tous les échelons, du Parlement, du Gouvernement et de l'Administration, de poursuivre les efforts pour une maîtrise rigoureuse de l'évolution des dépenses.

Dans ce sens, le Gouvernement réaffirme la nécessité d'un examen régulier des besoins, obligations et priorités de l'action étatique, ainsi que de la recherche de mesures d'économie, notamment structurelles.

Enfin, il tient à réaffirmer sa conviction que des finances cantonales saines constituent une base indispensable à un développement harmonieux de notre canton sur les plans économique, social et culturel.

C'est dans ces sentiments que nous soumettons à la Haute Assemblée l'approbation du budget de l'Etat pour l'année 2007 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 30 août 2006

Le président du Conseil d'Etat: **Thomas Burgener**
Le chancelier d'Etat: **Henri von Roten**



PROJET DE DECISION

Projet de décision
concernant le budget de l'Etat pour l'année 2007
du ...

Le Grand Conseil du canton du Valais,

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;

vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;

sur proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Article premier Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2007 annexé à la présente décision est approuvé.

Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement, le financement et le résultat.

Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 2'392'072'200 francs et les charges à 2'194'674'200 francs.

La marge d'autofinancement s'élève à 197'398'000 francs.

Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 543'563'500 francs et les recettes à 356'740'000 francs.

Les investissements nets présumés s'élèvent à 186'823'500 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 186'823'500 francs sont entièrement autofinancés.

L'excédent de financement s'élève à 10'574'500 francs.

Art. 5 Résultat

L'excédent de revenus présumé s'élève, après enregistrement des amortissements du patrimoine administratif pour 172'884'800 francs, à 24'513'200 francs.

Art. 6 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 lettre d) de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 30 août 2006.

Le président du Conseil d'Etat : **Thomas Burgener**
Le chancelier d'Etat : **Henri v. Roten**



COMPTE ADMINISTRATIF

OP : objectif politique
GP : groupe de produits
P : produit

Résultats**Compte 2005**
Fr.**Budget 2006**
Fr.**Budget 2007**
Fr.**Ecart 06/07**
Fr.**COMPTE DE FONCTIONNEMENT****MOUVEMENT FINANCIER**

Total dépenses	2'082'866'954.63	2'087'127'800	2'194'674'200	107'546'400
Total recettes	2'365'323'270.84	2'252'602'000	2'392'072'200	139'470'200
Excédent de recettes (Marge d'autofinancement)	282'456'316.21	165'474'200	197'398'000	31'923'800

MOUVEMENT COMPTABLE

Report excédent de recettes	282'456'316.21	165'474'200	197'398'000	31'923'800
Total des charges	227'995'409.70	154'218'000	172'884'800	18'666'800
Excédent de revenus	54'460'906.51	11'256'200	24'513'200	13'257'000

COMPTE DES INVESTISSEMENTS**INVESTISSEMENTS**

Total dépenses	381'373'956.35	500'862'900	543'563'500	42'700'600
Total recettes	259'236'158.13	348'852'200	356'740'000	7'887'800
Excédent de dépenses	122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800

FINANCEMENT

Excédent de recettes de fonctionnement	282'456'316.21	165'474'200	197'398'000	31'923'800
Excédent de dépenses d'investissement	122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800
Excédent de financement	160'318'517.99	13'463'500	10'574'500	-2'889'000

VARIATION DE LA FORTUNE

Excédent de financement	160'318'517.99	13'463'500	10'574'500	-2'889'000
Report au bilan	-105'857'611.48	-2'207'300	13'938'700	11'731'400
Augmentation de la fortune nette	54'460'906.51	11'256'200	24'513'200	13'257'000

Aperçu général		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
Dépenses		2'692'236'320.68	2'742'208'700	2'911'122'500	168'913'800
Recettes		2'746'697'227.19	2'753'464'900	2'935'635'700	182'170'800
Excédent de recettes		54'460'906.51	11'256'200	24'513'200	13'257'000
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
Pouvoir législatif		3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600
Pouvoir exécutif		1'990'283.15	2'188'900	2'225'900	37'000
Pouvoir judiciaire		21'041'389.82	21'384'100	22'426'400	1'042'300
Présidence		9'665'783.09	9'640'500	9'295'000	-345'500
Finances, institutions et sécurité		-1'143'857'962.81	-1'086'777'200	-1'178'595'000	-91'817'800
Santé, affaires sociales et énergie		327'526'943.07	348'852'100	385'018'000	36'165'900
Education, culture et sports		472'717'614.29	497'238'600	538'937'700	41'699'100
Economie et territoire		-7'768'371.66	19'326'800	25'990'500	6'663'700
Transports, équipement et environnement		154'836'752.63	170'251'700	179'482'400	9'230'700
Charges et revenus comptables		105'857'611.48	2'207'300	-13'938'700	-16'146'000
Excédent de recettes		54'460'906.51	11'256'200	24'513'200	13'257'000
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30 Charges de personnel		505'681'635.15	520'189'700	559'323'700	39'134'000
31 Biens, services et marchandises		177'413'783.78	190'290'000	197'619'100	7'329'100
32 Intérêts passifs		53'332'945.94	44'914'500	35'707'000	-9'207'500
33 Amortissements		243'809'764.05	169'375'200	187'575'100	18'199'900
34 Parts et contributions sans affectation		39'675'211.08	37'122'000	39'272'000	2'150'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques		72'112'496.25	76'214'800	77'664'000	1'449'200
36 Subventions accordées		896'211'324.01	926'687'400	980'053'800	53'366'400
37 Subventions redistribuées		125'619'431.60	127'285'300	129'614'400	2'329'100
38 Attributions aux financements spéciaux		75'098'588.15	54'588'000	48'106'200	-6'481'800
39 Imputations internes		121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800
40 Impôts		943'864'333.11	901'119'200	956'598'700	55'479'500
41 Patentes et concessions		171'500'991.50	149'418'000	152'300'000	2'882'000
42 Revenus des biens		47'584'699.31	38'899'300	29'112'700	-9'786'600
43 Contributions		143'204'682.68	131'820'100	166'539'600	34'719'500
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		361'460'573.74	377'182'000	398'670'000	21'488'000
45 Dédommagements de collectivités publiques		75'997'079.28	75'484'800	77'333'200	1'848'400
46 Subventions acquises		341'842'279.58	350'277'800	363'341'300	13'063'500
47 Subventions à redistribuer		125'619'431.60	127'285'300	129'614'400	2'329'100
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		32'342'015.72	6'436'600	5'938'600	-498'000
49 Imputations internes		121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800
Total charges		2'310'862'364.33	2'241'345'800	2'367'559'000	126'213'200
Total revenus		2'365'323'270.84	2'252'602'000	2'392'072'200	139'470'200
Excédent de revenus		54'460'906.51	11'256'200	24'513'200	13'257'000
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50 Investissements propres		215'908'987.74	285'979'900	347'408'100	61'428'200
52 Prêts et participations permanentes		54'051'567.10	58'531'000	59'702'700	1'171'700
56 Subventions accordées		75'204'073.11	92'612'200	82'977'300	-9'634'900
57 Subventions redistribuées		36'209'328.40	63'739'800	53'475'400	-10'264'400
60 Transferts au patrimoine financier		2'504'560.00			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		64'512'067.38	64'051'600	51'941'800	-12'109'800
63 Facturation à des tiers		269'731.50			
64 Remboursement de subventions accordées		264'644.65	180'000	105'000	-75'000
66 Subventions acquises		155'475'826.20	220'880'800	251'217'800	30'337'000
67 Subventions à redistribuer		36'209'328.40	63'739'800	53'475'400	-10'264'400
69 Report au bilan des dépenses		122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800
Total dépenses		381'373'956.35	500'862'900	543'563'500	42'700'600
Total recettes		381'373'956.35	500'862'900	543'563'500	42'700'600

Pouvoir législatif		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600
	Excédent de dépenses	3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Grand Conseil (Service parlementaire)	3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600
	Excédent de dépenses	3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	2'443'736.75	2'849'500	2'928'600	79'100
31	Biens, services et marchandises	608'733.48	922'700	954'700	32'000
33	Amortissements				
36	Subventions accordées	438'000.00	449'000	453'500	4'500
39	Imputations internes	18'781.80	53'800	17'800	-36'000
	Total charges	3'509'252.03	4'275'000	4'354'600	79'600
	Total revenus	0.00			
	Excédent de charges	3'509'252.03	4'275'000	4'354'600	79'600
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres	19'798.40	156'000	290'000	134'000
	Total dépenses	19'798.40	156'000	290'000	134'000
	Total recettes	0.00			
	Excédent de dépenses	19'798.40	156'000	290'000	134'000

GRAND CONSEIL (SERVICE PARLEMENTAIRE)

OP 1
Exercer le pouvoir législatif
Fr. 4'644'600 net

GP 11
Organisation et suivi des sessions
Fr. 1'712'329 net

GP 12
Documentation, information,
relations publiques
Fr. 2'932'271 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	3'509'252.03	4'275'000	4'354'600	79'600
30 Charges de personnel	2'443'736.75	2'849'500	2'928'600	79'100
31 Biens, services et marchandises	608'733.48	922'700	954'700	32'000
33 Amortissements	0.00	0	0	0
36 Subventions accordées	438'000.00	449'000	453'500	4'500
39 Imputations internes	18'781.80	53'800	17'800	-36'000
4 Revenus de fonctionnement	0.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	3'509'252.03	4'275'000	4'354'600	79'600
5 Dépenses d'investissement	19'798.40	156'000	290'000	134'000
50 Investissements propres	19'798.40	156'000	290'000	134'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	19'798.40	156'000	290'000	134'000
Insuffisance de financement	3'529'050.43	4'431'000	4'644'600	213'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		6.50	6.60	0.10

OBJECTIF POLITIQUE**Exercer le pouvoir législatif****Sous-objectifs politiques**

- 1 Exercer, sous réserve des droits du peuple, le pouvoir législatif
 - 1.1 Elaborer et approuver les dispositions constitutionnelles et les règles de droit, ainsi que tout acte relevant de la compétence du Grand Conseil
 - 1.2 Exercer la haute surveillance sur la gestion du Conseil d'Etat, des autorités judiciaires et des établissements autonomes de droit public
 - 1.3 Procéder aux élections et nominations prévues par la constitution et la loi
- 2 Apporter, avec le Service parlementaire, un appui juridique, scientifique et logistique au Grand Conseil et à ses organes

Mesures prioritaires

- ad1*
- 1 Examen et traitement des objets soumis par le Conseil d'Etat ou proposés par les organes ou membres du Grand Conseil lors d'un maximum de 9 sessions
 - 2 Traitement des interventions parlementaires déposées dans les 5 mois
 - 3 Poursuite du projet d'informatisation du Grand Conseil vers e-parlement
 - 4 Etablissement du concept PC-tablets/wifi pour fin 2007

GRAND CONSEIL (SERVICE PARLEMENTAIRE)

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de jours de sessions (addition des 1/2 journées)		20	20	0
	2 Nombre d'objets traités par le Grand Conseil (projets de loi, décrets ou décisions; élections, rapports)		90	90	0
	3 Nombre de séances de commissions		200	200	0
	4 Nombre d'interventions parlementaires déposées		150	150	0
	5 Nombre d'interventions parlementaires traitées		150	150	0
	6 Pourcentage des interventions parlementaires traitées dans les 5 mois			90%	

GRAND CONSEIL (SERVICE PARLEMENTAIRE)
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Organisation et suivi des sessions	1'712'329		1'712'329
P1101 Appui aux organes du Grand Conseil	134'955		134'955
P1102 Appui aux commissions	343'274		343'274
300 Indemnités et vacations aux membres de la CCPD	60'000		60'000
Autres dépenses / recettes	283'274		283'274
P1103 Préparation administrative des sessions	96'392		96'392
P1104 Déroulement des sessions	962'474		962'474
318 Traduction simultanée	180'000		180'000
365 Aide aux groupes politiques	438'000		438'000
Autres dépenses / recettes	344'474		344'474
P1105 Suivi des sessions	151'955		151'955
P1106 Vote électronique, enregistrement, interprétation	23'279		23'279
GP12 Documentation, information, relations publiques	2'932'271		2'932'271
P1201 Prestations aux députés	2'388'901		2'388'901
300 Indemnités et vacations aux membres du parlement	1'885'500		1'885'500
317 Indemnités de déplacement des membres du parlement	253'400		253'400
317 Indemnités informatiques aux membres du parlement	156'000		156'000
Autres dépenses / recettes	94'001		94'001
P1202 Gestion des documents	312'993		312'993
P1203 Travaux pour des tiers	28'920		28'920
P1204 Médias	114'120		114'120
P1205 Représentation - réception - associations	87'337		87'337
Total	4'644'600		4'644'600

Pouvoir exécutif		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	2'722'436.36	2'372'500	2'409'300	36'800
	Recettes	732'153.21	183'600	183'400	-200
	Excédent de dépenses	1'990'283.15	2'188'900	2'225'900	37'000
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Conseil d'Etat	1'703'473.30	1'859'400	1'930'400	71'000
	Préfectures	286'809.85	329'500	295'500	-34'000
	Excédent de dépenses	1'990'283.15	2'188'900	2'225'900	37'000
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	1'718'030.40	1'764'000	1'759'300	-4'700
31	Biens, services et marchandises	352'383.73	398'500	450'000	51'500
36	Subventions accordées	650'583.41	100'000	100'000	0
39	Imputations internes	1'438.82			
43	Contributions	81'569.80	83'600	83'400	-200
46	Subventions acquises	500'000.00	100'000	100'000	0
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	150'583.41			
	Total charges	2'722'436.36	2'262'500	2'309'300	46'800
	Total revenus	732'153.21	183'600	183'400	-200
	Excédent de charges	1'990'283.15	2'078'900	2'125'900	47'000
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres		110'000	100'000	-10'000
	Total dépenses	0.00	110'000	100'000	-10'000
	Total recettes	0.00			
	Excédent de dépenses	0.00	110'000	100'000	-10'000

CONSEIL D'ETAT

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	2'435'626.51	1'933'000	2'013'800	80'800
30 Charges de personnel	1'432'671.55	1'444'000	1'474'800	30'800
31 Biens, services et marchandises	352'371.55	389'000	439'000	50'000
36 Subventions accordées	650'583.41	100'000	100'000	0
4 Revenus de fonctionnement	732'153.21	183'600	183'400	-200
43 Contributions	81'569.80	83'600	83'400	-200
46 Subventions acquises	500'000.00	100'000	100'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	150'583.41	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	1'703'473.30	1'749'400	1'830'400	81'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	110'000	100'000	-10'000
50 Investissements propres	0.00	110'000	100'000	-10'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	110'000	100'000	-10'000
Insuffisance de financement	1'703'473.30	1'859'400	1'930'400	71'000

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

365	Actions du Conseil d'Etat	100'000
469	Subventions de la Loterie Romande pour le fonds "Actions du Conseil d'Etat"	100'000

PRÉFECTURES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	286'809.85	329'500	295'500	-34'000
30 Charges de personnel	285'358.85	320'000	284'500	-35'500
31 Biens, services et marchandises	12.18	9'500	11'000	1'500
39 Imputations internes	1'438.82	0	0	0
4 Revenus de fonctionnement	0.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	286'809.85	329'500	295'500	-34'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	286'809.85	329'500	295'500	-34'000

Pouvoir judiciaire**Compte 2005**
Fr.**Budget 2006**
Fr.**Budget 2007**
Fr.**Ecart 06/07**
Fr.**TOTAL GENERAL**

Dépenses	28'030'518.71	28'284'100	29'345'100	1'061'000
Recettes	6'989'128.89	6'900'000	6'918'700	18'700
Excédent de dépenses	21'041'389.82	21'384'100	22'426'400	1'042'300

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Tribunaux	19'611'087.06	19'912'200	20'936'900	1'024'700
Ministère public	1'430'302.76	1'471'900	1'489'500	17'600
Excédent de dépenses	21'041'389.82	21'384'100	22'426'400	1'042'300

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	21'784'090.00	22'202'800	23'087'900	885'100
31	Biens, services et marchandises	3'374'601.02	3'739'400	3'691'200	-48'200
32	Intérêts passifs	22.76			
33	Amortissements	1'023'445.19	977'500	1'082'000	104'500
36	Subventions accordées	1'112'675.55	958'000	1'007'000	49'000
39	Imputations internes	735'684.19	406'400	477'000	70'600
42	Revenus des biens	2'521.52	6'500	500	-6'000
43	Contributions	5'686'661.47	5'509'200	5'641'000	131'800
45	Dédommagements de collectivités publiques	1'260'295.75	1'384'300	1'277'200	-107'100
49	Imputations internes	39'650.15			
	Total charges	28'030'518.71	28'284'100	29'345'100	1'061'000
	Total revenus	6'989'128.89	6'900'000	6'918'700	18'700
	Excédent de charges	21'041'389.82	21'384'100	22'426'400	1'042'300

TRIBUNAUX

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	26'572'215.95	26'790'200	27'827'600	1'037'400
30 Charges de personnel	20'409'090.00	20'803'000	21'672'000	869'000
31 Biens, services et marchandises	3'327'325.85	3'679'700	3'626'500	-53'200
32 Intérêts passifs	22.76	0	0	0
33 Amortissements	1'023'445.19	977'500	1'082'000	104'500
36 Subventions accordées	1'112'675.55	958'000	1'007'000	49'000
39 Imputations internes	699'656.60	372'000	440'100	68'100
4 Revenus de fonctionnement	6'961'128.89	6'878'000	6'890'700	12'700
42 Revenus des biens	2'521.52	6'500	500	-6'000
43 Contributions	5'686'661.47	5'509'200	5'641'000	131'800
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'232'295.75	1'362'300	1'249'200	-113'100
49 Imputations internes	39'650.15	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	19'611'087.06	19'912'200	20'936'900	1'024'700
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	19'611'087.06	19'912'200	20'936'900	1'024'700
Remarques				
Les Tribunaux cantonaux ne sont pas gérés par mandats de prestations en 2007.				

MINISTÈRE PUBLIC

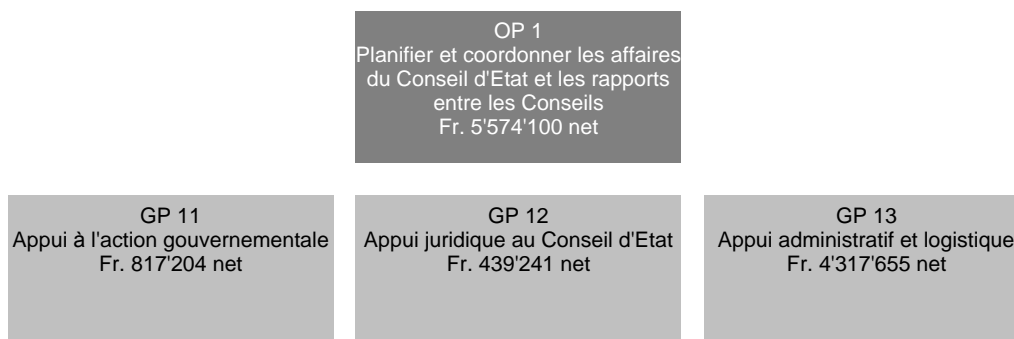
RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	1'458'302.76	1'493'900	1'517'500	23'600
30 Charges de personnel	1'375'000.00	1'399'800	1'415'900	16'100
31 Biens, services et marchandises	47'275.17	59'700	64'700	5'000
39 Imputations internes	36'027.59	34'400	36'900	2'500
4 Revenus de fonctionnement	28'000.00	22'000	28'000	6'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	28'000.00	22'000	28'000	6'000
Charges nettes de fonctionnement	1'430'302.76	1'471'900	1'489'500	17'600
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	1'430'302.76	1'471'900	1'489'500	17'600

Remarques

Le Ministère public n'est pas géré par mandats de prestations en 2007.

Présidence		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	10'125'476.84	10'115'100	9'873'000	-242'100
	Recettes	459'693.75	474'600	578'000	103'400
	Excédent de dépenses	9'665'783.09	9'640'500	9'295'000	-345'500
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Chancellerie d'Etat	5'799'524.73	6'224'200	5'574'100	-650'100
	Information	928'846.26	802'900	984'700	181'800
	Inspection des finances	2'356'203.95	2'613'400	2'736'200	122'800
	Centre de management public	581'208.15			
	Groupe interdépartemental "Intempéries"				
	Excédent de dépenses	9'665'783.09	9'640'500	9'295'000	-345'500
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	5'497'126.35	5'269'500	5'625'000	355'500
31	Biens, services et marchandises	4'175'887.96	4'214'300	3'728'000	-486'300
33	Amortissements	3'561.95	5'000	5'000	0
36	Subventions accordées	159'734.00	217'000	228'000	11'000
38	Attributions aux financements spéciaux	448.36			
39	Imputations internes	289'428.37	299'300	209'000	-90'300
40	Impôts	1'368.40			
42	Revenus des biens	460.75			
43	Contributions	201'630.15	246'600	300'000	53'400
46	Subventions acquises				
49	Imputations internes	256'234.45	228'000	278'000	50'000
	Total charges	10'126'186.99	10'005'100	9'795'000	-210'100
	Total revenus	459'693.75	474'600	578'000	103'400
	Excédent de charges	9'666'493.24	9'530'500	9'217'000	-313'500
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres	-710.15	110'000	78'000	-32'000
	Total dépenses	-710.15	110'000	78'000	-32'000
	Total recettes	0.00			
	Excédent de dépenses	-710.15	110'000	78'000	-32'000

CHANCELLERIE D'ETAT



RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	6'051'546.78	6'373'000	5'805'500	-567'500
30 Charges de personnel	2'074'271.60	2'220'100	2'379'700	159'600
31 Biens, services et marchandises	3'648'291.28	3'763'000	3'113'000	-650'000
33 Amortissements	3'561.95	5'000	5'000	0
36 Subventions accordées	159'734.00	192'000	203'000	11'000
39 Imputations internes	165'687.95	192'900	104'800	-88'100
4 Revenus de fonctionnement	251'311.90	258'800	309'400	50'600
40 Impôts	1'368.40	0	0	0
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	119'991.50	158'800	209'400	50'600
46 Subventions acquises	0.00	0	0	0
49 Imputations internes	129'952.00	100'000	100'000	0
Charges nettes de fonctionnement	5'800'234.88	6'114'200	5'496'100	-618'100
5 Dépenses d'investissement	-710.15	110'000	78'000	-32'000
50 Investissements propres	-710.15	110'000	78'000	-32'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	-710.15	110'000	78'000	-32'000
Insuffisance de financement	5'799'524.73	6'224'200	5'574'100	-650'100

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		18.30	19.50	1.20

OBJECTIF POLITIQUE

Planifier, coordonner et assurer le suivi des affaires du Conseil d'Etat et des rapports entre les pouvoirs

Sous-objectifs politiques

- 1 Soutenir le Conseil d'Etat dans la planification, la coordination et le suivi des affaires gouvernementales
- 2 Assurer l'appui juridique du Conseil d'Etat
- 3 Fournir des prestations de service pour l'ensemble de l'administration

Mesures prioritaires

- ad1 1 Développement de la Conférence des gouvernements de la Suisse occidentale en partenariat avec le nouveau secrétariat général
- ad2 2 Suivi de la modification de la loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs (LOCRP)
- ad3 3 Transfert de la vente des actes législatifs à la chancellerie d'Etat

CHANCELLERIE D'ETAT

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Modifications apportées à la planification législative, en % du nombre d'objets		10%	10%	0%
	2 Degré de liquidation des recours (recours liquidés / recours déposés)		110%	90%	-20%
	3 Pourcentage des recours rejetés par l'instance supérieure (TC ou TF)		15%	15%	0%
	4 Evolution des frais de port (2005 = Fr. 2.6 mios)			2'650'000	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Appui à l'action gouvernementale	846'688	29'484	817'204
P1101 Action gouvernementale et appui Présidence	321'359	3'000	318'359
318 Promotion des intérêts cantonaux au plan fédéral	250'000		250'000
Autres dépenses / recettes	71'359	3'000	68'359
P1102 Coordination de l'activité intergouvernementale	208'934	4'997	203'937
361 Conférence des gouvernements cantonaux	120'000		120'000
361 Conférence des gouvernements de Suisse occidentale	20'000		20'000
Autres dépenses / recettes	68'934	4'997	63'937
P1103 Préparation et suivi des sessions du GC	62'036	4'498	57'538
P1104 Séances du Conseil d'Etat	254'359	16'989	237'370
GP12 Appui juridique au Conseil d'Etat	570'222	130'981	439'241
P1201 Suivi/publication de la législation	41'360	3'000	38'360
P1202 Instruction et décisions sur recours	528'862	127'981	400'881
431 Recours au Conseil d'Etat		90'000	-90'000
Autres dépenses / recettes	528'862	37'981	490'881
GP13 Appui administratif et logistique	4'466'590	148'935	4'317'655
P1301 Sécurité - médiation	68'932	4'996	63'936
P1302 Gestion administrative et affaires courantes	296'396	31'490	264'906
P1303 Protocole Conseil d'Etat/Huissiers et chauffeurs	546'359	30'981	515'378
P1304 Courrier	3'153'576	44'985	3'108'591
318 Port administration cantonale	2'650'000		2'650'000
Autres dépenses / recettes	503'576	44'985	458'591
P1305 Gestion des données: Adjudications et commission	20'677	1'498	19'179
P1306 Traduction	173'859	9'995	163'864
P1307 Central téléphonique	206'791	24'990	181'801
Total	5'883'500	309'400	5'574'100

INFORMATION

OP 1
Assurer l'information des activités
de l'Etat
Fr. 984'700 net

GP 11
Communication et information
Fr. 984'700 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	928'846.26	802'900	1'034'700	231'800
30 Charges de personnel	549'518.65	572'800	665'200	92'400
31 Biens, services et marchandises	354'708.27	190'300	329'000	138'700
36 Subventions accordées	0.00	25'000	25'000	0
39 Imputations internes	24'619.34	14'800	15'500	700
4 Revenus de fonctionnement	0.00	0	50'000	50'000
49 Imputations internes	0.00	0	50'000	50'000
Charges nettes de fonctionnement	928'846.26	802'900	984'700	181'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	928'846.26	802'900	984'700	181'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		4.00	5.00	1.00
Auxiliaires de longue durée		0.30	0.00	-0.30

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer la transparence des activités étatiques afin de favoriser la libre formation de l'opinion publique et stimuler la participation à la vie publique

Sous-objectifs politiques

- 1 Garantir une communication adaptée aux attentes du public et de l'autorité
- 2 Informer l'administration des décisions et intentions du Conseil d'Etat
- 3 Conseiller le gouvernement et son administration en matière de communication
- 4 Assurer et développer des technologies web performantes

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Définition pour le printemps 2007 d'une stratégie cantonale en matière d'administration en ligne
- 2 Extension du module élections de VS_Platform (extranet) pour les élections fédérales (octobre 2007)
- 3 Adoption et entrée en vigueur de la loi sur l'information du public et accès aux documents (LIPAD)
- ad4* 4 Rapatriement et intégration de contenus tiers dans www.vs.ch (Valaisinfo, encyclopédie Valais et d'autres sites à évaluer)
- 5 Amélioration de l'accessibilité de www.vs.ch (adaptation et charte graphique LHAND)

Présidence

INFORMATION

Indicateurs de performance	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1 1 Résultats du "baromètre médias"		↗	↗	

INFORMATION

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupe de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Communication et information	1'034'700	50'000	984'700
P1101 Communication externe	276'899	50'000	226'899
P1102 Information interne	97'513		97'513
P1103 Conseil et appui	81'258		81'258
P1104 Technologie web	579'030		579'030
318 Développement du site internet de l'Etat	294'000		294'000
Autres dépenses / recettes	285'030		285'030
Total	1'034'700	50'000	984'700

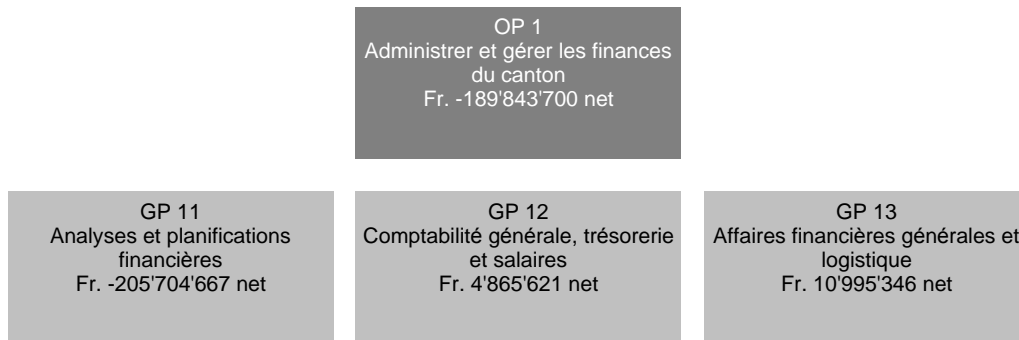
INSPECTION DES FINANCES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	2'563'976.60	2'829'200	2'954'800	125'600
30 Charges de personnel	2'296'697.15	2'476'600	2'580'100	103'500
31 Biens, services et marchandises	168'158.37	261'000	286'000	25'000
39 Imputations internes	99'121.08	91'600	88'700	-2'900
4 Revenus de fonctionnement	207'772.65	215'800	218'600	2'800
43 Contributions	81'490.20	87'800	90'600	2'800
49 Imputations internes	126'282.45	128'000	128'000	0
Charges nettes de fonctionnement	2'356'203.95	2'613'400	2'736'200	122'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	2'356'203.95	2'613'400	2'736'200	122'800

Remarques

L'Inspection des finances n'est pas gérée par mandats de prestations en 2007.

Département des finances, des institutions et de la sécurité (DFIS)		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
TOTAL GENERAL					
Dépenses		374'266'526.62	341'390'500	358'378'800	16'988'300
Recettes		1'518'124'489.43	1'428'167'700	1'536'973'800	108'806'100
Excédent de recettes		1'143'857'962.81	1'086'777'200	1'178'595'000	91'817'800
SUBDIVISION ADMINISTRATIVE					
Administration cantonale des finances		-181'043'584.85	-161'023'400	-189'843'700	-28'820'300
Service cantonal des contributions		-998'825'655.96	-966'108'400	-1'040'517'700	-74'409'300
Service du personnel et de l'organisation		2'915'467.53	3'235'500	3'547'300	311'800
Service juridique des finances et du personnel		606'792.33	750'900	756'300	5'400
Service cantonal de l'informatique		16'117'386.94	17'917'300	19'660'100	1'742'800
Service des affaires intérieures		2'196'767.23	2'154'700	2'330'100	175'400
Service administratif et juridique des institutions		-2'540'395.41	-2'904'000	-3'090'400	-186'400
Police cantonale		56'126'625.97	58'274'600	63'446'500	5'171'900
Service de l'état civil et des étrangers		3'310'533.34	3'973'500	3'695'500	-278'000
Etablissements pénitentiaires		7'591'871.52	8'607'000	8'873'500	266'500
Service de la circulation routière et de la navigation		-52'243'982.58	-54'322'300	-54'800'800	-478'500
Service de la sécurité civile et militaire		1'752'210.79	2'467'000	7'128'400	4'661'400
Service de la chasse, de la pêche et de la faune		178'000.34	200'400	219'900	19'500
Excédent de recettes		1'143'857'962.81	1'086'777'200	1'178'595'000	91'817'800
COMPTE DE FONCTIONNEMENT					
30 Charges de personnel		132'911'043.45	140'503'600	144'157'500	3'653'900
31 Biens, services et marchandises		35'854'464.70	41'714'100	43'627'400	1'913'300
32 Intérêts passifs		53'068'815.33	44'897'000	35'707'000	-9'190'000
33 Amortissements		13'810'703.45	13'464'500	12'817'100	-647'400
34 Parts et contributions sans affectation		38'982'867.95	36'450'000	38'570'000	2'120'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques		2'863'968.06	3'498'800	3'714'000	215'200
36 Subventions accordées		15'360'587.60	4'916'000	5'244'700	328'700
37 Subventions redistribuées		10'000.00	20'000	275'000	255'000
38 Attributions aux financements spéciaux		39'901'447.67	21'293'400	13'430'100	-7'863'300
39 Imputations internes		31'799'908.33	25'506'000	45'757'200	20'251'200
40 Impôts		827'466'705.88	780'965'000	835'704'000	54'739'000
41 Patentes et concessions		163'149'249.15	141'078'000	143'711'000	2'633'000
42 Revenus des biens		37'284'117.46	30'144'400	19'862'300	-10'282'100
43 Contributions		55'663'057.76	52'572'600	83'969'000	31'396'400
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		329'921'637.74	346'512'000	367'982'100	21'470'100
45 Dédommagements de collectivités publiques		7'289'610.20	6'648'000	7'316'000	668'000
46 Subventions acquises		16'732'010.46	16'605'000	15'653'300	-951'700
47 Subventions à redistribuer		10'000.00	20'000	275'000	255'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		11'918'218.25	250'000	350'000	100'000
49 Imputations internes		50'907'876.13	37'478'100	56'085'100	18'607'000
Total charges		364'563'806.54	332'263'400	343'300'000	11'036'600
Total revenus		1'500'342'483.03	1'412'273'100	1'530'907'800	118'634'700
Excédent de revenus		1'135'778'676.49	1'080'009'700	1'187'607'800	107'598'100
COMPTE DES INVESTISSEMENTS					
50 Investissements propres		4'227'435.23	4'097'500	10'315'500	6'218'000
52 Prêts et participations permanentes		500'000.00			
56 Subventions accordées		4'566'391.65	4'600'600	4'563'300	-37'300
57 Subventions redistribuées		408'893.20	429'000	200'000	-229'000
60 Transferts au patrimoine financier		2'500'000.00			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		10'034'850.00	10'765'000	1'215'000	-9'550'000
66 Subventions acquises		4'838'263.20	4'700'600	4'651'000	-49'600
67 Subventions à redistribuer		408'893.20	429'000	200'000	-229'000
Total dépenses		9'702'720.08	9'127'100	15'078'800	5'951'700
Total recettes		17'782'006.40	15'894'600	6'066'000	-9'828'600
Excédent de dépenses		-8'079'286.32	-6'767'500	9'012'800	15'780'300

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	155'769'736.60	116'564'000	121'060'900	4'496'900
30 Charges de personnel	12'248'011.75	15'170'200	13'382'900	-1'787'300
31 Biens, services et marchandises	8'442'846.65	9'638'200	10'099'800	461'600
32 Intérêts passifs	49'771'772.28	39'897'000	34'507'000	-5'390'000
33 Amortissements	921'900.33	945'000	796'600	-148'400
34 Parts et contributions sans affectation	18'133'320.00	17'100'000	17'860'000	760'000
36 Subventions accordées	11'992'421.85	1'000'000	1'000'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	38'821'474.10	21'113'400	13'250'100	-7'863'300
39 Imputations internes	15'437'989.64	11'700'200	30'164'500	18'464'300
4 Revenus de fonctionnement	324'778'471.45	266'987'400	309'854'600	42'867'200
40 Impôts	207'362.01	100'000	0	-100'000
41 Patentes et concessions	160'374'734.15	138'178'000	140'711'000	2'533'000
42 Revenus des biens	33'177'546.66	21'173'400	13'918'300	-7'255'100
43 Contributions	3'262'053.78	581'200	30'740'300	30'159'100
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	66'985'300.50	69'794'000	69'673'700	-120'300
46 Subventions acquises	8'919'249.70	9'000'000	9'400'000	400'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	11'706'020.60	0	0	0
49 Imputations internes	40'146'204.05	28'160'800	45'411'300	17'250'500
Revenus nets de fonctionnement	169'008'734.85	150'423'400	188'793'700	38'370'300
5 Dépenses d'investissement	500'000.00	165'000	165'000	0
50 Investissements propres	0.00	165'000	165'000	0
52 Prêts et participations permanentes	500'000.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	12'534'850.00	10'765'000	1'215'000	-9'550'000
60 Transferts au patrimoine financier	2'500'000.00	0	0	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	10'034'850.00	10'765'000	1'215'000	-9'550'000
Recettes nettes d'investissement	12'034'850.00	10'600'000	1'050'000	-9'550'000
Excédent de financement	181'043'584.85	161'023'400	189'843'700	28'820'300

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		47.50	47.50	0.00
Auxiliaires de longue durée		1.00	0.00	-1.00

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

OBJECTIF POLITIQUE					
Gérer les finances du canton et élaborer les bases utiles à la conduite de sa politique financière					
Sous-objectifs politiques					
1	Aider à la conduite financière du canton, en particulier :				
1.1	Etablir la planification financière et le budget et en assurer le suivi				
1.2	Elaborer les préavis et autres analyses financières à l'intention du Conseil d'Etat et des départements				
1.3	Assurer le controlling financier gouvernemental et départemental				
1.4	Assurer le suivi des relations financières avec la Confédération				
1.5	Etablir les tableaux de bord et les statistiques financières				
2	Organiser et coordonner la comptabilité générale de l'Etat :				
2.1	Tenir la comptabilité générale, assurer le contrôle des paiements et procéder à l'établissement du compte				
2.2	Assurer une gestion optimale de la trésorerie conforme au marché				
2.3	Assurer le paiement des salaires et des honoraires				
3	Gérer les affaires financières générales et logistiques dévolues à un service financier central soit :				
3.1	Apporter aide et conseils aux communes (assainissement, péréquation, comptabilité, statistiques, etc.)				
3.2	Gérer le patrimoine financier, les assurances, les dévolutions, etc.				
3.3	Mettre à disposition des services le mobilier, le matériel et les publications nécessaires (économat)				
3.4	Conduire les travaux de la statistique fédérale et cantonale				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Etablissement de la planification financière intégrée pour les années 2007 à 2010				
	2 Intégration de services supplémentaires dans le cadre de la nouvelle présentation du budget				
	3 Poursuite de la mise en oeuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT)				
ad2	4 Etablissement du budget et des comptes dans les délais prescrits				
	5 Mise à disposition en tout temps des disponibilités voulues pour les paiements				
	6 Gestion des emprunts conforme au marché				
ad3	7 Poursuite de la mise en place de l'ordonnance sur la gestion financière des communes				
	8 Garantie d'un service logistique (mobilier, matériel, etc.) performant et aux moindres coûts en faveur des services de l'administration				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Résultat du compte de fonctionnement en millions de francs (positif)		11.3	24.5	13.2
	2 Degré d'autofinancement (supérieur ou égal à 100%)		108.9%	105.7%	-3.2%
	3 Services de l'Etat gérés par mandats de prestations (en% du total)		60%	80%	20%
ad2	4 Factures payées à l'échéance fixée (en % du total)		90%	95%	5%
ad3	5 Communes utilisant le modèle harmonisé (en % du total)		50%	80%	30%

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Analyses et planifications financières	1'440'383	207'145'050	-205'704'667
P1101 Planification financière	640'320	207'133'307	-206'492'987
410 Produit de la répartition du bénéfice de la BNS		140'036'000	-140'036'000
440 Part au produit des impôts sur les huiles minérales		67'093'000	-67'093'000
Autres dépenses / recettes	640'320	4'307	636'013
P1102 Controlling	800'063	11'743	788'320
GP12 Comptabilité générale, trésorerie et salaires	77'405'714	72'540'093	4'865'621
P1201 Comptab., gestion dette, trésorerie et participat.	39'400'090	42'342'407	-2'942'317
318 Frais postaux, bancaires et commissions sur emprunts	1'270'000		1'270'000
322 Intérêts sur les dettes à moyen et long terme	33'000'000		33'000'000
422 Intérêts sur placements		2'000'000	-2'000'000
425 Revenus des prêts du patrimoine administratif		2'307'000	-2'307'000
426 Revenus des participations permanentes du patrimoine administratif		7'325'000	-7'325'000
490 Intérêts imputés sur prêts		29'011'000	-29'011'000
624 Remboursement des prêts par les hôpitaux		950'000	-950'000
Autres dépenses / recettes	5'130'090	749'407	4'380'683
P1202 Gestion des salaires et honoraires	33'277'124	30'011'486	3'265'638
307 Prestations aux retraités (participation au pont AVS)	2'060'000		2'060'000
380 Caisses de prévoyance : attr. pour recapitalisation	12'100'000		12'100'000
390 Caisses de prévoyance : intérêts calculés pour l'avance de fonds	17'900'000		17'900'000
436 Caisses de prévoyance : contribution annuelle de recapitalisation		30'000'000	-30'000'000
Autres dépenses / recettes	1'217'124	11'486	1'205'638
P1203 Régime de pension des magistrats	4'728'500	186'200	4'542'300

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP13 Affaires financières générales et logistique	42'379'803	31'384'457	10'995'346
P1301 Finances communales	28'980'482	19'082'971	9'897'511
341 Péréquation intercommunale - répartition aux communes	17'860'000		17'860'000
380 Attribution au fonds pour les fusions	940'000		940'000
462 Part des communes au fonds de péréquation		9'400'000	-9'400'000
Autres dépenses / recettes	10'180'482	9'682'971	497'511
P1302 Gestion des assurances	3'879'627	2'688'595	1'191'032
318 Primes d'assurances	3'402'000		3'402'000
490 Refacturation interne		2'372'800	-2'372'800
Autres dépenses / recettes	477'627	315'795	161'832
P1303 Economat	4'298'311	2'956'815	1'341'496
310 Imprimés, reliures et publications	1'435'000		1'435'000
310 Fourniture et matériel de bureau	1'380'000		1'380'000
311 Mobilier, instruments et machines	850'000		850'000
490 Refacturation interne		2'946'800	-2'946'800
Autres dépenses / recettes	633'311	10'015	623'296
P1304 Gestion des affaires adm. et financières générales	2'861'433	4'938'338	-2'076'905
365 Dîme de l'alcool : Subv. acc. inst. privées	870'000		870'000
410 Régale des sels		675'000	-675'000
440 Dîme de l'alcool : part aux recettes fédérales		900'000	-900'000
440 Part à des recettes fédérales (RPLP)		1'680'700	-1'680'700
Autres dépenses / recettes	1'991'433	1'682'638	308'795
P1305 Gestion des immeubles du patrimoine financier	1'846'430	1'706'431	139'999
P1306 Statistique fédérale et cantonale	513'520	11'307	502'213
Total	121'225'900	311'069'600	-189'843'700

SERVICE CANTONAL DES CONTRIBUTIONS

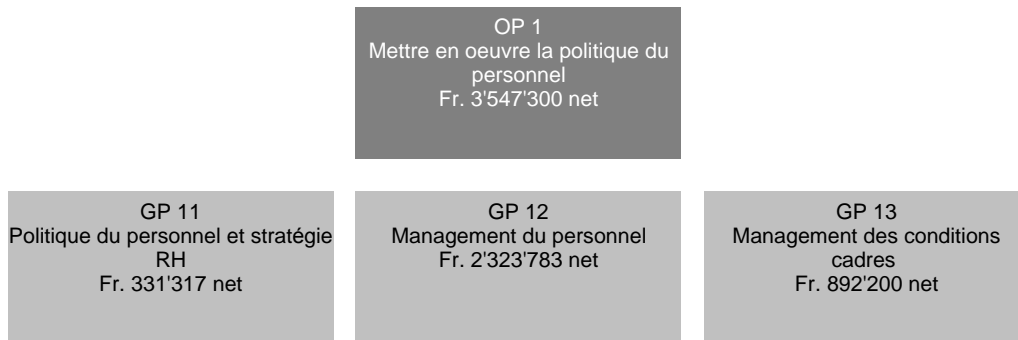
RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	55'690'195.77	60'640'100	58'370'100	-2'270'000
30 Charges de personnel	15'968'428.70	16'944'200	17'746'900	802'700
31 Biens, services et marchandises	3'818'309.77	5'046'000	4'929'000	-117'000
32 Intérêts passifs	3'296'965.20	5'000'000	1'200'000	-3'800'000
33 Amortissements	9'795'108.66	12'000'000	11'500'000	-500'000
34 Parts et contributions sans affectation	20'811'806.20	19'300'000	20'660'000	1'360'000
36 Subventions accordées	536'855.50	800'000	800'000	0
39 Imputations internes	1'462'721.74	1'549'900	1'534'200	-15'700
4 Revenus de fonctionnement	1'054'535'451.73	1'026'748'500	1'098'887'800	72'139'300
40 Impôts	780'436'016.67	734'350'000	787'000'000	52'650'000
41 Patentes et concessions	0.00	0	0	0
42 Revenus des biens	3'917'379.09	8'805'000	5'806'000	-2'999'000
43 Contributions	8'498'083.35	7'615'500	8'462'800	847'300
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	259'935'657.67	274'442'000	295'913'000	21'471'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'668'668.15	1'536'000	1'706'000	170'000
49 Imputations internes	79'646.80	0	0	0
Revenus nets de fonctionnement	998'845'255.96	966'108'400	1'040'517'700	74'409'300
5 Dépenses d'investissement	19'600.00	0	0	0
50 Investissements propres	19'600.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	19'600.00	0	0	0
Excédent de financement	998'825'655.96	966'108'400	1'040'517'700	74'409'300

Remarques

Le Service cantonal des contributions n'est pas géré par mandats de prestations en 2007.

SERVICE CANTONAL DES CONTRIBUTIONS
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

329	Intérêts rémunérateurs	1'200'000
362	Subventions aux teneurs de registres d'impôts	130'000
	Tâches fiscales déléguées aux communes	670'000
		800'000
400	Impôt sur le revenu et la fortune	654'400'000
401	Impôt sur le bénéfice et le capital	82'800'000
402	Impôt foncier	18'000'000
403	Impôt sur les gains immobiliers	20'000'000
405	Impôt sur les successions et donations	11'000'000
406	Impôt sur les chiens	500'000
421	Intérêts moratoires	4'000'000
424	Variation du croire	100'000
429	Rachat ADB	1'700'000
436	Autres frais récupérés	210'000
	Récupération de frais d'encaissement	4'400'000
	Récupération de salaires	152'800
		4'762'800
440	Part de l'Etat à l'impôt anticipé	35'013'000
	Part de l'Etat à l'impôt fédéral direct	45'800'000
	Péréquation financière IFD	215'100'000
		295'913'000

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	3'125'877.73	3'395'300	3'758'900	363'600
30 Charges de personnel	2'670'175.36	2'818'400	3'115'700	297'300
31 Biens, services et marchandises	294'750.16	470'000	532'500	62'500
39 Imputations internes	160'952.21	106'900	110'700	3'800
4 Revenus de fonctionnement	210'410.20	159'800	211'600	51'800
43 Contributions	105'255.80	111'800	111'600	-200
49 Imputations internes	105'154.40	48'000	100'000	52'000
Charges nettes de fonctionnement	2'915'467.53	3'235'500	3'547'300	311'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	2'915'467.53	3'235'500	3'547'300	311'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		9.00	13.70	4.70
Auxiliaires de longue durée		4.70	0.00	-4.70

OBJECTIF POLITIQUE

Définir et promouvoir une politique du personnel adaptée aux besoins de l'employeur et aux conditions du marché du travail

Sous-objectifs politiques

- 1 Proposer et appliquer les mesures permettant à l'Etat du Valais de demeurer un employeur attractif et compétitif sur le marché du travail
- 2 Contribuer à l'optimisation organisationnelle de l'Etat du Valais
- 3 Mettre en place une politique du personnel moderne et efficace

Mesures prioritaires

- ad3
- 1 Titularisation des auxiliaires de longue durée en fonctionnaires
 - 2 Introduction d'un nouveau système d'appréciation flexible par étapes
 - 3 Définition et réalisation d'une nouvelle politique des apprentis.
 - 4 Collaboration à la mise en oeuvre des mesures découlant de la loi régissant les institutions de prévoyance du Canton du Valais

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Nombre des postulations par mise au concours (2004: 35)			35	
<i>ad3</i>	2 Degré de satisfaction du personnel de l'administration cantonale (2003: 84% satisfaits à très satisfaits)			85%	

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Politique du personnel et stratégie RH	348'635	17'318	331'317
P1101 Politique du personnel et stratégie RH	148'168	7'358	140'810
P1102 Controlling du personnel	156'887	7'794	149'093
P1103 Information du personnel	43'580	2'166	41'414
GP12 Management du personnel	2'479'535	155'752	2'323'783
P1201 Marketing du personnel	187'160	4'329	182'831
309 Mise au concours	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	87'160	4'329	82'831
P1202 Recrutement du personnel	226'621	11'257	215'364
P1203 Instruments de conduite	61'010	3'028	57'982
P1204 Rémunération et reconnaissance du personnel	334'820	8'656	326'164
309 Objets souvenirs	110'000		110'000
Autres dépenses / recettes	224'820	8'656	216'164
P1205 Développement et formation du personnel	1'448'171	118'959	1'329'212
301 Stagiaires pour l'administration	510'000		510'000
301 Stagiaires MPC	239'000		239'000
309 Formation et perfectionnement Etat du VS	90'000		90'000
318 Honoraires animateurs de cours	260'000		260'000
Autres dépenses / recettes	349'171	118'959	230'212
P1206 Départ du personnel	19'933	866	19'067
P1207 Apprentis	201'820	8'657	193'163
GP13 Management des conditions cadres	930'730	38'530	892'200
P1301 Gestion du droit du travail	580'260	28'572	551'688
P1302 Egalité des chances	31'152	1'299	29'853
P1303 Santé et sécurité au travail	143'580	2'165	141'415
318 Réalisation MSST	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	43'580	2'165	41'415
P1304 Management de l'organisation	92'158	4'329	87'829
P1305 Technologies RH	83'580	2'165	81'415
Total	3'758'900	211'600	3'547'300

SERVICE JURIDIQUE DES FINANCES ET DU PERSONNEL

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	660'174.83	840'900	849'000	8'100
30 Charges de personnel	508'596.90	611'500	618'900	7'400
31 Biens, services et marchandises	129'103.19	194'500	194'500	0
33 Amortissements	5'120.36	10'000	10'000	0
36 Subventions accordées	1'739.20	10'000	10'000	0
39 Imputations internes	15'615.18	14'900	15'600	700
4 Revenus de fonctionnement	53'382.50	90'000	92'700	2'700
43 Contributions	53'382.50	90'000	92'700	2'700
Charges nettes de fonctionnement	606'792.33	750'900	756'300	5'400
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	606'792.33	750'900	756'300	5'400

Remarques

Le Service juridique des finances et du personnel n'est pas géré par mandats de prestations en 2007.

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

OP 1
Assurer et développer un système
d'informations
Fr. 19'660'100 net

GP 11
Stratégie des systèmes
d'informations
Fr. 588'857 net

GP 12
Informatique opérationnelle
Fr. 19'071'243 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	14'370'979.93	16'424'100	18'073'900	1'649'800
30 Charges de personnel	5'682'825.76	6'151'000	6'779'800	628'800
31 Biens, services et marchandises	8'183'716.85	9'835'400	10'760'500	925'100
32 Intérêts passifs	77.85	0	0	0
33 Amortissements	8'933.44	0	0	0
36 Subventions accordées	21'763.00	23'000	23'000	0
39 Imputations internes	473'663.03	414'700	510'600	95'900
4 Revenus de fonctionnement	97'629.22	273'800	263'800	-10'000
42 Revenus des biens	44.02	0	0	0
43 Contributions	62'022.65	30'000	20'000	-10'000
49 Imputations internes	35'562.55	243'800	243'800	0
Charges nettes de fonctionnement	14'273'350.71	16'150'300	17'810'100	1'659'800
5 Dépenses d'investissement	1'844'036.23	1'767'000	1'850'000	83'000
50 Investissements propres	1'844'036.23	1'767'000	1'850'000	83'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	1'844'036.23	1'767'000	1'850'000	83'000
Insuffisance de financement	16'117'386.94	17'917'300	19'660'100	1'742'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		31.75	38.25	6.50
Auxiliaires de longue durée		7.50	1.00	-6.50

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE**OBJECTIF POLITIQUE****Assurer et développer un système d'informations intégral et cohérent favorisant la modernisation de l'Etat****Sous-objectifs politiques**

- 1 Définir la stratégie des systèmes d'informations (GP11)
 - 1.1 Evaluer, proposer, introduire et contrôler les méthodes d'analyse, de conception, de développement et de maintenance des logiciels d'application
 - 1.2 Evaluer, proposer, introduire et contrôler les standards assurant l'homogénéisation du parc bureautique (logiciel et matériel, client et serveur) et de la messagerie
- 2 Assurer l'informatique opérationnelle (GP12)
 - 2.1 Mettre à disposition de l'administration cantonale une infrastructure technique performante (centre d'exploitation, équipement de télécommunication, serveurs bureautiques, installations personnelles)
 - 2.2 Gérer le support aux utilisateur (achats, formation et conseil)
 - 2.3 Assurer la maintenance, le support et la mise à jour des applications informatiques existantes
 - 2.4 Analyser les besoins exprimés par les utilisateurs pour le développement de nouvelles applications et en assurer, le cas échéant, la mise en place

Mesures prioritaires

- ad1
 - 1 Poursuite du regroupement des affaires informatiques
 - 2 Réalisation du concept général et suivi de la mise en place des systèmes d'informations des EMS - CMS
 - 3 Nouvelle procédure budgétaire informatique
 - 4 Finalisation du projet INFOVAL (informatisation des hôpitaux)
 - 5 Implémentation de méthodologies au sein du SCI (ITIL, Cobit, etc.)
 - 6 Définition d'un processus de gestion de projet et mise en place d'une directive pour son utilisation
 - 7 Evaluation des opportunités OSS - Open Source Software (desktop, SGBD, développement, etc.)
- ad2
 - 8 Optimisation de solutions de stockage pour données de masse
 - 9 Optimisation des bases de données Oracle
 - 10 Passage de la voix sur le protocole IP
 - 11 Extension du réseau cantonal de communications (MPLS)
 - 12 Evaluation d'une plateforme client (MS Windows ou Linux)
 - 13 Introduction et extension de la formation informatique à distance (e-learning) pour les collaborateurs de l'administration cantonale
 - 14 Optimisation de la gestion des impressions
 - 15 Poursuite de la migration de la comptabilité de BS 2000 vers SAP
 - 16 Gestion des dossiers financiers sous SAP
 - 17 Consolidation des applications SCC et e-DICS
 - 18 Introduction de la nouvelle plateforme de développement JAVA

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Taux de regroupement des affaires informatiques		70%	80%	10%
	2 Taux de dérogation aux standards accordé		20%	15%	-5%
ad2	3 Accès aux bases de données 24 heures sur 24		↗	↗	
	4 Degré de disponibilité des services de télécommunications		99.9%	99.9%	0%
	5 Evolution des frais de télécommunications		↘	↘	
	6 Degré de disponibilité des serveurs et service réseau		96%	97%	1%
	7 Délai de réponse à un problème annoncé par un utilisateur (inférieur à 1 heure)		↘	↘	
	8 Proportion des dépannages nécessitant une intervention sur sites		30%	25%	-5%

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Stratégie des systèmes d'informations	588'857		588'857
P1101 Normes et standards	212'195		212'195
P1102 Sécurité informatique	364'428		364'428
P1103 Projets spéciaux du délégué aux questions inf.	12'234		12'234
GP12 Informatique opérationnelle	19'335'043	263'800	19'071'243
P1201 Applications SAP et Filières	2'753'547		2'753'547
318 Taxes & Revenus, ECM, RM PS	878'000		878'000
Autres dépenses / recettes	1'875'547		1'875'547
P1202 Exploitation et systèmes	5'456'705	121'900	5'334'805
316 Contrats de maintenance et équipements de l'IT Center et du Print Center	1'950'000		1'950'000
506 Extension des unités de stockage SAN, IT Center au Palais et projet Robot LTO	525'000		525'000
Autres dépenses / recettes	2'981'705	121'900	2'859'805
P1203 Développement des applications	1'654'801		1'654'801
P1204 Télécommunications et téléphonie	5'398'613		5'398'613
311 Mise en place du projet "Voice over IP"	1'400'000		1'400'000
318 Transfert de la Chancellerie au SCI de la gestion des factures téléphoniques	1'000'000		1'000'000
506 Extension du réseau cantonal de communication, MAN Viège	1'200'000		1'200'000
Autres dépenses / recettes	1'798'613		1'798'613
P1205 Micro-informatique	2'807'435	121'900	2'685'535
P1206 Formation et achats informatiques	1'263'942	20'000	1'243'942
Total	19'923'900	263'800	19'660'100

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES

OP 1
Assurer la préparation des tâches
législatives et gérer les relations
Canton-communes
Fr. 2'330'100 net

GP 11
Constitution, législation et
contentieux
Fr. 1'185'098 net

GP 12
Relation Canton-communes
Fr. 1'145'002 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	2'289'079.28	2'259'700	2'435'100	175'400
30 Charges de personnel	1'350'014.30	1'348'300	1'430'400	82'100
31 Biens, services et marchandises	27'050.97	54'000	54'000	0
33 Amortissements	253.85	1'000	0	-1'000
36 Subventions accordées	430'000.00	430'000	460'000	30'000
39 Imputations internes	481'760.16	426'400	490'700	64'300
4 Revenus de fonctionnement	92'312.05	105'000	105'000	0
40 Impôts	322.50	0	0	0
43 Contributions	91'989.55	105'000	105'000	0
Charges nettes de fonctionnement	2'196'767.23	2'154'700	2'330'100	175'400
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	2'196'767.23	2'154'700	2'330'100	175'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		9.50	9.50	0.00

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer la préparation des tâches législatives nécessaires aux développements des institutions et gérer les relations Canton-communes dans le domaine de ses compétences (Constitution, institutions, communes, élections et votations)

Sous-objectifs politiques

- 1 Assurer la préparation des travaux législatifs et juridiques
 - 1.1 Elaborer et conduire les projets en matière de politique institutionnelle (Constitution, lois)
 - 1.2 Préparer les projets de décision sur recours pour le Conseil d'Etat dans les domaines de compétences du service
- 2 Réaliser des projets et prestations en faveur des communes
 - 2.1 Appuyer et conseiller les communes et les bourgeoisies dans ses domaines de compétences
 - 2.2 Organiser et conduire les élections et votations fédérales, cantonales et communales

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES

Mesures prioritaires					
ad1	1 Préparation à l'intention du Conseil d'Etat du projet de réforme constitutionnelle concernant l'art. 87 Cst. cant. (élections communales)				
	2 Préparation à l'intention du Conseil d'Etat du projet de modification partielle de la loi sur les droits politiques (LcDP)				
	3 Traitement avec célérité des recours qui ont des incidences économiques importantes (constructions, etc.)				
ad2	4 Organisation des élections fédérales 2007 (directives, conseils aux partis et aux communes, etc.)				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Equilibre entre le nombre de recours déposés et le nombre de recours traités dans l'année		-20	-10	10
	2 Respect des délais fixés pour le traitement des recours (pour-cent des décisions rendues)		80%	85%	5%

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Constitution, législation et contentieux	1'278'333	93'235	1'185'098
P1101 Constitution cantonale	70'238	177	70'061
P1102 Législation	266'905	676	266'229
P1103 Recours, plaintes	941'190	92'382	848'808
GP12 Relation Canton-communes	1'156'767	11'765	1'145'002
P1201 Fusion de communes et collaboration intercommunale	61'812	156	61'656
P1202 Approbation règlements et autres actes communaux	216'331	10'547	205'784
P1203 Renseignements et conseils aux communes	193'860	492	193'368
P1204 Organisation des élections et votations	148'907	377	148'530
P1205 Relations avec les autorités	535'857	193	535'664
365 Subventions aux Eglises	460'000		460'000
Autres dépenses / recettes	75'857	193	75'664
Total	2'435'100	105'000	2'330'100

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

OP 1
Gérer les affaires administratives
des institutions
Fr. -3'113'595 net

OP 2
Traiter les affaires juridiques
Fr. 23'195 net

GP 11
Assistance / Permanence
administrative
Fr. 236'233 net

GP 12
Surveillance LPP/Affaires
administratives civiles
Fr. -1'882'431 net

GP 21
Contentieux / Législation
Fr. 495'942 net

GP 22
Exécution des peines
Fr. -962'161 net

GP 13
Recouvrement forcé des
créances
Fr. -1'467'397 net

GP 23
Egalité et famille
Fr. 489'414 net

Total service**Fr. -3'090'400 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	8'393'248.78	6'432'300	6'512'400	80'100
30 Charges de personnel	4'437'438.45	4'429'200	4'543'400	114'200
31 Biens, services et marchandises	1'004'132.20	1'104'700	1'169'500	64'800
33 Amortissements	2'224'009.23	500	500	0
34 Parts et contributions sans affectation	783.35	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	160'496.15	152'000	160'000	8'000
36 Subventions accordées	258'373.50	388'000	294'300	-93'700
39 Imputations internes	308'015.90	357'900	344'700	-13'200
4 Revenus de fonctionnement	10'933'644.19	9'513'800	9'602'800	89'000
42 Revenus des biens	400.00	0	0	0
43 Contributions	10'922'258.19	9'413'800	9'522'800	109'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	10'986.00	100'000	80'000	-20'000
Revenus nets de fonctionnement	2'540'395.41	3'081'500	3'090'400	8'900
5 Dépenses d'investissement	0.00	177'500	0	-177'500
50 Investissements propres	0.00	177'500	0	-177'500
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	177'500	0	-177'500
Excédent de financement	2'540'395.41	2'904'000	3'090'400	186'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		34.50	34.50	0.00
Auxiliaires de longue durée		2.50	2.50	0.00

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

OBJECTIF POLITIQUE 1					
Assurer la permanence administrative et la coordination pour le Département, et organiser une surveillance administrative dans les domaines de la prévoyance professionnelle et du droit privé fédéral					
Sous-objectifs politiques					
1	Afin de faciliter l'action du Chef du Département, assurer la permanence administrative du Département, la coordination départementale entre les activités des services du Département, la coordination interdépartementale, et la représentation du Département dans les tâches interdépartementales générales				
2	Afin de garantir au particulier la sauvegarde de ses droits ou de ses intérêts, organiser une surveillance sur les fondations, les institutions de prévoyance professionnelle et les organismes indépendants de l'administration cantonale chargés de tâches d'application du droit privé fédéral relevant de la compétence d'une autorité administrative (autorités tutélaires, notaires, registres du commerce, offices des poursuites et faillites)				
3	Afin de garantir le respect des droits et des obligations des créanciers et des débiteurs, pourvoir à l'application de la législation sur la poursuite dans les offices étatisés				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Rationalisation et simplification des relations intradépartementales, ainsi que des rapports du Département avec le Grand Conseil				
ad2	2 Consolidation des relations de partenariat développées avec les inspecteurs des autorités tutélaires et le service cantonal de la jeunesse, avec l'Association des notaires et le service cantonal du registre foncier, avec les préposés au registre du commerce et les préposés aux offices des poursuites et faillites				
ad3	3 Réexamen de l'organisation administrative des offices des poursuites et faillites et développement de synergies				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Observation des délais de coordination (inobservation 2005 : 0)			0	0
ad2	2 Annualisation des séances de travail avec les partenaires concernés par la surveillance (2005 : rencontre avec chacun des quatre partenaires)		4	4	
ad3	3 Nombre de plaintes admises contre les décisions de chacun des préposés aux deux offices étatisés			4	

OBJECTIF POLITIQUE 2				
Préparer des projets de loi, des décisions et des avis juridiques dans les domaines de la justice et de la sécurité, et veiller à l'exécution des jugements pénaux. Promouvoir l'égalité entre femmes et hommes ainsi que le soutien à la famille				
Sous-objectifs politiques				
1	De manière à satisfaire aux exigences d'un Etat de droit, traiter des projets de loi relevant de la justice et de la sécurité, et rendre des décisions ou des conseils juridiques dans ces mêmes domaines			
2	De manière à garantir la sécurité publique et à prévenir la récidive, veiller à l'exécution des jugements pénaux			
3	Veiller à l'application dans le canton du principe de l'égalité entre femmes et hommes, à l'élimination de toute forme de discrimination de droit ou de fait, et apporter à la famille la protection, le soutien dont elle a besoin pour que chacun de ses membres puisse s'épanouir			

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

Mesures prioritaires	
ad1	1 Tenue du répertoire des décisions du Département et du service pour garantir un même traitement des affaires juridiques dans le Haut-Valais et le Valais romand
ad2	2 Application du code pénal suisse révisé
ad3	3 Recherche de synergies entre les services étatiques et communaux, les institutions et les associations favorisant la protection et le soutien de la famille et de l'égalité
	4 Elaboration d'un projet de politique familiale cohérente et active visant notamment une meilleure conciliation entre vies familiale et professionnelle et la lutte contre la paupérisation des familles
	5 Elaboration d'un plan d'action permettant de réaliser les objectifs de l'égalité

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de projets de loi refusés à l'entrée en matière par le Grand Conseil ou déclarés anticonstitutionnels par le Tribunal fédéral (2005 : 0)		0	0	0
	2 Nombre de décisions invalidées par l'instance de recours (2005 : 3)		0	2	2
ad2	3 Pour-cent de jugements pénaux demeurés sans suite dans les 20 jours dès leur réception (2005 : 0)		0%	0%	0%
ad3	4 Nombre de mesures concrètes énoncées en matière de politique familiale			15	
	5 Nombre de mesures soutenues en matière d'égalité			7	

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Gérer les affaires administratives des institutions	4'634'934	7'748'529	-3'113'595
GP11 Assistance / Permanence administrative	262'105	25'872	236'233
P1101 Coordination	49'256	254	49'002
P1102 Gestion administrative	212'849	25'618	187'231
GP12 Surveillance LPP/Affaires administratives civiles	660'125	2'542'556	-1'882'431
P1201 Fondations / 2ème pilier	369'409	41'904	327'505
P1202 Affaires administratives civiles	290'716	2'500'652	-2'209'936
350 Dédommagements à la Confédération	160'000		160'000
431 Emoluments administratifs		2'500'000	-2'500'000
Autres dépenses / recettes	130'716	652	130'064
GP13 Recouvrement forcé des créances	3'712'704	5'180'101	-1'467'397
P1301 Office des poursuites et faillites Sierre	2'007'072	2'703'157	-696'085
P1302 Office des poursuites et faillites Sion	1'705'632	2'476'944	-771'312
OP2 Traiter les affaires juridiques	1'877'466	1'854'271	23'195
GP21 Contentieux / Législation	528'668	32'726	495'942
P2101 Conseils juridiques / Décisions - Recours	279'109	31'439	247'670
P2102 Législation / Consultations	249'559	1'287	248'272
GP22 Exécution des peines	859'351	1'821'512	-962'161
P2201 Exécution formelle des jugements	349'257	81'387	267'870
P2202 Exécution matérielle des sanctions	510'094	1'740'125	-1'230'031
437 Amendes		1'650'000	-1'650'000
Autres dépenses / recettes	510'094	90'125	419'969
GP23 Egalité et famille	489'447	33	489'414
P2301 Egalité	254'512	17	254'495
P2302 Famille	234'935	16	234'919
Total	6'512'400	9'602'800	-3'090'400

POLICE CANTONALE

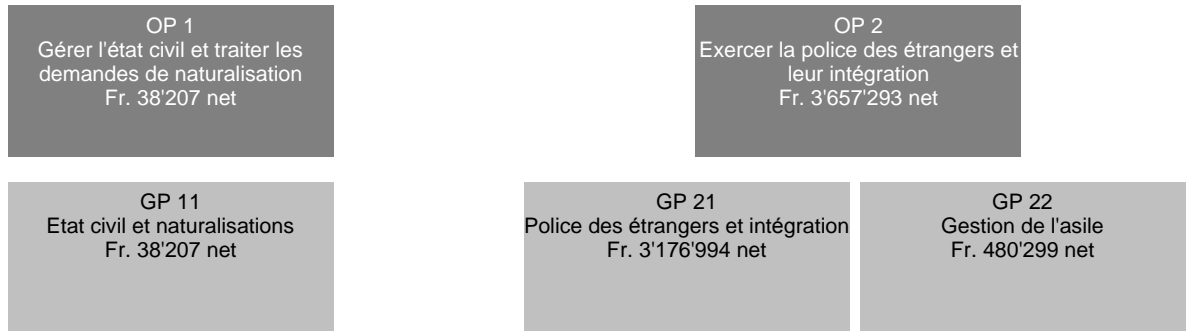
RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	62'567'400.40	64'577'600	66'861'200	2'283'600
30 Charges de personnel	54'435'011.80	56'544'800	58'630'400	2'085'600
31 Biens, services et marchandises	5'462'404.50	5'609'200	5'747'000	137'800
33 Amortissements	16'184.95	0	0	0
36 Subventions accordées	210'387.80	250'000	265'000	15'000
39 Imputations internes	2'443'411.35	2'173'600	2'218'800	45'200
4 Revenus de fonctionnement	7'047'715.48	7'446'000	7'132'200	-313'800
40 Impôts	1'554.00	0	0	0
42 Revenus des biens	35.40	0	0	0
43 Contributions	4'348'940.87	4'880'000	4'693'800	-186'200
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	783'912.00	763'000	762'700	-300
45 Dédommagements de collectivités publiques	934'949.95	690'000	690'000	0
49 Imputations internes	978'323.26	1'113'000	985'700	-127'300
Charges nettes de fonctionnement	55'519'684.92	57'131'600	59'729'000	2'597'400
5 Dépenses d'investissement	606'941.05	1'143'000	3'717'500	2'574'500
50 Investissements propres	606'941.05	1'143'000	3'717'500	2'574'500
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
66 Subventions acquises	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	606'941.05	1'143'000	3'717'500	2'574'500
Insuffisance de financement	56'126'625.97	58'274'600	63'446'500	5'171'900

Remarques

La Police cantonale n'est pas gérée par mandats de prestations en 2007.

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

361 Contributions à des organismes intercantonaux	130'300
440 Quote-part à la RPLP	762'700
490 Financement des frais généraux par la RPLP	762'700
Frais imputés au Service de la circulation et de la navigation pour séquestre	150'000
	912'700
509 Projet POLYCOM	2'000'000

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS**Total service****Fr. 3'695'500 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	9'980'151.54	10'790'000	11'253'300	463'300
30 Charges de personnel	6'286'528.55	6'507'200	6'629'600	122'400
31 Biens, services et marchandises	555'163.63	820'300	653'700	-166'600
33 Amortissements	12'615.34	6'000	8'000	2'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'811'970.56	2'227'900	2'419'600	191'700
36 Subventions accordées	110'300.90	233'000	404'000	171'000
38 Attributions aux financements spéciaux	33'831.00	0	0	0
39 Imputations internes	1'169'741.56	995'600	1'138'400	142'800
4 Revenus de fonctionnement	6'669'618.20	6'916'500	7'707'800	791'300
40 Impôts	8'517.60	0	9'000	9'000
42 Revenus des biens	6.00	0	0	0
43 Contributions	5'809'899.20	6'294'500	6'858'800	564'300
45 Dédommagements de collectivités publiques	797'475.90	422'000	540'000	118'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	53'719.50	200'000	300'000	100'000
Charges nettes de fonctionnement	3'310'533.34	3'873'500	3'545'500	-328'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	100'000	150'000	50'000
50 Investissements propres	0.00	100'000	150'000	50'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	100'000	150'000	50'000
Insuffisance de financement	3'310'533.34	3'973'500	3'695'500	-278'000

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		41.90	41.20	-0.70
Auxiliaires de longue durée		13.00	13.50	0.50

OBJECTIF POLITIQUE 1**Gérer l'état civil et traiter les demandes de naturalisation****Sous-objectifs politiques**

- 1 Gérer l'état civil
 - 1.1 Assurer la surveillance des offices de l'état civil du canton (formation, directives, inspection)
 - 1.2 Accomplir les tâches d'état civil dévolues au canton par la législation fédérale
 - 1.3 Gérer l'office spécialisé (transcription des actes étrangers, des naturalisations et des décisions judiciaires)
- 2 Traiter les demandes de naturalisations
- 3 Etablir les documents d'identité suisses

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS

Mesures prioritaires	
<i>ad1</i>	1 Poursuite de la réorganisation de l'état civil valaisan 2 Elaboration de l'ordonnance sur l'état civil
<i>ad2</i>	3 Révision de la Constitution et de la législation cantonale en matière de naturalisation, suite à la révision de la loi fédérale 4 Diminution du retard dans le traitement des dossiers de naturalisation ordinaire
<i>ad3</i>	5 Préparation de l'introduction du nouveau passeport (passeport biométrique)

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Données du registre des familles ressaisies dans INFOSTAR en % du nombre total		65%	95%	30%
	2 Nombre d'offices d'état civil (2006 = 15)			↘	
	3 Salles de mariage hors du siège de l'office d'état civil (2006 = 0)			↗	
<i>ad2</i>	4 Durée moyenne de la procédure de naturalisation, en mois (2006 = 34 mois)			30	

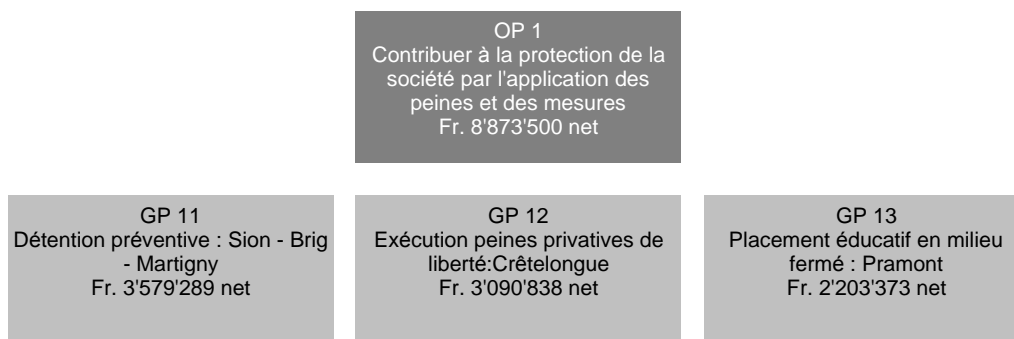
OBJECTIF POLITIQUE 2	
Appliquer la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers et favoriser leur intégration	
Sous-objectifs politiques	
1	Accomplir les tâches dévolues par la législation fédérale en matière de contrôle des étrangers
1.1	Délivrer ou refuser les autorisations de séjour et de travail, ainsi que les visas d'entrée en Suisse
1.2	Assurer le départ des personnes sans autorisation de séjour
1.3	Assurer la surveillance des bureaux communaux de police des étrangers (élaboration de directives, formation, surveillance)
2	Mettre en place la politique d'intégration des étrangers voulue par les législations fédérale et cantonale, conformément au concept cantonal d'intégration
3	Appliquer les mesures de contrainte prévues par la législation fédérale
3.1	Etablir les décisions de détention conformément à la législation et aux règles de procédures fédérales et cantonales
3.2	Gérer l'établissement des mesures de contrainte (Centre LMC à Granges)
4	Accomplir les tâches dévolues au canton par la législation fédérale en matière de procédure d'asile et de renvoi
4.1	Veiller à l'application correcte des tâches dévolues au canton notamment par le respect des décisions prises par les autorités fédérales et des délais impartis

Mesures prioritaires	
<i>ad1</i>	1 Formation continue du personnel du service, des employés des bureaux des étrangers communaux, des agents des polices cantonale et municipales en matière de police des étrangers 2 Mise en application de la libre circulation des personnes résultant des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE, y c. extension de l'ALCP aux 10 nouveaux pays membres 3 Révision de la loi d'application de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
<i>ad2</i>	4 Poursuite de la mise en application du concept d'intégration et élaboration d'un concept pour les admis provisoires, selon nouvelles dispositions fédérales

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Pour-cent des phases de libre circulation des personnes introduites		80%	100%	20%
<i>ad2</i>	2 Nombre de projets d'intégration réalisés (2005 = 14 projets subventionnés)			↗	

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Gérer l'état civil et traiter les demandes de naturalisation	5'404'007	5'365'800	38'207
GP11 Etat civil et naturalisations	5'404'007	5'365'800	38'207
P1101 Organisation et gestion de l'état civil	94'584		94'584
P1102 Instruction et traitement des dossiers	2'759'672	1'529'000	1'230'672
360 Contribution aux frais Infostar	99'000		99'000
431 Emoluments encaissés par le SEE et les officiers		1'200'000	-1'200'000
480 Financement de la ressaisie (fonds Infostar)		300'000	-300'000
Autres dépenses / recettes	2'660'672	29'000	2'631'672
P1103 Contrôle demandes d'établiss. docs d'identité	2'549'751	3'836'800	-1'287'049
350 Rétrocession de recettes (passeports + cartes d'identité)	2'057'600		2'057'600
431 Emoluments (passeports + cartes d'identité)		3'706'800	-3'706'800
506 Equipements informatiques (Passeports biométriques)	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	342'151	130'000	212'151
OP2 Exercer la police des étrangers et leur intégration	5'999'293	2'342'000	3'657'293
GP21 Police des étrangers et intégration	5'368'994	2'192'000	3'176'994
P2101 Gestion des dossiers des ressortissants étrangers	2'779'153	1'769'000	1'010'153
350 Rétrocession de recettes (permis de séjour)	320'000		320'000
431 Permis de séjour, assurances et garanties d'hébergement		1'469'000	-1'469'000
Autres dépenses / recettes	2'459'153	300'000	2'159'153
P2102 Intégration des étrangers	465'624		465'624
365 Subventions aux organisateurs et communes (intégration)	265'000		265'000
Autres dépenses / recettes	200'624		200'624
P2103 Mesures de contrainte et gestion du centre LMC	2'124'217	423'000	1'701'217
450 Contributions de la Confédération (cas ODM)		390'000	-390'000
Autres dépenses / recettes	2'124'217	33'000	2'091'217
GP22 Gestion de l'asile	630'299	150'000	480'299
P2201 Gestion des dossiers des requérants d'asile	355'342	150'000	205'342
450 Contributions de la Confédération (asile)		150'000	-150'000
Autres dépenses / recettes	355'342		355'342
P2202 Organisation, contrôle renvois requérants déboutés	274'957		274'957
Total	11'403'300	7'707'800	3'695'500

ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	20'467'367.59	20'322'100	22'503'200	2'181'100
30 Charges de personnel	9'995'197.45	10'388'600	11'154'200	765'600
31 Biens, services et marchandises	3'495'944.01	3'661'100	4'142'300	481'200
33 Amortissements	4'873.75	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	891'501.35	1'118'900	1'134'400	15'500
36 Subventions accordées	9'577.50	7'700	10'700	3'000
39 Imputations internes	6'070'273.53	5'145'800	6'061'600	915'800
4 Revenus de fonctionnement	13'043'589.62	12'005'100	13'862'700	1'857'600
42 Revenus des biens	28'491.90	0	0	0
43 Contributions	1'583'508.57	1'341'100	1'423'300	82'200
45 Dédommagements de collectivités publiques	3'244'098.55	3'450'000	3'850'000	400'000
46 Subventions acquises	601'053.00	700'000	720'000	20'000
49 Imputations internes	7'586'437.60	6'514'000	7'869'400	1'355'400
Charges nettes de fonctionnement	7'423'777.97	8'317'000	8'640'500	323'500
5 Dépenses d'investissement	168'093.55	290'000	233'000	-57'000
50 Investissements propres	168'093.55	290'000	233'000	-57'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	168'093.55	290'000	233'000	-57'000
Insuffisance de financement	7'591'871.52	8'607'000	8'873'500	266'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		84.50	95.50	11.00
Auxiliaires de longue durée		8.50	0.00	-8.50

OBJECTIF POLITIQUE

Contribuer à la protection de la société en exerçant sur les détenus un contrôle sécuritaire et en les incitant à devenir des citoyens respectueux des lois

Sous-objectifs politiques

- 1 Elaborer une politique sécuritaire adaptée
 - 1.1 Contribuer à la protection de la société par un contrôle sûr, raisonnable et humain des détenus
- 2 Favoriser une politique de réinsertion sociale appropriée
 - 2.1 Mettre en œuvre dans les établissements de détention du canton une prise en charge encourageant et favorisant la réinsertion sociale des détenus

ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Mesures prioritaires					
ad1	1 Renforcement de la sécurité passive dans les prisons préventives du canton, en particulier à Martigny 2 Mise en oeuvre du 3ème Concordat sur l'exécution des peines et mesures pour les condamnés adultes 3 Mise en oeuvre du Concordat sur la détention pénale des mineurs				
ad2	4 Anticipation des exigences de la RPT dans le domaine de l'exécution des peines et mesures en assurant les subventions fédérales d'exploitation à Pramont 5 Amélioration de l'infrastructure des ateliers de la Colonie Pénitentiaire de Crêtelongue 6 Réalisation d'un nouvel atelier d'observation à la Colonie Pénitentiaire de Crêtelongue				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Pourcentage de surveillants titulaires du brevet fédéral d'agent de détention		80%	85%	5%
	2 Nombre de condamnés ayant obtenu une libération conditionnelle (2005 = 80 %)			85%	
	3 Nombre de condamnés à une peine de semi-détention n'ayant pas eu de révocation (2005 = 75 %)			80%	
ad2	4 Pourcentage d'éducateurs et de maîtres socio-professionnels reconnu par l'Office Fédéral de la Justice (2005 = 90 %)			→	

ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Détention préventive : Sion - Brig - Martigny	9'803'248	6'223'959	3'579'289
P1101 Administration	656'811	515'417	141'394
P1102 Gestion de l'exécution de la détention préventive	6'887'522	4'333'344	2'554'178
P1103 Gestion de l'exécution de la SD et SL	2'258'915	1'375'198	883'717
GP12 Exécution peines privatives de liberté:Crêtelongue	5'591'624	2'500'786	3'090'838
P1201 Administration	493'522	118'775	374'747
P1202 Gestion de l'exécution des peines en milieu fermé	3'028'604	1'577'614	1'450'990
P1203 Exploitation du domaine et des ateliers	2'069'498	804'397	1'265'101
GP13 Placement éducatif en milieu fermé : Pramont	7'341'328	5'137'955	2'203'373
P1301 Administration	796'257	281'425	514'832
P1302 Mesures éducatives et peines jeunes délinquants	4'145'115	3'936'434	208'681
P1303 Exploitation des ateliers	2'399'956	920'096	1'479'860
Total	22'736'200	13'862'700	8'873'500
Remarques			
PS0001 Exécution des peines 390 Frais de détention des valaisans Fr. 5'700'000.00 P1102 Gestion de l'exécution de la détention préventive y compris semi-détention et semi-liberté 490 Recettes de détention des valaisans Fr. 4'200'000.00 P1202 Gestion de l'exécution des peines en milieu fermé - Crêtelongue 490 Recettes de détention des valaisans Fr. 1'050'000.00 P1302 Mesures éducatives et peines jeunes délinquants - Pramont 490 Recettes de détention des valaisans Fr. 450'000.00			

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION

OP 1
Régler l'admission des personnes
et des véhicules
Fr. -54'800'800 net

GP 11
Admission des personnes
Fr. -1'809'841 net

GP 12
Admission des véhicules
Fr. -52'990'959 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	13'399'384.60	12'717'700	14'182'400	1'464'700
30 Charges de personnel	8'043'699.05	8'200'000	8'969'400	769'400
31 Biens, services et marchandises	1'167'869.99	1'789'000	1'790'000	1'000
33 Amortissements	474'932.92	500'000	500'000	0
34 Parts et contributions sans affectation	36'958.40	50'000	50'000	0
36 Subventions accordées	870'038.70	836'000	986'000	150'000
38 Attributions aux financements spéciaux	735'240.05	0	0	0
39 Imputations internes	2'070'645.49	1'342'700	1'887'000	544'300
4 Revenus de fonctionnement	66'832'327.13	67'345'000	69'298'200	1'953'200
40 Impôts	46'799'053.10	46'500'000	48'680'000	2'180'000
42 Revenus des biens	15'601.45	25'000	0	-25'000
43 Contributions	17'816'416.93	19'104'000	18'902'800	-201'200
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	783'912.00	763'000	762'700	-300
45 Dédommagements de collectivités publiques	633'431.65	450'000	450'000	0
49 Imputations internes	783'912.00	503'000	502'700	-300
Revenus nets de fonctionnement	53'432'942.53	54'627'300	55'115'800	488'500
5 Dépenses d'investissement	1'188'959.95	305'000	315'000	10'000
50 Investissements propres	1'188'959.95	305'000	315'000	10'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	1'188'959.95	305'000	315'000	10'000
Excédent de financement	52'243'982.58	54'322'300	54'800'800	478'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		58.00	58.00	0.00
Auxiliaires de longue durée		17.70	21.70	4.00

OBJECTIF POLITIQUE

Régler l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière et à la navigation

Sous-objectifs politiques

- 1 S'assurer que les personnes disposent des aptitudes et d'une formation suffisantes pour conduire un véhicule en toute sécurité sur la voie publique et prendre les mesures nécessaires en cas d'infractions aux règles de la circulation et de la navigation
- 2 S'assurer que les véhicules mis en circulation répondent aux prescriptions et percevoir les redevances auxquelles ils sont assujettis

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION**Mesures prioritaires**

- ad1* 1 Mise en place du nouvel organigramme du service (mesure découlant de l'audit externe du service réalisé en 2006)
- 2 Description des processus et mise en place d'un système de management de la qualité dans la perspective d'une amélioration du service à la clientèle (mesure découlant de l'audit externe du service réalisé en 2006)
- 3 Amélioration de la formation continue des collaborateurs du service (mesure découlant de l'audit externe du service réalisé en 2006)
- 4 Adoption du projet de construction du centre de contrôle du Bas-Valais (mesure découlant de l'audit externe du service réalisé en 2006)
- 5 Achèvement du remplacement de l'application informatique du service

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Nombre de retraits de permis par rapport au parc des véhicules (2005 = 4'501 retraits / 234'225 = parc véhicules)		➔	➔	
	2 Délai maximum pour la délivrance des permis d'élève conducteur (en jours)		7	7	0
	3 Délai maximum pour la délivrance des permis de conduire (en jour)		7	7	0
	4 Respect des délais pour les contrôles médicaux subséquents (en % du total des contrôles)		100%	100%	0%
	5 Indice de satisfaction des usagers, selon enquête (2006 = 8.5 / 10; prochaine enquête prévue en 2008)			8.5	
<i>ad2</i>	6 Pourcentage de véhicules non contrôlés dans les délais légaux		40%	40%	0%
	7 Pourcentage de bateaux non contrôlés dans les délais légaux		0%	0%	0%
	8 Délai maximum pour la délivrance des permis de circulation (en jours)		14	14	0

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Admission des personnes	5'093'047	6'902'888	-1'809'841
P1101 Examens de conduite	1'398'586	1'160'540	238'046
431 Emoluments pour examens de conduite		1'000'000	-1'000'000
Autres dépenses / recettes	1'398'586	160'540	1'238'046
P1102 Délivrance des permis de conduire	2'138'356	2'226'581	-88'225
431 Emoluments pour établissement de permis de conduire		2'000'000	-2'000'000
Autres dépenses / recettes	2'138'356	226'581	1'911'775
P1103 Mesures administratives et sanctions pénales	1'505'312	3'508'670	-2'003'358
431 Mesures administratives et sanctions pénales		1'200'000	-1'200'000
Autres dépenses / recettes	1'505'312	2'308'670	-803'358
P1104 Surveillance des écoles de conduite	50'793	7'097	43'696
GP12 Admission des véhicules	9'404'353	62'395'312	-52'990'959
P1201 Contrôles techniques des véhicules	4'619'928	5'106'005	-486'077
431 Emoluments pour expertises de véhicules		4'600'000	-4'600'000
Autres dépenses / recettes	4'619'928	506'005	4'113'923
P1202 Délivrance des permis de circulation	3'635'105	7'691'783	-4'056'678
431 Emoluments pour établissement de permis de circulation		6'000'000	-6'000'000
435 Vente de plaques		1'000'000	-1'000'000
Autres dépenses / recettes	3'635'105	691'783	2'943'322
P1203 Perception des redevances	1'149'320	49'597'524	-48'448'204
406 Impôt sur les véhicules à moteur et les bateaux		48'000'000	-48'000'000
Autres dépenses / recettes	1'149'320	1'597'524	-448'204
Total	14'497'400	69'298'200	-54'800'800

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE

OP 1
Assurer la sécurité et protection
de la population
Fr. 7'128'400 net

GP 11
Organisation, planif., prép. en cas
catastrophes
Fr. 663'699 net

GP 12
Prévention incendie
Fr. -1 net

GP 13
Préparation de la Pci
Fr. 2'910'999 net

GP 14
Gestion des affaires militaires
Fr. 3'553'703 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	12'184'086.45	11'394'700	11'464'800	70'100
30 Charges de personnel	7'740'155.83	7'770'600	7'430'800	-339'800
31 Biens, services et marchandises	2'048'624.83	2'105'700	2'191'600	85'900
33 Amortissements	345'128.82	0	0	0
36 Subventions accordées	523'312.80	546'300	596'700	50'400
37 Subventions redistribuées	10'000.00	20'000	275'000	255'000
38 Attributions aux financements spéciaux	219'122.52	0	0	0
39 Imputations internes	1'297'741.65	952'100	970'700	18'600
4 Revenus de fonctionnement	10'559'808.56	8'927'700	8'083'700	-844'000
42 Revenus des biens	24'255.79	21'000	18'000	-3'000
43 Contributions	1'236'876.82	981'200	1'045'200	64'000
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	1'432'855.57	750'000	870'000	120'000
46 Subventions acquises	6'801'951.16	6'490'000	5'133'300	-1'356'700
47 Subventions à redistribuer	10'000.00	20'000	275'000	255'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	55'745.95	0	0	0
49 Imputations internes	998'123.27	665'500	742'200	76'700
Charges nettes de fonctionnement	1'624'277.89	2'467'000	3'381'100	914'100
5 Dépenses d'investissement	5'375'089.30	5'129'600	8'598'300	3'468'700
50 Investissements propres	399'804.45	100'000	3'835'000	3'735'000
56 Subventions accordées	4'566'391.65	4'600'600	4'563'300	-37'300
57 Subventions redistribuées	408'893.20	429'000	200'000	-229'000
6 Recettes d'investissement	5'247'156.40	5'129'600	4'851'000	-278'600
66 Subventions acquises	4'838'263.20	4'700'600	4'651'000	-49'600
67 Subventions à redistribuer	408'893.20	429'000	200'000	-229'000
Dépenses nettes d'investissement	127'932.90	0	3'747'300	3'747'300
Insuffisance de financement	1'752'210.79	2'467'000	7'128'400	4'661'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		64.10	57.20	-6.90

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE

OBJECTIF POLITIQUE					
Assurer la sécurité et la protection de la population et préserver ses bases d'existence par les moyens civils (feu/PCi) et la contribution à la préparation des moyens militaires					
Sous-objectifs politiques					
1	Améliorer la collaboration et les capacités d'action des forces d'intervention et leur état de préparation en cas de catastrophes				
2	Informar et sensibiliser la population sur les dangers, la prévention et les comportements à adopter				
3	Promouvoir la prévention incendie et la préparation des forces de 1ère intervention				
4	Assurer une infrastructure militaire (casernes, places de tir) et des services logistiques optimaux dans notre canton				
5	Gérer les astreints aux obligations militaires domiciliés en Valais (saisie des astreints, traitement des dispenses, perception de la taxe d'exemption, organisation des journées d'orientation, libérations)				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Promotion des exercices communs sur le plan communal, intercommunal et cantonal				
	2 Réalisation de la phase 3 (régionalisation / fusion / collaboration des CSP) du concept "sapeurs-pompiers 2000 plus VS"				
	3 Coordination des concepts d'organisation des sapeurs-pompiers et de la protection civile				
	4 Etude de l'opportunité de la mise en place d'une centrale d'achat pour le matériel des sapeurs-pompiers et de la protection civile				
ad3	5 Adaptation des bases légales concernant les contrôles des bâtiments dans les communes				
ad4	6 Mise en place d'un poste de rétablissement et d'un dépôt sur site en Valais, selon le contrat de prestations conclu avec le DDPS				
	7 Acquisition des bâtiments de l'ancien PAA à Sion				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Pour-cent des communes disposant d'un service du feu prêt à intervenir	95%	95%	95%	0%
	2 Pour-cent d'interventions n'ayant posé aucun problème majeur (analyse des rapports d'intervention)	95%	90%	90%	0%
	3 Mise en oeuvre de l'instruction des cadres PCi suite à la réforme de la PCi			80%	
	4 Pour-cent des interventions réalisées dans des délais jugés acceptables (rapidité des interventions selon rapports)	98%	97%	98%	1%
ad3	5 Pour-cent des bâtiments recevant du public conformes aux normes de sécurité	65%	80%	85%	5%
	6 Pour-cent des communes ayant des concepts d'intervention pour les sites			100%	
ad5	7 Nombre d'astreints aux obligations militaires gérés sous la responsabilité du canton			22'000	
	8 Taux de participation au tir obligatoire des militaires astreints au tir	83%	85%	85%	0%

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Organisation, planif., prép. en cas catastrophes	705'764	42'065	663'699
P1101 Instruction état-majors communaux, intercommunaux	305'897	18'836	287'061
P1102 Conseils, information population/autorités	224'320	13'812	210'508
P1103 Gestion ressources humaines et moyens lourds	175'547	9'417	166'130
GP12 Prévention incendie	8'036'327	8'036'328	-1
P1201 Prévention des incendies	620'364	620'362	2
P1202 Gestion et organisation corps sapeurs-pompiers	445'018	445'020	-2
362 Subvention annuelle CSI A et B (12'000 et 8'000) + C	192'000		192'000
469 Contributions des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		237'400	-237'400
Autres dépenses / recettes	253'018	207'620	45'398
P1203 Instruction des sapeurs-pompiers	1'165'882	1'165'878	4
469 Contributions des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		827'000	-827'000
Autres dépenses / recettes	1'165'882	338'878	827'004
P1204 Gestion du système d'alarme	960'778	960'785	-7
P1205 Financement, achat équipements et infrastructures	4'844'285	4'844'283	2
362 Routes nationales participation annuelle aux CSI	266'000		266'000
469 Contributions des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		266'000	-266'000
562 Subvention aux communes (matériel pompiers, adduction d'eau, Véhicules, locaux du feu etc	4'311'000		4'311'000
669 Contribution des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		4'311'000	-4'311'000
Autres dépenses / recettes	267'285	267'283	2
GP13 Préparation de la Pci	3'771'487	860'488	2'910'999
P1301 Organisation et planification de la PCi	264'513	26'114	238'399
P1302 Instruction des astreints de la PCi	1'496'099	127'956	1'368'143
P1303 Constructions, alarme et matériel PCi	1'618'998	682'044	936'954
372 Subvention fédérale, maintenance des abris	275'000		275'000
470 Subvention fédérale, maintenance des abris		275'000	-275'000
506 Logiciel : matériel, construction PCi+places protégées	100'000		100'000
572 Subventions fédérales abris	200'000		200'000
670 Subventions fédérales abris		200'000	-200'000
Autres dépenses / recettes	1'043'998	207'044	836'954
P1304 Gestion et engagements des formations PCi canton.	391'877	24'374	367'503

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP14 Gestion des affaires militaires	7'549'522	3'995'819	3'553'703
P1401 Gestion des conscrits et militaires domiciliés VS	820'051	249'565	570'486
P1402 Présence militaire et activités hors service	56'389	1'405	54'984
P1403 Assujettissement et exonération de la taxe	511'277	952'111	-440'834
440 Part de l'Etat du Valais à la taxe d'exemption (commission de 20 %)		870'000	-870'000
Autres dépenses / recettes	511'277	82'111	429'166
P1404 Infrastructures et investissements	6'161'805	2'792'738	3'369'067
503 Achat + travaux adaptation bâtiments PAA et travaux adapt. caserne	3'500'000		3'500'000
Autres dépenses / recettes	2'661'805	2'792'738	-130'933
Total	20'063'100	12'934'700	7'128'400

SERVICE DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DE LA FAUNE

OP 1
Gérer la grande faune sauvage
Fr. 219'900 net

GP 11
Conservation diversité des
espèces et biotopes
Fr. 2'376'661 net

GP 12
Gestion des régales de la chasse
et de la pêche
Fr. -2'553'664 net

GP 13
Information et recherche
Fr. 396'903 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	5'666'123.04	5'904'900	5'974'800	69'900
30 Charges de personnel	3'544'959.55	3'619'600	3'725'100	105'500
31 Biens, services et marchandises	1'224'547.95	1'386'000	1'363'000	-23'000
33 Amortissements	1'641.80	2'000	2'000	0
36 Subventions accordées	395'816.85	392'000	395'000	3'000
38 Attributions aux financements spéciaux	91'780.00	180'000	180'000	0
39 Imputations internes	407'376.89	325'300	309'700	-15'600
4 Revenus de fonctionnement	5'488'122.70	5'754'500	5'804'900	50'400
40 Impôts	13'880.00	15'000	15'000	0
41 Patentes et concessions	2'774'515.00	2'900'000	3'000'000	100'000
42 Revenus des biens	120'357.15	120'000	120'000	0
43 Contributions	1'872'369.55	2'024'500	1'989'900	-34'600
46 Subventions acquises	409'756.60	415'000	400'000	-15'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	102'732.20	50'000	50'000	0
49 Imputations internes	194'512.20	230'000	230'000	0
Charges nettes de fonctionnement	178'000.34	150'400	169'900	19'500
5 Dépenses d'investissement	0.00	50'000	50'000	0
50 Investissements propres	0.00	50'000	50'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	50'000	50'000	0
Insuffisance de financement	178'000.34	200'400	219'900	19'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		32.00	32.00	0.00

SERVICE DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DE LA FAUNE

OBJECTIF POLITIQUE					
Gérer la grande faune sauvage, conserver ses biotopes et la diversité des espèces et minimiser les dégâts					
Sous-objectifs politiques					
1	Conserver la diversité des espèces et leurs biotopes				
2	Assurer l'équilibre des populations de faune sauvage				
3	Gérer de manière équilibrée par la chasse les populations de gibier				
4	Assurer les peuplements piscicoles pour la promotion de la régate de la pêche				
5	Prévenir et réparer les dommages causés par la faune sauvage à la forêt, aux cultures et aux animaux de rente				
6	Informar les autorités, la population, la jeunesse et les partenaires sur la faune sauvage				
7	Contribuer à la réalisation de recherches sur la faune sauvage, ses maladies et ses biotopes				
Mesures prioritaires					
ad3	1 Elaboration des concepts de gestion des espèces				
	2 Mise en place d'une gestion informatique de la faune au travers d'une basse de données				
	3 Suivi et adaptation de l'arrêté quinquennal 2006 - 2010 sur l'exercice de la chasse en VS (en particulier les dispositions légales liées à l'utilisation des routes & chasse au chamois).				
ad5	4 Collaboration entre les services de la faune et de l'agriculture pour la prévention des dégâts aux cultures et aux animaux de rente				
	5 Suivi de la prévention et de la réparation des dommages aux cultures				
ad6	6 Suivi de l'information auprès des différents partenaires et citoyens				
ad7	7 Poursuite / renforcement des collaborations entretenues avec les différents partenaires fédéraux et/ou cantonaux				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad3	1 Evolution des populations de faune sauvage (selon statistiques de la chasse et du gibier répertorié en 2005).	➔	➔	➔	
	2 Amélioration du sex-ratio dans les prélèvements de chamois effectués par les chasseurs. (Nbre de jeunes boucs et d'âge moyen abattus 2005 = 1450).			⬇	
	3 Taux de satisfaction des partenaires suite aux exercices annuels de la chasse.			95%	
	4 Taux de satisfaction des partenaires suite aux exercices annuels de la pêche.			95%	
ad5	5 Limitation des coûts liés aux dégâts aux cultures (177'000.- pour 2005)			150'000	
ad7	6 Nombre de projets de recherche élaborés sur la base des informations et constatations recueillies (8 pour 2005)			6	

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Conservation diversité des espèces et biotopes	3'889'995	1'513'334	2'376'661
P1101 Etat de la faune sauvage	1'688'845	408'036	1'280'809
P1102 Régulation chasse/pêche et assainissement	1'392'595	990'134	402'461
P1103 Législation	308'716	822	307'894
P1104 Sauvegarde des biotopes	77'625	3'049	74'576
P1105 Prévention et indemnisation des dégâts de la faune	422'214	111'293	310'921
GP12 Gestion des régales de la chasse et de la pêche	1'726'949	4'280'613	-2'553'664
P1201 Formation des chasseurs	100'237	336'646	-236'409
P1202 Statistiques	59'550	1'725	57'825
P1203 Autorisations spéciales	18'582	734	17'848
P1204 Permis de chasse et de pêche, affermage des plans	1'343'206	3'887'190	-2'543'984
365 Dédommagements FCVPA	192'000		192'000
380 Dotation au fonds 50% des taxes et produits des amendes	180'000		180'000
410 Vente de permis de pêche (Lac Léman)		30'000	-30'000
410 Vente de permis de pêche		500'000	-500'000
410 Vente de permis de chasse		2'365'000	-2'365'000
Autres dépenses / recettes	971'206	992'190	-20'984
P1205 Infractions	205'374	54'318	151'056
GP13 Information et recherche	407'856	10'953	396'903
P1301 Information sur la faune et son milieu	175'292	6'532	168'760
P1302 Recherche sur la faune sauvage	232'564	4'421	228'143
Total	6'024'800	5'804'900	219'900

Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie (DSSE)		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
TOTAL GENERAL					
Dépenses		685'344'621.17	722'954'000	764'397'600	41'443'600
Recettes		357'817'678.10	374'101'900	379'379'600	5'277'700
Excédent de dépenses		327'526'943.07	348'852'100	385'018'000	36'165'900
SUBDIVISION ADMINISTRATIVE					
Service de la santé publique		286'716'085.01	301'557'300	331'490'400	29'933'100
Service de l'action sociale		26'104'000.08	31'332'400	35'877'700	4'545'300
Centre médico-éducatif "la Castalie"		950'912.69	2'606'600	3'069'700	463'100
Service de protection des travailleurs et des relations du travail		2'248'000.98	2'768'100	2'479'000	-289'100
Service de l'énergie et des forces hydrauliques		-43'327'125.29	-49'105'000	-47'538'200	1'566'800
Subventionnement des assurances sociales		54'835'069.60	59'692'700	59'639'400	-53'300
Excédent de dépenses		327'526'943.07	348'852'100	385'018'000	36'165'900
COMPTE DE FONCTIONNEMENT					
30 Charges de personnel		35'961'907.25	37'834'300	47'922'600	10'088'300
31 Biens, services et marchandises		20'431'598.10	19'819'800	19'781'600	-38'200
32 Intérêts passifs		104'270.55			
33 Amortissements		1'857.52		20'000	20'000
34 Parts et contributions sans affectation		371'624.00	372'000	372'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques		1'737'183.40	1'776'000	1'776'000	0
36 Subventions accordées		535'063'065.49	570'297'700	596'477'700	26'180'000
38 Attributions aux financements spéciaux		28'520'638.48	29'667'000	28'880'000	-787'000
39 Imputations internes		24'890'436.67	23'996'200	22'235'700	-1'760'500
40 Impôts		60'578'436.55	67'744'000	65'246'000	-2'498'000
41 Patentes et concessions		5'233'201.00	5'500'000	5'500'000	0
42 Revenus des biens		6'181'581.55	5'357'800	5'703'800	346'000
43 Contributions		16'155'382.88	16'412'300	15'695'800	-716'500
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		174'203.00	170'000	169'500	-500
45 Dédommagements de collectivités publiques		35'603'845.95	36'776'700	35'984'000	-792'700
46 Subventions acquises		192'914'850.35	208'326'900	217'331'400	9'004'500
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		4'643'811.68	3'095'000	3'758'300	663'300
49 Imputations internes		22'216'462.13	20'094'400	19'490'800	-603'600
Total charges		647'082'581.46	683'763'000	717'465'600	33'702'600
Total revenus		343'701'775.09	363'477'100	368'879'600	5'402'500
Excédent de charges		303'380'806.37	320'285'900	348'586'000	28'300'100
COMPTE DES INVESTISSEMENTS					
50 Investissements propres		656'736.36	325'000	18'847'000	18'522'000
52 Prêts et participations permanentes		2'650'000.00			
56 Subventions accordées		34'955'303.35	38'866'000	28'085'000	-10'781'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		12'938'892.00	10'004'800	10'000'000	-4'800
63 Facturation à des tiers		269'731.50			
66 Subventions acquises		907'279.51	620'000	500'000	-120'000
Total dépenses		38'262'039.71	39'191'000	46'932'000	7'741'000
Total recettes		14'115'903.01	10'624'800	10'500'000	-124'800
Excédent de dépenses		24'146'136.70	28'566'200	36'432'000	7'865'800

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

OP 1
Contribuer à la promotion, à la
sauvegarde et au rétablissement
de la santé humaine
Fr. 331'490'400 net

GP 11
Promotion, prévention,
observatoire, épidémiologie
Fr. 7'273'966 net

GP 12
Surveillance des professions et
des institutions
Fr. 578'505 net

GP 13
Prise en charge hospitalière
Fr. 244'099'483 net

GP 14
Prise en charge non hospitalière
Fr. 65'395'289 net

GP 15
Subventionnement des primes
d'assurance maladie
Fr. 14'143'157 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	381'162'601.81	401'977'600	431'628'500	29'650'900
30 Charges de personnel	2'986'993.80	3'191'200	12'505'900	9'314'700
31 Biens, services et marchandises	579'088.37	654'500	654'500	0
33 Amortissements	0.00	0	20'000	20'000
36 Subventions accordées	377'203'193.67	397'056'500	418'216'500	21'160'000
38 Attributions aux financements spéciaux	100'393.93	55'000	6'000	-49'000
39 Imputations internes	292'932.04	1'020'400	225'600	-794'800
4 Revenus de fonctionnement	125'527'638.80	135'070'300	142'223'100	7'152'800
40 Impôts	71'790.00	750'000	2'000	-748'000
43 Contributions	86'192.80	55'300	65'100	9'800
46 Subventions acquises	124'294'095.00	133'210'000	140'850'000	7'640'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	12'299.95	0	299'000	299'000
49 Imputations internes	1'063'261.05	1'055'000	1'007'000	-48'000
Charges nettes de fonctionnement	255'634'963.01	266'907'300	289'405'400	22'498'100
5 Dépenses d'investissement	31'081'122.00	34'650'000	42'085'000	7'435'000
50 Investissements propres	0.00	50'000	18'250'000	18'200'000
56 Subventions accordées	31'081'122.00	34'600'000	23'835'000	-10'765'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	31'081'122.00	34'650'000	42'085'000	7'435'000
Insuffisance de financement	286'716'085.01	301'557'300	331'490'400	29'933'100

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Remarques
<p>- Est compris dans les charges de personnel, le crédit budgétaire unique de 9 millions pour le financement de la part non couverte (de 80% à 100%) des prestations de libre passage du personnel du CVP et des IPVR transféré au RSV. La couverture de la recapitalisation jusqu'à 80% est prélevée sur le fonds de financement déjà existant selon les principes de la recapitalisation "ordinaire" prévue dans le cadre de la révision des dispositions concernant les caisses de prévoyance.</p> <p>- L'augmentation des subventions accordées (fonctionnement) de 21.2 millions est composée principalement de l'augmentation du subventionnement des établissements hospitaliers (+ 5.2), du subventionnement de nouveaux lits dans les EMS conformément à la planification cantonale (+ 6.1) et de l'augmentation des subventions en faveur des assurés économiquement modestes des caisses-maladie (+ 8.5). Pour cette dernière, la participation budgétée de la Confédération s'élève à 140.3 millions et représente plus de 91% des subventions allouées à la population valaisanne (part cantonale de 12.9 millions).</p> <p>- La principale augmentation des dépenses d'investissement concerne les investissements hospitaliers avec un montant de 18.2 millions de francs, qui figure pour la première fois au budget et qu'il faut mettre en relation avec la diminution de 10.8 millions de francs de participation aux investissements de tiers.</p> <p>Ce montant a été évalué conformément aux travaux législatifs en cours. Il représente une enveloppe déterminée pour la période 2007-2010 comprenant l'indemnisation des infrastructures aux associations hospitalières et aux congrégations religieuses (env. 16 millions), les assainissements sismiques devant être entrepris pour les bâtiments hospitaliers (env. 20 millions), les mesures de sécurité et de protection incendie (env. 4 millions) et la rénovation des bâtiments existants (env. 33 millions).</p>

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		18.70	23.50	4.80

Remarques
L'augmentation du nombre de fonctionnaires au budget 2007 résulte de la titularisation de 3.8 EPT auxiliaires déjà présents les années antérieures et du transfert d'un EPT de la Castalie dédié à l'ensemble du DSSE.

OBJECTIF POLITIQUE	
Contribuer à la promotion, à la sauvegarde et au rétablissement de la santé humaine, dans le respect de la liberté, de la dignité, de l'intégrité et de l'égalité des personnes.	
Sous-objectifs politiques	
1	Promouvoir la santé, prévenir les maladies et les accidents et surveiller les professions et les institutions
1.1	Promouvoir la santé et prévenir les maladies et les accidents, par l'information à la population, en particulier pour les domaines suivant:
1.1.1	Diminuer le nombre de décès précoces évitables
1.1.2	Prévenir la consommation et les abus de substances (tabac, alcool, drogues, alimentation) ainsi que leurs effets négatifs.
1.2	Veiller à la qualité et la sécurité de la prise en charge des patients par des professionnels et diminuer les risques de consommation inadéquate de médicaments, de stupéfiants ou de produits sanguins à l'aide notamment de contrôles.
1.3	Améliorer l'état de santé et maintenir aussi longtemps que possible un état de santé sans pathologie, en particulier chez les jeunes et les adolescents
2	Garantir une prise en charge curative et palliative répondant aux besoins et exigences de qualité et de sécurité par une planification judicieuse des infrastructures et une allocation équitable des ressources disponibles
2.1	Favoriser une prise en charge adéquate (soins hospitaliers, établissements médico-sociaux (EMS), centres médico-sociaux (CMS) ou autres) pour toute personne qui le nécessite, en particulier :
2.1.1	Définir la planification sanitaire et hospitalière et ses mises à jour régulières
2.1.2	Soutenir le RSV dans la mise en oeuvre de la planification hospitalière de janvier 2004
2.1.3	Améliorer la gestion des établissements médico-sociaux et des centres médico-sociaux par l'informatisation de ces établissements
2.2	Améliorer l'efficacité des institutions de prise en charge curative et palliative par une meilleure gestion et administration des ressources
2.3	Garantir à la population l'information nécessaire et utile pour favoriser un accès aux soins sur la base d'un jugement éclairé
3	Garantir l'accessibilité économique des prestations de santé par le subventionnement ciblé des primes des assurés.

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**Mesures prioritaires**

- ad1*
- 1 Elaboration et mise en place d'un concept global de prévention des suicides et de promotion de la santé mentale en collaboration avec les partenaires (institutions psychiatriques, psychiatrie de liaison, corps médical, etc.)
 - 2 Projets de prévention de la consommation de tabac chez les jeunes et de sensibilisation à la fumée passive
 - 3 Habitudes alimentaires et activités physiques : soutien des cantines et restaurants labélisés "Fourchette Verte"
 - 4 Amélioration de l'état de santé par le dépistage et la prévention : dépistage précoce des cancers ; campagnes de vaccination pour la population et les professionnels des soins
 - 5 Mise à jour du plan de pandémie pour la grippe aviaire dans le canton du Valais
 - 6 Surveillance des indicateurs de qualité dans les établissements sanitaires valaisans
 - 7 Mise en place d'un système de surveillance des plaintes et des incidents thérapeutiques par la Commission pour la sécurité des patients et la qualité des soins
 - 8 Surveillance des professions par le maintien du nombre de contrôles conformément à la loi sur les agents thérapeutiques.
 - 9 Analyse des résultats de l'enquête de satisfaction auprès du personnel soignant du RSV
- ad2*
- 10 Préparation de la révision de la loi valaisanne sur la santé : 2ème volet : adaptation de la loi valaisanne sur la santé de 1996 aux nouvelles dispositions fédérales (à l'exception des dispositions sur les établissements et institutions sanitaires)
 - 11 Diffusion d'une brochure sur les droits des patients
 - 12 Réduction des surcoûts induits par la non transparence des comptes hospitaliers
 - 13 Mise en application de la nouvelle loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS) au 01.02.2007
 - 14 Préparation de la révision de la loi sur l'organisation des secours et des cas de catastrophe
 - 15 Mise en oeuvre du concept de prise en charge des personnes âgées de 2005, notamment par la présentation des projets de construction d'EMS au Grand Conseil.
 - 16 Soutien au RSV par la mise à disposition d'un système d'information et d'aide à la décision
- ad3*
- 17 Préparation d'un nouveau concept de subventionnement des primes maladie en vue de la mise en application de la RPT dès 2008
 - 18 Adaptation de la part cantonale en fonction de la part décidée par la Confédération
 - 19 Dans les limites des montants mis à disposition par la Confédération, allocation ciblée des subventions en fonction de la condition économique des assurés.

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Taux de couverture du programme de dépistage du cancer du sein	66%	↗	↗	
	2 Nombre de suicides signalés, en particulier chez les jeunes	61	↘	↘	
	3 Nombre d'accidents impliquant des personnes en état d'ivresse, sous l'emprise de drogues ou de médicaments, ou consécutifs à une défaillance physique	430	↘	↘	
	4 Dépenses globales en francs par habitant pour la prévention	23	22	23	1
	5 Nombre d'indicateurs suivis par la Commission pour la sécurité des patients et la qualité des soins (2005 : 9)		→	→	
	6 Nombre de toxicodépendants (cocaïne et héroïne) pris en charge par la LVT (2005 : 119)		→	→	
	7 Nombre de restaurants et de cantines labellisés Fourchette Verte (2005 : 37)		↗	↗	
ad2	8 Nombre de lits exploités pour les établissements des soins aigus (2005 : 700)		700	700	0
	9 Nombre de journées-malades de soins aigus (2005 : 236'310) (idem pour gériatrie, psychiatrie et réadaptation)		↘	↘	
	10 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps pour les soins aigus, gériatriques, psychiatriques et de réadaptation (2005 : 2'842)		→	→	
	11 Nombre de lits dans les EMS (2005 : 2'388)		2'409	2'488	79
	12 Taux de couverture à charge des assureurs pour les dépenses hospitalières	46.7%	47%	47.5%	0.5%
	13 Nombre de journées passées par des résidents dans les EMS (2005 : 839'647)		↗	↗	
	14 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps dans les EMS (2005 : 1'324)		↗	↗	
	15 Nombre de visites des CMS pour des prestations de soins (2005 : 344'767) et d'aide au ménage (2005 : 117'427)		↗	↗	
ad3	16 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps dans les CMS (2005 : 474)		↗	↗	
	17 Part de la population bénéficiant d'une subvention	28%	30%	30%	0%
	18 Subvention moyenne par assuré	1'586	1'570	1'650	80
	19 Subventions distribuées aux assurés, en % du montant mis à disposition par la Confédération	100%	100%	100%	0%
	20 Prime d'assurance maladie cantonale moyenne (prime pour adulte)	237	245	261	16
	21 Rang du canton en matière de prime d'assurance maladie, du moins cher au plus cher	11	8	8	0

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Promotion, prévention, observatoire, épidémiologie	8'576'567	1'302'601	7'273'966
P1101 Prévention et promotion de la santé	6'582'598	1'302'090	5'280'508
364 Subventions exploitation LVT	2'600'000		2'600'000
364 Subventions exploitation soins dentaires à la jeunesse	2'370'000		2'370'000
364 LVPP (fonds de prévention - droit de timbre)	1'300'000		1'300'000
490 Fonds de prévention - droit de timbre		1'001'000	-1'001'000
Autres dépenses / recettes	312'598	301'090	11'508
P1102 Observatoire de la santé	1'207'939	245	1'207'694
P1103 Epidémiologie	786'030	266	785'764
GP12 Surveillance des professions et des institutions	639'179	60'674	578'505
P1201 Surveillance professions (médicales/non-médicales)	360'349	20'410	339'939
P1202 Surveillance des institutions sanitaires	45'598	20'045	25'553
P1203 Surveillance des médicaments	233'232	20'219	213'013
GP13 Prise en charge hospitalière	244'101'719	2'236	244'099'483
P1301 Soins aigus et soins gériatriques	178'731'501	1'618	178'729'883
364 Subventions exploitation	142'800'000		142'800'000
503 Bâtiments hospitaliers	17'685'000		17'685'000
564 Subventions investissements	15'370'000		15'370'000
564 Hôpitaux - Service de la dette	1'450'000		1'450'000
Autres dépenses / recettes	1'426'501	1'618	1'424'883
P1302 Soins de réadaptation (CVP)	12'279'174	98	12'279'076
304 Couverture libre-passage (CPPEV)	2'700'000		2'700'000
364 Subventions exploitation	8'500'000		8'500'000
503 Bâtiments hospitaliers	265'000		265'000
564 Subventions investissements	695'000		695'000
Autres dépenses / recettes	119'174	98	119'076
P1303 Soins psychiatriques	35'008'251	147	35'008'104
304 Couverture libre-passage (CPPEV)	6'300'000		6'300'000
364 Subventions exploitation	28'100'000		28'100'000
503 Bâtiments hospitaliers	250'000		250'000
564 Subventions investissements	210'000		210'000
Autres dépenses / recettes	148'251	147	148'104
P1304 Activités déléguées et à caractère cantonal	709'426	91	709'335
P1305 Hospitalisation hors canton	17'373'367	282	17'373'085

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupe de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP14 Prise en charge non hospitalière	65'996'627	601'338	65'395'289
P1401 Etablissements médico-sociaux pour personnes âgées	48'119'157	732	48'118'425
364 Subventions exploitation EMS publics	37'300'000		37'300'000
365 Subventions exploitation EMS privés	5'000'000		5'000'000
564 Subventions investissements	4'560'000		4'560'000
564 Informatisation EMS	675'000		675'000
Autres dépenses / recettes	584'157	732	583'425
P1402 Centres médico-sociaux et centres SIPE	11'564'436	243	11'564'193
364 Subventions exploitation CMS	9'600'000		9'600'000
364 Subventions exploitation Centres SIPE	1'545'000		1'545'000
564 Informatisation CMS	225'000		225'000
Autres dépenses / recettes	194'436	243	194'193
P1403 Organisation des secours (OCVS)	5'171'831	239	5'171'592
364 Subventions d'exploitation de l'Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS)	4'400'000		4'400'000
564 Subventions d'investissements de l'Organisation cantonale valaisanne des secours (OCVS)	500'000		500'000
Autres dépenses / recettes	271'831	239	271'592
P1404 Réseaux régionaux de santé	323'601	24	323'577
P1405 Secteur ambulatoire et autres institutions	40'028	36	39'992
P1406 Foyers de jour	777'574	600'064	177'510
GP15 Subventionnement des primes d'assurance maladie	154'399'408	140'256'251	14'143'157
P1501 Subventionnement des assurés des caisses-maladie	154'365'228	140'256'224	14'109'004
366 Subventions aux assurés	153'150'000		153'150'000
460 Subventions de la Confédération		140'250'000	-140'250'000
Autres dépenses / recettes	1'215'228	6'224	1'209'004
P1502 Contrôle des primes des caisses-maladie	34'180	27	34'153
Total	473'713'500	142'223'100	331'490'400

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

OP 1
Promouvoir l'intégration sociale et
économique des personnes dans
le besoin
Fr. 35'877'700 net

GP 11
Prestations sociales individuelles
Fr. 17'807'896 net

GP 12
Institutions sociales
Fr. 16'069'228 net

GP 13
Recouvrement et avances des
pensions alimentaires
Fr. 1'924'856 net

GP 14
Asile (accueil et prise en charge
sociale)
Fr. 75'720 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	70'590'409.53	75'223'100	80'325'300	5'102'200
30 Charges de personnel	11'013'157.00	11'097'700	10'583'800	-513'900
31 Biens, services et marchandises	16'691'672.46	16'165'900	16'119'300	-46'600
33 Amortissements	153.00	0	0	0
36 Subventions accordées	40'830'640.97	47'119'800	51'859'000	4'739'200
39 Imputations internes	2'054'786.10	839'700	1'763'200	923'500
4 Revenus de fonctionnement	46'943'693.80	47'056'700	47'897'600	840'900
42 Revenus des biens	807'814.40	0	704'000	704'000
43 Contributions	6'785'265.07	7'010'000	6'202'000	-808'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	32'685'871.55	34'034'700	33'112'000	-922'700
46 Subventions acquises	2'785'451.70	4'653'600	4'751'000	97'400
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	1'937'987.14	667'000	1'564'300	897'300
49 Imputations internes	1'941'303.94	691'400	1'564'300	872'900
Charges nettes de fonctionnement	23'646'715.73	28'166'400	32'427'700	4'261'300
5 Dépenses d'investissement	3'665'907.85	3'166'000	3'450'000	284'000
50 Investissements propres	269'731.50	0	300'000	300'000
52 Prêts et participations permanentes	650'000.00	0	0	0
56 Subventions accordées	2'746'176.35	3'166'000	3'150'000	-16'000
6 Recettes d'investissement	1'208'623.50	0	0	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	938'892.00	0	0	0
63 Facturation à des tiers	269'731.50	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	2'457'284.35	3'166'000	3'450'000	284'000
Insuffisance de financement	26'104'000.08	31'332'400	35'877'700	4'545'300

Remarques

L'augmentation de la rubrique 36 s'explique de la manière suivante :
l'assistance sociale des personnes connaît une forte progression en Valais, de plus les modalités d'application de la LACI et de la LAI se sont resserrées. L'entrée en vigueur du nouveau règlement d'application de la loi sur le recouvrement des pensions alimentaires (rallongement de la période d'octroi des avances jusqu'à la majorité) engendre une augmentation de charges. Par contre, une diminution importante des subventions dans le secteur des requérants d'asile est prévue.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		15.50	17.10	1.60
Auxiliaires de longue durée		1.80	0.50	-1.30

Remarques

Le montant figurant sous rubrique 30 "charges du personnel" comprend également le personnel du secteur de l'asile géré de manière autonome.

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

OBJECTIF POLITIQUE	
Promouvoir l'intégration sociale et économique des personnes dans le besoin et favoriser l'épanouissement de la famille	
Sous-objectifs politiques	
1	Soutenir et coordonner les prestations sociales individuelles (GP11)
2	Soutenir et coordonner les activités des institutions sociales (GP12)
3	Assurer le recouvrement et les avances des pensions alimentaires dans la politique familiale cantonale (GP13)
4	Assurer l'accueil et la prise en charge sociale des requérants d'asile et des réfugiés (GP14)
Mesures prioritaires	
ad1	1 Mise en place d'une instance interdépartementale pour renforcer la coordination entre aide sociale et assurances sociales et développer des liens avec le 1er marché du travail (projet CII-MAMAC)
	2 Mise en place d'un système d'information coordonné intégrant l'ensemble des prestations sous conditions de ressources (SOSTAT+)
ad2	3 Renforcement des conditions-cadre adaptées et de nouvelles formes de collaboration entre acteurs publics, acteurs privés et entreprises
	4 Adoption d'une loi de portée générale sur la répartition des dépenses pour les institutions sociales entre canton et communes (RPT)
	5 Adaptations législatives et structurelles aux contraintes découlant de la Réforme de la préréquation financière et de la répartition des tâches (RPT)
ad4	6 Adaptation du dispositif de prise en charge au flux des requérants et aux contraintes fédérales

Indicateurs de performance	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1 1 Nombre de projets à caractère social développés par les entreprises valaisannes (2005 = 10 projets)		↗	↗	
2 Pour-cent des coûts de l'aide sociale par rapport au total pris en compte par la loi sur l'harmonisation (2005 = 16.5%)		15%	15%	0%
3 Nombre de mesures d'insertion sociale et professionnelle (2005 = 281)		250	300	50
ad2 4 Nombre de places d'occupation manquantes		60	50	-10
5 Nombre de places d'hébergement manquantes		40	30	-10
6 Evolution des dépenses relatives au domaine des institutions (Base 2004 = 100 %)		103%	104.5%	1.5%
ad3 7 Nombre de dossiers d'avance (Base 2004 = 450)		490	520	30
8 Nombre de dossiers de recouvrement (Base 2004 = 1'198)		1'400	1'500	100
9 Rapport charges indirectes/nombre de dossiers ORAPA (2006: 605'855/1'400 = 433)		433	433	0
ad4 10 Nombre de requérants au 31.12. (2004 = 2'080; 2005= 1'800)		1'600	1'600	0
11 Rapport charges indirectes/nombre de requérants (2006:7'902'800 /1'600=4'939)		4'939	4'939	0

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Prestations sociales individuelles	29'521'896	11'714'000	17'807'896
P1101 Mesures de politique sociale	169'238		169'238
P1102 Soutien/gestion prestations sociales individuelles	28'553'111	11'653'500	16'899'611
301 Emplois semi-protégés, auxiliaires et apprentis handicapés	964'800		964'800
361 Contribution à des organismes intercantonaux	89'000		89'000
366 Aide sociale, mesures d'insertion professionnelle, maintien à domicile, participation	26'755'000		26'755'000
Autres dépenses / recettes	744'311	11'653'500	-10'909'189
P1103 Coordination de l'aide aux victimes d'infractions	799'547	60'500	739'047
366 Aides individuelles LAVI	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	649'547	60'500	589'047
GP12 Institutions sociales	20'283'228	4'214'000	16'069'228
P1201 Soutien et coordination des institutions sociales	790'041		790'041
318 Développement informatique pour la gestion des institutions	600'000		600'000
Autres dépenses / recettes	190'041		190'041
P1202 Intégration prof. et sociale pers. handicapées	1'298'932		1'298'932
365 Aides financières aux organisations pour personnes handicapées	680'000		680'000
Autres dépenses / recettes	618'932		618'932
P1203 Planification, subv. et surveillance institutions	16'397'141	3'639'000	12'758'141
365 Subventions aux institutions pour personnes handicapées	9'144'000		9'144'000
365 Subventions aux institutions sociales	768'000		768'000
Autres dépenses / recettes	6'485'141	3'639'000	2'846'141
P1204 Gestion de l'office de liaison	1'797'114	575'000	1'222'114
GP13 Recouvrement et avances des pensions alimentaires	3'765'856	1'841'000	1'924'856
P1301 Recouvrement des pensions alimentaires	565'276	1'100'000	-534'724
436 Recouvrement sur pensions alimentaires		1'100'000	-1'100'000
Autres dépenses / recettes	565'276		565'276
P1302 Avance des pensions alimentaires	3'200'580	741'000	2'459'580
366 Avances sur pensions alimentaires	3'000'000		3'000'000
Autres dépenses / recettes	200'580	741'000	-540'420
GP14 Asile (accueil et prise en charge sociale)	30'204'320	30'128'600	75'720
P1401 Mesures en faveur des requérants d'asile/réfugiés	458'451	410'900	47'551
P1402 Accueil et prise en charge des requérants d'asile	25'665'776	25'644'800	20'976
366 Assistance aux requérants	6'000'000		6'000'000
Autres dépenses / recettes	19'665'776	25'644'800	-5'979'024
P1403 Occupation, formation et intendance	4'080'093	4'072'900	7'193
Total	83'775'300	47'897'600	35'877'700

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"

OP 1
Prise en charge de personnes
handicapées
Fr. 3'069'700 net

GP 11
Prise en charge des personnes
handicapées
Fr. 2'930'735 net

GP 12
Recherche et développement
Fr. 138'965 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	20'171'490.34	21'615'600	22'101'200	485'600
30 Charges de personnel	18'298'508.25	19'486'800	20'052'800	566'000
31 Biens, services et marchandises	1'833'717.01	2'085'000	2'003'200	-81'800
39 Imputations internes	39'265.08	43'800	45'200	1'400
4 Revenus de fonctionnement	19'444'803.00	19'219'000	19'231'500	12'500
42 Revenus des biens	33'128.85	28'000	33'000	5'000
43 Contributions	6'764'355.60	6'745'000	6'632'200	-112'800
45 Dédommagements de collectivités publiques	917'288.85	732'000	862'000	130'000
46 Subventions acquises	11'730'029.70	11'714'000	11'704'300	-9'700
Charges nettes de fonctionnement	726'687.34	2'396'600	2'869'700	473'100
5 Dépenses d'investissement	387'004.86	250'000	250'000	0
50 Investissements propres	387'004.86	250'000	250'000	0
6 Recettes d'investissement	162'779.51	40'000	50'000	10'000
66 Subventions acquises	162'779.51	40'000	50'000	10'000
Dépenses nettes d'investissement	224'225.35	210'000	200'000	-10'000
Insuffisance de financement	950'912.69	2'606'600	3'069'700	463'100

Remarques

Avec l'entrée en vigueur de la RPT, le canton devra reprendre à sa charge, dès 2008, le financement actuellement assuré par les subventions et autres mesures OFAS (Frs 12'336'882.- en 2005).

Les investissements envisagés au niveau des infrastructures figurent au budget du SBMA.

Le vieillissement des personnes handicapées ainsi que l'ouverture du centre de jour à Sion et l'augmentation des demandes de séjours temporaires ou à temps partiel génèrent un surcoût de frais d'encadrement.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		176.60	175.60	-1.00

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"

OBJECTIF POLITIQUE					
Assurer la prise en charge institutionnelle des personnes vivant avec un handicap mental ou un polyhandicap					
Sous-objectifs politiques					
1	Offrir à toute personne handicapée mentale ou polyhandicapée une place adaptée à ses besoins quelle que soit la gravité de son handicap				
1.1	Assurer l'hébergement, les soins et la formation des enfants handicapés mentaux ou polyhandicapés ne pouvant suivre une formation scolaire intégrée et ayant besoin d'une prise en charge institutionnelle				
1.2	Assurer l'hébergement, les soins et l'occupation des adultes présentant un handicap mental sévère ou un polyhandicap et ayant besoin d'une prise en charge institutionnelle				
2	Développer des outils et méthodes de travail favorisant le développement et l'épanouissement des personnes handicapées mentales ou polyhandicapées				
3	Mettre à disposition les infrastructures nécessaires à la prise en charge des personnes concernées et les maintenir en bon état de fonctionnement				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Maintien d'une capacité d'accueil suffisante				
	2 Adaptation des procédures institutionnelles en lien avec la mise en application de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT)				
	3 Développement du centre de jour de Sion				
ad2	4 Organisation de journées d'études et séminaires spécialisés à l'intention du personnel				
	5 Collaboration avec l'université et les HUG de Genève pour l'évaluation de la qualité des prises en charge				
ad3	6 Rénovation de la cuisine centrale				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de places pour enfants (internat + externat)			60	
	2 Nombre de places d'hébergement pour adultes			100	
	3 Nombre de places d'occupation (y compris celles du centre de jour)			75	
	4 Nombre de journées de séjour (49'200 en 2005)			49'600	
	5 Prix de journée moyen (447 en 2005)			443	
	6 Taux d'occupation moyen des unités			90%	
ad2	7 Taux de personnel formé par unité de prise en charge			90%	
	8 Taux d'utilisation du droit au perfectionnement			75%	

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupe de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Prise en charge des personnes handicapées	22'210'980	19'280'245	2'930'735
P1101 Prise en charge scolaire (classes)	2'872'898	2'189'059	683'839
432 Pension - impotence / Mesures AI		489'100	-489'100
451 Subsidés scolaires / Déficit hors canton		222'200	-222'200
460 Subvention OFAS exploitation		909'900	-909'900
463 Subsidés scolaires / Subvention JETH		196'300	-196'300
Autres dépenses / recettes	2'872'898	371'559	2'501'339
P1102 Prise en charge occupationnelle (ateliers)	2'880'390	2'781'001	99'389
432 Pension - impotence		758'200	-758'200
460 Subvention OFAS exploitation		1'800'000	-1'800'000
Autres dépenses / recettes	2'880'390	222'801	2'657'589
P1103 Prise en charge éducative	9'116'708	8'055'091	1'061'617
432 Pension-impotence / Mesures AI		2'623'300	-2'623'300
451 Déficit hors canton		218'300	-218'300
460 Subvention OFAS exploitation		4'927'600	-4'927'600
463 80% déficit adultes par SAS		98'400	-98'400
Autres dépenses / recettes	9'116'708	187'491	8'929'217
P1104 Prise en charge thérapeutique	2'134'492	1'919'427	215'065
432 Pension-impotence / Mesures AI		825'400	-825'400
460 Subvention OFAS exploitation		989'100	-989'100
Autres dépenses / recettes	2'134'492	104'927	2'029'565
P1105 Soins infirmiers	5'206'492	4'335'667	870'825
432 Pension-impotence / Mesures AI		1'417'500	-1'417'500
451 Déficit hors canton		121'100	-121'100
460 Subvention OFAS exploitation		2'663'000	-2'663'000
Autres dépenses / recettes	5'206'492	134'067	5'072'425
GP12 Recherche et développement	140'220	1'255	138'965
P1201 Alphalogic	140'220	1'255	138'965
Total	22'351'200	19'281'500	3'069'700

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

OP 1
Promouvoir la santé et la sécurité
des travailleurs, prévenir et régler
les conflits du travail
Fr. 2'479'000 net

GP 11
Promotion de la sécurité, de la
santé au travail
Fr. 746'865 net

GP 12
Prévention et règlement des
conflits
Fr. 1'732'135 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	3'240'336.54	3'610'100	3'915'500	305'400
30 Charges de personnel	2'152'232.45	2'422'100	3'118'600	696'500
31 Biens, services et marchandises	241'842.02	347'500	431'200	83'700
33 Amortissements	1'644.52	0	0	0
36 Subventions accordées	521'669.00	527'400	24'700	-502'700
39 Imputations internes	322'948.55	313'100	341'000	27'900
4 Revenus de fonctionnement	992'335.56	867'000	1'483'500	616'500
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	561'577.56	507'000	709'500	202'500
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	174'203.00	170'000	169'500	-500
46 Subventions acquises	82'352.00	0	440'000	440'000
49 Imputations internes	174'203.00	190'000	164'500	-25'500
Charges nettes de fonctionnement	2'248'000.98	2'743'100	2'432'000	-311'100
5 Dépenses d'investissement	0.00	25'000	47'000	22'000
50 Investissements propres	0.00	25'000	47'000	22'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	25'000	47'000	22'000
Insuffisance de financement	2'248'000.98	2'768'100	2'479'000	-289'100

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		14.00	21.00	7.00
Auxiliaires de longue durée		3.50	1.50	-2.00

Remarques

L'augmentation des charges du personnel (rubr. 30) s'explique par l'intégration à l'Etat du Valais, au sein du SPT, de l'inspection de l'emploi (six inspecteurs). Cette opération est pratiquement financièrement neutre puisqu'elle est en bonne partie compensée par la suppression correspondante des subventions accordées (rubr. 36).

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

OBJECTIF POLITIQUE					
Promouvoir la santé et la sécurité des travailleurs, prévenir et régler les conflits du travail					
Sous-objectifs politiques					
1	Accroître la sécurité dans les entreprises, y compris contre les risques d'accidents majeurs, par une démarche préventive et de contrôle systémique				
2	Promouvoir une politique de formation et d'information orientée sur la sécurité et la santé au travail				
3	Maintenir la paix du travail par la prévention, l'aplanissement et le règlement des conflits individuels et collectifs.				
4	Encourager et promouvoir le dialogue entre les partenaires sociaux.				
5	Prévenir et sanctionner toute forme de dumping social et salarial dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes (travailleurs détachés).				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Rappel à leur obligation et suivi des entreprises présentant des dangers particuliers n'ayant pas encore mis en application la directive MSST (concept de sécurité).				
ad2	2 Organisation de cours de formation liés aux nouveaux risques en matière de sécurité et de santé au travail (stress, mobbing, etc.).				
ad3	3 Révision partielle des règles de procédure en matière de conflits individuels du travail.				
ad4	4 Aide logistique et juridique aux partenaires sociaux pour l'extension des conventions collectives de travail (CCT).				
ad5	5 Mise en place de la procédure de sanctions - travail au noir / travailleurs détachés.				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de contrôles en entreprise		223	218	-5
	2 Nombre d'accidents et de maladies professionnelles pour 1'000 travailleurs et par an (2004 = 125)		↘	↘	
ad2	3 Nombre de séminaires à organiser avec évaluation de la prestation		5	5	0
ad3	4 Evolution annuelle du nombre de conflits individuels (2005 = 706)		↘	↘	
	5 Pourcentage de règlement dans l'année du nombre de conflits		80%	70%	-10%
ad4	6 Nombre de secteurs économiques régis par une convention collective de travail (CCT) ou un contrat-type de travail (CTT)		20	16	-4
ad5	7 Nombre de rapports de dénonciation liés au dumping social et salarial		120	70	-50
	8 Nombre de prononcés de sanctions		30	40	10

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Promotion de la sécurité, de la santé au travail	1'298'017	551'152	746'865
P1101 Formation / Conseil	50'122	11'187	38'935
P1102 Ordonnance sur les chauffeurs (OTR)	233'077	202'891	30'186
440 RPLP Recettes fédérales		139'500	-139'500
Autres dépenses / recettes	233'077	63'391	169'686
P1103 Audit de sécurité / analyse de risque	164'707	76'184	88'523
P1104 Approbation des plans / autorisation d'exploiter	91'607	57'913	33'694
P1105 Médecine, hygiène du travail et ergonomie	255'686	70'041	185'645
P1106 Conditions et durée du travail	266'601	36'383	230'218
P1107 Accidents majeurs / Sécurité biologique	236'217	96'553	139'664
GP12 Prévention et règlement des conflits	2'664'483	932'348	1'732'135
P1201 Renseignements juridiques	311'267	16'691	294'576
P1202 Conflits individuels du droit du travail	876'447	44'018	832'429
P1203 Recours en matière de chômage	85'271	3'865	81'406
P1204 Conflits collectifs	10'663	353	10'310
P1205 Conciliation en matière d'égalité	6'218	333	5'885
P1206 Conventions collectives de travail (CCT)	19'356	1'037	18'319
P1207 Contrats-types de travail (CTT)	15'461	694	14'767
P1208 Gestion des listes permanentes	95'403	130'116	-34'713
P1209 Dumping social et salarial	1'244'397	735'241	509'156
Total	3'962'500	1'483'500	2'479'000

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

OP 1
Promouvoir un approvisionnement
et une utilisation de l'énergie
favorisant la sécurité économique
Fr. -47'538'200 net

GP 11
Production hydroélectrique
Fr. -49'082'820 net

GP 12
Approvisionnement et efficacité
énergétique
Fr. 1'544'620 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	63'113'751.69	62'894'600	60'269'600	-2'625'000
30 Charges de personnel	1'511'015.75	1'636'500	1'661'500	25'000
31 Biens, services et marchandises	1'085'278.24	566'900	573'400	6'500
32 Intérêts passifs	104'270.55	0	0	0
34 Parts et contributions sans affectation	371'624.00	372'000	372'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'737'183.40	1'776'000	1'776'000	0
36 Subventions accordées	7'703'630.30	7'152'000	7'152'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	28'420'244.55	29'612'000	28'874'000	-738'000
39 Imputations internes	22'180'504.90	21'779'200	19'860'700	-1'918'500
4 Revenus de fonctionnement	96'824'381.98	102'514'800	98'457'800	-4'057'000
40 Impôts	60'506'646.55	66'994'000	65'244'000	-1'750'000
41 Patentes et concessions	5'233'201.00	5'500'000	5'500'000	0
42 Revenus des biens	5'340'638.30	5'329'800	4'966'800	-363'000
43 Contributions	1'957'991.85	2'095'000	2'087'000	-8'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	2'000'685.55	2'010'000	2'010'000	0
46 Subventions acquises	54'000.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	2'693'524.59	2'428'000	1'895'000	-533'000
49 Imputations internes	19'037'694.14	18'158'000	16'755'000	-1'403'000
Revenus nets de fonctionnement	33'710'630.29	39'620'200	38'188'200	-1'432'000
5 Dépenses d'investissement	3'128'005.00	1'100'000	1'100'000	0
50 Investissements propres	0.00	0	0	0
52 Prêts et participations permanentes	2'000'000.00	0	0	0
56 Subventions accordées	1'128'005.00	1'100'000	1'100'000	0
6 Recettes d'investissement	12'744'500.00	10'584'800	10'450'000	-134'800
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	12'000'000.00	10'004'800	10'000'000	-4'800
66 Subventions acquises	744'500.00	580'000	450'000	-130'000
Recettes nettes d'investissement	9'616'495.00	9'484'800	9'350'000	-134'800
Excédent de financement	43'327'125.29	49'105'000	47'538'200	-1'566'800

Remarques

Conformément aux engagements pris dans le cadre du décret sur les mesures structurelles, les services de l'énergie (SEN) et des forces hydrauliques (SFH) ont été regroupés en une seule entité.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		7.80	10.80	3.00
Auxiliaires de longue durée		3.00	0.00	-3.00

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

OBJECTIF POLITIQUE					
Promouvoir un approvisionnement et une utilisation de l'énergie favorisant la sécurité économique					
Sous-objectifs politiques					
1	Favoriser la sécurité d'approvisionnement en énergie à long terme en préservant les intérêts économiques, sociaux et environnementaux :				
1.1	par la promotion de l'utilisation des énergies indigènes et renouvelables, en particulier les forces hydrauliques ;				
1.2	par l'encouragement d'une distribution d'énergie coordonnée.				
2	Réduire la dépendance en matière d'énergie notamment par l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des installations techniques et par la récupération de chaleur.				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Assistance juridique et technique des projets de modernisation et d'optimisation des aménagements hydrauliques existants (Nant de Drance et Oberems) ainsi que la réalisation de nouvelles petites centrales hydroélectriques.				
	2 Accroissement de l'indépendance énergétique du canton en exerçant le droit de participation (retour de concessions 10%) conféré à l'Etat par le droit cantonal (art. 59 LFH-VS).				
	3 Accroissement de la production énergétique du canton en favorisant notamment la réalisation d'ouvrages hydroélectriques à buts multiples dans le cadre de la 3ème correction du Rhône.				
	4 Poursuite des études relatives à l'assainissement des cours d'eau par des prélèvements (LEaux) et détermination des mesures d'assainissement à prendre.				
	5 Soutien à la création d'une société chargée de gérer le réseau de transport 65 kV dans le canton.				
ad2	6 Renforcement des contrôles du respect des dispositions de la loi sur l'énergie dans le domaine du bâtiment en collaboration avec les communes.				
	7 Mise en place des conditions cadre (information, formation, influence sur les normes de construction) pour que le standard MINERGIE devienne la norme pour les bâtiments neufs.				
	8 Identification des rejets de chaleur (industrie, usine d'incinération, etc...) et encouragement de leur utilisation.				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Production hydroélectrique moyenne (GWh par an)			10'000	
	2 Total de l'impôt spécial perçu par le canton (mios. Fr.)			65	
	3 Total des redevances hydrauliques du Rhône perçues par le canton (mios. Fr.)			5.5	
ad2	4 Consommation des énergies fossiles pour le chauffage (objectif SuisseEnergie :1990-2010 = -10%)			➔	
	5 Part des dossiers énergétiques contrôlés (2006 = 30%)			40%	
	6 Part de marché du standard MINERGIE des bâtiments d'habitation neufs			10%	

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits		Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Production hydroélectrique		57'931'321	107'014'141	-49'082'820
P1101	Concession, autorisation, droit d'eau, promotion	713'401	5'387'218	-4'673'817
318	Divers mandats d'étude	150'000		150'000
425	Intérêts sur prêt FMV		685'000	-685'000
426	Dividendes		2'100'000	-2'100'000
427	Location Rhône - Chippis		2'177'000	-2'177'000
431	Emoluments administratifs		85'000	-85'000
	Autres dépenses / recettes	563'401	340'218	223'183
P1102	Registres, contrôles, impôt spécial, redevances	57'005'181	101'498'457	-44'493'276
318	Impôt communal sur les redevances du Rhône	200'000		200'000
340	Dédommagement par les CFF pour perte sur impôts, part communale	372'000		372'000
350	Franc du paysage, prélèvement par la Confédération	900'000		900'000
352	Franc du paysage, part communale	876'000		876'000
365	Réduction de l'impôt spécial pour l'industrie	7'000'000		7'000'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. du remboursement du prêt d'assainissement aux FMV	10'000'000		10'000'000
380	Attribution au fonds de préfinancement FMV de 15% de l'impôt spécial	9'675'000		9'675'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. de 10% de l'impôt spécial et des redevances	7'000'000		7'000'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. des intérêts du prêt d'assainissement aux FMV	685'000		685'000
380	Attribution au fonds de préfinancement FMV du dividende des actions FMV propriété du fonds	80'000		80'000
390	Imputation au fonds de préfinancement FMV de 15% de l'impôt spécial	9'675'000		9'675'000
390	Imputation au fonds de rachat des aménagements hydroélectriques du 10% de l'impôt spéc. et des redevances	7'000'000		7'000'000
390	Imputation au fonds d'entretien et de correction des cours d'eau de 10% des redevances sur les forces hydrauliques du Rhône et de la participation des communes	2'550'000		2'550'000
390	Imputation des intérêts passifs du fds. de préfinancement FMV pour l'avance de l'Etat pour la libération du cap. social	414'000		414'000
390	Imputation au fonds de préfinancement FMV du dividende des actions FMV propriété du fonds	80'000		80'000
408	Impôt spécial sur les forces hydrauliques		64'500'000	-64'500'000
410	Redevances des forces hydrauliques du Rhône		5'500'000	-5'500'000
439	Participation des communes au fonds d'entretien et de correction des cours d'eau		2'000'000	-2'000'000
450	Contribution de la Confédération au franc du paysage		1'680'000	-1'680'000
452	Contribution des communes au franc du paysage		330'000	-330'000
480	Prélèvement au fonds de préfinancement FMV pour intérêts dus sur l'avance de l'Etat		414'000	-414'000
490	Attribution au fonds de préfinancement FMV du dividende des actions FMV propriété du fonds		80'000	-80'000
490	Attribution au fonds de rachat des aménagements hydroél. du 10% de l'impôt spéc. et des redevances		7'000'000	-7'000'000
490	Attribution au fds. de préfin. FMV de 15% de l'impôt spéc.		9'675'000	-9'675'000
624	Remboursement partiel du prêt d'assainissement aux FMV		10'000'000	-10'000'000
	Autres dépenses / recettes	498'181	319'457	178'724
P1103	Gestion des risques et assainissement	212'739	128'466	84'273

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP12 Approvisionnement et efficacité énergétique	3'438'279	1'893'659	1'544'620
P1201 Domaine du bâtiment et programme de promotion	2'748'405	1'661'020	1'087'385
562 Subvention énergies renouvelables pour les communes	300'000		300'000
562 Subvention MINERGIE pour les communes	150'000		150'000
565 Subvention MINERGIE pour institutions privées	200'000		200'000
565 Subvention énergies renouvelables pour institutions privées	50'000		50'000
566 Subvention MINERGIE pour les privés	200'000		200'000
566 Subvention énergies renouvelables pour les privés	200'000		200'000
660 Contributions globales MINERGIE		225'000	-225'000
660 Contributions globales énergies renouvelables		225'000	-225'000
Autres dépenses / recettes	1'648'405	1'211'020	437'385
P1202 Approvisionnement en énergie	64'592	13'782	50'810
P1203 Formation, information et études	296'319	106'045	190'274
P1204 Collectivités publiques et secteur économique	328'963	112'812	216'151
318 Analyses et actions dans les hôpitaux	55'000		55'000
Autres dépenses / recettes	273'963	112'812	161'151
Total	61'369'600	108'907'800	-47'538'200

SUBVENTIONNEMENT DES ASSURANCES SOCIALES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	108'803'991.55	118'442'000	119'225'500	783'500
33 Amortissements	60.00	0	0	0
36 Subventions accordées	108'803'931.55	118'442'000	119'225'500	783'500
4 Revenus de fonctionnement	53'968'921.95	58'749'300	59'586'100	836'800
46 Subventions acquises	53'968'921.95	58'749'300	59'586'100	836'800
Charges nettes de fonctionnement	54'835'069.60	59'692'700	59'639'400	-53'300
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	54'835'069.60	59'692'700	59'639'400	-53'300

Remarques

Le Subventionnement des assurances sociales n'est pas géré en 2007 par mandats de prestations.

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

360	Financement de l'AI	26'339'000
	Financement de l'AVS	20'105'000
	Financement des allocations fédérales dans l'agriculture	1'318'000
		47'762'000
363	Financement de la Caisse d'allocations familiales aux agriculteurs indépendants	200'000
	Frais de gestion des dossiers par la Caisse Cantonale de Compensation	1'543'500
		1'743'500
366	Allocations complémentaires cantonales AVS et AI	550'000
	Allocations familiales familles monoparentales, non-actifs et complémentaires agricoles	1'670'000
	Prestations complémentaires AVS et AI	67'500'000
		69'720'000
460	Subventions fédérales aux prestations complémentaires AI	12'425'000
	Subventions fédérales aux prestations complémentaires AVS	11'200'000
		23'625'000
462	Subventions communales pour le financement de l'AI	10'272'200
	Subventions communales pour le financement de l'AVS	7'841'000
	Subventions communales pour les allocations cantonales complémentaires	214'500
	Subventions communales pour les frais de gestion	522'100
	Subventions communales pour les prestations complémentaires	17'111'300
		35'961'100

**Département de l'éducation, de la
culture et du sport (DECS)**
**Compte 2005
Fr.**
**Budget 2006
Fr.**
**Budget 2007
Fr.**
**Ecart 06/07
Fr.**
TOTAL GENERAL

Dépenses	590'781'270.76	604'080'600	655'017'000	50'936'400
Recettes	118'063'656.47	106'842'000	116'079'300	9'237'300
Excédent de dépenses	472'717'614.29	497'238'600	538'937'700	41'699'100

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Service administratif et juridique du DECS	12'253'013.49	14'473'500	14'577'800	104'300
Service cantonal de la jeunesse	19'153'637.81	21'546'800	23'096'200	1'549'400
Service de la formation tertiaire	92'713'017.47	103'089'800	108'269'400	5'179'600
Service de l'enseignement	281'823'003.40	287'331'300	318'389'200	31'057'900
Service de la formation professionnelle	47'131'150.89	51'313'500	53'303'400	1'989'900
Service de la culture	19'643'791.23	19'483'700	21'301'700	1'818'000
Excédent de dépenses	472'717'614.29	497'238'600	538'937'700	41'699'100

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	202'106'003.01	204'634'800	221'771'400	17'136'600
31	Biens, services et marchandises	31'629'523.76	35'552'400	38'738'600	3'186'200
32	Intérêts passifs	7'245.00			
33	Amortissements	356'183.43	330'000	350'000	20'000
35	Dédommagements à des collectivités publiques	66'310'262.35	69'438'000	70'686'000	1'248'000
36	Subventions accordées	247'391'607.23	253'272'100	278'438'600	25'166'500
37	Subventions redistribuées	17'041'194.70	15'165'000	16'955'000	1'790'000
38	Attributions aux financements spéciaux	1'182'165.24	234'700	179'600	-55'100
39	Imputations internes	8'765'400.30	7'846'100	8'437'800	591'700
40	Impôts	30.00			
42	Revenus des biens	412'070.72	323'600	391'500	67'900
43	Contributions	18'874'348.62	18'237'000	19'300'400	1'063'400
45	Dédommagements de collectivités publiques	31'759'995.98	30'569'800	32'631'500	2'061'700
46	Subventions acquises	38'558'599.93	32'157'600	36'311'600	4'154'000
47	Subventions à redistribuer	17'041'194.70	15'165'000	16'955'000	1'790'000
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	136'291.52	270'000	209'800	-60'200
49	Imputations internes	2'564'770.65	1'790'000	1'905'000	115'000
	Total charges	574'789'585.02	586'473'100	635'557'000	49'083'900
	Total revenus	109'347'302.12	98'513'000	107'704'800	9'191'800
	Excédent de charges	465'442'282.90	487'960'100	527'852'200	39'892'100

COMPTE DES INVESTISSEMENTS

50	Investissements propres	2'838'712.39	2'557'500	2'910'000	352'500
52	Prêts et participations permanentes	8'104'050.00	8'900'000	8'900'000	0
56	Subventions accordées	5'048'923.35	6'150'000	7'650'000	1'500'000
62	Remboursements de prêts et de participations permanentes	8'076'584.70	7'900'000	7'900'000	0
66	Subventions acquises	639'769.65	429'000	474'500	45'500
67	Subventions à redistribuer				
	Total dépenses	15'991'685.74	17'607'500	19'460'000	1'852'500
	Total recettes	8'716'354.35	8'329'000	8'374'500	45'500
	Excédent de dépenses	7'275'331.39	9'278'500	11'085'500	1'807'000

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DECS

OP 1
Assurer la coordination et le
controlling du Département
Fr. 13'662'253 net

OP 2
Encourager la pratique du sport
Fr. 915'547 net

GP 11
Coordination, gestion et
assistance
Fr. 13'662'253 net

GP 21
Jeunesse et Sport
Fr. 915'547 net

GP 22
Fonds du sport
Fr. 0 net

Total service**Fr. 14'577'800 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	25'031'145.02	25'645'300	26'576'500	931'200
30 Charges de personnel	3'260'763.15	3'678'500	3'665'400	-13'100
31 Biens, services et marchandises	553'184.22	642'800	640'800	-2'000
33 Amortissements	311'524.31	230'000	300'000	70'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	31'699.65	25'000	30'000	5'000
36 Subventions accordées	15'517'960.90	15'970'000	16'477'000	507'000
37 Subventions redistribuées	2'374'650.00	2'525'000	2'525'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	378'364.23	0	169'600	169'600
39 Imputations internes	2'602'998.56	2'574'000	2'768'700	194'700
4 Revenus de fonctionnement	12'805'596.83	12'171'800	12'998'700	826'900
42 Revenus des biens	4'900.00	0	0	0
43 Contributions	672'596.70	612'800	664'700	51'900
45 Dédommagements de collectivités publiques	48'321.10	40'000	40'000	0
46 Subventions acquises	9'374'396.93	8'574'000	9'474'000	900'000
47 Subventions à redistribuer	2'374'650.00	2'525'000	2'525'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0.00	210'000	0	-210'000
49 Imputations internes	330'732.10	210'000	295'000	85'000
Charges nettes de fonctionnement	12'225'548.19	13'473'500	13'577'800	104'300
5 Dépenses d'investissement	8'104'050.00	8'900'000	8'900'000	0
52 Prêts et participations permanentes	8'104'050.00	8'900'000	8'900'000	0
6 Recettes d'investissement	8'076'584.70	7'900'000	7'900'000	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	8'076'584.70	7'900'000	7'900'000	0
Dépenses nettes d'investissement	27'465.30	1'000'000	1'000'000	0
Insuffisance de financement	12'253'013.49	14'473'500	14'577'800	104'300
RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		26.70	27.70	1.00
Auxiliaires de longue durée		1.00	0.00	-1.00

OBJECTIF POLITIQUE 1

Assurer le controlling et la coordination administrative, financière et juridique du Département ainsi que les aides à la formation et l'encouragement aux études

Sous-objectifs politiques

- 1 Assurer les tâches d'Etat-Major du Département
 - 1.1 Assurer le controlling du département et du service
 - 1.2 Garantir les tâches de secrétariat général du département, la coordination départementale entre les activités des services, la coordination et la représentation interdépartementales
 - 1.3 Fonctionner comme permanence administrative en assurant la gestion et le contrôle dans les domaines d'activité du Département ne relevant pas spécifiquement d'un service
 - 1.4 Fonctionner comme permanence juridique en assurant le conseil juridique, la législation et la traduction pour le compte du Département et de ses services, à leur requête
- 2 Faciliter l'accès aux études secondaires du deuxième degré, aux études supérieures ou professionnelles, des étudiants ou apprentis par l'octroi de bourses d'études ou de prêts d'honneur
 - 2.1 S'assurer que l'aide financière sous forme de bourses ou de prêts est octroyée aux seuls requérants dont les possibilités financières sont modestes

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Mise en place d'e-DICS, des indicateurs, du suivi des projets prioritaires et du controlling départemental
- ad2* 2 Analyse et proposition des dispositions et mesures à mettre en place en lien avec l'introduction de la réforme de la péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) dans le domaine des aides à la formation

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad2</i>	1 Montant moyen par bénéficiaire des prêts accordés (Moyenne suisse en 2003: 5'057 francs)		3'900	3'900	0
	2 Montant moyen des prêts accordés (Moyenne suisse 2003: 5'761 francs)		4'800	4'800	0
	3 Montant brut des prêts accordés en Valais (Total des prêts en Suisse 2003: 29 millions de francs)		8'900'000	8'900'000	0

OBJECTIF POLITIQUE 2

Créer un contexte favorable au bon déroulement du sport en termes de bien-être, de stabilité, d'éducation, de santé et d'infrastructures publiques

Sous-objectifs politiques

- 1 Parfaire l'entraînement sportif des jeunes de la 10e à la 20e année et les amener à vivre sainement et assurer la formation et la formation continue des cadres
- 2 Encourager et soutenir l'expansion du sport dans la société et le développement du sport amateur

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Poursuite de l'étude du concept pour une politique cantonale du sport
- 2 Promotion de la pratique du sport par les jeunes
- ad2* 3 Incitation au sport pour tous

Département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS)

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DECS

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de jeunes participant à des activités « Jeunesse et Sport »		25'000	25'500	500
ad2	2 Montant de l'aide globale annuelle allouée par le Fonds du sport au sport valaisan		3'500'000	3'500'000	0
	3 Pourcentage de la population qui pratique du sport (base Keller : 70 %)		↗	↗	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Assurer la coordination et le controlling du Département	27'557'253	13'895'000	13'662'253
GP11 Coordination, gestion et assistance	27'557'253	13'895'000	13'662'253
P1101 Secrétariat général du département	277'749		277'749
P1102 Coordination inter- et intra- départementale	442'822		442'822
P1103 Finances et comptabilité	593'042		593'042
P1104 Affaires juridiques et traductions	530'813		530'813
P1105 Bourses et prêts d'honneur	25'412'555	13'895'000	11'517'555
366 Attribution de bourses d'études	13'000'000		13'000'000
526 Prêts d'honneur	8'900'000		8'900'000
626 Remboursement prêts d'honneur		7'900'000	-7'900'000
Autres dépenses / recettes	3'512'555	5'995'000	-2'482'445
P1106 Coordination informatique	150'136		150'136
P1107 Controlling départemental	150'136		150'136
OP2 Encourager la pratique du sport	7'919'247	7'003'700	915'547
GP21 Jeunesse et Sport	4'169'247	3'253'700	915'547
P2101 Formation et perf. des moniteurs et des cadres	365'558	336'085	29'473
P2102 Formation des jeunes	2'372'019	2'315'275	56'744
375 Cours de branches sportives	2'300'000		2'300'000
470 Subventions fédérales acquises pour cours de branches sportives		2'300'000	-2'300'000
Autres dépenses / recettes	72'019	15'275	56'744
P2103 Centre sportif cantonal d'Ovronnaz	1'402'681	600'109	802'572
P2104 Assurance qualité J+S	28'989	2'231	26'758
GP22 Fonds du sport	3'750'000	3'750'000	0
P2201 Soutien financier	3'750'000	3'750'000	0
Total	35'476'500	20'898'700	14'577'800

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

OP 1
Promouvoir la protection et l'aide
à la jeunesse
Fr. 23'096'200 net

GP 11 Institutions et organisations spécialisées Fr. 14'942'909 net	GP 12 Promotion et soutien Fr. 430'247 net	GP 13 Education à la santé et promotion de la santé Fr. 861'989 net	GP 14 Protection de l'enfant Fr. 2'425'443 net
GP 15 Conseil éducatif, psychologie scolaire et thérapie Fr. 3'991'548 net	GP 16 Psychiatrie pour enfants et adolescents Fr. 313'163 net	GP 17 Education précoce spécialisée Fr. 130'901 net	

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	24'353'461.32	26'459'300	27'923'200	1'463'900
30 Charges de personnel	7'894'051.95	8'296'200	8'541'100	244'900
31 Biens, services et marchandises	2'917'898.45	3'530'300	3'638'000	107'700
33 Amortissements	160.01	0	0	0
36 Subventions accordées	11'739'438.95	12'706'200	13'574'000	867'800
39 Imputations internes	1'801'911.96	1'926'600	2'170'100	243'500
4 Revenus de fonctionnement	5'224'848.51	5'112'500	5'527'000	414'500
43 Contributions	187'605.60	192'500	186'000	-6'500
45 Dédommagements de collectivités publiques	190'194.15	200'000	200'000	0
46 Subventions acquises	4'565'345.71	4'320'000	4'791'000	471'000
49 Imputations internes	281'703.05	400'000	350'000	-50'000
Charges nettes de fonctionnement	19'128'612.81	21'346'800	22'396'200	1'049'400
5 Dépenses d'investissement	25'025.00	200'000	700'000	500'000
50 Investissements propres	0.00	50'000	50'000	0
56 Subventions accordées	25'025.00	150'000	650'000	500'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	25'025.00	200'000	700'000	500'000
Insuffisance de financement	19'153'637.81	21'546'800	23'096'200	1'549'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		54.95	54.95	0.00
Auxiliaires de longue durée		0.10	0.10	0.00

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

OBJECTIF POLITIQUE					
Contribuer à la promotion, au soutien et à la coordination de la politique, de la protection et de l'aide spécialisée aux jeunes					
Sous-objectifs politiques					
1	Optimiser l'accueil des jeunes dans les institutions spécialisées				
2	Promouvoir la politique familiale, notamment par le soutien aux réseaux d'accueil à la journée des enfants entre 0 et 12 ans				
3	Promouvoir une politique en faveur des jeunes par une écoute de leur préoccupation, un soutien à leur projet, une coordination au niveau des communes et des régions de leurs activités et un encouragement au développement du processus d'autonomie et d'intégration à la société				
4	Assurer la sécurité des enfants et des jeunes en leur fournissant les moyens et les structures nécessaires afin de les protéger des facteurs qui mettent en danger leur développement				
5	Promouvoir le développement des enfants et des jeunes par l'éducation et la promotion de la santé en renforçant leurs compétences sociales afin de leur permettre de dépasser les situations difficiles.				
6	Fournir aux enfants, aux jeunes et à leurs familles des prestations spécialisées (psychothérapie, psychologie, psychiatrie, logopédie, psychomotricité, pédagogie précoce spécialisée) lorsque leur développement psychosocial est perturbé ou en danger de l'être				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Planification des besoins et renforcement de la gestion administrative et financière 2 Mise en place d'une planification différenciée et introduction de mandats de prestations				
ad2	3 Contribution à la mise en place d'un réseau d'accueil à la journée pour les enfants entre 0 et 12 ans sur l'ensemble du canton				
ad3	4 Développer un concept de politique extra-scolaire à l'attention des communes				
ad4	5 Collaboration avec les communes à la mise en place d'une protection infanto-juvénile optimale				
ad5	6 Contribution à la création et à l'application de programmes dans le domaine de l'éducation à la santé et de la promotion de la santé afin d'améliorer le bien-être des jeunes de notre canton 7 Renforcement des capacités d'encadrement des personnes s'occupant de la jeunesse par des conseils éducatifs et de la supervision, afin de leur permettre de bien remplir leurs tâches				
ad6	8 Propositions de mesures d'aide spécialisée aux jeunes en respectant le principe de la subsidiarité				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Présentation et adoption des rapports de planification à la CPPJ		01.11.06	01.11.07	
ad2	2 Nbre de places subventionnées d'accueil à la journée, conformément au mandat de la LJe		2'510	2'560	50
ad3	3 Nbre de communes appliquant un concept de politique extrascolaire pour les jeunes (base 2004 : 15 communes)		↗	↗	
	4 Nbre de demandes d'aide financière traitées		110	120	10
ad4	5 Nbre d'heures d'interventions à caractère préventif (Base 2004 : 1200 heures)		→	→	
ad6	6 Nbre de dossiers d'enfants bénéficiant d'une aide spécialisée et/ou de mesures de protection		5'800	5'800	0

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Institutions et organisations spécialisées	19'134'303	4'191'394	14'942'909
P1101 Relations institutions d'éducation spécialisée	10'211'722	1'089'000	9'122'722
365 Subvention des institutions d'éducation spécialisée valaisannes (6)	6'004'000		6'004'000
365 Subventionnement des placements hors canton	1'500'000		1'500'000
390 Placements à la MET de Pramont	1'300'000		1'300'000
462 Récup frais pension + 2/3 frais placement HC auprès communes		1'089'000	-1'089'000
Autres dépenses / recettes	1'407'722		1'407'722
P1102 Colonies et camps de vacances	83'068	2'394	80'674
P1103 Aide financière réseaux d'accueil à la journée	5'208'303		5'208'303
362 Subvention des structures d'accueil communales (crèches, garderies, UAPE)	2'041'000		2'041'000
365 Subvention des structures d'accueil privées (crèches, garderies, UAPE) et associations de parents d'accueil	3'071'000		3'071'000
Autres dépenses / recettes	96'303		96'303
P1104 Mandat OFAS (graves troubles d'élocution)	3'631'210	3'100'000	531'210
460 Subvention de l'OFAS pour graves troubles d'élocution (convention Etat-OFAS)		3'100'000	-3'100'000
Autres dépenses / recettes	3'631'210		3'631'210
GP12 Promotion et soutien	445'247	15'000	430'247
P1201 Encour. activités extra-scol. et aides financières	375'907	15'000	360'907
365 Subventionnement des projets des jeunes	240'000		240'000
Autres dépenses / recettes	135'907	15'000	120'907
P1202 Information et formation	69'340		69'340
GP13 Education à la santé et promotion de la santé	861'989		861'989
P1301 Educ. à la santé et promotion de la santé	669'971		669'971
P1302 Information aux responsables d'éducation	156'822		156'822
P1303 Perfect. et encadr. des intervenants accueil fam.	35'196		35'196
GP14 Protection de l'enfant	2'516'049	90'606	2'425'443
P1401 Protection des enfants	1'785'003	65'515	1'719'488
P1402 Placements et surveillance	708'195	20'426	687'769
P1403 Information et formation	22'851	4'665	18'186
GP15 Conseil éducatif, psychologie scolaire et thérapie	4'657'548	666'000	3'991'548
P1501 Consultation/thérapie/examens/rapp./expertises	4'386'797	626'000	3'760'797
P1502 Information et formation	270'751	40'000	230'751
GP16 Psychiatrie pour enfants et adolescents	322'163	9'000	313'163
P1601 Traitements pédopsychiatriques/éval. et expert.	208'029	9'000	199'029
P1602 Psychiatrie de liaison/Formation	114'134		114'134
GP17 Education précoce spécialisée	685'901	555'000	130'901
P1701 Interventions de pédagogie spécialisée précoce	629'330	555'000	74'330
P1702 Information et formation	56'571		56'571
Total	28'623'200	5'527'000	23'096'200

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

OP 1
Assurer l'enseignement et la
recherche au niveau tertiaire
Fr. 108'269'400 net

GP 11 Haute école valaisanne (HEVs - y.c. EST) Fr. 5'160'100 net	GP 12 Formation et recherche en éducation (HEPVs) Fr. 13'195'500 net	GP 13 Formation et recherche HES et ES subventionnées Fr. 33'128'386 net	GP 14 Formation et recherche universitaires Fr. 37'791'616 net
GP 15 Haute école santé-social Valais (HEVs2) Fr. 15'610'000 net	GP 16 Recherche et développement du système de formation Fr. 3'383'798 net		

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	151'480'650.55	155'657'300	163'604'800	7'947'500
30 Charges de personnel	45'382'488.59	46'337'600	50'221'600	3'884'000
31 Biens, services et marchandises	12'194'296.83	12'778'100	13'658'800	880'700
33 Amortissements	41'175.80	100'000	50'000	-50'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	62'346'971.75	65'400'000	66'360'000	960'000
36 Subventions accordées	15'919'899.18	18'607'500	19'341'500	734'000
37 Subventions redistribuées	13'867'397.70	11'800'000	13'560'000	1'760'000
38 Attributions aux financements spéciaux	523'648.59	194'700	0	-194'700
39 Imputations internes	1'204'772.11	439'400	412'900	-26'500
4 Revenus de fonctionnement	59'918'404.71	53'811'500	56'915'400	3'103'900
42 Revenus des biens	154'259.50	43'100	110'000	66'900
43 Contributions	11'458'700.51	10'846'200	10'787'900	-58'300
45 Dédommagements de collectivités publiques	26'003'489.99	25'203'200	26'792'000	1'588'800
46 Subventions acquises	7'603'692.59	5'919'000	5'655'700	-263'300
47 Subventions à redistribuer	13'867'397.70	11'800'000	13'560'000	1'760'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	8'323.17	0	9'800	9'800
49 Imputations internes	822'541.25	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	91'562'245.84	101'845'800	106'689'400	4'843'600
5 Dépenses d'investissement	1'474'937.08	1'580'000	2'000'000	420'000
50 Investissements propres	1'474'937.08	1'580'000	2'000'000	420'000
6 Recettes d'investissement	324'165.45	336'000	420'000	84'000
66 Subventions acquises	324'165.45	336'000	420'000	84'000
Dépenses nettes d'investissement	1'150'771.63	1'244'000	1'580'000	336'000
Insuffisance de financement	92'713'017.47	103'089'800	108'269'400	5'179'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		55.60	62.62	7.02
Auxiliaires de longue durée		82.84	82.83	-0.01
Enseignants cantonaux		168.46	167.07	-1.39

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

OBJECTIF POLITIQUE	
Assurer l'enseignement et la recherche de niveau tertiaire	
Sous-objectifs politiques	
1	Consolider l'offre de formation favorisant l'accès des Valaisannes et des Valaisans des deux régions linguistiques aux domaines et filières de formation tertiaire sur le plan national et international
1.1	Rechercher des synergies entre institutions
2	Contribuer au développement socio-économique et culturel du canton par le biais de la recherche appliquée, du transfert de technologies et de connaissances
3	Renforcer la formation et la recherche universitaires en Valais
4	Assumer pour le Département de l'éducation, de la culture et du sport des tâches de développement et d'évaluation du système de formation. Contrôler la qualité des établissements valaisans
Mesures prioritaires	
<i>ad1</i>	<p>1 Mise en oeuvre des modifications de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES), (notamment: Bachelor/Master, modularisation avec le système "European Credit Transfer System", crédits ECTS)</p> <p>2 Transformation de la formation ES en tourisme en formation HES de niveau Bachelor</p> <p>3 Application des accords intercantonaux et participation à leur développement (adhésion aux accords intercantonaux renouvelés ou modifiés)</p> <p>4 Réflexion sur les enjeux de la formation tertiaire en Valais et élaboration de propositions</p> <p>5 Développement et dispense de cours de formation continue sous forme de e-learning présentant un intérêt au-delà du canton</p>
<i>ad2</i>	<p>6 Elaboration et mise en oeuvre d'un concept de réseau de recherche</p> <p>7 Préparation de programmes de recherche et de développement favorisant la plus-value de l'économie valaisanne, la création d'entreprises et l'essor de la culture</p>
<i>ad3</i>	8 Consolidation de l'application de la loi sur la formation et la recherche universitaires
<i>ad4</i>	9 Définition et mise en oeuvre du concept qualité pour les écoles valaisannes

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les universités et les EPF hors canton (formation de base)	3'711	3'700	3'737	37
	2 Nombre d'étudiants fréquentant les HES en Valais (formation de base) (au 15.11. de l'année considérée)	2'271	2'216	2'265	49
	3 Nombre d'étudiants fréquentant les ES en Valais (formation de base) (au 15.11. de l'année considérée)	507	462	318	-144
	4 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les HES hors canton	595	607	670	63
	5 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les ES hors canton	317	374	330	-44
	6 Nombre de diplômes (formation de base) délivrés par les institutions tertiaires: HES, ES, UNI (FS-CH)			834	
	7 Nombre d'heures de formation continue dispensées sous forme de e-learning			200	
ad2	8 Taux de diplômés exerçant une activité professionnelle en Valais (HEVs)		53%	60%	7%
	9 Impôts générés par les instituts de la HEVs et de la HEVs2		1'101'600	1'224'000	122'400
	10 Nombre de projets de Ra&D et de prestations de services (HEVs + HEVs2)		420	444	24
ad3	11 Nombre d'étudiants fréquentant des instituts universitaires en Valais (formation de base à distance)	1'160	800	1'400	600
ad4	12 Les prévisions d'effectif élèves-enseignants (à 4 ans, voire davantage) de la scolarité enfantine au secondaire deuxième degré sont disponibles		→	→	

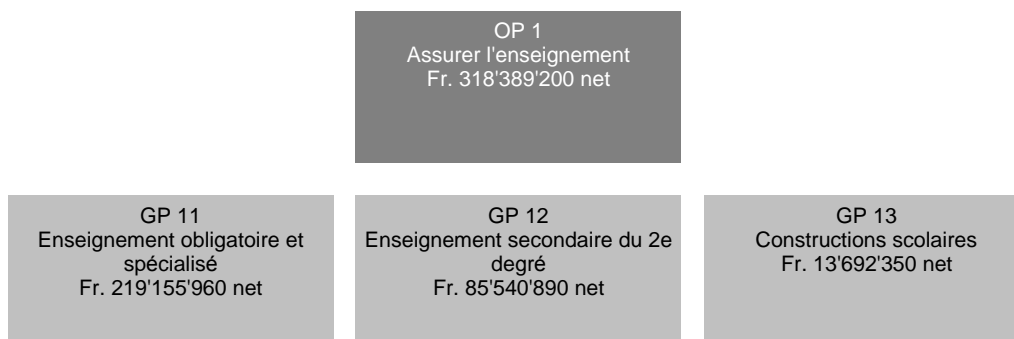
SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Haute école valaisanne (HEVs - y.c. EST)	44'815'200	39'655'100	5'160'100
P1101 Enseignement de base HES	26'317'800	25'878'300	439'500
P1102 Enseignement de base ES	4'982'900	2'172'300	2'810'600
P1103 Formation postgrade HES	202'300	202'300	0
P1104 Recherche appliquée et développement	9'445'200	7'535'200	1'910'000
P1105 Prestations de services & transfert de technologie	3'867'000	3'867'000	0
GP12 Formation et recherche en éducation (HEPVs)	14'890'100	1'694'600	13'195'500
P1201 Formation initiale, écoles primaires et enfantines	7'942'851	1'421'400	6'521'451
P1202 Recherche orientée "terrain" et prestations serv.	404'684	30'000	374'684
P1203 Formations continue et complémentaire	3'837'665	206'500	3'631'165
P1204 Animation pédagogique	1'463'300	36'700	1'426'600
P1205 Multimédias	1'241'600		1'241'600
GP13 Formation et recherche HES et ES subventionnées	33'130'171	1'785	33'128'386
P1301 Fernfachhochschule Schweiz (FFH)	1'437'100		1'437'100
P1302 Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV)	1'000'000		1'000'000
P1303 Haute école de musique du Valais (HEMVs)	1'000'000		1'000'000
P1304 Accords interc. AHES/AESS & autres contributions	29'693'071	1'785	29'691'286
351 Contribution du Valais à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) pour les formations de base HES (avant budget 2007 HES-SO)	19'410'000		19'410'000
361 Convention intercantonale de formation aux professions de la santé	800'000		800'000
361 Participation cantonale à la Haute école de théâtre de la suisse romande (HETSR)	220'000		220'000
365 Subventions versées à des écoles accueillant des étudiants "intercantonaux" valaisans	8'600'000		8'600'000
366 Remboursement de frais d'écologie directement facturés aux étudiants	250'000		250'000
Autres dépenses / recettes	413'071	1'785	411'286
GP14 Formation et recherche universitaires	38'995'186	1'203'570	37'791'616
P1401 Formation universitaire hors canton	34'896'468	1'201'190	33'695'278
351 Contribution du Valais pour les étudiants universitaires (Ecoles polytechniques fédérales non comprises) en vertu de l'Accord intercantonal sur les universités (AIU)	33'500'000		33'500'000
374 Montant "Accord intercantonal université (AIU)" destiné à la Fernstudien Schweiz (FS-CH)	1'200'000		1'200'000
471 Montant "Accord intercantonal université (AIU)" de la Confédération à redistribuer		1'200'000	-1'200'000
Autres dépenses / recettes	196'468	1'190	195'278
P1402 Formation et recherche universitaires en Valais	4'098'718	2'380	4'096'338
GP15 Haute école santé-social Valais (HEVs2)	27'270'000	11'660'000	15'610'000
P1501 Enseignement de base HES	26'330'000	11'660'000	14'670'000
351 Contribution du Valais à la Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2)	13'450'000		13'450'000
364 Haute école santé-social valais (HEVs2) : garantie de déficit - allocations de stages	1'220'000		1'220'000
374 Montant avancé par le Valais à la Haute école santé-social valais (HEVs2) pour les formations de niveau HES	11'660'000		11'660'000
471 Montant que la Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2) destine à la Haute école santé-social valais (HEVs2)		11'660'000	-11'660'000
P1502 Enseignement de base ES	940'000		940'000

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP16 Recherche et développement du système de formation	6'504'143	3'120'345	3'383'798
P1601 Recherche et évaluation du système de formation	506'781	1'190	505'591
P1602 Démarches qualité dans les écoles	392'581	1'190	391'391
P1603 Pilotage formation continue des enseignants	1'861'981	6'190	1'855'791
P1604 Publications, information et communication	543'381	98'190	445'191
P1605 Livres scolaires, moyens didactiques	3'199'419	3'013'585	185'834
Total	165'604'800	57'335'400	108'269'400

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	283'339'426.65	287'902'900	317'926'700	30'023'800
30 Charges de personnel	84'640'298.65	85'792'400	92'107'900	6'315'500
31 Biens, services et marchandises	6'844'025.82	8'544'600	9'393'800	849'200
32 Intérêts passifs	7'245.00	0	0	0
33 Amortissements	170.00	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	130'878.00	0	0	0
36 Subventions accordées	191'241'325.47	193'159'900	215'897'700	22'737'800
39 Imputations internes	475'483.71	406'000	527'300	121'300
4 Revenus de fonctionnement	6'659'124.20	6'971'600	6'961'500	-10'100
42 Revenus des biens	220'069.50	250'000	250'000	0
43 Contributions	1'614'122.35	1'805'600	1'617'500	-188'100
45 Dédommagements de collectivités publiques	2'335'945.75	2'370'000	2'450'000	80'000
46 Subventions acquises	2'488'986.60	2'546'000	2'644'000	98'000
Charges nettes de fonctionnement	276'680'302.45	280'931'300	310'965'200	30'033'900
5 Dépenses d'investissement	5'142'700.95	6'400'000	7'424'000	1'024'000
50 Investissements propres	142'701.25	400'000	424'000	24'000
56 Subventions accordées	4'999'999.70	6'000'000	7'000'000	1'000'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
67 Subventions à redistribuer	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	5'142'700.95	6'400'000	7'424'000	1'024'000
Insuffisance de financement	281'823'003.40	287'331'300	318'389'200	31'057'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		29.10	33.45	4.35
Auxiliaires de longue durée		2.80	1.50	-1.30
Enseignants cantonaux		521.57	543.29	21.72
Enseignants primaires et secondaires du 1er degré		0.00	2'314.65	2'314.65

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

OBJECTIF POLITIQUE					
Assurer l'enseignement au niveau des degrés enfantin, primaire et secondaire non professionnel					
Sous-objectifs politiques					
1	Au niveau de la scolarité obligatoire :				
1.1	Surveiller de façon générale l'enseignement dispensé dans les écoles				
1.2	Garantir un enseignement de base des matières scolaires par l'élaboration et l'évaluation des programmes scolaires				
1.3	Veiller à assurer une harmonieuse continuité entre les niveaux et degrés d'enseignement				
1.4	Seconder la famille dans l'éducation et l'instruction de la jeunesse				
2	Au niveau de la scolarité post obligatoire :				
2.1	Surveiller de façon générale l'enseignement dispensé dans les écoles				
2.2	Garantir un enseignement adéquat par l'élaboration des programmes scolaires et par la mise à disposition de locaux en suffisance				
2.3	Veiller à assurer une harmonieuse continuité avec les écoles secondaires du 1er degré (CO)				
2.4	Préparer les élèves aux carrières professionnelles ou aux études supérieures selon le caractère propre de chaque école				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Mise en place d'un nouveau cycle d'orientation 2 Adaptation de l'école valaisanne aux principes d'HARMOS et de PECARO 3 Enseignement de qualité par du personnel enseignant formé en conséquence 4 Adaptation de l'enseignement à l'évolution constatée dans le domaine des langues 5 Adaptation de l'enseignement à l'évolution constatée dans le domaine informatique 6 Mise en place d'une politique de formation dans les domaines du sport et de l'art 7 Adaptation de l'enseignement spécialisé aux principes de la RPT				
ad2	8 Garantie de locaux suffisants et répondant aux besoins 9 Adaptation des programmes et des structures des écoles secondaires du 2ème degré aux exigences fédérales				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005: P=6'232.--)		➔	➔	
	2 Taux d'encadrement des élèves en primaire (quotient heures/élève)		1.45	1.45	0
	3 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005: CO=9'687.--)		➔	➔	
	4 Taux d'encadrement des élèves au CO (quotient périodes/élève)		1.95	1.95	0
	5 Prévision connue du nombre d'élèves et d'étudiants de la scolarité obligatoire (baisse estimée de 270, 560 et 160 par année respectivement en Enfantine, en Primaire et au CO)		31.12.06	31.12.07	
	6 Taux de personnel enseignant formé (en activité)		95%	96%	1%
	7 Taux d'équipement informatique des classes		60%	70%	10%
ad2	8 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005: S2=11'600.--)		➔	➔	
	9 Taux d'encadrement des élèves au S2 (quotient périodes/élève)		1.85	1.85	0

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Enseignement obligatoire et spécialisé	220'275'360	1'119'400	219'155'960
P1101 Enseignement primaire (enfantin et primaire)	119'266'405	777'900	118'488'505
362 Traitement du personnel enseignant communal (P)	166'314'400		166'314'400
362 Recapitalisation CRPE	8'875'000		8'875'000
362 Subventions (P) aux communes (sans le PE)	7'266'000		7'266'000
362 Pont AVS du PE communal (P)	1'700'000		1'700'000
362 Récupération des centres AI communaux (P)	-200'000		-200'000
362 Récupération de salaires du PE communal (P)	-1'086'400		-1'086'400
362 Contribution communale au traitement du PE communal (P)	-77'500'000		-77'500'000
Autres dépenses / recettes	13'897'405	777'900	13'119'505
P1102 Enseignement secondaire du 1er degré (CO)	101'008'955	341'500	100'667'455
362 Traitement du personnel enseignant (PE) communal (CO)	103'093'500		103'093'500
362 Subventions (CO) aux communes (sans le PE)	6'455'000		6'455'000
362 Recapitalisation CRPE	5'504'000		5'504'000
362 Pont AVS du PE communal (CO)	1'700'000		1'700'000
362 Récupération de salaires du PE communal (CO)	-583'800		-583'800
362 Contribution communale au traitement du PE communal (CO)	-19'500'000		-19'500'000
Autres dépenses / recettes	4'340'255	341'500	3'998'755
GP12 Enseignement secondaire du 2e degré	91'132'590	5'591'700	85'540'890
P1201 Enseignement secondaire niveau collège	57'923'345	2'079'300	55'844'045
P1202 Enseignement secondaire niveau diplôme	33'209'245	3'512'400	29'696'845
GP13 Constructions scolaires	13'942'750	250'400	13'692'350
P1301 Constructions scolaires propres	6'743'875	250'200	6'493'675
P1302 Constructions scolaires subventionnées	7'198'875	200	7'198'675
Total	325'350'700	6'961'500	318'389'200

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OP 1
Coordonner la formation
professionnelle
Fr. 53'303'400 net

GP 11
Gestion des contrats d'appr. et
conv. intercant.
Fr. 7'908'110 net

GP 12
Orientation scolaire et
professionnelle
Fr. 5'296'700 net

GP 13
Form. prof. initiales de base -
Ecoles profession.
Fr. 39'301'332 net

GP 14
Formation continue
Fr. 777'795 net

GP 15
Développement de la formation
professionnelle
Fr. 19'463 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	69'753'524.23	70'427'000	76'402'600	5'975'600
30 Charges de personnel	51'977'257.55	51'989'900	57'026'900	5'037'000
31 Biens, services et marchandises	5'547'386.69	6'264'200	6'774'500	510'300
33 Amortissements	2'274.35	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	3'799'837.95	4'013'000	4'296'000	283'000
36 Subventions accordées	6'259'377.80	6'208'000	6'212'000	4'000
37 Subventions redistribuées	799'147.00	840'000	870'000	30'000
38 Attributions aux financements spéciaux	16'981.34	0	0	0
39 Imputations internes	1'351'261.55	1'111'900	1'223'200	111'300
4 Revenus de fonctionnement	22'851'620.79	19'330'500	23'260'700	3'930'200
40 Impôts	30.00	0	0	0
42 Revenus des biens	29'473.50	30'500	31'500	1'000
43 Contributions	4'225'241.65	4'311'800	5'377'800	1'066'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	3'182'044.99	2'756'600	3'149'500	392'900
46 Subventions acquises	13'693'617.10	10'741'600	13'111'900	2'370'300
47 Subventions à redistribuer	799'147.00	840'000	870'000	30'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	10'845.35	0	0	0
49 Imputations internes	911'221.20	650'000	720'000	70'000
Charges nettes de fonctionnement	46'901'903.44	51'096'500	53'141'900	2'045'400
5 Dépenses d'investissement	303'943.45	310'000	216'000	-94'000
50 Investissements propres	280'044.80	310'000	216'000	-94'000
56 Subventions accordées	23'898.65	0	0	0
6 Recettes d'investissement	74'696.00	93'000	54'500	-38'500
66 Subventions acquises	74'696.00	93'000	54'500	-38'500
Dépenses nettes d'investissement	229'247.45	217'000	161'500	-55'500
Insuffisance de financement	47'131'150.89	51'313'500	53'303'400	1'989'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		59.69	63.89	4.20
Auxiliaires de longue durée		11.40	15.55	4.15
Enseignants cantonaux		245.34	254.87	9.53

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF POLITIQUE					
Assurer l'exécution au niveau cantonal de la loi fédérale sur la formation professionnelle en développant l'ensemble des activités liées à l'enseignement professionnel, à l'orientation scolaire et professionnelle et à la formation continue.					
Sous-objectifs politiques					
1	Contrôler, consolider et développer la formation professionnelle initiale de base en système dual (apprentissage), subsidiairement en école des métiers.				
2	Assurer une orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OSP)				
3	Garantir une offre de perfectionnement professionnel (formation professionnelle supérieure, hors du domaine des hautes écoles; formation continue à des fins professionnelles; formation continue en générale)				
4	Promouvoir la santé et le bien-être des jeunes dans les écoles professionnelles				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Adaptation des bases légales cantonales aux nouvelles dispositions de la loi fédérale				
	2 Participation aux travaux d'harmonisation intercantonale de l'application de la NLFP				
	3 Développement du système dual en collaboration avec les partenaires du Service de la formation professionnelle (associations professionnelles, offices d'orientation professionnelle, autres degrés de l'enseignement, etc.)				
	4 Poursuite de la révision du statut du personnel de l'enseignement professionnel				
	5 Optimisation de la qualité de la formation en collaboration avec les associations professionnelles, les écoles professionnelles, les entreprises formatrices et les communes				
	6 Mise en place d'un concept d'investissements (nouvelles infrastructures pour l'enseignement notamment pour le sport aux apprentis)				
ad2	7 Redéfinition du rôle des OSP				
	8 Lutte contre le chômage des jeunes en collaboration avec tous les partenaires impliqués				
ad3	9 Promotion de la formation continue				
ad4	10 Analyse et mise en place d'un concept sport pour les apprentis				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Mise en place du nouveau concept de surveillance pour la formation pratique (qualité)		01.01.06	01.01.07	
	2 Législation cantonale adaptée aux dispositions fédérales		31.12.06	31.12.07	
	3 Mise en place dans l'ensemble des entités du SFOP d'un système de qualité accepté par l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie			31.12	
	4 Coût par leçon (salaires enseignants) -> en 2004 Fr. 141		➔	➔	
	5 Coût par apprenti (dépenses nettes) -> en 2004 dual: Fr. 5'912		➔	➔	
	6 Coût par apprenti (dépenses nettes) -> en 2004 école des métiers: Fr. 12'515		➔	➔	
	7 Nouvelles places d'apprentissage créées			50	
ad2	8 Structure d'organisation des OSP adaptée aux nouvelles dispositions légales			31.12.07	
	9 Nombre de jeunes qui ne trouvent pas une place d'apprentissage		0%	0%	0%
	10 Taux de chômage des jeunes (entre 15 et 24 ans) -> en juillet 2005 = 4.6%		➡	➡	
ad3	11 Portail internet de formation continue mis en place		31.12.06	31.12.08	
ad4	12 Introduction du sport régulier dans les écoles professionnelles selon la loi fédérale			31.12.08	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Gestion des contrats d'appr. et conv. intercant.	10'613'663	2'705'553	7'908'110
P1101 Gestion contrats d'appr. et formations hors canton	7'401'708	2'170'252	5'231'456
351 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	3'000'000		3'000'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	675'000		675'000
Autres dépenses / recettes	3'726'708	2'170'252	1'556'456
P1102 Surveillance de la formation professionnelle	357'710	99	357'611
P1103 Gestion des examens	2'844'510	535'195	2'309'315
351 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	355'000		355'000
Autres dépenses / recettes	2'489'510	535'195	1'954'315
P1104 Collaborations avec les organ. du monde du travail	9'735	7	9'728
GP12 Orientation scolaire et professionnelle	8'193'495	2'896'795	5'296'700
P1201 Orientation scolaire et prof. du Haut-Valais	2'155'111	611'153	1'543'958
P1202 Orientation scolaire et prof. du Valais romand	6'038'384	2'285'642	3'752'742
GP13 Form. prof. initiales de base - Ecoles profession.	54'734'274	15'432'942	39'301'332
P1301 Formation prof. de base - Brigue (artisanat)	3'541'110	1'265'451	2'275'659
P1302 Formation prof. de base - Brigue (commerce)	3'845'981	957'019	2'888'962
P1303 Formation prof. de base - Viège (artisanat)	4'941'298	1'205'238	3'736'060
P1304 Formation prof. de base - Sion (art. com. indust.)	24'374'898	6'838'510	17'536'388
P1305 Formation prof. de base - Martigny (artisanat)	5'779'374	1'787'116	3'992'258
P1306 Ecole des métiers - Sion et Viège	3'736'964	1'112'635	2'624'329
P1307 Passerelle pratique	370'798	105'147	265'651
P1308 Formation prof. de base - Viège (santé-social)	1'090'501	180'517	909'984
P1309 Formation prof. de base - Sion (santé-social)	3'546'350	491'309	3'055'041
P1310 Formation prof. de base - Monthey (chimie)	1'526'000	875'000	651'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	1'526'000		1'526'000
Autres dépenses / recettes		875'000	-875'000
P1311 Form. prof. de base - Sion/Brig (as. médic./dent.)	750'000	165'000	585'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	585'000		585'000
Autres dépenses / recettes	165'000	165'000	0
P1312 Formation prof. de base - Sierre (designer)	1'231'000	450'000	781'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	765'000		765'000
Autres dépenses / recettes	466'000	450'000	16'000
GP14 Formation continue	3'057'691	2'279'896	777'795
P1401 Form. continue assurée par les écoles prof. cant.	2'542'691	2'229'896	312'795
P1402 Form. continue assurée par des tiers	515'000	50'000	465'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	400'000		400'000
Autres dépenses / recettes	115'000	50'000	65'000
GP15 Développement de la formation professionnelle	19'477	14	19'463
P1501 Développement de la formation professionnelle	19'477	14	19'463
Total	76'618'600	23'315'200	53'303'400

SERVICE DE LA CULTURE

OP 1
Promouvoir la culture
Fr. 21'301'700 net

GP 11
Action culturelle générale
Fr. 847'398 net

GP 12
Archives
Fr. 1'522'701 net

GP 13
Bibliothèques et médiathèques
Fr. 8'415'801 net

GP 14
Musées
Fr. 4'941'899 net

GP 15
Promouvoir les activités
culturelles
Fr. 5'573'901 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	20'831'377.25	20'381'300	23'123'200	2'741'900
30 Charges de personnel	8'951'143.12	8'540'200	10'208'500	1'668'300
31 Biens, services et marchandises	3'572'731.75	3'792'400	4'632'700	840'300
33 Amortissements	878.96	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	875.00	0	0	0
36 Subventions accordées	6'713'604.93	6'620'500	6'936'400	315'900
38 Attributions aux financements spéciaux	263'171.08	40'000	10'000	-30'000
39 Imputations internes	1'328'972.41	1'388'200	1'335'600	-52'600
4 Revenus de fonctionnement	1'887'707.08	1'115'100	2'041'500	926'400
42 Revenus des biens	3'368.22	0	0	0
43 Contributions	716'081.81	468'100	666'500	198'400
46 Subventions acquises	832'561.00	57'000	635'000	578'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	117'123.00	60'000	200'000	140'000
49 Imputations internes	218'573.05	530'000	540'000	10'000
Charges nettes de fonctionnement	18'943'670.17	19'266'200	21'081'700	1'815'500
5 Dépenses d'investissement	941'029.26	217'500	220'000	2'500
50 Investissements propres	941'029.26	217'500	220'000	2'500
6 Recettes d'investissement	240'908.20	0	0	0
66 Subventions acquises	240'908.20	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	700'121.06	217'500	220'000	2'500
Insuffisance de financement	19'643'791.23	19'483'700	21'301'700	1'818'000
RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		47.45	66.80	19.35
Auxiliaires de longue durée		14.25	0.00	-14.25

SERVICE DE LA CULTURE**OBJECTIF POLITIQUE**

Promouvoir une culture vivante et diversifiée, assurer les conditions de protection et de mise en valeur des biens culturels, particulièrement dans les archives, les médiathèques et les musées; et créer, pour le public, les conditions favorables d'accès aux productions culturelles et à l'information

Sous-objectifs politiques

- 1 Affirmer le caractère constitutif et essentiel de la culture pour le développement du Valais et de ses habitants, en créant les conditions permettant de :
 - 1.1 Garantir l'accès au patrimoine ainsi qu'aux activités culturelles et contribuer à leur développement
 - 1.2 Offrir à la société valaisanne la possibilité de se connaître et de s'exprimer dans sa diversité et ses dimensions historiques
 - 1.3 Contribuer à l'attrait du Valais
- 2 Développer la présence physique et virtuelle des institutions culturelles dans toutes les régions du canton et renforcer la cohérence des actions culturelles locales et cantonales
 - 2.1 Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour renforcer la connaissance du patrimoine culturel auprès du public et lui permettre d'exercer son droit à l'information pluraliste
- 3 Développer le soutien de l'Etat à la création dans les différents champs culturels et favoriser la diffusion des projets soutenus
- 4 Améliorer de manière significative la gestion, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel au moyen de locaux et d'équipements adéquats
- 5 Adapter les formations culturelles aux standards nationaux ou, à défaut, encourager la formation hors canton
- 6 Développer qualitativement et quantitativement la recherche sur le patrimoine valaisan, en Valais et dans les institutions hors canton

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Renforcement de la cohérence, de l'efficacité et du rayonnement de l'action culturelle cantonale par la réunion des services culturels dans une nouvelle entité
- 2 Développement d'un programme de promotion et de soutien des actions culturelles renforçant la cohésion cantonale
- 3 Mise en oeuvre de la "Politique d'encouragement culturel" élaborée par le Conseil de la culture
- 4 Contribution à la pratique culturelle à l'école
- 5 Poursuite de la mise en place de la nouvelle organisation du paysage muséal valaisan avec, notamment, la transformation de l'ancien pénitencier et du Château de Valère
- 6 Développement de l'utilisation des nouvelles technologies pour le traitement des collections, notamment par l'informatisation des Archives de l'Etat ainsi que par l'élaboration et la mise en oeuvre d'un concept de gestion et d'archivage des documents électroniques publics et administratifs
- ad2* 7 Etude et décision du Grand Conseil (2008) pour la réalisation de la troisième phase du transfert de la Médiathèque Valais sur le site des arsenaux en vue d'améliorer son service au public
- 8 Ouverture au public du nouveau Musée d'histoire culturelle sur le site de Valère
- ad3* 9 Mise en oeuvre de dispositifs de soutien adaptés aux besoins de secteurs spécifiques de la création culturelle (ex: création théâtrale)
- ad4* 10 Construction (2007 - 2008) du magasin souterrain de la Médiathèque Valais
- 11 Développement de l'utilisation des nouvelles technologies pour le traitement des collections, notamment par l'informatisation des Archives de l'Etat ainsi que par l'élaboration et la mise en oeuvre d'un concept de gestion et d'archivage des documents électroniques publics et administratifs
- 12 Développement significatif des locaux adaptés pour le stockage des collections et des documents patrimoniaux
- ad6* 13 Développement de l'étude systématique des collections des institutions culturelles

SERVICE DE LA CULTURE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Part des mesures réalisées de la Politique d'encouragement culturel		30%	50%	20%
	2 Part réalisée du nouveau paysage muséal valaisan		40%	60%	20%
ad2	3 Part réalisée du Réseau Musée.Valais		30%	40%	10%
	4 Part de la population valaisanne desservie par une bibliothèque publique		90%	88.86%	-1.14%
	5 Part de la population valaisanne desservie par une bibliothèque publique intégrée à un réseau de bibliothèque régionale virtuelle		65.83%	75%	9.17%
	6 Part des fonds inventoriés traités et accessibles sur les bases de données informatiques Archives: système SCOPE		5%	10%	5%
	7 Nombre de notices documentaires accessibles via Internet			525'000	
	8 Part des fonds inventoriés traités et accessibles sur les bases de données informatiques Musées : nouvelle base de données		10%	10%	0%
	9 Indice de satisfaction des usagers de la Médiathèque (max. 20)		16.5	16.35	-0.15
ad4	10 Part des collections conservées dans des locaux de stockage sûrs Archives		5%	5%	0%
	11 Part des collections conservées dans des locaux de stockage sûrs Médiathèque		5%	20.7%	15.7%
	12 Part des collections conservées dans des locaux de stockage sûrs Musées		5%	20%	15%
	13 Part réalisée du transfert de la Médiathèque sur le site des arsenaux		21.5%	21.5%	0%
	14 Part réalisée des procédures de gestion et d'archivage des documents des unités administratives de l'Etat du Valais		5%	10%	5%

SERVICE DE LA CULTURE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Action culturelle générale	849'308	1'910	847'398
P1101 Action culturelle générale	849'308	1'910	847'398
GP12 Archives	1'555'119	32'418	1'522'701
P1201 Archives cantonales	1'555'119	32'418	1'522'701
GP13 Bibliothèques et médiathèques	9'432'882	1'017'081	8'415'801
P1301 Médiathèque Valais	1'897'336	103'937	1'793'399
362 Subventions aux bibliothèques publiques et scolaires	435'000		435'000
364 Bibliomedia Suisse et Bibliovalais	156'000		156'000
364 Fondation SWITCH	140'000		140'000
Autres dépenses / recettes	1'166'336	103'937	1'062'399
P1302 Médiathèque Valais - Sion	3'374'037	112'833	3'261'204
P1303 Médiathèque Valais - Brigue	1'266'765	32'266	1'234'499
P1304 Médiathèque Valais - Martigny	1'943'096	745'898	1'197'198
P1305 Médiathèque Valais - St-Maurice	951'648	22'147	929'501
GP14 Musées	5'366'263	424'364	4'941'899
P1401 Musées cantonaux	2'491'984	74'484	2'417'500
P1402 Musée des beaux-arts	833'302	112'601	720'701
P1403 Musée d'histoire culturelle du Valais	1'669'075	194'677	1'474'398
P1404 Musée d'histoire naturelle	371'902	42'602	329'300
GP15 Promouvoir les activités culturelles	6'139'628	565'727	5'573'901
P1501 Soutien aux activités culturelles	2'862'870	563'817	2'299'053
365 Encouragement aux activités culturelles de tiers	2'167'500		2'167'500
Autres dépenses / recettes	695'370	563'817	131'553
P1502 Soutien aux formations culturelles	3'276'758	1'910	3'274'848
365 Conservatoires et écoles de théâtre et de musique	3'181'000		3'181'000
Autres dépenses / recettes	95'758	1'910	93'848
Total	23'343'200	2'041'500	21'301'700

Département de l'économie et du territoire (DET)		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
TOTAL GENERAL					
Dépenses		304'166'189.92	335'425'100	341'143'700	5'718'600
Recettes		311'934'561.58	316'098'300	315'153'200	-945'100
Excédent de dépenses		-7'768'371.66	19'326'800	25'990'500	6'663'700
SUBDIVISION ADMINISTRATIVE					
Service administratif et juridique DET		1'543'927.64	1'987'400	2'165'200	177'800
Service de l'économie et du tourisme		30'256'481.76	37'700'300	45'477'000	7'776'700
Service de l'industrie, du commerce et du travail		3'446'850.98	5'825'300	5'717'100	-108'200
Service de l'agriculture		15'066'687.31	20'723'500	22'484'700	1'761'200
Service de l'aménagement du territoire		2'319'000.46	2'610'700	2'766'700	156'000
Service des registres fonciers et de la géomatique		-60'401'319.81	-49'520'400	-52'620'200	-3'099'800
Excédent de dépenses		-7'768'371.66	19'326'800	25'990'500	6'663'700
COMPTE DE FONCTIONNEMENT					
30 Charges de personnel		33'953'757.20	35'031'400	37'454'200	2'422'800
31 Biens, services et marchandises		7'906'048.22	9'051'800	9'294'200	242'400
32 Intérêts passifs		152'592.30			
33 Amortissements		595'885.97	375'000	411'000	36'000
34 Parts et contributions sans affectation		320'719.13	300'000	330'000	30'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques		867'728.75	1'114'000	1'050'000	-64'000
36 Subventions accordées		70'752'856.08	70'067'800	72'450'000	2'382'200
37 Subventions redistribuées		106'503'369.00	109'566'000	110'037'500	471'500
38 Attributions aux financements spéciaux		2'630'599.46	530'000	3'035'000	2'505'000
39 Imputations internes		29'282'095.80	28'780'000	27'749'400	-1'030'600
40 Impôts		55'817'687.28	52'410'200	55'648'700	3'238'500
41 Patentes et concessions		1'985'408.40	1'720'000	1'970'000	250'000
42 Revenus des biens		1'350'607.25	810'100	818'800	8'700
43 Contributions		31'027'078.15	25'805'300	26'688'500	883'200
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		3'492'296.00	3'400'000	3'400'000	0
45 Dédommagements de collectivités publiques		76'500.00	100'000	105'000	5'000
46 Subventions acquises		46'418'684.09	46'927'400	47'723'400	796'000
47 Subventions à redistribuer		106'503'369.00	109'566'000	110'037'500	471'500
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		6'060'223.08	1'531'800	224'100	-1'307'700
49 Imputations internes		20'145'267.34	19'027'600	18'261'800	-765'800
Total charges		252'965'651.91	254'816'000	261'811'300	6'995'300
Total revenus		272'877'120.59	261'298'400	264'877'800	3'579'400
Excédent de revenus		19'911'468.68	6'482'400	3'066'500	-3'415'900
COMPTE DES INVESTISSEMENTS					
50 Investissements propres		344'613.35	689'200	767'000	77'800
52 Prêts et participations permanentes		29'224'022.60	37'600'000	36'900'000	-700'000
56 Subventions accordées		14'380'596.26	21'480'000	23'030'000	1'550'000
57 Subventions redistribuées		7'251'305.80	20'839'900	18'635'400	-2'204'500
60 Transferts au patrimoine financier		4'560.00			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		30'971'226.68	33'530'000	30'935'000	-2'595'000
64 Remboursement de subventions accordées		264'644.65	180'000	105'000	-75'000
66 Subventions acquises		565'703.86	250'000	600'000	350'000
67 Subventions à redistribuer		7'251'305.80	20'839'900	18'635'400	-2'204'500
Total dépenses		51'200'538.01	80'609'100	79'332'400	-1'276'700
Total recettes		39'057'440.99	54'799'900	50'275'400	-4'524'500
Excédent de dépenses		12'143'097.02	25'809'200	29'057'000	3'247'800

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DET

OP 1
Assurer les tâches législatives et
administratives du DET
Fr. 2'165'200 net

GP 11
Droit économique et affaires
extérieures
Fr. 1'410'345 net

GP 12
Aide au pilotage et à la gestion
départementaux
Fr. 754'855 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	1'851'089.64	2'297'100	2'465'200	168'100
30 Charges de personnel	1'236'430.75	1'488'700	1'560'500	71'800
31 Biens, services et marchandises	27'112.82	56'000	124'000	68'000
33 Amortissements	987.80	0	0	0
36 Subventions accordées	459'451.94	732'000	724'000	-8'000
39 Imputations internes	127'106.33	20'400	56'700	36'300
4 Revenus de fonctionnement	307'162.00	309'700	300'000	-9'700
40 Impôts	228.00	200	0	-200
43 Contributions	306'934.00	309'500	300'000	-9'500
Charges nettes de fonctionnement	1'543'927.64	1'987'400	2'165'200	177'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	1'543'927.64	1'987'400	2'165'200	177'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		9.90	10.40	0.50
Auxiliaires de longue durée		0.50	0.00	-0.50

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer le suivi juridique ainsi que la coordination du département et promouvoir les relations extérieures au canton

Sous-objectifs politiques

- 1 Contribuer à des solutions juridiquement correctes par le conseil et la médiation (GP11)
- 2 Promouvoir la collaboration avec les régions voisines par la réalisation de projets communs (GP11)
- 3 Appuyer le chef du département et le soutenir dans le pilotage et la gestion départementale (GP12)

Mesures prioritaires

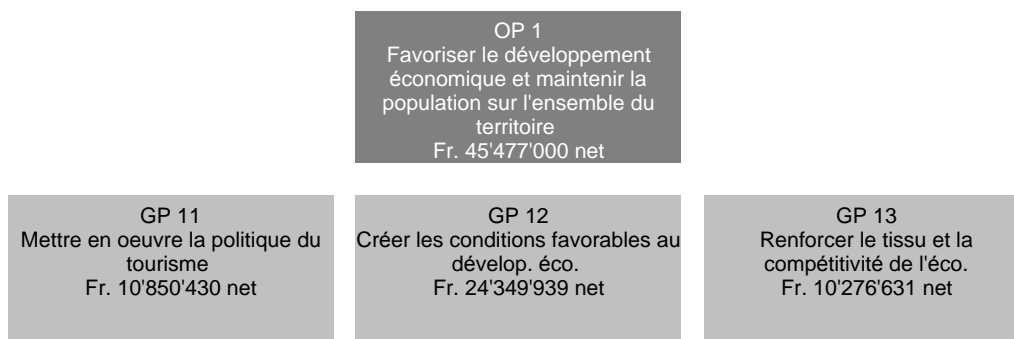
- ad1 1 Information et soutien juridique des acteurs économiques et de l'administration
- ad2 2 Soutien des projets de coopération transfrontalière et participation aux organismes internationaux
- 3 Optimisation de l'utilisation des ressources financières mises à disposition par la Confédération et l'Union européenne pour des projets concrets en Valais
- ad3 4 Développement d'une politique économique extérieure ainsi que d'une politique extérieure cantonale et d'en assurer l'interdépendance

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DET

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Pourcent de contestations (recours, réclamations etc) résolues par le service par rapport aux dossiers			95%	
<i>ad2</i>	2 Pourcent de dossiers déposés, acceptés sans modification par les cantons et les Etats membres (2004 = 80%)		→	→	
	3 Pourcent d'utilisation des fonds mis à disposition par la Confédération et l'UE			70%	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Droit économique et affaires extérieures	1'710'345	300'000	1'410'345
P1101 Instruction, soutien juridique et administratif	320'520	15'000	305'520
P1102 Droit foncier rural et bail à ferme	462'975	285'000	177'975
P1103 Collaborations transfrontalières + intercantionales	926'850		926'850
GP12 Aide au pilotage et à la gestion départementaux	754'855		754'855
P1201 Secrétariat du chef de département	356'135		356'135
P1202 Appui au pilotage et à la gestion départementaux	398'720		398'720
Total	2'465'200	300'000	2'165'200

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DU TOURISME

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	33'973'735.53	31'417'300	35'121'000	3'703'700
30 Charges de personnel	2'805'838.00	2'676'100	3'186'600	510'500
31 Biens, services et marchandises	673'989.23	695'500	785'000	89'500
33 Amortissements	15'103.05	200'000	200'000	0
36 Subventions accordées	16'188'884.57	14'145'400	15'995'000	1'849'600
37 Subventions redistribuées	308'000.00	690'000	690'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	1'800'000.00	500'000	3'000'000	2'500'000
39 Imputations internes	12'181'920.68	12'510'300	11'264'400	-1'245'900
4 Revenus de fonctionnement	8'002'105.74	6'537'000	4'039'000	-2'498'000
41 Patentes et concessions	68'893.20	70'000	70'000	0
42 Revenus des biens	552'184.79	230'000	230'000	0
43 Contributions	69'017.85	47'000	49'000	2'000
47 Subventions à redistribuer	308'000.00	690'000	690'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	2'602'004.95	1'500'000	0	-1'500'000
49 Imputations internes	4'402'004.95	4'000'000	3'000'000	-1'000'000
Charges nettes de fonctionnement	25'971'629.79	24'880'300	31'082'000	6'201'700
5 Dépenses d'investissement	24'287'796.00	30'900'000	32'050'000	1'150'000
52 Prêts et participations permanentes	18'199'500.00	21'100'000	23'000'000	1'900'000
56 Subventions accordées	5'081'496.00	8'900'000	8'500'000	-400'000
57 Subventions redistribuées	1'006'800.00	900'000	550'000	-350'000
6 Recettes d'investissement	20'002'944.03	18'080'000	17'655'000	-425'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	18'774'621.63	17'030'000	17'035'000	5'000
64 Remboursement de subventions accordées	221'522.40	150'000	70'000	-80'000
67 Subventions à redistribuer	1'006'800.00	900'000	550'000	-350'000
Dépenses nettes d'investissement	4'284'851.97	12'820'000	14'395'000	1'575'000
Insuffisance de financement	30'256'481.76	37'700'300	45'477'000	7'776'700

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		17.10	17.80	0.70
Auxiliaires de longue durée		2.00	3.00	1.00

OBJECTIF POLITIQUE					
Favoriser le développement économique orienté sur les divers potentiels du canton et maintenir la population sur l'ensemble du territoire					
Sous-objectifs politiques					
1	Mettre en oeuvre la politique du tourisme en concordance avec la législation en vigueur 1.1. Veiller au développement d'un tourisme de qualité en Valais 1.2. Augmenter la valeur ajoutée dégagée par le tourisme 1.3. Adapter l'offre touristique aux exigences du marché 1.4. Sensibiliser la population et en faire un acteur du tourisme				
2	Axe la politique régionale sur l'amélioration des conditions de vie dans l'ensemble du canton 2.1. Soutenir le développement des régions de montagne 2.2. Renforcer la compétitivité du canton 2.3. Maintenir les moyens nécessaires pour une aide efficace au logement				
3	Renforcer le tissu et la compétitivité de l'économie valaisanne 3.1. Favoriser le maintien et la création d'emplois 3.2. Faciliter les adaptations structurelles des entreprises, en particulier les PME 3.3. Encourager l'innovation				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Elaboration et mise en vigueur d'une nouvelle loi sur le tourisme qui permettra de promouvoir un tourisme de qualité, compétitif et à forte valeur ajoutée 2 Mise en place d'une plateforme d'information électronique unifiée 3 Organisation d'une campagne de sensibilisation de la population aux enjeux du tourisme 4 Promotion d'hébergements touristiques à forte valeur ajoutée par l'octroi de crédits LIM				
ad2	5 Elaboration d'une nouvelle politique régionale adaptée aux réalités valaisannes				
ad3	6 Amélioration des conditions-cadres et de la compétitivité du canton (mise en place du centre de contact économique) 7 Aide à l'accès des entreprises au transfert technologique et au savoir et appui à l'innovation (the Ark) 8 Renforcement de la concertation en matière économique (organisation de séances régulières, création d'événets)				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de nuitées touristiques (base 2003 : 4.2 Mio)			↗	
	2 Montants alloués aux organismes de promotion touristique (Valais Tourisme, Info-Valais, etc...) (base 2005 : 3.3 Mios)			↗	
	3 Nombre de manifestations culturelles, touristiques et sportives d'importance internationale (comptage 2005 : env. 25)		↗	↗	
	4 Part de l'emploi liée à la profession du tourisme (base 2000 : 27% de la population active)			→	
ad2	5 Evolution démographique dans les régions de montagne (par commune, évolution 2004, moyenne : +0.75 %)		↗	↗	
	6 Nombre de personnes bénéficiant de l'aide au logement (base 2005 : 3000)			→	
ad3	7 Nombre d'emplois total créés (base 2005 : 150)		↘	↗	
	8 Nombre d'entreprises créées (base 2005 : 35)			→	
	9 Taux de chômage (base 2005 : 3% < 5% : situation de plein emploi)			→	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Mettre en oeuvre la politique du tourisme	15'553'806	4'703'376	10'850'430
P1101 Aide à la promotion	3'290'105	19'777	3'270'328
364 Valais Tourisme - Contrat annuel	1'200'000		1'200'000
364 Info Valais - actions spéciales (Compoir suisse)	500'000		500'000
364 Valais Tourisme - actions spéciales (NLFA)	400'000		400'000
364 Info Valais contribution annuelle	90'000		90'000
Autres dépenses / recettes	1'100'105	19'777	1'080'328
P1102 Amélioration de l'hébergement	5'547'341	4'614'381	932'960
524 Prêts LIM concernant l'amélioration de l'hébergement	4'000'000		4'000'000
624 Remb. Prêts hébergement		4'000'000	-4'000'000
Autres dépenses / recettes	1'547'341	614'381	932'960
P1103 Sensibilisation de la population	1'101'886	13'484	1'088'402
364 Valais Tourisme - actions spéciales	400'000		400'000
Autres dépenses / recettes	701'886	13'484	688'402
P1104 Diversification de l'offre	2'831'482	22'474	2'809'008
364 Valais Tourisme - actions spéciales (NLFA)	400'000		400'000
Autres dépenses / recettes	2'431'482	22'474	2'409'008
P1105 Adaptation de l'offre aux exigences du marché	1'129'180	17'980	1'111'200
364 Loipe Goms	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	929'180	17'980	911'200
P1106 Maintien, amélioration de la qualité des services	1'653'812	15'280	1'638'532
364 Marque Valais excellence	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	1'453'812	15'280	1'438'532

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP12 Créer les conditions favorables au dévelop. éco.	41'256'069	16'906'130	24'349'939
P1201 Modernisation et dévelop. infrastructures de base	7'685'496	5'210'785	2'474'711
524 Prêts LIM Infrastructures de base	7'000'000		7'000'000
624 Remb. Prêts LIM infrastructures de base		5'200'000	-5'200'000
Autres dépenses / recettes	685'496	10'785	674'711
P1202 Amélioration concurrence et qualité de vie	19'730'122	9'631'348	10'098'774
363 Transfert technologie R&D	120'000		120'000
364 Sté promotion restoroutes val.	850'000		850'000
364 Secr. région Monthey/St-Maurice, Martigny, Sion-Hérens-Conthey, Sierre, Conches, Brig-Aletsch, Viège-Rar.occ., Loèche	567'000		567'000
364 IRO	300'000		300'000
364 IDIAP Martigny	200'000		200'000
365 Bdgt Soutien projets valaisans	250'000		250'000
365 Fondation Suisse Cyberthèses	150'000		150'000
374 Secr. région Monthey/St-Maurice, Martigny, Sion-Hérens-Conthey, Sierre, Conches, Brig-Aletsch, Viège-Rar.occ., Loèche	690'000		690'000
470 Secr. région Monthey/St-Maurice, Martigny, Sion-Hérens-Conthey, Sierre, Conches, Brig-Aletsch, Viège-Rar.occ., Loèche		690'000	-690'000
524 Prêts LIM amélioration concurrence et qualité de vie	10'000'000		10'000'000
562 Bdgt Abaiss. prix vente imm. ind.	100'000		100'000
564 Phytoark	1'750'000		1'750'000
624 Remb. Prêts LIM amélioration concurrence et qualité		6'500'000	-6'500'000
Autres dépenses / recettes	4'753'122	2'441'348	2'311'774
P1203 Valorisation des potentiels régionaux et locaux	5'341'022	1'321'575	4'019'447
360 Médiplant	220'000		220'000
364 CREM Etude sur adduction d'eau	100'000		100'000
524 Prêts LIM Valorisations des potentiels régionaux et locaux	2'000'000		2'000'000
564 Phytoark	1'750'000		1'750'000
624 Remb. Prêts LIM valorisation potentiels régionaux et locaux		1'300'000	-1'300'000
Autres dépenses / recettes	1'271'022	21'575	1'249'447
P1204 Encouragement constr. et accession à la propriété	6'997'090	172'041	6'825'049
566 CHWEG Loyers modérés aide	2'400'000		2'400'000
566 CHWEG Propriété aide	1'200'000		1'200'000
566 WEG canton propriété aide	800'000		800'000
Autres dépenses / recettes	2'597'090	172'041	2'425'049
P1205 Amélioration du logement en régions de montagne	1'502'339	570'381	931'958
566 WS Logements régions de montagne	300'000		300'000
576 WS Logements régions de montagne	550'000		550'000
670 WS Logements régions de montagne		550'000	-550'000
Autres dépenses / recettes	652'339	20'381	631'958

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP13 Renforcer le tissu et la compétitivité de l'éco.	10'361'125	84'494	10'276'631
P1301 Développement des conditions cadres	40'450	897	39'553
P1302 Relations hors canton	326'834	3'597	323'237
P1303 Développement endogène	2'131'673	7'191	2'124'482
318 Honoraires et prestations de service	118'000		118'000
364 Fondation The Ark	850'000		850'000
364 Antenne VS romand	450'000		450'000
364 Antenne Haut-Valais	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	513'673	7'191	506'482
P1304 Développement exogène	3'184'794	48'543	3'136'251
364 DEWS	1'000'000		1'000'000
Autres dépenses / recettes	2'184'794	48'543	2'136'251
P1305 Innovation et transfert de technologies	871'834	3'596	868'238
364 CIMARK	400'000		400'000
364 CCSO	310'000		310'000
Autres dépenses / recettes	161'834	3'596	158'238
P1306 Aides financières	2'710'454	898	2'709'556
364 CCF	2'200'000		2'200'000
365 Bdgt Aides au développement	410'000		410'000
Autres dépenses / recettes	100'454	898	99'556
P1307 Appui à la délégation du Conseil d'Etat à l'éco.	181'368	2'696	178'672
P1308 Information	873'265	16'178	857'087
P1309 Concertation en matière économique	40'453	898	39'555
Total	67'171'000	21'694'000	45'477'000

SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL

OP 1
Créer des conditions cadres
favorables au développement des
activités commerciales
réglementées
Fr. -2'275'056 net

OP 2
Conduire une politique de l'emploi
tendant à l'équilibre sur le marché
du travail
Fr. 7'992'156 net

GP 11
Commerce et bail à loyer
Fr. -2'275'056 net

GP 21
Emploi et marché du travail
Fr. 7'992'156 net

Total service**Fr. 5'717'100 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	66'769'674.33	66'016'500	67'957'900	1'941'400
30 Charges de personnel	4'311'825.75	4'355'500	4'891'800	536'300
31 Biens, services et marchandises	453'896.98	693'800	962'300	268'500
32 Intérêts passifs	152'563.20	0	0	0
33 Amortissements	465'632.47	60'000	41'000	-19'000
34 Parts et contributions sans affectation	320'719.13	300'000	330'000	30'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	0.00	20'000	20'000	0
36 Subventions accordées	46'580'921.19	46'446'200	47'398'000	951'800
38 Attributions aux financements spéciaux	784'412.46	0	0	0
39 Imputations internes	13'699'703.15	14'141'000	14'314'800	173'800
4 Revenus de fonctionnement	66'721'812.45	63'251'200	65'300'800	2'049'600
40 Impôts	2'001'126.08	1'410'000	1'648'700	238'700
41 Patentes et concessions	1'916'515.20	1'650'000	1'900'000	250'000
42 Revenus des biens	137'160.06	0	0	0
43 Contributions	1'835'768.65	1'800'100	1'838'600	38'500
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	8'241.00	0	0	0
46 Subventions acquises	44'351'321.54	44'924'000	46'073'400	1'149'400
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	3'458'218.13	31'800	224'100	192'300
49 Imputations internes	13'013'461.79	13'435'300	13'616'000	180'700
Charges nettes de fonctionnement	47'861.88	2'765'300	2'657'100	-108'200
5 Dépenses d'investissement	3'971'483.96	3'310'000	3'660'000	350'000
50 Investissements propres	0.00	60'000	60'000	0
56 Subventions accordées	3'971'483.96	3'250'000	3'600'000	350'000
6 Recettes d'investissement	572'494.86	250'000	600'000	350'000
66 Subventions acquises	572'494.86	250'000	600'000	350'000
Dépenses nettes d'investissement	3'398'989.10	3'060'000	3'060'000	0
Insuffisance de financement	3'446'850.98	5'825'300	5'717'100	-108'200
RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		18.50	20.60	2.10
Auxiliaires de longue durée		18.80	18.30	-0.50

OBJECTIF POLITIQUE 1**Créer des conditions cadres favorables au développement des activités commerciales réglementées****Sous-objectifs politiques**

- 1 Assurer le suivi des domaines d'activité de l'hébergement, de la restauration et du commerce de détail de boissons alcoolisées et contribuer à leur bon fonctionnement
- 2 Poursuivre l'adaptation de la législation cantonale sur les activités réglementées aux législations suisses et européennes
- 3 Défendre les intérêts du canton dans le domaine des loteries
- 4 Garantir la procédure de conciliation en matière de bail à loyer
- 5 Garantir l'état de préparation en matière d'approvisionnement économique du pays

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Promotion de l'offre de formations continues dans le domaine de l'hébergement et de la restauration
- ad2* 2 Révision de la loi sur la police du commerce
- ad3* 3 Poursuite d'une politique intercantonale en vue du maintien des compétences cantonales dans le domaine des loteries
- ad4* 4 Adaptation et renforcement des structures et de l'organisation de l'autorité de conciliation en matière de bail à loyer
- ad5* 5 Adaptation du dispositif cantonal en matière d'approvisionnement économique du pays

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Augmentation du nombre de jours de formation continue par rapport à l'année précédente			15%	
<i>ad2</i>	2 Respect du délai de l'entrée en vigueur de la loi révisée au 1er janvier 2008			100%	
<i>ad4</i>	3 Pourcent de cas liquidés dans un délai de 90 jours par rapport aux cas soumis			90%	

OBJECTIF POLITIQUE 2**Conduire une politique de l'emploi tendant à l'équilibre sur le marché du travail****Sous-objectifs politiques**

- 1 Mener une politique du marché du travail qui permet de faire coïncider l'offre et la demande de main-d'œuvre
- 2 Lutter contre le chômage et renforcer la politique de prévention
- 3 Mener une politique de main-d'œuvre étrangère qui tienne compte des besoins de l'économie non-satisfaits par la main-d'œuvre indigène dans les limites du contingentement fédéral
- 4 Appuyer la commission tripartite dans son observation du marché du travail en vue de prévenir et constater les situations de sous-enchères salariales

SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL

Mesures prioritaires					
ad1	1 Anticipation de l'évolution du marché du travail en vue d'une adaptation du dispositif de formation				
	2 Révision de la loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC)				
	3 Soutien aux entreprises et à la promotion économique dans le domaine des ressources humaines (aide à la sélection et au recrutement du personnel)				
ad2	4 Poursuite du développement de la collaboration interinstitutionnelle (ORP-CMS-AI-CIO)				
	5 Encouragement de l'emploi à l'année et de la pluriactivité dans les branches économiques à fortes fluctuations saisonnières				
	6 Lutte contre le chômage des jeunes de moins de 25 ans				
ad3	7 Régulation des permis de travail en faveur des ressortissants de l'Est, selon le nombre de chômeurs et les besoins des entreprises				
ad4	8 Consolidation de la collaboration avec l'inspection de l'emploi et les commissions paritaires				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Taux de chômage cantonal inférieur au taux de chômage fédéral (2005 4% en VS et 3,8% en CH)		➔	⬇	
	2 Délai de réalisation d'un concept approche entreprise clairement défini			31.12.07	
ad2	3 Nombre moyen d'indemnité versé aux chômeurs en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2005, 126.2 jours en VS et 172.9 jours en CH		➔	➔	
	4 Pourcent des chômeurs de longue durée (>12 mois) en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2005, 13.5% en VS et 24.9% en CH		➔	➔	
	5 Pourcent des chômeurs arrivant en fin de droit en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2005, 10.6% en VS et 18.4% en CH		➔	➔	
	6 Viser la moyenne suisse du taux des réinscriptions (selon accord avec la confédération) : 2005, 6% en VS et 3.7% en CH		⬇	⬇	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Créer des conditions cadres favorables au développement des activités commerciales réglementées	30'452'991	32'728'047	-2'275'056
GP11 Commerce et bail à loyer	30'452'991	32'728'047	-2'275'056
P1101 Gestion des autorisations d'exploiter	1'317'019	1'921'552	-604'533
340 Part de recettes en faveur des communes 30%	330'000		330'000
390 Part des recettes en faveur du Fonds "formation" 60%	660'000		660'000
410 Recettes provenant de l'imposition du CA (1%) commerce détail		800'000	-800'000
410 Recettes provenant des autorisations d'exploiter (0.8 o/oo du CA)		1'100'000	-1'100'000
Autres dépenses / recettes	327'019	21'552	305'467
P1102 Encouragement de la formation LHR	966'243	947'877	18'366
318 Formation continue LHR ritzy*	500'000		500'000
390 Financement certificat HGA (Hôtellerie, Gastronomie, Accueil)	250'000		250'000
490 60% des redevances annuelles affectées au Fds pour la formation et formation continue		660'000	-660'000
Autres dépenses / recettes	216'243	287'877	-71'634
P1103 Autoris. activités réglem. et commerce itinérant	205'328	266'114	-60'786
P1104 Contrôle et surveillance des domaines réglementés	27'539'726	29'567'901	-2'028'175
362 Actions dommages non assurables	400'000		400'000
365 Montant redistribué par l'organe de répartition des loteries	19'300'000		19'300'000
365 3% produit net des jeux du casino à reverser à des oeuvres de bienfaisance	368'000		368'000
390 Attribution Fds protection des sites	3'000'000		3'000'000
390 Attribution pool manifestations culturelles	200'000		200'000
406 Part cantonale impôt maison de jeu		1'648'700	-1'648'700
431 Emoluments contrôle de vérification		415'000	-415'000
439 Versement 3% produit net des jeux du casino		368'000	-368'000
469 Actions dommages non assurables		400'000	-400'000
469 Bénéfice versé par la Loterie romande		23'000'000	-23'000'000
490 Fonds protection des sites		3'000'000	-3'000'000
Autres dépenses / recettes	4'271'726	736'201	3'535'525
P1105 Conciliation en matière de bail à loyer	424'675	24'603	400'072

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP2 Conduire une politique de l'emploi tendant à l'équilibre sur le marché du travail	41'164'909	33'172'753	7'992'156
GP21 Emploi et marché du travail	41'164'909	33'172'753	7'992'156
P2101 Observation de l'Emploi (OVE)	424'296	329'038	95'258
P2102 Planification et Gestion des MMT	1'025'700	881'471	144'229
P2103 Main d'oeuvre étrangère et mesure d'accompagnement	616'009	97'752	518'257
P2104 Surveillance des entreprises de placement privé	71'577	3'106	68'471
P2105 Prestations des ORP aux entreprises	191'516	178'140	13'376
P2106 Suivi et contrôle des demandeurs d'emploi	38'063'503	30'922'231	7'141'272
360 Participation aux coûts du Sce de l'emploi et des MMT fédérales	3'750'000		3'750'000
364 Versement de l'indemnisation SECO au fonds de l'emploi	18'000'000		18'000'000
390 Part cantonale au fonds de l'emploi	7'076'000		7'076'000
460 Indemnisation par la Confédération des frais LACI (fonctionnement)		18'000'000	-18'000'000
462 Alimentation du Fds de l'emploi par les communes		4'524'000	-4'524'000
Autres dépenses / recettes	9'237'503	8'398'231	839'272
P2107 Prestations spécifiques dans l'assurance-chômage	772'308	761'015	11'293
Total	71'617'900	65'900'800	5'717'100

SERVICE DE L'AGRICULTURE

OP 1
Défendre et promouvoir
l'agriculture valaisanne
Fr. 22'484'700 net

GP 11
Structures et espaces agricoles
Fr. 7'775'304 net

GP 12
Exploitations et produits
Fr. 14'709'396 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	136'947'982.31	140'594'700	140'965'100	370'400
30 Charges de personnel	14'696'266.05	15'188'800	15'805'000	616'200
31 Biens, services et marchandises	5'408'779.83	5'699'100	5'512'100	-187'000
32 Intérêts passifs	29.10	0	0	0
33 Amortissements	111'179.65	105'000	50'000	-55'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	867'728.75	1'094'000	1'030'000	-64'000
36 Subventions accordées	7'445'979.38	8'551'000	8'139'800	-411'200
37 Subventions redistribuées	106'195'369.00	108'876'000	109'347'500	471'500
38 Attributions aux financements spéciaux	46'187.00	30'000	35'000	5'000
39 Imputations internes	2'176'463.55	1'050'800	1'045'700	-5'100
4 Revenus de fonctionnement	125'143'440.50	126'259'400	126'552'400	293'000
42 Revenus des biens	660'095.00	579'100	587'800	8'700
43 Contributions	10'452'721.45	10'303'000	10'257'300	-45'700
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	3'484'055.00	3'400'000	3'400'000	0
45 Dédommagements de collectivités publiques	76'500.00	100'000	105'000	5'000
46 Subventions acquises	1'690'829.75	1'529'000	1'355'000	-174'000
47 Subventions à redistribuer	106'195'369.00	108'876'000	109'347'500	471'500
49 Imputations internes	2'583'870.30	1'472'300	1'499'800	27'500
Charges nettes de fonctionnement	11'804'541.81	14'335'300	14'412'700	77'400
5 Dépenses d'investissement	20'281'482.55	29'108'100	27'392'400	-1'715'700
50 Investissements propres	336'220.55	418'200	507'000	88'800
52 Prêts et participations permanentes	11'024'522.60	16'500'000	13'900'000	-2'600'000
56 Subventions accordées	4'138'898.65	6'000'000	7'600'000	1'600'000
57 Subventions redistribuées	4'781'840.75	6'189'900	5'385'400	-804'500
6 Recettes d'investissement	17'019'337.05	22'719'900	19'320'400	-3'399'500
60 Transferts au patrimoine financier	4'560.00	0	0	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	12'196'605.05	16'500'000	13'900'000	-2'600'000
64 Remboursement de subventions accordées	43'122.25	30'000	35'000	5'000
66 Subventions acquises	-6'791.00	0	0	0
67 Subventions à redistribuer	4'781'840.75	6'189'900	5'385'400	-804'500
Dépenses nettes d'investissement	3'262'145.50	6'388'200	8'072'000	1'683'800
Insuffisance de financement	15'066'687.31	20'723'500	22'484'700	1'761'200

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		102.69	116.54	13.85
Auxiliaires de longue durée		13.03	0.00	-13.03

SERVICE DE L'AGRICULTURE

OBJECTIF POLITIQUE					
Défendre et promouvoir l'agriculture valaisanne productrice, durable, orientée vers les besoins du marché, respectueuse de l'environnement et adaptée à la nouvelle politique agricole fédérale					
Sous-objectifs politiques					
1	Défendre les intérêts et spécificités de l'agriculture valaisanne dans le cadre national (PA 2011) et international (OMC, UE), l'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales et environnementales				
2	Encourager la production de biens de consommation de qualité et renforcer l'information, la mise en valeur et la promotion des produits agricoles valaisans, notamment par le développement d'une marque intersectorielle "Valais".				
3	Améliorer la rentabilité de l'agriculture valaisanne en renforçant son professionnalisme, en favorisant la diversification de la production et des activités, en vue d'adapter l'offre aux exigences du marché afin d'atteindre une plus-value économique				
4	Favoriser un développement respectueux de l'agriculture dans son environnement, maintenir un entretien approprié du territoire et lutter contre l'avancement de la friche				
5	Encourager la formation de base et continue et favoriser le savoir technico-économique des exploitants				
6	Mettre en oeuvre la loi sur l'agriculture et le développement rural				
7	Gérer des domaines performants de démonstration et de recherche appliquée à disposition de l'agriculture valaisanne				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Défense et promotion des intérêts du Valais dans la procédure d'élaboration de la PA 2011 2 Mise en oeuvre de la nouvelle loi sur l'agriculture et le développement rural				
ad2	3 Encouragement au développement de la marque "Valais" pour les produits et entreprises valaisannes				
ad3	4 Définition des stratégies VITI 2015 5 Encouragement au renouvellement et à la reconversion du verger valaisan pour une adaptation de l'offre de produits en fonction du marché et incitation à une meilleure organisation de l'offre commerciale valaisanne				
ad5	6 Définition et mise en place d'une offre de formation pour les exploitants adaptées aux nouvelles exigences de la politique agricole et de la formation professionnelle				
ad6	7 Renforcement de la collaboration avec les communes pour établir des visions de développement rural régional intégré, intersectoriel en vue d'assurer l'entretien équilibré de leur territoire 8 Choix et préparation d'une région à la réflexion du développement rural régional				
ad7	9 Définition et mise en oeuvre de la stratégie des domaines de l'Etat				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Volume d'investissement global (part privée et publique) généré (en mio de CHF)			30	
ad2	2 Nombre d'entreprises et de produits du secteur primaire qui adhèrent à la marque "Valais" (année de référence 2006)			↗	
ad3	3 Rendement brut du secteur agricole (2004 = 343'000'000)		↗	↗	
	4 Volume de paiements directs (2004 = 105'000'000)		➔	➔	
	5 Nombre d'hectares reconvertis annuellement en arboriculture			50	
ad5	6 Tendance de fréquentation des cours de formation continue (année de référence 2006)			↗	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Structures et espaces agricoles	24'538'672	16'763'368	7'775'304
P1101 Espace rural	722'874	142'673	580'201
P1102 Structures agricoles	23'815'798	16'620'695	7'195'103
522 Crédits d'investissement aux communes	500'000		500'000
525 Crédits d'investissement aux institutions	6'500'000		6'500'000
526 Crédits d'investissement aux personnes physiques	3'800'000		3'800'000
528 Crédits d'investissement aux bourgeoisies	200'000		200'000
562 Subventions cantonales d'investissement : communes	2'278'300		2'278'300
565 Subventions cantonales d'investissement : institutions	2'345'400		2'345'400
566 Subventions cantonales d'investissement : personnes physiques	1'273'500		1'273'500
568 Subventions cantonales d'investissement : bourgeoisies	102'800		102'800
572 Subventions fédérales d'investissement : communes	2'613'200		2'613'200
575 Subventions fédérales d'investissement : institutions privées	1'299'700		1'299'700
576 Subventions fédérales d'investissement : personnes physiques	1'000'900		1'000'900
578 Subventions fédérales d'investissement : bourgeoisies	121'600		121'600
622 Remboursements prêts communes		1'000'000	-1'000'000
625 Remboursements prêts institutions		3'000'000	-3'000'000
626 Remboursements prêts personnes physiques		7'300'000	-7'300'000
628 Remboursements prêts bourgeoisies		200'000	-200'000
670 Subventions de la Confédération à redistribuer		5'035'400	-5'035'400
Autres dépenses / recettes	1'780'398	85'295	1'695'103

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP12 Exploitations et produits	143'818'828	129'109'432	14'709'396
P1201 Conseils aux producteurs et animation de groupes	6'683'665	3'468'296	3'215'369
366 Campagnes élimination du bétail	250'000		250'000
526 Prêts et participations permanentes aux personnes physiques	2'900'000		2'900'000
626 Remboursements de prêts et de participations permanentes de personnes physiques		2'400'000	-2'400'000
Autres dépenses / recettes	3'533'665	1'068'296	2'465'369
P1202 Recherche et développement	5'219'919	2'167'452	3'052'467
365 Aides zootechniques + primes qualité fromage + transport lait	790'800		790'800
365 Subventions lutte intégrée en arbo et vit + lutte mesures quarantaine	400'000		400'000
365 Etude comportement de divers cépages dans les terroirs viticoles	200'000		200'000
440 Rétrocession RPLP - Diversification cultures selon DGC du 10.11.2005		1'500'000	-1'500'000
566 Diversification cultures fruitières selon décision GC du 10.11.2005	1'500'000		1'500'000
Autres dépenses / recettes	2'329'119	667'452	1'661'667
P1203 Paiements directs	110'307'975	109'287'353	1'020'622
376 Paiements directs versés	109'220'000		109'220'000
470 Paiements Confédération pour paiements directs		109'220'000	-109'220'000
Autres dépenses / recettes	1'087'975	67'353	1'020'622
P1204 Défense et Promotion des produits agricoles	7'008'926	5'606'961	1'401'965
352 Contributions communes registre des vignes + secteurs encépagement	140'000		140'000
365 Redevances agricoles (rubrique boîtes aux lettres avec 439)	3'625'000		3'625'000
365 Subvention Promotion produits agricoles	2'081'000		2'081'000
365 Subvention forfaitaire CVA - Tâches déléguées- Défense prof. agr.	350'000		350'000
365 Tâches déléguées CVA - Perception des redevances agricoles	110'000		110'000
439 Redevances agricoles perçues par CVA (rubrique boîte aux lettres, voir rubrique 365)		3'625'000	-3'625'000
440 Rétrocessions RPLP		1'740'000	-1'740'000
460 Subvention Confédération - Contrôle limitation vendange + AOC		240'000	-240'000
Autres dépenses / recettes	702'926	1'961	700'965
P1205 Formation de base et formation continue	6'572'970	2'246'112	4'326'858
350 HES - Changins selon concordat intercantonal	455'000		455'000
351 HES Lullier et Zollikofen + Ecolage hors canton (formation de base et formation continue)	435'000		435'000
432 Recettes Internat Châteauneuf		600'000	-600'000
Autres dépenses / recettes	5'682'970	1'646'112	4'036'858
P1206 Domaines agricoles	8'025'373	6'333'258	1'692'115
Total	168'357'500	145'872'800	22'484'700

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OP 1
Assurer une utilisation rationnelle
et mesurée du sol et coordonner
les activités territoriales
Fr. 2'766'700 net

GP 11
Assurer une utilisation rationnelle
du sol
Fr. 1'453'863 net

GP 12
Coordonner les activités
territoriales
Fr. 1'312'837 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	2'236'378.46	2'441'800	2'589'600	147'800
30 Charges de personnel	1'703'178.10	1'756'100	1'900'800	144'700
31 Biens, services et marchandises	369'550.98	406'500	406'500	0
36 Subventions accordées	77'619.00	193'200	193'200	0
39 Imputations internes	86'030.38	86'000	89'100	3'100
4 Revenus de fonctionnement	347'378.00	261'100	282'900	21'800
43 Contributions	0.00	21'100	16'900	-4'200
46 Subventions acquises	202'157.00	120'000	120'000	0
47 Subventions à redistribuer	0.00	0	0	0
49 Imputations internes	145'221.00	120'000	146'000	26'000
Charges nettes de fonctionnement	1'889'000.46	2'180'700	2'306'700	126'000
5 Dépenses d'investissement	430'000.00	430'000	460'000	30'000
50 Investissements propres	0.00	0	30'000	30'000
56 Subventions accordées	430'000.00	430'000	430'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	430'000.00	430'000	460'000	30'000
Insuffisance de financement	2'319'000.46	2'610'700	2'766'700	156'000

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		12.50	12.50	0.00

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer une utilisation rationnelle et mesurée du sol et coordonner les activités territoriales

Sous-objectifs politiques

- 1 Assurer la qualité de vie de la population
- 2 Favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat
- 3 Valoriser l'espace rural en sauvegardant les terres productives et les mayens
- 4 Promouvoir l'économie et le tourisme en mettant à disposition les outils d'aménagement du territoire adéquats
- 5 Coordonner les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire en conformité avec les objectifs d'aménagement du territoire et du plan directeur cantonal
- 6 Sensibiliser les acteurs économiques aux exigences de l'aménagement du territoire

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mesures prioritaires					
ad1	1 Valorisation des ressources et du patrimoine naturel, social, culturel et économique				
	2 Limitation des zones d'habitat, en particulier le long des axes de trafic important et des zones de danger				
	3 Maîtrise des nuisances liées aux activités humaines				
ad2	4 Maintien d'une offre minimale en biens et services publics pour les villages et communes de plus de 250 habitants				
	5 Promotion d'un approvisionnement suffisant et décentralisé en biens de consommation et services				
ad3	6 Protection des meilleures terres agricoles et reconnaissance du rôle multi fonctionnel de l'agriculture				
ad4	7 Promotion d'un développement économique harmonieux et répartition adéquate entre les zones d'habitats permanents et touristiques				
ad5	8 Coordination matérielle des projets ayant des effets territoriaux				
ad6	9 Partenariat actif avec tous les acteurs concernés				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de résidents permanents en zones de dangers (à calculer)			↘	
ad2	2 Nombre de personnes desservies en biens de consommation à distance piétonnière (à calculer)			→	
ad3	3 Nombre de projets multifonctionnels en cours (agri-tourisme) (à calculer)			↗	
ad4	4 Ratio entre les habitants permanents et les lits touristiques (à calculer)			↗	
ad5	5 Nombre de projets majeurs coordonnés (à calculer)			↗	
ad6	6 Nombre d'actions entreprises annuellement (à calculer)			↗	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Assurer une utilisation rationnelle du sol	1'581'821	127'958	1'453'863
P1101 Législation et coopération	226'981	120'492	106'489
364 Espace Mont Blanc	166'000		166'000
Autres dépenses / recettes	60'981	120'492	-59'511
P1102 Plans d'affectation, préavis et attestations	1'354'840	7'466	1'347'374
562 PAZ + RCCZ	430'000		430'000
Autres dépenses / recettes	924'840	7'466	917'374
GP12 Coordonner les activités territoriales	1'467'779	154'942	1'312'837
P1201 Etudes de base et plans sectoriels, équipements	788'483	104'266	684'217
P1202 Plan directeur cantonal et controlling	679'296	50'676	628'620
Total	3'049'600	282'900	2'766'700

SERVICE DES REGISTRES FONCIERS ET DE LA GÉOMATIQUE

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	11'186'791.64	12'048'600	12'712'500	663'900
30 Charges de personnel	9'200'218.55	9'566'200	10'109'500	543'300
31 Biens, services et marchandises	972'718.38	1'500'900	1'504'300	3'400
33 Amortissements	2'983.00	10'000	120'000	110'000
39 Imputations internes	1'010'871.71	971'500	978'700	7'200
4 Revenus de fonctionnement	72'355'221.90	64'680'000	68'402'700	3'722'700
40 Impôts	53'816'333.20	51'000'000	54'000'000	3'000'000
42 Revenus des biens	1'167.40	1'000	1'000	0
43 Contributions	18'362'636.20	13'324'600	14'226'700	902'100
46 Subventions acquises	174'375.80	354'400	175'000	-179'400
49 Imputations internes	709.30	0	0	0
Revenus nets de fonctionnement	61'168'430.26	52'631'400	55'690'200	3'058'800
5 Dépenses d'investissement	2'229'775.50	16'861'000	15'770'000	-1'091'000
50 Investissements propres	8'392.80	211'000	170'000	-41'000
56 Subventions accordées	758'717.65	2'900'000	2'900'000	0
57 Subventions redistribuées	1'462'665.05	13'750'000	12'700'000	-1'050'000
6 Recettes d'investissement	1'462'665.05	13'750'000	12'700'000	-1'050'000
67 Subventions à redistribuer	1'462'665.05	13'750'000	12'700'000	-1'050'000
Dépenses nettes d'investissement	767'110.45	3'111'000	3'070'000	-41'000
Excédent de financement	60'401'319.81	49'520'400	52'620'200	3'099'800

Remarques

Le Service des registres fonciers et de la géomatique n'est pas géré par mandats de prestations en 2007.

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

562	Subventions du canton aux communes pour abornements	2'200'000
	Subventions du canton aux communes pour mensurations cadastrales	300'000
	Subventions du canton aux communes pour renouvellement	400'000
		2'900'000
572	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour l'abornement	100'000
	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour le premier relevé	11'800'000
	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour le renouvellement	800'000
		12'700'000
670	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour l'abornement	100'000
	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour le premier relevé	11'800'000
	Subventions de la Confédération redistribuées aux communes pour le renouvellement	800'000
		12'700'000

**Département des transports, de
l'équipement et de l'environnement**
**Compte 2005
Fr.**
**Budget 2006
Fr.**
**Budget 2007
Fr.**
**Ecart 06/07
Fr.**
TOTAL GENERAL

Dépenses	465'274'820.17	538'937'800	573'028'600	34'090'800
Recettes	310'438'067.54	368'686'100	393'546'200	24'860'100
Excédent de dépenses	154'836'752.63	170'251'700	179'482'400	9'230'700

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Service administratif et juridique du DTEE	859'236.02	1'789'200	1'857'200	68'000
Service des transports	21'492'206.58	20'740'600	22'554'400	1'813'800
Service des routes et des cours d'eau	86'045'098.72	93'830'900	99'196'800	5'365'900
Service des bâtiments, monuments et d'archéologie	23'130'498.64	27'025'000	29'884'500	2'859'500
Service des forêts et du paysage	9'445'532.78	11'736'500	11'324'600	-411'900
Service de la protection de l'environnement	10'835'261.28	11'756'500	11'560'800	-195'700
Laboratoire cantonal et affaires vétérinaires	3'028'918.61	3'373'000	3'104'100	-268'900
Excédent de dépenses	154'836'752.63	170'251'700	179'482'400	9'230'700

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	69'305'940.74	70'099'800	74'617'200	4'517'400
31	Biens, services et marchandises	73'080'542.81	74'877'000	77'353'400	2'476'400
32	Intérêts passifs		17'500		-17'500
33	Amortissements	22'716.84	5'200	5'200	0
35	Dédommagements à des collectivités publiques	333'353.69	388'000	438'000	50'000
36	Subventions accordées	25'282'214.65	26'409'800	25'654'300	-755'500
37	Subventions redistribuées	2'064'867.90	2'534'300	2'346'900	-187'400
38	Attributions aux financements spéciaux	2'863'288.94	2'862'900	2'581'500	-281'400
39	Imputations internes	26'124'010.04	7'791'100	7'739'800	-51'300
40	Impôts	105.00			
41	Patentes et concessions	1'133'132.95	1'120'000	1'119'000	-1'000
42	Revenus des biens	2'353'340.06	2'256'900	2'335'800	78'900
43	Contributions	15'514'953.85	12'953'500	14'861'500	1'908'000
44	Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	27'872'437.00	27'100'000	27'118'400	18'400
45	Dédommagements de collectivités publiques	6'831.40	6'000	19'500	13'500
46	Subventions acquises	46'718'134.75	46'160'900	46'221'600	60'700
47	Subventions à redistribuer	2'064'867.90	2'534'300	2'346'900	-187'400
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	9'432'887.78	1'289'800	1'396'400	106'600
49	Imputations internes	25'776'923.47	16'060'800	16'603'000	542'200
	Total charges	199'076'935.61	184'985'600	190'736'300	5'750'700
	Total revenus	130'873'614.16	109'482'200	112'022'100	2'539'900
	Excédent de charges	68'203'321.45	75'503'400	78'714'200	3'210'800

COMPTE DES INVESTISSEMENTS

50	Investissements propres	207'822'402.16	277'934'700	314'100'600	36'165'900
52	Prêts et participations permanentes	13'573'494.50	12'031'000	13'902'700	1'871'700
56	Subventions accordées	16'252'858.50	21'515'600	19'649'000	-1'866'600
57	Subventions redistribuées	28'549'129.40	42'470'900	34'640'000	-7'830'900
62	Remboursements de prêts et de participations permanentes	2'490'514.00	1'851'800	1'891'800	40'000
66	Subventions acquises	148'524'809.98	214'881'200	244'992'300	30'111'100
67	Subventions à redistribuer	28'549'129.40	42'470'900	34'640'000	-7'830'900
	Total dépenses	266'197'884.56	353'952'200	382'292'300	28'340'100
	Total recettes	179'564'453.38	259'203'900	281'524'100	22'320'200
	Excédent de dépenses	86'633'431.18	94'748'300	100'768'200	6'019'900

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

OP 1
Soutenir les activités du
département
Fr. 1'974'490 net

OP 2
Soutenir les activités de la CCC et
du SCC
Fr. -117'290 net

GP 11
Appui administratif au
département
Fr. 1'103'377 net

GP 12
Appui juridique au département
Fr. 871'113 net

GP 21
Appui administratif et juridique à
la CCC/SCC
Fr. -117'290 net

Total service**Fr. 1'857'200 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	3'255'923.02	3'532'200	3'900'200	368'000
30 Charges de personnel	2'916'241.90	3'181'700	3'500'000	318'300
31 Biens, services et marchandises	85'079.71	124'300	154'000	29'700
33 Amortissements	1'397.15	0	0	0
36 Subventions accordées	22'648.00	25'000	25'000	0
39 Imputations internes	230'556.26	201'200	221'200	20'000
4 Revenus de fonctionnement	2'396'687.00	1'743'000	2'043'000	300'000
42 Revenus des biens	11'700.00	5'000	5'000	0
43 Contributions	2'384'987.00	1'738'000	2'038'000	300'000
Charges nettes de fonctionnement	859'236.02	1'789'200	1'857'200	68'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	859'236.02	1'789'200	1'857'200	68'000

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		23.80	24.30	0.50
Auxiliaires de longue durée		0.00	1.00	1.00

OBJECTIF POLITIQUE 1**Soutenir les activités du département sur les plans administratif et juridique****Sous-objectifs politiques**

- 1 Exercer les tâches de secrétariat général du département soit :
 - la coordination administrative du département
 - la gestion des domaines d'activité ne relevant pas spécifiquement d'un service
 - la coordination interdépartementale et la représentation du département dans les tâches inter-départementales générales
 - la coordination du département avec le Grand Conseil et ses commissions
- 2 Assurer, au profit du chef du département et des services du département et selon leurs requêtes, l'assistance juridique, l'instruction des procédures et le conseil législatif, soit notamment :
 - la planification et l'élaboration de la législation ainsi que la préparation des décisions
 - la gestion des procédures d'achat, de vente ou d'expropriation des terrains
 - la préparation de préavis pour l'autorisation d'utilisation du domaine public
 - l'instruction des procédures
 - la détermination du département sur les oppositions déposées contre ses projets
 - la représentation des intérêts du département dans les procédures de recours

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

Mesures prioritaires				
<i>ad1</i> 1 Rationalisation et coordination des procédures internes au département et interdépartementales <i>ad2</i> 2 Amélioration de la procédure d'élaboration de la législation				
Indicateurs de performance	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i> 1 Respect des délais administratifs internes et externes		100%	100%	0%
<i>ad2</i> 2 Respect des délais de présentation au Conseil d'Etat des projets de lois prévus dans la planification quadriennale		100%	100%	0%
3 Représentation des intérêts du département dans les procédures de recours (SRN exceptées)		80%	80%	0%
4 Pourcentage des décisions invalidées par l'instance de recours		↘	↘	

OBJECTIF POLITIQUE 2				
Soutenir, sur les plans administratif et juridique, la commission cantonale des constructions (CCC), la police des constructions et le secrétariat cantonal des constructions (SCC)				
Sous-objectifs politiques				
1 Assurer le secrétariat de la commission cantonale des constructions, soit notamment : - la préparation des dossiers soumis à la CCC et au SCC - l'établissement des documents et projets de décision - les tâches de police des constructions décrites dans l'ordonnance sur les constructions 2 Assurer la supervision et le contrôle juridique des décisions de la CCC et représenter la CCC devant les instances de recours				
Mesures prioritaires				
<i>ad1</i> 1 Renforcer le contrôle des constructions hors zone à bâtir				
Indicateurs de performance	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i> 1 Pourcentage de dossiers (décisions) traités dans les délais légaux (base 2005: 61%)		↗	↗	
2 Pourcentage de dossiers (synthèses) traités dans les délais légaux (base 2005: 73%)		↗	↗	
<i>ad2</i> 3 Pourcentage de décisions invalidées par l'instance de recours		↘	↘	

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Soutenir les activités du département	1'994'490	20'000	1'974'490
GP11 Appui administratif au département	1'103'377		1'103'377
P1101 Coordination départementale et interdépartementale	571'533		571'533
P1102 Préparation et suivi des dossiers du chef du DTEE	127'006		127'006
P1103 Gestion administrative et traduction	404'838		404'838
GP12 Appui juridique au département	891'113	20'000	871'113
P1201 Planification et élaboration de la législation	71'445		71'445
P1202 Préparation / supervision juridique des décisions	819'668	20'000	799'668
OP2 Soutenir les activités de la CCC et du SCC	1'905'710	2'023'000	-117'290
GP21 Appui administratif et juridique à la CCC/SCC	1'905'710	2'023'000	-117'290
P2101 Suivi et contrôle juridique décisions CCC	254'015		254'015
P2102 Police des constructions	915'483	140'000	775'483
437 Amendes		100'000	-100'000
Autres dépenses / recettes	915'483	40'000	875'483
P2103 Secrétariat de la CCC	736'212	1'883'000	-1'146'788
431 Emoluments administratifs		1'870'000	-1'870'000
Autres dépenses / recettes	736'212	13'000	723'212
Total	3'900'200	2'043'000	1'857'200

SERVICE DES TRANSPORTS

OP 1
Coordination, planification et
financement TP
Fr. 22'596'459 net

OP 2
Transports à câble et
téléphériques gérés
Fr. -42'059 net

GP 11
Infrastructure des transports
publics
Fr. 10'447'013 net

GP 12
Exploitation du réseau des
transports publics
Fr. 12'149'446 net

GP 21
Transports à câble et obstacles
aériens
Fr. 96'481 net

GP 22
Téléphériques gérés
Fr. -138'540 net

Total service**Fr. 22'554'400 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	24'359'437.51	24'953'000	23'850'500	-1'102'500
30 Charges de personnel	3'657'001.40	3'635'300	3'752'600	117'300
31 Biens, services et marchandises	798'787.40	837'800	850'800	13'000
32 Intérêts passifs	0.00	17'500	0	-17'500
33 Amortissements	210.00	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	170'448.00	170'000	220'000	50'000
36 Subventions accordées	18'459'820.45	19'542'200	18'574'000	-968'200
37 Subventions redistribuées	171'600.00	172'000	171'600	-400
38 Attributions aux financements spéciaux	176'358.29	95'900	11'500	-84'400
39 Imputations internes	925'211.97	482'300	270'000	-212'300
4 Revenus de fonctionnement	15'540'822.13	16'299'200	15'456'000	-843'200
40 Impôts	105.00	0	0	0
42 Revenus des biens	81'329.30	72'000	70'000	-2'000
43 Contributions	1'361'119.60	1'345'100	1'431'100	86'000
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	3'484'055.00	3'388'000	3'389'800	1'800
45 Dédommagements de collectivités publiques	6'831.40	6'000	19'500	13'500
46 Subventions acquises	9'595'346.00	10'223'900	9'435'700	-788'200
47 Subventions à redistribuer	171'600.00	172'000	171'600	-400
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	65'203.68	775'200	826'800	51'600
49 Imputations internes	775'232.15	317'000	111'500	-205'500
Charges nettes de fonctionnement	8'818'615.38	8'653'800	8'394'500	-259'300
5 Dépenses d'investissement	13'561'130.20	12'938'600	15'051'700	2'113'100
50 Investissements propres	579'810.50	890'000	670'000	-220'000
52 Prêts et participations permanentes	12'873'692.00	11'031'000	12'902'700	1'871'700
56 Subventions accordées	107'627.70	1'017'600	1'479'000	461'400
6 Recettes d'investissement	887'539.00	851'800	891'800	40'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	887'539.00	851'800	891'800	40'000
Dépenses nettes d'investissement	12'673'591.20	12'086'800	14'159'900	2'073'100
Insuffisance de financement	21'492'206.58	20'740'600	22'554'400	1'813'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		36.60	36.60	0.00
Auxiliaires de longue durée		0.00	1.00	1.00

Remarques

L'exploitation des sept téléphériques gérés par le Canton est assurée sous la direction du Service des transports par 29 employés. Chaque téléphérique est sous la responsabilité d'un chef d'exploitation. Deux chefs techniques supervisent l'ensemble des installations.

SERVICE DES TRANSPORTS**OBJECTIF POLITIQUE 1**

Garantir une offre de prestations de transports publics suffisante en regard de l'économie et de la politique sociale et favoriser le transfert du trafic individuel et des marchandises sur les entreprises de transport public

Sous-objectifs politiques

- 1 Soutenir et promouvoir la réalisation des infrastructures nécessaires à la mobilité intérieure et à l'ouverture du canton en matière de transports publics et par voies aériennes
 - 1.1 Soutenir la réalisation et le renouvellement des infrastructures de transport
 - 1.2 Octroyer des prêts et aides pour le financement des infrastructures de transport
 - 1.3 Coopérer activement avec la Confédération, les cantons et pays voisins pour l'amélioration des voies d'accès et de transit
- 2 Contribuer à l'exploitation de transports publics adaptés aux besoins
 - 2.1 Définir, en collaboration avec les autorités fédérales, l'offre annuelle de transport et en passer commande aux entreprises pour ce qui est du trafic régional
 - 2.2 Optimiser les horaires en fonction des besoins et selon les moyens financiers fédéraux, cantonaux et communaux
 - 2.3 Octroyer les indemnités annuelles aux entreprises de transport régionales selon l'offre commandée
 - 2.4 Conduire au plan cantonal les procédures d'octroi et de renouvellement des concessions et des autorisations de transport

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Soutien à l'achèvement des travaux planifiés pour la mise en exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon pour décembre 2007, notamment en matière de protection contre le bruit, dans le cadre des procédures
- 2 Soutien de l'adaptation de l'infrastructure ferroviaire
- ad2* 3 Desserte en transports publics de l'ensemble du territoire
- 4 Coordination des moyens de transport dans chaque région
- 5 Commande de l'offre restructurée suite à la réorganisation interne dans les entreprises RégionAlps, Matterhorn-Gotthard-Bahn (MGB) et La Poste

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Conduite des procédures au plan cantonal en 3 mois pour l'approbation des projets		100%	100%	0%
	2 Approbation et octroi des subventions aux projets des entreprises de transports concessionnaires (ETC) en 4 mois à partir de la date d'établissement de la convention		100%	100%	0%
<i>ad2</i>	3 Pourcentage des correspondances assurées à l'horaire dans les 15 minutes (2005 : 650/1100 = 59%)		60%	60%	0%
	4 Respect de l'enveloppe financière des indemnités accordées par la Confédération pour l'ensemble du Canton		100%	100%	0%

SERVICE DES TRANSPORTS

OBJECTIF POLITIQUE 2					
Conduire et coordonner au plan cantonal les procédures d'approbation des projets de remontées mécaniques et les procédures de déclaration d'obstacles à la navigation aérienne, et assurer la direction des téléphériques gérés par le canton					
Sous-objectifs politiques					
1	Mener à bien la procédure de consultation relative à l'approbation des projets de remontées mécaniques sur le territoire cantonal et délivrer les autorisations d'exploiter de compétence cantonale				
2	Veiller à l'actualisation de l'inventaire des obstacles à la navigation aérienne				
3	Assurer la direction de l'exploitation des téléphériques gérés par le canton				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Assurance de la qualité technique et environnementale des projets de remontées mécaniques présentés				
	2 Conduite au plan cantonal de la procédure de consultation et d'approbation des projets de remontées mécaniques				
ad2	3 Suivi de l'actualisation de l'inventaire des obstacles à la navigation aérienne et contrôle du respect des conditions pour leur montage/démontage				
ad3	4 Respect des normes sécuritaires, financières et qualitatives des téléphériques gérés				
Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Aboutissement des procédures cantonales dans les 4 mois (2004 : 15/20 = 75%)		80%	85%	5%
ad2	2 Etablissement du préavis cantonal relatif aux déclarations d'obstacles à la navigation aérienne dans un délai d'un mois (env.20 dossiers traités par année)		90%	90%	0%
ad3	3 Diminution des pertes reportées de l'ensemble des téléphériques gérés (fin 2005 = Fr. 250'000.-)		20%	20%	0%

SERVICE DES TRANSPORTS

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Coordination, planification et financement TP	33'676'705	11'080'246	22'596'459
GP11 Infrastructure des transports publics	14'748'558	4'301'545	10'447'013
P1101 NLFA Lötschberg (planification et approbation)	65'900	4'986	60'914
P1102 Planification d'autres voies d'accès	124'548	6'093	118'455
P1103 Modernisation et rationalisation infrastructure TP	14'240'226	4'289'358	9'950'868
524 MGB Matterhorn Gotthard Bahn, Sortie Est 2ème étape	8'442'000		8'442'000
524 MGB Matterhorn Gotthard Bahn, Terminal Täsch	2'925'000		2'925'000
524 TMR Transports de Martigny et Régions, Block de ligne	1'035'000		1'035'000
564 RPLP (Autoverlad, Ligne Tonkin, Gares)	1'179'000		1'179'000
Autres dépenses / recettes	659'226	4'289'358	-3'630'132
P1104 Aéroport de Sion et PSIA	317'884	1'108	316'776
GP12 Exploitation du réseau des transports publics	18'928'147	6'778'701	12'149'446
P1201 Horaires et autorisations de transport	122'375	18'043	104'332
P1202 Commande de l'offre	18'805'772	6'760'658	12'045'114
362 Trafic d'agglomération	1'057'000		1'057'000
363 Téléphériques gérés par le canton	315'000		315'000
364 MGB Matterhorn Gotthard Bahn	4'292'000		4'292'000
364 Service Cars postaux	1'973'000		1'973'000
364 RA RegionAlps	1'896'000		1'896'000
364 Postauto Oberwallis	1'357'000		1'357'000
364 TMR Transports de Martigny et Régions	912'000		912'000
Autres dépenses / recettes	7'003'772	6'760'658	243'114
OP2 Transports à câble et téléphériques gérés	5'225'495	5'267'554	-42'059
GP21 Transports à câble et obstacles aériens	387'472	290'991	96'481
P2101 Transports à câble	374'592	289'883	84'709
P2102 Obstacles à la navigation aérienne	12'880	1'108	11'772
GP22 Téléphériques gérés	4'838'023	4'976'563	-138'540
P2201 Exploitation et gestion des téléphériques	3'920'460	4'968'374	-1'047'914
P2202 Rénovation des téléphériques gérés	917'563	8'189	909'374
Total	38'902'200	16'347'800	22'554'400

SERVICE DES TRANSPORTS

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil
--

Remarques

Le réseau cantonal des transports publics comporte 131 lignes d'une longueur totale de 1760 km : 6 chemins de fer (CFF, BLS, MGB, MO par TMR (Transports Martigny Région), MC par TMR, AOMC par TPC (Transports Publics du Chablais)); 14 téléphériques et 1 funiculaire (SMC Sierre - Montana-Crans) avec trafic régulier de voyageurs; 110 lignes régulières de busl. Le réseau de bus comprend de plus 43 lignes de transports scolaires et d'ouvriers. Ce réseau est complété par 1 voie navigable (CGN Compagnie Générale de Navigation) et 1aéroport régional (Sion).

La modernisation et la rationalisation de l'infrastructure des transports publics entraîne une dépense nette d'investissement de quelque 14 millions de francs.

La commande annuelle de l'offre pour les prestations régionales et urbaines de ce réseau porte sur une indemnité pour les coûts non couverts de 120 millions de francs par année, répartie sur Confédération (88%), Canton (7.2%) et Communes (4.8%), et affectée pour la part VS à raison de 60% pour les chemins de fer dont 50% pour les deux entreprises MGB et RegionAlps (CFF et MO), 30% pour les bus, 5% pour les téléphériques et 5% pour le trafic d'agglomération.

Le Valais compte plus de 600 installations à câble dont près de 200 à concession fédérale (funiculaires, téléphériques, télécabines, télésièges) et plus de 400 sans concession fédérale, mais avec une autorisation cantonale (téléskis, petits téléphériques, ascenseurs inclinés). Plus d'une vingtaine d'installations par année font l'objet d'une procédure de concession et/ou d'autorisation de construire et d'exploiter pour le renouvellement, la modification, le remplacement ou la réalisation de nouvelles installations.

Les sept téléphériques gérés par le Canton sont : Riddes-Isérables TRI, Dorénaz-Alesse-Champex DAC, Turtmann-Unterems-Oberems LTUO, Gampel-Jeizinen LGJ, Raron-Eischoll LRE, Stalden-Staldenried-Gspon LSSG et Fürgangen-Bellwald LFB (au total 29 employés).

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

OP 1 Construire et maintenir l'autoroute A9+Simplon Fr. 11'696'700 net	OP 2 Maintenir et améliorer le réseau routier cantonal Fr. 75'534'784 net	OP 3 Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité Fr. 2'158'180 net	OP 4 Protéger contre les dangers géo- et hydrologiques Fr. 9'807'136 net
GP 11 Construction A9 Sierre - Brigue pour 2014 Fr. 7'325'600 net	GP 21 Constructions, corrections, adapt. et réfections Fr. 32'704'124 net	GP 31 Réaménagement durable du Rhône Fr. 2'202'526 net	GP 41 Bases de dangers, systèmes d'aide à la décision Fr. 1'607'642 net
GP 12 Exploitation A9 + Simplon Fr. 1'807'944 net	GP 22 Entretien Fr. 42'830'660 net	GP 32 Gestion, entretien et intervention d'urgence Fr. -44'346 net	GP 42 Aménagements et renaturation des cours d'eau Fr. 4'543'054 net
GP 13 Maintien et adaptation A9 + Simplon Fr. 2'563'156 net			GP 43 Entretien des cours d'eau latéraux Fr. 3'699'291 net
			GP 44 Ressources naturelles (eau + sol + sous-sol) Fr. -42'851 net

Total service**Fr. 99'196'800 net**

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	131'239'498.17	112'882'300	117'296'800	4'414'500
30 Charges de personnel	47'240'320.04	47'423'400	50'891'900	3'468'500
31 Biens, services et marchandises	53'032'968.92	52'590'000	52'905'100	315'100
33 Amortissements	10'618.24	5'000	5'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	97'448.34	125'000	125'000	0
36 Subventions accordées	4'377'980.15	4'000'000	4'300'000	300'000
38 Attributions aux financements spéciaux	2'493'799.80	2'550'000	2'550'000	0
39 Imputations internes	23'986'362.68	6'188'900	6'519'800	330'900
4 Revenus de fonctionnement	95'729'026.73	74'447'700	76'655'300	2'207'600
41 Patentes et concessions	1'113'950.65	1'100'000	1'100'000	0
42 Revenus des biens	1'120'147.26	1'095'000	1'090'000	-5'000
43 Contributions	8'868'099.22	7'688'200	8'968'800	1'280'600
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	24'388'382.00	23'712'000	23'728'600	16'600
46 Subventions acquises	36'153'594.55	34'241'500	35'132'900	891'400
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	9'134'631.90	400'000	370'000	-30'000
49 Imputations internes	14'950'221.15	6'211'000	6'265'000	54'000
Charges nettes de fonctionnement	35'510'471.44	38'434'600	40'641'500	2'206'900
5 Dépenses d'investissement	201'219'679.66	280'190'600	308'017'600	27'827'000
50 Investissements propres	191'802'908.16	261'851'700	295'307'600	33'455'900
56 Subventions accordées	3'361'952.90	5'888'000	4'290'000	-1'598'000
57 Subventions redistribuées	6'054'818.60	12'450'900	8'420'000	-4'030'900
6 Recettes d'investissement	150'685'052.38	224'794'300	249'462'300	24'668'000
66 Subventions acquises	144'630'233.78	212'343'400	241'042'300	28'698'900
67 Subventions à redistribuer	6'054'818.60	12'450'900	8'420'000	-4'030'900
Dépenses nettes d'investissement	50'534'627.28	55'396'300	58'555'300	3'159'000
Insuffisance de financement	86'045'098.72	93'830'900	99'196'800	5'365'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		430.20	430.20	0.00
Auxiliaires de longue durée		7.20	12.90	5.70

OBJECTIF POLITIQUE 1**Construire, exploiter, maintenir et adapter le patrimoine autoroutier A9 + Simplon****Sous-objectifs politiques**

- 1 Construire la A9 de Sierre à Brigue au taux de subvention fédéral de 96% pour une mise en service complète en 2015-2016, dans le respect des objectifs du développement durable
- 2 Exploiter la A9 + Simplon afin de garantir une aptitude au service sûre et un trafic fluide, dans le respect de l'environnement et au meilleur rapport efficacité/coût
- 3 Maintenir la pérennité du patrimoine autoroutier A9 + Simplon par un entretien judicieux des ouvrages et adapter l'infrastructure autoroutière à l'évolution des besoins de l'utilisateur et des partenaires, dans le respect de l'environnement et au meilleur rapport efficacité/coût

Mesures prioritaires

- ad1 1 Mise en service complète de la A9 Sierre-Brigue pour 2015-2016, en réalisant prioritairement la déviation de Viège
- ad2 2 Trafic sûr, économique et respectueux de l'environnement
- ad3 3 Maintien et adaptation du patrimoine autoroutier aux besoins de l'utilisateur et des partenaires

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Retard (-), par rapport à la 7ème PLT CH (programme à long terme), variante 2003.306 remaniée en août 2004 : en mois	3	6	6	0
	2 Taux de subventionnement fédéral	96%	96%	96%	0%
ad2	3 Coût d'exploitation moyen par *1 kilomètre virtuel (Kmv) inférieur/égal à la moyenne suisse (m.s); tronçons ciel ouvert. Moyenne suisse (arrondi fr.)	46'800	65'000	65'000	0
	4 Coût d'exploitation moyen par Km inférieur/égal à la moyenne suisse (m.s.); tronçons en tunnel. Moyenne suisse (arrondi fr.)	205'648	300'000	300'000	0
	5 Heures de congestion du trafic (% par point congestionné)	0%	1%	1%	0%
	6 Taux effectif des accidents comparé au taux critique défini pour Sion - Sierre		0.12	0.12	0
	7 Taux effectif des accidents comparé au taux critique défini pour Riddes - Sion		0.16	0.16	0
	8 Taux effectif des accidents comparé au taux critique défini pour Martigny - Riddes		0.28	0.28	0
	9 Taux effectif des accidents comparé au taux critique défini pour St-Maurice - Martigny		0.26	0.26	0
	10 Degré de réalisation du programme de protection de l'environnement découlant des exigences légales dans le cadre de l'exploitation	80%	80%	100%	20%
	ad3 11 Nombre d'habitations (récepteurs) exposées à des immissions de bruit dépassant les valeurs limites			0	
	12 Degré de réalisation du programme de protection de l'environnement découlant des exigences légales dans le cadre de l'adaptation			100%	
	13 Pourcentage d'ouvrages d'art dont l'état est mauvais/alarmant : valeur seuil max.	0%	5%	5%	0%
	14 Indice moyen d'état de la chaussée I1 (bon=0; mauvais=5). En 2006: changement échelle de notation. Valeur 2006 = nouveau seuil de base			2	

OBJECTIF POLITIQUE 2

Compléter, améliorer, sécuriser et maintenir le réseau routier cantonal dans le respect des priorités définies par le Grand Conseil et des objectifs du développement durable

Sous-objectifs politiques

- 1 Réaliser les investissements planifiés afin d'adapter le réseau routier dans le respect de l'environnement et selon la décision du Grand Conseil de 1993 sur les priorités routières
- 2 Exploiter et maintenir le patrimoine routier dans le respect de l'environnement

Mesures prioritaires

- ad1 1 Obtention des moyens financiers nécessaires au financement des investissements
- ad2 2 Intégration des routes cantonales concernées dans le réseau complémentaire en cours de définition par la Confédération
- 3 Obtention des moyens financiers nécessaires au financement de l'entretien des routes et aux déclassements

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre d'endroits dangereux assainis (nbre total d'endroits à assainir : situation 2005 = 93)	9	15	12	-3
	2 Niveau de qualité de l'état de la chaussée: (IG = Indice pondéré global, I1 = Indice visuel moyen; 0=mauvais, 5=bon) Situation 2004 : IG = 1.82, I1 = 2.46. Objectif à 12 ans : I1 = 3.0	→	↗	→	
	3 Pourcentage de la longueur totale des ouvrages d'art du réseau routier dont l'état est défectueux ou mauvais (situation 2005 = 4%). Objectif à 7-10 ans = 3%	→	↘	→	
ad2	4 Nombre d'endroits assainis selon ordonnance sur le bruit OPB (nbre total d'endroits à assainir : situation 2005 = 40)	6	5	5	0
	5 Nombre de crédits complémentaires sollicités	0	0	0	0

OBJECTIF POLITIQUE 3**Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité des personnes et des biens dans le cadre du développement durable****Sous-objectifs politiques**

- 1 Elaborer et réaliser le projet Gletsch-Léman en collaboration avec le Canton de Vaud sur la base des objectifs et principes adoptés par le Grand Conseil en septembre 2000, des objectifs des domaines concernés et des attentes communales et régionales
- 2 Favoriser, par la communication, l'adhésion de la population, des partenaires et des responsables politiques aux objectifs et aménagements du projet R3 et les sensibiliser aux aspects de vision globale de la plaine et de développement durable
- 3 Gérer la situation actuelle (R2) et future (R3) au moyen d'un plan d'intervention d'urgence en visant à diminuer les risques en cas de crue et de directives d'entretien du Rhône actuel et futur selon les aspects Sécurité-Environnement-Charriage-Coût global minimum et dans l'optique d'améliorer la sécurité et d'optimiser le potentiel nature, à savoir:
 - 3.1 collaborer avec la cellule scientifique de crise (CERISE) à l'élaboration du système d'alarme et à la relation avec les propriétaires des installations hydroélectriques
 - 3.2 favoriser la collaboration avec le SSCM (service sécurité civile et militaire) pour garantir la coordination des interventions des communes
 - 3.3 participer à l'élaboration d'un concept cantonal de gestion des matériaux
 - 3.4 élaborer et suivre l'application de la directive d'entretien à l'intention des communes prenant en compte ces aspects

Mesures prioritaires

- ad1
 - 1 Obtention de la garantie du financement fédéral du projet
 - 2 Définition des règles de répartition financière cantonale dans le projet de loi sur les cours d'eau (OP4) et avec l'OFEV
 - 3 Elaboration du Plan d'aménagement R3 (PA-R3) et du concept de développement de la plaine (CDP)
 - 4 Acquisition des terrains de plaine à l'amiable, pour utilisation directe ou échange
 - 5 Diminution de manière significative des risques potentiels par des mesures prioritaires ciblées sur des secteurs à plus grands potentiels de dégât: Viège, Sierre, Sion et Fully
- ad2 6 Actions d'information auprès des publics cibles
- ad3
 - 7 Amélioration de l'alarme et de l'intervention d'urgence
 - 8 Exécution de l'entretien sur la base de la nouvelle directive

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Mises à l'enquête de la mesure prioritaire Fully		01.03.06	30.06.07	
	2 Etat d'avancement du dossier de mise à l'enquête de la mesure prioritaire Sion		70%	80%	10%
	3 Obtention de la Confédération de l'approbation de la planification financière à 12 ans, décidée par le Conseil d'Etat le 06.07.2005		31.12.06	31.12.07	
	4 Degré d'élaboration du dossier du Plan d'aménagement du Rhône		60%	90%	30%
ad2	5 Nombre de parutions rhône.vs	2	2	2	0
ad3	6 Mise à jour du système d'alarme et d'intervention d'urgence et information aux communes		100%	50%	-50%

OBJECTIF POLITIQUE 4

Contribuer à la protection des personnes et des biens contre les dangers géologiques et hydrologiques en collaboration avec les communes et les tiers

Sous-objectifs politiques

- 1 Contribuer à la protection contre les dangers géologiques
 - 1.1 améliorer la connaissance des processus à l'origine des dangers géologiques (séisme, éboulement, glissement et coulée de boue, etc.) et de leurs conséquences
 - 1.2 établir les méthodes d'analyse, recommandations et directives cantonales pour la prise en compte des dangers géologiques
 - 1.3 établir les scénarii de risque géologique et déterminer les bases de dimensionnement des mesures de protection
 - 1.4 inciter et aider les communes à prendre en compte les risques géologiques dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la protection des personnes et des biens
- 2 Contribuer à la protection contre les dangers hydrologiques
 - 2.1 améliorer la connaissance des processus de crues et de leurs conséquences
 - 2.2 mettre en place un système de veille et d'alerte hydrométéorologique pour les grands bassins
 - 2.3 inciter et aider les communes à entreprendre les projets d'aménagement des cours d'eau selon les priorités définies, en les renaturant dans la mesure du possible et en tenant compte des objectifs du projet de correction du Rhône; assurer l'accompagnement des communes dans ces tâches
 - 2.4 inciter et aider les communes à entreprendre les travaux d'entretien des cours d'eau, en tenant compte des priorités définies et des aspects environnementaux; assurer l'accompagnement des communes dans ces tâches
- 3 Mettre en place un système de télésurveillance et d'alerte des dangers hydrologiques et géologiques locaux et mettre en place un réseau cantonal ad hoc; adapter ce système en fonction des nouveaux développements
- 4 Etablir les préavis cantonaux en matière de dangers hydrologiques et géologiques

Mesures prioritaires

- ad1 1 Soutien aux communes à l'établissement des bases de dangers
- 2 Adoption par le Grand Conseil de la nouvelle loi cantonale pour l'aménagement et l'entretien des cours d'eau
- ad2 3 Obtention des moyens financiers nécessaires pour les investissements et l'entretien
- 4 Incitation et soutien aux communes aux projets d'aménagement cours d'eau selon les situations de risques et les priorités
- 5 Incitation et soutien aux communes à l'entretien des cours d'eau selon les priorités
- ad3 6 Amélioration de la prédictivité des événements
- ad4 7 Réponse aux demandes de préavis, d'avis ou d'intervention émises par des tiers, le service des routes et des cours d'eau, les autres services cantonaux, les communes et la commission cantonale des constructions (CCC)

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre de cartes de danger géologique validées [situation à fin 2005: validées = 50; en cours de validation = 200]	10	10	70	60
	2 Etat d'avancement de recommandations ou directives	10%	10%	30%	20%
ad2	3 Nombre de projets d'aménagement cours d'eau en étude ou en procédure d'approbation	44	60	60	0
	4 Pour-cent de communes ayant une étude de cartes de dangers crues en cours ou terminée [2005 = 59%]		81%	75%	-6%
	5 Respect du programme d'entretien cours d'eau selon priorités définies	100%	90%	90%	0%
	6 Nombre de projets d'aménagement cours d'eau en travaux	8	7	6	-1
	7 Pour-cent de préavis géologiques traités dans les délais pour le service des routes et des cours d'eau (SRCE), les autres services cantonaux, les communes et la commission cantonale des constructions (CCC) et validation de plans d'aménagement de zones communales (nombre de demandes de préavis géologiques attendues en 2007 = 500)	80%	80%	80%	0%
ad4	8 Pour-cent d'avis géologiques traités dans les délais (nombre de demandes d'avis géologiques attendus en 2007 = 60)	80%	80%	80%	0%
	9 Pour-cent de cahiers des charges "dangers géologiques" établis dans les délais pour le service des routes et des cours d'eau, les communes ou d'autres collectivités tiers			60%	
	10 Pour-cent de préavis hydrologiques traités dans les délais (nombre de demandes attendues en 2007 = 350)	50%	60%	60%	0%

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Construire et maintenir l'autoroute A9+Simplon	234'126'800	222'430'100	11'696'700
GP11 Construction A9 Sierre - Brigue pour 2014	174'571'050	167'245'450	7'325'600
P1101 Construction de la A9	174'571'050	167'245'450	7'325'600
GP12 Exploitation A9 + Simplon	12'704'044	10'896'100	1'807'944
P1201 Programme d'exploitation ESTEC	12'704'044	10'896'100	1'807'944
GP13 Maintien et adaptation A9 + Simplon	46'851'706	44'288'550	2'563'156
P1301 Maintien du patrimoine routier I (ISTEC)	45'799'075	44'239'437	1'559'638
P1302 Amélioration des aspects du dév. durable	1'052'631	49'113	1'003'518
OP2 Maintenir et améliorer le réseau routier cantonal	154'677'284	79'142'500	75'534'784
GP21 Constructions, corrections, adapt. et réfections	79'155'224	46'451'100	32'704'124
P2101 Constr. et correction, protection nature et bruit	73'769'296	45'969'750	27'799'546
P2102 Adaptations et réfections des ouvrages d'art	5'110'856	510'901	4'599'955
P2103 Aménagement de pistes et de voies cyclables	275'072	-29'551	304'623
GP22 Entretien	75'522'060	32'691'400	42'830'660
P2201 Entretien courant	35'607'476	16'351'832	19'255'644
P2202 Service hivernal	23'310'176	10'027'140	13'283'036
P2203 Entretien spécialisé des chaussées	15'703'360	6'124'628	9'578'732
P2204 Classement et déclassement	901'048	187'800	713'248
OP3 Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité	14'535'980	12'377'800	2'158'180
GP31 Réaménagement durable du Rhône	13'354'126	11'151'600	2'202'526
P3101 Mesures urgentes et prioritaires	7'697'166	6'163'057	1'534'109
P3102 Plan sectoriel Rhône	62'878	74'600	-11'722
P3103 Troisième correction du Rhône	5'594'082	4'913'943	680'139
GP32 Gestion, entretien et intervention d'urgence	1'181'854	1'226'200	-44'346
P3201 Entretien courant	861'871	11'513	850'358
P3202 Intervention d'urgence	73'448	60'299	13'149
P3203 Gestion des matériaux et police des eaux	246'535	1'154'388	-907'853
OP4 Protéger contre les dangers géo- et hydrologiques	21'974'336	12'167'200	9'807'136
GP41 Bases de dangers, systèmes d'aide à la décision	3'170'442	1'562'800	1'607'642
P4101 Bases de dangers géologique et hydrologique	1'287'748	1'140'766	146'982
P4102 Système de prévision, de surveillance et d'alarme	716'880	324'734	392'146
P4103 Intervention, avis et préavis géo- et hydrologiques	1'165'814	97'300	1'068'514
GP42 Aménagements et renaturation des cours d'eau	12'152'054	7'609'000	4'543'054
P4201 Aménagements de protection contre les crues	12'127'682	7'607'900	4'519'782
P4202 Renaturation des cours d'eau	24'372	1'100	23'272
GP43 Entretien des cours d'eau latéraux	6'620'391	2'921'100	3'699'291
P4301 Entretien des cours d'eau latéraux	6'620'391	2'921'100	3'699'291
GP44 Ressources naturelles (eau + sol + sous-sol)	31'449	74'300	-42'851
P4401 Gestion des ressources naturelles	31'449	74'300	-42'851
Total	425'314'400	326'117'600	99'196'800

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Remarques	
362	850'000 Subv. aux communes entretien du Rhône (OP3)
362	3'450'000 Subv. aux communes entretien cours d'eau latéraux (OP4)
380	2'550'000 Attribution à la fortune du fonds de fin. entretien et corr. cours d'eau (OP4)
410	1'100'000 Concessions et autor. d'extraction graviers du Rhône (OP3)
438	3'042'600 Prestations du SRCE pour constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
440	12'075'000 constr. rtes cant., 70% part RPLP revenant au Valais affectés au SRCE (OP2)
	11'653'600 entretien rtes cant., 70% part RPLP revenant au Valais affectés au SRCE (OP2)
460	7'861'951 Subv. féd. construction rtes nat. (OP1)
	8'983'949 Subv. féd. exploitation et entretien rtes nat. (OP1)
460	1'202'000 Subv. féd. 3ème corr. du Rhône (OP3)
462	16'913'500 Part. commun. entretien rtes cant. (OP2)
462	112'500 Part. commun. établissement bases de dangers (OP4)
480	370'000 Prélèvement sur fonds de fin., d'entretien et corr. cours d'eau (OP4)
501	163'493'000 Constr. rtes nat. (OP1)
	45'812'000 Gros entretien rtes nat. (OP1)
501	70'153'600 Constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
501	11'854'000 Corr. du Rhône (OP3)
503	1'215'000 Constr. rtes nat.: acquisition de terrains + études et surveillance (OP1)
562	4'290'000 Subv. aux communes pour corr. cours d'eau et bases de dangers (OP4)
57/67	8'420'000 Subv. féd. redistribuées aux comm. pour corr. cours d'eau (OP4)
660	158'247'000 Subv. féd. constr. rtes nat. (OP1)
	42'123'000 Subv. féd. gros entretien rtes nat. (OP1)
660	18'269'000 Subv. féd. constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
660	9'443'200 Subv. féd. projet 3ème corr. du Rhône (OP3)
662	12'369'500 Part. commun. pour rtes cant. (OP2)
662	147'700 Part. commun. projet 3ème corr. du Rhône (OP3)
669	442'900 Part. de tiers projet 3ème corr. du Rhône (OP3)

SERVICE DES BÂTIMENTS, MONUMENTS ET D'ARCHÉOLOGIE

OP 1 Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat Fr. 22'931'650 net		OP 2 Assurer la connaissance et la conservation du patrimoine bâti et archéologique Fr. 6'952'850 net
GP 11 Etudes et expertises Fr. 583'927 net	GP 12 Constructions Fr. 12'154'492 net	GP 21 Gestion du patrimoine Fr. 6'952'850 net
GP 13 Entretien - aménagement Fr. 10'154'599 net	GP 14 Gestion immobilière Fr. 38'632 net	Total service Fr. 29'884'500 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	20'659'456.25	22'743'500	25'010'300	2'266'800
30 Charges de personnel	4'764'173.60	4'903'200	5'226'200	323'000
31 Biens, services et marchandises	15'581'946.71	17'401'100	19'357'100	1'956'000
33 Amortissements	193.00	0	0	0
36 Subventions accordées	177'444.80	159'500	176'500	17'000
37 Subventions redistribuées	60'162.75	80'300	80'300	0
39 Imputations internes	75'535.39	199'400	170'200	-29'200
4 Revenus de fonctionnement	11'107'804.46	10'443'700	11'348'800	905'100
42 Revenus des biens	1'137'417.35	1'081'900	1'167'800	85'900
43 Contributions	324'196.91	235'400	249'700	14'300
46 Subventions acquises	55'720.80	247'500	221'000	-26'500
47 Subventions à redistribuer	60'162.75	80'300	80'300	0
49 Imputations internes	9'530'306.65	8'798'600	9'630'000	831'400
Charges nettes de fonctionnement	9'551'651.79	12'299'800	13'661'500	1'361'700
5 Dépenses d'investissement	17'622'634.05	17'213'000	20'123'000	2'910'000
50 Investissements propres	14'863'645.60	14'483'000	17'393'000	2'910'000
52 Prêts et participations permanentes	100'000.00	0	0	0
56 Subventions accordées	2'509'777.45	2'610'000	2'610'000	0
57 Subventions redistribuées	149'211.00	120'000	120'000	0
6 Recettes d'investissement	4'043'787.20	2'487'800	3'900'000	1'412'200
66 Subventions acquises	3'894'576.20	2'367'800	3'780'000	1'412'200
67 Subventions à redistribuer	149'211.00	120'000	120'000	0
Dépenses nettes d'investissement	13'578'846.85	14'725'200	16'223'000	1'497'800
Insuffisance de financement	23'130'498.64	27'025'000	29'884'500	2'859'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		25.08	26.08	1.00
Auxiliaires de longue durée		0.50	0.50	0.00

OBJECTIF POLITIQUE 1

Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat du Valais aux divers besoins, et selon les priorités d'utilisation

Sous-objectifs politiques

- 1 Effectuer, en tant qu'expert et service de conseil, les études préalables aux constructions cantonales, conseiller les maîtres d'oeuvre de réalisations publiques subventionnées
- 2 Conduire, superviser et contrôler la réalisation des constructions, conformément à la planification
- 3 Entretien le parc des bâtiments appartenant à l'Etat et tendre à en maintenir la valeur d'usage et la valeur économique
- 4 Gérer la location des immeubles de l'Etat à des tiers, la location de locaux pour les besoins des services et organiser leur nettoyage et conciergerie

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Présentation du message au Grand Conseil concernant les ateliers à l'école professionnelle de Viège
2 Réalisation des études préalables et des concours pour les salles de gymnastique des écoles professionnelles à Brigue, Sion et Martigny
- ad2* 3 Mise en service du Centre national de performance pour les sports de neige au Collège de Brigue (31.08.2007)
4 Mise en chantier de l'abri PBC à la Médiathèque-Valais, avenue de Pratifori, Sion
5 Achat et début des travaux d'assainissement du Collège de la Planta, Sion
6 Début des travaux de renforcement parasismique du Collège des Creusets, Sion
7 Mise en chantier de l'Ecole professionnelle de Viège (extension de l'école)
- ad3* 8 Limitation de la baisse de l'indice Schröder actuel par la mise à disposition de moyens financiers adéquats.
- ad4* 9 Rationalisation et simplification de la refacturation des charges d'immeubles aux utilisateurs

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Respect du crédit budgétaire et des délais pour les études liées aux constructions cantonales			100%	
<i>ad2</i>	2 Nombre de crédits complémentaires sollicités	0	0	0	0
<i>ad3</i>	3 Valeur effective des bâtiments en pourcentage de la valeur à neuf au 31.12.2004 y.c. bâtiments acquis ou construits durant la période quadriennale (valeur de référence 2004 = 79.1%) (cf. remarque)	78	78.1	76.5	-1.6
	4 Valeur du parc immobilier en millions (valeur au 31.12.2004 après introduction des nouveaux bâtiments = 847 mios) (cf. remarque)	838	839	825	-14

OBJECTIF POLITIQUE 2

Connaître, faire connaître, préserver et documenter le patrimoine bâti et archéologique

Sous-objectifs politiques

- 1 Connaître le patrimoine bâti et archéologique, par des inventaires et études, et le faire connaître par des publications, exposés, sensibilisations et visites
- 2 Veiller, dans le respect du principe de subsidiarité, à la préservation, à la conservation et à la documentation des objets du patrimoine en favorisant prioritairement les objets les plus menacés et ceux qui présentent le plus d'intérêt

Mesures prioritaires

- ad2* 1 Poursuite des travaux de restauration de Valère, en vue de l'achèvement de la 4e étape en 2012
2 Poursuite des travaux de recherches archéologiques du Martolet à St- Maurice, en vue de leur achèvement en 2007
3 Prospection archéologique sur le site de Don Bosco à Sion, selon programme jusqu'en 2010

SERVICE DES BÂTIMENTS, MONUMENTS ET D'ARCHÉOLOGIE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Nombre d'objets étudiés ayant fait l'objet d'un rapport dans l'année	60	80	80	0
<i>ad2</i>	2 Nouvelle surface archéologique détectée (en ha)	37	2	20	18
	3 Nombre de chantiers "Monuments" achevés (par année)	19	10	10	0
	4 Nombre de chantiers "sites" subventionnés (par année)	32	45	45	0
	5 Nombre de dossiers "sites" préavisés (par année)	620	520	520	0
	6 Part d'objets PBC (constructions, ensembles bâtis...) possédant une documentation de sécurité	9.4%	9.5%	10%	0.5%

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat	36'750'819	13'819'169	22'931'650
GP11 Etudes et expertises	586'870	2'943	583'927
P1101 Bâtiments de l'Etat	194'506	975	193'531
P1102 Bâtiments subventionnés et expertises	392'364	1'968	390'396
GP12 Constructions	14'950'262	2'795'770	12'154'492
P1201 Bâtiments de services	3'170'705	578'365	2'592'340
503 Abri protection civile Médiathèque Valais, rue Pratifori, Sion	2'500'000		2'500'000
660 Subventions acquises de la Confédération		575'000	-575'000
Autres dépenses / recettes	670'705	3'365	667'340
P1202 Bâtiments d'enseignement	9'178'345	1'706'396	7'471'949
503 Collège de la Planta, Sion	4'000'000		4'000'000
503 Ecole professionnelle de Viège	3'250'000		3'250'000
503 Collège des Creusets, Sion	1'000'000		1'000'000
503 Collège de Brigue	650'000		650'000
660 Subventions acquises de la Confédération		1'315'000	-1'315'000
662 Subventions acquises des communes		390'000	-390'000
Autres dépenses / recettes	278'345	1'396	276'949
P1203 Bâtiments des établissements	2'601'212	511'009	2'090'203
503 Etablissements pénitentiaires	2'000'000		2'000'000
503 Atelier Centre médico-éducatif de la Castalie, Monthey	400'000		400'000
660 Subventions acquises de la Confédération		390'000	-390'000
662 Subventions acquises des communes		120'000	-120'000
Autres dépenses / recettes	201'212	1'009	200'203
GP13 Entretien - aménagement	10'414'219	259'620	10'154'599
P1301 Entretien et aménagement des immeubles	7'954'785	257'316	7'697'469
314 Entretien et aménagement des immeubles	6'300'000		6'300'000
315 Programmes informatiques	160'000		160'000
Autres dépenses / recettes	1'494'785	257'316	1'237'469
P1302 Entretien et aménagement des établissements	2'459'434	2'304	2'457'130
314 Entretien et aménagement des établissements	2'000'000		2'000'000
Autres dépenses / recettes	459'434	2'304	457'130
GP14 Gestion immobilière	10'799'468	10'760'836	38'632
P1401 Transactions et locations des immeubles	9'127'502	8'580'057	547'445
312 Eau, énergie et combustibles	2'490'000		2'490'000
316 Loyers, fermages, redevance d'util.	4'700'000		4'700'000
318 Taxes d'assainissement urbain	681'600		681'600
427 Revenu des immeubles du patrimoine administratif		1'167'800	-1'167'800
490 Imputation des charges d'immeubles aux services		7'409'600	-7'409'600
Autres dépenses / recettes	1'255'902	2'657	1'253'245
P1402 Nettoyage et entretien courant	1'671'966	2'180'779	-508'813
314 Mandats de nettoyage	860'000		860'000
490 Imputations des charges d'immeubles aux services		1'970'400	-1'970'400
Autres dépenses / recettes	811'966	210'379	601'587

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP2 Assurer la connaissance et la conservation du patrimoine bâti et archéologique	8'382'481	1'429'631	6'952'850
GP21 Gestion du patrimoine	8'382'481	1'429'631	6'952'850
P2101 Connaissance du patrimoine	633'401	1'345	632'056
318 Inventaires, publications, reproductions	180'000		180'000
366 Subventions Monuments d'Arts et d'Histoire	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	353'401	1'345	352'056
P2102 Archéologie	2'323'615	227'374	2'096'241
318 Campagne archéologique Don Bosco, Sion	400'000		400'000
318 Campagne archéologique Carrière, St-Léonard	100'000		100'000
318 Campagne archéologique Rue des Remparts, Sion	100'000		100'000
318 Campagne archéologique Martolet, St-Maurice	100'000		100'000
318 Campagne archéologique Projet Interreg, Grd-St-Bernard	90'000		90'000
460 Subventions fédérales diverses		175'000	-175'000
Autres dépenses / recettes	1'533'615	52'374	1'481'241
P2103 Monuments	3'520'140	1'075'816	2'444'324
318 Etudes et analyses complémentaires sur monuments	100'000		100'000
562 Subventions accordées à des communes	150'000		150'000
565 Subventions en faveur de la restauration du Château de Valère, Sion	1'200'000		1'200'000
565 Subventions accordées à des institutions privées	300'000		300'000
566 Subventions accordées aux privés	450'000		450'000
669 Subventions acquises de la Loterie romande		800'000	-800'000
Autres dépenses / recettes	1'320'140	275'816	1'044'324
P2104 Sites	1'433'551	123'397	1'310'154
318 Prestations des rapporteurs de la Commission des sites	60'000		60'000
562 Subventions accordées à des communes	50'000		50'000
564 Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	140'000		140'000
566 Subventions accordées aux privés	300'000		300'000
Autres dépenses / recettes	883'551	123'397	760'154
P2105 Biens culturels	471'774	1'699	470'075
Total	45'133'300	15'248'800	29'884'500

Remarques

OP1, indicateur de performance 3 : Valeur effective des bâtiments :

Pour contrôler l'évolution de l'indice Schroeder en relation avec le budget d'entretien des immeubles, les nouveaux bâtiments sont introduits à la fin de chaque période quadriennale.

La valeur planifiée pour 2005 a été estimée à 80% (y.c. estimation des nouveaux bâtiments) avant de connaître le compte 2004. Or, la valeur effective au 31.12.2004, après introduction des nouveaux bâtiments, était de 79.1%. La valeur planifiée pour 2006 (78.1%) se retrouve en décalage avec la réalisation 2005 (78%). Considérant la perte de valeur prévisible de 1% par année, la valeur planifiée pour 2006 devrait normalement s'élever à 77%.

Pour 2007, l'augmentation de l'enveloppe budgétaire (+ Fr. 1'000'000.-) devrait permettre de réduire la perte de valeur des immeubles à 0.5 %. La valeur 2007 de l'indice Schröder est ainsi fixée à 77% - 0.5% = 76.5%

OP1, indicateur de performance 4 : Valeur du parc immobilier en millions :

L'explication ci-dessus pour l'indicateur de performance 3 vaut de la même manière pour l'indicateur de performance 4.

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

OP 1 Protéger, conserver et gérer la forêt Fr. 5'217'887 net	OP 2 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels Fr. 2'530'045 net	OP 3 Réduire les risques dus aux dangers naturels Fr. 3'576'668 net
GP 11 Conservation des forêts Fr. 1'433'892 net	GP 21 Conservation de la nature Fr. 694'425 net	GP 31 Prévention Fr. 1'019'179 net
GP 12 Gestion forestière Fr. 3'783'995 net	GP 22 Gestion et aménagement des espaces naturels Fr. 1'407'607 net	GP 32 Construction d'ouvrages Fr. 2'557'489 net
	GP 23 Construction et entretien des chemins pédestres Fr. 428'013 net	

Total service**Fr. 11'324'600 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	8'984'154.13	9'875'800	9'637'600	-238'200
30 Charges de personnel	3'595'988.15	3'668'800	3'719'900	51'100
31 Biens, services et marchandises	1'149'482.40	1'144'000	1'200'500	56'500
33 Amortissements	150.00	200	200	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	62'557.85	90'000	90'000	0
36 Subventions accordées	2'058'218.10	2'560'300	2'426'000	-134'300
37 Subventions redistribuées	1'789'679.15	2'262'000	2'075'000	-187'000
38 Attributions aux financements spéciaux	956.40	0	0	0
39 Imputations internes	327'122.08	150'500	126'000	-24'500
4 Revenus de fonctionnement	3'303'518.75	3'969'300	3'743'000	-226'300
42 Revenus des biens	2'734.05	3'000	3'000	0
43 Contributions	745'992.90	995'300	822'000	-173'300
46 Subventions acquises	473'535.40	528'000	587'000	59'000
47 Subventions à redistribuer	1'789'679.15	2'262'000	2'075'000	-187'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	177'269.25	74'600	149'600	75'000
49 Imputations internes	114'308.00	106'400	106'400	0
Charges nettes de fonctionnement	5'680'635.38	5'906'500	5'894'600	-11'900
5 Dépenses d'investissement	25'845'072.20	29'330'000	26'330'000	-3'000'000
50 Investissements propres	0.00	30'000	30'000	0
52 Prêts et participations permanentes	599'802.50	1'000'000	1'000'000	0
56 Subventions accordées	4'768'069.90	5'800'000	5'400'000	-400'000
57 Subventions redistribuées	20'477'199.80	22'500'000	19'900'000	-2'600'000
6 Recettes d'investissement	22'080'174.80	23'500'000	20'900'000	-2'600'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	1'602'975.00	1'000'000	1'000'000	0
67 Subventions à redistribuer	20'477'199.80	22'500'000	19'900'000	-2'600'000
Dépenses nettes d'investissement	3'764'897.40	5'830'000	5'430'000	-400'000
Insuffisance de financement	9'445'532.78	11'736'500	11'324'600	-411'900

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		21.00	23.00	2.00
Auxiliaires de longue durée		2.00	0.00	-2.00

OBJECTIF POLITIQUE 1**Protéger, conserver et gérer la forêt****Sous-objectifs politiques**

- 1 Prévenir les dégâts aux forêts sur la base de l'état de santé et la connaissance des dangers potentiels existants
- 2 Elaborer les bases de planification forestière régionale
- 3 Organiser la gestion de la forêt afin d'assurer durablement ses fonctions, plus spécialement la fonction de protection
 - 3.1 Inciter les propriétaires forestiers à la réalisation de projets sylvicoles et à la création d'infrastructures adéquates
 - 3.2 Promouvoir l'utilisation du bois indigène
 - 3.3 Appuyer la formation forestière à tous les niveaux

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Amélioration de l'état sanitaire de la forêt en général et plus particulièrement dans les forêts de pins
- 2 Poursuite de l'exécution de projets pilotes "EFFOR II" dans le cadre de la péréquation financière Confédération-Cantons
- ad3* 3 Amélioration de la protection incendie des forêts

Indicateurs de performance	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i> 1 Dégâts dus au gibier dans les jeunes forêts (2005: stabilisation)	→	↘	↘	
2 Volume de bois exploité en Valais et commercialisé (2005: 90'000 m3)	→	↗	↗	
<i>ad3</i> 3 Surface forestière traitée dans les projets sylvicoles (2005: 900 ha)	→	↗	↗	
4 Kilomètres de routes forestières rénovées (2005: 1,5 km)	→	→	→	

OBJECTIF POLITIQUE 2**Protéger et mettre en valeur les espaces naturels****Sous-objectifs politiques**

- 1 Maintenir la diversité biologique et paysagère sur l'ensemble du territoire cantonal
- 2 Mettre sous protection les espèces rares et les sites naturels dignes d'intérêt
- 3 Maintenir et développer le réseau cantonal des chemins pédestres
- 4 Gérer et aménager les sites naturels protégés

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Etablissement d'un concept d'information et de communication avec les partenaires économiques et touristiques dans le cadre d'un développement durable
- ad4* 2 Création et entretien du parc naturel à Finges

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad2	1 Surface mise sous protection (2005: 20 ha)	→	↗	↗	
ad3	2 Nombre de projets d'entretien de chemins pédestres (2005: 25)	→	→	→	

OBJECTIF POLITIQUE 3

Réduire les risques dus aux dangers naturels (avalanches, glissement de terrains, érosion, chutes de pierres, glaciers, laves torrentielles, torrents forestiers)

Sous-objectifs politiques

- 1 Identifier et améliorer la connaissance des dangers naturels et de leurs conséquences (avalanches, glissement de terrains, érosion, chutes de pierres, glaciers, laves torrentielles, torrents forestiers)
- 2 Adopter des mesures de prévention permettant de réduire les risques pour la population et les biens
- 3 Diminuer les risques par des aménagements appropriés

Mesures prioritaires

- ad1 1 Elaboration des cartes de danger
2 Mise à jour des cartes de danger existantes
- ad3 3 Renforcement des services d'alerte et de sécurité locaux et régionaux

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Pourcentage des zones à risque cartographiées (2005: 75%)		80%	90%	10%
ad3	2 Pourcentage des zones à hauts risques protégées (2005: 40%)		50%	60%	10%

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP1 Protéger, conserver et gérer la forêt	17'286'958	12'069'071	5'217'887
GP11 Conservation des forêts	1'812'861	378'969	1'433'892
P1101 Autorisations forestières	410'890	211'393	199'497
P1102 Procédures pénales	62'183	10'085	52'098
P1103 Protection forestière	57'949	2'124	55'825
P1104 Constatation forestière	144'009	5'282	138'727
P1105 Planification forestière	472'639	125'703	346'936
318 Effor 2	230'000		230'000
460 Subventions acquises de la Conf.: Effor 2		115'000	-115'000
Autres dépenses / recettes	242'639	10'703	231'936
P1106 Préavis	665'191	24'382	640'809
GP12 Gestion forestière	15'474'097	11'690'102	3'783'995
P1201 Projets sylvicoles et dégâts aux forêts	11'862'016	9'245'733	2'616'283
P1202 Infrastructures	3'003'886	2'393'807	610'079
P1203 Promotion du bois	26'747	281	26'466
P1204 Formation	581'448	50'281	531'167
OP2 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels	4'023'244	1'493'199	2'530'045
GP21 Conservation de la nature	810'103	115'678	694'425
P2101 Mise sous protection	455'579	110'833	344'746
P2102 Etudes et inventaires	319'578	1'636	317'942
364 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: Agenda 21	160'000		160'000
Autres dépenses / recettes	159'578	1'636	157'942
P2103 Surveillance et autorisations	34'946	3'209	31'737
GP22 Gestion et aménagement des espaces naturels	2'784'067	1'376'460	1'407'607
P2201 Gestion et aménagement des espaces naturels	2'784'067	1'376'460	1'407'607
318 Contrats d'exploitation	30'000		30'000
364 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: parc nat. Finges	120'000		120'000
366 Subventions acc. à des pers. phys.: contrats d'exploitation	220'000		220'000
374 Subventions redistrib. à des soc. d'éc. mixte: parc nat. Finges	120'000		120'000
376 Subventions redistrib. à des pers. phys.: contrats d'exploitation	660'000		660'000
460 Subventions acquises de la Conf.: contrats d'exploitation		22'500	-22'500
470 Subventions de la Conf. à redistrib.: parc nat. Finges		120'000	-120'000
470 Subventions de la Conf. à redistrib.: contrats d'exploitation		660'000	-660'000
564 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: parc nat. Finges	400'000		400'000
574 Subventions redistrib. à des soc. d'éc. mixte: parc nat. Finges	200'000		200'000
670 Subventions de la Conf. à redistrib.: parc nat. Finges		200'000	-200'000
Autres dépenses / recettes	1'034'067	373'960	660'107
GP23 Construction et entretien des chemins pédestres	429'074	1'061	428'013
P2301 Construction et entretien	429'074	1'061	428'013
365 Subventions acc. à des instit. privées: VALRANDO	150'000		150'000
562 Subventions acc. à des communes: sentiers pédestres	250'000		250'000
Autres dépenses / recettes	29'074	1'061	28'013

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
OP3 Réduire les risques dus aux dangers naturels	14'657'398	11'080'730	3'576'668
GP31 Prévention	1'390'600	371'421	1'019'179
P3101 Cartes des dangers	276'426	12'898	263'528
P3102 Service d'alarme et prévention	825'858	351'985	473'873
P3103 Etudes et recherches	288'316	6'538	281'778
GP32 Construction d'ouvrages	13'266'798	10'709'309	2'557'489
P3201 Construction et entretien d'ouvrages	13'266'798	10'709'309	2'557'489
Total	35'967'600	24'643'000	11'324'600
Remarques			
P 1201 Projets sylvicoles			
362 - 368 Subventions accordées : dégâts aux forêts		350'000	
372 - 378 Subventions redistribuées : dégâts aux forêts		700'000	
362 - 368 Subventions accordées : réserves forestières		100'000	
372 - 378 Subventions redistribuées : réserves forestières		200'000	
470 Subventions de la Confédération à redistribuer : dégâts aux forêts			700'000
470 Subventions de la Confédération à redistribuer : réserves forestières			200'000
562 - 568 Subventions accordées : mesures sylvicoles		1'750'000	
572 - 578 Subventions redistribuées : mesures sylvicoles		8'060'000	
670 Subventions de la Confédération à redistribuer : mesures sylvicoles			8'060'000

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

OP 1
Protéger l'homme et
l'environnement
Fr. 11'560'800 net

GP 11
Pollution atmosphérique, bruit et
rayonnement
Fr. 1'921'713 net

GP 12
Eaux souterraines, sols, mat.
pierreux et déchets
Fr. 2'713'700 net

GP 13
Eaux de surface et eaux usées
Fr. 6'174'374 net

GP 14
Evaluation et suivi des projets de
construction
Fr. 751'013 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	5'932'905.28	5'907'100	6'305'100	398'000
30 Charges de personnel	3'791'145.10	3'698'700	4'016'900	318'200
31 Biens, services et marchandises	1'527'643.65	1'799'800	1'813'500	13'700
33 Amortissements	2'772.00	0	0	0
36 Subventions accordées	169'103.15	122'800	152'800	30'000
37 Subventions redistribuées	34'826.00	0	0	0
38 Attributions aux financements spéciaux	0.00	0	20'000	20'000
39 Imputations internes	407'415.38	285'800	301'900	16'100
4 Revenus de fonctionnement	1'100'177.55	780'600	1'044'300	263'700
43 Contributions	941'617.55	168'600	457'300	288'700
46 Subventions acquises	75'000.00	570'000	495'000	-75'000
47 Subventions à redistribuer	34'826.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0.00	0	50'000	50'000
49 Imputations internes	48'734.00	42'000	42'000	0
Charges nettes de fonctionnement	4'832'727.73	5'126'500	5'260'800	134'300
5 Dépenses d'investissement	7'870'433.55	14'200'000	12'670'000	-1'530'000
50 Investissements propres	497'103.00	600'000	600'000	0
56 Subventions accordées	5'505'430.55	6'200'000	5'870'000	-330'000
57 Subventions redistribuées	1'867'900.00	7'400'000	6'200'000	-1'200'000
6 Recettes d'investissement	1'867'900.00	7'570'000	6'370'000	-1'200'000
66 Subventions acquises	0.00	170'000	170'000	0
67 Subventions à redistribuer	1'867'900.00	7'400'000	6'200'000	-1'200'000
Dépenses nettes d'investissement	6'002'533.55	6'630'000	6'300'000	-330'000
Insuffisance de financement	10'835'261.28	11'756'500	11'560'800	-195'700
RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		27.60	29.60	2.00

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

OBJECTIF POLITIQUE	
Veiller à la protection de la population et des ressources naturelles contre les atteintes nuisibles ou incommodantes en s'appuyant sur les dispositions fédérales et cantonales en matière de protection de l'air, des eaux, du sol, de protection contre le bruit et le rayonnement non ionisant ainsi qu'en matière d'élimination des déchets	
Sous-objectifs politiques	
1	Surveiller et évaluer la qualité de l'air, des eaux et du sol
2	Contrôler la conformité des installations stationnaires et des chantiers en matière de pollution atmosphérique, de bruit, de rayonnement non ionisant, de gestion des déchets, de protection des eaux et du sol
3	Veiller à l'établissement des différents cadastres, registres et plans d'assainissement, à la gestion des eaux, des déchets, des matériaux terreux et pierreux dans un souci de coordination
4	Evaluer les rapports d'impact sur l'environnement en coordination matérielle avec les autres services concernés et, à la demande de l'autorité compétente, vérifier la conformité des projets de construction aux aspects de la protection de l'homme et de l'environnement de la compétence du SPE
5	Coordonner la planification et assurer le subventionnement de l'assainissement des sites contaminés, des installations d'évacuation et de traitement des eaux usées, ainsi que des installations de traitement des déchets
6	Informier et conseiller la population, les communes, les exploitants et les maîtres d'œuvre, collaborer avec les organisations économiques pour assurer une protection adéquate de l'environnement
Mesures prioritaires	
<i>ad1</i>	1 Renouvellement et adaptation du réseau RESIVAL (surveillance de l'air en Valais) aux nouvelles problématiques environnementales
<i>ad2</i>	2 Maintien du contrôle des émissions dans l'air et les eaux 3 Etablissement d'une surveillance systématique des antennes de téléphonie mobile afin de répondre aux préoccupations de la population et soulager les communes dans leur tâche de contrôle
<i>ad3</i>	4 Mise à jour d'ici 2007 du plan cantonal de gestion des déchets 1996 5 Mise à jour et concrétisation du plan cantonal de mesures contre la pollution de l'air (forum de l'air) pour la période 2007-2012
<i>ad4</i>	6 Etablissement rapide des préavis requis pour les projets de construction
<i>ad5</i>	7 Conseil, suivi et subventionnement des plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) en vue d'une meilleure gestion de l'évacuation des eaux de pluie et du traitement des eaux usées 8 Planification et contrôle des investigations sur les sites pollués en procédant selon la liste des priorités du cadastre cantonal ; si nécessaire, contrôle de leur assainissement

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
<i>ad1</i>	1 Nombre d'analyseurs en continu permettant la surveillance dans l'air des polluants actuellement les plus problématiques pour la santé publique		33	35	2
	2 Nombre d'échantillons analysés (eaux usées, eaux souterraines et de surface, divers)		900	800	-100
<i>ad2</i>	3 Nombre de visites de conseil ou de contrôles d'installations		800	800	0
<i>ad4</i>	4 Pour les projets soumis à étude d'impact, pourcentage des dossiers traités dans les délais administratifs prévus (1 mois pour l'enquête préliminaire et 2 mois pour le rapport d'impact dès réception des préavis des services consultés)		80%	80%	0%
	5 Pour les projets non soumis à étude d'impact, pourcentage des préavis transmis dans le mois suivant la réception du dossier complet		80%	80%	0%
<i>ad5</i>	6 Projets des communes : pourcentage des dossiers de subventionnement et d'adjudication traités et transmis à l'autorité compétente dans les 2 mois pour les décisions du Département ou du Conseil d'Etat, respectivement dans les 4 mois pour les décisions du Grand Conseil		80%	80%	0%

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Pollution atmosphérique, bruit et rayonnement	2'760'129	838'416	1'921'713
P1101 Evaluation de la qualité de l'air ambiant	1'424'209	620'854	803'355
318 Etudes sur la provenance, la nature chimique et la toxicité des poussières fines en Valais	48'000		48'000
460 Remboursement frais de fonctionnement par l'OFROU		400'000	-400'000
660 Remboursement des investissements par l'OFROU		170'000	-170'000
Autres dépenses / recettes	1'376'209	50'854	1'325'355
P1102 Surveillance des rejets et mesures curatives	800'899	143'215	657'684
318 Etudes sur le plan cantonal de mesures selon l'OPair	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	700'899	143'215	557'684
P1103 Bruit et rayonnement non-ionisant	535'021	74'347	460'674
GP12 Eaux souterraines, sols, mat. pierreux et déchets	4'093'527	1'379'827	2'713'700
P1201 Evaluation de la qualité des eaux sout. et du sol	286'548	13'210	273'338
P1202 Gestion des eaux sout., captages et mat. pierreux	625'405	29'060	596'345
P1203 Gestion des déchets et sites pollués, subventions	3'181'574	1'337'557	1'844'017
562 Subv. cant. traitement des déchets	970'000		970'000
562 Subv. cant. sites pollués	250'000		250'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - traitement des déchets	970'000		970'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - sites pollués	250'000		250'000
670 Subv. féd. à redistribuer - sites pollués		250'000	-250'000
670 Subv. féd. à redistribuer - traitement des déchets		970'000	-970'000
Autres dépenses / recettes	741'574	117'557	624'017
GP13 Eaux de surface et eaux usées	11'318'913	5'144'539	6'174'374
P1301 Evaluation de la qualité des eaux de surface	322'898	11'889	311'009
P1302 Protection et gestion des eaux de surface	673'093	26'418	646'675
314 Elimination des bois à l'embouchure du Rhône	165'000		165'000
Autres dépenses / recettes	508'093	26'418	481'675
P1303 Gestion des eaux usées et subventions	10'322'922	5'106'232	5'216'690
562 Subv. cant. évacuation et traitement des eaux	4'650'000		4'650'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - assainissement	4'980'000		4'980'000
670 Subv. féd. à redistrib. - assainissement		4'980'000	-4'980'000
Autres dépenses / recettes	692'922	126'232	566'690
GP14 Evaluation et suivi des projets de construction	802'531	51'518	751'013
P1401 Coordination et évaluation des projets EIE	235'202	14'531	220'671
P1402 Préavis de synthèse des projets non soumis à EIE	464'060	30'382	433'678
P1403 Suivi des chantiers et conseil	103'269	6'605	96'664
Total	18'975'100	7'414'300	11'560'800

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

OP 1
Maîtriser la sécurité des denrées,
des produits toxiques, les
épizooties et protéger les animaux
Fr. 3'104'100 net

GP 11
Denrées alimentaires et objets
usuels
Fr. 1'830'150 net

GP 12
Piscines, toxiques, substances
dangereuses
Fr. 130'776 net

GP 13
Santé animale et protection des
animaux
Fr. 1'143'174 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2005	Budget 2006	Budget 2007	Ecart 06/07
3 Charges de fonctionnement	4'645'561.25	5'091'700	4'735'800	-355'900
30 Charges de personnel	3'341'070.55	3'588'700	3'509'700	-79'000
31 Biens, services et marchandises	904'634.02	980'000	1'072'400	92'400
33 Amortissements	7'376.45	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	2'899.50	3'000	3'000	0
36 Subventions accordées	17'000.00	0	0	0
37 Subventions redistribuées	8'600.00	20'000	20'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	192'174.45	217'000	0	-217'000
39 Imputations internes	171'806.28	283'000	130'700	-152'300
4 Revenus de fonctionnement	1'695'577.54	1'798'700	1'731'700	-67'000
41 Patentes et concessions	19'182.30	20'000	19'000	-1'000
42 Revenus des biens	12.10	0	0	0
43 Contributions	888'940.67	782'900	894'600	111'700
46 Subventions acquises	364'938.00	350'000	350'000	0
47 Subventions à redistribuer	8'600.00	20'000	20'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	55'782.95	40'000	0	-40'000
49 Imputations internes	358'121.52	585'800	448'100	-137'700
Charges nettes de fonctionnement	2'949'983.71	3'293'000	3'004'100	-288'900
5 Dépenses d'investissement	78'934.90	80'000	100'000	20'000
50 Investissements propres	78'934.90	80'000	100'000	20'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	78'934.90	80'000	100'000	20'000
Insuffisance de financement	3'028'918.61	3'373'000	3'104'100	-268'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
Fonctionnaires		20.30	20.70	0.40

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

OBJECTIF POLITIQUE	
Promouvoir la sécurité des denrées alimentaires, contrôler le commerce des substances dangereuses, lutter contre les épizooties, veiller au bien être des animaux et contrôler la population canine conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales	
Sous-objectifs politiques	
1	Veiller et promouvoir à la sécurité des denrées alimentaires, des objets usuels et protéger le consommateur contre la tromperie
1.1	Assurer, par des inspections, la production et la manutention des denrées alimentaires dans de bonnes conditions d'hygiène (entreprises alimentaires, commerces, contrôle des vendanges, distributeurs d'eau)
1.2	Disposer en permanence des compétences analytiques nécessaires à la protection du consommateur
1.3	Poursuivre le développement du pôle de compétence intercantonal dans le domaine de l'authenticité des denrées alimentaires
1.4	Contribuer au développement des AOC valaisannes et en contrôler la conformité
1.5	Lutter contre les épizooties et les maladies transmissibles à l'homme
1.6	Veiller au respect de l'intégrité de l'animal (conditions de détention, de transport et d'abattage, substances inhibitrices)
2	Contrôler le marché des toxiques et des substances dangereuses dans le but de protéger l'homme et son milieu de vie
2.1	Assurer par contrôles, délivrance d'autorisations et information, la protection de la population et de son environnement contre les toxiques et les substances dangereuses
2.2	Protéger la santé des baigneurs en garantissant l'hygiène générale des installations de bains publics et en prévenant la transmission d'agents pathogènes
2.3	Mettre à disposition des états-majors cantonaux de crise les compétences scientifiques requises en cas de catastrophe atomique, bactériologique et chimique (ABC), particulièrement dans le domaine des denrées alimentaires
3	Veiller à la sécurité des personnes relativement aux chiens dangereux ou potentiellement dangereux
Mesures prioritaires	
ad1	1 Maintien de la reconnaissance des capacités scientifiques du Laboratoire cantonal valaisan (accréditation, pôle de compétences, etc)
	2 Amélioration de l'efficacité des contrôles et des inspections, notamment dans le domaine des eaux potables
	3 Regroupement au Laboratoire cantonal des tâches de contrôle en relation avec la protection des consommateurs
	4 Elaboration d'une nouvelle loi cantonale sur les épizooties
ad2	5 Adaptation des activités du Laboratoire cantonal aux modifications législatives fédérales en cours dans le domaine des toxiques (nouvelle loi sur les produits chimiques)

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

Indicateurs de performance		Réalisé 2005	Planifié 2006	Planifié 2007	Ecart 06/07
ad1	1 Nombre d'inspections effectuées par l'inspectorat des denrées alimentaires (en 2005: 1159)		1'300	1'300	0
	2 Nombre d'analyses microbiologiques et chimiques (en 2005: 6562)		5'800	6'300	500
	3 Nombre d'oppositions aux mesures prises en cas de non conformité (en 2005: 5 sur 1077)		10	10	0
	4 Exploitations à contrôler concernant l'usage des produits thérapeutiques chez les animaux de rente et la traçabilité du trafic du bétail à onglons (10 % des détentions de bovins du canton) (en 2005: 130)			→	
	5 Nombre de contrôle par prélèvement de sang (bovins, caprins, ovins) (en 2005: 5352) (planifié en 2006: 4200)			4'200	
	6 Notifications de contrôles effectués lors de l'abattages (en 2005: 13153) (planifié en 2006: 14000)			13'000	
ad3	7 Nombre de classes visitées dans le cadre du programme de prévention contre les accidents par morsure (programme PAM) (en 2005: 120) (planifié en 2006: 150)			→	
	8 Nombre d'annonces de cas d'agression par des chiens (en 2005: 48 annonces suivies de 25 examens du comportement et de 23 autres cas avec mesures diverses. Cf remarque sous informations complémentaires*)			↗	

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2007
GP11 Denrées alimentaires et objets usuels	3'194'087	1'363'937	1'830'150
P1101 Inspection denrées alimentaires et objets usuels	932'829	345'373	587'456
P1102 Analyse des denrées alimentaires et objets usuels	1'734'281	651'097	1'083'184
313 Fournitures, produits et matériel de laboratoire	115'000		115'000
506 Investissement appareils scientifiques	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	1'519'281	651'097	868'184
P1103 Contrôle des vendanges	526'977	367'467	159'510
460 Subventions acquises de la Confédération pour les vendanges		350'000	-350'000
Autres dépenses / recettes	526'977	17'467	509'510
GP12 Piscines, toxiques, substances dangereuses	317'315	186'539	130'776
P1201 Surveillance: toxiques et substances dangereuses	175'925	25'732	150'193
P1202 Inspection des piscines et analyse de l'eau	130'587	159'430	-28'843
P1203 Protection atomique et chimique	10'803	1'377	9'426
GP13 Santé animale et protection des animaux	1'324'398	181'224	1'143'174
P1301 Haute surveillance police des épizooties	808'825	88'473	720'352
301 Traitement des auxiliaires et temporaires (vétérinaires, inspecteurs des ruchers)	140'000		140'000
313 Vaccins et médicaments	78'000		78'000
318 Elimination des déchets animaux (GZM, Nessier)	280'000		280'000
318 Campagnes de surveillance	142'000		142'000
410 Patentes commerces (MB)		19'000	-19'000
Autres dépenses / recettes	168'825	69'473	99'352
P1302 Surveillance des professions vétérinaires	9'530	3'445	6'085
P1303 Protection des animaux	393'199	70'920	322'279
301 Programme PAM, Traitement des auxiliaires et temporaires	165'000		165'000
Autres dépenses / recettes	228'199	70'920	157'279
P1304 Contrôle des animaux vivants / abattage	112'844	18'386	94'458
301 Contrôleurs des viandes	50'000		50'000
Autres dépenses / recettes	62'844	18'386	44'458
Total	4'835'800	1'731'700	3'104'100
Remarques			
<p>* Indicateur de performance 8: Les 23 cas de mesures autres sont des transmissions au canton de domicile, des avertissements et des vérifications de l'euthanasie spontanée par le propriétaire. Les annonces rendues obligatoires par la législation ainsi que l'évolution de la sensibilité populaire sont des facteurs qui laissent prévoir une augmentation.</p>			

Charges et revenus comptables		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
<u>CHARGES ET REVENUS COMPTABLES</u>					
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	153'762'809.70	154'218'000	149'801'100	-4'416'900
332	Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	74'232'600.00		23'083'700	23'083'700
690	Report au bilan	122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800
Total charges		227'995'409.70	154'218'000	172'884'800	18'666'800
Total revenus		122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800
Excédent de revenus		-105'857'611.48	-2'207'300	13'938'700	16'146'000

Récapitulation générale

Compte 2005
Fr.Budget 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Ecart 06/07
Fr.**CHARGES ET REVENUS PAR NATURE****COMPTE DE FONCTIONNEMENT****CHARGES****Charges de personnel**

300	Traitements des autorités, commissions et juges	12'828'366.30	13'689'000	13'898'300	209'300
301	Personnel administratif et d'exploit.	276'062'067.50	284'115'100	294'392'900	10'277'800
302	Traitements du personnel enseignant	125'525'983.95	127'385'300	135'025'400	7'640'100
303	Assurances sociales	37'356'050.20	38'524'600	40'262'900	1'738'300
304	Caisse de pensions et de prévoyance	42'388'601.40	43'909'000	62'071'600	18'162'600
305	Assurance-maladie et accidents	2'318'034.85	2'465'400	2'770'900	305'500
306	Prestations en nature	58'378.45	19'500	7'500	-12'000
307	Prestations aux retraités	6'486'585.40	6'254'400	6'775'500	521'100
308	Personnel temporaire	853'759.25	873'500	1'329'000	455'500
309	Autres charges de personnel	1'803'807.85	2'953'900	2'789'700	-164'200
Total		505'681'635.15	520'189'700	559'323'700	39'134'000

Biens, services et marchandises

310	Fourn. bureau, imprimés, mat. d'enseign.	10'389'671.05	11'265'200	11'873'400	608'200
311	Mobilier, machines et véhicules	8'806'111.08	10'839'400	11'028'300	188'900
312	Eau, énergie et combustibles	7'044'373.62	7'345'000	8'075'400	730'400
313	Autres marchandises	23'012'473.16	20'998'800	23'383'800	2'385'000
314	Prestations de tiers pour entretien imm.	45'407'464.21	47'250'400	46'638'700	-611'700
315	Prestations tiers entretien objets mob.	5'513'583.18	6'597'800	7'318'900	721'100
316	Loyers, fermages, redevance d'util.	18'185'055.07	20'229'900	18'971'800	-1'258'100
317	Dédommagements	7'628'542.78	8'761'100	9'257'600	496'500
318	Honoraires et prestations de service	49'584'792.45	54'933'400	58'861'400	3'928'000
319	Autres frais	1'841'717.18	2'069'000	2'209'800	140'800
Total		177'413'783.78	190'290'000	197'619'100	7'329'100

Intérêts passifs

320	Intérêts passifs sur les engagements courants	108'878.86	17'500		-17'500
321	Intérêts passifs sur les dettes à court terme	1'593'403.09	707'000	1'457'000	750'000
322	Intérêts passifs sur les dettes à moyen et long terme	48'122'165.89	39'140'000	33'000'000	-6'140'000
323	Intérêts passifs sur les dettes envers des entités particulières	51'724.70	50'000	50'000	0
329	Autres intérêts passifs	3'456'773.40	5'000'000	1'200'000	-3'800'000
Total		53'332'945.94	44'914'500	35'707'000	-9'207'500

Amortissements

330	Amortissements du patrimoine financier	15'814'354.35	15'157'200	14'690'300	-466'900
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	153'762'809.70	154'218'000	149'801'100	-4'416'900
332	Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	74'232'600.00		23'083'700	23'083'700
Total		243'809'764.05	169'375'200	187'575'100	18'199'900

Parts et contributions sans affectation

340	Parts de recettes destinées à des communes	21'541'891.08	18'722'000	21'412'000	2'690'000
341	Contributions à des communes	18'133'320.00	17'100'000	17'860'000	760'000
342	Contributions à des administrations étrangères		1'300'000		-1'300'000
Total		39'675'211.08	37'122'000	39'272'000	2'150'000

Dédommagements à des collectivités publiques

350	Dédommagements à la Confédération	3'444'802.45	4'040'900	4'069'600	28'700
351	Dédommagements à des cantons	67'666'417.10	71'122'900	72'552'400	1'429'500
352	Dédommagements à des communes	1'001'276.70	1'051'000	1'042'000	-9'000
Total		72'112'496.25	76'214'800	77'664'000	1'449'200

Récapitulation générale		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
Subventions accordées					
360	Subventions accordées à la Confédération	49'843'862.55	50'113'600	52'244'000	2'130'400
361	Subventions accordées à des cantons	4'256'034.15	5'053'400	4'821'700	-231'700
362	Subventions accordées à des communes	201'960'922.95	191'772'000	214'397'200	22'625'200
363	Subventions accordées à de propres établissements	5'765'723.00	6'151'700	5'406'900	-744'800
364	Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	286'614'830.03	304'371'800	315'470'400	11'098'600
365	Subventions accordées à des institutions privées	97'515'519.24	107'903'500	111'202'300	3'298'800
366	Subventions accordées à des personnes physiques	249'304'949.37	260'515'600	276'009'000	15'493'400
367	Subventions accordées à l'étranger	471'880.37	205'800	62'300	-143'500
368	Subventions accordées à des bourgeoisies	477'602.35	600'000	440'000	-160'000
Total		896'211'324.01	926'687'400	980'053'800	53'366'400
Subventions redistribuées					
371	Subventions redistribuées à des cantons	899'621.70		700'000	700'000
372	Subventions redistribuées à des communes	347'313.70	622'000	845'000	223'000
374	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte	13'336'897.15	12'540'000	13'785'000	1'245'000
375	Subventions redistribuées à des institutions privées	3'376'785.50	3'595'000	3'504'100	-90'900
376	Subventions redistribuées à des personnes physiques	106'863'845.45	109'548'300	110'120'300	572'000
378	Subventions redistribuées à des bourgeoisies	794'968.10	980'000	660'000	-320'000
Total		125'619'431.60	127'285'300	129'614'400	2'329'100
Attributions aux financements spéciaux					
380	Attributions aux financements spéciaux	75'098'588.15	54'588'000	48'106'200	-6'481'800
Total		75'098'588.15	54'588'000	48'106'200	-6'481'800
Imputations internes					
390	Imputations internes	121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800
Total		121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800

Récapitulation générale

Compte 2005
Fr.Budget 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Ecart 06/07
Fr.**COMPTE DE FONCTIONNEMENT****REVENUS****Impôts**

400	Impôts sur le revenu et la fortune	645'417'039.43	619'600'000	654'400'000	34'800'000
401	Impôts sur le bénéfice et le capital	86'436'688.10	76'544'000	83'544'000	7'000'000
402	Impôts fonciers	17'371'958.39	10'650'000	18'000'000	7'350'000
403	Impôts sur les gains en capital	20'352'632.80	15'000'000	20'000'000	5'000'000
404	Droits de mutation et de timbre	54'774'008.71	51'865'200	54'706'000	2'840'800
405	Impôts sur les successions et donations	10'857'872.95	12'000'000	11'000'000	-1'000'000
406	Impôts sur la propriété et la dépense	48'660'015.78	48'410'000	50'148'700	1'738'700
408	Impôt spécial sur les forces hydrauliques	59'763'398.55	66'250'000	64'500'000	-1'750'000
409	Amendes fiscales	230'718.40	800'000	300'000	-500'000
Total		943'864'333.11	901'119'200	956'598'700	55'479'500

Patentes et concessions

410	Patentes et concessions	171'500'991.50	149'418'000	152'300'000	2'882'000
Total		171'500'991.50	149'418'000	152'300'000	2'882'000

Revenus des biens

420	Banques	160'176.97	57'500	23'700	-33'800
421	Revenus des créances	3'601'214.63	7'204'300	4'755'000	-2'449'300
422	Revenus des capitaux du patrimoine financier	3'644'025.68	4'030'000	2'000'000	-2'030'000
423	Revenus des immeubles du patrimoine financier	1'550'642.17	1'516'000	1'497'000	-19'000
424	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	9'722'991.89	125'000	135'000	10'000
425	Revenus des prêts du patrimoine administratif	10'087'717.45	8'323'900	3'211'600	-5'112'300
426	Revenus des participations permanentes du patrimoine administratif	10'928'266.59	10'169'600	9'692'600	-477'000
427	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	5'249'917.55	4'596'900	5'241'800	644'900
429	Autres revenus	2'639'746.38	2'876'100	2'556'000	-320'100
Total		47'584'699.31	38'899'300	29'112'700	-9'786'600

Contributions

430	Contributions de remplacement	387'290.80	400'000	380'000	-20'000
431	Emoluments administratifs	56'576'804.40	53'745'400	56'657'600	2'912'200
432	Recettes hospitalières et d'établ. spéc.	7'696'856.89	7'611'000	7'641'700	30'700
433	Ecolages	7'245'788.00	7'681'300	8'159'500	478'200
434	Autres redevances	6'144'052.19	6'778'100	6'114'400	-663'700
435	Ventes	12'830'853.09	12'655'700	12'083'500	-572'200
436	Dédommagements de tiers	29'089'616.03	25'276'400	56'684'800	31'408'400
437	Amendes	8'706'059.83	9'040'500	8'990'500	-50'000
438	Prestations internes pour les investissements	3'299'602.90	2'702'700	3'284'600	581'900
439	Autres contributions	11'227'758.55	5'929'000	6'543'000	614'000
Total		143'204'682.68	131'820'100	166'539'600	34'719'500

Parts à des recettes et à des contributions sans affectation

440	Part à des recettes fédérales	361'460'573.74	377'182'000	398'670'000	21'488'000
Total		361'460'573.74	377'182'000	398'670'000	21'488'000

Dédommagements de collectivités publiques

450	Dédommagements de la Confédération	30'342'027.99	30'783'600	27'674'500	-3'109'100
451	Dédommagements de cantons	30'288'741.04	29'623'200	31'729'000	2'105'800
452	Dédommagements de communes	15'366'310.25	15'078'000	17'929'700	2'851'700
Total		75'997'079.28	75'484'800	77'333'200	1'848'400

Récapitulation générale		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
Subventions acquises					
460	Subventions acquises de la Confédération	232'111'089.89	237'248'900	248'607'400	11'358'500
461	Subventions acquises de cantons	2'589'325.65	900'000	1'500'000	600'000
462	Subventions acquises de communes	74'628'971.25	80'697'300	81'165'400	468'100
463	Subventions acquises des propres établissements	1'517'177.35	1'391'500	1'186'400	-205'100
469	Autres subventions acquises	30'995'715.44	30'040'100	30'882'100	842'000
Total		341'842'279.58	350'277'800	363'341'300	13'063'500
Subventions à redistribuer					
470	Subventions de la Confédération à redistribuer	111'742'033.90	115'465'300	116'054'400	589'100
471	Subventions de cantons à redistribuer	13'877'397.70	11'820'000	13'560'000	1'740'000
Total		125'619'431.60	127'285'300	129'614'400	2'329'100
Prélèvements sur les financements spéciaux					
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	32'342'015.72	6'436'600	5'938'600	-498'000
Total		32'342'015.72	6'436'600	5'938'600	-498'000
Imputations internes					
490	Imputations internes	121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800
Total		121'907'184.32	94'678'900	112'623'700	17'944'800

Récapitulation générale

Compte 2005
Fr.Budget 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Ecart 06/07
Fr.**COMPTE DES INVESTISSEMENTS****DEPENSES****Investissements propres**

500	Terrains non bâtis	44'976.35	125'000	130'000	5'000
501	Ouvrages de génie civil	189'083'824.56	255'572'700	291'312'600	35'739'900
503	Terrains bâtis	15'567'421.00	18'937'000	40'685'000	21'748'000
506	Mobilier, machines et véhicules	9'165'091.94	10'334'200	12'450'500	2'116'300
509	Autres biens	2'047'673.89	1'011'000	2'830'000	1'819'000
Total		215'908'987.74	285'979'900	347'408'100	61'428'200

Prêts et participations permanentes

522	Prêts et participations permanentes aux communes	3'269'536.45	2'250'000	750'000	-1'500'000
524	Sociétés d'économie mixte	13'191'192.00	32'131'000	35'902'700	3'771'700
525	Prêts et participations permanentes aux institutions privées	22'256'414.45	6'000'000	6'500'000	500'000
526	Prêts et participations permanentes aux personnes physiques	14'530'121.70	16'900'000	15'600'000	-1'300'000
528	Prêts et participations permanentes aux bourgeoisies	804'302.50	1'250'000	950'000	-300'000
Total		54'051'567.10	58'531'000	59'702'700	1'171'700

Subventions accordées

560	Subventions accordées à la Confédération	20'000.00			
562	Subventions accordées à des communes	24'391'710.25	33'182'400	31'451'600	-1'730'800
563	Subventions accordées à de propres établissements	13'058.35			
564	Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	32'065'686.01	39'922'600	29'874'000	-10'048'600
565	Subventions accordées à des institutions privées	9'491'786.30	10'728'500	11'975'400	1'246'900
566	Subventions accordées à des personnes physiques	7'375'591.35	7'901'600	8'823'500	921'900
568	Subventions accordées à des bourgeoisies	1'846'240.85	877'100	852'800	-24'300
Total		75'204'073.11	92'612'200	82'977'300	-9'634'900

Subventions redistribuées

572	Subventions redistribuées à des communes	22'296'621.40	55'325'100	45'893'200	-9'431'900
573	Subventions redistribuées à de propres établissements	87'504.70			
574	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte	13'866.45	660'000	650'000	-10'000
575	Subventions redistribuées à des institutions privées	2'714'973.30	2'458'100	1'859'700	-598'400
576	Subventions redistribuées à des personnes physiques	2'801'918.50	1'713'200	1'900'900	187'700
578	Subventions redistribuées à des bourgeoisies	8'294'444.05	3'583'400	3'171'600	-411'800
Total		36'209'328.40	63'739'800	53'475'400	-10'264'400

Récapitulation générale		Compte 2005 Fr.	Budget 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Ecart 06/07 Fr.
COMPTE DES INVESTISSEMENTS					
RECETTES					
Transferts au patrimoine financier					
606	Transferts de mobilier, de machines et de véhicules au patrimoine financier	4'560.00			
609	Autres biens transférés au patrimoine financier	2'500'000.00			
Total		2'504'560.00			
Remboursements de prêts et de participations permanentes					
622	Remboursements de prêts et de participations permanentes de communes	10'030'508.73	2'265'000	1'265'000	-1'000'000
624	Remboursements de prêts et de participations permanentes de sociétés d'économie mixte	21'654'022.00	38'182'200	28'667'400	-9'514'800
625	Remboursements de prêts et de participations permanentes d'institutions privées	12'512'860.30	3'234'400	3'234'400	0
626	Remboursements de prêts et de participations permanentes de personnes physiques	19'208'469.35	19'230'000	17'635'000	-1'595'000
628	Remboursements de prêts et de participations permanentes de bourgeoisies	1'106'207.00	1'140'000	1'140'000	0
Total		64'512'067.38	64'051'600	51'941'800	-12'109'800
Facturation à des tiers					
633	Facturations à des tiers de terrains bâtis	269'731.50			
Total		269'731.50			
Remboursement de subventions accordées					
645	Institutions privées	-13'110.75			
646	Remboursement de personnes physiques de subventions accordées	277'755.40	180'000	105'000	-75'000
Total		264'644.65	180'000	105'000	-75'000
Subventions acquises					
660	Subventions acquises de la Confédération	135'256'099.77	202'901'400	232'011'700	29'110'300
661	Cantons	82'752.45			
662	Subventions acquises des communes	14'911'708.57	12'127'300	13'487'200	1'359'900
663	Subventions acquises des propres établissements	101'000.00			
669	Autres subventions acquises	5'124'265.41	5'852'100	5'718'900	-133'200
Total		155'475'826.20	220'880'800	251'217'800	30'337'000
Subventions à redistribuer					
670	Subventions de la Confédération à redistribuer	36'209'328.40	63'739'800	53'475'400	-10'264'400
Total		36'209'328.40	63'739'800	53'475'400	-10'264'400
Report au bilan des dépenses					
690	Report au bilan	122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800
Total		122'137'798.22	152'010'700	186'823'500	34'812'800



PROJET DE BUDGET 2008



TABLE DES MATIERES

MESSAGE	1*
PROJET DE DECISION.....	34*
COMPTE ADMINISTRATIF	1
RESULTATS	2
APERCU GENERAL.....	3
POUVOIR LEGISLATIF	4
Grand Conseil.....	5
POUVOIR EXECUTIF	8
Conseil d'Etat.....	9
Préfectures	10
POUVOIR JUDICIAIRE.....	11
Tribunaux cantonaux	12
Ministère public.....	13
SERVICES DE LA PRESIDENCE	14
Chancellerie d'Etat.....	15
Information.....	18
Inspection des finances	21
FINANCES, INSTITUTIONS ET SECURITE	22
Administration cantonale des finances	23
Service des contributions.....	27
Service du personnel et de l'organisation	29
Service juridique des finances et du personnel.....	32
Service cantonal de l'informatique	35
Service des affaires intérieures.....	39
Service administratif et juridique des institutions	42
Offices des poursuites et faillites étatisés	45
Secrétariat à l'égalité et à la famille	48
Police cantonale	51
Service de l'état civil et des étrangers.....	55
Etablissements pénitentiaires	59
Service de la circulation routière et de la navigation.....	62
Service de la sécurité civile et militaire	65
Service de la chasse, de la pêche et de la faune.....	68

SANTE, AFFAIRES SOCIALES ET ENERGIE.....	71
Service de la santé publique.....	72
Service de l'action sociale.....	78
Centre Médico-éducatif de la Castalie	81
Service social de protection des travailleurs et des relations du travail.....	84
Service de l'énergie et des forces hydrauliques.....	87
Subventionnement des assurances sociales	92
EDUCATION, CULTURE ET SPORT.....	93
Service administratif et juridique	94
Service cantonal de la jeunesse	98
Service de la formation tertiaire	102
Service de l'enseignement.....	107
Service de la formation professionnelle	111
Service de la culture	117
ECONOMIE ET TERRITOIRE.....	121
Service administratif et juridique	122
Service de l'économie et du tourisme	125
Service de l'industrie, du commerce et du travail.....	131
Service de l'agriculture.....	136
Service de l'aménagement du territoire	142
Service des registres fonciers et de la géomatique	145
TRANSPORTS, EQUIPEMENT ET ENVIRONNEMENT	148
Service administratif et juridique	149
Service des transports	153
Service des routes et des cours d'eau	158
Service des bâtiments, monuments et d'archéologie.....	166
Service des forêts et du paysage.....	171
Service de protection de l'environnement	178
Laboratoire cantonal et affaires vétérinaires	182
CHARGES ET REVENUS COMPTABLES.....	186
RECAPITULATION GENERALE.....	187
Charges de fonctionnement.....	187
Revenus de fonctionnement	189
Dépenses d'investissement	191
Recettes d'investissement	192



MESSAGE

Message **concernant le projet de budget de l'Etat du Valais pour l'année 2008**

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

au

Grand Conseil

Monsieur le Président,
 Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers, le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de budget pour l'année 2008.

1. APERCU GENERAL

Compte de fonctionnement

Recettes :

Recettes
 Imputations internes

Dépenses :

Dépenses
 Imputations internes

Marge d'autofinancement

Amortissements ordinaires

Excédent de revenus

Amortissements supplémentaires

Excédent de revenus après amortissements supplémentaires

Compte des investissements

Dépenses d'investissements
 Recettes d'investissements
 Investissements nets

Financement

Marge d'autofinancement
 Investissements nets

Excédent de financement

Degré d'autofinancement

Budget 2007		Budget 2008	
Fr.	2'279'448'500	Fr.	2'377'947'600
Fr.	112'623'700	Fr.	115'165'000
Fr.	2'079'250'500	Fr.	2'182'002'200
Fr.	112'623'700	Fr.	115'165'000
Fr.	200'198'000	Fr.	195'945'400
Fr.	149'801'100	Fr.	129'367'100
Fr.	50'396'900	Fr.	66'578'300
Fr.	23'083'700	Fr.	20'627'000
Fr.	27'313'200	Fr.	45'951'300
Fr.	543'563'500	Fr.	594'084'500
Fr.	356'740'000	Fr.	406'098'900
Fr.	186'823'500	Fr.	187'985'600
Fr.	200'198'000	Fr.	195'945'400
Fr.	186'823'500	Fr.	187'985'600
Fr.	13'374'500	Fr.	7'959'800
107.16%		104.23%	

2. LE BUDGET 2008 DANS LES GRANDES LIGNES

2.1 Un projet de budget dans les chiffres noirs et conforme aux dispositions constitutionnelles et légales relatives au double frein aux dépenses et à l'endettement

Le budget 2008 s'inscrit dans un contexte économique favorable permettant d'envisager des croissances positives pour l'année à venir, notamment dans le domaine des recettes.

Aussi le budget qui vous est présenté boucle-t-il avec des résultats positifs, aussi bien dans le compte de fonctionnement qu'en ce qui concerne le financement.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 2'493,1 millions de francs et un total de charges, sans les amortissements, de 2'297,2 millions de francs. Il dégager ainsi une marge d'autofinancement de 195,9 millions de francs.

Après enregistrement des amortissements ordinaires, calculés aux taux habituels et constants pratiqués à l'Etat du Valais pour un montant de 129,4 millions de francs et d'amortissements supplémentaires pour 20,6 millions de francs, le compte de fonctionnement clôture avec un excédent de revenus 46 millions de francs.

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 594,1 millions de francs, couvertes à hauteur de 406,1 millions par des recettes. Les investissements nets se montent à 188 millions de francs.

Les dépenses nettes d'investissement sont ainsi intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un **excédent de financement** de 8 millions de francs.

Ces résultats s'inscrivent dans la ligne des résultats favorables de ces dernières années et répondent ainsi pleinement aux exigences constitutionnelles et légales relatives au double frein aux dépenses et à l'endettement.

2.2 Les éléments marquants du budget 2008

Le budget 2008 est marqué par deux éléments principaux :

- **la prise en compte des effets de la nouvelle péréquation financière et nouvelle répartition des tâches** entre la Confédération et les cantons (RPT) ;
- **des recettes fiscales accrues**, liées à l'évolution favorable de la situation économique.

En ce qui concerne la RPT, il y a lieu de relever que cette réforme redéfinit de manière importante les flux financiers entre la Confédération et les cantons. En compensation des tâches transférées au canton et de l'abandon de l'échelonnement des transferts en fonction de la capacité financière, la RPT institue deux nouveaux instruments de péréquation: la péréquation des ressources qui doit garantir à chaque canton un minimum de ressources, ainsi que la compensation des charges qui doit atténuer les dépenses excessives des cantons de montagne ou des cantons fortement urbanisés.

Les changements induits par la RPT sont nombreux et toujours caractérisés par quelques incertitudes (ordonnances fédérales d'application et conventions-programmes, encore en discussion). Ils se conjuguent de plus souvent avec d'autres variations. Les principaux éléments peuvent néanmoins être mis en évidence. Ils sont ici comparés avec le bilan global de référence établi par la Confédération (bilan global 2004 / 2005).

**Désenchevêtrement des tâches et des financements
(principales positions)**

en milliers de francs

(+) = charge ou manque à gagner pour le canton / (-) = allègement pour le canton

Bilan global de référence 2004/ 2005 Manque à gagner / Charges nouvelles	Projections estimatives selon projet Budget 08 Manque à gagner / Charges nouvelles
---	---

Finances – Sécurité	280'052	322'500
Principales positions :		
Impôt fédéral direct : suppression des 13% du total de l'IFD répartis selon la capacité financière des cantons	169'199	215'000
Impôt anticipé : suppression de la composante péréquative dans la répartition de la quote-part cantonale	23'205	21'000
Huiles minérales : nouvelle clé de répartition de la part cantonale réduite et suppression de la composante péréquative	39'629	38'500
Bénéfice de la Banque nationale : suppression de la composante péréquative, chiffre pris en compte dans le bilan global	48'019	48'000
Social – Santé	84'710	83'500
Principales positions :		
Financement de l'AVS : suppression de la part cantonale au financement des prestations individuelles	-18'514	-21'000
Financement de l'AI : suppression de la part cantonale au financement des prestations individuelles	-24'300	-27'000
Aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées : suppression des subventions fédérales	6'813	8'000
Homes, ateliers et centres de jour pour personnes handicapées : suppression des subventions fédérales	47'932	51'000
Primes d'assurance-maladie : suppression de la composante péréquative	74'342	72'500
Formation	31'422	29'500
Principales positions :		
Aide à la formation (bourses et prêts): diminution de la participation financière de la Confédération	4'584	4'800
Formation scolaire spéciale : suppression des subventions fédérales	22'347	23'500
Formation sociale : suppression du financement AI, nouveaux financements	1'147	1'200
Economie – Territoire	9'239	4'300
Principales positions :		
Mensuration officielle : diminution des indemnités fédérales	5'576	800
Amélioration du logement en régions de montagne : suppression des subventions fédérales	1'044	500
Agriculture (améliorations structurelles, élevage, vulgarisation...): diminution des subventions fédérales	1'321	1'500
Prestations des cantons à l'assurance-chômage : suppression de la composante péréquative	1'298	1'500
Transports – Equipement – Environnement	44'782	44'200
Principales positions :		
Protection contre les crues : suppression de la composante péréquative, conventions-programmes	3'273	800
Routes nationales : transfert à la Confédération	-2'063	8'900
Routes principales : nouvelle répartition des subventions fédérales (forfait) sans composante péréquative	9'090	-
Trafic régional : suppression de la composante péréquative dans le calcul des indemnités	26'730	26'500
Forêts et dangers naturels : suppression de la composante péréquative, conventions-programmes	6'964	8'000
Solde du désenchevêtrement des tâches et des financements	450'205	484'000

Pour compenser ces charges nouvelles, le Canton dispose en 2008 d'un **montant global de 449,7 millions** comme revenu de la nouvelle péréquation financière (381,8 mios au titre de péréquation des ressources; 67,9 au titre de la compensation des charges géo-topographiques). Ces revenus sont **inférieurs aux attentes**, basées sur les précédentes estimations de l'Administration fédérale des finances. Ils ne compensent pas les charges et les manques à gagner résultant du passage entre ancien et nouveau système (484 mios selon le tableau ci-dessus). La différence provient avant tout du fait que les derniers calculs des indices de référence réalisés par la Confédération amènent de manière surprenante à exclure le canton du Valais du système de compensation des cas de rigueur : au lieu de bénéficier de ressources destinées à atténuer le passage entre l'ancien et le nouveau système (plusieurs dizaines de millions selon toutes les projections antérieures), le canton du Valais est nouvellement contributeur net au financement de la compensation des cas de rigueur (4,6 mios).

3. EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES PAR NATURE

Compte de fonctionnement (présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes)

(En millions de francs – totaux et écarts en chiffres arrondis)

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Charges d'exploitation				
30 Charges de personnel	520.3	559.9	567.6	7.7
31 Biens, services et marchandises	178.6	195.2	197.3	2.1
33 Amortissements du patrimoine financier	16.9	14.7	15.3	0.6
33 Amortissements du patrimoine administratif	138.1	149.8	129.4	-20.4
34 Parts et contributions sans affectation	40.9	39.3	45.9	6.6
35 Dédommagements à des collect. publiques	75.3	77.7	82.0	4.3
36 Subventions accordées	929.3	979.1	1'080.0	101.0
37 Subventions redistribuées	115.5	129.6	115.4	-14.2
38 Attributions aux financements spéciaux	57.4	48.1	47.4	-0.7
Total	2'072.4	2'193.3	2'280.2	86.9
				+ 3.9%
Revenus d'exploitation				
40 Impôts	942.9	956.6	1'001.6	45.0
41 Patentes, concessions	153.8	152.3	78.2	-74.1
43 Contributions	142.8	166.5	183.8	17.3
44 Parts recettes et contrib. sans affectation	401.3	398.7	579.0	180.4
45 Dédommagements de collect. publiques	90.3	77.3	94.8	17.5
46 Subventions acquises	357.2	363.3	283.0	-80.4
47 Subventions à redistribuer	115.5	129.6	115.4	-14.2
48 Prélèvements s/financements spéciaux	9.3	5.9	4.3	-1.7
Total	2'213.1	2'250.3	2'340.1	89.8
				+ 4%
Résultat provenant d'activités d'exploitation (solde 11)	140.7	57.0	59.9	2.9
Charges financières				
32 Intérêts passifs	44.9	35.7	31.1	-4.6
Revenus financiers				
42 Revenus des biens	49.3	29.1	37.8	8.7
Résultat provenant d'activités de financement (solde 12)	4.5	-6.6	6.7	13.3
Résultat opérationnel (solde 1 = solde 11 + solde 12)	145.2	50.4	66.6	16.2
Charges extraordinaires				
33 Amortissements supplémentaires	117.0	23.1	20.6	-2.5
38 Attributions aux préfinancements des investissements	5.6	-	-	-
Total	122.6	23.1	20.6	-2.5
Revenus extraordinaires				
48 Prélèvements s/préfin. des investissements	0.1	-	-	-
Résultat extraordinaire (solde 2)	- 122.5	-23.1	-20.6	-2.5
Résultat total du compte de résultat (= solde 1 + solde 2)	22.7	27.3	46.0	18.6

Compte des investissements

(En millions de francs – totaux et écarts en chiffres arrondis)

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Dépenses	364.5	543.6	594.1	50.5
Recettes	241.6	356.7	406.1	49.4
Investissements nets	123.0	186.8	188.0	1.2

Financement

Résultat du compte de fonctionnement	22.7	27.3	46.0	18.6
Amortissements ordinaires	138.1	149.8	129.4	-20.4
Amortissements supplémentaires	117.0	23.1	20.6	- 2.5
Marge d'autofinancement	277.8	200.2	195.9	-4.3
Investissements nets	123.0	186.8	188.0	1.2
Excédent de financement	154.8	13.4	8.0	-5.4
Degré d'autofinancement	225.9%	107.2%	104.2%	

3.1 Le compte de fonctionnement

La nouvelle péréquation financière et la nouvelle répartition des tâches (RPT) redéfinit de manière très importante les flux financiers entre la Confédération et les Cantons. Les principales variations constatées entre le budget 2007 et le budget 2008, notamment aux chapitres des subventions et des parts aux recettes fédérales, sont liées à l'entrée en vigueur au 1.1.2008 de la RPT.

Avec un total de **revenus** de 2'340,1 millions de francs et un total de **charges** de 2'280,2 millions de francs, le compte de fonctionnement dégage un résultat provenant d'activités d'exploitation de 59,9 millions de francs, en amélioration de 2,9 millions par rapport au budget 2007. Avec un résultat positif de 6,7 millions de francs pour les activités de financement, le résultat opérationnel s'élève à 66,6 millions de francs.

Ce bon résultat permet des amortissements supplémentaires de 20,6 millions de francs, prévus dans les infrastructures hospitalières. Un commentaire détaillé sur les amortissements est donné au chapitre 4.4.

Ainsi, le compte de résultat présente un **résultat favorable** de 46 millions de francs, en amélioration de 18,6 millions par rapport au budget 2007.

Les principales évolutions des charges et des revenus sont les suivantes :

aux charges :

Globalement, les charges augmentent de 86,9 millions de francs ou de 3,9% par rapport au budget 2007. En faisant abstraction de l'effet RPT, l'augmentation se limite à 1,3%.

Les variations les plus marquées se retrouvent dans les groupes de charges suivants :

- les subventions accordées (+ 101 mios);
- les charges de personnel (+ 7,7 mios);
- les amortissements du patrimoine administratif (- 20,4 mios);
- les intérêts passifs (- 4,6 mios).

aux revenus :

Les revenus croissent de 89,8 millions de francs ou de 4% par rapport au budget.

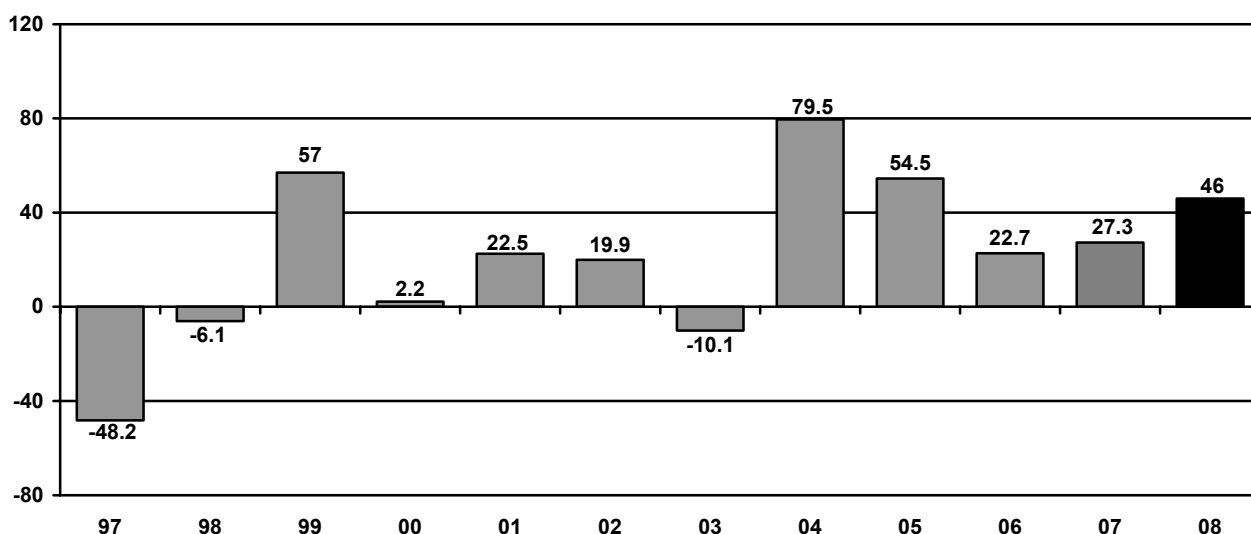
Les principales variations apparaissent aux :

- parts et recettes fédérales (+ 180,4 mios);
- impôts (+ 45 mios) ;
- contributions (+ 17,3 mios) ;
- revenus des biens (+ 8,7 mios);
- patentes et concessions (BNS) (- 74,1 mios);
- subventions acquises (- 80,4 mios).

Avec un compte de fonctionnement positif, le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Résultat du compte de fonctionnement de 1997 à 2008

en mios de francs



1997-2006 = comptes / 2007-2008 = budgets

3.2 Le budget des investissements

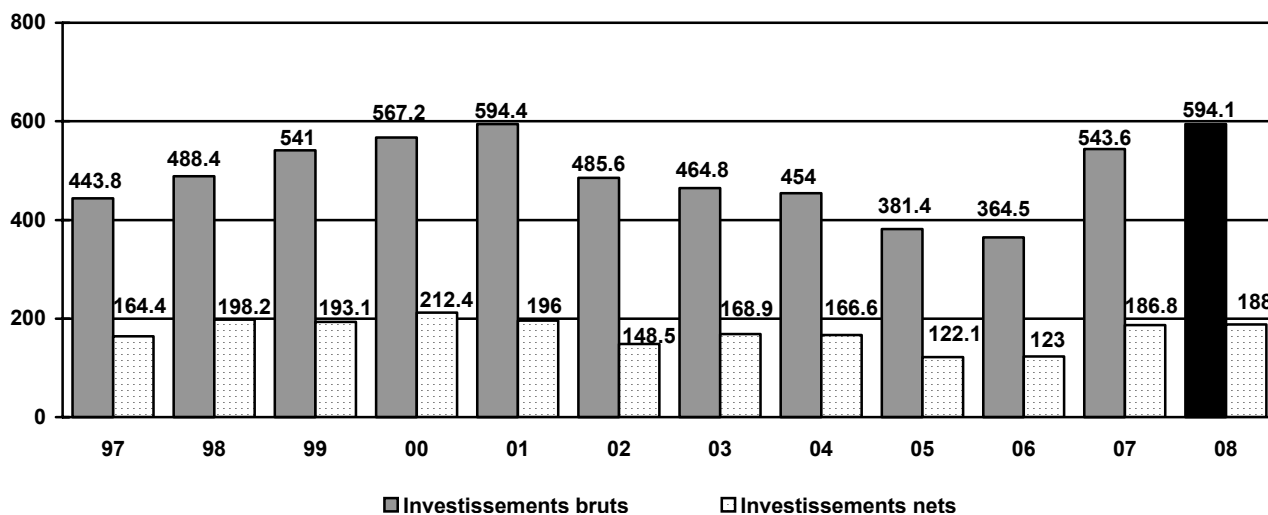
Le compte des investissements, qui regroupe les investissements de l'Etat, les participations aux investissements de tiers, ainsi que les prêts et participations, présente des dépenses brutes de 594,1 millions de francs, couvertes à hauteur de 406,1 millions par des recettes.

Le volume des investissements nets atteint 188 millions de francs, en augmentation de 1,2 million de francs, soit un niveau comparable au budget 2007.

D'un budget à l'autre, le volume brut des dépenses d'investissement s'accroît de 9,3%.

Investissements bruts et nets de 1997 à 2008

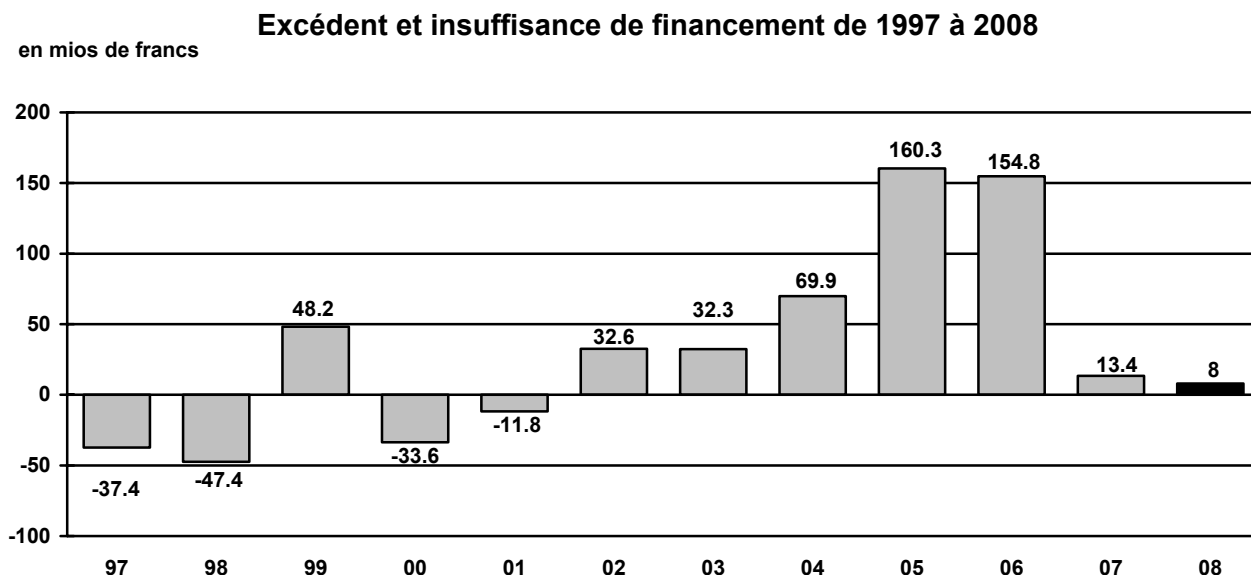
en mios de francs



1997-2006 = comptes / 2007-2008 = budgets

3.3 Le financement : un excédent positif de 8 millions de francs

La marge d'autofinancement qui s'élève à 196 millions de francs, couvre entièrement les investissements et dégage un excédent de financement de 8 millions de francs. Le degré de couverture atteint 104,2%.



1997-2006 = comptes / 2007-2008 = budgets

Les investissements nets étant intégralement couverts par la marge d'autofinancement, le frein à l'endettement est également respecté.

3.4. Présentation détaillée du budget 2008

Le projet de budget 2008 fait l'objet d'une présentation détaillée dans les pages du message qui suivent, ceci par groupes spécifiques de dépenses et de recettes.

4. PRESENTATION DES GROUPES SPECIFIQUES DE CHARGES

4.1 Charges de personnel

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Autorités, commissions et juges	13'155	13'898	14'144	245
Personnel administratif et d'exploitation	282'214	294'939	303'710	8'771
Personnel enseignant	129'072	135'025	139'684	4'659
Assurances sociales	38'216	40'311	41'993	1'682
Caisses de prévoyance	44'718	62'074	53'909	-8'165
Assurances maladie et accidents	2'726	2'775	2'809	35
Prestations en nature	45	8	25	18
Prestations aux retraités	7'254	6'776	7'309	534
Personnel temporaire	870	1'329	1'395	66
Autres charges de personnel	2'033	2'790	2'618	-172
	520'302	559'924	567'597	7'673

Telle que résultant de la présentation ci-dessus, l'augmentation des charges de personnel reste relativement modeste à 7,6 millions ou 1,4%.

Il convient toutefois de signaler que cette situation découle tout spécialement de la non-reconduction, en 2008, du montant de 9 millions de francs inscrit au budget 2007 au titre **de contribution unique pour le libre passage** du personnel des Institutions psychiatriques du Valais romand (IPVR) et du Centre valaisan de pneumologie (CVP) de la Caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPPEV) à la Caisse de pension du RSV.

S'il est fait abstraction de cet élément particulier, l'accroissement des charges de personnel représente 16,7 millions de francs ou 3%.

L'augmentation s'explique principalement par les éléments suivants :

- un renchérissement présumé de 1%	4,4 mios
- un renchérissement complémentaire de 0,5%	2,2 mios
- les augmentations individuelles réglementaires	2,8 mios
- les nouveaux postes	2,9 mios
- les augmentations proportionnelles des autres charges sociales	1,0 mio
- une augmentation des allocations familiales de 5%	0,7 mio
- une augmentation des charges pour la caisse de pension	0,8 mio
- des adaptations diverses	<u>1,9 mio</u>
	16.7 mios
	=====

En ce qui concerne les postes nouveaux, le Conseil d'Etat a décidé d'en créer 29,4 et d'en inscrire 27,7 à l'organigramme et 1,7 sous la forme d'auxiliaires. Une partie des nouveaux postes se justifient par le passage à la RPT. Les postes nouveaux génèrent une charge de quelque 2,9 millions de francs.

Comme indiqué ci-dessus, les charges sociales comprennent également une adaptation de 5% des montants des **allocations familiales**. Pour l'Etat du Valais, cette augmentation représente environ 1 million de francs, dont il a pu être déduit Fr. 300'000 en 2008 par un prélèvement sur la réserve du fonds ad hoc à fin 2007.

En application des dispositions de l'art. 19 bis, al. 3 de la loi du 12 novembre 1982 fixant le traitement des fonctionnaires et employés de l'Etat du Valais qui prévoient qu'une adaptation au renchérissement non effectuée antérieurement peut, selon la situation financière de l'Etat, faire l'objet d'un rattrapage en tout ou en partie, sans compensation, il a été prévu, dans le budget 2008, un rattrapage de 0,5%.

Par catégorie de personnel, les charges salariales se présentent comme il suit :

(En milliers de francs)

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007	en %
Autorités et tribunaux	26'613	27'776	29'126	1'350	4.86
Administration générale					
Services de la présidence	5'217	5'625	5'668	43	
Département des finances, des institutions et de la sécurité	63'550	67'597	69'759	2'162	
Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie	16'981	18'870	19'832	962	
Département de l'éducation, de la culture et du sport (sans enseignement ci-dessous)	21'402	23'015	23'924	909	
Département de l'économie et du territoire	29'447	31'650	32'382	733	
Département des transports, de l'équipement et de l'environnement	71'405	74'617	76'669	2'052	
	208'003	221'374	228'233	6'860	3.1
Institutions médico-sociales					
Castalie	18'669	20'053	20'682	629	3.1
Sécurité					
Police	55'082	58'630	60'132	1'502	
Etablissements pénitentiaires	10'779	11'154	11'331	177	
	65'860	69'785	71'463	1'678	2.4
Enseignement (*)					
Service de l'enseignement secondaire du 2 ^{ème} degré	87'936	92'108	93'783	1'675	
Enseignement tertiaire	47'771	50'222	51'914	1'693	
Formation professionnelle	52'847	57'027	59'080	2'053	
Ecole d'agriculture (y.c. personnel domaines)	5'349	5'805	6'007	202	
	193'903	205'161	210'783	5'622	2.7
Divers					
Financement du pont AVS (pers. adm.)	7'254	6'776	7'309	534	
Prestations de libre-passage pour le personnel des IPVR et du CVP à la Caisse de pension Santé Valais (PRESV)	-	9'000	-	-9'000	
	520'302	559'924	567'597	7'673	1.4

* y compris le personnel administratif

De plus amples informations figurent dans le rapport concernant les augmentations de croissances supérieures à l'indice des prix à la consommation.

4.2 Biens, services et marchandises

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Fournitures de bureau, imprimés, matériel d'enseignement	10'081	11'798	12'267	469
Mobilier, machines et véhicules	9'534	10'644	11'136	491
Eau, énergie et combustibles	7'550	8'039	8'580	541
Autres marchandises	22'416	23'357	23'338	-19
Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	45'620	46'620	45'748	-872
Prestations de tiers pour l'entretien des objets mobiliers	6'123	7'192	7'766	574
Loyers, fermages	18'091	18'972	18'394	-578
Dédommagements	7'585	9'230	9'286	56
Honoraires et prestations de service	49'078	57'157	58'476	1'319
Autres frais	2'542	2'210	2'335	126
	178'619	195'219	197'325	2'106

Les biens, services et marchandises atteignent 197,3 millions de francs, en augmentation de 2,1 millions de francs ou de 1,1% par rapport au budget 2007.

Cette augmentation concerne la quasi-totalité des postes, à l'exception des prestations de tiers pour l'entretien des immeubles, des loyers et fermages, lesquels enregistrent une diminution. S'il est fait abstraction du relèvement du coût de l'énergie, qui doit être considéré comme un facteur exogène sur lequel l'Etat n'a guère de prise, l'augmentation correspond globalement au renchérissement présumé. Un effort tout particulier a été effectué pour compenser par des économies dans certains secteurs les accroissements inévitables supérieurs à 1% dans d'autres domaines.

S'agissant des prestations de tiers pour l'entretien des immeubles, le montant global est inférieur de 872'000 francs malgré une augmentation de 500'000 francs pour l'entretien des bâtiments, notamment en raison d'une réduction plus importante dans l'entretien des routes.

4.3 Intérêts passifs

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Intérêts sur les dettes à court terme	778	1'457	500	-957
Intérêts sur les dettes à moyen et long terme	39'193	33'050	26'025	-7'025
Autres intérêts passifs	4'886	1'200	4'600	3'400
	44'858	35'707	31'125	-4'582

Les intérêts passifs s'élèvent à 31,1 millions de francs, en diminution de 4,6 millions ou 12,8 % par rapport au budget 2007.

La diminution dans les intérêts à court terme est liée au remboursement prévu de l'avance ayant servi au financement de la 2^{ème} créance BCVs, ainsi qu'aux nouvelles dates de versement des revenus de la péréquation (effet RPT).

La diminution dans les intérêts sur les dettes à moyen et long terme (- 7 mios) est liée au versement en 2005 de la part à la recette extraordinaire provenant de la vente des actifs libres de la BNS et d'autre part aux excédents de financement des années 2005 et 2006. Les liquidités permettent un non-renouvellement des emprunts arrivant à échéance.

L'augmentation dans les autres intérêts passifs (+ 3,4 mios), qui résulte d'un changement du mode de budgétisation des intérêts de remboursement dans le domaine fiscal, est compensée par le revenu des intérêts moratoires.

4.4 Amortissements

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Patrimoine financier	16'920	14'690	15'299	608
Patrimoine administratif				
- amortissements ordinaires	138'137	149'801	129'367	- 20'434
- amortissements supplémentaires	116'955	23'084	20'627	- 2'457
	272'012	187'575	165'293	-22'282

Les amortissements, qui s'élèvent à 165,3 millions de francs, présentent une diminution de 22,3 millions de francs, essentiellement dans le patrimoine administratif.

Amortissements ordinaires

Les amortissements ordinaires du patrimoine administratif sont inférieurs de 20,4 millions de francs. Cette diminution résulte :

- des amortissements supplémentaires effectués aux comptes 2005 et 2006;
- des amortissements prévus au budget 2007;
- du volume d'investissements inférieur aux prévisions durant les années 2005 et 2006.

Ces amortissements, qui s'inspirent, selon une pratique constante, des recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisée, correspondent en moyenne pondérée à 13,9% de la valeur résiduelle à amortir. Les immeubles, propriété de l'Etat, sont amortis à raison de 5% et les autres investissements à amortir (subventions, routes et ouvrages de génie civil, mobilier) à raison de 20% de la valeur résiduelle.

Considérant l'entrée en vigueur prévue au 1^{er} janvier 2008 de la RPT, les investissements du secteur des routes nationales, dont la propriété retourne gratuitement à la Confédération, font l'objet désormais d'un amortissement ordinaire de 100%.

Amortissements supplémentaires

Le budget 2008 prévoit des amortissements supplémentaires, en application de l'article 14 al. 4 de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton. A l'instar du budget 2007, ceux-ci concernent les infrastructures hospitalières reprises par l'Etat et correspondent à un taux de 15% de la valeur résiduelle.

Le compte de fonctionnement budgétisé étant positif, il serait possible de procéder à d'autres amortissements supplémentaires. Il y a toutefois été renoncé dans le projet présenté. Cette question, et notamment celle d'effectuer des amortissements supplémentaires des participations aux investissements de tiers, sera examinée au moment de la clôture du compte, en considérant également les recommandations du nouveau modèle de comptabilité harmonisée (MCH2) dont les modalités sont en cours de finalisation.

Le détail des amortissements du patrimoine administratif prévus se présente ainsi :

(en milliers de francs)

	A amortir au 31.12.2007	Taux * d'amortissement	Amortissements 2008	Amortissements supplémentaires
- Terrains non bâtis	10'571	5%	529	-
- Terrains bâtis	412'407	5%	20'620	20'627
- Mobilier et autres biens	61'631	20%	12'326	-
- Ouvrages de génie civil (sans RN)	205'225	20%	41'045	-
- Routes nationales	8'944	100%	8'944	-
- Parts aux investissements de tiers	229'515	20%	45'903	-
	928'293	13,9%	129'367	20'627

* taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif de l'administration

4.5 Parts et contributions sans affectation

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Parts communales aux recettes	24'072	21'412	23'152	1'740
• Parts à l'impôt sur les gains immobiliers	13'885	13'333	14'300	967
• Parts à l'impôt sur les successions et donations	9'334	7'327	8'000	673
• Autres parts communales	854	752	852	100
Contribution à la Confédération	-	-	4'606	4'606
Péréquation, compensation des cas de rigueur	-	-	4'606	4'606
Contributions aux communes	16'868	17'860	18'147	287
Péréquation financière intercommunale	16'868	17'860	18'147	287
	40'941	39'272	45'905	6'633

Les parts et contributions sans affectation, avec 45,9 millions de francs augmentent de 6,6 millions de francs ou de 16,9% par rapport au budget 2007.

Cette augmentation est principalement liée à la contribution au fonds de compensation des cas de rigueur (RPT). L'ensemble des cantons participe au financement de ce fonds. La part du canton du Valais se monte à 4,6 millions.

Les parts des communes sont en augmentation à l'impôt sur les gains immobiliers (+ 1 mio) et à l'impôt sur les successions et donations (+ 0,7 mio). Ces parts correspondent aux 2/3 des impôts encaissés par le canton dans ce secteur.

L'augmentation des montants de la péréquation financière intercommunale provient d'adaptations mineures des taux d'alimentation du fonds, en application des dispositions de la loi fiscale du 10 mars 1976 (art. 196) et dans le sens de la décision prise à ce sujet au Grand Conseil en session d'octobre 2006 prévoyant une stabilisation du fonds pour la période 2007/2008.

4.6 Dédommagements à des collectivités publiques

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Confédération	3'485	4'070	4'108	38
Cantons	70'809	72'552	76'813	4'261
• Contribution aux frais des universités	32'430	33'500	32'800	-700
• Contribution à la HES-SO	18'163	19'410	20'750	1'340
• Contribution à la HES-S2	14'609	13'450	14'990	1'540
• Autres	5'607	6'192	8'273	2'081
Communes	999	1'042	1'038	-4
	75'293	77'664	81'959	4'295

Ces dépenses atteignent 82 millions de francs, en augmentation de 4,3 millions ou de 5,5% par rapport au budget 2007. Cette augmentation concerne les secteurs des universités et des HES de la formation tertiaire (+ 2,2 mios), ainsi que, sous la position « autres », de la formation professionnelle (+ 1,8 mio).

4.7 Subventions sans caractère d'investissement

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Assainissements et fusions de communes	525	100	100	-
Santé publique	393'461	418'217	441'954	23'737
Action sociale	48'720	51'859	109'953	58'094
Assurances sociales	110'351	119'226	73'577	-45'649
Forces hydrauliques	2'676	6'000	4'300	-1'700
Education :				
- Bourses d'études	12'505	13'005	13'505	500
- Sport-Toto	3'381	3'472	3'497	25
Culture	6'460	6'936	7'096	160
Aide à la jeunesse	11'974	13'574	14'506	932
Enseignement :				
- Ecoles primaires				
- Personnel enseignant	92'298	98'103	96'134	-1'969
- Autres subventions	6'185	7'266	7'366	100
- Cycles d'orientation				
- Personnel enseignant	84'749	90'214	90'865	652
- Autres subventions	4'940	6'455	6'515	60
- Enseignement secondaire	1'164	1'174	1'174	-
- Enseignement spécialisé	8'127	10'470	28'940	18'470
- Coordination scolaire, échanges linguistiques	1'600	2'216	2'145	-71
Formation tertiaire	30'537	19'342	34'527	15'186
Formation professionnelle	6'629	6'212	7'222	1'010
Promotion économique et touristique	14'044	15'995	15'975	-20
Mesures contre le chômage	25'215	26'780	25'804	-976
Subventions des loteries et produit net des jeux	22'356	20'568	22'850	2'282
Agriculture	7'115	8'140	8'272	132
Entreprises de transport	18'829	18'574	45'374	26'800
Entretien des cours d'eau	4'181	4'300	4'300	-
Entretien des forêts et du paysage	2'295	2'426	3'476	1'050
Autres subventions	9'004	8'431	10'610	2'179
	929'320	979'054	1'080'036	100'983

Les subventions sans caractère d'investissement atteignent 1'080 millions de francs, en augmentation de 101 millions de francs ou de 10,3 % par rapport au budget 2007.

Les principales variations, essentiellement des augmentations liées à l'entrée en vigueur au 1.1.2008 de la RPT, concernent les secteurs suivants :

Santé publique (+ 23,7 mios)

La hausse concernant la subvention aux **établissements hospitaliers** (+ 10,2 mios) est due principalement aux soins aigus, aux frais de formation et aux prestations d'utilité publique.

Les subventions d'exploitation des **centres médico-sociaux** sont en progression (+ 7,2 mios) par le fait que le canton compense la subvention précédemment versée par la Confédération (effet RPT).

Les autres augmentations (+ 4 mios) concernent en particulier une augmentation de l'activité dans **le secteur de la promotion de la santé et de la prévention des maladies et accidents** (+ 1,6 mio) et une augmentation du nombre de lits dans les **établissements médico-sociaux** (EMS) subventionnés par le canton (+ 1,4 mio).

Les subventions en faveur des **assurés économiquement modestes des caisses-maladie** (+ 2,3 mios), dont le financement direct était précédemment majoritairement assuré par la Confédération, tiennent compte d'une augmentation moyenne de 1,5% des primes.

A noter que la part cantonale nette est de 87,5 millions de francs ou 56,3%, du fait d'une participation de la Confédération de 68 millions.

	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>Ecart</u>
- Subventions aux assurés	153.2	155.5	+ 2.3
- Financement par la Confédération	140.3	68.0	- 72.3
- Montant pris en charge par le canton	<u>12.9</u>	<u>87.5</u>	<u>+ 74.6</u>

Action sociale (+ 58,1 mios)

La nouvelle répartition des tâches avec la Confédération a pour conséquence, avec l'abandon du versement de la subvention de l'OFAS, une augmentation des subventions d'exploitation aux institutions pour **personnes handicapées** (+ 48,6 mios) et du coût des placements hors canton (+ 2,3 mios) (effet RPT). Ces montants, qui étaient auparavant payés directement par l'OFAS aux institutions concernées, figurent nouvellement au budget de l'Etat.

L'aide sociale est en progression par le fait que la Confédération ne finance plus les frais concernant les personnes déboutées de l'asile et les personnes admises provisoirement en Valais depuis plus de 7 ans (+ 5,8 mios).

Les avances en matière de **pensions alimentaires** sont en augmentation suite à la nouvelle réglementation entrée en vigueur au 1.1.2006 (+ 1,2 mio).

Assurances sociales (- 45,6 mios)

La diminution dans les assurances sociales est liée à la suppression de la contribution du canton au **financement de l'AVS et de l'AI** dans le cadre de la RPT (-46,4 mios). Il est par ailleurs prévu une augmentation des **prestations complémentaires** (+ 1 mio) et la suppression des **aides cantonales complémentaires** (- 0,6 mio) (effet RPT).

Enseignement de la scolarité obligatoire (- 1,3 mio)

Les subventions aux traitements des enseignants de la scolarité obligatoire sont globalement en léger recul (- 1,3 mio). Rappelons que la part des communes est déterminée, pour la plupart d'entre elles, sur la base des estimations de leurs recettes fiscales. Les variations se présentent ainsi :

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Enseignement primaire				
Salaires et charges sociales	169'644	177'689	180'134	2'445
Récupération de salaires	-1'870	-1'086	-1'100	-14
Part des communes	-75'476	-78'500	-82'900	-4'400
Subventions cantonales	92'298	98'103	96'134	-1'969
Cycles d'orientation				
Salaires et charges sociales	104'219	110'798	112'665	1'868
Récupération de salaires	-653	-584	-600	-16
Part des communes	-18'817	-20'000	-21'200	-1'200
Subventions cantonales	84'749	90'214	90'865	652
Total subventions cantonales	177'047	188'317	186'999	-1'317

Enseignement spécialisé (+ 18,5 mios)

Avec la suppression des subventions de l'OFAS dans le cadre de la RPT, les subventions à l'enseignement spécialisé sont en augmentation :

- subventions à l'exploitation des institutions (+ 9,4 mios) ;
- subventions aux centres AI citoyens (+ 5,8 mios) ;
- subsides scolaires à la Castalie (+ 2,3 mios) ;
- placements hors canton (+ 1,3 mio).

Formation tertiaire (+ 15,2 mios)

L'augmentation est liée au changement du mode de comptabilisation intervenu au compte 2006 concernant le financement de la Haute école valaisanne Santé-Social (+ 13,3 mios), aux accords intercantonaux et accords masters AHES (+ 1,3 mio), ainsi qu'aux subventions aux institutions de recherche universitaire (+ 0,6 mio).

Entreprises de transports (+ 26,8 mios)

L'augmentation est en lien avec la nouvelle répartition des tâches avec la Confédération. Cette augmentation résulte en effet essentiellement de l'évolution de 12 % à 35 % du taux de participation du canton aux coûts non couverts des transports publics régionaux (effet RPT).

Autres subventions (+ 2,2 mios)

Il est prévu un montant de 1,5 million de francs pour la mise en place de la RPT au DECS pour la formation scolaire spéciale.

Le rapport spécial établi en application des dispositions des articles 4 et 5 du décret du 14 septembre 2005 concernant les mesures structurelles 2005-2009, rapport qui est remis au Grand Conseil en même temps que le présent budget, revient sur ces divers éléments.

4.8 Subventions redistribuées

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Cantons	1'004	700	886	186
Communes	534	845	810	-35
Sociétés d'économie mixte	1'313	13'785	2'575	-11'210
Institutions privées	3'511	3'504	3'538	33
Personnes physiques	108'452	110'120	107'034	-3'086
Bourgeoisies	663	660	548	-112
	115'478	129'614	115'390	-14'224

Les subventions redistribuées atteignent 115,4 millions de francs, en diminution de 14,2 millions de francs ou de 11% par rapport au budget 2007.

Rappelons que pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres, la majorité d'entre elles proviennent de la Confédération et concernent le secteur agricole, en particulier les paiements directs.

La diminution de 11,2 millions de francs aux sociétés d'économie mixte est liée au changement du mode de comptabilisation intervenu au compte 2006 concernant le financement de la Haute école valaisanne Santé-Social, lequel émerge nouvellement au budget 2008 au chapitre des subventions accordées par le canton à un propre établissement.

4.9 Attributions aux financements spéciaux

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Actions du Conseil d'Etat	500	-	-	-
Dîme de l'alcool	39	30	25	-5
Péréquation financière intercommunale	78	-	-	-
Assainissement des communes	183	180	177	-3
Encouragement aux fusions de communes	892	940	955	15
Fonds de financement spécial pour les caisses de prévoyance	20'000	12'100	10'700	-1'400
Etat civil – projet Infostar	-104	-	-	-
Repeuplement du gibier	79	180	180	-
Police du feu	992	-	-	-
Requérants d'asile	-	-	3'166	3'166
Fonds d'encouragement de l'énergie	1'307	1'434	-	-1'434
Préfinancement des FMV SA	9'395	9'755	9'595	-160
Rachat d'aménagements hydro-électriques	17'552	17'685	17'911	226
Sport-Toto	189	170	207	38
Livres scolaires	210	-	29	29
HEVs – service d'appui scientifique	180	-	-	-
Promotion des manifestations culturelles	74	-	-	-
Autres fonds de la culture	28	10	-	-10
Emploi	1'221	-	-	-
Protection des sites	175	-	-	-
Hébergement et restauration : formation	374	-	6	6
Aide en matière d'investissement	-	2'000	1'000	-1'000
Encouragement à l'économie	500	1'000	1'000	-
Améliorations foncières	77	35	25	-10
Entretien et correction des cours d'eau	2'325	2'550	2'350	-200
Protection de la nature	2	-	-	-
Fonds investigation sites pollués	595	20	-	-20
Epizooties	189	-	-	-
Autres financements spéciaux	326	18	40	23
	57'379	48'106	47'366	-740
Préfinancement des investissements (art. 22 LGCAF)	5'599	-	-	-
	62'978	48'106	47'366	-740

Les attributions aux financements spéciaux s'élèvent à 47,4 millions de francs, en très légère diminution par rapport au budget 2007.

Les attributions suivantes appellent quelques commentaires.

Encouragement aux fusions de communes

Cet encouragement se fonde sur l'ordonnance sur les fusions des communes, adoptée par le Conseil d'Etat le 8 juin 2005. Celle-ci prévoit la création d'un fonds alimenté par le prélèvement de la moitié des crédits budgétaires déjà alloués par le Grand Conseil pour l'assainissement des communes (15 millions), opération effectuée dans les comptes 2005, et par un prélèvement de 5% sur la péréquation intercommunale. En vertu de l'application du principe de la présentation des chiffres bruts, ce 5% du montant de 19,1 millions, prévu au budget 2008, apparaît sous ce chapitre et est porté en diminution du montant total de la péréquation intercommunale (voir tableau 4.5).

Renforcement du degré de couverture des caisses de prévoyance

Cette attribution de 10,7 millions de francs correspond à la charge d'amortissement pour l'année 2008 liée à la recapitalisation de la CPPEV et de la CRPE.

Requérants d'asile

L'attribution de 3,2 millions de francs au fonds "requérants d'asile" provient de l'encaissement des forfaits versés par la Confédération dans le cadre des dispositions transitoires de l'ordonnance sur l'asile relative au financement, ordonnance en consultation auprès des cantons lors de l'élaboration du budget.

Fonds d'encouragement de l'énergie

La budgétisation au net des mouvements du compte de financement spécial explique la diminution. Pour 2008, l'attribution prévue de 1,4 millions de francs est compensée par un prélèvement correspondant (cf. point 5.9).

Préfinancement des FMV SA

Ce fonds est alimenté par le 15% de l'impôt spécial brut revenant au canton, en vertu de l'article 71 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (LCFH du 28 mars 1990).

Rachat d'aménagements hydroélectriques

Ce fonds est alimenté par le 10% de toutes les redevances et de l'impôt spécial sur les forces hydrauliques perçus par l'Etat en vertu de l'article 70 LCFH et le remboursement du prêt d'assainissement des FMV.

Aide en matière d'investissement

Il s'agit d'une dotation de 1 million de francs en vue de la constitution d'une provision totale de 6 millions de francs destinée à couvrir les pertes éventuelles dans les prêts LIM, en vertu de la décision du Grand Conseil du 13 avril 2006 concernant l'augmentation du fonds LIM.

Encouragement à l'économie

Une attribution de 1 million de francs est prévue pour 2008 pour ce fonds alimenté par voie budgétaire jusqu'à un plafond de 5 millions de francs, selon la décision du Grand Conseil du 29 juin 2001. Il sert à couvrir les risques sur cautionnements relatifs à l'arrêté Bonny et à la loi sur l'encouragement à l'économie.

Entretien et correction des cours d'eau

Ce fonds est alimenté à raison de 10% des redevances de l'Etat provenant des concessions de forces hydrauliques et de 5% des redevances perçues par les communes, conformément à l'article 69 LCFH.

5. PRESENTATION DES GROUPES SPECIFIQUES DE REVENUS

5.1 Impôts

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Impôts sur le revenu et la fortune	634'970	654'400	685'000	30'600
Impôts sur le bénéfice et le capital	84'065	83'544	90'744	7'200
Impôts fonciers	16'891	18'000	18'000	-
Impôts sur les gains en capital	20'827	20'000	21'500	1'500
Droits de mutation et de timbre	58'319	54'706	55'730	1'024
Impôts sur les successions et donations	14'001	11'000	12'000	1'000
Impôts sur la propriété et la dépense	50'011	50'149	52'500	2'351
Impôts sur les forces hydrauliques	62'099	64'500	64'800	300
Amendes fiscales	1'693	300	1'300	1'000
	942'876	956'599	1'001'574	44'975

Les recettes d'impôts atteignent 1'001,6 millions de francs, en augmentation de 45 millions de francs ou de 4,7 % par rapport au budget 2007.

Impôts sur le revenu et la fortune. L'augmentation présumée (+ 30,6 mios) des impôts sur le revenu et la fortune par rapport au budget 2007 repose sur les hypothèses suivantes, à savoir :

- une progression de 3% liée à la croissance économique (inflation et augmentation réelle des salaires);
- une augmentation du nombre de contribuables (+ 2,5 mios);
- une adaptation des montants globaux basée sur les résultats des précédents exercices.

Les bases de calcul retenues se réfèrent aux chiffres effectifs de la période fiscale 2006.

Il y a lieu de relever que le Conseil d'Etat va présenter prochainement au Parlement un projet de révision partielle de la loi fiscale prévoyant notamment une atténuation de la double imposition économique et des améliorations des conditions-cadres pour les entreprises et les investissements. Selon les estimations faites, ces mesures devraient conduire à une réduction des recettes fiscales de l'ordre de 8,7 millions de francs.

Impôts sur le bénéfice et le capital. L'augmentation (+ 7,2 mios) résulte de la progression attendue des bénéfices des sociétés en raison de l'évolution favorable de la conjoncture économique. Cet accroissement sera particulièrement ressenti sur les profits des banques et des sociétés d'assurances alors que les sociétés industrielles laissent présager des résultats reflétant une certaine stabilité.

En ce qui concerne l'**impôt foncier**, aucune modification n'est prévue.

Les **impôts sur les successions et donations** sont relativement stables. Il est toutefois prévu un ajustement à la hausse estimé à 1 million de francs.

5.2 Patentes et concessions

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Répartition du bénéfice net de la BNS	140'036	140'036	64'329	-75'707
Concession des forces hydrauliques du Rhône	5'251	5'500	5'500	-
Patentes des établissements publics	2'362	1'900	2'500	600
Autres	6'183	4'864	5'889	1'025
	153'832	152'300	78'218	-74'082

Ces recettes atteignent 78,2 millions de francs et connaissent une très forte diminution (- 74,1 mios) provenant principalement du changement de mode de calcul de la répartition du bénéfice de la BNS à la suite de l'entrée en vigueur de la RPT au 1.1.2008.

Rappelons que la part revenant aux cantons était jusqu'ici distribuée pour 5/8e (62,5%) en fonction de la population de résidence ordinaire et pour 3/8e (37,5%) en fonction de la capacité financière. Avec l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière, la prise en considération de la capacité financière des cantons est abandonnée.

Cette perte de recettes sous ce chapitre est toutefois compensée, sous une forme nouvelle, par une augmentation des recettes inscrites au tableau 5.5 "Parts des recettes et contributions sans affectation".

5.3 Revenus des biens

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Banques	198	24	13	-11
Créances	6'102	4'755	6'246	1'491
Capitaux du patrimoine financier	11'998	2'000	9'001	7'001
Immeubles du patrimoine financier	1'587	1'497	1'519	22
Gains en capitaux et placement du patrimoine financier	657	135	105	-30
Prêts du patrimoine administratif	9'384	3'212	2'278	-934
Participations du patrimoine administratif	11'932	9'693	11'446	1'753
Immeubles du patrimoine administratif	5'252	5'242	4'616	-626
Autres revenus	2'213	2'556	2'591	35
	49'322	29'113	37'814	8'701

Les revenus des biens atteignent 37,8 millions de francs, en augmentation de 8,7 millions de francs ou de 30 % par rapport au budget 2007. Cette augmentation provient essentiellement des revenus des capitaux du patrimoine financier, ainsi que des créances et des participations du patrimoine administratif.

L'estimation des revenus des capitaux du patrimoine financier (+ 7 mios) prend en compte la remontée des taux d'intérêt et les nouvelles dates de versement des revenus de la nouvelle péréquation (effet RPT).

L'augmentation des participations du patrimoine administratif de 1,7 million de francs provient d'une adaptation des dividendes d'actions détenues par l'Etat.

5.4 Contributions

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Contributions de remplacement	394	380	380	-
Emoluments administratifs	58'907	56'658	60'264	3'606
Recettes et taxes d'hébergement et pensions	7'792	7'642	7'270	-372
Ecolages	8'329	8'160	8'322	162
Autres redevances	8'242	6'114	17'377	11'263
Ventes	11'872	12'084	12'206	122
Dédommagements de tiers	28'075	56'685	57'328	643
Amendes	8'845	8'991	10'384	1'393
Prestations internes d'investissement	3'450	3'285	3'574	290
Autres contributions	6'911	6'543	6'729	186
	142'817	166'540	183'833	17'293

Les recettes atteignent 183,8 millions de francs, en augmentation de 17,3 millions ou de 10,4% par rapport au budget 2007.

La principale augmentation provient des redevances avec une amélioration de 11,3 millions de francs, en lien direct avec la RPT qui prévoit que, dès le 01.01.2008, l'exploitation et le gros entretien des routes nationales seront repris à 100 % par la Confédération.

Pour l'exploitation des routes nationales, un contrat de prestations sera signé entre la Confédération et le Canton. En outre des mesures ponctuelles seront décidées pour des objets particuliers d'entretien. Le montant total est estimé à 10.2 millions de francs. Cette contribution remplace la subvention pour l'entretien des routes nationales enregistrée dans les subventions acquises (7 millions de francs au budget 2007).

L'augmentation de 3,6 millions de francs des émoluments administratifs est consécutive à l'évolution de l'activité notamment dans le secteur des registres fonciers (+ 3 mios).

Au chapitre des amendes, l'augmentation de 1,4 million de francs provient de la comptabilisation des amendes facturées du Service administratif et juridique des institutions au lieu des amendes encaissées. Pour tenir compte du risque d'insolvabilité des débiteurs, une provision est enregistrée au niveau des amortissements du patrimoine financier.

5.5 Parts des recettes et contributions sans affectation

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au compte 2007
Péréquation intercantonale à l'IFD	198'601	215'100	-	-215'100
Péréquation des ressources	-	-	381'838	381'838
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	-	-	67'907	67'907
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	66'753	67'093	27'900	-39'193
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	45'215	35'013	11'011	-24'002
Part de l'Etat à l'IFD	51'661	45'800	50'800	5'000
Part à la taxe sur les poids lourds (RPLP)	36'993	33'894	37'781	3'887
Divers	2'122	1'770	1'800	30
	401'344	398'670	579'037	180'367

Les parts des recettes et contributions sans affectation atteignent 579 millions de francs, en augmentation de 180,4 millions ou de 45,2% par rapport au budget 2007.

Le canton reçoit nouvellement dès le 1.1.2008 la péréquation des ressources (+ 381,8 mios) et la compensation des charges géo-topographiques (+ 67,9 mios). Consécutivement, la péréquation intercantonale à l'IFD est supprimée (- 215,1 mios) et la part du canton aux recettes fédérales est substantiellement diminuée au produit des impôts sur les huiles minérales (- 39,2 mios) et à l'impôt anticipé (- 24 mios). L'augmentation des parts aux recettes et contributions sans affectation découlant de la mise en application des nouveaux mécanismes de péréquation est destinée à compenser les tâches et/ou les financements mis à la charge du canton dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches Confédération – cantons qui, pour certains d'entre eux, n'émargeaient jusqu'à ce jour pas du tout au budget de l'Etat (notamment subventions OFAS aux institutions).

La répartition de la RPLP revenant au canton est quant à elle prévue de la manière suivante :

(en francs)

	En %	Compte de fonctionnement	Investissements	Total
Service des routes et des cours d'eau	70.00	9'707	16'740	26'447
Service de l'agriculture	10.00	2'278	1'500	3'778
Service des transports	10.00	2'597	1'181	3'778
Administration des finances	5.00	1'889	-	1'889
Police cantonale	2.25	850	-	850
Circulation routière	2.25	710	140	850
Protection des travailleurs	0.50	164	25	189
	100.00	18'195	19'586	37'781

5.6 Dédommagements de collectivités publiques

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Confédération	27'203	27'675	24'538	-3'137
• Requérants d'asile	20'575	21'500	18'396	-3'104
• Autres	6'628	6'175	6'142	-33
Cantons	45'137	31'729	49'242	17'513
Communes	17'941	17'930	21'041	3'111
	90'282	77'333	94'820	17'487

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 94,8 millions de francs, en augmentation de 17,5 millions ou de 22,6% par rapport au budget 2007.

Le versement de la Confédération est en recul dans le secteur de l'asile (- 3,1 mios).

L'augmentation des dédommagements des cantons est liée à une contribution supplémentaire en faveur de la Haute école valaisanne (+ 2,4 mios), ainsi qu'au changement du mode de comptabilisation intervenu au compte 2006 concernant le financement de la Haute école valaisanne Santé-Social (+ 13,5 mios).

Les dédommagements des communes sont en progression au Service des contributions, en lien avec l'encaissement des impôts (+ 1,1 mio), ainsi qu'au Service de l'action sociale (+ 1,8 mio).

5.7 Subventions acquises

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Confédération	243'231	248'607	151'979	-96'629
Arsenal et casernes	4'564	2'544	2'573	28
Assurance-maladie	132'968	140'250	68'000	-72'250
Centre médico-éducatif La Castalie	11'327	11'300	-	-11'300
Assurances sociales	21'516	23'625	24'875	1'250
Bourses d'étude	5'804	5'770	954	-4'816
HEVs	2'479	2'574	2'119	-454
Enseignement	2'521	2'634	2'550	-84
Formation professionnelle	13'983	11'794	16'650	4'856
Industrie, commerce et travail	17'596	18'149	17'200	-949
Agriculture	1'505	1'354	759	-595
Service des routes	18'339	18'101	10'556	-7'545
Autres	10'627	10'512	5'743	-4'770
Cantons	2'597	1'500	1'394	-106
Communes	76'974	81'165	81'980	814
Péréquation financière intercommunale	8'919	9'400	9'550	150
Action sociale	3'996	4'751	24'819	20'068
Assurances sociales	33'303	35'961	16'899	-19'062
Fonds pour l'emploi	4'524	4'524	4'350	-174
Transports	6'672	6'581	6'897	316
Entretien des routes	16'879	17'032	16'377	-656
Autres	2'681	2'916	3'088	172
Propres établissements	1'287	1'186	15'503	14'316
Castalie	-	396	7'921	7'525
Requérants d'asile	-	-	6'000	6'000
Autres	-	790	1'581	791
Autres subventions	33'105	30'882	32'129	1'247
Sport-Toto	3'297	3'500	3'500	-
Police du feu	2'536	2'049	1'649	-400
Loteries	25'013	23'400	25'400	2'000
Autres	2'260	1'933	1'580	-353
	357'194	363'341	282'985	-80'357

Les subventions acquises atteignent 283 millions de francs, en diminution de 80,4 millions de francs ou de 22,1% par rapport au budget 2007.

Les variations enregistrées dans ce secteur sont en lien avec l'entrée en vigueur au 1.1.2008 de la RPT. La diminution des subventions de la Confédération touche en particulier les secteurs de l'assurance maladie (- 72,3 mios), le Centre médico-éducatif de la Castalie (- 11,3 mios), le Service des routes et des cours d'eau (- 7,5 mios), les bourses d'étude (- 4,8 mios) et sous « Autres » le Service de la jeunesse (- 3,7 mios) et le Service des transports (- 0,6 mio).

L'augmentation des participations communales à l'action sociale (+ 20,1 mios), relatives à l'exploitation d'institutions pour personnes handicapées, a pour origine l'entrée en vigueur de la RPT.

La reprise du financement de l'AVS et de l'AI par la Confédération dans le cadre de la RPT explique la diminution des participations communales dans les assurances sociales (- 19,1 mios).

Sous la rubrique « Propres établissements », la subvention acquise par le Centre médico-éducatif de la Castalie se rapporte au financement du secteur « handicapés » par le Service de l'action sociale. La subvention acquise par le secteur des requérants d'asile est en lien avec l'application des nouvelles dispositions fédérales dans ce domaine.

5.8 Subventions à redistribuer

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Confédération	114'028	116'054	112'480	-3'574
Cantons	1'450	13'560	2'910	-10'650
	115'478	129'614	115'390	-14'224

Ce tableau montre les sources de financement, par niveau de collectivité publique, des subventions à redistribuer qui se retrouvent dans les dépenses pour un même montant et pour lesquelles l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres.

5.9 Prélèvements sur les financements spéciaux

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart par rapport au budget 2007
Actions du Conseil d'Etat	640	-	-	-
Fusion des communes	425	-	-	-
Secours pour dommages non assurables	169	-	-	-
Etat civil – projet Infostar	290	300	320	20
Repeuplement du gibier	175	50	50	-
Police du feu	465	-	800	800
Promotion santé et prévention	107	299	617	318
Epizooties	34	-	850	850
Requérants d'asile	1'947	1'564	-	-1'564
Encouragement à l'énergie	1'176	1'434	-	-1'434
Préfinancement des FMV SA	389	414	-	-414
Rachat d'aménagements hydro-électriques	429	47	-	-47
Livres scolaires	-	10	-	-10
HEVs – service d'appui scientifique	56	-	700	700
Culture	59	200	77	-123
Loteries	742	-	-	-
Produit net des jeux	599	-	-	-
Hébergement et restauration : formation	-	224	-	-224
Aide en matière d'investissement	642	-	-	-
Encouragement à l'économie	250	-	-	-
Entretien et correction des cours d'eau	453	370	400	30
Reboisement	56	122	139	17
Fonds nature	-	28	27	-1
Fonds investigation sites pollués	-	50	30	-20
Autres (télés gérés, etc.)	192	827	267	-560
	9'295	5'939	4'277	-1'661
Préfinancement des investissements (art. 22 LGCAF)	64	-	-	-
	9'360	5'939	4'277	-1'661

Les prélèvements aux financements spéciaux s'élèvent à 4,3 millions de francs, en diminution de 1,7 million de francs par rapport au budget 2007, et sont détaillées dans le tableau ci-dessus.

Fonds d'encouragement de l'énergie

La budgétisation au net des mouvements du compte de financement spécial explique la diminution. Pour 2008, le prélèvement prévu de 1,4 millions de francs est compensé par une attribution correspondante (cf. point 4.9).

6. PRESENTATION DU COMPTE DES INVESTISSEMENTS

6.1 Investissements

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008			Ecart par rapport au budget 2007
			Brut	Part de tiers	Part du canton	
Investissements de l'Etat	66'402	102'741	376'157	298'405	77'752	-24'989
Participations aux invest. de tiers	74'528	76'321	167'347	58'932	108'415	32'094
Prêts et participations	-17'975	7'761	50'581	48'762	1'819	-5'942
	122'954	186'824	594'085	406'099	187'986	1'162

Le volume des investissements nets atteint 188 millions de francs, en augmentation de 1,2 million de francs, soit un niveau comparable au budget 2007. Les chapitres 6.2, 6.3 et 6.4 ci-après expliquent de manière détaillée les investissements prévus.

6.2 Investissements de l'Etat

Investissements nets

(En milliers de francs)

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008			Ecart par rapport au budget 2007
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Terrains non bâtis	-127	130	370	-	370	240
Routes nationales	3'838	10'101	243'750	234'806	8'944	-1'157
Routes cantonales	42'213	39'940	74'372	38'477	35'895	-4'045
Rhône	1'300	1'820	20'000	16'958	3'042	1'222
Immeubles d'enseignement	3'600	8'295	8'350	1'575	6'775	-1'520
Investissements hospitaliers	-	18'200	-	-	-	-18'200
Immeubles de service	4'093	7'389	8'115	3'093	5'022	-2'367
Immeubles des établissements	1'987	2'840	3'090	222	2'868	28
Centres d'entretien	-	5	125	120	5	-
Mobilier, machines et véhicules	8'161	11'204	12'025	1'050	10'975	-229
Autres investissements	1'336	2'818	5'961	2'105	3'856	1'039
Total	66'402	102'741	376'157	298'405	77'752	-24'989

Globalement, les investissements nets de l'Etat atteignent 77,8 millions de francs, en diminution de 25 millions de francs ou de 24,3% par rapport au budget 2007. Ce recul a principalement pour origine la non reconduction des crédits prévus en 2007 pour le rachat des infrastructures hospitalières (- 18,2 mios).

S'il est fait abstraction de cette opération, ce secteur connaît une diminution de 6,8 millions de francs ou de 6,6%. Cette diminution provient des routes cantonales (- 4 mios) et nationales (- 1,2 mio), ainsi que des immeubles de service (- 2,4 mios) et d'enseignement (- 1,2 mio).

La participation du fonds d'infrastructure pour les routes principales dans les régions de montagne et les régions périphériques provenant de la Confédération (7,9 mios) a été portée au budget sans que les investissements correspondants sur ces routes puissent être planifiés en 2008, ce qui explique la diminution du crédit net d'investissement sur les routes cantonales.

Il est prévu une augmentation des investissements pour la correction du Rhône (+ 1,2 mio).

Un crédit brut de 5 millions de francs est prévu pour la première phase de la rénovation du téléphérique Riddes-Iséables ("Immeubles de service" 2,1 mio, "Autres investissements" 2,9 mio), avec une participation de la Confédération à raison de 69%.

6.3 Participations aux investissements de tiers

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008			Ecart par rapport au budget 2007
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Feu et protection civile						
- Equipement et centres de secours incendie	-	-	5'162	5'162	-	-
- Abris de protection civile	28	52	110	100	10	-42
Santé	34'613	23'835	40'405	-	40'405	16'570
Action sociale	2'800	3'150	3'500	-	3'500	350
Energie	424	650	1'100	450	650	-
Aide à la jeunesse : institutions mineurs	77	650	1'350	-	1'350	700
Enseignement :						
- Ecoles primaires	3'815	4'500	4'500	-	4'500	-
- Cycles d'orientation	2'185	2'500	2'500	-	2'500	-
Promotion économique et touristique	203	3'800	2'150	-	2'150	-1'650
Encouragement au logement	3'360	4'630	4'000	70	3'930	-700
Mesures chômage	-	-	600	600	-	-
Fonds protection des sites	4'414	3'000	3'000	-	3'000	-
Agriculture :						
- Améliorations foncières	4'741	5'965	11'328	5'863	5'465	-500
- Fromageries, laiteries	10	-	-	-	-	-
- Diversification des cultures	1'500	1'600	1'600	-	1'600	-
Plans d'aménagement du territoire	384	430	430	-	430	-
Abornements et mensurations	516	2'900	9'750	8'200	1'550	-1'350
Entreprises de transports	395	1'479	1'481	-	1'481	2
Correction de torrents	4'041	4'290	19'221	11'922	7'299	3'009
Bâtiments :						
- Château de Valère	757	1'010	1'200	445	755	-255
- Autres monuments historiques	100	100	900	800	100	-
- Protection des sites	219	490	610	120	490	-
- Biens culturels	-	20	20	-	20	-
Forêts	5'796	5'400	40'860	19'000	21'860	16'460
Protection de l'environnement :						
- Assainissement des eaux usées	3'754	4'650	10'270	5'500	4'770	120
- Traitement des ordures	392	970	300	200	100	-870
- Assainissement des sites pollués	4	250	1'000	500	500	250
	74'528	76'321	167'347	58'932	108'415	32'094

Les participations aux investissements de tiers atteignent 108,4 millions de francs, en augmentation de 32,1 millions de francs ou de 42,1% par rapport au budget 2007.

Le secteur de la **santé** regroupe les principaux éléments suivants :

	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>Ecart</u>
- Subventions aux hôpitaux	15.9	32.2	+ 16.3
- Subventions aux EMS	4.6	5.0	+ 0.4
- Charges annuelles de l'hôpital de Monthey	1.5	1.5	-
- Autres (OCVS, informatique, etc.)	1.8	1.7	- 0.1
	<u>23.8</u>	<u>40.4</u>	<u>+ 16.6</u>

Dans les hôpitaux, la croissance porte surtout sur deux éléments : une augmentation des crédits pour les équipements (+ 6,3 mios) et des crédits nouveaux pour les mesures de renforcement sismique, la rénovation et l'entretien des immeubles, dont la gestion a été confiée au RSV (+ 9 mios). Ces augmentations doivent être mises en relation avec la non reconduction des crédits prévus en 2007 pour le rachat des infrastructures hospitalières (- 18,2 mios).

Les augmentations dans les secteurs **des forêts** (+ 16,5 mios) et de la **correction des torrents** (+ 3 mios) proviennent d'un double effet : celui de la réduction des subventions de la Confédération (effet RPT), mais aussi d'un sensible accroissement du volume des travaux planifiés et indispensables. Au niveau des forêts, il sera ainsi possible d'utiliser partiellement les nouveaux montants fédéraux affectés et de corriger l'effet des restrictions fédérales imposées temporairement depuis 2003.

6.4 Prêts et participations permanentes

En milliers de francs

	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008			Ecart par rapport au budget 2007
			Brut	Parts de tiers	Part du canton	
Prêts du patrimoine administratif	-17'983	7'761	50'581	48'762	1'819	-5'942
Prêt aux FMV	-10'000	-10'000	-	10'000	-10'000	-
Prêt du fonds de péréquation financière	-265	-265	-	265	-265	-
Crédits LIM	-3'532	6'000	24'000	18'000	6'000	-
Avances encouragement logement	-35	-35	-	35	-35	-
Crédit agricole	-11'264	-	4'500	9'270	-4'770	-4'770
Prêts d'honneur	-400	1'000	8'900	8'100	800	-200
Prêts à des institutions spécialisées pour handicapés	-73	-	-	-	-	-
Prêts aux sociétés de transports	19'490	12'011	11'681	892	10'789	-1'222
Crédits forestiers	-462	-	1'500	1'200	300	300
Prêts hôpitaux	-11'493	-950	-	1'000	-1'000	-50
Autres prêts	50	-	-	-	-	-
Participations patrimoine administratif	8	-	-	-	-	-
	-17'975	7'761	50'581	48'762	1'819	-5'942

Les prêts et participations du patrimoine administratif s'élèvent à 1,8 million de francs, en diminution de 5,9 millions de francs par rapport au budget 2007.

Cette diminution se rapporte à une diminution au crédit agricole (- 4,8 mios) et aux prêts aux sociétés de transports (- 1,2 mio).

Prêt aux FMV. Il s'agit de la 5^{ème} et dernière tranche de remboursement de 10 millions de francs du prêt de 50 millions de francs accordé aux FMV en 2001.

Prêts aux hôpitaux. Les infrastructures hospitalières, à l'exception de l'hôpital de Monthey, sont nouvellement inscrites directement au bilan de l'Etat comme biens immobiliers du canton. Le montant prévu au budget correspond ainsi au seul hôpital encore traité selon les anciennes modalités, à savoir une prise en charge des intérêts et amortissements annuels par le canton.

7. CONSIDERATIONS FINALES

Le budget 2008 présente des résultats positifs, soit un excédent de revenus de 46 millions de francs, ainsi qu'un excédent de financement de 8 millions de francs.

L'exigence du double frein aux dépenses et à l'endettement est ainsi respectée.

Il convient de rappeler que le budget 2008 est particulièrement marqué par la prise en compte de la nouvelle péréquation financière entre les cantons et la Confédération (RPT), qui crée parfois des variations très fortes dans certaines positions budgétaires.

La croissance des dépenses et des recettes, dans le compte de fonctionnement, par rapport au budget 2007, ainsi que les postes présentant les variations les plus importantes sont explicités dans les chapitres y relatifs qui précèdent et qui peuvent sommairement être rappelés ci-après :

Dans les dépenses, les postes montrant les évolutions les plus marquées sont les suivants (y compris les effets RPT) :

- les subventions accordées (+ 101 mios);
- les charges de personnel (+ 7,7 mios);
- les amortissements du patrimoine administratif (- 20,4 mios);
- les intérêts passifs (- 4,6 mios).

Dans les recettes, les principales variations se retrouvent aux :

- parts et recettes fédérales (+ 180,4 mios);
- impôts (+ 45 mios) ;
- contributions (+ 17,3 mios) ;
- revenus des biens (+ 8,7 mios);
- patentes et concessions (BNS) (- 74,1 mios);
- subventions acquises (- 80,4 mios).

Dans le compte des investissements, le volume des investissements nets est quasiment stabilisé par rapport au budget 2007 (+ 1,2 mio ou 0,6%).

En conclusion, le projet de budget 2008 se présente de manière satisfaisante, mais le maintien à l'avenir de résultats favorables requiert de tous les acteurs, à tous les échelons, du Parlement, du Gouvernement et de l'Administration, de poursuivre les efforts pour une maîtrise rigoureuse de l'évolution des dépenses.

Dans ce sens, le Gouvernement réaffirme la nécessité d'un examen régulier des besoins, obligations et priorités de l'action étatique, ainsi que de la recherche de mesures d'économie, notamment structurelles.

Enfin, il tient à réaffirmer sa conviction que des finances cantonales saines constituent une base indispensable à un développement harmonieux de notre canton sur les plans économique, social et culturel.

C'est dans ces sentiments que nous soumettons à la Haute Assemblée l'approbation du budget de l'Etat pour l'année 2008 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 5 septembre 2007

Le président du Conseil d'Etat: **Jean-Jacques Rey-Bellet**
Le chancelier d'Etat: **Henri von Roten**



PROJET DE DECISION

Projet de décision
concernant le budget de l'Etat pour l'année 2008
du ...

Le Grand Conseil du canton du Valais,

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;

vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;

sur proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Article premier Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2008 est approuvé.

Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement, le financement et le résultat.

Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 2'493'112'600 francs et les charges à 2'297'167'200 francs.

La marge d'autofinancement s'élève à 195'945'400 francs.

Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 594'084'500 francs et les recettes à 406'098'900 francs.

Les investissements nets présumés s'élèvent à 187'985'600 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 187'985'600 francs sont entièrement autofinancés.

L'excédent de financement s'élève à 7'959'800 francs.

Art. 5 Résultat

L'excédent de revenus présumé s'élève, après enregistrement des amortissements du patrimoine administratif pour 149'994'100 francs, à 45'951'300 francs.

Art. 6 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 lettre d) de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 5 septembre 2007.

Le président du Conseil d'Etat : **Jean-Jacques Rey-Bellet**

Le chancelier d'Etat : **Henri v. Roten**



COMPTE ADMINISTRATIF

OP : objectif politique
GP : groupe de produits
P : produit

Résultats**Compte 2006**
Fr.**Budget 2007**
Fr.**Budget 2008**
Fr.**Ecart 07/08**
Fr.**COMPTE DE FONCTIONNEMENT****MOUVEMENT FINANCIER**

Total dépenses	2'089'982'911.40	2'191'874'200	2'297'167'200	105'293'000
Total recettes	2'367'778'587.97	2'392'072'200	2'493'112'600	101'040'400
Excédent de recettes (Marge d'autofinancement)	277'795'676.57	200'198'000	195'945'400	-4'252'600

MOUVEMENT COMPTABLE

Report excédent de recettes	277'795'676.57	200'198'000	195'945'400	-4'252'600
Total des charges	255'092'264.99	172'884'800	149'994'100	-22'890'700
Excédent de revenus	22'703'411.58	27'313'200	45'951'300	18'638'100

COMPTE DES INVESTISSEMENTS**INVESTISSEMENTS**

Total dépenses	364'531'072.21	543'563'500	594'084'500	50'521'000
Total recettes	241'576'996.91	356'740'000	406'098'900	49'358'900
Excédent de dépenses	122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100

FINANCEMENT

Excédent de recettes de fonctionnement	277'795'676.57	200'198'000	195'945'400	-4'252'600
Excédent de dépenses d'investissement	122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100
Excédent de financement	154'841'601.27	13'374'500	7'959'800	-5'414'700

VARIATION DE LA FORTUNE

Excédent de financement	154'841'601.27	13'374'500	7'959'800	-5'414'700
Report au bilan	-132'138'189.69	13'938'700	37'991'500	24'052'800
Augmentation de la fortune nette	22'703'411.58	27'313'200	45'951'300	18'638'100

Aperçu général		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
Dépenses		2'709'606'248.60	2'908'322'500	3'041'245'800	132'923'300
Recettes		2'732'309'660.18	2'935'635'700	3'087'197'100	151'561'400
Excédent de recettes		22'703'411.58	27'313'200	45'951'300	18'638'100
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
Pouvoir législatif		3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600
Pouvoir exécutif		2'087'474.09	2'225'900	2'213'700	-12'200
Pouvoir judiciaire		21'845'075.58	22'426'400	23'661'400	1'235'000
Présidence		8'872'162.35	9'295'000	9'371'300	76'300
Finances, institutions et sécurité		-1'168'547'644.74	-1'179'146'400	-1'332'551'700	-153'405'300
Santé, affaires sociales et énergie		338'638'272.32	384'017'900	482'577'200	98'559'300
Education, culture et sports		489'729'061.83	538'286'300	571'526'100	33'239'800
Economie et territoire		-22'089'124.48	25'890'600	13'166'000	-12'724'600
Transports, équipement et environnement		170'709'961.44	178'985'200	217'522'200	38'537'000
Charges et revenus comptables		132'138'189.69	-13'938'700	-37'991'500	-24'052'800
Excédent de recettes		22'703'411.58	27'313'200	45'951'300	18'638'100
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30 Charges de personnel		520'302'337.61	559'923'700	567'596'500	7'672'800
31 Biens, services et marchandises		178'618'501.35	195'219'100	197'325'400	2'106'300
32 Intérêts passifs		44'857'282.15	35'707'000	31'125'000	-4'582'000
33 Amortissements		272'011'940.32	187'575'100	165'292'800	-22'282'300
34 Parts et contributions sans affectation		40'940'625.25	39'272'000	45'904'800	6'632'800
35 Dédommagements à des collectivités publiques		75'293'445.80	77'664'000	81'959'000	4'295'000
36 Subventions accordées		929'320'223.01	979'053'800	1'080'036'400	100'982'600
37 Subventions redistribuées		115'477'909.50	129'614'400	115'390'300	-14'224'100
38 Attributions aux financements spéciaux		62'978'488.81	48'106'200	47'366'100	-740'100
39 Imputations internes		105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300
40 Impôts		942'876'181.40	956'598'700	1'001'574'000	44'975'300
41 Patentes et concessions		153'832'103.50	152'300'000	78'218'000	-74'082'000
42 Revenus des biens		49'322'332.57	29'112'700	37'813'800	8'701'100
43 Contributions		142'816'520.16	166'539'600	183'832'800	17'293'200
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		401'344'341.95	398'670'000	579'037'000	180'367'000
45 Dédommagements de collectivités publiques		90'281'666.28	77'333'200	94'819'800	17'486'600
46 Subventions acquises		357'193'724.68	363'341'300	282'984'500	-80'356'800
47 Subventions à redistribuer		115'477'909.50	129'614'400	115'390'300	-14'224'100
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		9'359'930.34	5'938'600	4'277'400	-1'661'200
49 Imputations internes		105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300
Total charges		2'345'075'176.39	2'364'759'000	2'447'161'300	82'402'300
Total revenus		2'367'778'587.97	2'392'072'200	2'493'112'600	101'040'400
Excédent de revenus		22'703'411.58	27'313'200	45'951'300	18'638'100
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50 Investissements propres		191'128'870.46	347'408'100	376'157'300	28'749'200
52 Prêts et participations permanentes		52'733'553.45	59'702'700	50'580'500	-9'122'200
56 Subventions accordées		81'565'806.35	82'977'300	127'898'400	44'921'100
57 Subventions redistribuées		39'102'841.95	53'475'400	39'448'300	-14'027'100
60 Transferts au patrimoine financier		161'832.20			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		70'708'978.94	51'941'800	48'761'800	-3'180'000
63 Facturation à des tiers		349'660.50			
64 Remboursement de subventions accordées		210'930.50	105'000	105'000	0
66 Subventions acquises		131'042'752.82	251'217'800	317'783'800	66'566'000
67 Subventions à redistribuer		39'102'841.95	53'475'400	39'448'300	-14'027'100
69 Report au bilan des dépenses		122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100
Total dépenses		364'531'072.21	543'563'500	594'084'500	50'521'000
Total recettes		364'531'072.21	543'563'500	594'084'500	50'521'000

Pouvoir législatif		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600
	Recettes				
	Excédent de dépenses	3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Grand Conseil (Service parlementaire)	3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600
	Excédent de dépenses	3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	2'620'212.90	2'928'600	2'972'500	43'900
31	Biens, services et marchandises	726'072.15	954'700	1'067'900	113'200
36	Subventions accordées	442'600.00	453'500	489'000	35'500
39	Imputations internes	29'164.64	17'800	19'600	1'800
	Total charges	3'818'049.69	4'354'600	4'549'000	194'400
	Total revenus				
	Excédent de charges	3'818'049.69	4'354'600	4'549'000	194'400
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres	95'110.65	290'000	5'000	-285'000
	Total dépenses	95'110.65	290'000	5'000	-285'000
	Total recettes				
	Excédent de dépenses	95'110.65	290'000	5'000	-285'000

GRAND CONSEIL (SERVICE PARLEMENTAIRE)

OP 1
Exercer le pouvoir législatif
Fr. 4'554'000 net

GP 11
Organisation et suivi des sessions
Fr. 1'382'355 net

GP 12
Documentation, information,
relations publiques
Fr. 3'171'645 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	3'818'049.69	4'354'600	4'549'000	194'400
30 Charges de personnel	2'620'212.90	2'928'600	2'972'500	43'900
31 Biens, services et marchandises	726'072.15	954'700	1'067'900	113'200
33 Amortissements	0.00	0	0	0
36 Subventions accordées	442'600.00	453'500	489'000	35'500
39 Imputations internes	29'164.64	17'800	19'600	1'800
4 Revenus de fonctionnement	0.00	0	0	0
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	3'818'049.69	4'354'600	4'549'000	194'400
5 Dépenses d'investissement	95'110.65	290'000	5'000	-285'000
50 Investissements propres	95'110.65	290'000	5'000	-285'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	95'110.65	290'000	5'000	-285'000
Insuffisance de financement	3'913'160.34	4'644'600	4'554'000	-90'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	6.30	6.60	6.60

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE**Exercer le pouvoir législatif****Sous-objectifs politiques**

- 1 Exercer, sous réserve des droits du peuple, le pouvoir législatif
 - 1.1 Elaborer et approuver les dispositions constitutionnelles et les règles de droit, ainsi que tout acte relevant de la compétence du Grand Conseil
 - 1.2 Exercer la haute surveillance sur la gestion du Conseil d'Etat, des autorités judiciaires et des établissements autonomes de droit public
 - 1.3 Procéder aux élections et nominations prévues par la constitution et la loi
- 2 Apporter, avec le Service parlementaire, un appui juridique, scientifique et logistique au Grand Conseil et à ses organes

GRAND CONSEIL (SERVICE PARLEMENTAIRE)**Mesures prioritaires**

- ad1* 1 Examen et traitement des objets soumis par le Conseil d'Etat ou proposés par les organes ou membres du Grand Conseil lors d'un maximum de 9 sessions
- 2 Développement dans les 5 mois des interventions parlementaires déposées
- 3 Traitement dans les 3 mois après leur développement des interventions parlementaires déposées
- 4 Poursuite du projet d'informatisation du Grand Conseil vers e-parlement

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre de jours de sessions (addition des 1/2 journées)	15.5	20	20	0
	2 Nombre d'objets traités par le Grand Conseil (projets de loi, décrets ou décisions; élections, rapports)	68	90	90	0
	3 Nombre de séances de commissions	278	200	300	100
	4 Nombre d'interventions parlementaires déposées	318	150	250	100
	5 Nombre d'interventions parlementaires traitées	196	150	250	100
	6 Pourcentage des interventions parlementaires développées dans les 5 mois après leur dépôt		90%	85%	-5%
	7 Pourcentage des interventions parlementaires traitées dans les 3 mois après leur développement		100%	95%	-5%

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Organisation et suivi des sessions	1'382'355		1'382'355
P1101 Appui aux organes du Grand Conseil	188'235		188'235
P1102 Appui aux commissions	356'190		356'190
300 Indemnités et vacations aux membres de la CCPD	40'000		40'000
Autres dépenses / recettes	316'190		316'190
P1103 Préparation administrative des sessions	97'970		97'970
P1104 Déroulement des sessions	700'780		700'780
318 Traduction simultanée	170'000		170'000
365 Aide aux groupes politiques	438'000		438'000
Autres dépenses / recettes	92'780		92'780
P1105 Suivi des sessions	39'180		39'180
GP12 Documentation, information, relations publiques	3'171'645		3'171'645
P1201 Prestations aux députés	2'404'797		2'404'797
300 Indemnités et vacations aux membres du parlement	1'915'900		1'915'900
317 Indemnités de déplacement des membres du parlement	253'400		253'400
317 Indemnités informatiques aux membres du parlement	156'000		156'000
Autres dépenses / recettes	79'497		79'497
P1202 Gestion des documents	447'112		447'112
315 Migration du VOS (système de gestion des personnes et des documents)	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	297'112		297'112
P1203 Travaux pour des tiers	100'579		100'579
P1204 Médias	96'377		96'377
P1205 Représentation - réception - associations	122'780		122'780
367 Conférence des présidents APF	30'000		30'000
Autres dépenses / recettes	92'780		92'780
Total	4'554'000		4'554'000

Pouvoir exécutif		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	3'314'571.69	2'409'300	2'793'700	384'400
	Recettes	1'227'097.60	183'400	580'000	396'600
	Excédent de dépenses	2'087'474.09	2'225'900	2'213'700	-12'200
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Conseil d'Etat	1'786'258.69	1'930'400	1'919'900	-10'500
	Préfectures	301'215.40	295'500	293'800	-1'700
	Excédent de dépenses	2'087'474.09	2'225'900	2'213'700	-12'200
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	1'747'337.90	1'759'300	1'782'700	23'400
31	Biens, services et marchandises	279'524.76	450'000	411'000	-39'000
36	Subventions accordées	640'000.00	100'000	500'000	400'000
38	Attributions aux financements spéciaux	500'000.00			
39	Imputations internes	1'059.03			
43	Contributions	86'797.60	83'400	80'000	-3'400
46	Subventions acquises	500'300.00	100'000	500'000	400'000
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	640'000.00			
	Total charges	3'167'921.69	2'309'300	2'693'700	384'400
	Total revenus	1'227'097.60	183'400	580'000	396'600
	Excédent de charges	1'940'824.09	2'125'900	2'113'700	-12'200
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres	96'650.00	100'000	100'000	0
52	Prêts et participations permanentes	50'000.00			
	Total dépenses	146'650.00	100'000	100'000	0
	Total recettes				
	Excédent de dépenses	146'650.00	100'000	100'000	0

CONSEIL D'ETAT

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	2'866'706.29	2'013'800	2'399'900	386'100
30 Charges de personnel	1'447'190.50	1'474'800	1'497'900	23'100
31 Biens, services et marchandises	279'515.79	439'000	402'000	-37'000
36 Subventions accordées	640'000.00	100'000	500'000	400'000
38 Attributions aux financements spéciaux	500'000.00	0	0	0
4 Revenus de fonctionnement	1'227'097.60	183'400	580'000	396'600
43 Contributions	86'797.60	83'400	80'000	-3'400
46 Subventions acquises	500'300.00	100'000	500'000	400'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	640'000.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	1'639'608.69	1'830'400	1'819'900	-10'500
5 Dépenses d'investissement	146'650.00	100'000	100'000	0
50 Investissements propres	96'650.00	100'000	100'000	0
52 Prêts et participations permanentes	50'000.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	146'650.00	100'000	100'000	0
Insuffisance de financement	1'786'258.69	1'930'400	1'919'900	-10'500

PRÉFECTURES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	301'215.40	295'500	293'800	-1'700
30 Charges de personnel	300'147.40	284'500	284'800	300
31 Biens, services et marchandises	8.97	11'000	9'000	-2'000
39 Imputations internes	1'059.03	0	0	0
4 Revenus de fonctionnement	0.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	301'215.40	295'500	293'800	-1'700
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	301'215.40	295'500	293'800	-1'700

Pouvoir judiciaire**Compte 2006**
Fr.**Budget 2007**
Fr.**Budget 2008**
Fr.**Ecart 07/08**
Fr.**TOTAL GENERAL**

Dépenses	28'790'443.15	29'345'100	30'900'200	1'555'100
Recettes	6'945'367.57	6'918'700	7'238'800	320'100
Excédent de dépenses	21'845'075.58	22'426'400	23'661'400	1'235'000

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Tribunaux	20'425'504.76	20'936'900	22'120'700	1'183'800
Ministère public	1'419'570.82	1'489'500	1'540'700	51'200
Excédent de dépenses	21'845'075.58	22'426'400	23'661'400	1'235'000

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	22'245'422.40	23'087'900	24'370'900	1'283'000
31	Biens, services et marchandises	3'792'325.18	3'691'200	3'859'100	167'900
33	Amortissements	1'072'583.09	1'082'000	1'099'000	17'000
36	Subventions accordées	1'122'778.90	1'007'000	1'143'000	136'000
39	Imputations internes	557'333.58	477'000	428'200	-48'800
42	Revenus des biens	3'116.81	500	500	0
43	Contributions	5'669'693.66	5'641'000	5'819'000	178'000
45	Dédommagements de collectivités publiques	1'227'569.50	1'277'200	1'419'300	142'100
49	Imputations internes	44'987.60			
	Total charges	28'790'443.15	29'345'100	30'900'200	1'555'100
	Total revenus	6'945'367.57	6'918'700	7'238'800	320'100
	Excédent de charges	21'845'075.58	22'426'400	23'661'400	1'235'000

TRIBUNAUX

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	27'342'872.33	27'827'600	29'331'500	1'503'900
30 Charges de personnel	20'873'362.60	21'672'000	22'916'300	1'244'300
31 Biens, services et marchandises	3'750'230.29	3'626'500	3'779'400	152'900
33 Amortissements	1'072'583.09	1'082'000	1'099'000	17'000
36 Subventions accordées	1'122'778.90	1'007'000	1'143'000	136'000
39 Imputations internes	523'917.45	440'100	393'800	-46'300
4 Revenus de fonctionnement	6'917'367.57	6'890'700	7'210'800	320'100
42 Revenus des biens	3'116.81	500	500	0
43 Contributions	5'669'693.66	5'641'000	5'819'000	178'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'199'569.50	1'249'200	1'391'300	142'100
49 Imputations internes	44'987.60	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	20'425'504.76	20'936'900	22'120'700	1'183'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	20'425'504.76	20'936'900	22'120'700	1'183'800

MINISTÈRE PUBLIC

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	1'447'570.82	1'517'500	1'568'700	51'200
30 Charges de personnel	1'372'059.80	1'415'900	1'454'600	38'700
31 Biens, services et marchandises	42'094.89	64'700	79'700	15'000
39 Imputations internes	33'416.13	36'900	34'400	-2'500
4 Revenus de fonctionnement	28'000.00	28'000	28'000	0
45 Dédommagements de collectivités publiques	28'000.00	28'000	28'000	0
Charges nettes de fonctionnement	1'419'570.82	1'489'500	1'540'700	51'200
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	1'419'570.82	1'489'500	1'540'700	51'200

Présidence		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
	Dépenses	9'421'410.46	9'873'000	9'813'900	-59'100
	Recettes	549'248.11	578'000	442'600	-135'400
	Excédent de dépenses	8'872'162.35	9'295'000	9'371'300	76'300
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
	Chancellerie d'Etat	5'684'803.91	5'574'100	5'732'100	158'000
	Information	872'002.15	984'700	864'100	-120'600
	Inspection des finances	2'315'356.29	2'736'200	2'775'100	38'900
	Groupe interdépartemental "Intempéries"				
	Excédent de dépenses	8'872'162.35	9'295'000	9'371'300	76'300
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30	Charges de personnel	5'217'327.25	5'625'000	5'667'900	42'900
31	Biens, services et marchandises	3'638'984.03	3'728'000	3'660'000	-68'000
33	Amortissements	7'725.60	5'000	5'000	0
36	Subventions accordées	213'880.10	228'000	253'000	25'000
38	Attributions aux financements spéciaux	448.89			
39	Imputations internes	308'935.39	209'000	228'000	19'000
40	Impôts	1'380.20			
42	Revenus des biens	461.29			
43	Contributions	254'209.62	300'000	258'400	-41'600
49	Imputations internes	293'197.00	278'000	184'200	-93'800
	Total charges	9'387'301.26	9'795'000	9'813'900	18'900
	Total revenus	549'248.11	578'000	442'600	-135'400
	Excédent de charges	8'838'053.15	9'217'000	9'371'300	154'300
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50	Investissements propres	34'109.20	78'000		-78'000
	Total dépenses	34'109.20	78'000		-78'000
	Total recettes				
	Excédent de recettes	-34'109.20	-78'000		78'000

CHANCELLERIE D'ETAT

OP 1
Planifier et coordonner les affaires
du Conseil d'Etat et les rapports
entre les Conseils
Fr. 5'732'100 net

GP 11
Appui à l'action gouvernementale
Fr. 884'606 net

GP 12
Appui juridique au Conseil d'Etat
Fr. 463'988 net

GP 13
Appui administratif et logistique
Fr. 4'383'506 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	5'799'957.13	5'805'500	5'885'800	80'300
30 Charges de personnel	2'225'618.40	2'379'700	2'375'900	-3'800
31 Biens, services et marchandises	3'198'920.42	3'113'000	3'153'000	40'000
32 Intérêts passifs	0.00	0	0	0
33 Amortissements	7'725.60	5'000	5'000	0
36 Subventions accordées	176'231.00	203'000	228'000	25'000
39 Imputations internes	191'461.71	104'800	123'900	19'100
4 Revenus de fonctionnement	149'262.42	309'400	153'700	-155'700
40 Impôts	1'380.20	0	0	0
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	109'562.22	209'400	153'700	-55'700
46 Subventions acquises	0.00	0	0	0
49 Imputations internes	38'320.00	100'000	0	-100'000
Charges nettes de fonctionnement	5'650'694.71	5'496'100	5'732'100	236'000
5 Dépenses d'investissement	34'109.20	78'000	0	-78'000
50 Investissements propres	34'109.20	78'000	0	-78'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	34'109.20	78'000	0	-78'000
Insuffisance de financement	5'684'803.91	5'574'100	5'732'100	158'000

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	19.10	19.50	19.50
Auxiliaires de longue durée	0.70	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Planifier, coordonner et assurer le suivi des affaires du Conseil d'Etat et des rapports entre les pouvoirs

Sous-objectifs politiques

- 1 Soutenir le Conseil d'Etat dans la planification, la coordination et le suivi des affaires gouvernementales
- 2 Assurer l'appui juridique du Conseil d'Etat
- 3 Fournir des prestations de service pour l'ensemble de l'administration

CHANCELLERIE D'ETAT**Mesures prioritaires**

- ad1* 1 Amélioration du processus de cheminement des dossiers traités en séance du Conseil d'Etat et inventorisation des décisions du Conseil d'Etat
- ad2* 2 Liquidation des recours nouvellement enregistrés dans un délai de six mois (art. 61a LPJA)
- ad3* 3 Elaboration d'un concept médiation/sécurité

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Modifications apportées à la planification législative, en % du nombre d'objets	31%	10%	20%	10%
	2 Degré de liquidation des recours (recours liquidés / recours déposés)	87%	100%	100%	0%
	3 Pourcentage des recours rejetés par l'instance supérieure (TC ou TF)	27.5%	15%	15%	0%
	4 Evolution des frais de port (2005 = Fr. 2.6 mios)		2'650'000	2'680'000	30'000

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Appui à l'action gouvernementale	886'767	2'161	884'606
P1101 Action gouvernementale et appui Présidence	319'658	220	319'438
318 Promotion des intérêts cantonaux au plan fédéral	250'000		250'000
Autres dépenses / recettes	69'658	220	69'438
P1102 Coordination de l'activité intergouvernementale	208'099	366	207'733
361 Conférence des gouvernements cantonaux	122'000		122'000
361 Conférence des gouvernements de Suisse occidentale	20'000		20'000
Autres dépenses / recettes	66'099	366	65'733
P1103 Préparation et suivi des sessions du GC	59'483	330	59'153
P1104 Séances du Conseil d'Etat	299'527	1'245	298'282
GP12 Appui juridique au Conseil d'Etat	546'991	83'003	463'988
P1201 Suivi/publication de la législation	39'659	220	39'439
P1202 Instruction et décisions sur recours	507'332	82'783	424'549
431 Recours au Conseil d'Etat		80'000	-80'000
Autres dépenses / recettes	507'332	2'783	504'549
GP13 Appui administratif et logistique	4'452'042	68'536	4'383'506
P1301 Sécurité - médiation	66'098	366	65'732
P1302 Gestion administrative et affaires courantes	347'264	51'759	295'505
P1303 Protocole Conseil d'Etat/Huissiers et chauffeurs	560'797	2'272	558'525
P1304 Courrier	3'081'576	12'198	3'069'378
318 Port administration cantonale	2'680'000		2'680'000
Autres dépenses / recettes	401'576	12'198	389'378
P1305 Gestion des données: Adjudications et commission	19'826	109	19'717
P1306 Traduction	178'188	733	177'455
P1307 Central téléphonique	198'293	1'099	197'194
Total	5'885'800	153'700	5'732'100

INFORMATION

OP 1
Assurer l'information des activités
de l'Etat
Fr. 864'100 net

GP 11
Communication et information
Fr. 864'100 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	872'002.15	1'034'700	918'300	-116'400
30 Charges de personnel	575'281.20	665'200	658'200	-7'000
31 Biens, services et marchandises	244'438.60	329'000	221'000	-108'000
36 Subventions accordées	37'649.10	25'000	25'000	0
39 Imputations internes	14'633.25	15'500	14'100	-1'400
4 Revenus de fonctionnement	0.00	50'000	54'200	4'200
49 Imputations internes	0.00	50'000	54'200	4'200
Charges nettes de fonctionnement	872'002.15	984'700	864'100	-120'600
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	872'002.15	984'700	864'100	-120'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	3.30	5.00	4.50
Auxiliaires de longue durée	1.00	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer la transparence des activités étatiques afin de favoriser la libre formation de l'opinion publique et stimuler la participation à la vie publique

Sous-objectifs politiques

- 1 Garantir une communication adaptée aux attentes du public et de l'autorité
- 2 Informer l'administration des décisions et intentions du Conseil d'Etat
- 3 Conseiller le gouvernement et son administration en matière de communication
- 4 Assurer et développer des technologies web performantes

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Elaboration d'un projet de loi sur l'information intégrant les problématiques de l'information au public, de l'accès aux documents et de la protection des données à caractère personnel
- 2 Préparation de la mise à niveau des développements informatiques en prévision des élections cantonales 2009
- ad4* 3 Développement de l'offre de prestations en ligne basée sur la stratégie générale de "cyberadministration" élaborée par la Confédération
- 4 Développement sur le site de l'Etat du Valais des premières transactions entièrement électroniques (mise en évidence des priorités, projet pilote)

INFORMATION

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Satisfaction des bénéficiaires de l'information, selon sondage annuel (baromètre médias et sondage intranet)	4.25	↗	↗	
	2 Baromètre médias : Fiabilité des communiqués (2006 = 4.48 / 5)			4.5	
	3 Baromètre médias : Style des communiqués (2006 = 4.11 / 5)			4.4	
	4 Baromètre médias : Délais d'envoi (note aux rédactions, invitations) (2006 = 4.37 / 5)			4.5	
	5 Baromètre médias : Illustrations à disposition (2006 = 3.96 / 5)			4	
	6 Baromètre médias : Organisation des conférences de presse (2006 = 4.23 / 5)			4.3	
	7 Baromètre médias : Calendrier des conférences de presse (2006 = 4.24 / 5)			4.3	
	8 Baromètre médias : Conseil et appui (2006 = 4.29 / 5)			4.3	
	9 Baromètre médias : Disponibilité (2006 = 4.38 / 5)			4.5	
	10 Communiqués de presse publiés			150	
	11 Conférences de presse organisées			40	

INFORMATION**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Communication et information	918'300	54'200	864'100
P1101 Communication externe	276'026	54'200	221'826
P1102 Information interne	97'173		97'173
P1103 Conseil et appui	80'976		80'976
P1104 Technologie web	464'125		464'125
318 Développement du site internet de l'Etat	180'000		180'000
Autres dépenses / recettes	284'125		284'125
Total	918'300	54'200	864'100

INSPECTION DES FINANCES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	2'714'880.69	2'954'800	3'009'800	55'000
30 Charges de personnel	2'416'427.65	2'580'100	2'633'800	53'700
31 Biens, services et marchandises	195'612.61	286'000	286'000	0
39 Imputations internes	102'840.43	88'700	90'000	1'300
4 Revenus de fonctionnement	399'524.40	218'600	234'700	16'100
43 Contributions	144'647.40	90'600	104'700	14'100
49 Imputations internes	254'877.00	128'000	130'000	2'000
Charges nettes de fonctionnement	2'315'356.29	2'736'200	2'775'100	38'900
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	2'315'356.29	2'736'200	2'775'100	38'900

Département des finances, des institutions et de la sécurité (DFIS)
Compte 2006
Fr.

Budget 2007
Fr.

Budget 2008
Fr.

Ecart 07/08
Fr.

TOTAL GENERAL

Dépenses	341'012'968.95	357'827'400	363'438'700	5'611'300
Recettes	1'509'560'613.69	1'536'973'800	1'695'990'400	159'016'600
Excédent de recettes	1'168'547'644.74	1'179'146'400	1'332'551'700	153'405'300

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Administration cantonale des finances	-179'164'585.94	-190'245'100	-535'085'200	-344'840'100
Service cantonal des contributions	-1'022'128'589.80	-1'041'209'700	-845'915'600	195'294'100
Service du personnel et de l'organisation	2'868'292.86	3'547'300	3'846'300	299'000
Service juridique des finances et du personnel	756'007.48	756'300	853'800	97'500
Service cantonal de l'informatique	17'727'540.94	20'202'100	21'080'700	878'600
Service des affaires intérieures	1'871'330.96	2'330'100	2'046'500	-283'600
Service administratif et juridique des institutions	-2'595'737.68	-2'048'000	-2'553'300	-505'300
Offices des poursuites et faillites étatisés	-1'434'176.94	-1'525'500	-1'302'700	222'800
Secrétariat à l'égalité et à la famille	425'833.46	483'100	452'300	-30'800
Police cantonale	57'545'017.61	63'446'500	63'343'100	-103'400
Service de l'état civil et des étrangers	3'008'302.38	3'695'500	4'363'200	667'700
Établissements pénitentiaires	7'907'172.80	8'873'500	9'846'100	972'600
Service de la circulation routière et de la navigation	-55'946'747.55	-54'800'800	-57'051'700	-2'250'900
Service de la sécurité civile et militaire	691'831.83	7'128'400	3'183'600	-3'944'800
Service de la chasse, de la pêche et de la faune	-79'137.15	219'900	341'200	121'300
Excédent de recettes	1'168'547'644.74	1'179'146'400	1'332'551'700	153'405'300

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	136'664'630.49	144'157'500	148'530'800	4'373'300
31	Biens, services et marchandises	36'327'939.24	43'076'000	44'698'600	1'622'600
32	Intérêts passifs	44'856'634.30	35'707'000	31'125'000	-4'582'000
33	Amortissements	14'652'423.51	12'817'100	13'670'500	853'400
34	Parts et contributions sans affectation	40'126'162.60	38'570'000	45'112'800	6'542'800
35	Dédommagements à des collectivités publiques	2'946'800.25	3'714'000	3'743'500	29'500
36	Subventions accordées	5'517'779.49	5'244'700	6'895'900	1'651'200
37	Subventions redistribuées	266'050.00	275'000	271'800	-3'200
38	Attributions aux financements spéciaux	22'311'710.21	13'430'100	12'036'800	-1'393'300
39	Imputations internes	29'172'180.76	45'757'200	47'032'900	1'275'700
40	Impôts	820'440'502.23	835'704'000	879'028'000	43'324'000
41	Patentes et concessions	144'513'481.40	143'711'000	68'829'000	-74'882'000
42	Revenus des biens	39'291'735.44	19'862'300	29'460'400	9'598'100
43	Contributions	53'999'697.24	83'969'000	86'126'900	2'157'900
44	Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	367'857'227.95	367'982'100	544'845'200	176'863'100
45	Dédommagements de collectivités publiques	8'621'627.32	7'316'000	8'517'000	1'201'000
46	Subventions acquises	17'471'942.56	15'653'300	15'136'200	-517'100
47	Subventions à redistribuer	266'050.00	275'000	271'800	-3'200
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	1'587'872.22	350'000	1'170'000	820'000
49	Imputations internes	38'969'581.08	56'085'100	55'928'800	-156'300
	Total charges	332'842'310.85	342'748'600	353'118'600	10'370'000
	Total revenus	1'493'019'717.44	1'530'907'800	1'689'313'300	158'405'500
	Excédent de revenus	1'160'177'406.59	1'188'159'200	1'336'194'700	148'035'500

COMPTE DES INVESTISSEMENTS

50	Investissements propres	3'512'153.55	10'315'500	5'048'000	-5'267'500
56	Subventions accordées	4'392'819.10	4'563'300	5'172'100	608'800
57	Subventions redistribuées	265'685.45	200'000	100'000	-100'000
62	Remboursements de prêts et de participations permanentes	11'758'060.00	1'215'000	1'265'000	50'000
66	Subventions acquises	4'517'150.80	4'651'000	5'312'100	661'100
67	Subventions à redistribuer	265'685.45	200'000	100'000	-100'000
	Total dépenses	8'170'658.10	15'078'800	10'320'100	-4'758'700
	Total recettes	16'540'896.25	6'066'000	6'677'100	611'100
	Excédent de dépenses	-8'370'238.15	9'012'800	3'643'000	-5'369'800

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

OP 1
Administrer et gérer les finances
du canton
Fr. -535'085'200 net

GP 11
Analyses et planifications
financières
Fr. 2'364'690 net

GP 12
Relations financières avec les
collectivités publiques
Fr. -528'906'470 net

GP 13
Comptabilité générale, trésorerie
et salaires
Fr. -10'023'350 net

GP 14
Affaires financières générales et
logistique
Fr. 1'479'930 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	115'007'976.42	120'659'500	120'909'200	249'700
30 Charges de personnel	13'752'396.70	13'382'900	14'346'200	963'300
31 Biens, services et marchandises	7'812'490.06	9'698'400	9'762'100	63'700
32 Intérêts passifs	39'977'273.80	34'507'000	26'525'000	-7'982'000
33 Amortissements	854'026.62	796'600	750'000	-46'600
34 Parts et contributions sans affectation	16'868'320.00	17'860'000	22'752'800	4'892'800
36 Subventions accordées	1'595'561.10	1'000'000	2'500'000	1'500'000
38 Attributions aux financements spéciaux	21'192'289.65	13'250'100	11'856'800	-1'393'300
39 Imputations internes	12'955'618.49	30'164'500	32'416'300	2'251'800
4 Revenus de fonctionnement	282'414'502.36	309'854'600	654'829'400	344'974'800
40 Impôts	59'382.84	0	0	0
41 Patentes et concessions	141'511'354.50	140'711'000	65'829'000	-74'882'000
42 Revenus des biens	32'515'710.60	13'918'300	22'011'100	8'092'800
43 Contributions	1'196'122.59	30'740'300	30'656'200	-84'100
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	69'519'527.50	69'673'700	480'434'000	410'760'300
46 Subventions acquises	8'919'249.70	9'400'000	9'550'900	150'900
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	593'763.25	0	0	0
49 Imputations internes	28'099'391.38	45'411'300	46'348'200	936'900
Revenus nets de fonctionnement	167'406'525.94	189'195'100	533'920'200	344'725'100
5 Dépenses d'investissement	0.00	165'000	100'000	-65'000
50 Investissements propres	0.00	165'000	100'000	-65'000
6 Recettes d'investissement	11'758'060.00	1'215'000	1'265'000	50'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	11'758'060.00	1'215'000	1'265'000	50'000
Recettes nettes d'investissement	11'758'060.00	1'050'000	1'165'000	115'000
Excédent de financement	179'164'585.94	190'245'100	535'085'200	344'840'100

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	42.70	47.50	49.50
Auxiliaires de longue durée	2.00	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

OBJECTIF POLITIQUE					
Gérer les finances du canton et élaborer les bases utiles à la conduite de sa politique financière					
Sous-objectifs politiques					
1	Aider à la conduite financière du canton, en particulier :				
1.1	Etablir la planification financière et le budget et en assurer le suivi				
1.2	Elaborer les préavis et autres analyses financières à l'intention du Conseil d'Etat et des départements				
1.3	Assurer le controlling financier gouvernemental et départemental				
1.4	Assurer le suivi des relations financières avec la Confédération				
1.5	Etablir les tableaux de bord et les statistiques financières				
2	Organiser et coordonner la comptabilité générale de l'Etat :				
2.1	Tenir la comptabilité générale, assurer le contrôle des paiements et procéder à l'établissement du compte				
2.2	Assurer une gestion optimale de la trésorerie conforme au marché				
2.3	Assurer le paiement des salaires et des honoraires				
3	Gérer les affaires financières générales et logistiques dévolues à un service financier central soit :				
3.1	Apporter aide et conseils aux communes (assainissement, péréquation, comptabilité, statistiques, etc.)				
3.2	Gérer le patrimoine financier, les assurances, les dévolutions, etc.				
3.3	Mettre à disposition des services le mobilier, le matériel et les publications nécessaires (économat)				
3.4	Conduire les travaux de la statistique fédérale et cantonale				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Etablissement de la planification financière intégrée pour les années 2008 à 2011				
	2 Intégration de services supplémentaires dans le cadre de la gestion par mandats de prestations				
	3 Poursuite de la mise en oeuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT)				
ad2	4 Etablissement du budget et des comptes dans les délais prescrits				
	5 Mise à disposition en tout temps des liquidités voulues pour les paiements				
	6 Gestion des emprunts conforme au marché				
ad3	7 Examen de la nouvelle péréquation financière intercommunale et désenchevêtrement des tâches canton/communes				
	8 Garantie d'un service logistique (mobilier, matériel, etc.) performant et aux moindres coûts en faveur des services de l'administration				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Degré d'autofinancement (supérieur ou égal à 100%)	222.5%	107.2%	105.03%	-2.17%
	2 Endettement net 1er degré (engagements-patrimoine financier-avances aux financements spéciaux) (Fr. 632'000.-- au 31.12.2006)			0	
	3 Endettement net 1er degré, par habitant (Fr. 2.-- au 31.12.2006)			0	
	4 Services de l'Etat gérés par mandats de prestations (en% sur total de 41)	83%	80%	98%	18%

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Analyses et planifications financières	2'401'997	37'307	2'364'690
P1101 Planification financière	736'413	6'945	729'468
P1102 Controlling	997'006	15'921	981'085
P1103 Statistique fédérale et cantonale	668'578	14'441	654'137
GP12 Relations financières avec les collectivités publiques	35'843'315	564'749'785	-528'906'470
P1201 Relations financières avec la Confédération	6'112'273	545'363'248	-539'250'975
341 Contribution du canton à la péréquation : cas de rigueur	4'606'000		4'606'000
410 Part du canton au bénéfice de la BNS		64'329'000	-64'329'000
440 Part au produit des impôts sur les huiles minérales		27'900'000	-27'900'000
440 Compensation des charges géo-topographiques		67'907'000	-67'907'000
440 Péréquation des ressources		381'838'000	-381'838'000
Autres dépenses / recettes	1'506'273	3'389'248	-1'882'975
P1202 Finances communales	29'731'042	19'386'537	10'344'505
341 Péréquation intercommunale - répartition aux communes	18'146'800		18'146'800
462 Part des communes au fonds de péréquation		9'550'900	-9'550'900
Autres dépenses / recettes	11'584'242	9'835'637	1'748'605
GP13 Comptabilité générale, trésorerie et salaires	71'823'857	81'847'207	-10'023'350
P1301 Comptab., gestion dette, trésorerie et participat.	32'899'848	51'639'165	-18'739'317
318 Frais postaux, bancaires et commissions sur emprunts	1'305'000		1'305'000
322 Intérêts sur les dettes à moyen et long terme	25'970'000		25'970'000
422 Intérêts sur placements		9'000'000	-9'000'000
425 Intérêts des prêts du patrimoine administratif		1'750'000	-1'750'000
426 Revenus des participations permanentes		8'975'000	-8'975'000
490 Intérêts imputés sur prêts		30'155'000	-30'155'000
624 Remboursement des prêts par les hôpitaux		1'000'000	-1'000'000
Autres dépenses / recettes	5'624'848	759'165	4'865'683
P1302 Gestion des salaires et honoraires	34'402'009	30'019'842	4'382'167
307 Prestations aux retraités (participation au pont AVS)	2'800'000		2'800'000
380 Caisses de prévoyance : amort. de l'avance pour recapitalisation	10'700'000		10'700'000
390 Caisses de prévoyance : intérêts sur l'avance de recapitalisation	19'300'000		19'300'000
436 Caisses de prévoyance : contribution annuelle de recapitalisation		30'000'000	-30'000'000
Autres dépenses / recettes	1'602'009	19'842	1'582'167
P1303 Régime de pension des magistrats	4'522'000	188'200	4'333'800

ADMINISTRATION CANTONALE DES FINANCES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP14 Affaires financières générales et logistique	10'940'031	9'460'101	1'479'930
P1401 Gestion des assurances	3'401'533	2'847'800	553'733
318 Primes d'assurances	2'865'000		2'865'000
490 Refacturation interne		2'625'400	-2'625'400
Autres dépenses / recettes	536'533	222'400	314'133
P1402 Economat	4'361'402	2'139'108	2'222'294
310 Imprimés, reliures et publications	1'401'000		1'401'000
310 Fourniture et matériel de bureau	1'300'000		1'300'000
311 Mobilier, instruments et machines	850'000		850'000
490 Refacturation interne		2'127'900	-2'127'900
Autres dépenses / recettes	810'402	11'208	799'194
P1403 Gestion des affaires adm. et financières générales	1'201'622	2'753'349	-1'551'727
365 Dîme de l'alcool : aides financières allouées	870'000		870'000
440 Dîme de l'alcool : part aux recettes fédérales		900'000	-900'000
Autres dépenses / recettes	331'622	1'853'349	-1'521'727
P1404 Gestion des immeubles du patrimoine financier	1'975'474	1'719'844	255'630
Total	121'009'200	656'094'400	-535'085'200

SERVICE CANTONAL DES CONTRIBUTIONS

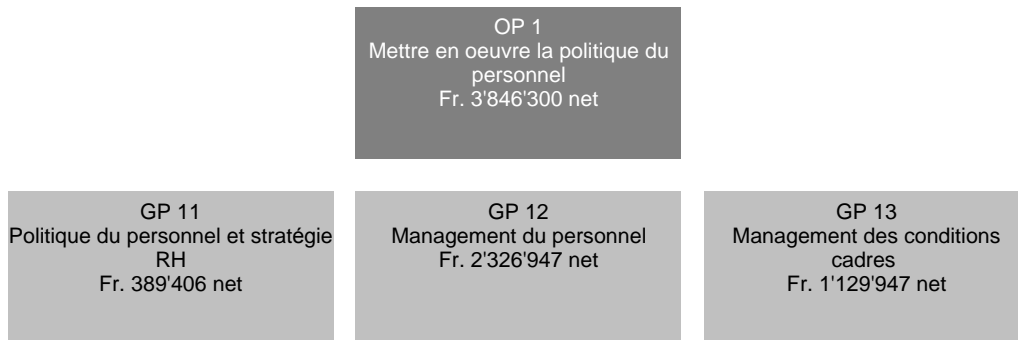
RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	63'193'024.15	57'678'100	63'265'900	5'587'800
30 Charges de personnel	16'506'099.31	17'746'900	17'975'300	228'400
31 Biens, services et marchandises	3'620'487.46	4'237'000	4'777'000	540'000
32 Intérêts passifs	4'879'360.50	1'200'000	4'600'000	3'400'000
33 Amortissements	13'003'091.49	11'500'000	11'500'000	0
34 Parts et contributions sans affectation	23'218'658.95	20'660'000	22'300'000	1'640'000
36 Subventions accordées	561'214.00	800'000	600'000	-200'000
39 Imputations internes	1'404'112.44	1'534'200	1'513'600	-20'600
4 Revenus de fonctionnement	1'085'321'613.95	1'098'887'800	909'181'500	-189'706'300
40 Impôts	772'229'734.99	787'000'000	828'300'000	41'300'000
41 Patentes et concessions	0.00	0	0	0
42 Revenus des biens	6'545'758.64	5'806'000	7'306'000	1'500'000
43 Contributions	9'100'046.96	8'462'800	8'960'500	497'700
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	295'476'276.31	295'913'000	61'811'000	-234'102'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'862'537.80	1'706'000	2'804'000	1'098'000
49 Imputations internes	107'259.25	0	0	0
Revenus nets de fonctionnement	1'022'128'589.80	1'041'209'700	845'915'600	-195'294'100
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Excédent de financement	1'022'128'589.80	1'041'209'700	845'915'600	-195'294'100

Remarques

Le Service cantonal des contributions n'est pas géré par mandats de prestations en 2008.

SERVICE CANTONAL DES CONTRIBUTIONS
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

329	Intérêts rémunérateurs	4'600'000
362	Subventions aux teneurs de registres d'impôts	130'000
	Tâches fiscales déléguées aux communes	470'000
		600'000
400	Impôt sur le revenu et la fortune	685'000'000
401	Impôt sur le bénéfice et le capital	90'000'000
402	Impôt foncier	18'000'000
403	Impôt sur les gains immobiliers	21'500'000
405	Impôt sur les successions et donations	12'000'000
406	Impôt sur les chiens	500'000
421	Intérêts moratoires	5'500'000
424	Plus-value sur patrimoine financier	5'000
	Variation du croire	100'000
		105'000
429	Autres revenus	1'000
	Rachat ADB	1'700'000
		1'701'000
436	Autres frais récupérés	210'000
	Récupération de frais d'encaissement	4'600'000
	Récupération de salaires	150'500
		4'960'500
440	Part de l'Etat à l'impôt anticipé	11'011'000
	Part de l'Etat à l'impôt fédéral direct	50'800'000
		61'811'000

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	3'116'764.16	3'758'900	4'004'300	245'400
30 Charges de personnel	2'721'921.48	3'115'700	3'362'900	247'200
31 Biens, services et marchandises	261'788.25	532'500	528'500	-4'000
37 Subventions redistribuées	0.00	0	1'800	1'800
39 Imputations internes	133'054.43	110'700	111'100	400
4 Revenus de fonctionnement	248'471.30	211'600	208'000	-3'600
43 Contributions	142'153.60	111'600	103'000	-8'600
46 Subventions acquises	9'105.00	0	3'200	3'200
47 Subventions à redistribuer	0.00	0	1'800	1'800
49 Imputations internes	97'212.70	100'000	100'000	0
Charges nettes de fonctionnement	2'868'292.86	3'547'300	3'796'300	249'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	50'000	50'000
50 Investissements propres	0.00	0	50'000	50'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	50'000	50'000
Insuffisance de financement	2'868'292.86	3'547'300	3'846'300	299'000

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	9.00	13.70	15.40
Auxiliaires de longue durée	4.70	0.00	0.20

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Définir et promouvoir une politique du personnel adaptée aux besoins de l'employeur et aux conditions du marché du travail.

Sous-objectifs politiques

- 1 Proposer et appliquer les mesures permettant à l'Etat du Valais de demeurer un employeur attractif et compétitif sur le marché du travail.
- 2 Contribuer à l'optimisation organisationnelle de l'Etat du Valais.
- 3 Mettre en place une politique du personnel moderne et efficace.

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION

Mesures prioritaires				
<i>ad3</i> 1 Réalisation d'un sondage de satisfaction auprès du personnel de l'Administration cantonale. 2 Mise en place de la nouvelle politique des apprentis. (Règlement et Directives) 3 Mise en place d'un système pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail. (MSST) 4 Conception d'une nouvelle réglementation de formation et de perfectionnement. 5 Collaboration à la mise en oeuvre des mesures découlant de la loi régissant les institutions de prévoyance du Canton du Valais. (Mesures d'accompagnement)				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre des postulations par mise au concours (2004: 35)		35	35	0
<i>ad3</i> 2 Degré de satisfaction générale du personnel de l'administration cantonale. (Évalué lors d'un sondage anonyme en 2003: 84% satisfaits à très satisfaits)		85%	85%	0%
3 Taux de démission des fonctionnaires et des auxiliaires de longue durée. (sans les mises à la retraite)			5%	

SERVICE DU PERSONNEL ET DE L'ORGANISATION

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Politique du personnel et stratégie RH	403'636	14'230	389'406
P1101 Politique du personnel et stratégie RH	203'790	6'367	197'423
P1102 Controlling du personnel	152'264	5'990	146'274
P1103 Information du personnel	47'582	1'873	45'709
GP12 Management du personnel	2'481'391	154'444	2'326'947
P1201 Marketing du personnel	205'160	3'745	201'415
309 Mise au concours	110'000		110'000
Autres dépenses / recettes	95'160	3'745	91'415
P1202 Recrutement du personnel	466'327	18'354	447'973
P1203 Instruments de conduite	66'622	2'622	64'000
P1204 Rémunération et reconnaissance du personnel	275'838	7'489	268'349
309 Objets souvenirs	60'000		60'000
Autres dépenses / recettes	215'838	7'489	208'349
P1205 Développement et formation du personnel	1'241'821	110'118	1'131'703
301 Stagiaires pour l'administration	510'000		510'000
301 Stagiaires EMVs	100'000		100'000
308 Stagiaires GETAC	75'000		75'000
309 Formation et perfectionnement Etat du VS	90'000		90'000
318 Honoraires animateurs de cours	260'000		260'000
436 Remboursement des cours		100'000	-100'000
Autres dépenses / recettes	206'821	10'118	196'703
P1206 Départ du personnel	21'534	749	20'785
P1207 Apprentis	204'089	11'367	192'722
GP13 Management des conditions cadres	1'169'273	39'326	1'129'947
P1301 Gestion du droit du travail	747'319	29'213	718'106
P1302 Egalité des chances	24'034	749	23'285
P1303 Santé et sécurité au travail	198'715	4'869	193'846
P1304 Management de l'organisation	66'620	2'622	63'998
P1305 Technologies RH	132'585	1'873	130'712
Total	4'054'300	208'000	3'846'300

SERVICE JURIDIQUE DES FINANCES ET DU PERSONNEL

OP 1
Fournir un appui juridique dans
les domaines des finances et du
personnel
Fr. 853'800 net

GP 11
Finances, personnel,
responsabilité civile
Fr. 504'107 net

GP 12
Fiscalité
Fr. 349'693 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	819'468.38	849'000	933'800	84'800
30 Charges de personnel	537'025.75	618'900	684'900	66'000
31 Biens, services et marchandises	261'478.03	194'500	214'500	20'000
33 Amortissements	4'524.55	10'000	10'000	0
36 Subventions accordées	0.00	10'000	10'000	0
39 Imputations internes	16'440.05	15'600	14'400	-1'200
4 Revenus de fonctionnement	63'460.90	92'700	80'000	-12'700
43 Contributions	63'460.90	92'700	80'000	-12'700
Charges nettes de fonctionnement	756'007.48	756'300	853'800	97'500
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	756'007.48	756'300	853'800	97'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	4.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Fournir un appui juridique et administratif dans les domaines des finances, du personnel, de la responsabilité civile et de la fiscalité

Sous-objectifs politiques

- 1 Fournir un appui principalement juridique, et accessoirement administratif au Conseil d'Etat, au Chef du DFIS, aux services de l'Etat, ainsi qu'aux tribunaux dans les domaines concernant les finances, la gestion du personnel et les questions de responsabilité civile
- 2 Assumer le secrétariat de la Commission cantonale de recours en matière fiscale (CCR)

Mesures prioritaires

- ad1 1 Suivi des procédures de recours concernant le dossier des institutions de prévoyance
2 Première phase des travaux concernant la fusion des institutions de prévoyance

SERVICE JURIDIQUE DES FINANCES ET DU PERSONNEL

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Dispositions légales invalidées par les tribunaux			0	
	2 Pour cent des avis écrits donnés dans le délai d'un mois			90%	
	3 Pourcentage maximum de décisions rendues sur préavis ou projets du service invalidées par les Tribunaux (TC et TF)			15%	
<i>ad2</i>	4 Rapport recours traités / recours déposés			110%	
	5 Pourcentage maximum de décisions de la Commission cantonale de recours en matière fiscale (CCR) invalidées par le Tribunal fédéral			10%	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Finances, personnel, responsabilité civile	514'107	10'000	504'107
P1101 Conseils juridiques, décisions et déterminations	147'443		147'443
P1102 Législation et consultations	119'804		119'804
P1103 Représentation de l'Etat devant les tribunaux	12'900		12'900
P1104 Encaissement et paiement	233'960	10'000	223'960
319 Indemnité LAVI : aide aux victimes d'infractions	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	33'960	10'000	23'960
GP12 Fiscalité	419'693	70'000	349'693
P1201 Conseils juridiques, instruction et rédaction	313'318		313'318
P1202 Secrétariat administratif	106'375	70'000	36'375
300 Indemnités Commission cantonale de recours en matière fiscale (CCR)	60'300		60'300
431 Emoluments administratifs: Commission cantonale de recours en matière fiscale (CCR)		70'000	-70'000
Autres dépenses / recettes	46'075		46'075
Total	933'800	80'000	853'800

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

OP 1
Assurer et développer un système
d'informations
Fr. 21'080'700 net

GP 11
Stratégie des systèmes
d'informations
Fr. 796'645 net

GP 12
Informatique opérationnelle
Fr. 20'284'055 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	16'081'466.82	18'615'900	19'466'900	851'000
30 Charges de personnel	6'051'845.62	6'779'800	6'957'500	177'700
31 Biens, services et marchandises	9'537'813.21	11'302'500	12'027'500	725'000
33 Amortissements	318.75	0	0	0
36 Subventions accordées	21'763.00	23'000	23'000	0
39 Imputations internes	469'726.24	510'600	458'900	-51'700
4 Revenus de fonctionnement	163'220.10	263'800	311'200	47'400
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	99'712.10	20'000	67'400	47'400
49 Imputations internes	63'508.00	243'800	243'800	0
Charges nettes de fonctionnement	15'918'246.72	18'352'100	19'155'700	803'600
5 Dépenses d'investissement	1'809'294.22	1'850'000	1'925'000	75'000
50 Investissements propres	1'809'294.22	1'850'000	1'925'000	75'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	1'809'294.22	1'850'000	1'925'000	75'000
Insuffisance de financement	17'727'540.94	20'202'100	21'080'700	878'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	31.75	38.25	38.25
Auxiliaires de longue durée	7.50	1.00	1.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE**OBJECTIF POLITIQUE****Assurer et développer un système d'informations intégral et cohérent favorisant la modernisation de l'Etat****Sous-objectifs politiques**

- 1 Définir la stratégie des systèmes d'informations (GP11)
 - 1.1 Evaluer, proposer, introduire et contrôler les méthodes d'analyse, de conception, de développement et de maintenance des logiciels d'application
 - 1.2 Evaluer, proposer, introduire et contrôler les standards assurant l'homogénéisation du parc bureautique (logiciel et matériel, client et serveur) et de la messagerie
- 2 Assurer l'informatique opérationnelle (GP12)
 - 2.1 Mettre à disposition de l'administration cantonale une infrastructure technique performante (centre d'exploitation, équipement de télécommunication, serveurs bureautiques, installations personnelles)
 - 2.2 Gérer le support aux utilisateurs (achats, formation et conseil)
 - 2.3 Assurer la maintenance, le support et la mise à jour des applications informatiques existantes
 - 2.4 Analyser les besoins exprimés par les utilisateurs pour le développement de nouvelles applications et en assurer, le cas échéant, la mise en place

Mesures prioritaires

- ad1*
- 1 Regroupement des affaires informatiques : Intégration des systèmes d'information des caisses de retraites CPPEV et CRPE
 - 2 Uniformisation des applications des CMS : Mise en production
 - 3 Mise en place des systèmes d'informations des EMS: Etablissement d'un concept commun et début du déploiement de l'application choisie
 - 4 Informatisation des offices de poursuite et faillite: Mise en place du prototype et début du déploiement
 - 5 Informatisation des institutions spécialisées : Déploiement de la solution
 - 6 Harmonisation des registres: Définition du concept d'harmonisation des registres en lien avec le Central Business Partner - SAP et lancement de la réalisation
 - 7 Nouvelle procédure budgétaire informatique: Finalisation du concept, en collaboration avec l'ACF et l'IF et mise en application
 - 8 Implémentation de méthodologies, bonnes pratiques et processus: Finalisation d'une méthodologie (ITIL, Cobit, etc.) pour la gestion des projets informatiques à intégrer avec e-DICS et SAP et début du déploiement
- ad2*
- 9 Optimisation des solutions de stockage : Mise en place du Clustering des bases de données Oracle
 - 10 Déploiement progressif de la technologie VoIP au sein des services de l'administration cantonale
 - 11 Evaluation des opportunités de déploiement de logiciels libres pour la plateforme client (Linux)
 - 12 Introduction de la formation informatique à distance (e-learning) pour les collaborateurs de l'administration cantonale
 - 13 Optimisation de la gestion des impressions: Mise en place d'un prototype au DTEE et début du déploiement pour l'administration cantonale
 - 14 Migration de la comptabilité de BS 2000 vers SAP
 - 15 Gestion des taxes et revenus sur SAP pour le SCC et le SCN

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Taux de regroupement des affaires informatiques			94%	
	2 Nombre de demandes d'exceptions aux standards			80	
<i>ad2</i>	3 Degré de disponibilité des services de télécommunications	99.9%	99.9%	99.9%	0%
	4 Degré de disponibilité des serveurs et service réseau	99%	97%	99.9%	2.9%
	5 Proportion des dépannages nécessitant une intervention sur sites	28%	25%	20%	-5%
	6 Accès aux bases de données 24 heures sur 24			95%	
	7 Diminution des frais de télécommunications			5%	

SERVICE CANTONAL DE L'INFORMATIQUE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Stratégie des systèmes d'informations	798'329	1'684	796'645
P1101 Normes et standards	192'664	427	192'237
P1102 Sécurité informatique	279'010	780	278'230
P1103 Projets spéciaux du délégué aux questions inf.	326'655	477	326'178
GP12 Informatique opérationnelle	20'593'571	309'516	20'284'055
P1201 Applications SAP et Filières	3'329'792	3'901	3'325'891
318 Taxes & Revenus, ECM, MAGE	1'098'800		1'098'800
Autres dépenses / recettes	2'230'992	3'901	2'227'091
P1202 Exploitation et systèmes	5'959'945	130'031	5'829'914
316 Contrats de maintenance et équipements de l'IT Center et du Print Center	1'921'000		1'921'000
316 SCC - Remplacement AS/400	154'000		154'000
506 Extension des unités de stockage SAN, IT Center au Palais et CENTERA	565'000		565'000
Autres dépenses / recettes	3'319'945	130'031	3'189'914
P1203 Développement des applications	1'704'972	5'667	1'699'305
P1204 Télécommunications et téléphonie	5'221'054	2'423	5'218'631
311 Mise en place du projet "Voice over IP"	1'300'000		1'300'000
318 Gestion de la téléphonie et des factures téléphoniques	1'500'000		1'500'000
506 Extension du réseau cantonal de communication, FO boucle Bas-Valais	1'200'000		1'200'000
Autres dépenses / recettes	1'221'054	2'423	1'218'631
P1205 Micro-informatique	2'930'553	130'071	2'800'482
P1206 Formation et achats informatiques	1'447'255	37'423	1'409'832
Total	21'391'900	311'200	21'080'700

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES

OP 1
Assurer la préparation des tâches
législatives et gérer les relations
Canton-communes
Fr. 2'046'500 net

GP 11
Constitution, législation et
contentieux
Fr. 943'903 net

GP 12
Relation Canton-communes
Fr. 1'102'597 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	1'955'212.56	2'435'100	2'159'700	-275'400
30 Charges de personnel	1'347'650.50	1'430'400	1'486'300	55'900
31 Biens, services et marchandises	19'662.83	54'000	53'500	-500
33 Amortissements	304.64	0	0	0
36 Subventions accordées	430'000.00	460'000	470'000	10'000
39 Imputations internes	157'594.59	490'700	149'900	-340'800
4 Revenus de fonctionnement	83'881.60	105'000	113'200	8'200
40 Impôts	392.50	0	0	0
43 Contributions	83'489.10	105'000	113'200	8'200
Charges nettes de fonctionnement	1'871'330.96	2'330'100	2'046'500	-283'600
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	1'871'330.96	2'330'100	2'046'500	-283'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	9.10	9.50	9.50

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer la préparation des tâches législatives nécessaires aux développements des institutions et gérer les relations Canton-communes dans le domaine de ses compétences (Constitution, institutions, communes, élections et votations)

Sous-objectifs politiques

- 1 Assurer la préparation des travaux législatifs et juridiques
 - 1.1 Elaborer et conduire les projets en matière de politique institutionnelle (Constitution, lois)
 - 1.2 Préparer les projets de décision sur recours pour le Conseil d'Etat dans les domaines de compétences du service
- 2 Réaliser des projets et prestations en faveur des communes
 - 2.1 Organiser et conduire les élections et votations fédérales, cantonales et communales
 - 2.2 Appuyer et conseiller les communes et les bourgeoisies dans ses domaines de compétences

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES

Mesures prioritaires				
<p><i>ad1</i> 1 Préparation des modifications législatives découlant du nouvel article 87 Cst. cant. (loi sur les droits politiques, ordonnance sur le vote par correspondance)</p> <p>2 Préparation d'un projet de réforme constitutionnelle concernant le régime des districts et le statut des préfets (sous réserve d'une éventuelle révision totale de la Constitution et des décisions à prendre dans le cadre de la nouvelle politique régionale du canton)</p> <p>3 Préparation de la modification de la loi d'application de la loi fédérale sur les droits politiques (LALDP)</p> <p><i>ad2</i> 4 Elaboration de directives en vue d'assurer le déroulement optimal des élections communales 2008</p> <p>5 Conseils et appui aux communes engagées dans un processus de fusion</p>				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Equilibre entre le nombre de recours déposés et le nombre de décisions rendues dans l'année	-50	-10	-10	0
2 Pourcentage de décisions sur recours du Conseil d'Etat rendues sur préavis du service et confirmées par les Tribunaux (TC, TF)			80%	
<i>ad2</i> 3 Nombre de règlements communaux homologués par le Conseil d'Etat sur préavis du service (donnée indicative, dépend des demandes déposées par les communes)			100	

SERVICE DES AFFAIRES INTÉRIEURES
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Constitution, législation et contentieux	1'042'303	98'400	943'903
P1101 Constitution cantonale	43'302	350	42'952
P1102 Législation	87'714	669	87'045
P1103 Recours, plaintes	911'287	97'381	813'906
GP12 Relation Canton-communes	1'117'397	14'800	1'102'597
P1201 Fusion de communes et collaboration intercommunale	47'235	382	46'853
P1202 Approbation règlements et autres actes communaux	275'557	12'234	263'323
P1203 Renseignements et conseils aux communes	129'905	1'052	128'853
P1204 Organisation des élections et votations	148'313	797	147'516
P1205 Relations avec les autorités	516'387	335	516'052
365 Subventions aux Eglises	470'000		470'000
Autres dépenses / recettes	46'387	335	46'052
Total	2'159'700	113'200	2'046'500

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

OP 1
Gérer les affaires administratives
des institutions
Fr. -1'774'363 net

OP 2
Traiter les affaires juridiques
Fr. -778'937 net

GP 11
Assistance / Permanence
administrative
Fr. 270'199 net

GP 12
Surveillance LPP/Affaires
administratives civiles
Fr. -2'044'562 net

GP 21
Contentieux / Législation
Fr. 569'764 net

GP 22
Exécution des peines
Fr. -1'348'701 net

Total service**Fr. -2'553'300 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	2'644'082.83	2'375'000	3'386'700	1'011'700
30 Charges de personnel	1'655'566.75	1'673'300	1'753'100	79'800
31 Biens, services et marchandises	56'508.75	85'100	85'600	500
33 Amortissements	292'933.43	0	1'000'000	1'000'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	174'175.10	160'000	170'000	10'000
36 Subventions accordées	296'591.64	275'300	196'500	-78'800
38 Attributions aux financements spéciaux	0.00	0	0	0
39 Imputations internes	168'307.16	181'300	181'500	200
4 Revenus de fonctionnement	5'239'820.51	4'423'000	5'940'000	1'517'000
40 Impôts	2'060.00	0	0	0
42 Revenus des biens	719.85	0	0	0
43 Contributions	5'129'133.64	4'343'000	5'940'000	1'597'000
45 Dédommagements de collectivités publiques	107'907.02	80'000	0	-80'000
46 Subventions acquises	0.00	0	0	0
Revenus nets de fonctionnement	2'595'737.68	2'048'000	2'553'300	505'300
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Excédent de financement	2'595'737.68	2'048'000	2'553'300	505'300

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	12.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE 1

Assurer la permanence administrative pour le Département - Exercer une surveillance dans les domaines de la prévoyance professionnelle et du droit privé

Sous-objectifs politiques

- Assurer la coordination départementale et interdépartementale, ainsi que le suivi des dossiers du Département ne relevant d'aucun autre de ses services dans les domaines des droits fondamentaux (art. 7 à 36 Cst. féd.) et des relations avec les interlocuteurs institutionnels en matière de justice et de police (Pouvoir judiciaire, Ministère public, diverses Conférences intercantionales)
- Exercer une surveillance juridique, administrative, le cas échéant disciplinaire sur les institutions de prévoyance LPP, les fondations, les autorités tutélaires, les notaires, les registres du commerce et les offices des poursuites et faillites

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

Mesures prioritaires				
<p><i>ad1</i> 1 Suivi des relations entre le Département, le Pouvoir judiciaire et le Ministère public à propos des incidences fonctionnelles découlant de la réforme du droit judiciaire fédéral</p> <p><i>ad2</i> 2 Préparation de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2009 de la loi du 5 avril 2007 étatisant les OPF</p> <p>3 Vérification et approbation de l'harmonisation des règlements des fondations de prévoyance à la 1ère révision de la LPP (liquidation partielle; loyauté dans la gestion; constitution de réserves de fluctuation de valeurs et réserves techniques; utilisation des excédents)</p>				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre de contacts avec le Tribunal cantonal et le Ministère public			4	
<i>ad2</i> 2 Nombre de bilans relatifs à l'état des travaux en vue de l'étatisation des OPF au 1er janvier 2009 et suivi des enseignements tirés de l'évaluation			12	
3 Pour-cent des institutions de prévoyance ayant adapté leur réglementation			80%	

OBJECTIF POLITIQUE 2				
Exercer les tâches de législation et de contentieux dans les domaines de la justice et de la sécurité - Veiller à la mise en œuvre des jugements pénaux				
Sous-objectifs politiques				
<p>1 Préparer la législation d'application du droit judiciaire fédéral (organisation des tribunaux, droit civil, droit pénal) et la législation en matière de sécurité publique</p> <p>2 Préparer et défendre, en cas de recours, des décisions en matière de justice et de sécurité; conseiller le Chef du Département et ses services en ces matières; donner des conseils juridiques dans les domaines relevant de sa compétence</p> <p>3 Conduire les procédures d'incarcération et de placement des condamnés devant exécuter leur peine en milieu fermé; faire exécuter les peines et mesures à subir en milieu ouvert (peines pécuniaires, créances compensatrices, travail d'intérêt général, mesures de probation, règles de conduite); accorder une priorité aux condamnés dangereux (délinquants pervers, violents, incendiaires)</p>				
Mesures prioritaires				
<p><i>ad1</i> 1 Planification des travaux d'introduction au droit fédéral afin de respecter les dates de mise en vigueur fixées par le Conseil fédéral</p> <p><i>ad2</i> 2 Anticipation des modifications de la législation fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) en contrôlant et adaptant les procédures y relatives (procédures LAVI)</p> <p><i>ad3</i> 3 Evaluation des conséquences du nouveau droit des sanctions en milieu ouvert</p>				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre de bilans relatifs à la planification législative et suivi des enseignements tirés de l'évaluation			4	
<i>ad2</i> 2 Nombre de procédures LAVI contrôlées et adaptées à la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) et à l'ordonnance sur l'aide aux victimes d'infractions (OAVI)			6	
<i>ad3</i> 3 Nombre de bilans relatifs aux conséquences du nouveau droit des sanctions			12	

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DES INSTITUTIONS

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Gérer les affaires administratives des institutions	1'059'554	2'833'917	-1'774'363
GP11 Assistance / Permanence administrative	296'199	26'000	270'199
P1101 Coordination	53'212	263	52'949
P1102 Gestion administrative	242'987	25'737	217'250
GP12 Surveillance LPP/Affaires administratives civiles	763'355	2'807'917	-2'044'562
P1201 Fondations / 2ème pilier	399'072	36'975	362'097
P1202 Affaires administratives civiles	364'283	2'770'942	-2'406'659
350 Part de la Confédération aux émoluments du registre du commerce	170'000		170'000
431 Emoluments bruts du registre du commerce		770'000	-770'000
431 Emoluments rétrocédés par les OPF en régie		2'000'000	-2'000'000
Autres dépenses / recettes	194'283	942	193'341
OP2 Traiter les affaires juridiques	2'327'146	3'106'083	-778'937
GP21 Contentieux / Législation	597'722	27'958	569'764
P2101 Conseils juridiques / Décisions - Recours	310'389	26'536	283'853
P2102 Législation / Consultations	287'333	1'422	285'911
GP22 Exécution des peines	1'729'424	3'078'125	-1'348'701
P2201 Exécution formelle des jugements	248'312	1'229	247'083
P2202 Exécution matérielle des sanctions	1'481'112	3'076'896	-1'595'784
437 Amendes		3'000'000	-3'000'000
Autres dépenses / recettes	1'481'112	76'896	1'404'216
Total	3'386'700	5'940'000	-2'553'300

OFFICES DES POURSUITES ET FAILLITES ÉTATISÉS

OP 1
Procéder au recouvrement forcé
des créances
Fr. -1'302'700 net

GP 11
Recouvrement forcé des
créances
Fr. -1'302'700 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	3'639'626.23	3'654'300	3'914'200	259'900
30 Charges de personnel	2'484'996.05	2'566'200	2'811'200	245'000
31 Biens, services et marchandises	884'712.52	939'900	954'200	14'300
33 Amortissements	386.10	500	500	0
38 Attributions aux financements spéciaux	153'000.00	0	0	0
39 Imputations internes	116'531.56	147'700	148'300	600
4 Revenus de fonctionnement	5'073'803.17	5'179'800	5'216'900	37'100
43 Contributions	5'073'803.17	5'179'800	5'216'900	37'100
Revenus nets de fonctionnement	1'434'176.94	1'525'500	1'302'700	-222'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Excédent de financement	1'434'176.94	1'525'500	1'302'700	-222'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	21.00
Auxiliaires de longue durée	ND	ND	2.50

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE**Procéder au recouvrement forcé des créances****Sous-objectifs politiques**

- 1 Afin de garantir le respect des droits et des obligations des créanciers et des débiteurs, appliquer la législation sur la poursuite pour dettes et la faillite, à savoir en particulier:
 - 1.1 traiter les opérations de poursuite conformément aux dispositions légales et à la jurisprudence;
 - 1.2 traiter les opérations de faillites prononcées par le juge;
 - 1.3 appliquer les opérations de procédures concordataires, notamment agir comme commissaire au sursis;
 - 1.4 tenir le registre des pactes de réserve de propriété.

Mesures prioritaires

- ad1 1 Collaboration à l'étatisation des offices des poursuites et faillites en régie
- 2 Mise en oeuvre de l'informatisation unifiée des offices des poursuites et faillites étatisés du canton du Valais (sélection du fournisseur dans le cadre de la commission d'informatisation des OPF étatisés VS)

OFFICES DES POURSUITES ET FAILLITES ÉTATISÉS

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre de plaintes déposées			20	
2 Nombre de plaintes admises par le juge de district (2006=7)			10	
3 Nombre de poursuites (2006=40'680)			40'000	
4 Nombre de faillites (2006=92)			100	

OFFICES DES POURSUITES ET FAILLITES ÉTATISÉS
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Recouvrement forcé des créances	3'914'200	5'216'900	-1'302'700
P1101 OPF de Sierre	2'120'100	2'708'000	-587'900
P1102 OPF de Sion	1'794'100	2'508'900	-714'800
Total	3'914'200	5'216'900	-1'302'700

SECRÉTARIAT À L'ÉGALITÉ ET À LA FAMILLE

OP 1
Promouvoir l'égalité entre femmes
et hommes ainsi que le soutien à
la famille
Fr. 452'300 net

GP 11
Promotion de l'égalité / Soutien à
la famille
Fr. 452'300 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	437'755.91	483'100	453'800	-29'300
30 Charges de personnel	234'941.90	303'900	307'100	3'200
31 Biens, services et marchandises	90'358.71	144'500	115'500	-29'000
36 Subventions accordées	101'788.00	19'000	19'000	0
39 Imputations internes	10'667.30	15'700	12'200	-3'500
4 Revenus de fonctionnement	11'922.45	0	1'500	1'500
43 Contributions	6'922.45	0	1'500	1'500
46 Subventions acquises	5'000.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	425'833.46	483'100	452'300	-30'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	425'833.46	483'100	452'300	-30'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	2.50

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Promouvoir l'égalité entre femmes et hommes ainsi que le soutien à la famille

Sous-objectifs politiques

- 1 Veiller à l'application dans le canton du principe de l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines de l'existence ainsi qu'à l'élimination de toute forme de discrimination de droit et de fait, et proposer à cet effet des mesures incitatives.
- 2 Apporter à la famille, communauté de base de la société, la protection, le soutien dont elle a besoin pour que chacun de ses membres puisse s'épanouir.

SECRÉTARIAT À L'ÉGALITÉ ET À LA FAMILLE

Mesures prioritaires				
<p><i>ad1</i> 1 Elaboration d'un plan d'action permettant de réaliser les objectifs de l'égalité</p> <p>2 Recherche de synergies et renforcement de la coordination entre les services étatiques et communaux, les institutions et les associations favorisant la promotion de l'égalité entre femmes et hommes</p> <p>3 Promotion de la ré/insertion professionnelle des femmes en valorisant (projet de certification) les compétences acquises au foyer</p> <p>4 Développement des compétences genres dans l'éducation</p> <p>5 Promotion de la représentation féminine en politique et dans les commissions</p> <p><i>ad2</i> 6 Elaboration d'un projet de politique familiale cohérente et active visant notamment une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle et la lutte contre la paupérisation des familles</p> <p>7 Recherche de synergies et renforcement de la coordination entre les services étatiques et communaux, les institutions et les associations favorisant la protection et le soutien de la famille</p> <p>8 Promotion de la conciliation travail-famille dans l'économie, dans l'organisation et la planification scolaire et des structures d'accueil</p> <p>9 Analyse des transferts sociaux et proposition de mesures d'harmonisation pour lutter contre la paupérisation des familles</p> <p>10 Mise à disposition facilitée d'informations pratiques et juridiques utiles aux familles</p>				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre d'actions de sensibilisation (séminaires, expositions, conférences...)			5	
2 Nombre de mesures favorisant la ré/insertion professionnelle des femmes			3	
3 Délai d'analyse de la représentation féminine en politique et dans les commissions extraparlémentaires			31.12.10	
<i>ad2</i> 4 Nombre d'actions avec les entreprises pour favoriser la conciliation travail-famille			3	
5 Nombre des mesures en faveur des familles			3	
6 Délai de publication d'une brochure destinée aux familles			31.12.08	

SECRÉTARIAT À L'ÉGALITÉ ET À LA FAMILLE**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Promotion de l'égalité / Soutien à la famille	453'800	1'500	452'300
P1101 Examen de la législation	196'643	717	195'926
P1102 Sensibilisation et information à la population	257'157	783	256'374
Total	453'800	1'500	452'300

POLICE CANTONALE

OP 1
Maintenir la sécurité et l'ordre
public
Fr. 63'343'100 net

GP 11
Maintien de la sécurité et de
l'ordre public
Fr. 13'464'725 net

GP 12
Maîtrise d'événements
Fr. 14'791'789 net

GP 13
Prestations en faveur de tiers
Fr. 2'657'635 net

GP 14
Information et prévention
Fr. 2'281'738 net

GP 15
Enquêtes et manifestation de la
vérité
Fr. 30'147'213 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	63'087'572.52	66'861'200	68'414'300	1'553'100
30 Charges de personnel	55'081'536.18	58'630'400	60'131'900	1'501'500
31 Biens, services et marchandises	5'271'312.05	5'747'000	5'764'600	17'600
33 Amortissements	19'632.05	0	0	0
36 Subventions accordées	201'413.00	265'000	255'000	-10'000
39 Imputations internes	2'513'679.24	2'218'800	2'262'800	44'000
4 Revenus de fonctionnement	6'575'245.64	7'132'200	6'755'700	-376'500
40 Impôts	1'546.00	0	0	0
42 Revenus des biens	50.80	0	0	0
43 Contributions	4'010'264.80	4'693'800	4'099'500	-594'300
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	832'344.00	762'700	850'100	87'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	618'324.70	690'000	690'000	0
49 Imputations internes	1'112'715.34	985'700	1'116'100	130'400
Charges nettes de fonctionnement	56'512'326.88	59'729'000	61'658'600	1'929'600
5 Dépenses d'investissement	1'087'690.73	3'717'500	1'684'500	-2'033'000
50 Investissements propres	1'087'690.73	3'717'500	1'684'500	-2'033'000
6 Recettes d'investissement	55'000.00	0	0	0
66 Subventions acquises	55'000.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	1'032'690.73	3'717'500	1'684'500	-2'033'000
Insuffisance de financement	57'545'017.61	63'446'500	63'343'100	-103'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	449.30
Auxiliaires de longue durée	ND	ND	2.30

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

POLICE CANTONALE**OBJECTIF POLITIQUE**

Veiller au maintien de la sécurité et à l'ordre public en assurant, de manière permanente, sur l'ensemble du territoire, la première intervention et l'enquête de police judiciaire

Sous-objectifs politiques

- 1 Maintenir la sécurité et l'ordre public par une présence et des contrôles préventifs (GP11)
- 2 Maîtriser les événements par un engagement rapide et coordonné des forces d'intervention et assurer une coordination régionale en cas d'événement extraordinaire (GP12)
- 3 Réaliser des prestations en faveur de tiers (prise en charge des détenus, refoulements) (GP13)
- 4 Prévenir ou empêcher autant que possible tout acte punissable par l'information et la formation
Alarmer la population et les autorités en cas d'apparition de risques spécifiques (GP13)
- 5 Rechercher les infractions et leurs auteurs, exécuter les tâches de police judiciaire (GP15)

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Augmentation de la présence préventive et dissuasive dans les lieux et aux horaires à risques (en particulier augmentation des patrouilles lors des soirées en fin de semaine)
- ad2* 2 Participation aux mesures de sécurité mises en oeuvre dans le cadre de l'organisation de l'EURO 2008
- ad4* 3 Sensibilisation des automobilistes envers les usagers les plus vulnérables (enfants, rentrées scolaires)
4 Sensibilisation des usagers quant à la nécessité du port de la ceinture de sécurité
- ad5* 5 Renforcement de la lutte contre la délinquance juvénile et contre la violence entre jeunes

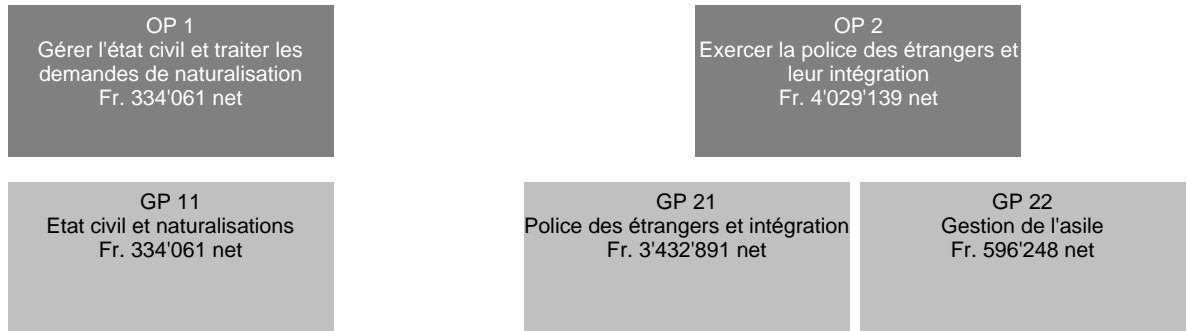
POLICE CANTONALE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre de policiers pour 1000 habitants (2006=1.53)			1.53	
	2 Nombre de contrôles de bus scolaires (2006=46)			45	
	3 Nombre de contrôles de vitesse à proximité des écoles (2006=667)			670	
	4 Nombre de personnes décédées lors d'accidents de la circulation [information statistique] (2006=26)			↘	
ad2	5 Pourcent d'interventions réalisées dans un délai compris entre 10 et 60 minutes			90%	
	6 Nombre d'interventions gérées par la centrale d'engagement [information statistique] (2006=20'773)			20'800	
ad3	7 Nombre de renvois sous escorte policière jusqu'à l'aéroport de destination [information statistique] (2006=26)			25	
	8 Nombre de conduites de détenus			2'200	
ad4	9 Pourcent de passagers arrière portant la ceinture de sécurité en Suisse [information statistique] (2006=56%)			66%	
	10 Nombre de communiqués de presse dans les deux langues officielles (2006=400)			400	
	11 Nombre de traitements de demandes particulières de journalistes [information statistique] (2006=2'000)			2'000	
	12 Nombre de conseils de prévention de la criminalité dispensés auprès de particuliers et d'entreprises (2006=200)			200	
ad5	13 Nombre d'affaires traitées [information statistique] (2006=12'086)			12'100	
	14 Taux général d'élucidation (2006=28.02%)			28%	
	15 Pourcent des mineurs délinquants [information statistique] (2006=25.66%)			25%	
	16 Nombre d'infractions contre la vie et l'intégrité corporelle [information statistique] (2006=494)			500	
	17 Nombre de brigandages [information statistique] (2006=49)			50	
	18 Nombre d'enquêtes liées à la criminalité informatique [information statistique] (2006=80)			80	

POLICE CANTONALE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Maintien de la sécurité et de l'ordre public	17'422'704	3'957'979	13'464'725
P1101 Présence préventive	3'622'998	170'770	3'452'228
P1102 Protection des personnes et des biens	1'943'402	91'601	1'851'801
P1103 Contrôle préventif des personnes	3'622'999	170'769	3'452'230
P1104 Circulation routière active et passive	5'401'741	3'323'625	2'078'116
P1105 Intervention de sécurité au bénéfice de tiers	1'793'909	144'585	1'649'324
P1106 Gestion, délivrance et contrôle d'autorisations	1'037'655	56'629	981'026
GP12 Maîtrise d'événements	15'556'022	764'233	14'791'789
P1201 Engagement	4'247'354	200'204	4'047'150
P1202 Traitement des accidents	2'831'563	154'526	2'677'037
P1203 Intervention lors d'événement de grande importance	52'763	2'880	49'883
P1204 Intervention en cas d'infraction crime et délit	2'761'223	130'149	2'631'074
P1205 Maîtrise de conflits	2'409'464	113'568	2'295'896
P1206 Maîtrise d'événements de grande ampleur	1'143'172	53'882	1'089'290
P1207 Prise en charge de victimes	826'612	38'961	787'651
P1208 Secours en cas de catastrophe	1'283'871	70'063	1'213'808
GP13 Prestations en faveur de tiers	2'862'757	205'122	2'657'635
P1301 Gestion des objets séquestrés et trouvés	123'109	5'802	117'307
P1302 Transports	905'907	32'334	873'573
P1303 Gestion des cas relevant de la LFSEE	1'082'652	128'951	953'701
P1304 Prise en charge des personnes incarcérées	65'179	1'653	63'526
P1305 Expertises et collaboration spécialisées	35'179	1'655	33'524
P1306 Requêtes	545'209	29'755	515'454
P1307 Représentation	105'522	4'972	100'550
GP14 Information et prévention	2'421'992	140'254	2'281'738
P1401 Communication et travail avec les médias	273'319	11'397	261'922
P1402 Prévention	253'226	11'397	241'829
P1403 Education routière	1'143'599	82'018	1'061'581
P1404 Statistiques	241'814	11'397	230'417
P1405 Avertissement / alarme	510'034	24'045	485'989
GP15 Enquêtes et manifestation de la vérité	31'835'325	1'688'112	30'147'213
P1501 Recherche et découverte de personnes ou d'objets	474'865	22'381	452'484
P1502 Enquête en cas d'infraction, crime ou délit	30'973'528	1'447'391	29'526'137
P1503 Enregistrement des affaires courantes	35'179	1'656	33'523
P1504 Protection de l'Etat	351'753	216'684	135'069
Total	70'098'800	6'755'700	63'343'100

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS**Total service****Fr. 4'363'200 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	10'062'473.85	11'253'300	11'736'800	483'500
30 Charges de personnel	6'606'405.70	6'629'600	7'167'100	537'500
31 Biens, services et marchandises	349'024.80	653'700	650'200	-3'500
33 Amortissements	18'708.07	8'000	8'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'764'643.15	2'419'600	2'444'500	24'900
36 Subventions accordées	461'110.30	404'000	465'000	61'000
38 Attributions aux financements spéciaux	-104'010.00	0	0	0
39 Imputations internes	966'591.83	1'138'400	1'002'000	-136'400
4 Revenus de fonctionnement	7'054'171.47	7'707'800	7'538'600	-169'200
40 Impôts	13'202.00	9'000	13'000	4'000
42 Revenus des biens	1.95	0	0	0
43 Contributions	5'654'471.42	6'858'800	6'632'600	-226'200
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'088'189.50	540'000	573'000	33'000
46 Subventions acquises	8'000.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	290'306.60	300'000	320'000	20'000
Charges nettes de fonctionnement	3'008'302.38	3'545'500	4'198'200	652'700
5 Dépenses d'investissement	0.00	150'000	165'000	15'000
50 Investissements propres	0.00	150'000	165'000	15'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	150'000	165'000	15'000
Insuffisance de financement	3'008'302.38	3'695'500	4'363'200	667'700

Remarques

Fonds Infostar :
prélèvement 2008 : 320'000.-, prélèvement 2007 : 300'000.-, solde au 31.12.2006 : 673'469.80

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	40.90	41.20	42.40
Auxiliaires de longue durée	14.60	13.50	14.40

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS**OBJECTIF POLITIQUE 1****Gérer l'état civil et traiter les demandes de naturalisation****Sous-objectifs politiques**

- 1 Gérer l'état civil
 - 1.1 Assurer la surveillance des offices de l'état civil du canton (formation, directives, inspection)
 - 1.2 Accomplir les tâches d'état civil dévolues au canton par la législation fédérale
 - 1.3 Gérer l'office spécialisé (transcription des actes étrangers, des naturalisations et des décisions judiciaires)
- 2 Traiter les demandes de naturalisation
- 3 Etablir les documents d'identité suisses
- 4 Préparer l'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres (LHR)

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Début de l'application de la deuxième réorganisation de l'état civil valaisan
- ad2* 2 Application de la nouvelle législation cantonale en matière de naturalisation, suite à la révision de la loi fédérale
- 3 Diminution du retard dans le traitement des dossiers de naturalisation ordinaire
- ad3* 4 Préparation de l'introduction du nouveau passeport (passeport biométrique) prévue par la Confédération en 2009
- ad4* 5 Préparation de la législation cantonale d'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Données du registre des familles ressaisies dans INFOSTAR en % du nombre total	80%	95%	100%	5%
2 Nombre d'offices d'état civil (2006 = 15)			6	
3 Salles de mariage hors du siège de l'office d'état civil (2006 = 0)			21	
<i>ad2</i> 4 Durée moyenne de la procédure de naturalisation, en mois (2006 = 34 mois)		24	30	6

OBJECTIF POLITIQUE 2**Appliquer la législation fédérale relative aux étrangers et favoriser leur intégration****Sous-objectifs politiques**

- 1 Accomplir les tâches dévolues par la législation fédérale en matière de contrôle des étrangers
 - 1.1 Délivrer ou refuser les autorisations de séjour et de travail, ainsi que les visas d'entrée en Suisse
 - 1.2 Assurer le départ des personnes sans autorisation de séjour
 - 1.3 Assurer la surveillance des bureaux communaux de police des étrangers (élaboration de directives, formation, surveillance)
- 2 Mettre en place la politique d'intégration des étrangers voulue par les législations fédérale et cantonale, conformément au concept cantonal d'intégration
- 3 Appliquer les mesures de contrainte prévues par la législation fédérale
 - 3.1 Etablir les décisions de détention conformément à la législation et aux règles de procédures fédérales et cantonales
 - 3.2 Gérer l'établissement des mesures de contrainte (Centre LMC à Granges)
- 4 Accomplir les tâches dévolues au canton par la législation fédérale en matière de procédure d'asile et de renvoi
 - 4.1 Veiller à l'application correcte des tâches dévolues au canton notamment par le respect des décisions prises par les autorités fédérales et des délais impartis

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS

Mesures prioritaires					
ad1	1 Formation continue du personnel du service, des employés des bureaux des étrangers communaux, des agents des polices cantonale et municipales en matière de police des étrangers				
	2 Elaboration de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers				
ad2	3 Poursuite de la mise en application du concept d'intégration, selon les nouvelles dispositions fédérales				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre d'autorisations de séjour délivrées (2006 = 39'978)			35'000	
ad2	2 Nombre de projets d'intégration réalisés (2006 = 27 projets subventionnés)			30	
ad3	3 Nombre de décisions de détention prises (2006 = 247)			240	
	4 Nombre de décisions de détention présentées après 96 h. et confirmées par l'autorité judiciaire			100%	

SERVICE DE L'ÉTAT CIVIL ET DES ÉTRANGERS

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Gérer l'état civil et traiter les demandes de naturalisation	5'816'661	5'482'600	334'061
GP11 Etat civil et naturalisations	5'816'661	5'482'600	334'061
P1101 Organisation et gestion de l'état civil	127'251		127'251
P1102 Instruction et traitement des dossiers	3'045'276	1'639'300	1'405'976
360 Contribution aux frais Infostar	76'000		76'000
431 Emoluments encaissés par le SEE et les officiers		1'200'000	-1'200'000
480 Financement de la ressaisie (fonds Infostar)		320'000	-320'000
Autres dépenses / recettes	2'969'276	119'300	2'849'976
P1103 Contrôle demandes d'établiss. docs d'identité	2'644'134	3'843'300	-1'199'166
350 Rétrocession de recettes (passeports + cartes d'identité)	2'080'000		2'080'000
431 Emoluments (passeports + cartes d'identité)		3'641'000	-3'641'000
506 Equipements informatiques (Passeports biométriques)	165'000		165'000
Autres dépenses / recettes	399'134	202'300	196'834
OP2 Exercer la police des étrangers et leur intégration	6'085'139	2'056'000	4'029'139
GP21 Police des étrangers et intégration	5'305'891	1'873'000	3'432'891
P2101 Gestion des dossiers des ressortissants étrangers	2'730'348	1'459'000	1'271'348
350 Rétrocession de recettes (permis de séjour)	320'000		320'000
431 Permis de séjour, assurances et garanties d'hébergement		1'209'000	-1'209'000
Autres dépenses / recettes	2'410'348	250'000	2'160'348
P2102 Intégration des étrangers	546'689		546'689
365 Subventions aux organisateurs et communes (intégration)	350'000		350'000
Autres dépenses / recettes	196'689		196'689
P2103 Mesures de contrainte et gestion du centre LMC	2'028'854	414'000	1'614'854
450 Contributions de la Confédération (cas ODM)		390'000	-390'000
Autres dépenses / recettes	2'028'854	24'000	2'004'854
GP22 Gestion de l'asile	779'248	183'000	596'248
P2201 Gestion des dossiers des requérants d'asile	355'497	183'000	172'497
450 Contributions de la Confédération (asile)		183'000	-183'000
Autres dépenses / recettes	355'497		355'497
P2202 Organisation, contrôle renvois requérants déboutés	423'751		423'751
Total	11'901'800	7'538'600	4'363'200

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

OP 1
Contribuer à la protection de la
société par l'application des
peines et des mesures
Fr. 9'846'100 net

GP 11
Détenition préventive : Sion - Brig
- Martigny
Fr. 1'316'167 net

GP 12
Exécution peines privatives de
liberté:Crêtelongue
Fr. 1'472'557 net

GP 13
Placement éducatif en milieu
fermé : Pramont
Fr. 403'662 net

GP 14
Exécution des peines
Fr. 6'653'714 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	20'860'238.51	22'503'200	22'456'300	-46'900
30 Charges de personnel	10'778'949.30	11'154'200	11'330'800	176'600
31 Biens, services et marchandises	3'881'253.32	4'142'300	4'241'100	98'800
33 Amortissements	55'350.50	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'007'982.00	1'134'400	1'129'000	-5'400
36 Subventions accordées	4'395.55	10'700	408'700	398'000
39 Imputations internes	5'132'307.84	6'061'600	5'346'700	-714'900
4 Revenus de fonctionnement	13'214'447.21	13'862'700	12'988'700	-874'000
42 Revenus des biens	82'891.35	0	0	0
43 Contributions	1'513'748.66	1'423'300	1'721'700	298'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	4'592'000.65	3'850'000	4'050'000	200'000
46 Subventions acquises	729'538.00	720'000	720'000	0
49 Imputations internes	6'296'268.55	7'869'400	6'497'000	-1'372'400
Charges nettes de fonctionnement	7'645'791.30	8'640'500	9'467'600	827'100
5 Dépenses d'investissement	261'381.50	233'000	378'500	145'500
50 Investissements propres	261'381.50	233'000	378'500	145'500
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	261'381.50	233'000	378'500	145'500
Insuffisance de financement	7'907'172.80	8'873'500	9'846'100	972'600

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	78.95	95.50	95.50
Auxiliaires de longue durée	10.25	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Contribuer à la protection de la société en exerçant sur les détenus un contrôle sécuritaire et en les incitant à devenir des citoyens respectueux des lois

Sous-objectifs politiques

- 1 Elaborer une politique sécuritaire adaptée
 - 1.1 Contribuer à la protection de la société par un contrôle sûr, raisonnable et humain des détenus
- 2 Favoriser une politique de réinsertion sociale appropriée
 - 2.1 Mettre en œuvre dans les établissements de détention du canton une prise en charge encourageant et favorisant la réinsertion sociale des détenus

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Mesures prioritaires				
<i>ad1</i> 1 Amélioration de l'infrastructure des ateliers de la Colonie Pénitentiaire de Crêtelongue 2 Mise sur pied d'un service médical des prisons structuré <i>ad2</i> 3 Développement d'un système de surveillance électronique pour les congés des condamnés dangereux 4 Anticipation des exigences de la RPT dans le domaine de l'exécution des peines et mesures en assurant les subventions fédérales d'exploitation à Pramont				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Pourcentage de surveillants titulaires du brevet fédéral d'agent de détention 2 Nombre de places en détention préventive (Sion 86 - Martigny 30 - Brigue 18) 3 Nombre de places en exécution de peine 4 Nombre de places en mesures éducatives (7 jeunes adultes - 18 mineurs)		85%	90%	5%
<i>ad2</i> 5 Pourcentage d'éducateurs et de maîtres socio-professionnels reconnu par l'Office Fédéral de la Justice (2006 = 95%) 6 Nombre de condamnés ayant obtenu une libération conditionnelle (2006 = 85%) 7 Nombre de condamnés à une peine de semi-détention n'ayant pas eu de révocation (2006 = 80%)		→	→	

ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupe de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Détention préventive : Sion - Brig - Martigny	6'954'167	5'638'000	1'316'167
P1101 Administration	340'682	441'250	-100'568
P1102 Gestion de l'exécution de la détention préventive	5'078'080	3'873'250	1'204'830
P1103 Gestion de l'exécution de la SD et SL	1'535'405	1'323'500	211'905
GP12 Exécution peines privatives de liberté:Crêtelongue	4'226'357	2'753'800	1'472'557
P1201 Administration	348'235	126'880	221'355
P1202 Gestion de l'exécution des peines en milieu fermé	2'148'762	1'800'280	348'482
P1203 Exploitation du domaine et des ateliers	1'729'360	826'640	902'720
GP13 Placement éducatif en milieu fermé : Pramont	4'963'562	4'559'900	403'662
P1301 Administration	363'496	192'781	170'715
P1302 Mesures éducatives et peines jeunes délinquants	3'059'118	3'655'945	-596'827
P1303 Exploitation des ateliers	1'540'948	711'174	829'774
GP14 Exécution des peines	6'690'714	37'000	6'653'714
P1401 Exécution des peines	6'571'508	37'000	6'534'508
P1402 Tâches juridiques	119'206		119'206
Total	22'834'800	12'988'700	9'846'100

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION

OP 1
Régler l'admission des personnes
et des véhicules
Fr. -57'051'700 net

GP 11
Admission des personnes
Fr. -1'701'177 net

GP 12
Admission des véhicules
Fr. -55'350'523 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	13'087'799.25	14'182'400	14'465'000	282'600
30 Charges de personnel	8'407'994.30	8'969'400	9'114'700	145'300
31 Biens, services et marchandises	1'072'222.97	1'790'000	1'797'000	7'000
33 Amortissements	387'636.37	500'000	400'000	-100'000
34 Parts et contributions sans affectation	39'183.65	50'000	60'000	10'000
36 Subventions accordées	871'165.50	986'000	976'000	-10'000
39 Imputations internes	2'309'596.46	1'887'000	2'117'300	230'300
4 Revenus de fonctionnement	69'180'387.95	69'298'200	72'041'700	2'743'500
40 Impôts	48'120'076.40	48'680'000	50'700'000	2'020'000
42 Revenus des biens	19.00	0	0	0
43 Contributions	18'978'501.85	18'902'800	19'411'500	508'700
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	832'344.00	762'700	850'100	87'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	352'667.65	450'000	400'000	-50'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	64'435.05	0	0	0
49 Imputations internes	832'344.00	502'700	680'100	177'400
Revenus nets de fonctionnement	56'092'588.70	55'115'800	57'576'700	2'460'900
5 Dépenses d'investissement	145'841.15	315'000	525'000	210'000
50 Investissements propres	145'841.15	315'000	525'000	210'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	145'841.15	315'000	525'000	210'000
Excédent de financement	55'946'747.55	54'800'800	57'051'700	2'250'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	53.50	58.00	58.00
Auxiliaires de longue durée	22.20	21.70	20.70

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Régler l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière et à la navigation

Sous-objectifs politiques

- 1 S'assurer que les personnes disposent des aptitudes et d'une formation suffisantes pour conduire un véhicule en toute sécurité sur la voie publique et prendre les mesures nécessaires en cas d'infractions aux règles de la circulation et de la navigation
- 2 S'assurer que les véhicules mis en circulation répondent aux prescriptions et percevoir les redevances auxquelles ils sont assujettis

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION

Mesures prioritaires				
<i>ad1</i> 1 Mise en production d'une nouvelle version de l'application informatique du Service (Cari 4) <i>ad2</i> 2 Présentation au Grand Conseil d'un projet de décision relatif à la construction d'un nouveau Centre de contrôle à Saint-Maurice 3 Délégation partielle des contrôles techniques des véhicules légers 4 Suivi des mesures mises en oeuvre par l'Audit 2006, notamment une réfection totale des guichets du Centre de Sion				
Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre de permis d'élève conducteur délivrés (tous types de permis) (2006 = 6'639)			6'600	
2 Délai maximum pour la délivrance des permis d'élève conducteur (en jours)	7	7	7	0
3 Délai maximum pour la délivrance des permis de conduire (en jour)	7	7	7	0
4 Pourcentage des contrôles médicaux subséquents effectués dans les délais légaux (en % du total des contrôles)	100%	100%	100%	0%
5 Indice de satisfaction des usagers, selon enquête (2006 = 8.5 / 10; prochaine enquête prévue en 2008)		8.5	8.75	0.25
6 Nombre d'examens de conduite (théoriques et pratiques, tous types d'examens) (2006 = 14'625))			14'500	
7 Taux d'échec aux examens de conduite théoriques (2006 = 31%)			30%	
8 Taux d'échec aux examens de conduite pratiques (2006 = 35%)			35%	
9 Nombre de permis de conduire délivrés (tous types de permis, nouveaux permis et renouvellement) (2006 = 23'434)			23'500	
10 Nombre de retraits d'admonestation de permis de conduire prononcés (2006 = 4'055)			4'000	
11 Nombre de retraits de sécurité de permis de conduire prononcés (2006 = 351)			350	
12 Pourcentage de recours admis par rapport au nombre de recours déposés (2006 = 1.5)			1.5%	
13 Nombre de transactions effectuées sur le site internet du Service (2006 = 1'027'235)			1'200'000	
<i>ad2</i> 14 Pourcentage de véhicules non contrôlés dans les délais légaux	42%	36%	33%	-3%
15 Pourcentage de bateaux non contrôlés dans les délais légaux	0%	0%	0%	0%
16 Délai maximum pour la délivrance des permis de circulation (en jours)	14	14	14	0
17 Nombre de véhicules immatriculés dans l'année (tous types de véhicules) (2006 = 62'863)			63'000	
18 Nombre de permis de circulation délivrés (tous types de véhicules) (2006 = 95'139)			95'000	
19 Nombre de contrôles techniques effectués (2006 = 58'000)			60'000	
20 Véhicules en circulation au 31 décembre 2006 = 240'042			245'000	

SERVICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE LA NAVIGATION
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Admission des personnes	5'301'038	7'002'215	-1'701'177
P1101 Examens de conduite	1'427'784	1'183'391	244'393
431 Emoluments pour examens de conduite		1'000'000	-1'000'000
Autres dépenses / recettes	1'427'784	183'391	1'244'393
P1102 Délivrance des permis de conduire	1'971'988	2'238'289	-266'301
431 Emoluments pour établissement de permis de conduire		2'000'000	-2'000'000
Autres dépenses / recettes	1'971'988	238'289	1'733'699
P1103 Mesures administratives et sanctions pénales	1'845'603	3'572'050	-1'726'447
431 Mesures administratives et sanctions pénales		1'200'000	-1'200'000
Autres dépenses / recettes	1'845'603	2'372'050	-526'447
P1104 Surveillance des écoles de conduite	55'663	8'485	47'178
GP12 Admission des véhicules	9'688'962	65'039'485	-55'350'523
P1201 Contrôles techniques des véhicules	4'557'387	4'875'136	-317'749
431 Emoluments pour expertises de véhicules		4'300'000	-4'300'000
Autres dépenses / recettes	4'557'387	575'136	3'982'251
P1202 Délivrance des permis de circulation	3'938'918	8'844'308	-4'905'390
431 Emoluments pour établissement de permis de circulation		6'300'000	-6'300'000
435 Vente de plaques		1'200'000	-1'200'000
Autres dépenses / recettes	3'938'918	1'344'308	2'594'610
P1203 Perception des redevances	1'192'657	51'320'041	-50'127'384
406 Impôt sur les véhicules à moteur et les bateaux		50'000'000	-50'000'000
Autres dépenses / recettes	1'192'657	1'320'041	-127'384
Total	14'990'000	72'041'700	-57'051'700

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE

OP 1
Assurer la sécurité et protection
de la population
Fr. 3'183'600 net

GP 11 Organisation, planif., prép. en cas catastrophes Fr. 631'594 net	GP 12 Prévention incendie Fr. 5 net	GP 13 Préparation de la Pci Fr. 2'711'499 net	GP 14 Gestion des affaires militaires Fr. -159'498 net
---	---	---	--

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	13'266'787.86	11'464'800	11'535'600	70'800
30 Charges de personnel	7'180'893.60	7'430'800	7'341'700	-89'100
31 Biens, services et marchandises	1'833'463.46	2'191'600	2'377'300	185'700
33 Amortissements	10'198.89	0	0	0
36 Subventions accordées	524'773.70	596'700	570'700	-26'000
37 Subventions redistribuées	266'050.00	275'000	270'000	-5'000
38 Attributions aux financements spéciaux	991'905.56	0	0	0
39 Imputations internes	2'459'502.65	970'700	975'900	5'200
4 Revenus de fonctionnement	12'676'725.68	8'083'700	8'432'000	348'300
42 Revenus des biens	22'997.70	18'000	23'300	5'300
43 Contributions	1'249'834.45	1'045'200	1'263'000	217'800
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	1'196'736.14	870'000	900'000	30'000
46 Subventions acquises	7'368'658.01	5'133'300	4'462'100	-671'200
47 Subventions à redistribuer	266'050.00	275'000	270'000	-5'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	464'729.92	0	800'000	800'000
49 Imputations internes	2'107'719.46	742'200	713'600	-28'600
Charges nettes de fonctionnement	590'062.18	3'381'100	3'103'600	-277'500
5 Dépenses d'investissement	4'829'605.90	8'598'300	5'492'100	-3'106'200
50 Investissements propres	171'101.35	3'835'000	220'000	-3'615'000
56 Subventions accordées	4'392'819.10	4'563'300	5'172'100	608'800
57 Subventions redistribuées	265'685.45	200'000	100'000	-100'000
6 Recettes d'investissement	4'727'836.25	4'851'000	5'412'100	561'100
66 Subventions acquises	4'462'150.80	4'651'000	5'312'100	661'100
67 Subventions à redistribuer	265'685.45	200'000	100'000	-100'000
Dépenses nettes d'investissement	101'769.65	3'747'300	80'000	-3'667'300
Insuffisance de financement	691'831.83	7'128'400	3'183'600	-3'944'800

Remarques

Fonds Police du feu: prélèvement prévu pour le budget 2008 de l'office du feu = 800'000.-; solde au 31.12.2006 = 2'063'915.-

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	55.70	57.20	55.20
Auxiliaires de longue durée	1.00	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE

OBJECTIF POLITIQUE					
Assurer la sécurité et la protection de la population et préserver ses bases d'existence par les moyens civils (feu/PCi) et la contribution à la préparation des moyens militaires					
Sous-objectifs politiques					
1	Améliorer la collaboration et les capacités d'action des organes de conduite et des forces d'intervention ainsi que leur état de préparation en cas de catastrophes				
2	Informier et sensibiliser la population sur les dangers, la prévention et les comportements à adopter				
3	Obtenir une vue d'ensemble des risques et dangers (naturels / techniques / industriels/ etc.)				
4	Promouvoir la prévention incendie et la préparation des forces de 1ère intervention				
5	Assurer une infrastructure militaire (casernes, places de tir) et des services logistiques optimaux dans notre canton				
6	Gérer les astreints aux obligations militaires domiciliés en Valais (saisie des astreints, traitement des dispenses, perception de la taxe d'exemption, organisation des journées d'information, libérations)				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Promotion d'exercices d'état-major et des exercices communs sur le plan communal, intercommunal et cantonal				
	2 Réalisation et évaluation du nouveau concept d'organisation des sapeurs-pompiers et de la protection civile				
	3 - modification de la loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels				
	4 - révision de la loi d'application de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile				
	5 Révision de la loi sur l'organisation des secours et des cas de catastrophe				
ad3	6 Préparation d'un rapport à l'intention du Conseil d'Etat visant à l'élaboration d'un catalogue des risques et dangers par l'attribution d'un mandat externe				
ad4	7 Contrôle de tous les véhicules des sapeurs-pompiers et mise en conformité aux exigences des bases légales de la circulation routière				
ad5	8 Acquisition des bâtiments de l'ancien PAA à Sion				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre d'état-majors communaux exercés annuellement			20	
	2 Pour-cent des communes disposant d'un service du feu prêt à intervenir	95%	95%	95%	0%
	3 Pour-cent d'interventions n'ayant posé aucun problème majeur (analyse des rapports d'intervention)	95%	90%	95%	5%
	4 Pour-cent des cadres de la PCi ayant suivi le programme d'instruction		80%	100%	20%
	5 Pour-cent des interventions réalisées dans des délais jugés acceptables (rapidité des interventions selon rapports)	98%	98%	98%	0%
ad4	6 Pour-cent des bâtiments recevant du public conformes aux normes de sécurité		85%	90%	5%
	7 Pour-cent des communes ayant des concepts d'intervention pour les sites à risques		100%	100%	0%
	8 Pour-cent des véhicules d'intervention des sapeurs-pompiers conformes à la LCR			100%	
ad5	9 Pour-cent de satisfaction de la troupe lié à la place d'armes de Sion			90%	
ad6	10 Pour-cent de satisfaction lors des journées d'Information			75%	

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Organisation, planif., prép. en cas catastrophes	677'652	46'058	631'594
P1101 Instruction état-majors communaux, intercommunaux	223'693	14'901	208'792
P1102 Conseils, information population/autorités	237'151	16'933	220'218
P1103 Gestion ressources humaines et moyens lourds	216'808	14'224	202'584
GP12 Prévention incendie	8'959'010	8'959'005	5
P1201 Prévention des incendies	570'973	570'970	3
P1202 Gestion et organisation corps sapeurs-pompiers	568'649	568'643	6
362 Subvention annuelle CSI A et B (12'000 et 8'000)	192'000		192'000
469 Contributions des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		242'400	-242'400
Autres dépenses / recettes	376'649	326'243	50'406
P1203 Instruction des sapeurs-pompiers	1'179'217	1'179'220	-3
469 Contributions des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		812'000	-812'000
Autres dépenses / recettes	1'179'217	367'220	811'997
P1204 Gestion du système d'alarme	933'101	933'096	5
P1205 Financement, achat équipements et infrastructures	5'707'070	5'707'076	-6
362 Routes nationales participation annuelle aux CSI	240'000		240'000
562 Subvention aux communes (matériel pompiers, adduction d'eau, Véhicules, locaux du feu etc	5'162'100		5'162'100
669 Contribution des compagnies d'assurances pour le financement de la police du feu		4'647'800	-4'647'800
Autres dépenses / recettes	304'970	1'059'276	-754'306
GP13 Préparation de la Pci	3'488'587	777'088	2'711'499
P1301 Organisation et planification de la PCi	356'314	32'755	323'559
P1302 Instruction des astreints de la PCi	1'366'829	132'471	1'234'358
P1303 Constructions, alarme et matériel PCi	1'449'405	591'175	858'230
372 Subvention fédérale, maintenance des abris	270'000		270'000
470 Subvention fédérale, maintenance des abris		270'000	-270'000
572 Subventions fédérales abris	100'000		100'000
670 Subventions fédérales abris		100'000	-100'000
Autres dépenses / recettes	1'079'405	221'175	858'230
P1304 Gestion et engagements groupes d'intervent. rapide	316'039	20'687	295'352
GP14 Gestion des affaires militaires	3'902'451	4'061'949	-159'498
P1401 Gestion des conscrits et militaires domiciliés VS	837'058	246'496	590'562
P1402 Présence militaire et activités hors service	58'467	1'396	57'071
P1403 Assujettissement et exonération de la taxe	526'067	1'020'655	-494'588
440 Part de l'Etat du Valais à la taxe d'exemption (commission de 20 %)		900'000	-900'000
Autres dépenses / recettes	526'067	120'655	405'412
P1404 Infrastructures et investissements	2'480'859	2'793'402	-312'543
460 Indemnisation de la confédération pour location et exploitation de la caserne		1'930'000	-1'930'000
Autres dépenses / recettes	2'480'859	863'402	1'617'457
Total	17'027'700	13'844'100	3'183'600

SERVICE DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DE LA FAUNE

OP 1
Gérer la grande faune sauvage
Fr. 341'200 net

GP 11
Conservation diversité des
espèces et biotopes
Fr. 2'528'454 net

GP 12
Gestion des régales de la chasse
et de la pêche
Fr. -2'584'480 net

GP 13
Information et recherche
Fr. 397'226 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	5'582'061.40	5'974'800	6'016'100	41'300
30 Charges de personnel	3'316'407.35	3'725'100	3'760'100	35'000
31 Biens, services et marchandises	1'375'362.82	1'363'000	1'350'000	-13'000
33 Amortissements	5'312.05	2'000	2'000	0
36 Subventions accordées	448'003.70	395'000	402'000	7'000
38 Attributions aux financements spéciaux	78'525.00	180'000	180'000	0
39 Imputations internes	358'450.48	309'700	322'000	12'300
4 Revenus de fonctionnement	5'698'043.15	5'804'900	5'674'900	-130'000
40 Impôts	14'107.50	15'000	15'000	0
41 Patentes et concessions	3'002'126.90	3'000'000	3'000'000	0
42 Revenus des biens	123'585.55	120'000	120'000	0
43 Contributions	1'698'031.55	1'989'900	1'859'900	-130'000
46 Subventions acquises	432'391.85	400'000	400'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	174'637.40	50'000	50'000	0
49 Imputations internes	253'162.40	230'000	230'000	0
Charges nettes de fonctionnement	-115'981.75	169'900	341'200	171'300
5 Dépenses d'investissement	36'844.60	50'000	0	-50'000
50 Investissements propres	36'844.60	50'000	0	-50'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	36'844.60	50'000	0	-50'000
Insuffisance de financement	-79'137.15	219'900	341'200	121'300

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	28.50	32.00	32.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DE LA FAUNE

OBJECTIF POLITIQUE					
Gérer la grande faune sauvage, conserver ses biotopes et la diversité des espèces et minimiser les dégâts					
Sous-objectifs politiques					
1	Conserver la diversité des espèces et leurs biotopes				
2	Assurer l'équilibre des populations de faune sauvage				
3	Gérer de manière équilibrée par la chasse les populations de gibier				
4	Assurer les peuplements piscicoles pour la promotion de la régate de la pêche				
5	Prévenir et réparer les dommages causés par la faune sauvage à la forêt, aux cultures et aux animaux de rente				
6	Informar les autorités, la population, la jeunesse et les partenaires sur la faune sauvage				
7	Contribuer à la réalisation de recherches sur la faune sauvage, ses maladies et ses biotopes				
Mesures prioritaires					
ad3	1 Elaboration des concepts de gestion des espèces				
	2 Mise en place d'une gestion informatique de la faune au travers d'une basse de données				
	3 Suivi et adaptation de l'arrêté quinquennal 2006 - 2010 sur l'exercice de la chasse en VS (en particulier les dispositions légales liées à l'utilisation des routes & chasse au chamois).				
	4 Amélioration du sex-ratio dans le prélèvement de chamois effectué par les chasseurs				
ad5	5 Collaboration entre les services de la faune et de l'agriculture pour la prévention des dégâts aux cultures et aux animaux de rente				
	6 Suivi de la prévention et de la réparation des dommages aux cultures				
ad6	7 Suivi de l'information auprès des différents partenaires et citoyens				
ad7	8 Poursuite / renforcement des collaborations entretenues avec les différents partenaires fédéraux et/ou cantonaux				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad3	1 Evolution des populations de faune sauvage (selon statistiques de la chasse et du gibier répertorié en 2006).	➔	➔	➔	
	2 Nombre de jeunes boucs et d'âge moyen abattus (2006 = 1110)		1'250	1'100	-150
	3 Nbre de permis de chasse délivrés (2006 = 2653)			➔	
	4 Nbre de permis de pêche délivrés (2006 = 2640)			➔	
ad5	5 Limitation des coûts liés aux dégâts aux cultures (158'186.- pour 2006)		150'000	150'000	0
ad7	6 Nombre de projets de recherche élaborés sur la base des informations et constatations recueillies (6 pour 2006)		6	6	0

SERVICE DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DE LA FAUNE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Conservation diversité des espèces et biotopes	3'873'905	1'345'451	2'528'454
P1101 Etat de la faune sauvage	1'637'553	409'244	1'228'309
P1102 Régulation chasse/pêche et assainissement	1'422'600	814'713	607'887
P1103 Législation	313'055	1'444	311'611
P1104 Sauvegarde des biotopes	76'147	2'487	73'660
P1105 Prévention et indemnisation des dégâts de la faune	424'550	117'563	306'987
GP12 Gestion des régales de la chasse et de la pêche	1'734'119	4'318'599	-2'584'480
P1201 Formation des chasseurs	99'147	327'885	-228'738
P1202 Statistiques	58'845	2'193	56'652
P1203 Autorisations spéciales	18'271	28'716	-10'445
P1204 Permis de chasse et de pêche, affermage des plans	1'339'302	3'902'361	-2'563'059
365 Dédommagements FCVPA	212'000		212'000
380 Dotation au fonds 50% des taxes et produits des amendes	180'000		180'000
410 Vente de permis de pêche (Lac Léman)		30'000	-30'000
410 Vente de permis de pêche		500'000	-500'000
410 Vente de permis de chasse		2'365'000	-2'365'000
Autres dépenses / recettes	947'302	1'007'361	-60'059
P1205 Infractions	218'554	57'444	161'110
GP13 Information et recherche	408'076	10'850	397'226
P1301 Information sur la faune et son milieu	175'997	5'420	170'577
P1302 Recherche sur la faune sauvage	232'079	5'430	226'649
Total	6'016'100	5'674'900	341'200

Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie (DSSE)		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>TOTAL GENERAL</u>					
Dépenses		705'255'253.92	763'397'500	792'003'800	28'606'300
Recettes		366'616'981.60	379'379'600	309'426'600	-69'953'000
Excédent de dépenses		338'638'272.32	384'017'900	482'577'200	98'559'300
<u>SUBDIVISION ADMINISTRATIVE</u>					
Service de la santé publique		297'463'835.81	331'490'400	417'224'800	85'734'400
Service de l'action sociale		32'165'642.36	35'877'600	74'186'600	38'309'000
Centre médico-éducatif "la Castalie"		1'253'910.36	3'069'700	7'363'200	4'293'500
Service de protection des travailleurs et des relations du travail		2'246'636.80	2'479'000	2'503'200	24'200
Service de l'énergie et des forces hydrauliques		-50'022'679.21	-48'538'200	-50'503'000	-1'964'800
Subventionnement des assurances sociales		55'530'926.20	59'639'400	31'802'400	-27'837'000
Excédent de dépenses		338'638'272.32	384'017'900	482'577'200	98'559'300
<u>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</u>					
30 Charges de personnel		35'649'777.97	47'922'500	40'514'000	-7'408'500
31 Biens, services et marchandises		19'095'096.82	19'781'600	18'311'100	-1'470'500
33 Amortissements		16'499.76	20'000		-20'000
34 Parts et contributions sans affectation		371'624.00	372'000	372'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques		1'717'765.00	1'776'000	1'776'000	0
36 Subventions accordées		555'860'127.23	595'477'700	629'996'200	34'518'500
38 Attributions aux financements spéciaux		28'256'949.40	28'880'000	30'676'900	1'796'900
39 Imputations internes		24'491'191.46	22'235'700	23'432'600	1'196'900
40 Impôts		62'898'116.85	65'246'000	65'546'000	300'000
41 Patentes et concessions		5'251'492.80	5'500'000	5'500'000	0
42 Revenus des biens		5'720'457.00	5'703'800	4'953'800	-750'000
43 Contributions		15'855'653.99	15'695'800	15'381'300	-314'500
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		184'965.00	169'500	188'900	19'400
45 Dédommagements de collectivités publiques		34'960'934.26	35'984'000	35'947'300	-36'700
46 Subventions acquises		203'966'254.03	217'331'400	149'150'000	-68'181'400
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		4'048'043.97	3'758'300	617'000	-3'141'300
49 Imputations internes		21'780'478.22	19'490'800	21'692'300	2'201'500
Total charges		665'459'031.64	716'465'500	745'078'800	28'613'300
Total revenus		354'666'396.12	368'879'600	298'976'600	-69'903'000
Excédent de charges		310'792'635.52	347'585'900	446'102'200	98'516'300
<u>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</u>					
50 Investissements propres		568'215.43	18'847'000	1'920'000	-16'927'000
52 Prêts et participations permanentes		930'000.00			
56 Subventions accordées		38'298'006.85	28'085'000	45'005'000	16'920'000
60 Transferts au patrimoine financier		151'195.00			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		11'003'418.00	10'000'000	10'000'000	0
63 Facturation à des tiers		227'370.50			
66 Subventions acquises		568'601.98	500'000	450'000	-50'000
Total dépenses		39'796'222.28	46'932'000	46'925'000	-7'000
Total recettes		11'950'585.48	10'500'000	10'450'000	-50'000
Excédent de dépenses		27'845'636.80	36'432'000	36'475'000	43'000

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

OP 1
Contribuer à la promotion, à la
sauvegarde et au rétablissement
de la santé humaine
Fr. 417'224'800 net

GP 11
Promotion, prévention,
observatoire, épidémiologie
Fr. 9'163'790 net

GP 12
Surveillance des professions et
des institutions
Fr. 587'441 net

GP 13
Prise en charge hospitalière
Fr. 243'619'643 net

GP 14
Prise en charge non hospitalière
Fr. 75'109'477 net

GP 15
Subventionnement des primes
d'assurance maladie
Fr. 88'744'449 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	397'695'454.16	431'628'500	446'751'800	15'123'300
30 Charges de personnel	3'252'025.51	12'505'900	3'890'600	-8'615'300
31 Biens, services et marchandises	688'386.67	654'500	674'000	19'500
33 Amortissements	2'306.05	20'000	0	-20'000
36 Subventions accordées	393'461'030.75	418'216'500	441'953'500	23'737'000
38 Attributions aux financements spéciaux	3'056.45	6'000	5'000	-1'000
39 Imputations internes	288'648.73	225'600	228'700	3'100
4 Revenus de fonctionnement	134'866'504.95	142'223'100	69'972'000	-72'251'100
40 Impôts	55'893.00	2'000	2'000	0
43 Contributions	94'146.50	65'100	85'000	19'900
46 Subventions acquises	133'512'409.00	140'850'000	68'280'000	-72'570'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	107'288.70	299'000	617'000	318'000
49 Imputations internes	1'096'767.75	1'007'000	988'000	-19'000
Charges nettes de fonctionnement	262'828'949.21	289'405'400	376'779'800	87'374'400
5 Dépenses d'investissement	34'634'886.60	42'085'000	40'445'000	-1'640'000
50 Investissements propres	22'289.95	18'250'000	40'000	-18'210'000
56 Subventions accordées	34'612'596.65	23'835'000	40'405'000	16'570'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	34'634'886.60	42'085'000	40'445'000	-1'640'000
Insuffisance de financement	297'463'835.81	331'490'400	417'224'800	85'734'400

Remarques

Rubrique 30, charges de personnel :

La diminution des charges de personnel résulte du crédit budgétaire unique de 9 millions de francs accordé en 2007 pour le financement de la part non couverte par des fonds propres des prestations de libre-passage du personnel du CVP et des IPVR transféré au RSV.

Rubrique 36, subventions accordées :

L'augmentation des subventions de fonctionnement de 23.7 millions est composée principalement de l'augmentation du subventionnement des hôpitaux (+ 10.2) résultant des prestations d'utilité publique, de l'augmentation du nombre de lits en EMS (+ 1.4), des effets de la RPT sur les soins à domicile (CMS + 7.0), des subventions en faveur des assurés économiquement modestes des caisses-maladie (+ 2.3), du subventionnement du régulateur médical (+ 0.7) et du programme de vaccination contre le papillomavirus (médecine-scolaire + 0.9).

Rubrique 46, subventions acquises :

La diminution des subventions acquises résulte de la RPT pour la participation de la Confédération au subventionnement des primes d'assurance-maladie pour les assurés économiquement modestes.

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	19.30	23.50	24.50
Auxiliaires de longue durée	3.80	0.00	1.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

Remarques

L'effectif comprend 3 EPT comptabilisés au Service de la santé publique mais qui concernent le Département dans son ensemble (responsable controlling départemental 100%, secrétariat du chef de département 120%, collaborateur économique 80%).
 2 EPT supplémentaires ont été retenus par le Conseil d'Etat pour l'application de la Loi sur les établissements et institutions sanitaires, la révision de la loi sur la santé de 1996 ainsi que le renforcement de la prévention et de la promotion de la santé.

OBJECTIF POLITIQUE

Contribuer à la promotion, à la sauvegarde et au rétablissement de la santé humaine, dans le respect de la liberté, de la dignité, de l'intégrité et de l'égalité des personnes.

Sous-objectifs politiques

- 1 Promouvoir la santé, prévenir les maladies et les accidents et surveiller les professions et les institutions
 - 1.1 Promouvoir la santé et prévenir les maladies et les accidents, par l'information à la population, en particulier pour les domaines suivants :
 - 1.1.1 Diminuer le nombre de décès précoces évitables
 - 1.1.2 Prévenir la consommation et les abus de substances (tabac, alcool, drogues, alimentation) ainsi que leurs effets négatifs
 - 1.2 Veiller à la qualité et la sécurité de la prise en charge des patients par des professionnels et diminuer les risques de consommation inadéquate de médicaments, de stupéfiants ou de produits sanguins à l'aide notamment de contrôles
 - 1.3 Améliorer l'état de santé et maintenir aussi longtemps que possible un état de santé sans pathologie, en particulier chez les jeunes et les adolescents
- 2 Garantir une prise en charge curative et palliative répondant aux besoins et exigences de qualité et de sécurité par une planification judicieuse des infrastructures et une allocation équitable des ressources disponibles
 - 2.1 Favoriser une prise en charge adéquate (soins hospitaliers, établissements médico-sociaux (EMS), centres médico-sociaux (CMS) ou autres) pour toute personne qui le nécessite, en particulier :
 - 2.1.1 Définir la planification sanitaire et hospitalière et ses mises à jour régulières
 - 2.1.2 Soutenir le RSV dans la mise en oeuvre de la planification hospitalière
 - 2.1.3 Améliorer la gestion des établissements médico-sociaux et des centres médico-sociaux par l'informatisation de ces établissements
 - 2.2 Améliorer l'efficacité des institutions de prise en charge curative et palliative par une meilleure gestion et administration des ressources
 - 2.3 Garantir à la population l'information nécessaire et utile pour favoriser un accès aux soins sur la base d'un jugement éclairé
- 3 Garantir l'accessibilité économique des prestations de santé par le subventionnement ciblé des primes des assurés

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**Mesures prioritaires**

- ad1**
- 1 Révision de la loi valaisanne sur la santé : 2ème volet : suivi et préparation de la mise en oeuvre de la loi sur le tabac
 - 2 Elaboration et mise en place d'un concept global de prévention des suicides et de promotion de la santé mentale en collaboration avec les partenaires (institutions psychiatriques, psychiatrie de liaison, corps médical, etc.)
 - 3 Amélioration de l'état de santé par le dépistage et la prévention : dépistage précoce du cancer du sein dans le cadre du programme valaisan
 - 4 Projets de prévention de la consommation de tabac chez les jeunes et de sensibilisation à la fumée passive
 - 5 Projets de prévention de la consommation d'alcool chez les jeunes et les mineurs
 - 6 Développement de la promotion d'une alimentation équilibrée et de l'activité physique par l'appui à la création d'un centre "Alimentation & Mouvement" au sein de la LVPP
 - 7 Développement de la promotion d'une alimentation équilibrée et de l'activité physique : soutien des cantines et restaurants labélisés "Fourchette Verte"
 - 8 Mise à jour du plan de pandémie pour la grippe aviaire dans le canton du Valais
 - 9 Surveillance des professions par le maintien du nombre de contrôles conformément à la loi sur les agents thérapeutiques
 - 10 Surveillance des indicateurs de qualité dans les établissements sanitaires valaisans
 - 11 Surveillance de l'application de la procédure en matière de déclaration des plaintes et des incidents thérapeutiques par la Commission pour la sécurité des patients et la qualité des soins
 - 12 Elaboration d'un programme cadre de promotion de la santé et de prévention des maladies et accidents pour 2009-2011
 - 13 Amélioration de l'état de santé par le dépistage et la prévention : campagnes de vaccination contre la grippe pour le personnel soignant des hôpitaux, des EMS et des CMS
 - 14 Amélioration de l'état de santé par le dépistage et la prévention : campagnes de vaccination contre la grippe pour les personnes âgées et les personnes en mauvais état de santé
 - 15 Vaccination des adolescentes contre le papillomavirus dans le cadre de la santé scolaire
 - 16 Création et diffusion d'une série d'émissions hebdomadaires de prévention et de promotion de la santé sur la chaîne régionale Canal 9
- ad2**
- 17 Révision de la loi valaisanne sur la santé : 2ème volet : suivi et préparation de la mise en oeuvre de l'adaptation de la loi valaisanne sur la santé de 1996 aux nouvelles dispositions fédérales (à l'exception des dispositions sur les établissements et institutions sanitaires)
 - 18 Diffusion d'une brochure sur les droits des patients
 - 19 Augmentation du taux de couverture par les assureurs LAMal dans les hôpitaux du RSV
 - 20 Soutien à la mise en place d'une planification budgétaire par département médical du RSV
 - 21 Mise en oeuvre du concept de prise en charge des personnes âgées de 2005, notamment par la présentation des projets de construction d'EMS au Grand Conseil
 - 22 a) construction d'un nouvel EMS de 30 lits à Orsières
 - 23 b) construction d'un nouvel EMS de 40 lits à St-Maurice
 - 24 Développement du système d'information et d'aide à la décision par l'élaboration d'un tableau de bord à l'intention du Conseil d'administration du RSV et du Conseil d'Etat
- ad3**
- 25 Subvention des primes d'assurance-maladie proportionnelle à l'augmentation annuelle et ciblée sur les assurés à faible revenu

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Dépenses globales en francs par habitant pour la prévention	23	23	23	0
	2 Nombre de suicides signalés, en particulier chez les jeunes	52	↘	↘	
	3 Nombre d'accidents impliquant des personnes en état d'ivresse, sous l'emprise de drogues ou de médicaments, ou consécutifs à une défaillance physique	↘	↘	↘	
	4 Nombre de toxicodépendants (cocaïne et héroïne) pris en charge par la LVT	106	→	→	
	5 Taux de couverture du programme de dépistage du cancer du sein	63.2%	↗	↗	
	6 Nombre de manifestations ayant obtenu le label FIESTA (2006 : 31)		35	35	0
	7 Nombre de restaurants et de cantines labellisés Fourchette Verte	70	↗	↗	
	8 Nombre d'indicateurs suivis par la Commission pour la sécurité des patients et la qualité des soins	9	→	→	
ad2	9 Taux de couverture à charge des assureurs pour les dépenses hospitalières aiguës	47%	49%	49%	0%
	10 Nombre de lits exploités pour les établissements des soins aigus	700	700	680	-20
	11 Nombre de journées-malades de soins aigus	234'700	↘	↘	
	12 Nombre de journées-malades de soins gériatriques (2006 : 86'567)			→	
	13 Nombre de journées-malades de soins de réadaptation (CVP) (2006 : 19'528)			→	
	14 Nombre de journées-malades de soins psychiatriques (2006 : 69'269)			→	
	15 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps du RSV	2'845	→	→	
	16 Nombre de lits dans les EMS	2'396	2'488	2'586	98
	17 Nombre de journées passées par des résidents dans les EMS	864'731	↗	↗	
	18 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps dans les EMS	1'402	↗	↗	
	19 Nombre d'heures pour des prestations de soins et d'aide au ménage dans les CMS	422'942	↗	↗	
	20 Moyenne du nombre de postes équivalent plein temps dans les CMS	499	↗	↗	
ad3	21 Part de la population bénéficiant d'une subvention pour l'assurance-maladie obligatoire	34%	30%	30%	0%
	22 Subvention moyenne par assuré	1'491	1'650	1'670	20
	23 Prime d'assurance maladie cantonale moyenne (prime pour adulte)	250	261	264	3
	24 Rang du canton en matière de prime d'assurance maladie, du moins cher au plus cher	10	8	8	0

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Promotion, prévention, observatoire, épidémiologie	10'768'675	1'604'885	9'163'790
P1101 Prévention et promotion de la santé	8'705'824	1'603'152	7'102'672
364 Subventions exploitation LVT	2'500'000		2'500'000
364 Subventions exploitation soins dentaires à la jeunesse	2'388'000		2'388'000
364 LVPP (fonds de prévention - droit de timbre)	1'600'000		1'600'000
364 Santé scolaire: vaccinations	872'000		872'000
364 Régulation médicale	700'000		700'000
490 Fonds de prévention - droit de timbre		983'000	-983'000
Autres dépenses / recettes	645'824	620'152	25'672
P1102 Observatoire de la santé	1'276'647	729	1'275'918
P1103 Epidémiologie	786'204	1'004	785'200
GP12 Surveillance des professions et des institutions	650'787	63'346	587'441
P1201 Surveillance professions (médicales/non-médicales)	392'725	56'060	336'665
P1202 Surveillance des institutions sanitaires	50'465	6'296	44'169
P1203 Surveillance des médicaments	207'597	990	206'607
GP13 Prise en charge hospitalière	243'630'172	10'529	243'619'643
P1301 Soins aigus et soins gériatriques	186'719'455	7'398	186'712'057
364 Subventions exploitation	154'400'000		154'400'000
564 Subventions investissements	28'205'000		28'205'000
564 Hôpitaux - Service de la dette	1'450'000		1'450'000
Autres dépenses / recettes	2'664'455	7'398	2'657'057
P1302 Soins de réadaptation (CVP)	9'816'982	530	9'816'452
364 Subventions exploitation	8'700'000		8'700'000
564 Subventions investissements	500'000		500'000
Autres dépenses / recettes	616'982	530	616'452
P1303 Soins psychiatriques	29'194'550	922	29'193'628
364 Subventions exploitation	26'500'000		26'500'000
564 Subventions investissements	2'500'000		2'500'000
Autres dépenses / recettes	194'550	922	193'628
P1304 Activités déléguées et à caractère cantonal	444'992	376	444'616
P1305 Hospitalisation hors canton	17'454'193	1'303	17'452'890

SERVICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP14 Prise en charge non hospitalière	75'396'572	287'095	75'109'477
P1401 Etablissements médico-sociaux pour personnes âgées	49'764'428	3'506	49'760'922
364 Subventions exploitation EMS publics	38'600'000		38'600'000
365 Subventions exploitation EMS privés	5'100'000		5'100'000
564 Subventions investissements	5'000'000		5'000'000
564 Informatisation EMS	450'000		450'000
Autres dépenses / recettes	614'428	3'506	610'922
P1402 Centres médico-sociaux et centres SIPE	19'279'819	1'762	19'278'057
364 Subventions exploitation CMS	16'800'000		16'800'000
364 Subventions exploitation Centres SIPE	1'650'000		1'650'000
564 Informatisation CMS	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	679'819	1'762	678'057
P1403 Organisation des secours (OCVS)	5'061'286	1'201	5'060'085
364 Subventions d'exploitation	4'300'000		4'300'000
564 Subventions d'investissements	500'000		500'000
Autres dépenses / recettes	261'286	1'201	260'085
P1404 Réseaux régionaux de santé	369'755	187	369'568
P1405 Secteur ambulatoire et autres institutions	42'291	127	42'164
P1406 Foyers de jour	878'993	280'312	598'681
GP15 Subventionnement des primes d'assurance maladie	156'750'594	68'006'145	88'744'449
P1501 Subventionnement des assurés des caisses-maladie	156'720'639	68'006'048	88'714'591
366 Subventions aux assurés	155'500'000		155'500'000
460 Subventions de la Confédération		68'000'000	-68'000'000
Autres dépenses / recettes	1'220'639	6'048	1'214'591
P1502 Contrôle des primes des caisses-maladie	29'955	97	29'858
Total	487'196'800	69'972'000	417'224'800

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

OP 1
Promouvoir l'intégration sociale et
économique des personnes dans
le besoin
Fr. 74'186'600 net

GP 11
Prestations sociales individuelles
Fr. 22'002'079 net

GP 12
Institutions sociales
Fr. 49'639'055 net

GP 13
Recouvrement et avances des
pensions alimentaires
Fr. 2'467'608 net

GP 14
Asile (accueil et prise en charge
sociale)
Fr. 77'858 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	76'343'484.22	80'325'200	141'658'300	61'333'100
30 Charges de personnel	9'855'897.05	10'583'700	10'868'800	285'100
31 Biens, services et marchandises	15'659'926.89	16'119'300	14'285'500	-1'833'800
33 Amortissements	11'932.95	0	0	0
36 Subventions accordées	48'719'798.78	51'859'000	109'953'000	58'094'000
38 Attributions aux financements spéciaux	0.00	0	3'165'900	3'165'900
39 Imputations internes	2'095'928.55	1'763'200	3'385'100	1'621'900
4 Revenus de fonctionnement	46'904'460.06	47'897'600	72'276'700	24'379'100
42 Revenus des biens	724'223.75	704'000	356'000	-348'000
43 Contributions	6'390'861.34	6'202'000	6'313'800	111'800
45 Dédommagements de collectivités publiques	31'896'560.29	33'112'000	31'622'300	-1'489'700
46 Subventions acquises	3'995'520.88	4'751'000	30'818'700	26'067'700
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	1'947'183.90	1'564'300	0	-1'564'300
49 Imputations internes	1'950'109.90	1'564'300	3'165'900	1'601'600
Charges nettes de fonctionnement	29'439'024.16	32'427'600	69'381'600	36'954'000
5 Dépenses d'investissement	3'957'406.70	3'450'000	4'805'000	1'355'000
50 Investissements propres	227'370.50	300'000	1'305'000	1'005'000
52 Prêts et participations permanentes	930'000.00	0	0	0
56 Subventions accordées	2'800'036.20	3'150'000	3'500'000	350'000
6 Recettes d'investissement	1'230'788.50	0	0	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	1'003'418.00	0	0	0
63 Facturation à des tiers	227'370.50	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	2'726'618.20	3'450'000	4'805'000	1'355'000
Insuffisance de financement	32'165'642.36	35'877'600	74'186'600	38'309'000

Remarques

L'augmentation de la rubrique 36 s'explique de la manière suivante :

1. Dès 2008 le canton reprend à sa charge dans le cadre de la RPT le montant des subventions OFAS versées aux institutions AI (Fr. 41 millions).
2. L'assistance sociale des personnes connaît une forte progression en Valais, de plus les modalités d'application de la LACI et de la LAI se sont resserrées. L'entrée en vigueur du nouveau règlement d'application de la Loi sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances (rallongement de la période d'octroi des avances) engendre une augmentation de charges. Par contre, une diminution importante des subventions dans le secteur des requérants d'asile est prévue.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	13.80	17.10	18.10
Auxiliaires de longue durée	2.10	0.50	1.10

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

Remarques
Le montant figurant sous rubrique 30 "charges du personnel" comprend également le personnel du secteur de l'asile géré de manière autonome.

OBJECTIF POLITIQUE	
Promouvoir l'intégration sociale et économique des personnes dans le besoin et favoriser l'épanouissement de la famille	
Sous-objectifs politiques	
1	Soutenir et coordonner les prestations sociales individuelles (GP11)
2	Soutenir et coordonner les activités des institutions sociales (GP12)
3	Assurer le recouvrement et les avances des pensions alimentaires dans la politique familiale cantonale (GP13)
4	Assurer l'accueil et la prise en charge sociale des requérants d'asile et des réfugiés (GP14)
Mesures prioritaires	
ad1	1 Mise en place d'une instance interdépartementale pour renforcer la coordination entre aide sociale et assurances sociales et développer des liens avec le 1er marché du travail (projet CII-MAMAC)
	2 Mise en place d'un système d'information coordonné intégrant l'ensemble des prestations sous conditions de ressources (SOSTAT+)
ad2	3 Renforcement des conditions-cadre adaptées et de nouvelles formes de collaboration entre acteurs publics, acteurs privés et entreprises
	4 Adoption d'une loi de portée générale sur la répartition des dépenses pour les institutions sociales entre canton et communes (RPT)
	5 Adaptations législatives et structurelles aux contraintes découlant de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT): réorganisation des ressources du service, préparation du plan stratégique cantonal
ad4	6 Adaptation du dispositif de prise en charge au flux des requérants et aux contraintes fédérales

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1 1 Pour-cent des coûts de l'aide sociale par rapport au total pris en compte par la loi sur l'harmonisation (2005 = 16.5%)	19%	15%	15%	0%
2 Nombre de mesures d'insertion sociale et professionnelle (2005 = 281)	315	300	350	50
ad2 3 Nombre de places d'occupation manquantes	75	50	40	-10
4 Nombre de places d'hébergement manquantes	47	30	20	-10
5 Evolution des dépenses relatives au domaine des institutions, sans le renchérissement (Base 2004 = 100 %)	103%	104.5%	106%	1.5%
ad3 6 Nombre de dossiers d'avance (Base 2004 = 450)	520	520	520	0
7 Nombre de dossiers de recouvrement (Base 2004 = 1'198)	1'199	1'500	1'550	50
8 Rapport charges indirectes/nombre de dossiers ORAPA (2006: 605'855/1'400 = 433)	348	433	433	0
ad4 9 Nombre de requérants au 31.12. (2004 = 2'080; 2005= 1'800)	1'670	1'600	1'600	0
10 Rapport charges indirectes/nombre de requérants (2006:7'902'800 /1'600=4'939)	4'177	4'939	4'939	0

SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Prestations sociales individuelles	35'338'575	13'336'496	22'002'079
P1101 Mesures de politique sociale	183'770	717	183'053
P1102 Soutien/gestion prestations sociales individuelles	34'345'206	13'274'192	21'071'014
301 Emplois semi-protégés, auxiliaires et apprentis handicapés	979'300		979'300
361 Contribution à des organismes intercantonaux	91'000		91'000
366 Aide sociale, mesures d'insertion professionnelle, maintien à domicile, participation	32'315'000		32'315'000
Autres dépenses / recettes	959'906	13'274'192	-12'314'286
P1103 Coordination de l'aide aux victimes d'infractions	809'599	61'587	748'012
366 Aides individuelles LAVI	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	659'599	61'587	598'012
GP12 Institutions sociales	73'616'737	23'977'682	49'639'055
P1201 Soutien et coordination des institutions sociales	1'372'058	559	1'371'499
509 Sys. d'inf. et de gestion des instit. spéc.	1'055'000		1'055'000
Autres dépenses / recettes	317'058	559	316'499
P1202 Intégration prof. et sociale pers. handicapées	1'406'165	606	1'405'559
365 Aides financières aux organisations pour personnes handicapées	736'000		736'000
Autres dépenses / recettes	670'165	606	669'559
P1203 Planification, subv. et surveillance institutions	66'697'969	22'468'558	44'229'411
365 Subventions aux institutions pour personnes handicapées	50'487'000		50'487'000
365 Subventions aux institutions sociales	1'055'000		1'055'000
Autres dépenses / recettes	15'155'969	22'468'558	-7'312'589
P1204 Gestion de l'office de liaison	4'140'545	1'507'959	2'632'586
GP13 Recouvrement et avances des pensions alimentaires	4'921'335	2'453'727	2'467'608
P1301 Recouvrement des pensions alimentaires	541'003	1'402'795	-861'792
436 Recouvrement sur pensions alimentaires		1'400'000	-1'400'000
Autres dépenses / recettes	541'003	2'795	538'208
P1302 Avance des pensions alimentaires	4'380'332	1'050'932	3'329'400
366 Avances sur pensions alimentaires	4'200'000		4'200'000
Autres dépenses / recettes	180'332	1'050'932	-870'600
GP14 Asile (accueil et prise en charge sociale)	32'586'653	32'508'795	77'858
P1401 Mesures en faveur des requérants d'asile/réfugiés	413'304	2'795	410'509
P1402 Accueil et prise en charge des requérants d'asile	32'173'349	32'506'000	-332'651
366 Assistance des personnes du domaine de l'asile	5'000'000		5'000'000
Autres dépenses / recettes	27'173'349	32'506'000	-5'332'651
Total	146'463'300	72'276'700	74'186'600

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"

OP 1
Prise en charge de personnes
handicapées
Fr. 7'363'200 net

GP 11
Prise en charge des personnes
handicapées
Fr. 7'223'545 net

GP 12
Recherche et développement
Fr. 139'655 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	20'614'378.51	22'101'200	23'140'300	1'039'100
30 Charges de personnel	18'668'758.36	20'052'800	20'684'300	631'500
31 Biens, services et marchandises	1'915'540.31	2'003'200	2'409'800	406'600
39 Imputations internes	30'079.84	45'200	46'200	1'000
4 Revenus de fonctionnement	19'420'526.15	19'231'500	16'327'100	-2'904'400
42 Revenus des biens	32'835.90	33'000	33'000	0
43 Contributions	6'786'320.28	6'632'200	6'075'800	-556'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'042'534.82	862'000	2'289'000	1'427'000
46 Subventions acquises	11'558'835.15	11'704'300	7'929'300	-3'775'000
Charges nettes de fonctionnement	1'193'852.36	2'869'700	6'813'200	3'943'500
5 Dépenses d'investissement	318'554.98	250'000	550'000	300'000
50 Investissements propres	318'554.98	250'000	550'000	300'000
6 Recettes d'investissement	258'496.98	50'000	0	-50'000
60 Transferts au patrimoine financier	151'195.00	0	0	0
66 Subventions acquises	107'301.98	50'000	0	-50'000
Dépenses nettes d'investissement	60'058.00	200'000	550'000	350'000
Insuffisance de financement	1'253'910.36	3'069'700	7'363'200	4'293'500

Remarques

Avec l'entrée en vigueur de la RPT au 1er janvier 2008, le financement antérieurement assuré par les subventions OFAS (Frs 12'336'882.- en 2005 et Frs 11'394'039 en 2006) sera entièrement à charge du canton

Les investissements envisagés au niveau des infrastructures figurent au budget du SBMA.

Vu les demandes d'admission en perspective, les structures pour adultes (y compris le centre de jour de Sion) sont à saturation. Un projet d'ouverture d'une structure de 12 places d'hébergement et de 12 places d'occupation dans les locaux de l'institut Notre-Dame de Lourdes à Sierre est en préparation.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	164.92	175.60	180.10
Auxiliaires de longue durée	6.81	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"**OBJECTIF POLITIQUE**

Assurer la prise en charge institutionnelle des personnes vivant avec un handicap mental ou un polyhandicap

Sous-objectifs politiques

- 1 Offrir à toute personne handicapée mentale ou polyhandicapée une place adaptée à ses besoins quelle que soit la gravité de son handicap
 - 1.1 Assurer l'hébergement, les soins et la formation des enfants handicapés mentaux ou polyhandicapés ne pouvant suivre une formation scolaire intégrée et ayant besoin d'une prise en charge institutionnelle
 - 1.2 Assurer l'hébergement, les soins et l'occupation des adultes présentant un handicap mental sévère ou un polyhandicap et ayant besoin d'une prise en charge institutionnelle
- 2 Développer des outils et méthodes de travail favorisant le développement et l'épanouissement des personnes handicapées mentales ou polyhandicapées
- 3 Mettre à disposition les infrastructures nécessaires à la prise en charge des personnes concernées et les maintenir en bon état de fonctionnement

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Maintien d'une capacité d'accueil suffisante
- 2 Adaptation des procédures institutionnelles en lien avec la mise en application de la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches (RPT)
- 3 Développement du centre de jour de Sion et son intégration dans une unité décentralisée à Sierre (dans les locaux de l'institut Notre-Dame de Lourdes) comprenant un foyer et deux ateliers
- ad2* 4 Organisation de journées d'études et séminaires spécialisés à l'intention du personnel
- ad3* 5 Planification pluriannuelle et annuelle des travaux d'entretien en collaboration avec le SBMA

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre de places pour enfants (2006 = 60)		60	60	0
2 Nombre de places d'hébergement pour adultes (2006 = 100)		100	100	0
3 Nombre de places d'occupation (2006 = 75)		75	78	3
4 Nombre de journées de séjour (49'199 en 2005 et 50'978 en 2006)		49'600	52'290	2'690
5 Prix de journée moyen en référence aux charges de fonctionnement sans les amortissements (410.- en 2005 et 404.- en 2006)		443	434	-9
6 Taux d'occupation moyen des unités (2006 = 89%)		90%	90%	0%
<i>ad2</i> 7 Taux de personnel formé par unité de prise en charge (2006 = 87%)		90%	90%	0%
<i>ad3</i> 8 Nombre de revue des travaux en cours et de la planification, au minimum par an			3	

CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF "LA CASTALIE"
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Prise en charge des personnes handicapées	23'549'377	16'325'832	7'223'545
P1101 Prise en charge scolaire (classes)	2'962'434	1'131'718	1'830'716
432 Pension - impotence / API		166'500	-166'500
451 Subsidés scolaires / Déficit hors canton		441'700	-441'700
463 Subsidés scolaires / Subvention JETH		196'300	-196'300
Autres dépenses / recettes	2'962'434	327'218	2'635'216
P1102 Prise en charge occupationnelle (ateliers)	3'075'954	2'617'438	458'516
432 Pension - impotence		856'100	-856'100
451 Déficit hors canton		179'600	-179'600
463 80% déficit adultes par SAS		1'444'500	-1'444'500
Autres dépenses / recettes	3'075'954	137'238	2'938'716
P1103 Prise en charge éducative	10'026'591	7'125'845	2'900'746
432 Pension - API - Mesures médicales		2'494'500	-2'494'500
451 Déficit hors canton		764'900	-764'900
463 80% déficit adultes par SAS		3'672'000	-3'672'000
506 NDL et divers machines groupes	322'400		322'400
Autres dépenses / recettes	9'704'191	194'445	9'509'746
P1104 Prise en charge thérapeutique	2'241'151	1'619'732	621'419
432 Pension-impotence / Mesures AI		754'300	-754'300
451 Déficit hors canton		209'900	-209'900
463 80% déficit adultes par SAS		637'500	-637'500
Autres dépenses / recettes	2'241'151	18'032	2'223'119
P1105 Soins infirmiers	5'243'247	3'831'099	1'412'148
432 Pension-impotence / Mesures AI		1'335'600	-1'335'600
451 Déficit hors canton		438'900	-438'900
463 80% déficit adultes par SAS		1'971'000	-1'971'000
Autres dépenses / recettes	5'243'247	85'599	5'157'648
GP12 Recherche et développement	140'923	1'268	139'655
P1201 Alphalogic	140'923	1'268	139'655
Total	23'690'300	16'327'100	7'363'200

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

OP 1
Promouvoir santé-sécurité au
travail / Aplanir, régler conflits du
travail / Prévenir dumping social
Fr. 2'503'200 net

GP 11
Promotion santé-sécurité au
travail, dumping soc.
Fr. 1'311'209 net

GP 12
Prévention et règlement des
conflits
Fr. 1'191'991 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	3'430'677.37	3'915'500	4'004'400	88'900
30 Charges de personnel	2'383'433.85	3'118'600	3'251'500	132'900
31 Biens, services et marchandises	203'597.13	431'200	358'400	-72'800
33 Amortissements	2'240.76	0	0	0
36 Subventions accordées	519'669.00	24'700	24'700	0
39 Imputations internes	321'736.63	341'000	369'800	28'800
4 Revenus de fonctionnement	1'184'040.57	1'483'500	1'526'200	42'700
43 Contributions	703'038.57	709'500	747'500	38'000
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	184'965.00	169'500	188'900	19'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	25'200.00	0	25'000	25'000
46 Subventions acquises	85'872.00	440'000	347'400	-92'600
49 Imputations internes	184'965.00	164'500	217'400	52'900
Charges nettes de fonctionnement	2'246'636.80	2'432'000	2'478'200	46'200
5 Dépenses d'investissement	0.00	47'000	25'000	-22'000
50 Investissements propres	0.00	47'000	25'000	-22'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	47'000	25'000	-22'000
Insuffisance de financement	2'246'636.80	2'479'000	2'503'200	24'200

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	13.90	21.00	21.00
Auxiliaires de longue durée	2.50	1.50	1.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Promouvoir des pratiques et des conditions de travail sécuritaires, équitables et harmonieuses indispensables au bien-être social et économique de la population valaisanne

Sous-objectifs politiques

- 1 Promouvoir la sécurité des entreprises par une démarche préventive et de contrôle systématique
- 2 Conseiller les entreprises dans les domaines de la sécurité et de la protection de la santé au travail
- 3 Prévenir, aplanir et régler les conflits individuels et collectifs
- 4 Encourager et promouvoir la conclusion d'accord collectifs
- 5 Prévenir et sanctionner toute forme de dumping social et salarial ainsi que toute situation de concurrence déloyale

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL

Mesures prioritaires				
<i>ad1</i>	1 Suivi des entreprises présentant des dangers particuliers n'ayant pas encore mis en application la directive MSST (concept de sécurité).			
<i>ad2</i>	2 Organisation de cours de formation liés aux nouveaux risques en matière de sécurité et de santé au travail (MSST, stress, TMS, etc.).			
<i>ad3</i>	3 Optimisation du règlement des litiges individuels et collectifs			
<i>ad4</i>	4 Aide logistique et juridique aux partenaires sociaux pour l'extension des conventions collectives de travail (CCT) et l'établissement de CTT.			
<i>ad5</i>	5 Réalisation des objectifs fixés par la Commission cantonale tripartite et coordination de l'action avec les différents partenaires et acteurs			

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre de contrôles en entreprise (MSST, LAA, Ltr (2006 = 208), OPAM, OCS, OTR) [Total 2006 = 361]	208	218	350	132
	2 Nombre d'accidents et de maladies professionnelles pour 1'000 travailleurs et par an (2005 = 78)	↘	↘	↘	
<i>ad2</i>	3 Nombre de séminaires à organiser avec évaluation de la prestation	4	5	5	0
<i>ad3</i>	4 Pourcentage de règlement des conflits dans le délai d'ordre	80	70%	80%	10%
<i>ad4</i>	5 Nombre de secteurs économiques régis par une convention collective de travail (CCT) ou un contrat-type de travail (CTT)	20	16	18	2
<i>ad5</i>	6 Nombre de rapports liés au dumping social et salarial (Ldét et LTN) [2006: 564]	280	70	550	480
	7 Nombre de prononcés de sanctions Ldét et LTN	26	40	50	10

SERVICE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES RELATIONS DU TRAVAIL
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Promotion santé-sécurité au travail, dumping soc.	2'680'017	1'368'808	1'311'209
P1101 Formation / Conseil	61'226	9'879	51'347
P1102 Approbation des plans / autorisation d'exploiter	96'895	51'385	45'510
P1103 Contrôle, audit protection santé des travailleurs	389'676	144'141	245'535
P1104 Contrôle conditions de travail LTr/OTR/Ldét/ LTN	1'872'461	1'050'659	821'802
P1105 Accidents majeurs / Sécurité biologique	259'759	112'744	147'015
GP12 Prévention et règlement des conflits	1'349'383	157'392	1'191'991
P1201 Renseignements juridiques en droit du travail	278'326	3'999	274'327
P1202 Conflits individuels et collectifs du travail	930'001	13'402	916'599
P1203 CCT et CTT	35'039	467	34'572
P1204 Listes permanentes	106'017	139'524	-33'507
Total	4'029'400	1'526'200	2'503'200

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

OP 1
Promouvoir un approvisionnement
et une utilisation de l'énergie
favorisant la sécurité économique
Fr. -50'503'000 net

GP 11
Production hydroélectrique
Fr. -52'380'068 net

GP 12
Approvisionnement et efficacité
énergétique
Fr. 1'877'068 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	57'024'494.18	59'269'600	55'947'000	-3'322'600
30 Charges de personnel	1'489'663.20	1'661'500	1'818'800	157'300
31 Biens, services et marchandises	627'645.82	573'400	583'400	10'000
33 Amortissements	20.00	0	0	0
34 Parts et contributions sans affectation	371'624.00	372'000	372'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'717'765.00	1'776'000	1'776'000	0
36 Subventions accordées	2'809'085.50	6'152'000	4'488'000	-1'664'000
38 Attributions aux financements spéciaux	28'253'892.95	28'874'000	27'506'000	-1'368'000
39 Imputations internes	21'754'797.71	19'860'700	19'402'800	-457'900
4 Revenus de fonctionnement	97'471'247.39	98'457'800	97'100'000	-1'357'800
40 Impôts	62'842'223.85	65'244'000	65'544'000	300'000
41 Patentes et concessions	5'251'492.80	5'500'000	5'500'000	0
42 Revenus des biens	4'963'397.35	4'966'800	4'564'800	-402'000
43 Contributions	1'881'287.30	2'087'000	2'159'200	72'200
45 Dédommagements de collectivités publiques	1'996'639.15	2'010'000	2'011'000	1'000
46 Subventions acquises	-6'000.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	1'993'571.37	1'895'000	0	-1'895'000
49 Imputations internes	18'548'635.57	16'755'000	17'321'000	566'000
Revenus nets de fonctionnement	40'446'753.21	39'188'200	41'153'000	1'964'800
5 Dépenses d'investissement	885'374.00	1'100'000	1'100'000	0
56 Subventions accordées	885'374.00	1'100'000	1'100'000	0
6 Recettes d'investissement	10'461'300.00	10'450'000	10'450'000	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	10'000'000.00	10'000'000	10'000'000	0
66 Subventions acquises	461'300.00	450'000	450'000	0
Recettes nettes d'investissement	9'575'926.00	9'350'000	9'350'000	0
Excédent de financement	50'022'679.21	48'538'200	50'503'000	1'964'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	6.95	10.80	11.50
Auxiliaires de longue durée	2.00	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES**OBJECTIF POLITIQUE****Promouvoir un approvisionnement et une utilisation de l'énergie favorisant la sécurité économique****Sous-objectifs politiques**

- 1 Favoriser la sécurité d'approvisionnement en énergie à long terme en préservant les intérêts économiques, sociaux et environnementaux :
 - 1.1 par la promotion de l'utilisation des énergies indigènes et renouvelables, en particulier les forces hydrauliques ;
 - 1.2 par l'encouragement d'une distribution d'énergie coordonnée.
- 2 Réduire la dépendance en matière d'énergie notamment par l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des installations techniques et par la récupération de chaleur.

Mesures prioritaires

- ad1*
- 1 Assistance juridique et technique aux projets de modernisation et d'optimisation des aménagements hydrauliques existants [notamment le projet ArgessIMO (PJ1101-01)]
 - 2 a) Enquête préliminaire
 - 3 b) Procédure d'autorisation de construire
 - 4 Audition du canton par la Confédération dans le cadre du projet Nant de Drance : Station de pompage-turbinage
 - 5 Analyse du potentiel énergétique des communes et études de faisabilité de nouveaux projets de petites centrales hydroélectriques en collaboration avec la HESSO-VS et blueark
 - 6 Elaboration des dispositions cantonales d'application de la LApEI.
 - 7 Mise en oeuvre du plan cantonal d'assainissement des cours d'eau (LEaux) (PJ 1103-01)
 - 8 a) Procédure de consultation du plan cantonal d'assainissement des cours d'eaux
 - 9 b) Adoption du plan cantonal d'assainissement des cours d'eaux
- ad2*
- 10 Elaboration d'un programme de politique énergétique cantonale et actualisation des fiches du plan directeur relatives à l'énergie
 - 11 Renforcement des contrôles du respect des dispositions de la loi sur l'énergie dans le domaine du bâtiment en collaboration avec les communes.
 - 12 Mise en place des conditions cadre (information, formation, influence sur les normes de construction) pour que le standard MINERGIE devienne la norme pour les bâtiments neufs.
 - 13 Etablissement d'un cadastre des rejets de chaleur (industrie, usine d'incinération, etc...) et encouragement de leur utilisation (p. ex. chauffage à distance depuis la SATOM)
 - 14 Collaborer avec les autres services de l'Etat pour implémenter une politique énergétique transversale

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Production hydroélectrique moyenne (GWh par an)		10'000	10'000	0
	2 Total de l'impôt spécial perçu par le canton (mios. Fr.)		65	65	0
	3 Etat d'avancement du projet Argessimo étape a)			100%	
	4 Etat d'avancement du projet Argessimo étape b)			50%	
	5 Nombre d'études de faisabilité réalisées			15	
	6 Approbation par le Conseil d'Etat du plan cantonal d'assainissement des cours d'eaux			31.12.08	
	7 Total des redevances hydrauliques du Rhône perçues par le canton (mios. Fr.)		5.5	5.5	0
ad2	8 Consommation des énergies fossiles pour le chauffage (objectif SuisseEnergie :1990-2010 = -10%)		→	→	
	9 Etat d'avancement du programme de politique énergétique cantonale			50%	
	10 Part des dossiers énergétiques contrôlés avec préavis positif (2006 :30%)			40%	
	11 Part des dossiers énergétiques contrôlés		40%	25%	-15%
	12 Nombre de chantiers contrôlés			40	
	13 Part de marché du standard MINERGIE des bâtiments d'habitation neufs		10%	12%	2%
	14 Economie d'énergie dans les hôpitaux depuis le début des actions (GWh)			8.5	
	15 Economie d'électricité dans les tunnels depuis le début des actions (MWh)			800	

SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DES FORCES HYDRAULIQUES

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits		Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Production hydroélectrique		54'710'725	107'090'793	-52'380'068
P1101	Concession, autorisation, droit d'eau, promotion	601'572	4'712'068	-4'110'496
318	Divers mandats d'étude	150'000		150'000
425	Intérêts sur prêt FMV		310'000	-310'000
426	Dividendes		2'100'000	-2'100'000
427	Location Rhône - Chippis		2'150'000	-2'150'000
431	Emoluments administratifs		150'000	-150'000
	Autres dépenses / recettes	451'572	2'068	449'504
P1102	Registres, contrôles, impôt spécial, redevances	53'944'156	102'377'969	-48'433'813
318	Impôt communal sur les redevances du Rhône	200'000		200'000
340	Dédommagement par les CFF pour perte sur impôts, part communale	372'000		372'000
350	Franc du paysage, prélèvement par la Confédération	900'000		900'000
352	Franc du paysage, part communale	876'000		876'000
365	Réduction de l'impôt spécial pour l'industrie	4'300'000		4'300'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. du remboursement du prêt d'assainissement aux FMV	10'000'000		10'000'000
380	Attribution au fonds de préfin. FMV de 15% de l'impôt spécial	9'720'000		9'720'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. de 10% de l'impôt spécial et des redevances	7'030'000		7'030'000
380	Attribution au fonds de rachat des intérêts de ce fonds	571'000		571'000
380	Attribution au fonds de rachat d'aménagements hydroél. des intérêts du prêt d'assainissement aux FMV	310'000		310'000
380	Attribution au fonds de préfinancement FMV du dividende des actions FMV propriété du fonds	80'000		80'000
380	Attribution au fonds de préfin. des intérêts de ce fonds	-205'000		-205'000
390	Imputation au fonds de préfin. FMV de 15% de l'impôt spécial	9'720'000		9'720'000
390	Imputation au fonds de rachat des aménagements hydroélectriques du 10% de l'impôt spéc. et des redevances	7'030'000		7'030'000
390	Imputation au fonds d'entretien et de correction des cours d'eau de 10% des redevances sur les forces hydrauliques du Rhône et de la participation des communes	2'350'000		2'350'000
390	Imputation des intérêts passifs du fds. de préfinancement FMV pour l'avance de l'Etat pour la libération du cap. social	205'000		205'000
401	Impôts sur bénéfice et capital		744'000	-744'000
408	Impôt spécial sur les forces hydrauliques		64'800'000	-64'800'000
410	Redevances des forces hydrauliques du Rhône		5'500'000	-5'500'000
439	Participation des communes au fonds d'entretien et de correction des cours d'eau		2'000'000	-2'000'000
450	Contribution de la Confédération au franc du paysage		1'681'000	-1'681'000
452	Contribution des communes au franc du paysage		330'000	-330'000
490	Attribution au fonds de rachat des intérêts de ce fonds		571'000	-571'000
490	Attribution au fonds de rachat des aménagements hydroél. du 10% de l'impôt spéc. et des redevances		7'030'000	-7'030'000
490	Attribution au fds. de préfin. FMV de 15% de l'impôt spéc.		9'720'000	-9'720'000
624	Remboursement partiel du prêt d'assainissement aux FMV		10'000'000	-10'000'000
	Autres dépenses / recettes	485'156	1'969	483'187
P1103	Gestion des risques et assainissement	164'997	756	164'241

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP12 Approvisionnement et efficacité énergétique	2'336'275	459'207	1'877'068
P1201 Domaine du bâtiment et programme de promotion	1'746'605	452'536	1'294'069
562 Subvention MINERGIE pour les communes	200'000		200'000
562 Subvention énergies renouvelables pour les communes	150'000		150'000
565 Subvention énergies renouvelables pour institutions privées	200'000		200'000
565 Subvention MINERGIE pour institutions privées	150'000		150'000
566 Subvention MINERGIE pour les privés	200'000		200'000
566 Subvention énergies renouvelables pour les privés	200'000		200'000
660 Contributions globales MINERGIE		225'000	-225'000
660 Contributions globales énergies renouvelables		225'000	-225'000
Autres dépenses / recettes	646'605	2'536	644'069
P1202 Approvisionnement en énergie	109'032	5'277	103'755
P1203 Formation, information et études	267'089	678	266'411
P1204 Collectivités publiques et secteur économique	213'549	716	212'833
Total	57'047'000	107'550'000	-50'503'000

SUBVENTIONNEMENT DES ASSURANCES SOCIALES

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	110'350'543.20	119'225'500	73'577'000	-45'648'500
36 Subventions accordées	110'350'543.20	119'225'500	73'577'000	-45'648'500
4 Revenus de fonctionnement	54'819'617.00	59'586'100	41'774'600	-17'811'500
46 Subventions acquises	54'819'617.00	59'586'100	41'774'600	-17'811'500
Charges nettes de fonctionnement	55'530'926.20	59'639'400	31'802'400	-27'837'000
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	55'530'926.20	59'639'400	31'802'400	-27'837'000

Remarques

Le Subventionnement des assurances sociales n'est pas géré par mandats de prestations en 2008.

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

360	Financement des allocations fédérales dans l'agriculture	1'627'000
363	Financement de la Caisse d'allocations familiales aux agriculteurs	100'000
	Frais de gestion des dossiers par la Caisse Cantonale de Compensation	1'680'000
		1'780'000
366	Allocations familiales familles monoparentales, non-actifs et complémentaires agricoles	1'670'000
	Prestations complémentaires AVS et AI	68'500'000
		70'170'000
460	Subvention pour frais de gestion des prestations complémentaires	900'200
	Subventions fédérales aux prestations complémentaires AI	12'600'000
	Subventions fédérales aux prestations complémentaires AVS	11'375'000
		24'875'200
462	Subventions communales pour les frais de gestion	202'500
	Subventions communales pour les prestations complémentaires	16'696'900
		16'899'400

**Département de l'éducation, de la
culture et du sport (DECS)**
**Compte 2006
Fr.**
**Budget 2007
Fr.**
**Budget 2008
Fr.**
**Ecart 07/08
Fr.**
TOTAL GENERAL

Dépenses	612'622'371.97	654'365'600	690'301'300	35'935'700
Recettes	122'893'310.14	116'079'300	118'775'200	2'695'900
Excédent de dépenses	489'729'061.83	538'286'300	571'526'100	33'239'800

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Service administratif et juridique du DECS	12'343'882.88	14'577'800	19'891'500	5'313'700
Service cantonal de la jeunesse	19'803'476.20	23'616'200	28'800'400	5'184'200
Service de la formation tertiaire	97'867'082.40	107'859'400	109'760'700	1'901'300
Service de l'enseignement	294'168'037.44	317'839'200	336'426'300	18'587'100
Service de la formation professionnelle	45'953'620.29	53'172'000	54'003'100	831'100
Service de la culture	19'592'962.62	21'221'700	22'644'100	1'422'400
Excédent de dépenses	489'729'061.83	538'286'300	571'526'100	33'239'800

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	209'956'591.11	222'371'400	228'700'200	6'328'800
31	Biens, services et marchandises	32'296'509.01	37'487'200	38'060'100	572'900
32	Intérêts passifs	875.45			
33	Amortissements	576'832.81	350'000	350'000	0
35	Dédommagements à des collectivités publiques	69'241'827.55	70'686'000	74'699'000	4'013'000
36	Subventions accordées	270'547'168.45	278'438'600	313'492'000	35'053'400
37	Subventions redistribuées	4'647'400.60	16'955'000	6'415'000	-10'540'000
38	Attributions aux financements spéciaux	704'964.22	179'600	236'200	56'600
39	Imputations internes	8'485'635.80	8'437'800	7'774'800	-663'000
40	Impôts	205.00			
42	Revenus des biens	460'017.38	391'500	226'000	-165'500
43	Contributions	22'007'417.08	19'300'400	21'226'500	1'926'100
45	Dédommagements de collectivités publiques	45'386'590.65	32'631'500	48'855'200	16'223'700
46	Subventions acquises	39'154'510.24	36'311'600	31'461'500	-4'850'100
47	Subventions à redistribuer	4'647'400.60	16'955'000	6'415'000	-10'540'000
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	235'870.38	209'800	777'000	567'200
49	Imputations internes	2'143'678.16	1'905'000	1'364'000	-541'000
	Total charges	596'457'805.00	634'905'600	669'727'300	34'821'700
	Total revenus	114'035'689.49	107'704'800	110'325'200	2'620'400
	Excédent de charges	482'422'115.51	527'200'800	559'402'100	32'201'300

COMPTE DES INVESTISSEMENTS

50	Investissements propres	1'999'419.47	2'910'000	3'324'000	414'000
52	Prêts et participations permanentes	8'088'150.00	8'900'000	8'900'000	0
56	Subventions accordées	6'076'997.50	7'650'000	8'350'000	700'000
62	Remboursements de prêts et de participations permanentes	8'482'727.05	7'900'000	8'100'000	200'000
66	Subventions acquises	374'893.60	474'500	350'000	-124'500
	Total dépenses	16'164'566.97	19'460'000	20'574'000	1'114'000
	Total recettes	8'857'620.65	8'374'500	8'450'000	75'500
	Excédent de dépenses	7'306'946.32	11'085'500	12'124'000	1'038'500

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DECS

OP 1
Assurer la coordination et le
controlling du Département
Fr. 18'913'666 net

OP 2
Encourager la pratique du sport
Fr. 977'834 net

GP 11
Aides, coordinations et
assistances
Fr. 18'913'666 net

GP 21
Jeunesse et Sport
Fr. 977'834 net

GP 22
Fonds du sport
Fr. 0 net

Total service**Fr. 19'891'500 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	25'650'824.69	26'576'500	27'466'300	889'800
30 Charges de personnel	3'378'275.70	3'665'400	3'948'500	283'100
31 Biens, services et marchandises	626'299.94	640'800	646'800	6'000
33 Amortissements	514'094.35	300'000	300'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	14'867.10	30'000	30'000	0
36 Subventions accordées	15'885'646.80	16'477'000	17'002'000	525'000
37 Subventions redistribuées	2'420'218.00	2'525'000	2'575'000	50'000
38 Attributions aux financements spéciaux	188'860.43	169'600	207'400	37'800
39 Imputations internes	2'622'562.37	2'768'700	2'756'600	-12'100
4 Revenus de fonctionnement	12'907'364.76	12'998'700	8'374'800	-4'623'900
42 Revenus des biens	5'230.00	0	0	0
43 Contributions	695'652.13	664'700	745'800	81'100
45 Dédommagements de collectivités publiques	40'540.20	40'000	40'000	0
46 Subventions acquises	9'407'420.68	9'474'000	4'669'000	-4'805'000
47 Subventions à redistribuer	2'420'218.00	2'525'000	2'575'000	50'000
49 Imputations internes	338'303.75	295'000	345'000	50'000
Charges nettes de fonctionnement	12'743'459.93	13'577'800	19'091'500	5'513'700
5 Dépenses d'investissement	8'083'150.00	8'900'000	8'900'000	0
52 Prêts et participations permanentes	8'083'150.00	8'900'000	8'900'000	0
6 Recettes d'investissement	8'482'727.05	7'900'000	8'100'000	200'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	8'482'727.05	7'900'000	8'100'000	200'000
Dépenses nettes d'investissement	-399'577.05	1'000'000	800'000	-200'000
Insuffisance de financement	12'343'882.88	14'577'800	19'891'500	5'313'700

Remarques

Rubrique 36 Subventions accordées: augmentation de 0.5 million de francs pour les bourses d'études en conformité avec la planification intégrée pluriannuelle 2007-2010.
 Rubrique 46 Subventions acquises: réduction de la subvention fédérale pour les aides à la formation consécutive à l'introduction de la RPT.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	24.30	27.70	28.70
Auxiliaires de longue durée	1.00	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

Remarques

1 Poste supplémentaire non encore affecté au sein du département lors de l'établissement du budget

OBJECTIF POLITIQUE 1					
Assurer le controlling et la coordination administrative, financière et juridique du Département ainsi que les aides à la formation et l'encouragement aux études					
Sous-objectifs politiques					
1	Assurer les tâches d'Etat-Major du Département				
1.1	Garantir les tâches de secrétariat général du département, la coordination départementale entre les activités des services, la coordination et la représentation interdépartementales				
1.2	Assurer le controlling du département				
1.3	Fonctionner comme permanence administrative en assurant la gestion et le contrôle dans les domaines d'activité du Département ne relevant pas spécifiquement d'un service				
1.4	Fonctionner comme permanence juridique en assurant le conseil juridique, la législation et la traduction pour le compte du Département et de ses services, à leur requête				
2	Faciliter l'accès aux études secondaires du deuxième degré, aux études supérieures ou professionnelles, des étudiants ou apprentis par l'octroi de bourses d'études ou de prêts d'honneur				
2.1	S'assurer que l'aide financière sous forme de bourses ou de prêts est octroyée aux seuls requérants dont les possibilités financières sont modestes				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Mise en place d'e-DICS, des indicateurs, du suivi des projets prioritaires et du controlling départemental				
ad2	2 Analyse et proposition des dispositions et mesures à mettre en place dans le domaine des aides à la formation en lien avec l'introduction de la réforme de la péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) ainsi qu'avec l'Accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad2	1 Montants moyens versés par boursier (Moyenne suisse en 2005 : 5'362 francs)	3'795	5'430	5'430	0
	2 Montant moyen des prêts accordés (Moyenne suisse 2005 : 6'000 francs)	4'942	6'100	6'100	0
	3 Nombre d'ayants droit à une aide (bourse et/ou prêt) (2005=3166)			3'300	
	4 Montant brut des prêts accordés en Valais (Total des prêts en Suisse 2005: 27.5 millions de francs)	8'083'150	8'900'000	8'900'000	0

OBJECTIF POLITIQUE 2	
Créer un contexte favorable au bon déroulement du sport en termes de bien-être, de stabilité, d'éducation, de santé et d'infrastructures publiques	
Sous-objectifs politiques	
1	Parfaire l'entraînement sportif des jeunes de la 10e à la 20e année et les amener à vivre sainement et assurer la formation et la formation continue des cadres
2	Encourager et soutenir l'expansion du sport dans la société et le développement du sport amateur
Mesures prioritaires	
ad2	1 Mise en oeuvre de la politique cantonale du sport
	2 Incitation au sport pour tous

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DECS

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre de jeunes participant à des activités « Jeunesse et Sport »	23'598	25'500	26'000	500
<i>ad2</i>	2 Montant de l'aide globale annuelle allouée par le Fonds du sport au sport valaisan	3'624'108	3'500'000	3'800'000	300'000
	3 Nombre de personnes affiliées à une association sportive (Base 2006 : 85'800)		86'600	90'000	3'400

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Assurer la coordination et le controlling du Département	28'254'800	9'341'134	18'913'666
GP11 Aides, coordinations et assistances	28'254'800	9'341'134	18'913'666
P1101 Aides et coordinations	1'172'936	4'990	1'167'946
P1102 Affaires juridiques et traductions	450'502	2'076	448'426
P1103 Finances et comptabilité	649'760	2'993	646'767
P1104 Bourses et prêts d'honneur	25'981'602	9'331'075	16'650'527
366 Attribution de bourses d'études	13'500'000		13'500'000
526 Prêts d'honneur	8'900'000		8'900'000
626 Remboursement prêts d'honneur		8'100'000	-8'100'000
Autres dépenses / recettes	3'581'602	1'231'075	2'350'527
OP2 Encourager la pratique du sport	8'111'500	7'133'666	977'834
GP21 Jeunesse et Sport	4'311'500	3'333'666	977'834
P2101 Formation des jeunes, des moniteurs et des cadres	3'360'000	2'772'733	587'267
375 Cours de branches sportives	2'300'000		2'300'000
470 Subventions fédérales acquises pour cours de branches sportives		2'300'000	-2'300'000
Autres dépenses / recettes	1'060'000	472'733	587'267
P2102 Centre sportif cantonal d'Ovronnaz	951'500	560'933	390'567
GP22 Fonds du sport	3'800'000	3'800'000	0
P2201 Soutien financier	3'800'000	3'800'000	0
Total	36'366'300	16'474'800	19'891'500

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

OP 1
Promouvoir la protection et l'aide
à la jeunesse
Fr. 28'800'400 net

GP 11 Institutions et organisations spécialisées Fr. 17'672'191 net	GP 12 Promotion et soutien Fr. 299'907 net	GP 13 Education sociale et promotion de la santé Fr. 355'915 net	GP 14 Protection de l'enfant Fr. 3'971'848 net
GP 15 Conseil social/psychologie/logopédie/psychor Fr. 5'079'497 net	GP 16 Psychiatrie pour enfants et adolescents Fr. 250'805 net	GP 17 Education précoce spécialisée Fr. 1'170'237 net	

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	25'080'997.45	28'443'200	28'875'600	432'400
30 Charges de personnel	8'545'901.50	9'141'100	9'407'700	266'600
31 Biens, services et marchandises	2'945'465.59	3'558'000	3'620'700	62'700
33 Amortissements	175.67	0	0	0
36 Subventions accordées	11'974'149.60	13'574'000	14'506'000	932'000
39 Imputations internes	1'615'305.09	2'170'100	1'341'200	-828'900
4 Revenus de fonctionnement	5'362'050.75	5'527'000	1'807'200	-3'719'800
40 Impôts	190.00	0	0	0
43 Contributions	218'998.10	186'000	485'200	299'200
45 Dédommagements de collectivités publiques	192'163.35	200'000	200'000	0
46 Subventions acquises	4'681'766.55	4'791'000	1'122'000	-3'669'000
49 Imputations internes	268'932.75	350'000	0	-350'000
Charges nettes de fonctionnement	19'718'946.70	22'916'200	27'068'400	4'152'200
5 Dépenses d'investissement	84'529.50	700'000	1'732'000	1'032'000
50 Investissements propres	7'532.00	50'000	382'000	332'000
56 Subventions accordées	76'997.50	650'000	1'350'000	700'000
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	84'529.50	700'000	1'732'000	1'032'000
Insuffisance de financement	19'803'476.20	23'616'200	28'800'400	5'184'200

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

Remarques
<p>Rubrique 30 : Charges de personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1361 OPE, rubrique 301 : 6 postes supplémentaires selon décision du Grand Conseil (prise en charge des curatelles éducatives) - 1362 OEI, rubrique 301 : 1/2 poste supplémentaire, suite à l'arrêt d'activité d'une pédagogue privée + stagiaire pour une année <p>Rubrique 31 : Biens, services et marchandises</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5722 Mandat OFAS, rubrique 318 : suite à la RPT, CEVALO et INDL en moins et suite aux résultats 2006, diminution logo privées - 1360 CDTEA, rubrique 317 : RPT : demande de 11 postes supplémentaires (prestations pédago-thérapeutiques subventionnées jusqu'à présent par l'OFAS; ces subventions étaient versées aux communes) - 1361 OPE, rubrique 317 : augmentation des frais de déplacements suite aux 6 postes supplémentaires - 1362, OEI, rubrique 317 : augmentation des frais de déplacements suite aux postes supplémentaires - 1362, OEI, rubrique 318 : suite à la RPT, paiement à Insieme (fr. 450'000.-) + et le financement des prestations pour enfants qui, par le passé, étaient déjà financées par l'OEI et non par l'AI (Rubrique 365 : fr. 50'000.-) <p>Rubrique 36 : Subventions accordées</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5723 petite enfance, rubrique 365 : 4 nouvelles structures + agrandissement Sierre et Fleurs des Champs notamment - 5723 petite enfance, rubrique 362 : 10 nouvelles structures

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	50.85	54.95	56.45
Auxiliaires de longue durée	2.60	0.10	2.10
Enseignants primaires et secondaires du 1er degré	2.80	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE	
Contribuer à la promotion, au soutien et à la coordination de la politique, de la protection et de l'aide spécialisée aux jeunes	
Sous-objectifs politiques	
1	Optimiser l'accueil des jeunes dans les institutions spécialisées
2	Promouvoir la politique familiale, notamment par le soutien aux réseaux d'accueil à la journée des enfants entre 0 et 12 ans
3	Promouvoir une politique en faveur des jeunes par une écoute de leur préoccupation, un soutien à leur projet, une coordination au niveau des communes et des régions de leurs activités et un encouragement au développement du processus d'autonomie et d'intégration à la société
4	Assurer la sécurité des enfants et des jeunes en leur fournissant les moyens et les structures nécessaires afin de les protéger des facteurs qui mettent en danger leur développement
5	Promouvoir le développement des enfants et des jeunes par l'éducation et la promotion de la santé en renforçant leurs compétences sociales afin de leur permettre de dépasser les situations difficiles.
6	Fournir aux enfants, aux jeunes et à leurs familles des prestations spécialisées (psychothérapie, psychologie, psychiatrie, logopédie, psychomotricité, pédagogie précoce spécialisée) lorsque leur développement psychosocial est perturbé ou en danger de l'être

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

Mesures prioritaires				
<i>ad1</i>	1 Planification des besoins et renforcement de la gestion administrative et financière 2 Mise en place d'une planification différenciée et introduction de mandats de prestations			
<i>ad2</i>	3 Contribution à la mise en place d'un réseau d'accueil à la journée pour les enfants entre 0 et 12 ans sur l'ensemble du canton			
<i>ad3</i>	4 Collaboration à la mise en place du concept de politique extra-scolaire dans les communes valaisannes			
<i>ad4</i>	5 Collaboration avec les communes à la mise en place d'une protection infanto-juvénile optimale			
<i>ad5</i>	6 Contribution à la création et à l'application de programmes dans le domaine de l'éducation à la santé et de la promotion de la santé afin d'améliorer le bien-être des jeunes de notre canton 7 Renforcement des capacités d'encadrement des personnes s'occupant de la jeunesse par des conseils éducatifs et de la supervision, afin de leur permettre de bien remplir leurs tâches			
<i>ad6</i>	8 Propositions de mesures d'aide spécialisée aux jeunes en respectant le principe de la subsidiarité			

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Présentation et adoption des rapports de planification à la CPPJ	01.11.06	01.11.07	01.11.08	
<i>ad2</i>	2 Nbre de places subventionnées d'accueil à la journée, conformément au mandat de la LJe	4'367	2'560	2'610	50
<i>ad3</i>	3 Nbre de demandes d'aide financière traitées	107	120	130	10
	4 Nbre de communes appliquant un concept de politique extrascolaire pour les jeunes (base 2004 : 15 communes)		17	19	2
<i>ad5</i>	5 Nbre d'heures d'interventions à caractère préventif (Base 2004 : 1200 heures)		1'500	1'500	0
<i>ad6</i>	6 Nbre de dossiers d'enfants bénéficiant d'une aide spécialisée et/ou de mesures de protection	6'285	5'800	5'800	0

SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Institutions et organisations spécialisées	17'690'143	17'952	17'672'191
P1101 Relations institutions d'éducation spécialisée	8'645'839	2'184	8'643'655
365 Subvention des institutions d'éducation spécialisée valaisannes (5)	5'993'000		5'993'000
390 Placements à la MET de Pramont	800'000		800'000
Autres dépenses / recettes	1'852'839	2'184	1'850'655
P1102 Colonies et camps de vacances	93'658	10'383	83'275
P1103 Aide financière réseaux d'accueil à la journée	6'118'031	1'514	6'116'517
362 Subvention des structures d'accueil communales (crèches, garderies, UAPE)	2'481'000		2'481'000
363 Subvention structures d'accueil de propres établissements (Castalie)	18'000		18'000
365 Subvention des structures d'accueil privées (crèches, garderies, UAPE) et associations de parents d'accueil	3'575'000		3'575'000
Autres dépenses / recettes	44'031	1'514	42'517
P1104 Financement prise en charge graves troubles éloc.	2'832'615	3'871	2'828'744
GP12 Promotion et soutien	319'869	19'962	299'907
P1201 Encour. activités extra-scol. et aides financières	293'984	19'217	274'767
365 Subventionnement des projets des jeunes	240'000		240'000
Autres dépenses / recettes	53'984	19'217	34'767
P1202 Information et formation	25'885	745	25'140
GP13 Education sociale et promotion de la santé	380'732	24'817	355'915
P1301 Educ. à la santé et promotion de la santé	380'732	24'817	355'915
GP14 Protection de l'enfant	5'254'121	1'282'273	3'971'848
P1401 Protection des enfants	2'932'351	145'178	2'787'173
P1402 Placements et surveillance	2'292'628	1'131'518	1'161'110
365 Placements hors canton	1'500'000		1'500'000
462 Récup frais pension + 2/3 frais placement HC auprès communes		1'089'000	-1'089'000
Autres dépenses / recettes	792'628	42'518	750'110
P1403 Information et formation	29'142	5'577	23'565
GP15 Conseil éducatif/psychologie/logopédie/psychomotr.	5'501'657	422'160	5'079'497
P1501 Consultation/thérapie/examens/rapp./expertises	5'165'089	374'440	4'790'649
P1502 Information et formation	336'568	47'720	288'848
GP16 Psychiatrie pour enfants et adolescents	269'085	18'280	250'805
P1601 Traitements pédopsychiatriques/éval. et expert.	176'992	15'105	161'887
P1602 Psychiatrie de liaison/Formation	92'093	3'175	88'918
GP17 Education précoce spécialisée	1'191'993	21'756	1'170'237
P1701 Interventions de pédagogie spécialisée précoce	1'131'531	20'292	1'111'239
P1702 Information et formation	60'462	1'464	58'998
Total	30'607'600	1'807'200	28'800'400

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

OP 1
Assurer l'enseignement et la
recherche au niveau tertiaire
Fr. 109'760'700 net

GP 11
Haute école valaisanne (HEVs -
y.c. EST)
Fr. 2'771'000 net

GP 12
Formation et recherche en
éducation (HEPVs)
Fr. 13'670'000 net

GP 13
Formation et recherche HES et
ES subventionnées
Fr. 35'799'868 net

GP 14
Formation et recherche
universitaires
Fr. 37'585'872 net

GP 15
Haute école santé-social Valais
(HEVs2)
Fr. 17'069'920 net

GP 16
Recherche et développement du
système de formation
Fr. 2'864'040 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	157'306'633.85	163'194'800	171'876'800	8'682'000
30 Charges de personnel	47'771'173.31	50'221'600	51'914'100	1'692'500
31 Biens, services et marchandises	11'285'099.34	13'248'800	13'527'400	278'600
33 Amortissements	57'977.10	50'000	50'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	65'201'924.25	66'360'000	68'540'000	2'180'000
36 Subventions accordées	30'536'791.71	19'341'500	34'527'000	15'185'500
37 Subventions redistribuées	1'450'379.60	13'560'000	2'910'000	-10'650'000
38 Attributions aux financements spéciaux	390'254.59	0	28'800	28'800
39 Imputations internes	613'033.95	412'900	379'500	-33'400
4 Revenus de fonctionnement	60'715'437.92	56'915'400	63'466'100	6'550'700
42 Revenus des biens	183'623.93	110'000	195'000	85'000
43 Contributions	12'754'444.42	10'787'900	11'840'200	1'052'300
45 Dédommagements de collectivités publiques	39'260'560.18	26'792'000	42'677'700	15'885'700
46 Subventions acquises	6'818'611.32	5'655'700	5'143'200	-512'500
47 Subventions à redistribuer	1'450'379.60	13'560'000	2'910'000	-10'650'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	60'124.17	9'800	700'000	690'200
49 Imputations internes	187'694.30	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	96'591'195.93	106'279'400	108'410'700	2'131'300
5 Dépenses d'investissement	1'607'463.07	2'000'000	1'700'000	-300'000
50 Investissements propres	1'602'463.07	2'000'000	1'700'000	-300'000
52 Prêts et participations permanentes	5'000.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	331'576.60	420'000	350'000	-70'000
66 Subventions acquises	331'576.60	420'000	350'000	-70'000
Dépenses nettes d'investissement	1'275'886.47	1'580'000	1'350'000	-230'000
Insuffisance de financement	97'867'082.40	107'859'400	109'760'700	1'901'300

Remarques

Les contributions du canton à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)/Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2) (rubrique 35) augmentent de 2.9 millions: augmentation du nombre d'étudiants valaisans envoyés dans la HES-SO/S2, et étudiants accueillis à la HES-SO/Valais et à la Haute école spécialisée santé-social valais (HEVs2). Corrélativement, les forfaits reçus pour les études principales sont revus à la hausse (rubrique 45).

Enfin, le changement du mode de comptabilisation au niveau de la subvention de la HES-S2 à la HEVs2 (rubriques 36 et 45 au lieu de 37 et 47) souscrit au principe d'un traitement identique entre la HES-SO/Valais et la HEVs2; en ce qui concerne cette dernière, il s'agit de limiter le montant redistribué en fonction du résultat annuel de l'école.

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	35.38	62.62	58.95
Auxiliaires de longue durée	118.64	82.83	82.83
Enseignants cantonaux	159.82	167.07	170.07

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE**Assurer l'enseignement et la recherche de niveau tertiaire****Sous-objectifs politiques**

- 1 Consolider l'offre de formation favorisant l'accès des Valaisannes et des Valaisans des deux régions linguistiques aux domaines et filières de formation tertiaire sur le plan national et international
 - 1.1 Rechercher des synergies entre institutions
- 2 Contribuer au développement socio-économique et culturel du canton par le biais de la recherche appliquée, du transfert de technologies et de connaissances
- 3 Renforcer la formation et la recherche universitaires en Valais
- 4 Assumer pour le Département de l'éducation, de la culture et du sport des tâches de développement et d'évaluation du système de formation. Contrôler la qualité des établissements valaisans

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Mise en oeuvre des modifications de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES), (notamment: Bachelor/Master, modularisation avec le système "European Credit Transfer System", crédits ECTS)
- 2 Mise en oeuvre de la nouvelle formation Bachelor en Tourisme
- 3 Participation à l'élaboration de la nouvelle convention HES-SO/S2 et élaboration des lois cantonales qui en découlent
- 4 Développement et dispense de cours de formation continue sous forme de e-learning présentant un intérêt au-delà du canton
- 5 Adaptation et obtention de la reconnaissance CDIP pour la formation initiale professionnelle des enseignants du secondaire 1er et 2ème degré (FIP)
- ad2* 6 Elaboration et mise en œuvre d'un concept de réseau de recherche
- 7 Préparation de programmes de recherche et de développement favorisant la plus-value de l'économie valaisanne, la création d'entreprises et l'essor de la culture
- ad3* 8 Adaptation des conventions concernant les instituts de formation et de recherche universitaires
- ad4* 9 Mise en oeuvre du concept qualité pour les écoles valaisannes du degré secondaire II non professionnel

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les universités et les EPF hors canton (formation de base)	3'739	3'737	3'850	113
	2 Nombre d'étudiants fréquentant les HES en Valais (formation de base) (au 15.11. de l'année considérée)	2'112	2'265	2'411	146
	3 Nombre d'étudiants fréquentant les ES en Valais (formation de base) (au 15.11. de l'année considérée)	454	318	230	-88
	4 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les HES hors canton	630	670	740	70
	5 Nombre d'étudiants valaisans fréquentant les ES hors canton	295	330	300	-30
	6 Nombre de diplômes (formation de base) délivrés par les institutions tertiaires: HES, ES, UNI (FS-CH, sans IUKB: master en tourisme, début semestre hiver 2008/2009)			734	
<i>ad2</i>	7 Taux de diplômés exerçant une activité professionnelle en Valais (HEVs)	38%	60%	50%	-10%
	8 Taux de diplômés exerçant une activité professionnelle en Valais (HEVs2)			80%	
	9 Nombre de projets de Ra&D et de prestations de services (HEVs + HEVs2)	609	444	565	121
<i>ad3</i>	10 Nombre d'étudiants fréquentant des instituts universitaires en Valais (formation de base à distance)			1'570	
<i>ad4</i>	11 Chaque établissement du secondaire II a fourni un bilan intermédiaire ou final sur les actions réalisées et le niveau d'atteinte des indicateurs de réussite fixés			31.05	

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

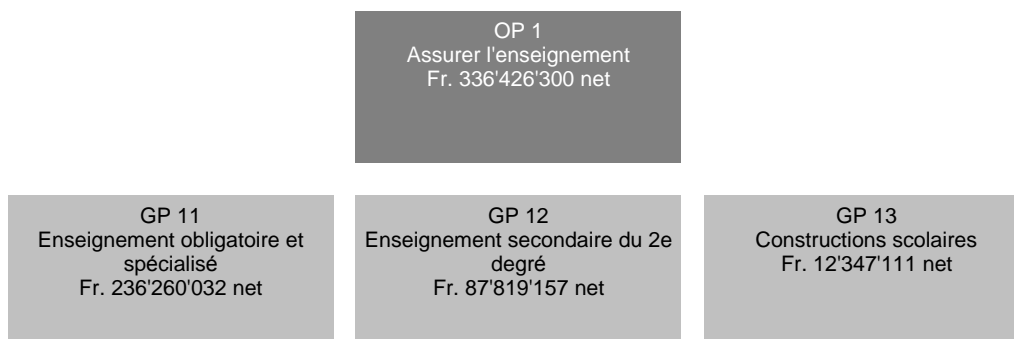
Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Haute école valaisanne (HEVs - y.c. EST)	46'005'700	43'234'700	2'771'000
P1101 Enseignement de base HES	28'229'600	29'097'900	-868'300
P1102 Enseignement de base ES	2'847'900	1'168'600	1'679'300
P1103 Formation postgrade HES	162'200	162'200	0
P1104 Recherche appliquée et développement	11'454'700	9'494'700	1'960'000
P1105 Prestations de services & transfert de technologie	3'311'300	3'311'300	0
GP12 Formation et recherche en éducation (HEPVs)	15'436'500	1'766'500	13'670'000
P1201 Formation initiale primaire et secondaire	10'260'400	1'536'500	8'723'900
P1202 Recherche orientée "terrain" et prestations serv.	162'800	90'000	72'800
P1203 Formations continue et complémentaire	2'144'300	102'500	2'041'800
P1204 Animation pédagogique	1'725'300	37'500	1'687'800
P1205 Multimédias	1'143'700		1'143'700
GP13 Formation et recherche HES et ES subventionnées	35'806'343	6'475	35'799'868
P1301 Fernfachhochschule Schweiz (FFH)	1'461'255	1'295	1'459'960
P1302 Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV)	1'061'255	1'295	1'059'960
P1303 Haute école de musique du Valais (HEMV)	1'061'255	1'295	1'059'960
P1304 Accords interc. AHES/AESS & autres contributions	32'222'578	2'590	32'219'988
351 Contribution du Valais à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) pour les formations de base HES (budget provisoire 2008 HES-SO)	20'750'000		20'750'000
361 Convention intercantonale de formation aux professions de la santé	400'000		400'000
365 Subventions versées à des écoles situées hors canton accueillant des étudiants valaisans	10'240'000		10'240'000
365 Participation cantonale à la Haute école de théâtre de suisse romande (HETSR)	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	632'578	2'590	629'988
GP14 Formation et recherche universitaires	39'691'052	2'105'180	37'585'872
P1401 Formation universitaire hors canton	35'081'852	2'102'590	32'979'262
351 Contribution du Valais pour les étudiants universitaires (Ecoles polytechniques fédérales non comprises) en vertu de l'Accord intercantonal sur les universités (AIU)	32'800'000		32'800'000
374 Montant "Accord intercantonal université (AIU)" destiné à la Fernstudien Schweiz (FS-CH)	2'100'000		2'100'000
471 Montant "Accord intercantonal université (AIU)" de la Confédération à redistribuer		2'100'000	-2'100'000
Autres dépenses / recettes	181'852	2'590	179'262
P1402 Formation et recherche universitaires en Valais	4'609'200	2'590	4'606'610

SERVICE DE LA FORMATION TERTIAIRE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP15 Haute école santé-social Valais (HEVs2)	30'562'510	13'492'590	17'069'920
P1501 Enseignement de base HES	29'561'255	13'491'295	16'069'960
351 Contribution du Valais à la Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2)	14'990'000		14'990'000
363 Montant avancé par le Valais à la Haute école santé-social (HEVs2) pour les formations de niveau HES	13'290'000		13'290'000
364 Haute école santé-social valais (HEVs2) : allocations de stages et autres missions HES	1'220'000		1'220'000
451 Montant que la Haute école spécialisée santé-social de Suisse occidentale (HES-S2) destine à la Haute école santé-social valais (HEVs2)		13'490'000	-13'490'000
Autres dépenses / recettes	61'255	1'295	59'960
P1502 Enseignement de base ES	1'001'255	1'295	999'960
364 Contribution à la Haute école spécialisée santé-social Valais (HEVs2) pour les formations écoles supérieures (ES)	940'000		940'000
Autres dépenses / recettes	61'255	1'295	59'960
GP16 Recherche et développement du système de formation	6'074'695	3'210'655	2'864'040
P1601 Recherche et évaluation du système de formation	500'910	2'590	498'320
P1602 Démarches qualité dans les écoles	456'310	2'590	453'720
P1603 Pilotage formation continue des enseignants	1'409'610	2'590	1'407'020
P1604 Publications, information et communication	544'610	99'590	445'020
P1605 Livres scolaires, moyens didactiques	3'163'255	3'103'295	59'960
Total	173'576'800	63'816'100	109'760'700

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	295'521'506.84	317'376'700	335'535'400	18'158'700
30 Charges de personnel	87'935'566.60	92'107'900	93'782'600	1'674'700
31 Biens, services et marchandises	7'969'049.52	8'843'800	8'077'200	-766'600
32 Intérêts passifs	875.45	0	0	0
33 Amortissements	574.50	0	0	0
36 Subventions accordées	199'062'149.58	215'897'700	233'139'400	17'241'700
39 Imputations internes	553'291.19	527'300	536'200	8'900
4 Revenus de fonctionnement	7'382'393.35	6'961'500	6'915'100	-46'400
42 Revenus des biens	239'541.90	250'000	0	-250'000
43 Contributions	2'128'510.90	1'617'500	1'855'100	237'600
45 Dédommagements de collectivités publiques	2'401'544.00	2'450'000	2'500'000	50'000
46 Subventions acquises	2'610'796.55	2'644'000	2'560'000	-84'000
49 Imputations internes	2'000.00	0	0	0
Charges nettes de fonctionnement	288'139'113.49	310'415'200	328'620'300	18'205'100
5 Dépenses d'investissement	6'028'923.95	7'424'000	7'806'000	382'000
50 Investissements propres	28'923.95	424'000	806'000	382'000
56 Subventions accordées	6'000'000.00	7'000'000	7'000'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	6'028'923.95	7'424'000	7'806'000	382'000
Insuffisance de financement	294'168'037.44	317'839'200	336'426'300	18'587'100

Remarques

Rubrique 30 Charges de personnel :
L'écart provient essentiellement de la variation du nombre de postes d'enseignants du secondaire du 2e degré entre l'année scolaire 2006/2007 et 2007/2008 et l'indexation des salaires.

Rubrique 31 Biens et services :
La différence provient essentiellement du fait que l'Etat du Valais ne loue plus les locaux de l'ancienne école normale du Valais romand, immeuble racheté par la Ville de Sion.

Rubrique 42 Revenus de biens :
L'écart provient essentiellement du fait que l'Etat du Valais n'encaisse plus les sous-locations relatives aux locaux de l'ancienne école normale du Valais romand.

Rubrique 50 Investissements propres :
Le Service de l'enseignement, par l'Office de l'enseignement spécialisé, finance partiellement l'informatisation des institutions à partir de 2008.

Rubrique 36 Subvention :
L'écart provient essentiellement de l'incidence de la nouvelle RPT qui prévoit la prise en charge par l'Etat du Valais à partir de 2008 de dépenses prises en charges auparavant par l'OFAS.

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	29.10	33.45	34.45
Auxiliaires de longue durée	3.80	1.80	1.80
Enseignants cantonaux	538.22	543.29	539.00
Enseignants primaires et secondaires du 1er degré	ND	2'314.65	2'323.68

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

Remarques

Au niveau des fonctionnaires, le Service de l'enseignement a inscrit au budget 2008 1 poste supplémentaire qui rattaché à l'Office de l'enseignement pour les besoins liés à la RPT.

En ce qui concerne les enseignants disposant de postes fixes, les variations entre les 2 dernières années scolaires laissent entrevoir :

- une relative stabilité des postes au niveau des écoles cantonales
- une augmentation sensible des postes au niveau des écoles secondaires du 1er degré (CO)
- une diminution sensible des postes au niveau des écoles enfantines et primaires

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer l'enseignement au niveau des degrés enfantin, primaire et secondaire non professionnel

Sous-objectifs politiques

- 1 Au niveau de la scolarité obligatoire :
 - 1.1 Surveiller de façon générale l'enseignement dispensé dans les écoles
 - 1.2 Garantir un enseignement de base des matières scolaires par l'élaboration et l'évaluation des programmes scolaires
 - 1.3 Veiller à assurer une harmonieuse continuité entre les niveaux et degrés d'enseignement
 - 1.4 Seconder la famille dans l'éducation et l'instruction de la jeunesse
- 2 Au niveau de la scolarité post obligatoire :
 - 2.1 Surveiller de façon générale l'enseignement dispensé dans les écoles
 - 2.2 Garantir un enseignement adéquat par l'élaboration des programmes scolaires et par la mise à disposition de locaux en suffisance
 - 2.3 Veiller à assurer une harmonieuse continuité avec les écoles secondaires du 1er degré (CO)
 - 2.4 Préparer les élèves aux carrières professionnelles ou aux études supérieures selon le caractère propre de chaque école

Mesures prioritaires

- ad1*
- 1 Adaptation de l'école valaisanne aux principes d'HARMOS et de la Convention scolaire romande
 - 2 Elaboration d'un nouveau statut du personnel enseignant
 - 3 Mise en place d'un nouveau cycle d'orientation
 - 4 Enseignement de qualité par du personnel enseignant formé en conséquence
 - 5 Adaptation de l'enseignement à l'évolution constatée dans le domaine des langues
 - 6 Adaptation de l'enseignement à l'évolution constatée dans le domaine informatique
 - 7 Mise en place d'une politique de formation dans les domaines du sport et de l'art
 - 8 Adaptation de l'enseignement spécialisé aux principes de la RPT
- ad2*
- 9 Adaptation des programmes et des structures des écoles secondaires du 2ème degré aux exigences fédérales

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005 : P=6'232.--)		6'690	6'800	110
	2 Taux d'encadrement des élèves en primaire (quotient heures/élève - base 2003/2004 : 1.45)	1.45	1.45	1.45	0
	3 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005 : CO=9'687.--)		10'620	10'730	110
	4 Taux d'encadrement des élèves au CO (quotient périodes/élève - base 2003/2004 : 1.95)	1.94	1.95	1.95	0
	5 Prévision connue du nombre d'élèves et d'étudiants de la scolarité obligatoire (baisse moyenne annuelle estimée de 170 jusqu'en 08/09 en Enfantine, 370 jusqu'en 12/13 en Primaire et 190 jusqu'en 16/17 au CO)		31.12.07	31.12.08	
	6 Nombre de personnel enseignant non diplômé en niveau Primaire (yc Enfantin)		15	15	0
	7 Nombre de personnel enseignant non diplômé au CO		180	170	-10
	8 Taux d'équipement informatique des classes	66%	70%	80%	10%
ad2	9 Taux d'encadrement des élèves au S2 (quotient périodes/élève - base 2003/2004 : 1.85)	1.81	1.85	1.85	0
	10 Coût salarial brut par élève par niveau d'enseignement (en 2005: S2=11'600.--)		11'940	12'180	240

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Enseignement obligatoire et spécialisé	237'457'032	1'197'000	236'260'032
P1101 Enseignement primaire (enfantin et primaire)	132'966'071	766'540	132'199'531
362 Traitement du personnel enseignant communal (P)	168'367'600		168'367'600
362 Recapitalisation CRPE	9'816'600		9'816'600
362 Subventions (P) aux communes (sans le PE)	7'366'000		7'366'000
362 Pont AVS du PE communal (P)	1'950'000		1'950'000
362 Récupération de salaires du PE communal (P)	-1'100'000		-1'100'000
362 Contribution communale au traitement du PE communal (P)	-82'900'000		-82'900'000
Autres dépenses / recettes	29'465'871	766'540	28'699'331
P1102 Enseignement secondaire du 1er degré (CO)	104'490'961	430'460	104'060'501
362 Traitement du personnel enseignant (PE) communal (CO)	104'642'300		104'642'300
362 Subventions (CO) aux communes (sans le PE)	6'515'000		6'515'000
362 Recapitalisation CRPE	6'072'900		6'072'900
362 Pont AVS du PE communal (CO)	1'950'000		1'950'000
362 Récupération de salaires du PE communal (CO)	-600'000		-600'000
362 Contribution communale au traitement du PE communal (CO)	-21'200'000		-21'200'000
Autres dépenses / recettes	7'110'761	430'460	6'680'301
GP12 Enseignement secondaire du 2e degré	93'536'857	5'717'700	87'819'157
P1201 Enseignement secondaire niveau collège	60'539'116	2'254'000	58'285'116
P1202 Enseignement secondaire niveau diplôme	32'997'741	3'463'700	29'534'041
GP13 Constructions scolaires	12'347'511	400	12'347'111
P1301 Constructions scolaires propres	5'248'523	200	5'248'323
P1302 Constructions scolaires subventionnées	7'098'988	200	7'098'788
Total	343'341'400	6'915'100	336'426'300
Remarques			
<p>Ecole primaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Traitement du personnel enseignant communal : + 180'134'200.-- . Contribution des communes au traitement du personnel enseignant : - 82'900'000.-- . Récupération de salaires : - 1'100'000.-- . Total : + 96'134'200.-- <p>Cycle d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Traitement du personnel enseignant communal : + 112'665'200.-- . Contribution des communes au traitement du personnel enseignant : - 21'200'000.-- . Récupération de salaires : - 600'000.-- . Total : + 90'865'200.-- <p>Enseignement spécialisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Participation au déficit des institutions scolaires: 23'140'000.- . Participation au centres AI des villes : 5'800'000.-- 			

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OP 1
Mettre en oeuvre et surveiller la
formation professionnelle
Fr. 54'003'100 net

GP 11 Autorisation de former, qualité, examen et dévt. Fr. 4'018'986 net	GP 12 Orientation scolaire et professionnelle Fr. 5'334'844 net	GP 13 Formation professionnelle initiale Fr. 43'747'225 net	GP 14 Formation prof. supérieure et form. continue Fr. 902'045 net
---	--	---	---

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	71'939'922.61	76'271'200	82'249'100	5'977'900
30 Charges de personnel	52'847'354.63	57'026'900	59'080'000	2'053'100
31 Biens, services et marchandises	5'843'964.78	6'643'100	7'348'000	704'900
33 Amortissements	3'088.00	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	4'021'978.80	4'296'000	6'129'000	1'833'000
36 Subventions accordées	6'628'603.85	6'212'000	7'221'700	1'009'700
37 Subventions redistribuées	776'803.00	870'000	930'000	60'000
38 Attributions aux financements spéciaux	23'906.40	0	0	0
39 Imputations internes	1'794'223.15	1'223'200	1'540'400	317'200
4 Revenus de fonctionnement	26'087'374.77	23'260'700	28'462'000	5'201'300
40 Impôts	15.00	0	0	0
42 Revenus des biens	29'231.05	31'500	31'000	-500
43 Contributions	5'540'632.21	5'377'800	5'742'200	364'400
45 Dédommagements de collectivités publiques	3'491'782.92	3'149'500	3'437'500	288'000
46 Subventions acquises	14'807'415.14	13'111'900	17'332'300	4'220'400
47 Subventions à redistribuer	776'803.00	870'000	930'000	60'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	116'261.99	0	0	0
49 Imputations internes	1'325'233.46	720'000	989'000	269'000
Charges nettes de fonctionnement	45'852'547.84	53'010'500	53'787'100	776'600
5 Dépenses d'investissement	144'389.45	216'000	216'000	0
50 Investissements propres	144'389.45	216'000	216'000	0
56 Subventions accordées	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	43'317.00	54'500	0	-54'500
66 Subventions acquises	43'317.00	54'500	0	-54'500
Dépenses nettes d'investissement	101'072.45	161'500	216'000	54'500
Insuffisance de financement	45'953'620.29	53'172'000	54'003'100	831'100

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**Remarques**

Evolution du budget 08 par rapport au budget 07 = + 831'100

Soit les charges = + 6 millions = charges salariales (+ 2) + biens, services et marchandises (+ 0,7) + accords intercantonaux (+ 2,8) + autres charges (+ 0,5)

Soit les produits = + 5,2 millions = subventions forfaitaires de la Confédération et projets soutenus par l'OFFT (cpte 460 = + 4,9) + autres recettes (+ 0,3)

A tenir compte: évolution du nombre d'apprentis, nouvelles ordonnances de formation, attestation professionnelle professionnelle initiale en 2 ans, nouveau mode de subventionnement, nouveaux locaux, concept sports, etc.

Accords intercantonaux (cptes 351-352-365; principalement les produits P 1314-1316-1318)

Au printemps 07 le Grand-Conseil valaisan a accepté la Loi d'adhésion à l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (AEPr). Cet accord, qui règle les relations entre les cantons, est également appliqué dans les relations avec des écoles privées (Ecole cantonale d'Art, Ecole-club Migros).

L'AEPr a fixé provisoirement les montants suivants: fr. 6'000/apprenti "dual"/an (anc. fr. 4'000) et fr. 12'000/apprenti "plein temps"/an (anc. fr. 9'000). Il y a environ 1'000 personnes en formation duale et 280 en formation à plein temps hors des écoles professionnelles cantonales. L'accord entre en vigueur dès 07/08.

Subventions forfaitaires de la Confédération (cpte 460)

Dès 2008 la Confédération verse une subvention forfaitaire par personne en formation professionnelle initiale. Le montant reçu doit couvrir l'ensemble des coûts générés par les obligations découlant de la Loi fédérale sur la formation professionnelle, y compris les coûts d'infrastructures. Les forfaits ont été estimés par la Confédération sur la base des comptes 05: fr. 2'200 par personne en formation duale et fr. 4'200 par personne en formation à plein temps.

Nous estimons que fr. 2'600'000 de ce compte devrait couvrir les investissements futurs du SFOP.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	59.33	63.89	63.79
Auxiliaires de longue durée	22.25	15.55	14.81
Enseignants cantonaux	249.40	254.87	266.17

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

Remarques

Titularisation demandée : 1.65 postes (budgétés en 08 sous les auxiliaires - cpte 301)

Un examen de la situation nous montre que 0.15 poste correspond à des heures payées depuis des années selon décision du Conseil d'Etat et que ces dernières sont pour l'instant assumées par des fonctionnaires en place et que 1.5 postes sont des auxiliaires à durée indéterminée et en activité depuis des années.

Maîtres professionnels : 16.6 postes demandés (dans le budget 08 sous le cpte 302)

Les raisons de ces demandes sont les suivantes:

- variation des effectifs : Brigue-commerce, Viège-électro+sanitaire, Sion-électro+dessinateur+commerce, Martigny-peintre, Châteauneuf/Viège santé-social,

- nouvelles ordonnances,

> mécanique automobile (attestation en 2 ans + CFC en 3 ans + CFC en 4 ans),

> vente (dernière année de la nouvelle ordonnance),

> assistant socio-éducatif (2ème et 3ème année),

> remontées mécaniques (2ème et 3ème année),

> attestations dans divers domaines (bois, chauffage, commerce, etc.)

- nouvelles offres: médiamaticiens à Viège, maturité artisanale plt et santé-sociale intégrée,

- divers: un poste de chef de section à Martigny.

Sous le 302 figurent également les experts aux examens: examens sur le lieu de travail, effectifs en hausse et adaptation des tarifs de fr. 200 à fr. 300.

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**OBJECTIF POLITIQUE**

Assurer l'exécution au niveau cantonal de la Loi fédérale sur la formation professionnelle en développant l'ensemble des activités liées à l'enseignement professionnel, à l'orientation scolaire et professionnelle et à la formation continue.

Sous-objectifs politiques

- 1 Développer, consolider et contrôler la formation professionnelle initiale de base en système dual (apprentissage), subsidiairement en école des métiers
- 2 Assurer une orientation professionnelle, universitaire et de carrière (OSP et CIO)
- 3 Garantir une offre de perfectionnement professionnel (formation professionnelle supérieure, hors du domaine des hautes écoles; formation continue à des fins professionnelles; formation continue en générale)
- 4 Promouvoir la santé et le bien-être des jeunes dans les écoles professionnelles, principalement par l'enseignement du sport tel qu'exigé par les ordonnances fédérales de formation et selon les directives de la Confédération
- 5 Garantir le suivi des jeunes, principalement ceux "à risques", de la fin de la scolarité obligatoire à l'entrée dans le monde du travail

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Participation aux travaux d'harmonisation intercantonale de l'application de la NLFP
 2 Développement du système dual en collaboration avec les partenaires du Service de la formation professionnelle (principalement avec les associations professionnelles)
 3 Poursuite de la révision du statut du personnel de l'enseignement professionnel
 4 Optimisation de la qualité de la formation en collaboration avec les associations professionnelles, les écoles professionnelles, les entreprises formatrices et les communes
- ad2* 5 Lutte contre le chômage des jeunes en collaboration avec tous les partenaires impliqués
- ad3* 6 Promotion de la formation continue
 7 Concept cantonal de la formation continue
- ad4* 8 Analyse et mise en place d'un concept sport pour les apprentis
- ad5* 9 Elaboration et mise en place d'un concept de Case management avec des mesures concrètes d'application

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Mise en place du nouveau concept de surveillance pour la formation pratique (qualité)		01.01.07	01.01.08	
	2 Législation cantonale adaptée aux dispositions fédérales (Loi cantonale d'application de la loi fédérale)		31.12.07	31.12.08	
	3 Nouvelles places d'apprentissage créées		50	50	0
	4 Coût par personnes en formation plein temps dans les écoles professionnelles cantonales (P1303 / nombre de personnes en formation duale)			7'880	
	5 Coût par personnes en formation (GP 13 / nombre de personnes en formation)			5'380	
	6 Coût par personnes en formation duale dans les écoles professionnelles cantonales (P1301+1305+1307 / nombre de personnes en formation duale)			5'140	
ad2	7 Taux de chômage des jeunes (entre 15 et 24 ans) -> en juillet 2006 = 3.9%	3.9%	↘	↘	
	8 Concept d'orientation dans les cycles d'orientation opérationnel			01.09.08	
ad3	9 Structure de la formation continue (concept cantonal) mise en place			31.12.08	
ad4	10 Faire en sorte que tous les apprentis aient une pratique régulière d'activités physiques dans le cadre ou hors du cadre scolaire (objectif réalisable dans les 5 prochaines années)			01.09.11	
ad5	11 Réduction du nombre de résiliations (base 2006 env. 1'000) (Réduire le % d'élèves de 1ère année qui changent de voie de formation et de rupture de contrats (réduction de 50%) dans les deux cas)			800	
	12 Système de repérage des groupes à risques "scolarité obligatoire I vers le secondaire II" en application			30.06.08	
	13 Système de repérage des groupes à risques "secondaire II vers le monde du travail " mis en place			30.06.08	
	14 Catalogue de mesures applicables pour les groupes à risques du "secondaire II professionnel" en activité			01.07.08	
	15 Encadrement individuel spécialisé pour les jeunes engagés dans une formation professionnelle initiale de deux ans et qui ont des difficultés			01.07.08	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupe de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Autorisation de former, qualité, examen et dévt.	7'408'278	3'389'292	4'018'986
P1101 Gestion des contrats d'apprentissage	2'741'047	2'008'312	732'735
P1102 Surveillance et qualité de la formation	373'687	2'547	371'140
P1103 Gestion des examens	3'806'424	1'047'204	2'759'220
351 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	452'000		452'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	15'000		15'000
Autres dépenses / recettes	3'339'424	1'047'204	2'292'220
P1104 Gestion et développement de la formation prof.	487'120	331'229	155'891
GP12 Orientation scolaire et professionnelle	7'973'934	2'639'090	5'334'844
P1201 Orientation - activité Etat	5'707'929	394'945	5'312'984
365 bewilligte Subventionen an private Institutionen	3'000		3'000
Autres dépenses / recettes	5'704'929	394'945	5'309'984
P1202 Orientation - activités et mandats divers	2'266'005	2'244'145	21'860
GP13 Formation professionnelle initiale	63'734'747	19'987'522	43'747'225
P1301 Ens. prof. (dual) assumé par les écoles prof. cant	35'367'291	10'467'435	24'899'856
P1302 Ens. prof. (dual) assumé hors-canton ou par tiers	6'261'556	1'645'085	4'616'471
351 403217 Soutien EP - Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	4'500'000		4'500'000
365 403217 Soutien EP - Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	1'600'000		1'600'000
Autres dépenses / recettes	161'556	1'645'085	-1'483'529
P1303 Système à plt par les écoles prof. cantonales	7'401'228	2'850'788	4'550'440
P1304 Système à plein temps assumé hors-canton ou tiers	4'259'319	1'120'071	3'139'248
351 402314 Soutien EM - Montants versés sur la base (hors canton et privés) des conventions intercantionales	1'100'000		1'100'000
352 402314 Soutien EM - Montants versés sur la base (hors canton et privés) des conventions intercantionales	12'000		12'000
365 405541 EIL Monthey	1'526'000		1'526'000
365 404114 ECAV, Sierre - Montants versés sur la base (hors canton et privés) des conventions intercantionales	1'020'000		1'020'000
365 403214 Soutien EM - Montants versés sur la base (hors canton et privés) des conventions intercantionales	134'000		134'000
Autres dépenses / recettes	467'319	1'120'071	-652'752
P1305 Cours interentreprises (écoles prof. cant.)	7'488'911	3'417'926	4'070'985
P1306 Cours interentreprises (hors écoles cantonales)	590'077	415'004	175'073
365 402683 CI - Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	350'000		350'000
Autres dépenses / recettes	240'077	415'004	-174'927
P1307 Maturités prof. à plein temps par le canton	2'366'365	71'213	2'295'152

SERVICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP14 Formation prof. supérieure et form. continue	3'348'141	2'446'096	902'045
P1401 Form. prof. sup. et cont. par écoles prof. cant.	2'773'022	2'071'090	701'932
P1402 Form. prof. sup. et cont. par des tiers	575'119	375'006	200'113
351 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	65'000		65'000
365 Montants versés à des tiers (hors canton et privés) sur la base des conventions intercantionales	430'000		430'000
Autres dépenses / recettes	80'119	375'006	-294'887
Total	82'465'100	28'462'000	54'003'100

Remarques

Le Service de la formation professionnelle (SFOP) a revu complètement son arborescence pour le budget 08 :

- en 2006 et 2007 les produits e-DICS correspondaient aux divers prestataires du SFOP (par ex. les écoles professionnelles, les offices d'orientation scolaire et professionnelle),

- dès 2008 les produits e-DICS correspondent aux prestations du SFOP (ex. formation duale, formation à plein temps, cours interentreprises, orientation)

A noter que cette arborescence s'approche des produits (objets de coûts) déterminés par l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie dans le cadre des relevés annuels des coûts de la formation professionnelle.

SERVICE DE LA CULTURE

OP 1
Promouvoir la culture
Fr. 22'644'100 net

GP 11
Action culturelle générale
Fr. 899'100 net

GP 12
Archives
Fr. 1'498'900 net

GP 13
Bibliothèques et médiathèques
Fr. 8'958'700 net

GP 14
Musées
Fr. 5'451'500 net

GP 15
Encourager les activités
culturelles
Fr. 5'835'900 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	20'957'919.56	23'043'200	23'724'100	680'900
30 Charges de personnel	9'478'319.37	10'208'500	10'567'300	358'800
31 Biens, services et marchandises	3'626'629.84	4'552'700	4'840'000	287'300
33 Amortissements	923.19	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	3'057.40	0	0	0
36 Subventions accordées	6'459'826.91	6'936'400	7'095'900	159'500
38 Attributions aux financements spéciaux	101'942.80	10'000	0	-10'000
39 Imputations internes	1'287'220.05	1'335'600	1'220'900	-114'700
4 Revenus de fonctionnement	1'581'067.94	2'041'500	1'300'000	-741'500
42 Revenus des biens	2'390.50	0	0	0
43 Contributions	669'179.32	666'500	558'000	-108'500
46 Subventions acquises	828'500.00	635'000	635'000	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	59'484.22	200'000	77'000	-123'000
49 Imputations internes	21'513.90	540'000	30'000	-510'000
Charges nettes de fonctionnement	19'376'851.62	21'001'700	22'424'100	1'422'400
5 Dépenses d'investissement	216'111.00	220'000	220'000	0
50 Investissements propres	216'111.00	220'000	220'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	216'111.00	220'000	220'000	0
Insuffisance de financement	19'592'962.62	21'221'700	22'644'100	1'422'400

Remarques

L'ouverture du nouveau Musée d'histoire de Valère nécessite des moyens supplémentaires prévus aux rubriques 31.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	44.95	66.80	67.80
Auxiliaires de longue durée	26.50	7.85	8.45

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

Remarques

0,5 poste d'agent d'accueil pour le nouveau Musée d'histoire
0,5 poste de bibliothécaire pour le projet romand de ressources documentaires numériques

SERVICE DE LA CULTURE**OBJECTIF POLITIQUE**

Promouvoir une culture vivante et diversifiée, assurer les conditions de protection et de mise en valeur des biens culturels, particulièrement dans les archives, les médiathèques et les musées; et créer, pour le public, les conditions favorables d'accès aux productions culturelles et à l'information

Sous-objectifs politiques

- 1 Affirmer le caractère constitutif et essentiel de la culture pour le développement du Valais et de ses habitants, en créant les conditions permettant de :
 - 1.1 Garantir l'accès au patrimoine ainsi qu'aux activités culturelles et contribuer à leur développement
 - 1.2 Offrir à la société valaisanne la possibilité de se connaître et de s'exprimer dans sa diversité et ses dimensions historiques
 - 1.3 Contribuer à l'attrait du Valais
- 2 Développer la présence physique et virtuelle des institutions culturelles dans toutes les régions du canton et renforcer la cohérence des actions culturelles locales et cantonales
 - 2.1 Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour renforcer la connaissance du patrimoine culturel auprès du public et lui permettre d'exercer son droit à l'information pluraliste
- 3 Développer le soutien de l'Etat à la création dans les différents champs culturels et favoriser la diffusion des projets soutenus
- 4 Adapter les formations culturelles aux standards nationaux ou, à défaut, encourager la formation hors canton
- 5 Améliorer de manière significative la gestion, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel au moyen de locaux et d'équipements adéquats
- 6 Développer qualitativement et quantitativement la recherche sur le patrimoine valaisan, en Valais et dans les institutions hors canton

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Développement de programmes contribuant à l'intégration sociale par la culture ("Valais, singulier pluriel", populations migrantes)
- 2 Réorientation et développement de l'offre culturelle à l'attention des écoles
- ad2* 3 Mise en oeuvre du Plan directeur 2007 des bibliothèques valaisannes
- 4 Etude et décision du Grand Conseil (2008) pour la réalisation de la phase finale du transfert de la Médiathèque Valais sur le site des arsenaux (2010)
- 5 Elaboration d'un concept et d'un plan d'action pour les locaux des Archives cantonales
- 6 Poursuite de la réorganisation des Musées cantonaux par l'ouverture du nouveau Musée d'histoire de Valère (2008), le développement du Centre d'exposition de la rue des Châteaux (2009), la préparation du nouveau Musée de la nature (2010) et la réalisation du centre d'interprétation du Petit-Chasseur (2011)
- 7 Mise sur pied d'une structure de coordination et d'échange des responsables culturels
- ad3* 8 Elaboration de dispositifs spécifiques de soutien dans le domaine de la musique (2008) et évaluation et réorientation du programme de soutien ThéâtrePro (2009)
- ad4* 9 Mise en place des formations pré-professionnelles dans les écoles de formation culturelles reconnues
- ad5* 10 Poursuite du développement du Centre de conservation et de traitement des collections

SERVICE DE LA CULTURE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad2	1 Part de la population valaisanne desservie par une bibliothèque publique	88.86%	88.86%	89.14%	0.28%
	2 Part de la population valaisanne desservie par une bibliothèque publique intégrée à un réseau de bibliothèque régionale virtuelle	46%	75%	85%	10%
	3 Nombre de prêts annuels de la MV		646'000	676'000	30'000
	4 Indice de satisfaction des usagers de la Médiathèque (max. 20)	16.29	16.35	16.3	-0.05
	5 Part cumulée des inventaires papier et Word des Archives de l'Etat du Valais transférés dans ScopeArchiv			25%	
	6 Part réalisée de la réorganisation des musées			43%	
	7 Pourcentage annuel de visiteurs "actifs" (participant à une activité de médiation)			34%	
ad3	8 Nombre annuel de projets soutenus (sans les écoles)			300	
ad4	9 Nombre annuel d'étudiants dans les écoles reconnues			5'200	
ad5	10 Part des collections conservées dans des locaux de stockage sûrs, Médiathèque	5%	20.7%	20.7%	0%
	11 Part réalisée du transfert de la Médiathèque de Sion sur le site des arsenaux	21.5%	21.5%	21.5%	0%
	12 Surface cumulée de locaux de stockages aménagés (m2) pour les Musées			1'900	

SERVICE DE LA CULTURE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Action culturelle générale	899'100		899'100
P1101 Action culturelle générale	899'100		899'100
GP12 Archives	1'681'800	182'900	1'498'900
P1201 Archives de l'Etat du Valais	1'681'800	182'900	1'498'900
365 Mémoire du Rhône	40'000		40'000
365 Vallesia	25'000		25'000
Autres dépenses / recettes	1'616'800	182'900	1'433'900
GP13 Bibliothèques et médiathèques	9'480'400	521'700	8'958'700
P1301 Médiathèque Valais	1'898'900	31'700	1'867'200
361 Participation du Valais à RERO	71'000		71'000
362 Subventions aux bibliothèques publiques et scolaires	435'000		435'000
364 Fondation SWITCH	160'000		160'000
364 Bibliomedia Suisse et Bibliovalais	141'000		141'000
364 Bibliothèque d'art Fondation Gianadda	30'000		30'000
Autres dépenses / recettes	1'061'900	31'700	1'030'200
P1302 Médiathèque Valais - Sion	3'534'100	50'000	3'484'100
P1303 Médiathèque Valais - Brigue	1'216'500	30'000	1'186'500
P1304 Médiathèque Valais - Martigny	1'892'800	400'000	1'492'800
P1305 Médiathèque Valais - St-Maurice	938'100	10'000	928'100
GP14 Musées	5'686'900	235'400	5'451'500
P1401 Musées cantonaux	2'509'500	50'400	2'459'100
364 Fondation Château de St. Maurice	50'000		50'000
365 Fondation Pierre Gianadda, Martigny	160'000		160'000
Autres dépenses / recettes	2'299'500	50'400	2'249'100
P1402 Musée d'art	854'800	30'000	824'800
P1403 Musée d'histoire	1'884'000	125'000	1'759'000
P1404 Musée de la nature	438'600	30'000	408'600
GP15 Encourager les activités culturelles	6'195'900	360'000	5'835'900
P1501 Soutien aux activités culturelles	2'721'550	360'000	2'361'550
362 Activités culturelles dans les écoles communales	130'000		130'000
363 Activités culturelles dans les écoles cantonales	220'000		220'000
365 Encouragement aux activités culturelles de tiers	2'028'500		2'028'500
Autres dépenses / recettes	343'050	360'000	-16'950
P1502 Soutien aux formations culturelles	3'474'350		3'474'350
365 Conservatoires et écoles de théâtre et de musique	3'380'000		3'380'000
Autres dépenses / recettes	94'350		94'350
Total	23'944'100	1'300'000	22'644'100

Département de l'économie et du territoire (DET)		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
TOTAL GENERAL					
Dépenses		300'358'358.52	341'043'800	320'574'900	-20'468'900
Recettes		322'447'483.00	315'153'200	307'408'900	-7'744'300
Excédent de dépenses		-22'089'124.48	25'890'600	13'166'000	-12'724'600
SUBDIVISION ADMINISTRATIVE					
Service administratif et juridique DET		1'791'323.98	2'165'200	2'080'700	-84'500
Service de l'économie et du tourisme		24'865'804.64	45'437'000	41'614'900	-3'822'100
Service de l'industrie, du commerce et du travail		4'641'440.28	5'717'200	5'873'900	156'700
Service de l'agriculture		7'110'956.33	22'424'700	18'429'200	-3'995'500
Service de l'aménagement du territoire		2'455'855.65	2'766'700	2'754'900	-11'800
Service des RF et de la géomatique		-62'954'505.36	-52'620'200	-57'587'600	-4'967'400
Excédent de dépenses		-22'089'124.48	25'890'600	13'166'000	-12'724'600
COMPTE DE FONCTIONNEMENT					
30 Charges de personnel		34'796'246.51	37'454'300	38'388'700	934'400
31 Biens, services et marchandises		8'223'036.73	9'194'200	9'283'200	89'000
32 Intérêts passifs		117.40			
33 Amortissements		529'310.47	411'000	169'000	-242'000
34 Parts et contributions sans affectation		442'838.65	330'000	420'000	90'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques		1'009'279.05	1'050'000	1'267'500	217'500
36 Subventions accordées		69'310'395.04	72'450'000	73'744'500	1'294'500
37 Subventions redistribuées		108'472'158.05	110'037'500	106'615'700	-3'421'800
38 Attributions aux financements spéciaux		2'346'998.33	3'035'000	2'030'900	-1'004'100
39 Imputations internes		29'893'288.84	27'749'400	26'377'100	-1'372'300
40 Impôts		59'535'339.12	55'648'700	57'000'000	1'351'300
41 Patentes et concessions		2'426'185.10	1'970'000	2'570'000	600'000
42 Revenus des biens		1'193'895.51	818'800	666'700	-152'100
43 Contributions		30'201'109.67	26'688'500	29'361'400	2'672'900
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation		3'707'714.00	3'400'000	3'778'100	378'100
45 Dédommagements de collectivités publiques		79'400.40	105'000	75'000	-30'000
46 Subventions acquises		48'816'776.65	47'723'400	47'892'500	169'100
47 Subventions à redistribuer		108'472'158.05	110'037'500	106'615'700	-3'421'800
48 Prélèvements sur les financements spéciaux		2'232'961.89	224'100		-224'100
49 Imputations internes		21'210'988.62	18'261'800	17'411'200	-850'600
Total charges		255'023'669.07	261'711'400	258'296'600	-3'414'800
Total revenus		277'876'529.01	264'877'800	265'370'600	492'800
Excédent de revenus		22'852'859.94	3'166'400	7'074'000	3'907'600
COMPTE DES INVESTISSEMENTS					
50 Investissements propres		473'158.55	767'000	920'000	153'000
52 Prêts et participations permanentes		22'798'481.55	36'900'000	28'500'000	-8'400'000
56 Subventions accordées		15'806'614.10	23'030'000	18'830'000	-4'200'000
57 Subventions redistribuées		6'256'435.25	18'635'400	14'028'300	-4'607'100
60 Transferts au patrimoine financier		10'637.20			
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes		37'625'879.89	30'935'000	27'305'000	-3'630'000
64 Remboursement de subventions accordées		210'930.50	105'000	105'000	0
66 Subventions acquises		467'071.15	600'000	600'000	0
67 Subventions à redistribuer		6'256'435.25	18'635'400	14'028'300	-4'607'100
Total dépenses		45'334'689.45	79'332'400	62'278'300	-17'054'100
Total recettes		44'570'953.99	50'275'400	42'038'300	-8'237'100
Excédent de dépenses		763'735.46	29'057'000	20'240'000	-8'817'000

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DET

OP 1
Assurer les tâches législatives et
administratives du DET
Fr. 2'080'700 net

GP 11
Droit économique et affaires
extérieures
Fr. 1'311'271 net

GP 12
Aide au pilotage et à la gestion
départementaux
Fr. 769'429 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	2'073'591.98	2'465'200	2'380'700	-84'500
30 Charges de personnel	1'517'403.05	1'560'500	1'592'400	31'900
31 Biens, services et marchandises	89'939.95	124'000	124'000	0
33 Amortissements	40.00	0	0	0
36 Subventions accordées	421'517.30	724'000	624'000	-100'000
39 Imputations internes	44'691.68	56'700	40'300	-16'400
4 Revenus de fonctionnement	282'268.00	300'000	300'000	0
40 Impôts	2'996.00	0	0	0
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	279'272.00	300'000	300'000	0
Charges nettes de fonctionnement	1'791'323.98	2'165'200	2'080'700	-84'500
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	1'791'323.98	2'165'200	2'080'700	-84'500

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	9.90	10.40	10.40
Auxiliaires de longue durée	0.50	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer le suivi juridique ainsi que la coordination du département et promouvoir les relations extérieures au canton

Sous-objectifs politiques

- 1 Contribuer à des solutions juridiquement correctes par le conseil et la médiation (GP11)
- 2 Promouvoir la collaboration avec les régions voisines par la réalisation de projets communs (GP11)
- 3 Appuyer le chef du département et le soutenir dans le pilotage et la gestion départementale (GP12)

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Amélioration de l'information par les instruments "internet" et la formation concrète du personnel de l'administration et des adjudicateurs (par exemple les communes).
- ad2* 2 Soutien des projets ayant un lien direct avec l'économie, afin d'améliorer les conditions cadres de celle-ci.
- 3 Optimisation de l'utilisation des ressources financières mises à disposition par la Confédération et l'Union européenne pour des projets concrets en Valais

Département de l'économie et du territoire (DET)

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DET

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Pourcent de contestations (recours, réclamations etc) résolues par le service par rapport aux dossiers		95%	95%	0%
<i>ad2</i>	2 Pourcent d'utilisation des fonds mis à disposition par la Confédération et l'UE		70%	80%	10%

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Droit économique et affaires extérieures	1'611'271	300'000	1'311'271
P1101 Instruction, soutien juridique et administratif	326'764	15'000	311'764
P1102 Droit foncier rural et bail à ferme	453'840	285'000	168'840
P1103 Collaborations transfrontalières + intercantionales	830'667		830'667
GP12 Aide au pilotage et à la gestion départementaux	769'429		769'429
P1201 Secrétariat du chef de département	363'073		363'073
P1202 Appui au pilotage et à la gestion départementaux	406'356		406'356
Total	2'380'700	300'000	2'080'700

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DU TOURISME

OP 1
Favoriser le développement
économique et maintenir la
population sur l'ensemble du
territoire
Fr. 41'614'900 net

GP 11
Créer les conditions fav. au dév.
tour. et éco.
Fr. 5'735'163 net

GP 12
Assurer la mise en oeuvre
stratégie du dév. éco
Fr. 32'717'416 net

GP 13
Renforcer le tissu et la
compétitivité de l'éco.
Fr. 2'219'805 net

GP 14
Coordonner les relations entre
acteurs éco. VS
Fr. 942'516 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	28'371'369.70	35'081'000	31'888'900	-3'192'100
30 Charges de personnel	2'782'421.86	3'186'600	3'006'100	-180'500
31 Biens, services et marchandises	616'728.25	745'000	785'000	40'000
33 Amortissements	646'333.45	200'000	0	-200'000
36 Subventions accordées	14'044'464.45	15'995'000	15'975'000	-20'000
37 Subventions redistribuées	661'000.00	690'000	0	-690'000
38 Attributions aux financements spéciaux	500'000.00	3'000'000	2'000'000	-1'000'000
39 Imputations internes	9'120'421.69	11'264'400	10'122'800	-1'141'600
4 Revenus de fonctionnement	3'505'869.92	4'039'000	2'319'000	-1'720'000
40 Impôts	50.00	0	0	0
41 Patentes et concessions	63'828.00	70'000	70'000	0
42 Revenus des biens	447'140.18	230'000	200'000	-30'000
43 Contributions	50'412.50	49'000	49'000	0
47 Subventions à redistribuer	661'000.00	690'000	0	-690'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	891'719.62	0	0	0
49 Imputations internes	1'391'719.62	3'000'000	2'000'000	-1'000'000
Charges nettes de fonctionnement	24'865'499.78	31'042'000	29'569'900	-1'472'100
5 Dépenses d'investissement	22'570'524.55	32'050'000	30'150'000	-1'900'000
52 Prêts et participations permanentes	18'081'000.00	23'000'000	24'000'000	1'000'000
56 Subventions accordées	3'683'839.55	8'500'000	6'150'000	-2'350'000
57 Subventions redistribuées	805'685.00	550'000	0	-550'000
6 Recettes d'investissement	22'570'219.69	17'655'000	18'105'000	450'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	21'644'462.19	17'035'000	18'035'000	1'000'000
64 Remboursement de subventions accordées	120'072.50	70'000	70'000	0
67 Subventions à redistribuer	805'685.00	550'000	0	-550'000
Dépenses nettes d'investissement	304.86	14'395'000	12'045'000	-2'350'000
Insuffisance de financement	24'865'804.64	45'437'000	41'614'900	-3'822'100

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	12.70	17.80	17.80
Auxiliaires de longue durée	4.00	3.00	3.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Favoriser le développement économique orienté sur les divers potentiels du canton et maintenir la population sur l'ensemble du territoire

Sous-objectifs politiques

- 1 Créer les conditions favorables au développement touristique et économique
 - 1.1. Concevoir et optimiser les conditions cadres du développement touristique et économique
 - 1.2. Améliorer la qualité de la formation, la diversification de l'offre ainsi que l'adaptation aux évolutions du marché dans la branche touristique
 - 1.3. Gérer les différents contrats de prestations sous contrôle de l'Etat ainsi que coordonner et superviser l'octroi d'aides financières
 - 1.4. Renforcer le transfert de technologie entre les domaines académique et de l'économie privée
- 2 Assurer la mise en oeuvre de la stratégie du développement économique en faveur des entreprises valaisannes et des institutions
 - 2.1. Améliorer l'attractivité et la compétitivité des régions socio-économiques
 - 2.2. Promouvoir le développement et la pérennité des entreprises valaisannes
 - 2.3. Soutenir les projets en accord avec la politique du tourisme
 - 2.4. Assurer la mise en œuvre de la politique du logement
- 3 Renforcer le tissu et la compétitivité de l'économie valaisanne en soutenant la création de nouvelles entreprises
 - 3.1. Favoriser le maintien et la création d'emplois à haute valeur ajoutée
 - 3.2. Inciter l'implantation d'entreprises en Valais
 - 3.3. Encourager l'innovation et la création de nouvelles entreprises
- 4 Assurer par le Centre de contact économique la coordination des relations entre acteurs de l'économie valaisanne
 - 4.1 Communiquer au public et aux partenaires la stratégie du développement économique
 - 4.2. Professionnaliser les processus internes et externes de prise en charge des demandes clients

Mesures prioritaires

- ad1 1 Mise en vigueur d'une nouvelle loi sur le tourisme qui permettra de promouvoir un tourisme de qualité, compétitif et à forte valeur ajoutée (aides financières, formation, analyses de marché)
- 2 Incitation à l'amélioration de la compétitivité de la fiscalité valaisanne (benchmarking périodique avec les places économiques concurrentes)
- 3 Développement des instruments nécessaires à l'amélioration des conditions cadres de l'offre touristique (aides financières, reconnaissance par la marque Valais, campagne de sensibilisation, etc..)
- 4 Mise en oeuvre et suivi du programme Innovation PME-VS
- ad2 5 Soutien aux projets conformes aux nouveaux programmes pluriannuels 2008-2011 par l'application de la nouvelle procédure définie par le service
- 6 Redéfinition des critères d'octroi d'aide
- ad3 7 Exploitation du réseau Vs-link dans les relations avec les entreprises
- 8 Incitations à l'installation d'entreprises en Valais par le DEWS (nouvelle organisation)
- 9 Appui à l'accès des nouvelles entreprises aux réseaux de transfert technologique et de savoir (aides, informations, synergies entre centres de recherche)
- ad4 10 Installation et mise en service du "Customer Relationship Management" (CRM)
- 11 Mise en place d'une identité de communication unique

SERVICE DE L'ÉCONOMIE ET DU TOURISME

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre d'entreprises touristiques labellisées de la marque Valais (base : en 2006 : 10)			10	
	2 Engagements financiers totaux engagés au titre de cautionnement, dans la limite de 40 millions CHF maximum (Base 2007 : 20 mios)			21	
	3 Nbre d'entreprises hébergées sur les sites de The Ark (base 2005=30)			40	
	4 Nbre de projets d'implantation du SDE accompagnés par CimArk (MP CimArk, objectif 2005=10)			10	
	5 Investissements induits par les outils CCF (base 2007 : 19 mios)			20	
	6 Nbre d'entreprises valaisannes bénéficiant des prestations de conseil de CimArk (MP CimArk, obj. 2005=30)			30	
<i>ad2</i>	7 Nombre de projets améliorants l'attractivité et la compétitivité des régions (base 2006 : 80*)			70	
	8 Nombre d'entreprises accompagnées par un case manager (base 2007 : 60)			60	
	9 Nombre de projets de promotion touristique soutenus (base 2006 : 80)			80	
	10 Montants des aides à l'amélioration du logement dans les régions de montagne (base 2006 : 400'000.-)			0.4	
<i>ad3</i>	11 Nombre d'emplois total créés (base 2006 =204)			50	
	12 Nombre d'entreprises implantées en Valais (base 2006=17)			20	
<i>ad4</i>	13 Nombre de demandes électroniques enregistrées puis traitées (nouvelle mesure)			500	
	14 Nombre d'actions communication et évaluation de leur impact (nouvelle mesure)			20	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Créer les conditions fav. au dév. tour. et éco.	6'735'163	1'000'000	5'735'163
P1101 Conceptualisation-modernisation conditions cadres	383'790		383'790
P1102 Maintien, amélioration de la qualité des services	260'260		260'260
P1103 Sensibilisation de la population	27'920		27'920
P1104 Aides financières et contrats de prestation	4'952'937	1'000'000	3'952'937
364 Centre de compétences financières (CCF)	2'100'000		2'100'000
364 Antenne régionale Valais Romand	500'000		500'000
364 CIMARK SA	400'000		400'000
364 CCSO	290'000		290'000
364 Antenne régionale Haut-Valais	200'000		200'000
Autres dépenses / recettes	1'462'937	1'000'000	462'937
P1105 Innovation et transfert de technologies	1'005'583		1'005'583
364 Fondation The Ark	1'000'000		1'000'000
Autres dépenses / recettes	5'583		5'583
P1106 Relations hors canton	27'920		27'920
P1107 Concertation en matière économique	55'584		55'584
P1108 Appui à la délégation du Conseil d'Etat à l'éco.	21'169		21'169

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP12 Assurer la mise en oeuvre stratégie du dév. éco	52'141'416	19'424'000	32'717'416
P1201 Amélioration de l'attractivité des régions-sociéco	28'770'675	9'085'067	19'685'608
360 Médiplant	220'000		220'000
364 Secr. région Monthey/St-Maurice, Martigny, Sion-Hérens-Conthey, Sierre, Conches, Brig-Aletsch, Viège-Rar.occ., Loèche	864'000		864'000
364 Sté promotion restoroutes val.	850'000		850'000
364 IRO	300'000		300'000
364 IDIAP Martigny	200'000		200'000
365 Bdgt Soutien projets valaisans	250'000		250'000
365 Fondation Suisse Cyberthèses	150'000		150'000
365 Bdgt manifestations culturelles et sportives	133'000		133'000
490 Amélioration attractivité et compétitivité des régions		500'000	-500'000
524 Prêts LIM amélioration l'attractivité et la compétitivité des régions	13'500'000		13'500'000
564 Phytoark	1'700'000		1'700'000
564 Ctre Evolène & Maison Alpes	100'000		100'000
624 Remb. Prêts LIM amélioration l'attractivité et la compétitivité des régions		8'500'000	-8'500'000
Autres dépenses / recettes	10'503'675	85'067	10'418'608
P1202 Modernisation et développ. infrastructures de base	6'607'019	5'521'267	1'085'752
524 Prêts LIM dév. infrastructures de base	6'500'000		6'500'000
624 Remb. Prêts LIM dév. infrastructures de base		5'500'000	-5'500'000
Autres dépenses / recettes	107'019	21'267	85'752
P1203 Promotion développement et pérennité entreprises	1'266'942	55'292	1'211'650
364 Marque Valais	200'000		200'000
562 Bdgt Abaiss. prix vente imm. ind.	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	916'942	55'292	861'650
P1204 Aide à la promotion touristique	4'970'941	53'167	4'917'774
363 Fds de tourisme et culture	250'000		250'000
364 Valais Tourisme - Contrat annuel	1'200'000		1'200'000
364 Valais Tourisme - actions spéciales	1'200'000		1'200'000
364 Info Valais - actions spéciales	400'000		400'000
364 Loipe Goms	200'000		200'000
364 Projets Interreg internationaux	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	1'620'941	53'167	1'567'774
P1205 Amélioration de l'hébergement touristique	6'081'419	4'514'887	1'566'532
490 Amélioration de l'hébergement touristique		500'000	-500'000
524 Prêts LIM amélioration de l'hébergement touristique	4'000'000		4'000'000
624 Remb. Prêts LIM amélioration de l'hébergement touristique		4'000'000	-4'000'000
Autres dépenses / recettes	2'081'419	14'887	2'066'532
P1206 Encouragement constr. et accession à la propriété	3'506'860	166'673	3'340'187
566 CHWEG Loyers modérés aide	1'900'000		1'900'000
566 CHWEG Propriété aide	700'000		700'000
566 WEG canton propriété aide	600'000		600'000
Autres dépenses / recettes	306'860	166'673	140'187

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
P1207 Amélioration du logement en régions de montagne	937'560	27'647	909'913
566 WS Logements régions de montagne	800'000		800'000
Autres dépenses / recettes	137'560	27'647	109'913
GP13 Renforcer le tissu et la compétitivité de l'éco.	2'219'805		2'219'805
P1301 Développement exogène	1'588'443		1'588'443
364 Mandats DEWS	1'000'000		1'000'000
Autres dépenses / recettes	588'443		588'443
P1302 Axes stratégiques développement économique	271'894		271'894
P1303 Valorisation-optimisation liens hors canton	271'894		271'894
P1304 Favoriser l'accès des start-ups au marché	87'574		87'574
GP14 Coordonner les relations entre acteurs éco. VS	942'516		942'516
P1401 Prise en charge des demandes clients	527'907		527'907
P1402 Optimisation de la prise en charge des dossiers	146'642		146'642
P1403 Relations partenaires	179'984		179'984
P1404 Information	87'983		87'983
Total	62'038'900	20'424'000	41'614'900

SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL

OP 1
Créer des conditions cadres
favorables au développement des
activités commerciales
réglementées
Fr. -2'403'999 net

OP 2
Conduire une politique de l'emploi
tendant à l'équilibre sur le marché
du travail
Fr. 8'277'899 net

GP 11
Commerce et bail à loyer
Fr. -2'403'999 net

GP 21
Emploi et marché du travail
Fr. 8'277'899 net

Total service**Fr. 5'873'900 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	73'183'023.66	67'958'000	69'672'300	1'714'300
30 Charges de personnel	4'428'587.90	4'891'900	5'003'400	111'500
31 Biens, services et marchandises	1'106'090.18	962'300	960'600	-1'700
33 Amortissements	-266'389.78	41'000	39'000	-2'000
34 Parts et contributions sans affectation	442'838.65	330'000	420'000	90'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	9'084.85	20'000	15'000	-5'000
36 Subventions accordées	47'621'510.99	47'398'000	48'680'800	1'282'800
38 Attributions aux financements spéciaux	1'770'335.33	0	5'900	5'900
39 Imputations internes	18'070'965.54	14'314'800	14'547'600	232'800
4 Revenus de fonctionnement	73'019'891.38	65'300'800	66'828'400	1'527'600
40 Impôts	2'059'743.67	1'648'700	2'000'000	351'300
41 Patentes et concessions	2'362'357.10	1'900'000	2'500'000	600'000
42 Revenus des biens	181'582.97	0	0	0
43 Contributions	2'295'386.08	1'838'600	1'242'200	-596'400
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	8'410.00	0	0	0
45 Dédommagements de collectivités publiques	2'900.40	0	0	0
46 Subventions acquises	47'132'857.24	46'073'400	46'950'000	876'600
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	1'341'242.27	224'100	0	-224'100
49 Imputations internes	17'635'411.65	13'616'000	14'136'200	520'200
Charges nettes de fonctionnement	163'132.28	2'657'200	2'843'900	186'700
5 Dépenses d'investissement	4'945'379.15	3'660'000	3'630'000	-30'000
50 Investissements propres	64'308.00	60'000	30'000	-30'000
56 Subventions accordées	4'881'071.15	3'600'000	3'600'000	0
6 Recettes d'investissement	467'071.15	600'000	600'000	0
66 Subventions acquises	467'071.15	600'000	600'000	0
Dépenses nettes d'investissement	4'478'308.00	3'060'000	3'030'000	-30'000
Insuffisance de financement	4'641'440.28	5'717'200	5'873'900	156'700

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	16.70	20.60	20.60
Auxiliaires de longue durée	17.30	18.30	17.80

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL**OBJECTIF POLITIQUE 1****Créer des conditions cadres favorables au développement des activités commerciales réglementées****Sous-objectifs politiques**

- 1 Assurer le suivi des domaines d'activité de l'hébergement, de la restauration et du commerce de détail de boissons alcoolisées et contribuer à leur bon fonctionnement
- 2 Poursuivre l'adaptation de la législation cantonale sur les activités réglementées aux législations suisses et européennes
- 3 Défendre les intérêts du canton dans le domaine des loteries
- 4 Garantir la procédure de conciliation en matière de bail à loyer
- 5 Garantir l'état de préparation en matière d'approvisionnement économique du pays

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Incitation à la mise en place d'un système pour détecter les besoins de formation dans le domaine de l'hébergement et de la restauration
- ad2* 2 Mise en oeuvre de la nouvelle législation sur la police du commerce
- ad3* 3 Poursuite d'une politique intercantonale en vue du maintien des compétences cantonales dans le domaine des loteries
- ad4* 4 Adaptation et renforcement des structures et de l'organisation de l'autorité de conciliation en matière de bail à loyer
- ad5* 5 Adaptation du dispositif cantonal en matière d'approvisionnement économique du pays

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Augmentation du nombre de jours de formation continue par rapport à l'année précédente		15%	15%	0%
<i>ad2</i> 2 Organisation en place et mesures prises pour la mise en oeuvre de la nouvelle législation sur la police du commerce		100%	100%	0%
<i>ad4</i> 3 Pourcent de cas liquidés dans un délai de 90 jours par rapport aux cas soumis		90%	90%	0%

OBJECTIF POLITIQUE 2**Conduire une politique de l'emploi tendant à l'équilibre sur le marché du travail****Sous-objectifs politiques**

- 1 Lutter contre le chômage et renforcer la politique de prévention
- 2 Mener une politique de main-d'oeuvre étrangère qui tienne compte des besoins de l'économie non-satisfaits par la main-d'oeuvre indigène dans les limites du contingentement fédéral
- 3 Soutenir les entreprises et la promotion économique dans le domaine des ressources humaines (aide à la sélection et au recrutement du personnel)
- 4 Soutenir la commission tripartite dans son observation du marché du travail en vue de prévenir et constater les situations de sous-enchères salariales

SERVICE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TRAVAIL

Mesures prioritaires					
ad1	1 Révision de la loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs 2 Anticipation de l'évolution du marché du travail en vue d'une adaptation du dispositif de formation 3 Lutte contre le chômage résiduel (socle), notamment le chômage de longue durée et les chômeurs de plus de 50 an 4 Encouragement de l'emploi à l'année et de la pluriactivité dans les branches économiques à fortes fluctuations saisonnières 5 Poursuite du développement de la collaboration interinstitutionnelle (ORP-CMS-AI-CIO) 6 Mises à disposition des structures MMT pour les institutions partenaires (AI, CMS etc.)				
ad2	7 Régulation des permis de travail en faveur des ressortissants de l'Est, selon le nombre de chômeurs et les besoins des entreprises				
ad4	8 Consolidation de la collaboration avec l'inspection de l'emploi et les commissions paritaires				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Taux de chômage cantonal inférieur au taux de chômage fédéral (2006 3.5% en VS et 3.3% en CH)			↘	
	2 Pourcent des chômeurs de longue durée (>12 mois) en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2006, 11.4% en VS et 23.3% en CH	→	→	→	
	3 Pourcent des chômeurs arrivant en fin de droit en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2006, 9.6% en VS et 16.8% en CH	→	→	→	
	4 Viser la moyenne suisse du taux des réinscriptions (selon accord avec la confédération) : 2006, 5.9% en VS et 4 % en CH	→	↘	↘	
	5 Nombre moyen d'indemnité versé aux chômeurs en dessous de la moyenne suisse (selon accord avec la confédération) : 2006, 123.4 jours en VS et 171.2 jours en CH	→	→	→	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Créer des conditions cadres favorables au développement des activités commerciales réglementées	32'690'183	35'094'182	-2'403'999
GP11 Commerce et bail à loyer	32'690'183	35'094'182	-2'403'999
P1101 Gestion des autorisations d'exploiter	1'500'372	2'553'895	-1'053'523
390 Part des recettes en faveur du Fonds "formation" 60%	840'000		840'000
410 Recettes provenant de l'imposition du CA (1%) commerce détail		1'100'000	-1'100'000
410 Recettes provenant des autorisations d'exploiter (0.8 o/oo du CA)		1'400'000	-1'400'000
Autres dépenses / recettes	660'372	53'895	606'477
P1102 Encouragement de la formation LHR	909'583	893'280	16'303
300 Commission formation et formation continue	10'000		10'000
318 Formation continue LHR ritzy*	684'000		684'000
390 Financement certificat HGA (Hôtellerie, Gastronomie, Accueil)	160'000		160'000
490 60% des redevances annuelles affectées au Fds pour la formation et formation continue		840'000	-840'000
Autres dépenses / recettes	55'583	53'280	2'303
P1103 Autoris. activités réglem. et commerce itinérant	131'816	251'587	-119'771
P1104 Contrôle et surveillance des domaines réglementés	29'763'126	31'351'280	-1'588'154
362 Actions dommages non assurables	400'000		400'000
365 Montant redistribué par l'organe de répartition des loteries	21'500'000		21'500'000
365 3% produit net des jeux du casino à reverser à des oeuvres de bienfaisance	450'000		450'000
390 Attribution Fds protection des sites	3'000'000		3'000'000
406 Impôt cantonal sur les maisons de jeux		2'000'000	-2'000'000
431 Emoluments contrôle de vérification		415'000	-415'000
439 Versement 3% produit net des jeux du casino		450'000	-450'000
469 Actions dommages non assurables		400'000	-400'000
469 Bénéfice versé par la Loterie romande		25'000'000	-25'000'000
490 Fonds protection des sites		3'000'000	-3'000'000
Autres dépenses / recettes	4'413'126	86'280	4'326'846
P1105 Conciliation en matière de bail à loyer	385'286	44'140	341'146
300 Commission bail à loyer	85'400		85'400
Autres dépenses / recettes	299'886	44'140	255'746

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP2 Conduire une politique de l'emploi tendant à l'équilibre sur le marché du travail	40'612'117	32'334'218	8'277'899
GP21 Emploi et marché du travail	40'612'117	32'334'218	8'277'899
P2101 Observation de l'Emploi (OVE)	691'948	528'828	163'120
P2102 Planification et Gestion des MMT	1'201'892	966'768	235'124
P2103 Main d'oeuvre étrangère et mesure d'accompagnement	706'769	153'891	552'878
P2104 Surveillance des entreprises de placement privé	86'375	12'038	74'337
P2105 Prestations des ORP aux entreprises et aux DE	37'000'851	29'705'094	7'295'757
360 Participation aux coûts du Sce de l'emploi et des MMT fédérales	5'050'000		5'050'000
390 Part cantonale au fonds de l'emploi	7'250'000		7'250'000
460 Indemnisation par la Confédération des frais LACI (fonctionnement)		17'200'000	-17'200'000
462 Alimentation du Fds de l'emploi par les communes		4'350'000	-4'350'000
Autres dépenses / recettes	24'700'851	8'155'094	16'545'757
P2106 Prestations spécifiques dans l'assurance-chômage	924'282	967'599	-43'317
Total	73'302'300	67'428'400	5'873'900

SERVICE DE L'AGRICULTURE

OP 1
Défendre et promouvoir
l'agriculture valaisanne
Fr. 18'429'200 net

GP 11
Structures et espaces agricoles
Fr. 4'100'028 net

GP 12
Exploitations et produits
Fr. 14'329'172 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	137'696'627.04	140'905'100	138'756'800	-2'148'300
30 Charges de personnel	14'703'486.65	15'805'000	16'263'600	458'600
31 Biens, services et marchandises	5'225'998.99	5'452'100	5'494'600	42'500
32 Intérêts passifs	117.40	0	0	0
33 Amortissements	132'392.65	50'000	100'000	50'000
35 Dédommagements à des collectivités publiques	1'000'194.20	1'030'000	1'252'500	222'500
36 Subventions accordées	7'114'804.95	8'139'800	8'271'500	131'700
37 Subventions redistribuées	107'811'158.05	109'347'500	106'615'700	-2'731'800
38 Attributions aux financements spéciaux	76'663.00	35'000	25'000	-10'000
39 Imputations internes	1'631'811.15	1'045'700	733'900	-311'800
4 Revenus de fonctionnement	125'877'190.76	126'552'400	123'312'600	-3'239'800
42 Revenus des biens	564'048.06	587'800	465'700	-122'100
43 Contributions	10'177'028.34	10'257'300	10'506'600	249'300
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	3'699'304.00	3'400'000	3'778'100	378'100
45 Dédommagements de collectivités publiques	76'500.00	105'000	75'000	-30'000
46 Subventions acquises	1'512'530.16	1'355'000	766'500	-588'500
47 Subventions à redistribuer	107'811'158.05	109'347'500	106'615'700	-2'731'800
49 Imputations internes	2'036'622.15	1'499'800	1'105'000	-394'800
Charges nettes de fonctionnement	11'819'436.28	14'352'700	15'444'200	1'091'500
5 Dépenses d'investissement	16'805'733.20	27'392'400	18'118'300	-9'274'100
50 Investissements propres	315'460.40	507'000	690'000	183'000
52 Prêts et participations permanentes	4'717'481.55	13'900'000	4'500'000	-9'400'000
56 Subventions accordées	6'341'491.00	7'600'000	7'100'000	-500'000
57 Subventions redistribuées	5'431'300.25	5'385'400	5'828'300	442'900
6 Recettes d'investissement	21'514'213.15	19'320'400	15'133'300	-4'187'100
60 Transferts au patrimoine financier	10'637.20	0	0	0
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	15'981'417.70	13'900'000	9'270'000	-4'630'000
64 Remboursement de subventions accordées	90'858.00	35'000	35'000	0
67 Subventions à redistribuer	5'431'300.25	5'385'400	5'828'300	442'900
Dépenses nettes d'investissement	-4'708'479.95	8'072'000	2'985'000	-5'087'000
Insuffisance de financement	7'110'956.33	22'424'700	18'429'200	-3'995'500

SERVICE DE L'AGRICULTURE**Remarques**

L'augmentation d'environ Fr.700'000.-par rapport au budget 2007 (en excluant la variation des prêts et participations permanentes et imputations internes) s'explique comme suit :Chap. 3 : Charges de fonctionnement : + Fr. 900'000 selon détail ci-après :Rubr.30 - Charges personnel : + Fr. 458'600.-(+2.90%):renchérissement + personnel enseignant supplémentaire + augmentations individuelles. Rubr. 31: + Fr. 42'500.- (+0.78%) Augmentation des dépenses due à VITI 2015 (+ Fr. 320'000.-) et les réseaux à caractère écologique (+Fr. 48'500.-), compensées par des réductions exigées sur d'autres prestations de Fr. 382'000.- Rubr. 33 - Pertes sur débiteurs : + Fr. 50'000.- (P1102 - Structures agricoles) = provisions pour pertes sur débiteurs sur les crédits d'investissement (exigences Inspection des finances). Rubr. 35 - Dédommagements collectivités publiques : + Fr. 222'500.- (P1205 - Formation de base et formation continue) = Contributions HES Changins-Lullier-Zollikofen, selon Concordat intercantonal. Rubr. 36 - Subventions accordées : + Fr. 131'700.- (+ 1.62%) = Augmentation des subventions pour la promotion des produits, compensée par des recettes supplémentaires sur la rubr. 440 RPLP. Chapitre 4 - Recettes de fonctionnement : - Fr. 113'000 (- 0.72%) Rubr. 460 : suppression des subventions fédérales vulgarisation (effets RPT) : - Fr. 588'500.- Rubr. 427 : location terrains : - Fr. 122'100 et rubrique 450 : -Fr. 30'000.- diminution d'élèves venant d'autres cantons. Cette diminution de Fr. 740'000.- sur les rubriques ci-dessus est compensée par des recettes supplémentaires sur: rubr. 431 - Emoluments remembrements urbains (P1101) pour Fr. 115'000.- rubr. 432 - Recettes internat (P1205) pour Fr. 150'000.- rubr. 440 - Recettes RPLP (P1204) + Fr. 380'000.- Rubr. 50 : +Fr. 183'000.- (P1206)- Renouvellement parc machines et secteur viticole et arboricole. Rubr. 56 : - Fr. 500'000.- (P1102) - Subventions en matière d'améliorations structurelles.

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	99.78	116.54	115.54
Auxiliaires de longue durée	11.60	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Améliorer la performance globale de l'agriculture et de l'économie rurale valaisannes en termes économique, territorial, organisationnel, environnemental et socio-culturel

Sous-objectifs politiques

- 1 Promouvoir les intérêts et spécificités de l'agriculture valaisanne dans le cadre national (PA 2011) et international (OMC, UE), l'adapter aux nouvelles exigences économiques, sociales et environnementales
- 2 Encourager la production de biens de consommation de qualité et renforcer l'information, la mise en valeur et la promotion des produits agricoles valaisans, notamment par le développement d'une marque intersectorielle "Valais".
- 3 Améliorer la rentabilité et la plus-value de l'agriculture valaisanne en améliorant la connaissance du marché et les stratégies marketing ainsi qu'en adaptant l'offre aux opportunités du marché
- 4 Améliorer le professionnalisme de l'agriculture valaisanne en renforçant la formation de base, la formation continue et le conseil
- 5 Favoriser le développement de l'espace rural à l'échelle régionale, maintenir un entretien approprié du territoire et lutter contre l'avancement de la friche
- 6 Développer les domaines agricoles du canton en centres de compétence spécialisés et performants à des fins de formation, de démonstration, de recherche et de promotion

SERVICE DE L'AGRICULTURE**Mesures prioritaires**

- ad1* 1 Mise en vigueur de PA 2011 et adaptation de la politique agricole cantonale
 2 Promotion des intérêts du Valais dans le cadre de l'évolution future du système des paiements directs
- ad2* 3 Encouragement au développement de la marque "Valais" pour les produits et entreprises valaisannes
- ad3* 4 Définition des stratégies VITI 2015, ARBO 2015 et d'une politique structurelle pour les fromageries
 5 Gestion du renouvellement du verger valaisan pour une adaptation de l'offre de produits en fonction du marché
 6 Encouragement au développement et à la promotion de l'agritourisme en Valais
 7 Création d'un observatoire du marché suisse du vin et mise en valeur des données sur les autres produits
- ad4* 8 Développement d'une offre de formation pour les exploitants adaptées aux nouvelles exigences de la politique agricole et de la formation professionnelle
 9 Mise en oeuvre la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle
- ad5* 10 Promotion d'un développement intégré et global de l'espace rural sur les plans communaux et régionaux, notamment par des projet de développement ruraux régionaux, des plans d'aménagement de l'espace viticole et des améliorations foncières intégrales
- ad6* 11 Création et développement des centres de compétences sur les domaines agricoles

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad2</i>	1 Nombre d'entreprises qui adhèrent à la démarche Valais-excellence			2	
<i>ad3</i>	2 Nombre d'hectares reconvertis annuellement en arboriculture		50	50	0
	3 Rendement brut du secteur agricole (2006= 350'000'000)			350	
	4 Volume de paiements directs (2006 = 106 mios)			106	
	5 Coûts de gestion des paiements directs versés			1%	
	6 Valeur ajoutée nette au niveau de la production (2006=213'050 mios)			214'000	
<i>ad4</i>	7 Mise en place du nouveau plan de formation professionnel (1ère année)			30.09.08	
	8 Nombre de CFC délivrés			45	
<i>ad5</i>	9 Nouveaux projets de développement rural régional (DRR) lancés			2	
	10 Nouvelle AFI mise en oeuvre			1	
	11 Ecart entre budget disponible et paiements effectifs pour les améliorations structurelles			10%	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Structures et espaces agricoles	17'803'348	13'703'320	4'100'028
P1101 Espace rural	977'141	270'740	706'401
318 Mandats réseaux qualité écologique	88'500		88'500
431 Emoluments liés aux remembrement urbains		110'000	-110'000
490 Récupération salaire conseiller agricole affecté à la 3R		25'000	-25'000
490 Récupération salaire 3R		100'000	-100'000
Autres dépenses / recettes	888'641	35'740	852'901
P1102 Structures agricoles	16'826'207	13'432'580	3'393'627
330 Provisions pour pertes sur débiteurs pour crédits d'investissement	70'000		70'000
522 Crédits d'investissement aux communes	400'000		400'000
525 Crédits d'investissement aux institutions	1'680'000		1'680'000
526 Crédits d'investissement aux personnes physiques	1'400'000		1'400'000
528 Crédits d'investissement aux bourgeoisies	120'000		120'000
562 Subv. d'investissement aux communes	2'782'800		2'782'800
565 Subv. d'investissement aux institutions	1'504'200		1'504'200
566 Subv. d'investissement aux privés	1'056'400		1'056'400
568 Subv. d'investissement aux bourgeoisies	149'100		149'100
572 Subv. fédérales redistribuées aux communes	3'043'700		3'043'700
575 Subv. fédérales redistribuées aux institutions	1'685'400		1'685'400
576 Subv. fédérales redistribuées aux privés	926'400		926'400
578 Subv. fédérales redistribuées aux bourgeoisies	166'200		166'200
622 Remboursement de prêts des communes		480'000	-480'000
625 Remboursement de prêts des institutions		1'800'000	-1'800'000
626 Remboursement de prêts des privés		5'100'000	-5'100'000
628 Remboursement de prêts des bourgeoisies		120'000	-120'000
670 Subv. de la Condération à redistribuer		5'821'700	-5'821'700
Autres dépenses / recettes	1'842'007	110'880	1'731'127

SERVICE DE L'AGRICULTURE

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP12 Exploitations et produits	139'071'752	124'742'580	14'329'172
P1201 Conseils aux producteurs et animation de groupes	3'850'304	2'121'580	1'728'724
526 Aides aux exploitations paysannes	900'000		900'000
626 Remboursement de prêts des privés (aides aux exploitations)		1'770'000	-1'770'000
Autres dépenses / recettes	2'950'304	351'580	2'598'724
P1202 Recherche et développement	4'470'874	1'964'460	2'506'414
365 Méthodes de lutte respectueuses de l'environnement en viti et arbo	400'000		400'000
365 Etude des terroirs (Fr. 160'000) + Gestion qualité IVV (150'000)	310'000		310'000
365 Aide zootechnique + soutien aux races autochtones	182'400		182'400
434 Analyses et conseils qualité des vins AOC Valais		100'000	-100'000
440 RPLP - Rétrocession pour reconversion du verger		1'500'000	-1'500'000
460 Subvt. féd. pour l'le contrôle de la vendange		300'000	-300'000
566 Subv. d'investissement reconversion des cultures fruitières	1'500'000		1'500'000
Autres dépenses / recettes	2'078'474	64'460	2'014'014
P1203 Paiements directs	108'101'683	106'585'000	1'516'683
318 Contrôles prestations écologiques requises par org. professionnelles	120'000		120'000
352 Registre des vignes	80'000		80'000
366 Subventions élimination du bétail	300'000		300'000
366 Participation du canton (10%) - ord. fédérale sur la qualité écologique	80'000		80'000
376 Paiements directs versés	106'570'000		106'570'000
470 Paiements directs redistribués		106'570'000	-106'570'000
Autres dépenses / recettes	951'683	15'000	936'683
P1204 Défense et Promotion des produits agricoles	8'115'472	5'947'940	2'167'532
318 Etude stratégique marketing Viti 2015	320'000		320'000
365 Redevances agricoles perçues par la CVA - tâches déléguées - rubrique boîte aux lettres 439	3'625'000		3'625'000
365 Subvention promotion produits agricoles	2'891'100		2'891'100
365 Subvention transport lait - Rétrocession RPLP	196'000		196'000
365 Tâches déléguées CVA - Perception des redevances agricoles	110'000		110'000
439 Redevances agricoles perçues par CVA (rubrique boîte aux lettres avec 365)		3'625'000	-3'625'000
440 Subventions transport lait - Rétrocession RPLP		196'000	-196'000
440 RPLP		2'082'100	-2'082'100
565 Innovations technologiques + Promotion à l'investissement	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	873'372	44'840	828'532
P1205 Formation de base et formation continue	6'900'029	2'193'360	4'706'669
350 Contribution fondation Changins (HES et Ecole spécialisée)	491'000		491'000
351 Contribution HES Zollikofen - Changins - Lullier	611'500		611'500
Autres dépenses / recettes	5'797'529	2'193'360	3'604'169
P1206 Domaines agricoles	7'633'390	5'930'240	1'703'150
500 Frais de reconstitution viticole et arboricole	140'000		140'000
506 Tract. grdes-cultures, chargeur télescopique, traite directe Praz-Pourri, Epanduse fumier	202'000		202'000

Département de l'économie et du territoire (DET)

SERVICE DE L'AGRICULTURE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
Autres dépenses / recettes	7'291'390	5'930'240	1'361'150
Total	156'875'100	138'445'900	18'429'200

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OP 1
Assurer une utilisation rationnelle
et mesurée du sol et coordonner
les activités territoriales
Fr. 2'754'900 net

GP 11
Assurer une utilisation rationnelle
du sol
Fr. 1'471'310 net

GP 12
Coordonner les activités
territoriales
Fr. 1'283'590 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	2'152'240.80	2'589'600	2'522'600	-67'000
30 Charges de personnel	1'756'923.60	1'900'800	1'895'600	-5'200
31 Biens, services et marchandises	197'749.25	406'500	344'000	-62'500
36 Subventions accordées	108'097.35	193'200	193'200	0
39 Imputations internes	89'470.60	89'100	89'800	700
4 Revenus de fonctionnement	80'742.50	282'900	197'700	-85'200
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	1'170.50	16'900	27'700	10'800
46 Subventions acquises	-67'157.00	120'000	0	-120'000
47 Subventions à redistribuer	0.00	0	0	0
49 Imputations internes	146'729.00	146'000	170'000	24'000
Charges nettes de fonctionnement	2'071'498.30	2'306'700	2'324'900	18'200
5 Dépenses d'investissement	384'357.35	460'000	430'000	-30'000
50 Investissements propres	0.00	30'000	0	-30'000
56 Subventions accordées	384'357.35	430'000	430'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	384'357.35	460'000	430'000	-30'000
Insuffisance de financement	2'455'855.65	2'766'700	2'754'900	-11'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	12.30	12.50	12.50

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer une utilisation rationnelle et mesurée du sol et coordonner les activités territoriales

Sous-objectifs politiques

- 1 Assurer la qualité de vie de la population
- 2 Favoriser le maintien de la population dans son lieu d'habitat
- 3 Valoriser l'espace rural en sauvegardant les terres productives et les mayens
- 4 Promouvoir l'économie et le tourisme en mettant à disposition les outils d'aménagement du territoire adéquats
- 5 Coordonner à temps les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire en conformité avec les objectifs d'aménagement du territoire et du plan directeur cantonal
- 6 Sensibiliser les acteurs économiques aux exigences de l'aménagement du territoire
- 7 Maîtriser le développement des résidences secondaires

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mesures prioritaires					
ad1	1 Valorisation des ressources et du patrimoine naturel, social, culturel et économique				
	2 Limitation des zones d'habitat, en particulier le long des axes de trafic important et des zones de danger				
	3 Maîtrise des nuisances liées aux activités humaines				
ad2	4 Maintien d'une offre minimale en biens et services publics pour les villages et communes de plus de 250 habitants				
	5 Promotion d'un approvisionnement suffisant et décentralisé en biens de consommation et services				
ad3	6 Protection des meilleures terres agricoles et reconnaissance du rôle multi fonctionnel de l'agriculture				
ad4	7 Promotion d'un développement économique harmonieux et répartition adéquate entre les zones d'habitats permanents et touristiques				
ad5	8 Coordination matérielle des projets ayant des effets territoriaux				
ad6	9 Partenariat actif avec tous les acteurs concernés				
ad7	10 Coaching des communes dans la mise en oeuvre de la réglementation de la construction des résidences secondaires				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre de résidents permanents en zones de dangers (à calculer)		↘	↘	
ad2	2 Nombre de personnes desservies en biens de consommation à distance piétonnière (à calculer)		→	→	
ad3	3 Nombre de projets multifonctionnels en cours (agri-tourisme) (à calculer)		↗	↗	
ad4	4 Ratio entre les habitants permanents et les lits touristiques (à calculer)		↗	↗	
ad5	5 Nombre de projets majeurs coordonnés (à calculer)		↗	↗	
ad6	6 Nombre d'actions entreprises annuellement (à calculer)		↗	↗	
ad7	7 Ratio entre les résidences secondaires et l'ensemble des logements (à calculer)			↘	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Assurer une utilisation rationnelle du sol	1'564'402	93'092	1'471'310
P1101 Législation et coopération	225'904	5'759	220'145
364 Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	166'000		166'000
Autres dépenses / recettes	59'904	5'759	54'145
P1102 Plans d'affectation, préavis et attestations	1'338'498	87'333	1'251'165
562 Subventions accordées à des communes	430'000		430'000
Autres dépenses / recettes	908'498	87'333	821'165
GP12 Coordonner les activités territoriales	1'388'198	104'608	1'283'590
P1201 Etudes de base et plans sectoriels, équipements	749'142	49'904	699'238
318 Honoraires et prestations de service	230'000		230'000
Autres dépenses / recettes	519'142	49'904	469'238
P1202 Plan directeur cantonal et controlling	639'056	54'704	584'352
318 Honoraires et prestations de service	70'000		70'000
Autres dépenses / recettes	569'056	54'704	514'352
Total	2'952'600	197'700	2'754'900

SERVICE DES RF ET DE LA GÉOMATIQUE

OP 1
Assurer l'état des droits sur les
immeubles et réaliser la
mensuration officielle
Fr. -57'587'600 net

GP 11
Inspection des RF, ventes aux
étrangers
Fr. 1'127'257 net

GP 12
Mensuration officielle
Fr. 3'664'384 net

GP 13
Introduction du registre foncier
fédéral
Fr. 1'924'502 net

GP 14
Etat des droits sur les immeubles
Fr. -65'478'683 net

GP 15
Organisation et promotion du
SIT-VS
Fr. 1'174'940 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	11'546'815.89	12'712'500	13'075'300	362'800
30 Charges de personnel	9'607'423.45	10'109'500	10'627'600	518'100
31 Biens, services et marchandises	986'530.11	1'504'300	1'575'000	70'700
33 Amortissements	16'934.15	120'000	30'000	-90'000
39 Imputations internes	935'928.18	978'700	842'700	-136'000
4 Revenus de fonctionnement	75'110'566.45	68'402'700	72'412'900	4'010'200
40 Impôts	57'472'549.45	54'000'000	55'000'000	1'000'000
42 Revenus des biens	1'124.30	1'000	1'000	0
43 Contributions	17'397'840.25	14'226'700	17'235'900	3'009'200
46 Subventions acquises	238'546.25	175'000	176'000	1'000
49 Imputations internes	506.20	0	0	0
Revenus nets de fonctionnement	63'563'750.56	55'690'200	59'337'600	3'647'400
5 Dépenses d'investissement	628'695.20	15'770'000	9'950'000	-5'820'000
50 Investissements propres	93'390.15	170'000	200'000	30'000
56 Subventions accordées	515'855.05	2'900'000	1'550'000	-1'350'000
57 Subventions redistribuées	19'450.00	12'700'000	8'200'000	-4'500'000
6 Recettes d'investissement	19'450.00	12'700'000	8'200'000	-4'500'000
67 Subventions à redistribuer	19'450.00	12'700'000	8'200'000	-4'500'000
Dépenses nettes d'investissement	609'245.20	3'070'000	1'750'000	-1'320'000
Excédent de financement	62'954'505.36	52'620'200	57'587'600	4'967'400

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	ND	ND	74.20
Auxiliaires de longue durée	ND	ND	8.70

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE

Assurer l'état des droits sur les immeubles, gérer les demandes d'autorisations de vente aux étrangers, réaliser la mensuration officielle et l'introduction du registre foncier fédéral, organiser et promouvoir le système d'information du territoire (SIT-VS)

Sous-objectifs politiques

- 1 Inspecter et soutenir juridiquement les registres fonciers (RF), gérer les demandes de vente aux étrangers
- 2 Réaliser la mensuration officielle
- 3 Introduire et informatiser le registre foncier fédéral (RFF)
- 4 Assurer l'état des droits sur les immeubles, procéder à l'inscription des réquisitions, fournir les renseignements aux ayant-droits
- 5 Organiser et promouvoir un système d'information du territoire (SIT-VS)

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Migration et rénovation de la banque de données ACQUIM qui permet de réaliser les statistiques et les projections concernant les ventes d'immeubles à des étrangers
- ad2* 2 Mise en place d'une banque de données centralisée et actualisée de la mensuration officielle à disposition des partenaires et des citoyens
- ad3* 3 Planification de l'ensemble de l'introduction RF
- 4 Développement et mise en place de la consultation en ligne des données du RF pour les personnes autorisées
- ad4* 5 Elaboration d'un concept de rationalisation des registres fonciers
- ad5* 6 Etude du couplage des applications SIT-VS et Capitastra
- 7 Mise à disposition de l'application SIT-VS sur Extranet/Internet

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Degré de réalisation de la migration ACQUIM			100%	
<i>ad2</i>	2 Pourcentage de la surface du canton mesurée selon les ordonnances fédérales et cantonales			50%	
<i>ad3</i>	3 Degré de réalisation du système de consultation en ligne des données du RF			70%	

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Inspection des RF, ventes aux étrangers	1'836'457	709'200	1'127'257
P1101 Inspection et support des RF	546'503		546'503
P1102 Autorisations de vente aux étrangers (LFAIE)	1'253'417	640'200	613'217
P1103 Centrale des testaments	36'537	69'000	-32'463
GP12 Mensuration officielle	11'876'484	8'212'100	3'664'384
P1201 Vérification des mensurations	11'139'058	8'208'492	2'930'566
562 Subventions accordées à des communes	1'550'000		1'550'000
572 Subventions redistribuées à des communes	8'200'000		8'200'000
670 Subventions de la Confédération à redistribuer		8'200'000	-8'200'000
Autres dépenses / recettes	1'389'058	8'492	1'380'566
P1202 Points fixes (PFP2, PFA2)	45'865	290	45'575
P1203 Territoires en mouvement permanent	221'546	767	220'779
P1204 Mise à jour de la MO	421'509	2'348	419'161
P1205 Etablissement et mise à jour du plan d'ensemble	48'506	203	48'303
GP13 Introduction du registre foncier fédéral	1'924'502		1'924'502
P1301 Introduction du registre foncier fédéral	743'039		743'039
P1302 Informatisation du registre foncier fédéral	1'062'605		1'062'605
P1303 Inspection des cadastres	95'103		95'103
P1304 Support aux utilisateurs (CAPI, SAP, etc.)	23'755		23'755
GP14 Etat des droits sur les immeubles	6'212'917	71'691'600	-65'478'683
P1401 Gestion des registres fonciers	6'110'749	71'691'600	-65'580'851
P1402 Inspection des notaires et tenue des archives	102'168		102'168
GP15 Organisation et promotion du SIT-VS	1'174'940		1'174'940
P1501 Infrastructure SIT-VS	441'520		441'520
P1502 Projets géomatiques et coordination	631'519		631'519
P1503 Diffusion des données	56'048		56'048
P1504 Support aux utilisateurs (SIT-VS)	45'853		45'853
Total	23'025'300	80'612'900	-57'587'600

**Département des transports, de
l'équipement et de l'environnement**
**Compte 2006
Fr.**
**Budget 2007
Fr.**
**Budget 2008
Fr.**
**Ecart 07/08
Fr.**
TOTAL GENERAL

Dépenses	449'825'444.61	572'531'400	676'871'200	104'339'800
Recettes	279'115'483.17	393'546'200	459'349'000	65'802'800
Excédent de dépenses	170'709'961.44	178'985'200	217'522'200	38'537'000

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE

Service administratif et juridique du DTEE	691'370.70	1'857'200	1'199'400	-657'800
Service des transports	30'330'844.48	22'553'900	50'143'200	27'589'300
Service des routes et des cours d'eau	89'287'111.41	99'196'800	92'909'900	-6'286'900
Service des bâtiments, monuments et d'archéologie	24'399'502.61	29'441'900	28'867'400	-574'500
Service des forêts et du paysage	11'107'669.79	11'274'500	29'569'600	18'295'100
Service de la protection de l'environnement	11'712'258.18	11'560'800	11'444'500	-116'300
Laboratoire cantonal et affaires vétérinaires	3'181'204.27	3'100'100	3'388'200	288'100
Excédent de dépenses	170'709'961.44	178'985'200	217'522'200	38'537'000

COMPTE DE FONCTIONNEMENT

30	Charges de personnel	71'404'791.08	74'617'200	76'668'800	2'051'600
31	Biens, services et marchandises	74'239'013.43	76'856'200	77'974'400	1'118'200
32	Intérêts passifs	200.00			
33	Amortissements	64'300.09	5'200	5'200	0
35	Dédommagements à des collectivités publiques	377'773.95	438'000	473'000	35'000
36	Subventions accordées	25'665'493.80	25'654'300	53'522'800	27'868'500
37	Subventions redistribuées	2'092'300.85	2'346'900	2'087'800	-259'100
38	Attributions aux financements spéciaux	8'857'417.76	2'581'500	2'385'300	-196'200
39	Imputations internes	12'335'088.09	7'739'800	9'871'800	2'132'000
40	Impôts	638.00			
41	Patentes et concessions	1'640'944.20	1'119'000	1'319'000	200'000
42	Revenus des biens	2'652'649.14	2'335'800	2'506'400	170'600
43	Contributions	14'741'941.30	14'861'500	25'579'300	10'717'800
44	Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	29'594'435.00	27'118'400	30'224'800	3'106'400
45	Dédommagements de collectivités publiques	5'544.15	19'500	6'000	-13'500
46	Subventions acquises	47'283'941.20	46'221'600	38'844'300	-7'377'300
47	Subventions à redistribuer	2'092'300.85	2'346'900	2'087'800	-259'100
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	615'181.88	1'396'400	1'713'400	317'000
49	Imputations internes	20'830'966.91	16'603'000	18'584'500	1'981'500
	Total charges	195'036'379.05	190'239'100	222'989'100	32'750'000
	Total revenus	119'458'542.63	112'022'100	120'865'500	8'843'400
	Excédent de charges	75'577'836.42	78'217'000	102'123'600	23'906'600

COMPTE DES INVESTISSEMENTS

50	Investissements propres	184'350'053.61	314'100'600	364'840'300	50'739'700
52	Prêts et participations permanentes	20'866'921.90	13'902'700	13'180'500	-722'200
56	Subventions accordées	16'991'368.80	19'649'000	50'541'300	30'892'300
57	Subventions redistribuées	32'580'721.25	34'640'000	25'320'000	-9'320'000
62	Remboursements de prêts et de participations permanentes	1'838'894.00	1'891'800	2'091'800	200'000
63	Facturation à des tiers	122'290.00			
66	Subventions acquises	125'115'035.29	244'992'300	311'071'700	66'079'400
67	Subventions à redistribuer	32'580'721.25	34'640'000	25'320'000	-9'320'000
	Total dépenses	254'789'065.56	382'292'300	453'882'100	71'589'800
	Total recettes	159'656'940.54	281'524'100	338'483'500	56'959'400
	Excédent de dépenses	95'132'125.02	100'768'200	115'398'600	14'630'400

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

OP 1
Soutenir les activités du
département
Fr. 1'933'869 net

OP 2
Appuyer les autorités
compétentes en matière de droit
public des constructions
Fr. -734'469 net

GP 11
Appui administratif au
département
Fr. 967'269 net

GP 12
Appui juridique au département
Fr. 966'600 net

GP 21
Appui aux autorités compétentes
des constructions
Fr. -734'469 net

Total service**Fr. 1'199'400 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	3'498'641.50	3'900'200	4'613'700	713'500
30 Charges de personnel	3'108'837.32	3'500'000	4'218'400	718'400
31 Biens, services et marchandises	74'622.85	154'000	154'000	0
33 Amortissements	41'141.60	0	0	0
36 Subventions accordées	23'507.50	25'000	25'000	0
39 Imputations internes	250'532.23	221'200	216'300	-4'900
4 Revenus de fonctionnement	2'807'270.80	2'043'000	3'414'300	1'371'300
42 Revenus des biens	17'450.00	5'000	10'000	5'000
43 Contributions	2'789'820.80	2'038'000	2'826'600	788'600
46 Subventions acquises	0.00	0	577'700	577'700
Charges nettes de fonctionnement	691'370.70	1'857'200	1'199'400	-657'800
5 Dépenses d'investissement	0.00	0	0	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	0.00	0	0	0
Insuffisance de financement	691'370.70	1'857'200	1'199'400	-657'800

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	23.30	24.30	27.80
Auxiliaires de longue durée	0.00	1.00	1.80

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE**OBJECTIF POLITIQUE 1****Soutenir les activités du département****Sous-objectifs politiques**

- 1 Exercer les tâches de secrétariat général du département soit :
 - 1.1 la coordination administrative du département
 - 1.2 la gestion des domaines d'activité ne relevant pas spécifiquement d'un service du DTEE
 - 1.3 la coordination et la représentation du département dans les tâches interdépartementales
 - 1.4 la coordination du département avec le Grand Conseil et ses commissions
- 2 Assurer l'appui juridique au profit du département, soit notamment :
 - 2.1 la planification et l'élaboration de la législation ainsi que la préparation de décisions
 - 2.2 la gestion des procédures d'achat, de vente ou d'expropriation des terrains
 - 2.3 la gestion des procédures d'autorisation et de concession relatives à l'utilisation du domaine public cantonal
 - 2.4 l'instruction des dossiers relevant du département
 - 2.5 la représentation des intérêts du département dans les procédures d'opposition et de recours

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Développement d'un outil de gestion informatisé permettant le suivi des dossiers relevant du Département
- ad2* 2 Mise en place d'un processus de planification législative au sein du département
- 3 Appui aux services du Département dans la modification de législations, notamment dans les domaines de la protection de l'environnement, du laboratoire cantonal et des affaires vétérinaires

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Respect des délais administratifs	100%	100%	100%	0%
<i>ad2</i> 2 Respect des délais de présentation au Conseil d'Etat des projets de lois prévus dans la planification quadriennale	100%	100%	100%	0%
3 Représentation des intérêts du département dans les procédures d'opposition et de recours	100%	80%	100%	20%
4 Pourcentage des décisions confirmées par l'instance de recours (2006: 100%)			100%	

OBJECTIF POLITIQUE 2**Appuyer les autorités compétentes en matière de droit public des constructions****Sous-objectifs politiques**

- 1 Pour les projets de construction hors zone à bâtir et projets dont la commune est requérante ou partie, assurer:
 - 1.1 le secrétariat de la commission cantonale des constructions
 - 1.2 la police des constructions
- 2 Pour les projets de construction en zone à bâtir transmis par les communes:
 - 2.1 coordonner la consultation des organes cantonaux compétents et transmettre le résultat aux communes
- 3 Assurer l'appui juridique de la Commission cantonale des constructions

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Mise en oeuvre des nouvelles procédures de collaborations et des structures organisationnelles
- ad2* 2 Optimisation et mise en oeuvre de la procédure de consultation des organes cantonaux compétents

Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE)

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Pourcentage de dossiers complets traités dans les délais légaux (base 2006: 50%)			60%	
<i>ad2</i>	2 Pourcentage de dossiers complets (synthèses) traités dans les délais légaux (base 2006: 59%)			65%	
<i>ad3</i>	3 Pourcentage de décisions invalidées par l'instance de recours (base 2006: 2%)			2%	

SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DU DTEE

**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Soutenir les activités du département	2'552'149	618'280	1'933'869
GP11 Appui administratif au département	971'245	3'976	967'269
P1101 Coordination départementale et interdépartementale	559'471	2'234	557'237
P1102 Préparation et suivi des dossiers du chef du DTEE	124'310	527	123'783
P1103 Gestion administrative et traduction	287'464	1'215	286'249
GP12 Appui juridique au département	1'580'904	614'304	966'600
P1201 Planification et élaboration de la législation	93'229	395	92'834
P1202 Gestion des dossiers juridiques	1'487'675	613'909	873'766
OP2 Appuyer les autorités compétentes en matière de droit public des constructions	2'061'551	2'796'020	-734'469
GP21 Appui aux autorités compétentes des constructions	2'061'551	2'796'020	-734'469
P2101 Appui juridique en droit public des constructions	271'923	1'151	270'772
P2102 Police des constructions	592'307	130'202	462'105
P2103 Secrétariat cantonal des constructions	1'197'321	2'664'667	-1'467'346
431 Décisions CCC et synthèses		2'660'000	-2'660'000
Autres dépenses / recettes	1'197'321	4'667	1'192'654
Total	4'613'700	3'414'300	1'199'400

SERVICE DES TRANSPORTS

OP 1
Coordination, planification et
financement TP
Fr. 47'610'411 net

OP 2
Transports à câble et
téléphériques gérés
Fr. 2'532'789 net

GP 11
Infrastructure des transports
publics
Fr. 9'013'089 net

GP 12
Exploitation du réseau des
transports publics
Fr. 38'597'322 net

GP 21
Transports à câble et obstacles
aériens
Fr. -192'472 net

GP 22
Téléphériques gérés
Fr. 2'725'261 net

Total service**Fr. 50'143'200 net**

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	26'044'183.45	23'850'000	51'242'100	27'392'100
30 Charges de personnel	3'721'957.50	3'752'600	3'840'300	87'700
31 Biens, services et marchandises	723'200.72	850'300	1'096'800	246'500
32 Intérêts passifs	0.00	0	0	0
33 Amortissements	2'196.35	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	211'797.00	220'000	220'000	0
36 Subventions accordées	18'829'119.30	18'574'000	45'374'400	26'800'400
37 Subventions redistribuées	171'600.00	171'600	130'000	-41'600
38 Attributions aux financements spéciaux	799'185.61	11'500	35'300	23'800
39 Imputations internes	1'585'126.97	270'000	545'300	275'300
4 Revenus de fonctionnement	16'483'813.57	15'456'000	15'818'300	362'300
40 Impôts	140.00	0	0	0
42 Revenus des biens	73'024.90	70'000	75'700	5'700
43 Contributions	1'511'224.55	1'431'100	1'454'300	23'200
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	3'699'304.00	3'389'800	3'778'100	388'300
45 Dédommagements de collectivités publiques	5'544.15	19'500	6'000	-13'500
46 Subventions acquises	9'520'541.00	9'435'700	9'721'400	285'700
47 Subventions à redistribuer	171'600.00	171'600	130'000	-41'600
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	71'965.97	826'800	267'300	-559'500
49 Imputations internes	1'430'469.00	111'500	385'500	274'000
Charges nettes de fonctionnement	9'560'369.88	8'394'000	35'423'800	27'029'800
5 Dépenses d'investissement	21'780'303.60	15'051'700	19'061'200	4'009'500
50 Investissements propres	1'007'913.70	670'000	5'900'000	5'230'000
52 Prêts et participations permanentes	20'377'544.00	12'902'700	11'680'500	-1'222'200
56 Subventions accordées	394'845.90	1'479'000	1'480'700	1'700
6 Recettes d'investissement	1'009'829.00	891'800	4'341'800	3'450'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	887'539.00	891'800	891'800	0
63 Facturation à des tiers	122'290.00	0	0	0
66 Subventions acquises	0.00	0	3'450'000	3'450'000
Dépenses nettes d'investissement	20'770'474.60	14'159'900	14'719'400	559'500
Insuffisance de financement	30'330'844.48	22'553'900	50'143'200	27'589'300

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	35.05	36.60	36.60
Auxiliaires de longue durée	1.00	1.00	0.50

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DES TRANSPORTS**Remarques**

L'exploitation des sept téléphériques gérés par le Canton est assurée sous la direction du Service des transports par 29 employés. Chaque téléphérique est sous la responsabilité d'un chef d'exploitation. Deux chefs techniques supervisent l'ensemble des installations.

OBJECTIF POLITIQUE 1

Garantir une offre de prestations de transports publics suffisante en regard de l'économie et de la politique sociale et favoriser le transfert du trafic individuel et des marchandises sur les entreprises de transport public

Sous-objectifs politiques

- 1 Soutenir et promouvoir la réalisation des infrastructures nécessaires à la mobilité intérieure et à l'ouverture du canton en matière de transports publics et par voies aériennes
 - 1.1 Soutenir la réalisation et le renouvellement des infrastructures de transport
 - 1.2 Octroyer des prêts et aides pour le financement des infrastructures de transport
 - 1.3 Coopérer activement avec la Confédération, les cantons et pays voisins pour l'amélioration des voies d'accès et de transit
- 2 Contribuer à l'exploitation de transports publics adaptés aux besoins
 - 2.1 Définir, en collaboration avec les autorités fédérales, l'offre annuelle de transport et en passer commande aux entreprises pour ce qui est du trafic régional
 - 2.2 Optimiser les horaires en fonction des besoins et selon les moyens financiers fédéraux, cantonaux et communaux
 - 2.3 Octroyer les indemnités annuelles aux entreprises de transport régionales selon l'offre commandée
 - 2.4 Conduire au plan cantonal les procédures d'octroi et de renouvellement des concessions et des autorisations de transport

Mesures prioritaires

- ad1**
- 1 Soutien à l'exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon et poursuite de la planification de sa réalisation complète à double voie avec raccordement ouest et chargement des véhicules accompagnés (réalisation par étapes)
 - 2 Soutien de l'adaptation de l'infrastructure ferroviaire
 - 3 Etude et réhabilitation par étapes de la ligne ferroviaire sud-lémanique en coordination avec les instances françaises et suisses concernées
- ad2**
- 4 Desserte en transports publics de l'ensemble du territoire
 - 5 Coordination des moyens de transport dans chaque région
 - 6 Commande de l'offre restructurée suite à la réorganisation interne dans les entreprises RégionAlps, Matterhorn-Gotthard-Bahn (MGB) et La Poste

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Conduite des procédures au plan cantonal en 3 mois pour l'approbation des projets	100%	100%	100%	0%
	2 Approbation et octroi des subventions aux projets des entreprises de transports concessionnaires (ETC) en 4 mois à partir de la date d'établissement de la convention	100%	100%	100%	0%
ad2	3 Pourcentage des correspondances assurées à l'horaire dans les 15 minutes (2006 : 670/1100 = 61%)	60%	60%	65%	5%
	4 Respect de l'enveloppe financière des indemnités accordées par la Confédération pour l'ensemble du Canton	100%	100%	100%	0%

SERVICE DES TRANSPORTS

OBJECTIF POLITIQUE 2					
Conduire et coordonner au plan cantonal les procédures d'approbation des projets de remontées mécaniques et les procédures de déclaration d'obstacles à la navigation aérienne, et assurer la direction des téléphériques gérés par le canton					
Sous-objectifs politiques					
1	Mener à bien la procédure de consultation relative à l'approbation des projets de remontées mécaniques sur le territoire cantonal et délivrer les autorisations d'exploiter de compétence cantonale				
2	Veiller à l'actualisation de l'inventaire des obstacles à la navigation aérienne				
3	Assurer la direction de l'exploitation des téléphériques gérés par le canton				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Assurance de la qualité technique et environnementale des projets de remontées mécaniques présentés				
	2 Conduite au plan cantonal de la procédure de consultation et d'approbation des projets de remontées mécaniques				
ad2	3 Suivi de l'actualisation de l'inventaire des obstacles à la navigation aérienne et contrôle du respect des conditions pour leur montage/démontage				
ad3	4 Respect des normes sécuritaires, financières et qualitatives des téléphériques gérés				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Aboutissement des procédures cantonales dans les 4 mois (2006 : 21/23 = 90%)	90%	85%	90%	5%
ad2	2 Etablissement du préavis cantonal relatif aux déclarations d'obstacles à la navigation aérienne dans un délai d'un mois (env.20 dossiers traités par année)	100%	90%	90%	0%
ad3	3 Nombre de téléphériques gérés par le canton dont la perte reportée cumulée individuelle est inférieure à Fr. 100'000.-.			5	

SERVICE DES TRANSPORTS

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Coordination, planification et financement TP	59'979'492	12'369'081	47'610'411
GP11 Infrastructure des transports publics	14'050'480	5'037'391	9'013'089
P1101 NLFA Lötschberg (planification et approbation)	110'474	76'560	33'914
P1102 Planification d'autres voies d'accès	244'088	95'700	148'388
P1103 Modernisation et rationalisation infrastructure TP	13'335'157	4'823'024	8'512'133
524 MGB Matterhorn Gotthard Bahn	6'998'000		6'998'000
524 TMR Transports de Martigny et Régions	3'028'000		3'028'000
524 TPC Transports publics du Chablais	1'654'500		1'654'500
564 RPLP (Gares, lignes, sécurité, Autoverlad Simplon, transports combinés)	1'102'600		1'102'600
Autres dépenses / recettes	552'057	4'823'024	-4'270'967
P1104 Aéroport de Sion et PSIA	360'761	42'107	318'654
GP12 Exploitation du réseau des transports publics	45'929'012	7'331'690	38'597'322
P1201 Horaires et autorisations de transport	231'452	157'312	74'140
P1202 Commande de l'offre	45'697'560	7'174'378	38'523'182
362 Trafic d'agglomération	1'068'300		1'068'300
363 Téléphériques gérés par le canton	1'153'000		1'153'000
364 MGB Matterhorn Gotthard Bahn	12'902'500		12'902'500
364 RA RegionAlps	6'380'500		6'380'500
364 Service Cars postaux	5'254'900		5'254'900
364 Postauto Oberwallis	3'989'700		3'989'700
364 TMR Transports de Martigny et Régions	2'375'700		2'375'700
364 CFF	2'156'100		2'156'100
364 TPC Transports publics du Chablais	2'048'700		2'048'700
364 BLS Lötschbergbahn	1'190'000		1'190'000
Autres dépenses / recettes	7'178'160	7'174'378	3'782
OP2 Transports à câble et téléphériques gérés	10'323'808	7'791'019	2'532'789
GP21 Transports à câble et obstacles aériens	313'050	505'522	-192'472
P2101 Transports à câble	300'066	471'069	-171'003
P2102 Obstacles à la navigation aérienne	12'984	34'453	-21'469
GP22 Téléphériques gérés	10'010'758	7'285'497	2'725'261
P2201 Exploitation et gestion des téléphériques	3'742'726	6'920'310	-3'177'584
P2202 Rénovation des téléphériques gérés	6'268'032	365'187	5'902'845
Total	70'303'300	20'160'100	50'143'200

SERVICE DES TRANSPORTS

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil
--

Remarques

Le réseau cantonal des transports publics comporte 131 lignes d'une longueur totale de 1760 km : 6 chemins de fer (CFF, BLS, MGB, MO par TMR, MC par TMR, AOMC par TPC); 14 téléphériques et 1 funiculaire (SMC) avec trafic régulier de voyageurs; 110 lignes régulières de busl. Le réseau de bus comprend de plus 43 lignes de transports scolaires et d'ouvriers. Ce réseau est complété par 1 voie navigable (CGN) et 1aéroport régional (Sion).

La modernisation et la rationalisation de l'infrastructure des transports publics entraîne une dépense nette d'investissement de quelque 15 millions de francs.

La commande annuelle de l'offre pour les prestations régionales et urbaines de ce réseau porte sur une indemnité pour les coûts non couverts de 120 millions de francs, répartie selon la nouvelle RPT et le décret concernant la modification d'actes dans le cadre de sa mise en oeuvre, sur Confédération (65%), Canton (30.1%) et Communes (4.9%); 100 millions concernent l'indemnité d'exploitation du trafic voyageur régional et 20 millions concernent l'exploitation de l'infrastructure ferroviaire.

L'introduction de la RPT entraîne une augmentation de 26,6 mios de francs du budget 2008 comparé à celui de 2007.

Le Valais compte plus de 600 installations à câble dont près de 200 à concession fédérale (funiculaires, téléphériques, télécabines, télésièges) et plus de 400 sans concession fédérale, mais avec une autorisation cantonale (téléskis, petits téléphériques, ascenseurs inclinés). Plus d'une vingtaine d'installations par année font l'objet d'une procédure de concession et/ou d'autorisation de construire et d'exploiter pour le renouvellement, la modification, le remplacement ou la réalisation de nouvelles installations.

Les sept téléphériques gérés par le Canton sont : Riddes-Isérables, Dorénaz-Champex, Turtmann-Oberems, Gampel-Jeizinen, Raron-Eischoll, Stalden-Staldenried-Gspon et Fürgangen-Bellwald.

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

OP 1 Construire et maintenir le patrimoine des routes nationales Fr. 7'957'268 net	OP 2 Maintenir et améliorer le réseau routier cantonal Fr. 69'030'181 net	OP 3 Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité Fr. 3'764'640 net	OP 4 Protéger contre les dangers géo- et hydrologiques Fr. 12'157'811 net
GP 11 Constr. A9 Sierre-Est à Viège-Est pour 2018-2019 Fr. 9'347'952 net	GP 21 Constructions, corrections, adapt. et réfections Fr. 28'626'189 net	GP 31 Réaménagement durable du Rhône Fr. 3'965'650 net	GP 41 Bases de dangers, systèmes d'aide à la décision Fr. 1'971'073 net
GP 12 Exploitation du patrimoine des routes nationales Fr. -331'835 net	GP 22 Entretien Fr. 40'403'992 net	GP 32 Gestion, entretien et intervention d'urgence Fr. -201'010 net	GP 42 Aménagements et renaturation des cours d'eau Fr. 6'817'465 net
GP 13 Maintien du patrimoine autoroutier des routes nat. Fr. -1'058'849 net			GP 43 Entretien des cours d'eau latéraux Fr. 3'424'872 net
			GP 44 Ressources naturelles (eau + sol + sous-sol) Fr. -55'599 net

Total service**Fr. 92'909'900 net**

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	117'606'087.85	117'296'800	118'132'900	836'100
30 Charges de personnel	49'203'470.59	50'891'900	50'864'600	-27'300
31 Biens, services et marchandises	52'113'011.31	52'905'100	52'162'100	-743'000
32 Intérêts passifs	200.00	0	0	0
33 Amortissements	4'659.39	5'000	5'000	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	79'779.45	125'000	100'000	-25'000
36 Subventions accordées	4'180'593.65	4'300'000	4'300'000	0
38 Attributions aux financements spéciaux	2'325'464.40	2'550'000	2'350'000	-200'000
39 Imputations internes	9'698'909.06	6'519'800	8'351'200	1'831'400
4 Revenus de fonctionnement	82'086'392.11	76'655'300	83'040'700	6'385'400
40 Impôts	402.00	0	0	0
41 Patentes et concessions	1'622'174.20	1'100'000	1'300'000	200'000
42 Revenus des biens	1'318'026.86	1'090'000	1'210'000	120'000
43 Contributions	8'085'303.57	8'968'800	18'922'500	9'953'700
44 Parts à des recettes et à des contributions sans affectation	25'895'131.00	23'728'600	26'446'700	2'718'100
46 Subventions acquises	35'217'797.66	35'132'900	26'932'500	-8'200'400
47 Subventions à redistribuer	0.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	453'452.75	370'000	400'000	30'000
49 Imputations internes	9'494'104.07	6'265'000	7'829'000	1'564'000
Charges nettes de fonctionnement	35'519'695.74	40'641'500	35'092'200	-5'549'300
5 Dépenses d'investissement	181'254'610.11	308'017'600	361'797'400	53'779'800
50 Investissements propres	171'077'655.81	295'307'600	342'576'800	47'269'200
56 Subventions accordées	4'041'100.90	4'290'000	19'220'600	14'930'600
57 Subventions redistribuées	6'135'853.40	8'420'000	0	-8'420'000
6 Recettes d'investissement	127'487'194.44	249'462'300	303'979'700	54'517'400
66 Subventions acquises	121'351'341.04	241'042'300	303'979'700	62'937'400
67 Subventions à redistribuer	6'135'853.40	8'420'000	0	-8'420'000
Dépenses nettes d'investissement	53'767'415.67	58'555'300	57'817'700	-737'600
Insuffisance de financement	89'287'111.41	99'196'800	92'909'900	-6'286'900

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	418.00	430.20	427.70
Auxiliaires de longue durée	12.75	12.90	11.90

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE 1**Construire, exploiter, maintenir et adapter le patrimoine des routes nationales****Sous-objectifs politiques**

- 1 Construire la A9 de Sierre-Est à Viège-Est au taux de subvention fédéral de 96% pour une mise en service complète en 2018-2019, dans le respect des objectifs du développement durable
- 2 Exploiter les routes nationales selon les termes du contrat de prestations conclu avec la filiale OFROU
- 3 Réaliser les mesures autoroutières d'entretien et d'adaptation confiées au Canton par la filiale OFROU

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Mise en service complète de la A9 Sierre-Est à Viège-Est pour 2018-2019, en réalisant prioritairement la déviation de Viège
- ad2* 2 Respect du contrat de prestations pour l'exploitation
- ad3* 3 Respect des contrats relatifs aux mesures confiées par la filiale OFROU au Canton

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Retard (-), par rapport à la planification OFROU 2007: en mois			3	
2 Taux de subventionnement fédéral	96%	96%	96%	0%
<i>ad2</i> 3 Couverture des coûts du contrat de prestations pour l'exploitation			100%	
<i>ad3</i> 4 Réalisation de la mesure de gros entretien ARZIMAR selon le programme défini par la filiale OFROU			100%	

OBJECTIF POLITIQUE 2

Compléter, améliorer, sécuriser et maintenir le réseau routier cantonal dans le respect des priorités définies par le Grand Conseil et des objectifs du développement durable

Sous-objectifs politiques

- 1 Réaliser les investissements planifiés afin d'adapter le réseau routier dans le respect de l'environnement et selon la décision du Grand Conseil de 1993 sur les priorités routières
- 2 Exploiter et maintenir le patrimoine routier dans le respect de l'environnement

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Préparation des bases techniques pour l'obtention des moyens nécessaires au financement des investissements
- ad2* 2 Intégration des routes cantonales concernées dans le réseau complémentaire en cours de définition par la Confédération
- 3 Obtention des moyens financiers nécessaires au financement de l'entretien des routes et aux déclassements

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre d'endroits dangereux assainis (nbre total d'endroits à assainir : situation 2006 = 81)	12	12	12	0
2 Pourcentage de la longueur totale des ouvrages d'art du réseau routier dont l'état est défectueux ou mauvais (situation 2006 = 4,5%). Objectif à 7-10 ans = 3%	→	→	→	
<i>ad2</i> 3 Nombre d'endroits assainis selon ordonnance sur le bruit OPB et la planification retenue dans la convention-programme (nbre total d'endroits à assainir : situation 2006 = 40)	0	5	4	-1
4 Nombre de crédits complémentaires sollicités	0	0	0	0
5 Niveau de qualité de l'état de la chaussée: (IG = Indice pondéré global, I1 = Indice visuel moyen; 0=mauvais, 5=bon, selon SN 640925a) Situation 2004 : IG = 1.82, I1 = 2.46. Objectif à 12 ans : I1 = 3.0			→	
6 Surface de revêtement assainie durant l'année (en m2)			370'000	

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

OBJECTIF POLITIQUE 3					
Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité des personnes et des biens dans le cadre du développement durable					
Sous-objectifs politiques					
1	Elaborer et réaliser le projet Gletsch-Léman en collaboration avec le Canton de Vaud sur la base des objectifs et principes adoptés par le Grand Conseil en septembre 2000, des objectifs des domaines concernés et des attentes communales et régionales				
2	Favoriser, par la communication, l'adhésion de la population, des partenaires et des responsables politiques aux objectifs et aménagements du projet R3 et les sensibiliser aux aspects de vision globale de la plaine et de développement durable				
3	Gérer la situation actuelle (R2) et future (R3) au moyen d'un plan d'intervention d'urgence en visant à diminuer les risques en cas de crue et de directives d'entretien du Rhône actuel et futur selon les aspects Sécurité-Environnement-Charriage-Coût global minimum et dans l'optique d'améliorer la sécurité et d'optimiser le potentiel nature, à savoir:				
3.1	collaborer avec la cellule scientifique de crise (CERISE) à l'élaboration du système d'alarme et à la relation avec les propriétaires des installations hydroélectriques				
3.2	favoriser la collaboration avec le SSCM (service sécurité civile et militaire) pour garantir la coordination des interventions des communes				
3.3	participer à l'élaboration d'un concept cantonal de gestion des matériaux				
3.4	élaborer et suivre l'application de la directive d'entretien à l'intention des communes prenant en compte ces aspects				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Obtention de la garantie du financement fédéral du projet				
	2 Elaboration du Plan d'aménagement R3 (PA-R3) et du concept de développement de la plaine (CDP)				
	3 Acquisition des terrains de plaine à l'amiable, pour utilisation directe ou échange				
	4 Diminution de manière significative des risques potentiels par des mesures prioritaires ciblées sur des secteurs à plus grands potentiels de dégât: Viège, Sierre, Sion et Fully				
ad2	5 Actions d'information auprès des publics cibles				
ad3	6 Amélioration de l'alarme et de l'intervention d'urgence				
	7 Exécution de l'entretien sur la base de la nouvelle directive				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Etat d'avancement du dossier de mise à l'enquête de la mesure prioritaire Sion	30%	80%	80%	0%
	2 Obtention de la Confédération de l'approbation de la planification financière à 12 ans, décidée par le Conseil d'Etat le 06.07.2005		31.12.07	31.12.08	
	3 Degré d'élaboration du dossier du Plan d'aménagement du Rhône	40%	90%	100%	10%
ad2	4 Nombre de parutions rhône.vs	2	2	2	0
ad3	5 Mise à jour du système d'alarme et d'intervention d'urgence et information aux communes	100%	50%	60%	10%

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU**OBJECTIF POLITIQUE 4**

Contribuer à la protection des personnes et des biens contre les dangers géologiques et hydrologiques en collaboration avec les communes et les tiers

Sous-objectifs politiques

- 1 Contribuer à la protection contre les dangers géologiques
 - 1.1 améliorer la connaissance des processus à l'origine des dangers géologiques (séisme, éboulement, glissement et coulée de boue, etc.) et de leurs conséquences
 - 1.2 établir les méthodes d'analyse, recommandations et directives cantonales pour la prise en compte des dangers géologiques
 - 1.3 établir les scénarii de risque géologique et déterminer les bases de dimensionnement des mesures de protection
 - 1.4 inciter et aider les communes à prendre en compte les risques géologiques dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la protection des personnes et des biens
- 2 Contribuer à la protection contre les dangers hydrologiques
 - 2.1 améliorer la connaissance des processus de crues et de leurs conséquences
 - 2.2 mettre en place un système de veille et d'alerte hydrométéorologique pour les grands bassins
 - 2.3 inciter et aider les communes à entreprendre les cartes de dangers des cours d'eau
 - 2.4 inciter et aider les communes à entreprendre les projets d'aménagement des cours d'eau selon les priorités définies, en les renaturant dans la mesure du possible et en tenant compte des objectifs du projet de correction du Rhône; assurer l'accompagnement des communes dans ces tâches
 - 2.5 inciter et aider les communes à entreprendre les travaux d'entretien des cours d'eau, en tenant compte des priorités définies et des aspects environnementaux; assurer l'accompagnement des communes dans ces tâches
- 3 Mettre en place un système de télésurveillance et d'alerte des dangers hydrologiques et géologiques locaux et mettre en place un réseau cantonal ad hoc; adapter ce système en fonction des nouveaux développements
- 4 Etablir les préavis cantonaux en matière de dangers hydrologiques et géologiques

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Soutien aux communes à l'établissement des bases de dangers
2 Etablissement des documents découlants de la nouvelle loi sur l'aménagement des cours d'eau
- ad2* 3 Obtention des moyens financiers nécessaires pour les investissements et l'entretien
4 Incitation et soutien aux communes aux projets d'aménagement cours d'eau selon les situations de risques et les priorités
5 Incitation et soutien aux communes à l'entretien des cours d'eau selon les priorités
- ad3* 6 Amélioration de la prédictivité des événements
- ad4* 7 Réponse aux demandes de préavis, d'avis ou d'intervention émises par des tiers, le service des routes et des cours d'eau, les autres services cantonaux, les communes et le secrétariat cantonal des constructions (SCC)

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre de cartes de danger géologique validées [situation à fin 2006: validées = 110]	60	70	40	-30
	2 Etat d'avancement de recommandations ou directives	10%	30%	40%	10%
ad2	3 Pour-cent de communes ayant une étude de cartes de dangers crues en cours ou terminée [2006 = 71%]	71%	75%	80%	5%
	4 Nombre de projets d'aménagement cours d'eau en étude ou en procédure d'approbation	61	60	50	-10
	5 Respect du programme d'entretien cours d'eau selon priorités définies	90%	90%	90%	0%
	6 Nombre de projets d'aménagement cours d'eau en travaux	9	6	8	2
ad4	7 Pour-cent de préavis géologiques traités dans les délais pour le service des routes et des cours d'eau (SRCE), les autres services cantonaux, les communes et le secrétariat cantonal des constructions (SCC) et validation de plans d'aménagement de zones communaux (nombre de demandes de préavis géologiques attendues en 2008 = 700)	75%	80%	80%	0%
	8 Pour-cent d'avis géologiques traités dans les délais (nombre de demandes d'avis géologiques attendus en 2008 = 70)	60%	80%	80%	0%
	9 Pour-cent de cahiers des charges "dangers géologiques" établis dans les délais pour le service des routes et des cours d'eau, les communes ou d'autres collectivités tiers		60%	60%	0%
	10 Pour-cent de préavis hydrologiques traités dans les délais (nombre de demandes attendues en 2008 = 350)	85%	60%	70%	10%

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Construire et maintenir le patrimoine des routes nationales	269'955'268	261'998'000	7'957'268
GP11 Constr. A9 Sierre-Est à Viège-Est pour 2018-2019	179'748'752	170'400'800	9'347'952
P1101 Construction de la A9	179'748'752	170'400'800	9'347'952
GP12 Exploitation du patrimoine des routes nationales	14'523'165	14'855'000	-331'835
P1201 Programme d'expl. du patrimoine des routes nat.	14'523'165	14'855'000	-331'835
GP13 Maintien du patrimoine autoroutier des routes nat.	75'683'351	76'742'200	-1'058'849
P1301 Maintien du patrimoine autoroutier des routes nat.	75'683'351	76'742'200	-1'058'849
OP2 Maintenir et améliorer le réseau routier cantonal	158'995'481	89'965'300	69'030'181
GP21 Constructions, corrections, adapt. et réfections	83'513'727	54'887'538	28'626'189
P2101 Constr. et correction, protection nature et bruit	76'149'314	50'503'546	25'645'768
P2102 Adaptations et réfections des ouvrages d'art	7'236'828	4'350'769	2'886'059
P2103 Aménagement de pistes et de voies cyclables	127'585	33'223	94'362
GP22 Entretien	75'481'754	35'077'762	40'403'992
P2201 Entretien courant	36'308'510	11'207'263	25'101'247
P2202 Service hivernal	26'246'221	7'400'466	18'845'755
P2203 Entretien spécialisé des chaussées	12'399'589	16'470'033	-4'070'444
P2204 Classement et déclassement	527'434		527'434
OP3 Réaménager le Rhône afin de garantir la sécurité	22'887'240	19'122'600	3'764'640
GP31 Réaménagement durable du Rhône	21'330'150	17'364'500	3'965'650
P3101 Mesures urgentes et prioritaires	19'706'152	16'035'050	3'671'102
P3102 Plan sectoriel Rhône	65'827	48'000	17'827
P3103 Troisième correction du Rhône	1'558'171	1'281'450	276'721
GP32 Gestion, entretien et intervention d'urgence	1'557'090	1'758'100	-201'010
P3201 Entretien courant	1'013'368	6'800	1'006'568
P3202 Intervention d'urgence	494'707	416'500	78'207
P3203 Gestion des matériaux et police des eaux	49'015	1'334'800	-1'285'785
OP4 Protéger contre les dangers géo- et hydrologiques	28'092'311	15'934'500	12'157'811
GP41 Bases de dangers, systèmes d'aide à la décision	3'109'698	1'138'625	1'971'073
P4101 Bases de dangers géologiques et hydrologiques	1'847'468	965'875	881'593
P4102 Système de prévision, de surveillance et d'alarme	521'498	19'000	502'498
P4103 Intervention, avis et préavis géo- et hydrologiques	740'732	153'750	586'982
GP42 Aménagements et renaturation des cours d'eau	18'658'965	11'841'500	6'817'465
P4201 Aménagements de protection contre les crues	17'637'295	11'509'000	6'128'295
P4202 Renaturation des cours d'eau	1'021'670	332'500	689'170
GP43 Entretien des cours d'eau latéraux	6'289'872	2'865'000	3'424'872
P4301 Entretien des cours d'eau latéraux	6'289'872	2'865'000	3'424'872
GP44 Ressources naturelles (eau + sol + sous-sol)	33'776	89'375	-55'599
P4401 Gestion des ressources naturelles	33'776	89'375	-55'599
Total	479'930'300	387'020'400	92'909'900

SERVICE DES ROUTES ET DES COURS D'EAU
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Remarques		
Rubr.	Montant:	Commentaire:
362	1'000'000	Subv. aux communes entretien du Rhône (OP3)
362	3'300'000	Subv. aux communes entretien cours d'eau latéraux (OP4)
410	1'300'000	Concessions et autor. d'extraction graviers du Rhône (OP3)
434	10'213'300	Recettes entr. rtes nat./UTIII (OP1)
438	3'139'100	Prestations du SRCE pour constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
440	26'446'700	Rtes cant., 70% part RPLP revenant au Valais affectés au SRCE (OP2)
460	9'546'000	Subv. féd. construction rtes nat. (OP1)
460	800'000	Subv. féd. 3ème corr. du Rhône (OP3)
462	15'666'500	Part. commun. entretien rtes cant. (OP2)
462	125'000	Part. commun. établissement bases de dangers (OP4)
480	400'000	Prélèvement sur fonds de fin., d'entretien et corr. cours d'eau (OP4)
501	168'917'000	Constr. rtes nat. (OP1)
501	74'833'000	Gros entretien rtes nat./UTIII (OP1)
501	74'371'800	Constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
501	20'000'000	Corr. du Rhône (OP3)
503	1'425'000	Constr. rtes nat.: acquisition de terrains + études et surveillance (OP1)
562	19'220'600	Subv. aux communes pour corr. cours d'eau et bases de dangers (OP4)
660	161'341'000	Subv. féd. constr. rtes nat. (OP1)
660	74'833'000	Subv. féd. gros entretien rtes nat./UTIII (OP1)
660	24'927'800	Subv. féd. constr., corr. et réfection rtes cant. (OP2)
660	15'960'000	Subv. féd. projet 3ème corr. du Rhône (OP3)
662	13'998'800	Part. commun. pour rtes cant. (OP2)
662	249'300	Part. commun. projet 3ème corr. du Rhône (OP3)
669	748'300	Part. de tiers projet 3ème corr. du Rhône (OP3)

SERVICE DES BÂTIMENTS, MONUMENTS ET D'ARCHÉOLOGIE

OP 1 Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat Fr. 23'459'431 net		OP 2 Assurer la connaissance et la conservation du patrimoine bâti et archéologique Fr. 5'407'969 net
GP 11 Etudes et expertises Fr. 306'399 net	GP 12 Constructions Fr. 13'911'021 net	GP 21 Gestion du patrimoine Fr. 5'407'969 net
GP 13 Entretien - aménagement Fr. 9'651'475 net	GP 14 Gestion immobilière Fr. -409'464 net	Total service Fr. 28'867'400 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	25'381'581.77	24'567'700	25'533'400	965'700
30 Charges de personnel	4'785'982.60	5'226'200	5'308'000	81'800
31 Biens, services et marchandises	17'175'544.74	18'914'500	19'823'400	908'900
33 Amortissements	126.40	0	0	0
36 Subventions accordées	221'573.65	176'500	177'000	500
37 Subventions redistribuées	195'531.00	80'300	80'300	0
38 Attributions aux financements spéciaux	2'896'000.00	0	0	0
39 Imputations internes	106'823.38	170'200	144'700	-25'500
4 Revenus de fonctionnement	11'570'305.56	11'348'800	11'392'500	43'700
41 Patentes et concessions	500.00	0	0	0
42 Revenus des biens	1'241'255.53	1'167'800	1'207'500	39'700
43 Contributions	239'023.81	249'700	225'900	-23'800
46 Subventions acquises	468'818.15	221'000	135'000	-86'000
47 Subventions à redistribuer	195'531.00	80'300	80'300	0
49 Imputations internes	9'425'177.07	9'630'000	9'743'800	113'800
Charges nettes de fonctionnement	13'811'276.21	13'218'900	14'140'900	922'000
5 Dépenses d'investissement	14'279'120.50	20'123'000	18'363'500	-1'759'500
50 Investissements propres	11'584'808.20	17'393'000	15'633'500	-1'759'500
56 Subventions accordées	2'609'245.30	2'610'000	2'610'000	0
57 Subventions redistribuées	85'067.00	120'000	120'000	0
6 Recettes d'investissement	3'690'894.10	3'900'000	3'637'000	-263'000
66 Subventions acquises	3'605'827.10	3'780'000	3'517'000	-263'000
67 Subventions à redistribuer	85'067.00	120'000	120'000	0
Dépenses nettes d'investissement	10'588'226.40	16'223'000	14'726'500	-1'496'500
Insuffisance de financement	24'399'502.61	29'441'900	28'867'400	-574'500

SERVICE DES BÂTIMENTS, MONUMENTS ET D'ARCHÉOLOGIE

Remarques
Programme global de constructions 2008 - SBMA : Fr. 15'600'000.-
Bâtiments de service : Fr. 4'250'000.-
- études : Fr. 200'000.-
- travaux : Fr. 4'050'000.-
Bâtiments d'enseignement : Fr. 8'250'000.-
- études : Fr. 350'000.-
- travaux : Fr. 7'900'000.-
Bâtiments des établissements : Fr. 3'100'000.-
- études : Fr. 250'000.-
- travaux : Fr. 2'850'000.-

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	24.98	26.08	27.08
Auxiliaires de longue durée	0.60	0.50	0.65

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

OBJECTIF POLITIQUE 1	
Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat du Valais aux divers besoins, et selon les priorités d'utilisation	
Sous-objectifs politiques	
1	Effectuer, en tant qu'expert et service de conseil, les études préalables aux constructions cantonales, conseiller les maîtres d'oeuvre de réalisations publiques subventionnées
2	Conduire, superviser et contrôler la réalisation des constructions, conformément à la planification
3	Entretenir le parc des bâtiments appartenant à l'Etat et tendre à en maintenir la valeur d'usage et la valeur économique
4	Gérer la location des immeubles de l'Etat à des tiers, la location de locaux pour les besoins des services et organiser leur nettoyage et conciergerie
Mesures prioritaires	
ad1	1 Etudes et concours pour la salle de gymnastique du Centre professionnel, Sion
	2 Etudes et concours pour la transformation de l'arsenal cantonal (Médiathèque Valais), Sion
ad2	3 Médiathèque Valais : mise en service de l'abri PBC avenue de Pratifori, Sion
	4 Service cantonal de l'informatique, Sion : réalisation du groupe de secours (génératrice à mazout)
	5 Poursuite du chantier de l'Ecole professionnelle, Viège (extension de l'école)
	6 Début des travaux de renforcement parasismique du Collège des Creusets, Sion
	7 Poursuite des travaux d'assainissement du Lycée-Collège de la Planta, Sion
	8 Prisons préventives du canton : mise à jour des installations de sécurité
	9 Colonie pénitentiaire de Crételongue, Granges : nouveaux bâtiments cellulaires
ad3	10 Limitation de la baisse de l'indice Schröder actuel par la mise à disposition de moyens financiers adéquats

SERVICE DES BÂTIMENTS, MONUMENTS ET D'ARCHÉOLOGIE

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Respect du crédit budgétaire et des délais pour les études liées aux constructions cantonales		100%	100%	0%
<i>ad2</i> 2 Nombre de crédits complémentaires sollicités	2	0	0	0
<i>ad3</i> 3 Valeur effective des bâtiments en pourcentage de la valeur à neuf au 31.12.2004 y.c. bâtiments acquis ou construits durant la période quadriennale (valeur de référence 2004 = 79.1%) (cf. remarque)	77	76.5	75.5	-1
4 Valeur du parc immobilier en millions (valeur au 31.12.2004 après introduction des nouveaux bâtiments = 847 mios) (cf. remarque)	845	825	832	7

OBJECTIF POLITIQUE 2**Connaître, faire connaître, préserver et documenter le patrimoine bâti et archéologique****Sous-objectifs politiques**

- 1 Connaître le patrimoine bâti et archéologique, par des inventaires et études, et le faire connaître par des publications, exposés, sensibilisations et visites
- 2 Veiller, dans le respect du principe de subsidiarité, à la préservation, à la conservation et à la documentation des objets du patrimoine en favorisant prioritairement les objets les plus menacés et ceux qui présentent le plus d'intérêt

Mesures prioritaires

- ad2* 1 Poursuite des travaux de restauration de Valère, en vue de l'achèvement de la 4e étape en 2012
- 2 Prospection archéologique sur le site de Don Bosco à Sion, selon programme jusqu'en 2010

Indicateurs	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i> 1 Nombre d'objets étudiés ayant fait l'objet d'un rapport dans l'année	73	80	80	0
<i>ad2</i> 2 Nouvelle surface archéologique détectée (en ha)	66.5	20	20	0
3 Nombre de chantiers "Monuments" achevés (par année)	24	10	10	0
4 Nombre de chantiers "sites" subventionnés (par année)	54	45	45	0
5 Nombre de dossiers "sites" préavisés (par année)	551	520	520	0
6 Part de dossiers "sites" préavisés dans les délais (état 2006 = 24%)			50%	
7 Part d'objets PBC (constructions, ensembles bâtis...) possédant une documentation de sécurité	9.8%	10%	10.5%	0.5%

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Assurer l'adaptation et l'entretien du parc immobilier de l'Etat	36'908'631	13'449'200	23'459'431
GP11 Etudes et expertises	306'399		306'399
P1101 Bâtiments de l'Etat	101'552		101'552
P1102 Bâtiments subventionnés et expertises	204'847		204'847
GP12 Constructions	16'183'021	2'272'000	13'911'021
P1201 Bâtiments de services	4'582'654	475'000	4'107'654
503 Travaux de construction et d'aménagement	4'050'000		4'050'000
503 Etudes et surveillances	200'000		200'000
660 Subventions acquises de la Confédération		475'000	-475'000
Autres dépenses / recettes	332'654		332'654
P1202 Bâtiments d'enseignement	8'395'319	1'575'000	6'820'319
503 Travaux de construction et d'aménagement	7'900'000		7'900'000
503 Etudes et surveillances	350'000		350'000
660 Subventions acquises de la Confédération		1'225'000	-1'225'000
662 Subventions acquises des communes		350'000	-350'000
Autres dépenses / recettes	145'319		145'319
P1203 Bâtiments des établissements	3'205'048	222'000	2'983'048
503 Travaux de construction et d'aménagement	2'850'000		2'850'000
503 Etudes et surveillances	250'000		250'000
660 Subventions acquises de la Confédération		222'000	-222'000
Autres dépenses / recettes	105'048		105'048
GP13 Entretien - aménagement	9'901'475	250'000	9'651'475
P1301 Entretien et aménagement des immeubles	7'361'613	250'000	7'111'613
314 Entretien et aménagement des immeubles	6'500'000		6'500'000
315 Programmes informatiques	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	761'613	250'000	511'613
P1302 Entretien et aménagement des établissements	2'539'862		2'539'862
314 Entretien et aménagement des établissements	2'300'000		2'300'000
Autres dépenses / recettes	239'862		239'862
GP14 Gestion immobilière	10'517'736	10'927'200	-409'464
P1401 Transactions et locations des immeubles	8'955'148	8'674'800	280'348
318 Taxes d'assainissement urbain + prestations de tiers	658'600		658'600
364 Subvention Fondation développement durable (Chalet Niklaus-Stalder, Sion)	8'000		8'000
365 Fondation Villa Rünzi, Bluche	16'000		16'000
365 Subvention Association Valaisans du Monde (Chalet Niklaus Stalder, Sion)	4'000		4'000
427 Revenus des immeubles du patrimoine administratif		1'207'500	-1'207'500
490 Imputations des charges d'immeubles aux services		7'467'300	-7'467'300
Autres dépenses / recettes	8'268'548		8'268'548
P1402 Nettoyage et entretien courant	1'562'588	2'252'400	-689'812
313 Autres marchandises (matériel + produits de nettoyage)	117'000		117'000
314 Mandats de nettoyage	894'000		894'000
490 Imputations des charges d'immeubles aux services		2'026'500	-2'026'500
Autres dépenses / recettes	551'588	225'900	325'688

Informations complémentaires portées à la connaissance du Grand Conseil

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP2 Assurer la connaissance et la conservation du patrimoine bâti et archéologique	6'988'269	1'580'300	5'407'969
GP21 Gestion du patrimoine	6'988'269	1'580'300	5'407'969
P2101 Connaissance du patrimoine	537'541		537'541
318 Inventaires, publications, reproductions, prestations de tiers	225'000		225'000
364 Subventions au Centre NIKE (Centre national d'information)	4'000		4'000
365 Subventions Maisons rurales	45'000		45'000
366 Subventions Monuments d'Arts et d'Histoire	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	163'541		163'541
P2102 Archéologie	2'146'287	115'000	2'031'287
308 Auxiliaires archéologie Martigny (photographe/dessinatrice/céramiste)	90'000		90'000
318 Campagne archéologique Don Bosco, Sion	500'000		500'000
318 Campagne archéologique Martolet, St-Maurice	300'000		300'000
460 Subventions fédérales diverses		115'000	-115'000
Autres dépenses / recettes	1'256'287		1'256'287
P2103 Monuments	2'932'611	1'325'300	1'607'311
318 Etudes et analyses complémentaires sur monuments	90'000		90'000
562 Subventions accordées à des communes	200'000		200'000
565 Subventions en faveur de la restauration du Château de Valère, Sion	1'200'000		1'200'000
565 Subventions accordées à des institutions privées	400'000		400'000
566 Subventions accordées aux privés	300'000		300'000
660 Subventions acquises de la Confédération - restauration du Château de Valère, Sion		245'000	-245'000
662 Subventions acquises des communes - restauration du Château de Valère, Sion		140'000	-140'000
669 Subventions acquises de tiers - restauration du Château de Valère, Sion (Chapitre)		60'000	-60'000
669 Subventions acquises de la Loterie romande		800'000	-800'000
Autres dépenses / recettes	742'611	80'300	662'311
P2104 Sites	1'077'889	120'000	957'889
318 Prestations des rapporteurs de la Commission des sites	60'000		60'000
562 Subventions accordées à des communes	50'000		50'000
564 Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	40'000		40'000
565 Subventions accordées à des institutions privées	100'000		100'000
566 Subventions accordées aux privés	300'000		300'000
Autres dépenses / recettes	527'889	120'000	407'889
P2105 Biens culturels	293'941	20'000	273'941
Total	43'896'900	15'029'500	28'867'400

Remarques

OP1, indicateur de performance 3 : Valeur effective des bâtiments :
Pour contrôler l'évolution de l'indice Schroeder en relation avec le budget d'entretien des immeubles, les nouveaux bâtiments sont introduits à la fin de chaque période quadriennale.

OP1, indicateur de performance 4 : Valeur du parc immobilier en millions :
L'explication ci-dessus pour l'indicateur de performance 3 vaut de la même manière pour l'indicateur de performance 4.

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

<p>OP 1 Protéger, conserver et gérer la forêt Fr. 15'262'828 net</p>	<p>OP 2 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels Fr. 2'755'115 net</p>	<p>OP 3 Réduire les risques dus aux dangers naturels Fr. 11'551'657 net</p>
<p>GP 11 Conservation des forêts Fr. 941'695 net</p>	<p>GP 21 Protection de la nature et du paysage Fr. 471'735 net</p>	<p>GP 31 Prévention dangers naturels Fr. 1'386'277 net</p>
<p>GP 12 Forêt de protection Fr. 12'977'639 net</p>	<p>GP 22 Gestion et aménagement des espaces naturels Fr. 1'973'681 net</p>	<p>GP 32 Ouvrages de protection Fr. 9'647'466 net</p>
<p>GP 13 Economie forestière Fr. 989'537 net</p>	<p>GP 23 Bases, formation et information nature et paysage Fr. 309'699 net</p>	<p>GP 33 Chemins pédestres Fr. 517'914 net</p>
<p>GP 14 Biodiversité en forêt Fr. 353'957 net</p>		

Total service**Fr. 29'569'600 net**

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	9'318'268.04	9'587'500	10'868'500	1'281'000
30 Charges de personnel	3'371'806.60	3'719'900	3'756'500	36'600
31 Biens, services et marchandises	1'590'407.67	1'150'400	1'480'000	329'600
33 Amortissements	8'015.00	200	200	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	83'391.00	90'000	150'000	60'000
36 Subventions accordées	2'295'083.60	2'426'000	3'476'100	1'050'100
37 Subventions redistribuées	1'725'169.85	2'075'000	1'877'500	-197'500
38 Attributions aux financements spéciaux	2'412.75	0	0	0
39 Imputations internes	241'981.57	126'000	128'200	2'200
4 Revenus de fonctionnement	3'544'891.95	3'743'000	3'488'900	-254'100
42 Revenus des biens	2'891.85	3'000	3'200	200
43 Contributions	944'983.10	822'000	689'700	-132'300
46 Subventions acquises	699'888.79	587'000	632'700	45'700
47 Subventions à redistribuer	1'725'169.85	2'075'000	1'877'500	-197'500
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	55'931.66	149'600	166'100	16'500
49 Imputations internes	116'026.70	106'400	119'700	13'300
Charges nettes de fonctionnement	5'773'376.09	5'844'500	7'379'600	1'535'100
5 Dépenses d'investissement	29'328'979.55	26'330'000	42'390'000	16'060'000
50 Investissements propres	0.00	30'000	30'000	0
52 Prêts et participations permanentes	489'377.90	1'000'000	1'500'000	500'000
56 Subventions accordées	5'796'270.80	5'400'000	21'860'000	16'460'000
57 Subventions redistribuées	23'043'330.85	19'900'000	19'000'000	-900'000
6 Recettes d'investissement	23'994'685.85	20'900'000	20'200'000	-700'000
62 Remboursements de prêts et de participations permanentes	951'355.00	1'000'000	1'200'000	200'000
66 Subventions acquises	0.00	0	0	0
67 Subventions à redistribuer	23'043'330.85	19'900'000	19'000'000	-900'000
Dépenses nettes d'investissement	5'334'293.70	5'430'000	22'190'000	16'760'000
Insuffisance de financement	11'107'669.79	11'274'500	29'569'600	18'295'100

Remarques**Ecart par rapport au budget 2007**

31: +29% > Le SFP a pris pour référence le compte 2006 (octroi d'un crédit supplémentaire justifié sur la base des besoins réels).

35: +67% > La participation du service aux frais de l'école de Lyss est augmentée.

36: +43% > Nouveaux produits relatifs à la planification régionale, la protection contre les incendies, les réserves forestières et les contributions à caractère écologique et augmentation liée à la RPT (effet dû à la réduction des taux CH).

37: -9.5% > Subvention fédérale redistribuée = Le service fait office de boîte aux lettres.

43: -16% > Facturation des prestations de service supprimée pour les projets sylvicoles en raison du nouveau système de subventionnement.

47: -9.5% > Subvention fédérale à redistribuer = voir rubr. 37.

52: +50% > Augmentation des demandes de prêts (crédits d'investissement fédéraux)

56: +304% > Au chapitre des investissements, il est effectif que ce budget inclut non seulement l'augmentation liée à l'effet RPT, mais également une augmentation associée à une hausse du volume de travail dans les domaines des dangers naturels et des forêts de protection; cette dernière est induite par la part fédérale affectée à ces deux produits RPT, part calculée sur des bases objectives et qui traduit les besoins réels du canton. Cette hausse permet de récupérer partiellement la situation catastrophique créée depuis 2003 par les restrictions budgétaires fédérales qui avaient lourdement pénalisé le budget du service, à la baisse depuis cette date. Le montant retenu au budget cantonal ne permet néanmoins pas d'utiliser l'entier de la part fédérale affectée.

57: -4.5% > Subvention fédérale redistribuée = Le service fait office de boîte aux lettres.

62: +20% > Remboursements en augmentation liés au nombre de prêts.

67: -4.5% > Subvention fédérale à redistribuer = voir rubr. 57

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	19.40	23.00	23.30
Auxiliaires de longue durée	2.50	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE

OBJECTIF POLITIQUE 1					
Protéger, conserver et gérer la forêt					
Sous-objectifs politiques					
1	Prévenir les dégâts aux forêts, notamment dans les domaines phytosanitaire et celui des incendies				
2	Organiser la gestion des forêts de protection afin d'assurer durablement cette leur fonction				
3	Limiter la progression anarchique de la forêt				
4	Préserver la diversité naturelle et paysagère de la forêt				
5	Encourager l'amélioration des structures de gestion des forêts, la formation professionnelle et l'utilisation du bois				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Mise en oeuvre dans les régions prioritaires des résultats du concept cantonal de prévention contre les incendies de forêt				
ad2	2 Mise en oeuvre de la convention-programme "forêts de protection" au niveau des triages				
ad3	3 Définir des mesures de compensation sur un plan régional et dans le sens d'une valorisation paysagère				
ad4	4 Réalisation de réserves forestières naturelles et spéciales				
ad5	5 Développement des collaborations régionales entre triages forestiers et nouvelles fusions				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Surface forestière à risque traitée dans les concepts			20%	
ad2	2 Surface de forêts de protection traitées par an			1'100	
ad3	3 Nombre de projets de compensation régionaux			4	
ad4	4 Surface des réserves forestières sous contrat (ha)			300	
ad5	5 Nombre d'unités de gestion optimale (nouveaux périmètres de gestion et/ou de collaboration)			2	

OBJECTIF POLITIQUE 2					
Protéger et mettre en valeur les espaces naturels					
Sous-objectifs politiques					
1	Maintenir la diversité biologique et paysagère				
2	Accompagner la planification des parcs naturels régionaux				
3	Elaborer et mettre à disposition une base de données des objets de valeur				
Mesures prioritaires					
ad1	1 Mise sous protection et gestion des objets d'importance				
ad2	2 Elaboration d'un concept cantonal des parcs naturels				
ad3	3 Développement d'une base de données des objets de valeur				
Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre d'arrêtés de mise sous protection par an (déjà réalisé = 52;solde = 39 ; procédures ouvertes = 10)			10	
ad2	2 Approbation du concept des parcs naturels			31.12.08	
ad3	3 Mise à disposition de la base de données			20%	

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE**OBJECTIF POLITIQUE 3**

Réduire les risques dus aux dangers naturels (avalanches, glissements de terrains, érosion, chutes de pierres, glaciers, laves torrentielles, torrents forestiers)

Sous-objectifs politiques

- 1 Identifier et améliorer la connaissance des dangers naturels et de leurs conséquences (avalanches, glissements de terrains, érosion, chutes de pierres, glaciers, laves torrentielles, torrents forestiers)
- 2 Développer des mesures de prévention permettant de réduire les risques pour la population et les biens
- 3 Diminuer les risques naturels par des mesures appropriées
- 4 Maintenir et développer un réseau de chemins pédestres sécurisé

Mesures prioritaires

- ad1* 1 Elaboration et révision des cartes de danger
2 Collaboration avec les instituts de recherche
- ad2* 3 Développement des activités des services régionaux de sécurité dans les domaines des instabilités de terrain et des crues torrentielles
- ad3* 4 Réalisation des mesures de protection prioritaires
- ad4* 5 Conseil et appui aux communes dans le cadre des travaux de construction et de réfection sur le réseau pédestre

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Pourcentage des zones à risque cartographiées (2006: 80%)	80%	90%	93%	3%
	2 Nombre total de partenariats avec des instituts de recherche			4	
<i>ad2</i>	3 Pourcentage de services régionaux ayant élargi leur activité à la surveillance des instabilités de terrains et des torrents			20%	
<i>ad3</i>	4 Pourcentage des zones à risque protégées (2006: 50%)	50%	60%	70%	10%
<i>ad4</i>	5 Part des projets traités dans un délai 30 jours			70%	

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
OP1 Protéger, conserver et gérer la forêt	28'138'365	12'875'537	15'262'828
GP11 Conservation des forêts	1'545'649	603'954	941'695
P1101 Procédures forestières	628'958	319'973	308'985
362 Subventions acc. à des communes par le fonds de rebois.	60'000		60'000
368 Subventions acc. à des bourgeoisies par le fonds de rebois.	140'000		140'000
439 Fonds de reboisement		150'000	-150'000
480 Fonds de reboisement : prélèvement		138'800	-138'800
Autres dépenses / recettes	428'958	31'173	397'785
P1102 Planification et recherche forestières	655'990	274'211	381'779
318 Planification forestière régionale	130'000		130'000
318 Concept incendie	95'000		95'000
460 Subventions acquises de la Conf.: concept incendie		40'000	-40'000
460 Subventions acquises de la Conf.: planification forestière régionale		52'000	-52'000
Autres dépenses / recettes	430'990	182'211	248'779
P1103 Préavis forêt	260'701	9'770	250'931
GP12 Forêt de protection	24'633'368	11'655'729	12'977'639
P1201 Gestion des forêts de protection	16'530'806	7'304'387	9'226'419
562 Subventions acc. à des communes: mesures sylv. B/C	5'500'000		5'500'000
564 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: mesures sylv. B/C	100'000		100'000
565 Subventions acc. à des instit. privées: mesures sylv. B/C	100'000		100'000
568 Subventions acc. à des bourgeoisies: mesures sylv. B/C	2'900'000		2'900'000
Autres dépenses / recettes	7'930'806	7'304'387	626'419
P1202 Infrastructure forestière	6'847'940	3'845'921	3'002'019
522 Prêts aux communes	500'000		500'000
528 Prêts aux bourgeoisies	1'000'000		1'000'000
562 Subventions acc. à des communes: desserte	1'960'000		1'960'000
564 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: desserte	130'000		130'000
565 Subventions acc. à des instit. privées: desserte	130'000		130'000
568 Subventions acc. à des bourgeoisies: desserte	330'000		330'000
625 Remboursements de prêts acc. à des instit. privées		100'000	-100'000
628 Remboursements de prêts acc. à des bourgeoisies		1'100'000	-1'100'000
Autres dépenses / recettes	2'797'940	2'645'921	152'019
P1203 Dégâts aux forêts	1'254'622	505'421	749'201

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP13 Economie forestière	1'323'676	334'139	989'537
P1301 Gestion des forêts	626'606	282'498	344'108
562 Subventions acc. à des communes: mesures sylv. A	140'000		140'000
568 Subventions acc. à des bourgeoisies: mesures sylv. A	140'000		140'000
Autres dépenses / recettes	346'606	282'498	64'108
P1302 Gestion d'entreprise et filière du bois	59'563	1'497	58'066
P1303 Formation forestière	637'507	50'144	587'363
351 Ecole de gardes de Lyss	150'000		150'000
364 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: formation CAFOR	320'000		320'000
364 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: fonds de rebois.	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	67'507	50'144	17'363
GP14 Biodiversité en forêt	635'672	281'715	353'957
P1401 Biodiversité en forêt	635'672	281'715	353'957
368 Subventions acc. à des bourgeoisies: réserves forestières	168'000		168'000
Autres dépenses / recettes	467'672	281'715	185'957
OP2 Protéger et mettre en valeur les espaces naturels	3'934'546	1'179'431	2'755'115
GP21 Protection de la nature et du paysage	537'634	65'899	471'735
P2101 Protection du paysage et des biotopes	295'962	56'844	239'118
P2102 Préavis nature et paysage	241'672	9'055	232'617
GP22 Gestion et aménagement des espaces naturels	3'046'447	1'072'766	1'973'681
P2201 Paysage, biotopes et espèces	1'291'637	635'280	656'357
362 Subventions acc. à des communes: activités nature	240'000		240'000
Autres dépenses / recettes	1'051'637	635'280	416'357
P2202 Parcs naturels	791'568	143'993	647'575
P2203 Contrats d'exploitation	963'242	293'493	669'749
GP23 Bases, formation et information nature et paysage	350'465	40'766	309'699
P2301 Etudes, recherches et inventaires	298'988	8'911	290'077
364 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: Agenda 21	160'000		160'000
Autres dépenses / recettes	138'988	8'911	130'077
P2302 Formation et information	51'477	31'855	19'622
OP3 Réduire les risques dus aux dangers naturels	21'185'589	9'633'932	11'551'657
GP31 Prévention dangers naturels	1'701'309	315'032	1'386'277
P3101 Cartes de dangers	346'488	86'991	259'497
P3102 Service d'alarme et prévention	819'015	201'205	617'810
314 Maintenance des stations	230'000		230'000
318 Mandat CCDA	110'000		110'000
362 Subventions acc. à des communes: service hivernal	220'000		220'000
460 Subventions acquises de la Conf.: maintenance des stations		87'500	-87'500
Autres dépenses / recettes	259'015	113'705	145'310
P3103 Etudes et recherches	242'755	15'852	226'903
P3104 Préavis dangers naturels	293'051	10'984	282'067

SERVICE DES FORÊTS ET DU PAYSAGE
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP32 Ouvrages de protection	18'962'941	9'315'475	9'647'466
P3201 Construction et entretien d'ouvrages	18'962'941	9'315'475	9'647'466
434 Prestations de service		500'000	-500'000
562 Subventions acc. à des communes: prot. dangers naturels	8'700'000		8'700'000
564 Subventions acc. à des soc. d'éc. mixte: prot. dangers naturels	350'000		350'000
565 Subventions acc. à des instit. privées: prot. dangers naturels	350'000		350'000
568 Subventions acc. à des bourgeoisies: prot. dangers naturels	350'000		350'000
Autres dépenses / recettes	9'212'941	8'815'475	397'466
GP33 Chemins pédestres	521'339	3'425	517'914
P3301 Construction et entretien des sentiers	521'339	3'425	517'914
365 Subventions acc. à des instit. privées: VALRANDO	150'000		150'000
562 Subventions acc. à des communes: sentiers pédestres	280'000		280'000
Autres dépenses / recettes	91'339	3'425	87'914
Total	53'258'500	23'688'900	29'569'600

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

OP 1
Protéger l'homme et
l'environnement
Fr. 11'444'500 net

GP 11
Pollution atmosphérique, bruit et
rayonnement
Fr. 1'949'321 net

GP 12
Eaux souterraines, sols, mat.
pierreux et déchets
Fr. 2'257'786 net

GP 13
Eaux de surface et eaux usées
Fr. 6'479'751 net

GP 14
Evaluation et suivi des projets de
construction
Fr. 757'642 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	8'547'380.33	6'305'100	6'778'300	473'200
30 Charges de personnel	3'836'807.12	4'016'900	4'472'500	455'600
31 Biens, services et marchandises	1'660'962.04	1'813'500	1'813'500	0
33 Amortissements	821.95	0	0	0
36 Subventions accordées	105'616.10	152'800	152'800	0
37 Subventions redistribuées	0.00	0	0	0
38 Attributions aux financements spéciaux	2'645'000.00	20'000	0	-20'000
39 Imputations internes	298'173.12	301'900	339'500	37'600
4 Revenus de fonctionnement	1'404'907.30	1'044'300	1'178'800	134'500
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	297'674.30	457'300	580'800	123'500
46 Subventions acquises	1'058'189.00	495'000	495'000	0
47 Subventions à redistribuer	0.00	0	0	0
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0.00	50'000	30'000	-20'000
49 Imputations internes	49'044.00	42'000	73'000	31'000
Charges nettes de fonctionnement	7'142'473.03	5'260'800	5'599'500	338'700
5 Dépenses d'investissement	8'044'122.30	12'670'000	12'170'000	-500'000
50 Investissements propres	577'746.40	600'000	600'000	0
56 Subventions accordées	4'149'905.90	5'870'000	5'370'000	-500'000
57 Subventions redistribuées	3'316'470.00	6'200'000	6'200'000	0
6 Recettes d'investissement	3'474'337.15	6'370'000	6'325'000	-45'000
66 Subventions acquises	157'867.15	170'000	125'000	-45'000
67 Subventions à redistribuer	3'316'470.00	6'200'000	6'200'000	0
Dépenses nettes d'investissement	4'569'785.15	6'300'000	5'845'000	-455'000
Insuffisance de financement	11'712'258.18	11'560'800	11'444'500	-116'300

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	26.20	29.60	32.10
Auxiliaires de longue durée	1.50	0.00	0.00

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

OBJECTIF POLITIQUE	
Veiller à la protection de la population et des ressources naturelles contre les atteintes nuisibles ou incommodantes en s'appuyant sur les dispositions fédérales et cantonales en matière de protection de l'air, des eaux, du sol, de protection contre le bruit et le rayonnement non ionisant ainsi qu'en matière d'élimination des déchets	
Sous-objectifs politiques	
1	Surveiller et évaluer la qualité de l'air, des eaux et du sol
2	Contrôler la conformité des installations stationnaires et des chantiers en matière de pollution atmosphérique, de bruit, de rayonnement non ionisant, de gestion des déchets, de protection des eaux et du sol
3	Veiller, en collaboration avec les communes et autres services cantonaux concernés, à l'établissement des différents cadastres, registres, plans de gestion et d'assainissement
4	Evaluer les rapports d'impact sur l'environnement en coordination matérielle avec les autres services concernés et, à la demande de l'autorité compétente, vérifier la conformité des projets de construction aux aspects de la protection de l'homme et de l'environnement de la compétence du SPE
5	Coordonner la planification et assurer le subventionnement de l'assainissement des sites contaminés, des installations d'évacuation et de traitement des eaux usées, ainsi que des installations de traitement des déchets
6	Informier et conseiller la population, les communes, les exploitants et les maîtres d'œuvre, collaborer avec les organisations économiques pour assurer une protection adéquate de l'environnement
Mesures prioritaires	
<i>ad1</i>	1 Renouvellement et adaptation du réseau RESIVAL (surveillance de l'air en Valais) aux nouvelles problématiques environnementales
<i>ad2</i>	2 Maintien du contrôle des émissions dans l'air et les eaux 3 Etablissement d'une surveillance systématique des antennes de téléphonie mobile afin de répondre aux préoccupations de la population et soulager les communes dans leur tâche de contrôle
<i>ad3</i>	4 Mise à jour et concrétisation du plan cantonal de mesures contre la pollution de l'air pour la période 2008-2012 5 Application des mesures d'information et d'intervention décidées par la Conférence des Conseillers d'Etat romands en charge de l'environnement en cas de smog hivernal ou estival 6 Appui au service de l'énergie dans la mise en oeuvre des assainissements des cours d'eau en aval des captages hydroélectriques (art. 80 LEaux).
<i>ad4</i>	7 Etablissement rapide des préavis requis pour les projets de construction
<i>ad5</i>	8 Conseil, suivi et subventionnement des plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE) en vue d'une meilleure gestion de l'évacuation des eaux de pluie et du traitement des eaux usées 9 Planification et contrôle des investigations sur les sites pollués en procédant selon la liste des priorités du cadastre cantonal ; si nécessaire, contrôle de leur assainissement

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
<i>ad1</i>	1 Nombre d'analyseurs en continu permettant la surveillance dans l'air des polluants actuellement les plus problématiques pour la santé publique	33	35	38	3
	2 Nombre d'échantillons analysés (eaux usées, eaux souterraines et de surface, divers)	911	800	800	0
<i>ad2</i>	3 Nombre de visites de conseil ou de contrôles d'installations	1'169	800	800	0
<i>ad3</i>	4 Approbation par la Confédération du plan cantonal d'assainissement selon l'art. 80 LEaux.			31.12.08	
<i>ad4</i>	5 Pour les projets soumis à étude d'impact, pourcentage des dossiers traités dans les délais administratifs prévus (1 mois pour l'enquête préliminaire et 2 mois pour le rapport d'impact dès réception des préavis des services consultés)	97%	80%	80%	0%
	6 Pour les projets non soumis à étude d'impact, pourcentage des préavis transmis dans le mois suivant la réception du dossier complet au SPE	87%	80%	80%	0%
<i>ad5</i>	7 Projets des communes : pourcentage des dossiers de subventionnement et d'adjudication traités et transmis à l'autorité compétente dans les 2 mois pour les décisions du Département ou du Conseil d'Etat, respectivement dans les 4 mois pour les décisions du Grand Conseil	95%	80%	80%	0%
<i>ad6</i>	8 Nombre d'informations / communications réalisées par le service			5	

SERVICE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Pollution atmosphérique, bruit et rayonnement	2'958'821	1'009'500	1'949'321
P1101 Evaluation de la qualité de l'air ambiant	1'356'545	608'712	747'833
460 Remboursement frais de fonctionnement par l'OFROU		400'000	-400'000
660 Remboursement des investissements par l'OFROU		125'000	-125'000
Autres dépenses / recettes	1'356'545	83'712	1'272'833
P1102 Surveillance des rejets et mesures curatives	1'013'359	308'469	704'890
318 Mises en oeuvre des mesures du plan cantonal selon l'OPair	150'000		150'000
Autres dépenses / recettes	863'359	308'469	554'890
P1103 Bruit et rayonnement non-ionisant	588'917	92'319	496'598
GP12 Eaux souterraines, sols, mat. pierreux et déchets	3'120'939	863'153	2'257'786
P1201 Evaluation de la qualité des eaux sout. et du sol	296'017	7'198	288'819
P1202 Gestion des eaux sout., captages et mat. pierreux	715'499	19'439	696'060
P1203 Gestion des déchets et sites pollués, subventions	2'109'423	836'516	1'272'907
562 Subv. cant. sites pollués	500'000		500'000
562 Subv. cant. traitement des déchets	100'000		100'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - sites pollués	500'000		500'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - traitement des déchets	200'000		200'000
670 Subv. féd. à redistribuer - traitement des déchets		200'000	-200'000
670 Subv. féd. à redistribuer - sites pollués		500'000	-500'000
Autres dépenses / recettes	809'423	136'516	672'907
GP13 Eaux de surface et eaux usées	12'082'823	5'603'072	6'479'751
P1301 Evaluation de la qualité des eaux de surface	408'467	6'480	401'987
P1302 Protection et gestion des eaux de surface	652'040	14'397	637'643
314 Elimination des bois à l'embouchure du Rhône	165'000		165'000
Autres dépenses / recettes	487'040	14'397	472'643
P1303 Gestion des eaux usées et subventions	11'022'316	5'582'195	5'440'121
562 Subv. cant. évacuation et traitement des eaux	4'770'000		4'770'000
572 Subv. féd. à redistrib. à des communes - évacuation et traitement des eaux	5'500'000		5'500'000
670 Subv. féd. à redistrib. - évacuation et traitement des eaux		5'500'000	-5'500'000
Autres dépenses / recettes	752'316	82'195	670'121
GP14 Evaluation et suivi des projets de construction	785'717	28'075	757'642
P1401 Coordination et évaluation des projets EIE	241'871	7'920	233'951
P1402 Préavis de synthèse des projets non soumis à EIE	442'090	16'553	425'537
P1403 Suivi des chantiers et conseil	101'756	3'602	98'154
Total	18'948'300	7'503'800	11'444'500

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

OP 1
Maîtriser la sécurité des denrées,
des produits toxiques, les
épizooties et protéger les animaux
Fr. 3'388'200 net

GP 11
Denrées alimentaires et objets
usuels
Fr. 1'687'418 net

GP 12
Piscines, toxiques, substances
dangereuses
Fr. 223'469 net

GP 13
Santé animale et protection des
animaux
Fr. 1'477'313 net

RESSOURCES FINANCIERES	Compte 2006	Budget 2007	Budget 2008	Ecart 07/08
3 Charges de fonctionnement	4'640'236.11	4'731'800	5'820'200	1'088'400
30 Charges de personnel	3'375'929.35	3'509'700	4'208'500	698'800
31 Biens, services et marchandises	901'264.10	1'068'400	1'444'600	376'200
33 Amortissements	7'339.40	0	0	0
35 Dédommagements à des collectivités publiques	2'806.50	3'000	3'000	0
36 Subventions accordées	10'000.00	0	17'500	17'500
37 Subventions redistribuées	0.00	20'000	0	-20'000
38 Attributions aux financements spéciaux	189'355.00	0	0	0
39 Imputations internes	153'541.76	130'700	146'600	15'900
4 Revenus de fonctionnement	1'560'961.34	1'731'700	2'532'000	800'300
40 Impôts	96.00	0	0	0
41 Patentes et concessions	18'270.00	19'000	19'000	0
42 Revenus des biens	0.00	0	0	0
43 Contributions	873'911.17	894'600	879'500	-15'100
46 Subventions acquises	318'706.60	350'000	350'000	0
47 Subventions à redistribuer	0.00	20'000	0	-20'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	33'831.50	0	850'000	850'000
49 Imputations internes	316'146.07	448'100	433'500	-14'600
Charges nettes de fonctionnement	3'079'274.77	3'000'100	3'288'200	288'100
5 Dépenses d'investissement	101'929.50	100'000	100'000	0
50 Investissements propres	101'929.50	100'000	100'000	0
6 Recettes d'investissement	0.00	0	0	0
Dépenses nettes d'investissement	101'929.50	100'000	100'000	0
Insuffisance de financement	3'181'204.27	3'100'100	3'388'200	288'100

RESSOURCES HUMAINES	Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008
Fonctionnaires	20.00	20.70	20.70
Auxiliaires de longue durée	1.20	0.00	0.30

Réalisé : nombre de postes à l'organigramme occupés au 31 décembre / Planifié : nombre de postes à l'organigramme

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

OBJECTIF POLITIQUE	
Promouvoir la sécurité des denrées alimentaires, contrôler le commerce des substances dangereuses, lutter contre les épizooties, veiller au bien être des animaux et contrôler la population canine conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales	
Sous-objectifs politiques	
1	Veiller et promouvoir à la sécurité des denrées alimentaires, des objets usuels et protéger le consommateur contre la tromperie
1.1	Assurer, par des inspections, la production et la manutention des denrées alimentaires dans de bonnes conditions d'hygiène (entreprises alimentaires, commerces, contrôle des vendanges, distributeurs d'eau)
1.2	Disposer en permanence des compétences analytiques nécessaires à la protection du consommateur
1.3	Poursuivre le développement du pôle de compétence intercantonal dans le domaine de l'authenticité des denrées alimentaires
1.4	Contribuer au développement des AOC valaisannes et en contrôler la conformité
1.5	Lutter contre les épizooties et les maladies transmissibles à l'homme
1.6	Veiller au respect de l'intégrité de l'animal (conditions de détention, de transport et d'abattage, substances inhibitrices)
2	Contrôler le marché des toxiques et des substances dangereuses dans le but de protéger l'homme et son milieu de vie
2.1	Assurer par contrôles, délivrance d'autorisations et information, la protection de la population et de son environnement contre les toxiques et les substances dangereuses
2.2	Protéger la santé des baigneurs en garantissant l'hygiène générale des installations de bains publics et en prévenant la transmission d'agents pathogènes
2.3	Mettre à disposition des états-majors cantonaux de crise les compétences scientifiques requises en cas de catastrophe nucléaire, bactériologique et chimique (NBC), particulièrement dans le domaine des denrées alimentaires
3	Veiller à la sécurité des personnes relativement aux chiens dangereux ou potentiellement dangereux
Mesures prioritaires	
ad1	1 Maintien de la reconnaissance des capacités scientifiques du Laboratoire cantonal valaisan (accréditation, pôle de compétences, etc)
	2 Amélioration de l'efficacité des contrôles et des inspections, notamment dans le domaine des eaux potables
	3 Regroupement au Laboratoire cantonal des tâches de contrôle en relation avec la protection des consommateurs
	4 Elaboration d'une nouvelle loi cantonale sur les épizooties
	5 Campagne d'éradication de la diarrhée virale bovine/ maladie des muqueuses (BVD/MD) sur les bovins
ad2	6 Adaptation des activités du Laboratoire cantonal aux modifications législatives fédérales en cours dans le domaine des toxiques (nouvelle loi sur les produits chimiques)

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES

Indicateurs		Réalisé 2006	Planifié 2007	Planifié 2008	Ecart 07/08
ad1	1 Nombre d'inspections effectuées par l'inspectorat des denrées alimentaires	1'088	1'300	1'300	0
	2 Nombre d'analyses microbiologiques et chimiques	6'423	6'300	6'300	0
	3 Nombre d'oppositions aux mesures prises en cas de non conformité	7	10	10	0
	4 Exploitations à contrôler concernant l'usage des produits thérapeutiques chez les animaux de rente et la traçabilité du trafic du bétail à onglons (10 % des détentions de bovins du canton)		→	→	
	5 Nombre de contrôle par prélèvement de sang (bovins, caprins, ovins)		4'200	4'200	0
	6 Notifications de contrôles effectués lors de l'abattages		13'000	13'000	0
ad3	7 Nombre de classes visitées dans le cadre du programme de prévention contre les accidents par morsure (programme PAM) (en 2006: 112)		→	→	
	8 Nombre d'annonces de cas de morsures (en 2006: 77 cas de morsures sur humains. Cf remarque sous informations complémentaires*)		↗	↗	

LABORATOIRE CANTONAL ET AFFAIRES VÉTÉRINAIRES
**Informations complémentaires portées à la connaissance du
Grand Conseil**

Groupes de produits / Produits	Dépenses	Recettes	Net 2008
GP11 Denrées alimentaires et objets usuels	3'003'769	1'316'351	1'687'418
P1101 Inspection denrées alimentaires et objets usuels	957'552	325'118	632'434
P1102 Analyse des denrées alimentaires et objets usuels	1'508'298	622'608	885'690
313 Fournitures, produits et matériel de laboratoire	117'000		117'000
506 Investissement appareils scientifiques	100'000		100'000
Autres dépenses / recettes	1'291'298	622'608	668'690
P1103 Contrôle des vendanges	537'919	368'625	169'294
460 Subventions acquises de la Confédération pour les vendanges		350'000	-350'000
Autres dépenses / recettes	537'919	18'625	519'294
GP12 Piscines, toxiques, substances dangereuses	418'672	195'203	223'469
P1201 Surveillance: toxiques et substances dangereuses	191'986	25'554	166'432
P1202 Inspection des piscines et analyse de l'eau	195'904	168'255	27'649
P1203 Protection atomique et chimique	30'782	1'394	29'388
GP13 Santé animale et protection des animaux	2'497'759	1'020'446	1'477'313
P1301 Haute surveillance police des épizooties	1'652'847	916'375	736'472
301 Campagne diarrhée virale bovine/ maladie des muqueuses (BVD/MD)	460'000		460'000
301 Traitement des auxiliaires et temporaires (vétérinaires, inspecteurs des ruchers)	140'000		140'000
313 Vaccins et médicaments	78'000		78'000
318 Campagne diarrhée virale bovine/ maladie des muqueuses (BVD/MD)	288'000		288'000
318 Elimination des déchets animaux (GZM, Nessier)	280'000		280'000
318 Campagnes de surveillance	128'000		128'000
410 Patentes commerces (MB)		19'000	-19'000
480 Campagne diarrhée virale bovine/ maladie des muqueuses (BVD/MD)		850'000	-850'000
Autres dépenses / recettes	278'847	47'375	231'472
P1302 Surveillance des professions vétérinaires	20'840	3'491	17'349
P1303 Protection des animaux	641'190	80'326	560'864
301 Programme PAM, Traitement des auxiliaires et temporaires	165'000		165'000
319 Campagne diarrhée virale bovine/ maladie des muqueuses (BVD/MD)	90'000		90'000
Autres dépenses / recettes	386'190	80'326	305'864
P1304 Contrôle des animaux vivants / abattage	182'882	20'254	162'628
301 Contrôleurs des viandes	50'000		50'000
Autres dépenses / recettes	132'882	20'254	112'628
Total	5'920'200	2'532'000	3'388'200
Remarques			
* Indicateur de performance 8: Les annonces rendues obligatoires par la législation ainsi que l'évolution de la sensibilité populaire sont des facteurs qui laissent prévoir une augmentation.			

Charges et revenus comptables		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
<u>CHARGES ET REVENUS COMPTABLES</u>					
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	138'137'259.74	149'801'100	129'367'100	-20'434'000
332	Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	116'955'005.25	23'083'700	20'627'000	-2'456'700
690	Report au bilan	122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100
Total charges		255'092'264.99	172'884'800	149'994'100	-22'890'700
Total revenus		122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100
Excédent de revenus		-132'138'189.69	13'938'700	37'991'500	24'052'800

Récapitulation générale

Compte 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Budget 2008
Fr.Ecart 07/08
Fr.**CHARGES ET REVENUS PAR NATURE****COMPTE DE FONCTIONNEMENT****CHARGES****Charges de personnel**

300	Traitements des autorités, commissions et juges	13'154'901.90	13'898'300	14'143'500	245'200
301	Personnel administratif et d'exploit.	282'214'092.30	294'938'900	303'710'100	8'771'200
302	Traitements du personnel enseignant	129'072'038.85	135'025'400	139'684'400	4'659'000
303	Assurances sociales	38'216'140.90	40'311'000	41'993'000	1'682'000
304	Caisse de pensions et de prévoyance	44'718'371.50	62'073'900	53'909'000	-8'164'900
305	Assurance-maladie et accidents	2'725'979.55	2'774'500	2'809'400	34'900
306	Prestations en nature	44'792.70	7'500	25'200	17'700
307	Prestations aux retraités	7'253'687.95	6'775'500	7'309'000	533'500
308	Personnel temporaire	869'686.01	1'329'000	1'395'400	66'400
309	Autres charges de personnel	2'032'645.95	2'789'700	2'617'500	-172'200
Total		520'302'337.61	559'923'700	567'596'500	7'672'800

Biens, services et marchandises

310	Fourn. bureau, imprimés, mat. d'enseign.	10'080'707.14	11'797'900	12'267'000	469'100
311	Mobilier, machines et véhicules	9'534'420.54	10'644'100	11'135'500	491'400
312	Eau, énergie et combustibles	7'549'600.31	8'039'400	8'579'900	540'500
313	Autres marchandises	22'415'803.25	23'356'700	23'337'900	-18'800
314	Prestations de tiers pour entretien imm.	45'619'905.81	46'620'400	45'748'000	-872'400
315	Prestations tiers entretien objets mob.	6'122'563.89	7'192'300	7'765'900	573'600
316	Loyers, fermages, redevance d'util.	18'090'849.75	18'971'800	18'393'800	-578'000
317	Dédommagements	7'584'632.13	9'229'600	9'285'800	56'200
318	Honoraires et prestations de service	49'077'573.48	57'157'100	58'476'300	1'319'200
319	Autres frais	2'542'445.05	2'209'800	2'335'300	125'500
Total		178'618'501.35	195'219'100	197'325'400	2'106'300

Intérêts passifs

320	Intérêts passifs sur les engagements courants	7'120.75			
321	Intérêts passifs sur les dettes à court terme	778'404.84	1'457'000	500'000	-957'000
322	Intérêts passifs sur les dettes à moyen et long terme	39'138'840.56	33'000'000	25'970'000	-7'030'000
323	Intérêts passifs sur les dettes envers des entités particulières	54'100.50	50'000	55'000	5'000
329	Autres intérêts passifs	4'879'360.50	1'200'000	4'600'000	3'400'000
Total		44'857'827.15	35'707'000	31'125'000	-4'582'000

Amortissements

330	Amortissements du patrimoine financier	16'919'675.33	14'690'300	15'298'700	608'400
331	Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	138'137'259.74	149'801'100	129'367'100	-20'434'000
332	Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	116'955'005.25	23'083'700	20'627'000	-2'456'700
Total		272'011'940.32	187'575'100	165'292'800	-22'282'300

Parts et contributions sans affectation

340	Parts de recettes destinées à des communes	24'072'305.25	21'412'000	23'152'000	1'740'000
341	Contributions à des communes	16'868'320.00	17'860'000	22'752'800	4'892'800
Total		40'940'625.25	39'272'000	45'904'800	6'632'800

Dédommagements à des collectivités publiques

350	Dédommagements à la Confédération	3'485'158.55	4'069'600	4'108'000	38'400
351	Dédommagements à des cantons	70'808'912.95	72'552'400	76'813'000	4'260'600
352	Dédommagements à des communes	999'374.30	1'042'000	1'038'000	-4'000
Total		75'293'445.80	77'664'000	81'959'000	4'295'000

Récapitulation générale		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
Subventions accordées					
360	Subventions accordées à la Confédération	49'769'052.30	52'244'000	7'326'000	-44'918'000
361	Subventions accordées à des cantons	3'809'267.70	4'821'700	4'103'200	-718'500
362	Subventions accordées à des communes	200'565'330.50	214'397'200	221'332'200	6'935'000
363	Subventions accordées à de propres établissements	16'441'062.58	5'406'900	29'316'000	23'909'100
364	Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	296'217'944.82	315'470'400	359'281'400	43'811'000
365	Subventions accordées à des institutions privées	98'606'100.80	110'202'300	172'316'800	62'114'500
366	Subventions accordées à des personnes physiques	263'085'631.62	276'009'000	285'478'500	9'469'500
367	Subventions accordées à l'étranger	472'823.54	62'300	74'300	12'000
368	Subventions accordées à des bourgeoisies	353'009.15	440'000	808'000	368'000
Total		929'320'223.01	979'053'800	1'080'036'400	100'982'600
Subventions redistribuées					
371	Subventions redistribuées à des cantons	1'004'021.50	700'000	810'000	110'000
372	Subventions redistribuées à des communes	533'606.30	845'000	885'800	40'800
374	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte	1'313'179.55	13'785'000	2'575'000	-11'210'000
375	Subventions redistribuées à des institutions privées	3'511'362.05	3'504'100	3'537'500	33'400
376	Subventions redistribuées à des personnes physiques	108'452'460.20	110'120'300	107'034'000	-3'086'300
378	Subventions redistribuées à des bourgeoisies	663'279.90	660'000	548'000	-112'000
Total		115'477'909.50	129'614'400	115'390'300	-14'224'100
Attributions aux financements spéciaux					
380	Attributions aux financements spéciaux	62'978'488.81	48'106'200	47'366'100	-740'100
Total		62'978'488.81	48'106'200	47'366'100	-740'100
Imputations internes					
390	Imputations internes	105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300
Total		105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300

Récapitulation générale

Compte 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Budget 2008
Fr.Ecart 07/08
Fr.**COMPTE DE FONCTIONNEMENT****REVENUS****Impôts**

400	Impôts sur le revenu et la fortune	634'969'624.24	654'400'000	685'000'000	30'600'000
401	Impôts sur le bénéfice et le capital	84'065'084.51	83'544'000	90'744'000	7'200'000
402	Impôts fonciers	16'891'183.44	18'000'000	18'000'000	0
403	Impôts sur les gains en capital	20'826'795.15	20'000'000	21'500'000	1'500'000
404	Droits de mutation et de timbre	58'319'105.49	54'706'000	55'730'000	1'024'000
405	Impôts sur les successions et donations	14'001'193.65	11'000'000	12'000'000	1'000'000
406	Impôts sur la propriété et la dépense	50'011'377.77	50'148'700	52'500'000	2'351'300
408	Impôt spécial sur les forces hydrauliques	62'098'975.85	64'500'000	64'800'000	300'000
409	Amendes fiscales	1'692'841.30	300'000	1'300'000	1'000'000
Total		942'876'181.40	956'598'700	1'001'574'000	44'975'300

Patentes et concessions

410	Patentes et concessions	153'832'103.50	152'300'000	78'218'000	-74'082'000
Total		153'832'103.50	152'300'000	78'218'000	-74'082'000

Revenus des biens

420	Banques	197'839.33	23'700	13'200	-10'500
421	Revenus des créances	6'102'058.17	4'755'000	6'246'000	1'491'000
422	Revenus des capitaux du patrimoine financier	11'998'126.40	2'000'000	9'000'700	7'000'700
423	Revenus des immeubles du patrimoine financier	1'587'183.46	1'497'000	1'519'100	22'100
424	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	656'784.14	135'000	105'000	-30'000
425	Revenus des prêts du patrimoine administratif	9'383'865.10	3'211'600	2'277'800	-933'800
426	Revenus des participations permanentes du patrimoine administratif	11'932'339.43	9'692'600	11'445'500	1'752'900
427	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	5'251'626.54	5'241'800	4'615'500	-626'300
429	Autres revenus	2'212'510.00	2'556'000	2'591'000	35'000
Total		49'322'332.57	29'112'700	37'813'800	8'701'100

Contributions

430	Contributions de remplacement	393'968.40	380'000	380'000	0
431	Emoluments administratifs	58'906'682.60	56'657'600	60'263'900	3'606'300
432	Recettes hospitalières et d'établ. spéc.	7'791'678.45	7'641'700	7'269'500	-372'200
433	Ecolages	8'328'634.57	8'159'500	8'321'800	162'300
434	Autres redevances	8'242'347.44	6'114'400	17'377'000	11'262'600
435	Ventes	11'872'496.96	12'083'500	12'205'700	122'200
436	Dédommagements de tiers	28'074'688.81	56'684'800	57'328'200	643'400
437	Amendes	8'845'359.67	8'990'500	10'383'500	1'393'000
438	Prestations internes pour les investissements	3'449'525.60	3'284'600	3'574'100	289'500
439	Autres contributions	6'911'137.66	6'543'000	6'729'100	186'100
Total		142'816'520.16	166'539'600	183'832'800	17'293'200

Parts à des recettes et à des contributions sans affectation

440	Part à des recettes fédérales	401'344'341.95	398'670'000	579'037'000	180'367'000
Total		401'344'341.95	398'670'000	579'037'000	180'367'000

Dédommagements de collectivités publiques

450	Dédommagements de la Confédération	27'203'253.87	27'674'500	24'537'500	-3'137'000
451	Dédommagements de cantons	45'136'938.90	31'729'000	49'241'700	17'512'700
452	Dédommagements de communes	17'941'473.51	17'929'700	21'040'600	3'110'900
Total		90'281'666.28	77'333'200	94'819'800	17'486'600

Récapitulation générale		Compte 2006 Fr.	Budget 2007 Fr.	Budget 2008 Fr.	Ecart 07/08 Fr.
Subventions acquises					
460	Subventions acquises de la Confédération	243'231'171.49	248'607'400	151'978'900	-96'628'500
461	Subventions acquises de cantons	2'596'742.27	1'500'000	1'394'000	-106'000
462	Subventions acquises de communes	76'973'663.39	81'165'400	81'979'500	814'100
463	Subventions acquises des propres établissements	1'287'307.45	1'186'400	15'502'700	14'316'300
469	Autres subventions acquises	33'104'840.08	30'882'100	32'129'400	1'247'300
Total		357'193'724.68	363'341'300	282'984'500	-80'356'800
Subventions à redistribuer					
470	Subventions de la Confédération à redistribuer	114'027'529.90	116'054'400	112'480'300	-3'574'100
471	Subventions de cantons à redistribuer	1'450'379.60	13'560'000	2'910'000	-10'650'000
Total		115'477'909.50	129'614'400	115'390'300	-14'224'100
Prélèvements sur les financements spéciaux					
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	9'359'930.34	5'938'600	4'277'400	-1'661'200
Total		9'359'930.34	5'938'600	4'277'400	-1'661'200
Imputations internes					
490	Imputations internes	105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300
Total		105'273'877.59	112'623'700	115'165'000	2'541'300

Récapitulation générale

Compte 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Budget 2008
Fr.Ecart 07/08
Fr.**COMPTE DES INVESTISSEMENTS****DEPENSES****Investissements propres**

500	Terrains non bâtis	31'187.15	130'000	370'000	240'000
501	Ouvrages de génie civil	165'375'793.08	291'312'600	338'121'800	46'809'200
503	Terrains bâtis	14'907'840.15	40'685'000	19'680'000	-21'005'000
506	Mobilier, machines et véhicules	9'348'165.34	12'450'500	12'024'500	-426'000
509	Autres biens	1'465'884.74	2'830'000	5'961'000	3'131'000
Total		191'128'870.46	347'408'100	376'157'300	28'749'200

Prêts et participations permanentes

522	Prêts et participations permanentes aux communes	6'251'357.55	750'000	900'000	150'000
524	Sociétés d'économie mixte	20'399'544.00	35'902'700	35'680'500	-222'200
525	Prêts et participations permanentes aux institutions privées	11'987'183.55	6'500'000	1'680'000	-4'820'000
526	Prêts et participations permanentes aux personnes physiques	11'160'090.45	15'600'000	11'200'000	-4'400'000
528	Prêts et participations permanentes aux bourgeoisies	2'935'377.90	950'000	1'120'000	170'000
Total		52'733'553.45	59'702'700	50'580'500	-9'122'200

Subventions accordées

562	Subventions accordées à des communes	26'135'624.70	31'451'600	58'273'000	26'821'400
563	Subventions accordées à de propres établissements	119'701.85			
564	Subventions accordées à des sociétés d'économie mixte	35'799'224.25	29'874'000	45'005'700	15'131'700
565	Subventions accordées à des institutions privées	10'851'005.35	11'975'400	12'994'200	1'018'800
566	Subventions accordées à des personnes physiques	7'079'656.15	8'823'500	7'756'400	-1'067'100
568	Subventions accordées à des bourgeoisies	1'580'594.05	852'800	3'869'100	3'016'300
Total		81'565'806.35	82'977'300	127'898'400	44'921'100

Subventions redistribuées

572	Subventions redistribuées à des communes	26'410'271.10	45'893'200	32'580'300	-13'312'900
573	Subventions redistribuées à de propres établissements	442'992.90			
574	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte	411'271.40	650'000	470'000	-180'000
575	Subventions redistribuées à des institutions privées	2'018'695.45	1'859'700	2'265'400	405'700
576	Subventions redistribuées à des personnes physiques	2'770'119.00	1'900'900	926'400	-974'500
578	Subventions redistribuées à des bourgeoisies	7'049'492.10	3'171'600	3'206'200	34'600
Total		39'102'841.95	53'475'400	39'448'300	-14'027'100

Récapitulation générale

Compte 2006
Fr.Budget 2007
Fr.Budget 2008
Fr.Ecart 07/08
Fr.**COMPTE DES INVESTISSEMENTS****RECETTES****Transferts au patrimoine financier**

600	Transferts de terrains non bâtis au patrimoine financier	158'389.00			
606	Transferts de mobilier, de machines et de véhicules au patrimoine financier	3'443.20			
Total		161'832.20			

Remboursements de prêts et de participations permanentes

622	Remboursements de prêts et de participations permanentes de communes	9'430'504.99	1'265'000	745'000	-520'000
624	Remboursements de prêts et de participations permanentes de sociétés d'économie mixte	23'032'677.00	28'667'400	29'717'400	1'050'000
625	Remboursements de prêts et de participations permanentes d'institutions privées	13'362'678.70	3'234'400	2'074'400	-1'160'000
626	Remboursements de prêts et de participations permanentes de personnes physiques	22'991'887.25	17'635'000	15'005'000	-2'630'000
628	Remboursements de prêts et de participations permanentes de bourgeoisies	1'249'231.00	1'140'000	1'220'000	80'000
629	Autres remboursements de prêts et de participations permanentes	642'000.00			
Total		70'708'978.94	51'941'800	48'761'800	-3'180'000

Facturation à des tiers

633	Facturations à des tiers de terrains bâtis	349'660.50			
Total		349'660.50			

Remboursement de subventions accordées

645	Institutions privées	66'586.00			
646	Remboursement de personnes physiques de subventions accordées	144'344.50	105'000	105'000	0
Total		210'930.50	105'000	105'000	0

Subventions acquises

660	Subventions acquises de la Confédération	110'456'004.89	232'011'700	296'299'600	64'287'900
661	Cantons	4'565.05			
662	Subventions acquises des communes	15'510'696.65	13'487'200	15'078'100	1'590'900
669	Autres subventions acquises	5'071'486.23	5'718'900	6'406'100	687'200
Total		131'042'752.82	251'217'800	317'783'800	66'566'000

Subventions à redistribuer

670	Subventions de la Confédération à redistribuer	39'102'841.95	53'475'400	39'448'300	-14'027'100
Total		39'102'841.95	53'475'400	39'448'300	-14'027'100

Report au bilan des dépenses

690	Report au bilan	122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100
Total		122'954'075.30	186'823'500	187'985'600	1'162'100

Annexe 8 - Guide d'entretien

Etudiante au sein de la Haute Ecole Valaisanne de Sierre, en économie d'entreprise, j'effectue mon travail de diplôme sur « les méthodes d'évaluation d'une politique de développement économique, spécifiquement rurale ».

Il s'agit de mener une analyse comparative de politiques rurales dans différentes régions en suisse romande afin de déterminer les critères d'évaluation de celles-ci et de proposer un catalogue d'indicateurs d'évaluation et de pilotage d'une politique de développement rurale.

Les critères d'évaluation sont portés uniquement au niveau stratégique et non opérationnel.

L'entretien sera divisé en quatre parties distinctes :

- 1) Contexte général
- 2) Evaluation de la politique publique
- 3) Facteurs de performance
- 4) Relations avec les tiers

Information sur le déroulement de l'entretien :

Durée: Environ $\frac{3}{4}$ d'heure

Informations complémentaires

Date :

Institution :

Lieu :

Département / Service :

Intervieweuse : Christelle Fabry

1. Contexte général

- 1) Quels impacts ont eu les différentes mesures prises par la Confédération sur le canton ? (Révision de la loi sur l'aménagement du territoire en 2000, politique agricole de 2002, politique régionale, etc.)
- 2) Quels sont les axes stratégiques développés dans le canton pour développer économiquement les zones rurales / l'agriculture ?
- 3) Quelles sont les forces et faiblesses de la politique en vigueur ?
- 4) Pensez-vous avoir aujourd'hui une politique agricole favorable au développement économique des zones rurales ?
- 5) Quel est le défi principal pour le futur ?

2. Evaluation des politiques publiques → Tableau

- 6) Comment sont évaluées les politiques publiques ? Évaluez-vous chaque étape (stratégie / objectifs / mesures) ?
- 7) Que faites-vous des résultats ? À qui ces informations sont-elles données ?

3. Facteurs de performance

- 8) Quels sont les facteurs les plus importants qui favorisent la performance dans l'application de la politique publique de développement économique des zones rurales ?
- 9) Quels sont les freins les plus importants dans l'application de la politique publique de développement économique des zones rurales ?

4. Relation avec les tiers

- 10) Avez-vous des partenariats quant à la mise en œuvre de la politique rurale avec des organismes para-étatiques / privés ?
 - a. Si oui, quels en sont les termes ? (mandats de prestations, contrat par objectifs, etc.)
 - b. Si oui, comment l'impact est-il évalué ? Y a-t-il des indicateurs ?

Stratégie
Objectifs
Mesures
Indicateurs

Savez-vous si ces indicateurs sont identiques à ceux de la Confédération ? Vous en êtes-vous inspirés ?